

---

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

Google<sup>TM</sup> books

<https://books.google.com>





## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

Princeton University Library



32101 076197225

567  
JUN 4  
1906  
ms  
v. 11

Library of  
Princeton University.



Historical  
Seminary.

In memory of  
Robert Stockton Hume.













**BULLETIN**  
**DE LA**  
**SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE**  
**DE GENÈVE**

**III**



BULLETIN  
DE LA  
SOCIÉTÉ  
D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

DE GENÈVE

~~~~~  
TOME TROISIÈME  
~~~~~

GENÈVE  
LIBRAIRIE A. JULLIEN

—  
1906-1913



# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

OCTOBRE 1906

---

### Personnel de la Société.

Depuis la publication de la 9<sup>me</sup> livraison du t. II du *Bulletin*, datée de juin 1904, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

#### MM.

- 1904 Edouard CHAPUISAT, licencié en droit, secrétaire du  
Conseil administratif.  
Henri DENKINGER, pasteur.
- 1905 Alexandre GUILLOT, pasteur.  
Charles GAUTIER.  
Edmond MERCIER, docteur en médecine.  
Jules FAVARGER.  
Henry FATIO.
- 1906 Jules DE WESTERWELLER.  
Charles CHERBULIEZ, docteur en droit, notaire.  
Philibert CRAMER.  
Etienne BOREL, major.

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au 30 juin 1906, de 194.

D'autre part, la Société a eu le regret de perdre cinq de ses membres effectifs : MM. Henri de WESTERWELLER († 31 janvier 1905), Henri JUVET († 16 février 1905), Elie COUCHET († 17 mai 1905), Charles DU BOIS-MELLY, Camille FERRIER († 21 avril 1906).

C'est le doyen des chroniqueurs genevois que nous avons perdu dans la personne de Charles DU BOIS-MELLY (né le 5 mai 1821, mort le 1<sup>er</sup> juillet 1905). Doué de talents divers, à la fois peintre, dessinateur, conteur et historien, il personnifiait l'activité artistique et littéraire de notre cité. Il en a été, on l'a dit, le Walter Scott, et ses romans historiques sont la partie la plus populaire de son œuvre; ils ont charmé tous les âges de la vie. Possédant un véritable don épique, Ch. Du Bois-Melly savait aussi déployer une grâce toute idyllique dans ses nouvelles. Au point de vue historique pur, vieil habitué de nos Archives, il laisse une œuvre remarquable, qu'il s'agisse de ses études sur les relations diplomatiques de la République avec la Cour de Turin, ou de ses travaux consacrés aux mœurs, aux coutumes et à la société. Sa description si pittoresquement figurée des châteaux, manoirs et monastères des environs de Genève constitue un précieux document.

Membre correspondant de nombreux corps savants, surtout en Italie et en Savoie, il faisait part de ses travaux en premier lieu, et à l'Institut genevois, et à notre Société. On se rappelle la dernière communication qu'il nous a faite sur les mœurs soldatesques au temps des Valois. Ce vieux Genevois attirait le respect par sa belle figure, la dignité de son abord et l'élévation de son caractère.

Voici la liste chronologique de ses publications<sup>1</sup> :

Causeries du Brunswick. [Genève], 1854, in-4 obl., autogr., 75 p.  
Les cloches de Salvan. — *Revue suisse*, t. XVIII (1855), p. 757-793. — Réimprimé dans les *Nouvelles montagnardes*.

La veillée des Servantes. — *Bibliothèque universelle*, t. XXXI (1856), p. 479-496, et t. XXXII (1856), p. 26-48 et 160-197. — Réimprimé dans les *Nouvelles montagnardes*.

<sup>1</sup> Nous adressons ici nos meilleurs remerciements à Mme Émile Chaix, qui nous a obligeamment fourni les éléments de cette bibliographie.

La veillée des chafourniers. — *Bibliothèque universelle*, 4<sup>me</sup> série, t. XXXIV (1857), p. 440-461 et t. XXXV (1857), p. 89-112 et 165-189. — Réimprimé dans les *Nouvelles montagnardes*.

Tœpffer le peintre. — *Ibid.*, 4<sup>me</sup> série, t. XXXV (1857), p. 473-508 et *ibid.*, nouv. période, t. I (1858), p. 153-182.

Nouvelles montagnardes. Paris et Genève, 1858, in-12, 344 p. — 2<sup>me</sup> éd., avec portrait. Genève et Bâle, 1876, in-12, vi-454 p. — 3<sup>me</sup> éd., ornée de 58 dessins par G. Roux. Genève, 1884, in-12, 371 p.

Nouvelles d'atelier. Paris, 1859, in-12, 286 p. — 2<sup>me</sup> éd. augm. Genève et Bâle, 1884, in-12, ii-592 p.

Etudes critiques sur quelques peintres genevois : Firmin Massot. — *Bibliothèque universelle*, nouv. période, t. IX (1860), p. 400-415. — Tiré à part, Genève, 1860, in-8.

Majorie, ou l'invasion des Français en Valais, 1798-1799. (Roman national). Lausanne, 1864, in-8, 326 p. — Nouv. éd. Genève, 1904, in-8, ii-302 p.

P. L. de la Rive et les premières expositions de peinture à Genève, 1769-1834. Genève, 1868, in-8, 38 p.

Chronique. Les souvenirs de Jacques Guérin : Genève et la société genevoise, de 1815 à 1830. Genève, 1869, in-8, 144 p.

Chroniques. Genève en 1706 : nos annales au commencement du siècle XVIII<sup>e</sup>; Pierre Fatio et les troubles populaires de l'année 1707. Genève, 1870, in-12, 248 p.

Les mœurs genevoises de 1700 à 1760. Genève, 1875, in-8, 356 p. — 2<sup>me</sup> éd. augm. Genève et Bâle, 1882, in-8, 383 p.

Mémoires d'un fugitif (1686), suivi de : Journal de Genève pour la présente année 1690. Genève et Bâle, 1877, in-8, 270 p.

Voyages d'artiste en Italie, 1850-1875. Genève et Bâle, 1877, in-8, 391 p.

Le récit de Nicolas Muss, serviteur de M<sup>r</sup> l'Amiral. Episode de la Saint-Barthélemy. Genève et Bâle, 1878, in-8, 258 p.

A propos de l'exposition Diday à l'Athénée. — *Journal de Genève*, 26 juillet 1878.

Pierre Fatio, drame historique en six tableaux. Genève et Bâle, 1880, in-8, 125 p.

La Seigneurie de Genève et ses relations extérieures, 1720-1749. Genève et Bâle, 1880, in-8, 228 p.

Histoire anecdotique et diplomatique du traité de Turin entre la cour de Sardaigne et la Ville de Genève, 1754. Genève et Bâle, 1880, in-8, 133 p.

Glossaire du XVI<sup>m</sup> siècle. Etude des mots et des mœurs de cette époque d'après les documents contemporains. [Fragments :] — Spécimen, Genève, 1884, pet. in-8, 12 p., et *Revue savoissienne*, 25<sup>m</sup>e année (1884), p. 105-107, 26<sup>m</sup>e année (1885), p. 91-96 et 376-389. — Les deux derniers articles ont paru à part, Annecy, 1885, pet. in-8, 16 p. et 1886, in-8, 16 p.

Léonard Lugardon, sa vie et son œuvre. — *Journal de Genève*, 27 janvier 1885.

Eve de la Pasle, épisode de la guerre de Genève, 1589-1590. Genève et Bâle, 1886, in-12, 435 p.

Le bourg féodal du Valentin à Turin. Traduction libre, analyse et commentaires d'après le catalogue officiel de l'Exposition générale italienne. — *Revue savoissienne*, 27<sup>m</sup>e année (1886), p. 119-134, 156-167, 202-210 et 226-233. — Tiré à part, Annecy, 1886, in-8.

Etude critique du IV<sup>m</sup> vol. de la Bibliothèque historique italienne (Relations diplomatiques de la monarchie de Savoie, 1713-1715. France). — *Ibid.*, 28<sup>m</sup>e année (1887), p. 52-69 et 97-108. — Tiré à part, Annecy, 1887, in-8.

La visite des logis le jour de l'an 1587. Etrences aux anciens Genevois. — *Journal de Genève*, 2 janvier 1887.

Journal du siège de Turin en 1640. Trad. libre et analyse de cette relation anonyme publ. pour la première fois par M. A. Manno dans les *Miscellanea di storia italiana* (t. XXIV). — *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXVIII (1888), p. 109-117.

Une vieille lettre de nouvel an. Genève, premier jour de l'an 1588. Etrences aux anciens Genevois. — *Journal de Genève*, 3 janvier 1888.

La neige à Genève, 1785. Notes d'archives. — *Tribune de Genève*, 17 février 1888.

Un bal à Genève en 1766. Notes d'archives. — *Ibid.*, 13 mars 1888.

La loterie des Natifs, 1768. — *Ibid.*, 25 et 26 mars 1888.

De l'allégorie et du réalisme à propos des monuments commémoratifs du 10 août. — *Journal de Genève*, 13 juin 1888.



Deux histoires de jeunes filles, 1760. — *Tribune de Genève*, 11 et 23 août 1888.

Des usages funèbres et des cimetières à Genève au siècle passé. Genève, 1888, in-8, 23 p.

Châteaux, manoirs et monastères des environs de Genève. [1<sup>re</sup> série]. Quarante dessins. Genève, 1889, gr. in-8, pl., autogr.

Du bannissement sous le gouvernement de l'ancienne République de Genève, 1535-1798. — *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXIX (1889), p. 45-69. — Tiré à part, Genève, 1889, in-8.

L'affaire Juranville, 1595-1596. — *Ibid.*, p. 151-184. — Tiré à part, Genève, 1889, in-8.

De la désertion malicieuse et de l'adultère, de la séparation conjugale et du divorce, sous l'ancienne législation genevoise. — *Ibid.*, t. XXX (1890), p. 19-56. — Tiré à part, Genève, 1889, in-8.

De l'exercice des derniers droits féodaux dans l'ancienne République de Genève. — *Ibid.*, p. 235-303. — Tiré à part, Genève, 1890, in-8.

Genève à la fin du XVII<sup>me</sup> siècle. Traduction libre de la *Storia genevrina*. — *Ibid.*, t. XXXI (1892), p. 21-92. — Tiré à part, Genève, 1891, in-8.

Les ordonnances royales et les mœurs sous le règne des derniers Valois. [1<sup>re</sup> partie.] — *Ibid.*, p. 151-228. — Tiré à part, Genève et Bâle, 1891, in-8.

Relations de la cour de Sardaigne et de la République de Genève depuis le traité de Turin jusqu'à la fin de l'ancien régime, 1754-1792. Genève et Bâle, 1891, in-8, 349 p.

Châteaux, manoirs et monastères des environs de Genève. (2<sup>me</sup> série). Trente dessins d'après nature et notes historiques: Genève, 1891, gr. in-8, 64 p., pl., autogr.

L'amour et la peste, Genève 1624-1637. Genève et Bâle, 1892, in-8, 376 p.

Les ordonnances royales et les mœurs sous le règne des derniers Valois. [2<sup>me</sup> partie.] — *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXXII (1894), p. 105-168. — Tiré à part, Genève, 1893, in-8.

Mœurs soldatesques et « coutumes de mars », de Louis XII à Henri II. — *Ibid.*, p. 309-413. — Tiré à part, Genève, 1894, in-8.

Une escapade d'enfant. Incident diplomatique du temps de Louis XV. — *Journal de Genève*, 12 novembre 1896.

Le déclin de la chevalerie et gent d'armurerie, du règne de Jean le Bon à celui de Louis XI (1350-1483). — *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXXIV (1897), p. 165-272. — Tiré à part, Genève, 1896, in-8.

Un chapitre du livre de messire de La Tour-Landry, 1372. (Est-il permis à une honnête femme ou fille d'être amoureuse ?) — *Ibid.*, p. 321-334. — Tiré à part, Genève, 1897, in-8.

« Ceux de Genève », 1601-1602. Genève et Bâle, 1897, in-8, 373 p. — 2<sup>me</sup> éd., avec portrait. Genève et Bâle, 1899, in-8, 373 p.

Dragonnette Cerisier, Genève 1513-1519. Genève et Bâle, 1899, in-8, 445 p.

Châteaux, manoirs et monastères des environs de Genève. (3<sup>me</sup> série.) Trente-trois dessins d'après nature et notes historiques. [Genève, 1900], gr. in-8, v-49 p., pl., autogr.

Le dict de Châtillon, chronique du quatorzième siècle, précédée d'une lettre ouverte, pour l'intelligence de ce manuscrit. Genève, 1901, in-8, vii-120 p.

Les souvenirs de maître Raymond. — *Escalade, 1602-1902*, [récit par S. G. S., notice par] Alfred Cartier et [nouvelle par] Charles Du Bois-Melly (Genève, 1902, in-4, pl.), p. 49-72.

La Pastoure, histoire du temps de Calvin (Genève 1536-1538). Genève, 1904, in-8, 411 p.

La Société a encore perdu deux de ses membres correspondants : MM. Victor FLOUR DE SAINT-GENIS et Henri MORIN-PONS.

Victor FLOUR DE SAINT-GENIS est mort au château de la Rochette, près Semur, le 13 novembre 1904; il avait été nommé membre correspondant de notre Société le 25 novembre 1869. Il fut longtemps notre voisin, à Chambéry, où il publia une *Histoire de Savoie, d'après les documents originaux, depuis les origines les plus reculées jusqu'à l'annexion* (Chambéry, 1868-1869, 3 vol., in-8); les rousseauistes ont déjà relevé, dans cette histoire, des pièces intéressantes relatives à Claude Anet et à M<sup>me</sup> de Warens. Historien impartial, Victor Flour de Saint-Genis admirait Genève et rendait hommage aux grandes figures du protestantisme; ainsi il a écrit une notice sur Jacqueline de Montbel (*Les femmes d'autrefois : Jacqueline de Montbel, veuve de Coligny*,

1561-1599. Paris, 1869, in-18). Plus tard, fixé dans le Poitou, il rédigea un *Inventaire des Archives municipales de Châtellerault antérieures à 1790*, (Châtellerault, 1877, in-4).

Transplanté de l'est à l'ouest, puis de l'ouest à l'est de la France, il habita successivement la Savoie, le Poitou et enfin la Bourgogne, où il continua à s'occuper d'études historiques. Il a présidé la Société des sciences historiques et naturelles de Semur (Côte-d'Or) et c'est près de cette antique petite ville qu'il a terminé sa carrière.

Henri MORIN-PONS est décédé le 19 janvier 1905, à l'âge de 73 ans, à Lyon, où il s'était acquis une grande situation dans le monde des affaires et de la politique, aussi bien que dans les milieux religieux et les sociétés savantes. Ce financier, administrateur de la Banque de France et du Crédit Lyonnais, cet homme du monde, ce dilettante, auteur d'un opéra intitulé *Malatesta*, qui fut joué, se doublait d'un numismate sérieux, écrivant avec autant d'élégance qu'il parlait. Il n'avait que 22 ans quand parut son beau livre sur la *Numismatique féodale du Dauphiné. Archevêques de Vienne. Evêques de Grenoble. Dauphins de Viennois*, (Paris, 1854, in-fol.); cet ouvrage, dont Frédéric Soret rendit compte dans la séance du 27 avril de cette année, valut à H. Morin-Pons le titre de membre associé étranger de la Société. Il semble que le souci des affaires ait quelque peu détourné H. Morin-Pons d'une voie où il devait rester un maître de premier ordre. *La Numismatique de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon* (Lyon, 1900, gr. in-4) a été le second et dernier grand ouvrage qu'il a publié sur ces matières. Membre et président de l'Académie de Lyon, c'est dans les *Mémoires* de cette Compagnie qu'il a fait paraître la plupart de ses autres travaux d'une étendue moins considérable. Ce sont des comptes rendus, des rapports, des discours académiques, genre où il excellait, des notices sur divers personnages dont la présence a illustré Lyon ou le Dauphiné : les Villeroy (1861), la fille de Bayart (1875), Lamartine (1890), Joséphin Soulayr (1891 et 1895), Auguste Allmer (1899). *La Revue belge de numismatique* a donné, en 1899, un article de lui sur la monnaie d'or de Guillaume Paléologue, marquis de Montferrat, et la *Revue suisse de numismatique*, en 1891-1892,

son étude sur le sceau de Vautier Bonjour, chanoine de Genève.

H. Morin-Pons a contribué à resserrer les rapports qui doivent unir les deux cités du Rhône, Genève et Lyon. Il l'a fait d'abord à cause de l'intérêt que, membre du Consistoire de Lyon, il devait porter à la capitale de la Réforme française, puis en raison de ses attaches de famille et des alliances que les siens ont contractées chez nous.

---

### **Mémoires, Rapports, etc.**

*Présentés à la Société.*

710. — *Séance du 10 novembre 1904.*

**L'arrestation des sujets britanniques à Genève, en 1803, d'après des documents de famille, par F.-F. ROGET.** — Impr. dans le *Journal de Genève* des 11, 12, 13, 14 et 16 juillet 1906.

**La noblesse des bourgeois de Genève, avant 1793, par M. Louis DUFOUR-VERNES.**

La seigneurie de Genève, qui succéda en 1535 aux princes-évêques, considérait le titre de bourgeois de Genève comme un titre noble. La bourgeoisie n'était en effet conférée que si le candidat était affranchi des impôts de la taille, de la main-morte et autres, auxquels étaient soumis ailleurs ceux qui n'étaient pas nobles, soit les roturiers. Un bon nombre d'extraits des registres du Conseil confirment le fait.

Il est encore à remarquer que les titres de bourgeois et de citoyen descendant de bourgeois donnaient le droit de posséder des fiefs nobles. C'est ainsi qu'un Genevois admis à la bourgeoisie en 1604 se vit réclamer l'impôt de la taille par la Chambre des comptes, parce qu'à l'époque de son entrée en possession de pièces de terre nobles il n'était pas encore bourgeois.

Même des nobles et des grands personnages des pays étrangers, considérant le titre de bourgeois de Genève comme un honneur, non seulement étaient heureux qu'il leur fût conféré, mais encore le demandaient. C'est ainsi que plusieurs princes allemands le reçurent avec reconnaissance.

711. — *Séance du 24 novembre 1904.*

**La question d'Ithaque, par M. Edouard NAVILLE.**

Monsieur Dœrpfeld, le directeur de l'Institut archéologique allemand d'Athènes, a soulevé une question qui passionne, en ce moment, le monde des hellénistes : il s'agit de savoir si le nom d'Ithaque désigne, aujourd'hui encore, la petite île sur laquelle régna Ulysse. Contrairement à l'opinion reçue jusqu'ici sans contestation, le savant archéologue croit que c'est Leucade, la grande île située au nord des Ionniennes et séparée de la côte par un simple chenal, qu'il faut identifier avec l'Ithaque d'Homère, et que l'Ithaque actuelle est la Samé du poète. L'opinion de M. Dœrpfeld est vivement combattue par plusieurs savants, par MM. Wilamovitz et Bérard en particulier ; elle repose cependant sur des arguments si solides, que M. Naville a fini, après un premier sentiment de défiance, par être convaincu de son bien-fondé.

**Lettres de Henri Meister sur Paris en 1804, par M. Eugène RITTER.** — Impr. dans la *Bibliothèque universelle*, t. XLI (1906), p. 538-545.

712. — *Séance du 15 décembre 1904.*

**Les Burgondes et la langue burgonde en pays roman, par M. Ferdinand DE SAUSSURE.**

Etablis d'abord dans le bassin de l'Elbe, puis dans le Wurtemberg actuel, les Burgondes, avant de se fixer dans nos contrées, avaient formé sur le Rhin moyen, autour de Worms, un état éphémère, dont le souvenir, embelli par la poésie, s'est transmis de génération en génération dans les récits et les chansons épiques relatifs aux *Nibelungen*. De la langue parlée par les Burgondes il ne subsiste que de misérables vestiges, presque uniquement des noms propres et quelques termes juridiques, d'après lesquels il est bien difficile de juger si elle appartenait au groupe occidental des langues germaniques, dont font partie l'allemand et l'anglais, ou bien au groupe oriental ou gothique. Après avoir examiné les principaux arguments fournis de part et d'autre, M. de Saussure se prononce, en définitive, pour la seconde alternative. Il étudie ensuite ceux des noms de lieux de la Suisse romande et de la Savoie auxquels on peut, avec plus ou moins de vraisemblance, attribuer une origine burgonde, notamment les très nombreux noms en *-ens*, *-ins* et *-inges*, dérivés pour la plupart, à ce qu'il semble, au moyen d'un suffixe germanique, de noms d'anciens propriétaires barbares. Combien de temps ces barbares ont-ils conservé l'usage de leur

langue germanique et sont-ils restés distincts de la population de langue romane dans laquelle ils ont fini par être absorbés? Dans ses récentes *Etudes de toponymie romane* (Fribourg, 1902), M. Stadelmann, contrairement à l'opinion généralement admise par nos historiens, a cru pouvoir conclure de la forme de quelques noms de lieux vaudois que les Burgondes n'ont pas été romanisés avant le VIII<sup>m</sup> siècle. S'il en était ainsi, dit M. de Saussure en terminant, l'on aurait à se demander quelle part l'Helvétie burgonde peut avoir eue dans la genèse et la propagation de la légende épique des *Nibelungen*.

**Les Institutions chimiques de J.-J. Rousseau, par M. Théophile DUFOUR.** — Impr. dans la *Semaine littéraire* du 17 décembre 1904. Tiré à part avec additions et notes, Genève, 1905, in-8, 23 pages.

713. — *Séance du 12 janvier 1905.*

Rapport du président (M. Charles SEITZ) et du trésorier (M. Victor VAN BERCHEM) sur l'exercice 1904.

Élection du comité : MM. FRANCIS DE CRUE, président ; Frédéric GARDY, vice-président ; Léopold MICHELI, secrétaire ; Victor VAN BERCHEM, trésorier ; Paul SCHAZMANN, bibliothécaire ; Alfred CARTIER, Lucien CRAMER, LÉON GAUTIER, Charles SEITZ.

**Les attributions judiciaires des syndics de Genève au XV<sup>m</sup> siècle, par M. Léopold MICHELI.**

M. L. Micheli donne lecture d'un chapitre de la thèse qu'il a présentée à l'Ecole des Chartes. L'extrême rareté des documents antérieurs à la charte d'Adémar Fabri rend l'étude de l'origine de ces attributions très difficile ; il semble pourtant, d'après un texte de 1288, qu'il faille la rechercher dans le principe du jugement par les pairs. Au XV<sup>m</sup> siècle, les syndics ne participent ni à l'arrestation des criminels, ni aux enquêtes dirigées contre eux ; ils se bornent à prononcer des sentences qu'ils n'ont pas le pouvoir de faire exécuter eux-mêmes. Leur rôle est donc bien celui des pairs de l'accusé qui, dans les cours féodales, « disent le droit ».

Les syndics n'interviennent pas dans les causes criminelles en vertu d'un droit souverain appartenant à la communauté des citoyens, ils agissent au nom de l'Evêque, en qui résident tous les droits de juridiction.

Dans la seconde partie de sa communication, M. Micheli expose la marche des procédures criminelles au XV<sup>m</sup> siècle, depuis l'arrestation des malfaiteurs jusqu'à l'exécution des condamnés.

**Les anciens tombeaux trouvés dans l'église de Saint-Gervais, par  
M. B. REBER.**

Plusieurs historiens et archéologues, Baulacre, Blavignac, Gosse, parlent d'un dolmen préhistorique contenu dans la crypte de l'église de Saint-Gervais; Blavignac considère en outre la crypte elle-même comme un des plus anciens édifices religieux de Genève, et ces affirmations, qui ne reposent sur aucune certitude historique, sont répétées dans tous les manuels d'histoire de Genève.

Vers 1860, on a défoncé la crypte pour y placer un volumineux calorifère, et les traces de dolmen qui pouvaient subsister alors ont complètement disparu.

M. Reber a suivi très attentivement la dernière restauration de Saint-Gervais, et il a été à même de faire d'intéressantes observations sur le sol qui a été mis à découvert; la nef et toutes les chapelles, celle dite des Allemands ou de Saint-Protais, en particulier, semble n'avoir formé qu'une vaste nécropole.

M. Reber décrit un certain nombre de tombeaux en dalles brutes de molasse et de gneiss erratique, analogues à ceux qu'il a trouvés dans d'autres stations, à Veyrier, à Genthod, à Lancy, et qu'il croit pouvoir faire remonter à l'époque helvète-burgonde. Il admet qu'un reste de monument préhistorique ait pu exister dans la crypte de Saint-Gervais, et que parmi les sarcophages découverts dans l'église quelques-uns appartiennent à la période romaine.

*714. — Séance du 26 janvier 1905.*

**Les fêtes officielles à Genève sous le régime français, par  
M. Edouard CHAPUISAT.**

Sous ce titre, M. Edouard Chapuisat rappelle, d'après les documents des archives de la Ville de Genève<sup>1</sup>, quelles furent les cérémonies auxquelles les Genevois furent astreints pendant l'occupation française, et la part que leurs magistrats furent tenus d'y prendre. Les prescriptions du Directoire avaient créé un grand nombre de fêtes. A côté même de celles qui furent célébrées périodiquement, comme celles de messidor (fête de la Fédération), de thermidor (anniversaire du 10 août), du 18 fructidor (anniversaire du coup d'Etat de l'an V), etc., il venait s'en ajouter d'autres pour tel ou tel objet : ainsi le 20 prairial an VII, Genève eut à prendre part aux cérémonies funèbres organisées à la mémoire des plénipotentiaires français assassinés à Rastadt; en l'an VIII elle accueillit le premier consul. A côté

<sup>1</sup> a) Seize registres; b) quatre copies de lettres; c) quarante-cinq cartons contenant les annexes.

des fêtes politiques, les registres de la Mairie donnent quelques renseignements sur l'observation des décadis et sur les fêtes *morales* de la République ; fêtes de la vieillesse, des époux, de la jeunesse. Sous le rapport des réjouissances officielles, l'Empire ne le céda en rien à la République : les Genevois accueillirent avec la même résignation ses manifestations. Que leur importait l'Empire ou la République ? c'était le joug lui-même qu'ils avaient peine à supporter. La psychologie des Genevois à l'époque de l'occupation est intéressante à étudier. Très réservés dans les mémoires qu'ils écrivaient au jour le jour, ils ne laissent percer qu'au moment de la libération leurs sentiments d'indépendance. Les magistrats eux-mêmes, fort circonspects dans leurs registres officiels et leur correspondance avec les préfets ou avec les ministres, se révèlent, par une lecture attentive, beaucoup plus comme les défenseurs de leurs concitoyens vis-à-vis du Gouvernement que comme les agents de celui-ci. Les détails abondent. Les discours prononcés par le président de l'administration municipale, puis par les maires, voilent sous une forme emphatique la réprobation des actes sanguinaires tendant à l'oppression ; les copies de lettres attestent le zèle des magistrats pour diminuer les corvées, réduire les impôts ; les requêtes et demandes en faveur des négociants sont fréquentes et cela est naturel, vu la crise terrible traversée alors par le commerce. Mais ces faits ne devaient pas se baser sur un esprit de sédition et, pour le prouver, les magistrats observaient correctement les anniversaires et les cérémonies officielles. Celles-ci débutaient généralement par une réunion autour de l'autel de la Patrie, dressé sur la plaine de Plainpalais : un discours du préfet, un discours du maire, la prestation de serment des nouveaux fonctionnaires publics et des officiers de la garde nationale venaient donner quelque relief à la fête, qui se poursuivait par des jeux, des danses, des courses et une illumination. D'autres fois, c'était au temple de Saint-Pierre lui-même, orné de transparents portant devises et de tous les emblèmes suggérés par la cérémonie, que celle-ci avait lieu. Les fêtes furent si fréquentes que l'administration nomma un « Directeur des fêtes nationales ». Le citoyen Jaquet, sculpteur de grand mérite, semble s'être acquitté de ces fonctions avec zèle et savoir. Mentionnons en terminant que la dernière fête dont les registres parlent se rapporte à l'anniversaire du couronnement de Bonaparte, le 6 décembre 1813. Quelques années auparavant, les mêmes registres relatent la fête républicaine « de la souveraineté du Peuple ».

715. — *Séance du 9 février 1905.*

**Les attributions de quelques tableaux des musées de Genève, par M. Conrad DE MANDACH.**



Grâce à la photographie, les études d'attribution ont pris une importance toute nouvelle. On ne se fie plus à la tradition, depuis qu'on a trouvé moyen de grouper les œuvres de chaque maître en un ensemble bien caractérisé. Chaque artiste a son style, comme chaque individu a son écriture à lui. En conséquence, toute œuvre d'art porte en elle-même la marque de son auteur. La tâche de l'historien d'art, lorsqu'il se trouve en face d'une œuvre dont l'attribution est contestée ou contestable, est de retrouver cette marque personnelle.

Dans la plupart des musées d'Europe, les attributions ont été soigneusement vérifiées et scientifiquement établies. C'est le cas surtout pour les galeries de peinture de Berlin et de Londres. A Genève, ce travail reste à faire et M. de Mandach cherche à donner une idée, par quelques exemples, de la méthode qu'il faut suivre et du but que l'on peut atteindre dans ce genre d'études.

Il démontre que le tableau n° 3829 du musée Fol, attribué par le catalogue au XIV<sup>me</sup> siècle, date en réalité du XV<sup>me</sup> siècle et provient de l'école ombrienne.

Le n° 3837 de ce même musée est considéré par l'auteur du catalogue comme étant de l'école siennoise du XIV<sup>me</sup> siècle et comme provenant de la main d'un certain Marino Agnelli, peintre à nous inconnu. Le conférencier établit que l'inscription du tableau a été altérée par un restaurateur et que la date « 1501 » a été mal lue par l'auteur du catalogue, qui se n'est pas douté de l'omission de la boucle inférieure du « 8 ». C'est « 1581 » qu'il faut lire et non « 1501 », et l'auteur du tableau n'est pas « Marino Agnelli » mais « Angelo Marini », peintre de Crémone, mort vers 1586.

Au musée Rath, le *Miracle de Saint Antoine de Padoue* (n° 427) n'est pas de la main du Titien, mais de celle d'un copiste.

Dans ce même musée, le Cristofano Allori est une copie exécutée d'après la fameuse *Judith* du maître au musée des Offices à Florence.

La toile du musée Rath (n° 134) représentant le *Triomphe de David* est une œuvre de premier ordre qui doit être attribuée à Matteo Rosselli, peintre florentin (1578-1650), et non pas, comme le voudrait le catalogue, au Dominiquin.

Ces études d'attribution n'amènent pas toujours à des résultats définitifs. Elles sont cependant toujours utiles, car elles placent les œuvres dans leur vrai jour et marquent l'importance qu'il faut leur attribuer dans le cadre général de l'histoire de l'art. Le conférencier examine, à ce point de vue, quelques œuvres du musée Rath : le n° 15 (Fra Bartolommeo et Mariotto Albertinelli), n° 466 (Paul Veronèse), n° 75 (Caravaggio).

716. — Séance du 23 février 1905.

**Communications diverses.**

**M. Victor BRIÈRE** présente une série d'objets, outils, armes, etc., d'époques très différentes, découverts sur un espace restreint, dans le lit d'une rivière, à Yverdon. Partant de cet exemple, il montre qu'on ne saurait user de trop de prudence en déterminant l'âge d'objets trouvés sur un même emplacement; la présence d'un « témoin » ne peut servir à dater d'autres objets que lorsqu'on opère des fouilles dans un terrain vierge, c'est-à-dire dans un terrain que n'ont bouleversé ni les phénomènes naturels, ni la main des hommes.

M. Brière présente encore à la Société deux ouvrages de chirurgie du XVI<sup>me</sup> siècle, très rares et intéressants surtout parce que leurs auteurs prirent part aux guerres de Bourgogne. Le premier est intitulé : *Feldbuch der Wundartzney von meister Hans von Gersdorff*, [Strasbourg?], 1527; le second : *Chirurgia, das ist Handwürckung der Wundartzney Hier. Braunschweig*, Francfort, 1539.

**M. Victor VAN BERCHEM** rend compte de l'article intitulé : *Recherches sur l'Eglise cathédrale de Genève au VI<sup>me</sup> siècle*, par l'abbé Marius Besson, dans l'*Anzeiger für Schweizerische Geschichte*, Jahrg. XXXV, 1904 (Neue Folge, Bd IX), p. 319-329.

**M. Eugène RITTER** communique quelques observations sur une lettre de M<sup>me</sup> de Staël, publiée par Et. Charavay dans la *Revue des documents historiques*, 5<sup>me</sup> année (1878), p. 120-123. Cette lettre qui est datée : C., 24 novembre, ne peut avoir été écrite qu'en 1796, car l'auteur y fait allusion à l'impression de son livre sur les *Passions*, paru en 1796. Or, comme M<sup>me</sup> de Staël y dit ailleurs qu'elle a 28 ans (elle était née en 1766), il faut en conclure qu'elle s'est réunie de deux ans.

M. Ritter donne encore lecture d'une lettre d'Eynard à son ami Hess, datée du 18 mai 1839, dans laquelle Eynard rapporte un long entretien qu'il a eu avec le roi Louis-Philippe, entretien qui a roulé sur la Suisse, et, en particulier, sur l'affaire du prince Louis-Napoléon. Cette lettre est actuellement la propriété de M. Reinhardt-Hess, à Winterthour.

**Trois lettres de soldats des armées napoléoniennes, communiquées par M. Frédéric GARDY.**

Ces lettres, adressées à leur famille par des soldats originaires du département du Léman, se trouvaient parmi des documents provenant des archives de la préfecture de ce département et actuellement conservés à la Bibliothèque publique. La première est signée : Pierre Marmoux, et

datée : Turin, le 10 fructidor an XII [28 août 1804]; la deuxième est signée : Jean Marmoux, et datée : Armée d'Italie, du camp de Véronne, le 31 vendémiaire an XIV [23 octobre 1805]; la troisième est signée : Jean-Louis Roch, et datée : Prusse, le douse juin 1813. Elles contiennent quelques détails sur les événements militaires contemporains et sur les privations et les fatigues endurées par les soldats français.

717. — *Séance du 9 mars 1905.*

**La Maison de ville de Genève avant la Réforme**, par **M. Camille MARTIN**. — Impr. dans *M. D. G.*, série in-4, t. III, 1<sup>re</sup> partie.

718. — *Séance du 23 mars 1905.*

**J.-J. Rousseau et le docteur Tronchin, d'après des documents inédits**, par **M. Henry TRONCHIN**. — Impr. dans les *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. I, 1905, p. 25-55; réimpr. avec quelques modifications dans l'ouvrage intitulé : *Un médecin du XVIII<sup>me</sup> siècle, Théodore Tronchin (1709-1781)*, Paris, 1906, in-8, p. 239-298.

719. — *Séance du 6 avril 1905.*

**La variole à Genève au XVII<sup>me</sup> et au XVIII<sup>me</sup> siècle ; l'introduction de la vaccine**, par **M. Léon GAUTIER**. — Fragment (p. 377-416) de l'ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle* (*M. D. G.*, 2<sup>me</sup> série, t. X.)

**Les maladies de Calvin d'après le professeur Doumergue**, par **M. Léon GAUTIER**. — Impr. dans la *Revue médicale de la Suisse romande*, t. XXV, p. 494-502.

**Le bastion de Soleure**, par **M. Max VAN BERCHEM**.

M. van Berchem décrit les remparts de Soleure, notamment le Thurm Schänzli qu'il est question de faire disparaître; il plaide pour la conservation de cet antique monument.

720. — *Séance du 27 avril 1905.*

**Les voyages de Jean-Alphonse Turretini en 1691**, par **M. Eugène DE BUDÉ**.

M. Eugène de Budé raconte les voyages que J.-A. Turretini fit en 1691, à l'âge de 19 ans et demi, en France et en Hollande. Cette communication a pour source les lettres que le jeune théologien adressait à quelques membres de sa famille et qui contiennent une foule de détails intéressants sur la vie sociale et littéraire de la fin du XVII<sup>me</sup> siècle. — A Paris,

Turretini voit les hommes les plus célèbres du temps : le P. Malebranche, dont il loue l'accueil bienveillant, le philosophe Pavillon, avec lequel il a de longs entretiens ; il assiste aux premières représentations de la tragédie de *Tiridate* de Campistron, et du *Grondeur* de Brueys, interprétées par les meilleurs artistes, Baron, Raisin et la Champmeslé. — En Hollande, après avoir fait une excursion très intéressante dans la partie septentrionale du pays, il visite les différentes universités ; l'accueil flatteur qu'il reçoit de tous les professeurs et qu'il doit en partie au souvenir de son père, ne l'empêche pas de voir chez eux bien des travers, et aux éloges qu'il en fait, il ne manque pas de joindre d'assez mordantes critiques. Il raconte les querelles théologiques de Bayle et de Jurieu, dont il eut quelque peu à souffrir ; il eut pourtant l'esprit de ne prendre parti pour aucun des adversaires.

M. de Budé termine sa communication par le récit de la vie de Turretini à Rotterdam, d'où il s'embarqua pour l'Angleterre.

721. — *Séance du 4 mai 1905.*

**Fouilles récentes à Thèbes. Communication de M. Edouard NAVILLE, accompagnée de projections lumineuses.**

Dans le cirque de Deir el Bahari, non loin du grand temple construit par la reine Hatschepsi, de la XIX<sup>me</sup> dynastie, l'attention de M. Edouard Naville avait été attirée par des buttes de sable, assez élevées, qui semblaient devoir recouvrir les restes d'un autre édifice. Quelques sondages opérés en 1904 confirmèrent cette hypothèse, et la dernière campagne de fouilles, entièrement consacrée au déblaiement de l'emplacement, amena une découverte de la plus haute importance, celle d'un temple qu'une inscription permet de faire remonter à la XI<sup>me</sup> dynastie, soit à une époque dont on ne connaissait aucun monument de cette importance. Ce temple, mis à découvert dans toute sa partie antérieure, a été malheureusement fort malmené par les architectes de la reine Hatschepsi, qui en ont utilisé des matériaux. Le portique, de style proto-dorique, est encore debout.

Au cours des travaux, d'intéressantes trouvailles ont été faites : des bas-reliefs, des statues, des tombeaux ; la plus curieuse de ces découvertes est celle du sarcophage d'une princesse, orné de bas-reliefs représentant des scènes familiales : la princesse est assise et respire le parfum d'un lotus ; une servante l'évente ; une autre arrange sa coiffure ; plus loin un esclave traite une vache et offre une tasse de lait à sa maîtresse. La sculpture de ce monument est un admirable échantillon de l'art de la XI<sup>me</sup> dynastie. — Au centre de l'espace occupé par le temple s'élève un tertre qui n'a pas encore été déblayé et que M. Naville espère attaquer l'année prochaine.

722. — *Séance du 9 novembre 1905.*

**Les cuivres damasquinés et les verres émaillés arabes, par M. Max VAN BERCHEM.**

L'art arabe a pris une extension considérable au moyen âge, les pays musulmans ayant hérité d'une bonne partie des civilisations antiques. A côté de ses écoles de peinture et d'architecture, l'Orient a vu naître alors d'innombrables écoles d'arts mineurs dont les produits se répandaient partout. Ces objets d'art, assez négligés jusqu'ici, jouissent aujourd'hui d'un regain de faveur. D'une part, les collectionneurs les ont mis à la mode et les poussent à des prix très élevés; d'autre part, les savants d'une jeune école, qui cherche dans l'art oriental la solution d'une partie des problèmes soulevés par l'histoire générale de l'art, en ont entrepris l'étude critique.

A ce point de vue, les objets de cuivre et de verre sont peut-être les plus importants, parce qu'en dehors de leur valeur artistique, ils fournissent, plus que tous les autres, des inscriptions donnant des faits précis : dates, signatures d'artisans, noms de souverains, de fonctionnaires, lieux de fabrication, etc.

On a tenté, pour les cuivres d'art, une classification par école qu'il est prudent de considérer comme une convention commode, mais provisoire. C'est ainsi qu'on parle d'une grande école de Mossoul aux XII<sup>me</sup> et XIII<sup>me</sup> siècles, avant l'invasion des Mongols, dont les ramifications s'étendent d'une part en Perse, d'autre part en Syrie. Après l'invasion mongole et la ruine de la Mésopotamie, ce sont les produits de ces régions extrêmes qui s'offrent en plus grand nombre, et, du XIV<sup>me</sup> au XVI<sup>me</sup> siècle, on distingue notamment une école persane, qui comprend aussi l'Asie centrale et l'Inde, et une école syro-égyptienne, s'étendant à l'Arabie méridionale et jusqu'à l'Italie, qui produit au XVI<sup>me</sup> siècle des objets de cuivre imités de l'art arabe.

Le problème des verres émaillés est plus circonscrit que celui des cuivres damasquinés et gravés. Tous les produits de cet art qu'il est possible de dater par leurs inscriptions proviennent du royaume des sultans Mamlonko, de la fin du XIII<sup>me</sup> au début du XV<sup>me</sup> siècle, avec deux ramifications principales, l'une en Arabie méridionale, l'autre à Venise au XV<sup>me</sup> siècle. Plusieurs indices tendent à prouver que ces verres ont été fabriqués principalement en Syrie, et ce fait est confirmé par les dates extrêmes de ces produits, correspondant d'une part à la chute définitive des établissements latins de Terre-Sainte (1291), d'autre part à l'invasion de Tamerlan en Syrie (1401).

M. van Berchem fait ressortir, à l'aide de nombreuses planches, la valeur artistique de ces objets et leur importance pour les questions de style et

d'iconographie. Mais il insiste surtout sur la méthode épigraphique, à l'aide de laquelle on arrive à les classer, au point de vue de la date et de la provenance, en prenant pour jalons les objets parfaitement déterminés sous ce double rapport et en groupant autour d'eux, par une série d'analogies de forme ou d'inductions historiques, les objets dont l'état civil est plus ou moins obscur.

723. — *Séance du 23 novembre 1905.*

**Derniers voyages de Jean-Alphonse Turrettini (1693), d'après une correspondance inédite, par M. Eugène DE BUDE.**

Dans une précédente communication (séance du 27 avril 1905), Monsieur de Budé avait raconté le commencement des voyages de Turrettini; il le suit maintenant en Angleterre et en France. Grâce à la correspondance du jeune théologien, il peut donner un tableau complet de la vie politique et littéraire de ces deux pays. A Londres, Turrettini est introduit auprès des souverains, mais il préfère de beaucoup, à leur conversation banale, les entretiens qu'il peut avoir avec Newton; il voit également St-Evremond, la Bastide, Fatio de Dulliers et Burnet; ce dernier lui rend largement l'hospitalité qu'il avait reçue autrefois à Genève, dans la famille Turrettini.

Avant de rentrer à Genève, Turrettini fait un second séjour à Paris; il en profite pour parcourir les musées et surtout les bibliothèques publiques et privées. Il assiste à la réception de Bignon, de La Bruyère et de La Loubère à l'Académie française.

Les dernières lettres qu'il adresse à sa famille sont pleines de détails navrants sur la misère qui règne et sur les guerres qui désolent l'Europe.

Le jeune voyageur rentre à Genève à la fin de l'année 1693, rapportant un riche bagage de connaissances utiles et de beaux souvenirs.

**Notes sur la reconstruction de la façade de Saint-Pierre en 1756, par M. Camille MARTIN.**

Les travaux de démolition de l'ancien orgue de la cathédrale ont permis de voir pendant quelques jours, avant l'installation du nouvel instrument, le revers de la face ouest de l'édifice. On sait que lors de la reconstruction de la façade, les architectes avaient cherché à relier, aussi bien qu'ils le pouvaient, les parties nouvelles à l'architecture de l'ancienne cathédrale. En utilisant de vieux matériaux et en en apportant de nouveaux, ils avaient composé une face intérieure qui ne jurait pas trop avec le reste de l'édifice. Cet essai d'architecture archaisante, en plein XVIII<sup>m</sup><sup>e</sup> siècle, est intéressant à constater, mais témoigne de plus de bonne volonté que de science et d'art. Le motif principal de cette composition, deux forts piliers sup-

portant un arc ajouré à son sommet en forme de trèfle, a été détruit cette année pour agrandir la galerie de l'orgue. Des photographies et des relevés pris avant la démolition seront joints aux documents que l'Association pour la restauration de Saint-Pierre a remis à la Ville de Genève pour être déposés au Musée.

**Les dalles tombales de Saint-Pierre, par M. Camille MARTIN.**

Un vœu qu'avaient formulé à plusieurs reprises bien des historiens et des archéologues genevois a pu enfin être réalisé cette année, grâce à l'initiative prise par l'Association pour la restauration de Saint-Pierre, et grâce à l'appui prêté par la Société d'histoire et d'archéologie.

Les dalles tombales, placées à l'entrée de la cathédrale, en face de la porte principale de l'ouest, ont été enlevées avec soin et dressées le long des murs des bas-côtés de la nef. Ce tranfert était d'autant plus licite que les pierres ne recouvraient plus les restes de ceux dont elles conservaient la mémoire ; placées en 1730 dans cette situation très préjudiciable à leur conservation, elles avaient été soulevées en 1850 par Blavignac, qui fit exécuter dans le sol sous-jacent des fouilles infructueuses. On ignore leur position primitive ainsi que les raisons de leur premier déplacement. Les dalles, au nombre de 11, étaient pour la plupart en pierre de roche du Jura ; une seule, en marbre noir, devait provenir des carrières du Valais. Les noms des personnages dont elles recouvraient jadis les tombes ont pu être déterminés, grâce aux inscriptions funéraires qui y étaient gravées. Ce sont neuf chanoines, un bourgeois de Genève et un seigneur de la contrée. Un seul personnage n'a pu être identifié, vu le mauvais état de la pierre, qui a cependant été conservée au Musée lapidaire de la cathédrale.

Nous ne pouvons donner ici le texte complet des inscriptions qui ont été relevées ; elles seront publiées ultérieurement avec d'autres documents de même nature. Bornons-nous à mentionner les noms des personnages qui figurent sur les dalles : *Franciscus de Menthone* et *Richardus de Rossillone* (sur la même pierre), *Johannes de Byolea*, *Petrus de Viriaco*, *Johannes Ronserii*, *Humbertus de Chissiac*, *Mermetus Penneti*, *Ludovicus de Arlo* et *Hugo de Viola*, tous chanoines ; *Gondisalvus de Malvenda*, bourgeois de Genève et frère du chanoine de même nom ; *Gallesius Cocci*, *condominus Ginessiati*.

Toutes ces dalles sont postérieures au milieu du XV<sup>m</sup> siècle ; plusieurs d'entre elles sont même datées des premières années du siècle suivant. En plus des inscriptions, servant généralement d'encadrement, quelques pierres présentent les figures des défunts en grand costume, des armoiries, ou de simples ornements, le tout gravé au trait.

724. — *Séance du 14 décembre 1905.***Les ancêtres savoyards de M<sup>me</sup> de Staël, par M. Eugène RITTER.**

M. Eugène Ritter donne lecture d'un mémoire qu'il a présenté au Congrès des Sociétés savantes de Savoie (Aix-les-Bains, septembre 1905) sur les ancêtres savoyards de M<sup>me</sup> de Staël.

A plus d'une reprise, M. Ritter avait déjà publié des recherches sur l'ascendance de cette personne célèbre : *Les recherches généalogiques à Genève* (*Bull. Inst. genev.*, t. XXV, 1883, p. 507-518; tiré à part, s. l, n. d., in-8, 16 p.); *Notes sur M<sup>me</sup> de Staël* (*Ibid.*, t. XXXV, 1900, p. 215-320; tiré à part, Genève, 1899, in-8, 110 p.); *Recherches généalogiques* (*Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France*, t. LXIV, 1905, p. 206-215; tiré à part, Paris, 1905, in-8, 13 p. suivies d'un tableau).

Dans ce nouveau mémoire, M. Ritter énumère six familles savoyardes qui ont leur place sur l'arbre ascendant de M<sup>me</sup> de Staël : de Scionzier; Revilliod, de Cornières près Ville-la-Grand; d'Entremonts, de Thônes; Villiet, de Vers au mont de Sion; Bonivard(?) et Vertier, de Rumilly en Albanais.

Des recherches ultérieures réussiraient sans doute à ajouter à ce groupe quelques autres familles encore.

**La Maison de ville de Genève au XVI<sup>me</sup> siècle, par M. Camille MARTIN.** — Impr. dans M. D. G., série in-4, t. III, 2<sup>me</sup> partie, p. 61-82.725. — *Séance du 11 janvier 1906.*

Rapport du président (M. Francis DE CRUE) et du trésorier (M. Victor VAN BERCHEM) sur l'exercice 1905.

**Un conflit d'étiquette entre les Conseils de Genève et la Vénérable Compagnie des pasteurs : l'affaire du chapeau (1771-1773), par M. E.-L. BURNET.** — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, t. XIV (1906), p. 171-183, 201-213 et 225-237.

726. — *Séance du 25 janvier 1906.***Basile I<sup>er</sup>, sa jeunesse, son avènement, par M. Albert VOGT.**

L'histoire de ce que l'on appelle vulgairement le « Bas Empire » est très peu connue. Cela tient à beaucoup de raisons : au mépris des historiens pour une époque qu'ils ne connaissaient pas, à la difficulté de réunir les matériaux, au manque d'éditions critiques, à beaucoup d'autres choses encore. Néanmoins de sérieux efforts ont été tentés ces années dernières



pour faire revivre l'histoire byzantine. L'Allemagne, la France, la Russie, l'Angleterre, même l'Orient, commencent à défricher ce vaste champ et, dès à présent, on peut entrevoir le haut intérêt de ces études. M. Vogt a voulu essayer, de son côté, d'écrire la vie d'un des plus illustres basileis qui ait régné sur Constantinople : Basile I<sup>er</sup>. Chose curieuse ! Cet empereur qui fonda une dynastie, qui fut tout à la fois général heureux, administrateur incomparable, diplomate habile, législateur, ami des arts et des lettres, n'a pas encore sa monographie. Et cependant, quoi de plus grand que ce petit paysan de Macédoine, pauvre, sans culture, qui, un jour de l'année 856, entra furtivement par une porte de service au Palais impérial et s'y fit si bien sa place que dix ans plus tard il était sur le trône. Sans doute une si rapide fortune n'alla pas sans crimes. Pour se tracer le chemin qui, des écuries de son maître, Michel III, le conduisit au gouvernement de l'Empire, successivement Basile dut tuer Bardas, oncle de l'empereur, prêter la main à tous les tristes plaisirs du jeune souverain corrompu avant l'âge, épouser sa concubine, et finalement, tuer le basileus lui-même. Mais ces crimes qui eussent, à d'autres époques, déshonoré pour toujours un homme, étaient choses si fréquentes à Byzance, qu'on les pardonna sans trop de peine à Basile quand on vit qu'une fois empereur, il ne songeait plus qu'au bien de ses sujets. Sous son habile gouvernement l'ordre rentra dans les finances. La « crise sociale », alors à son paroxysme, fut pour un temps enrayée ; les paysans respirèrent et purent travailler de nouveau la terre. La question religieuse fut résolue par le renvoi de Photius et la réintégration d'Ignace, sur l'ordre formel du Pape. Les premiers travaux préparatoires à la publication des *Basiliques* furent commencés et, pour hâter la codification des coutumes et l'unification du droit, Basile publia tout de suite ses deux livres de lois : le *Prochiron* et l'*Epanagoge*. Tant de bienfaits firent oublier à la population de Byzance les origines douteuses de son souverain. Photius, pour revenir au pouvoir, lui fabriqua une généalogie qui faisait descendre ses parents des Arracides et de Constantin ; on ferma les yeux sur l'étrange famille qui l'entourait, dans laquelle, à côté de ses enfants légitimes, on voyait au premier rang son fils putatif, qui n'était autre qu'un bâtard de Michel, Léon, son successeur ; on fêta ses triomphes militaires et ses gloires littéraires ; on se prit à aimer la maison macédonienne, si bien que lorsqu'il mourut, fou ou à peu près, en 886, le peuple tout entier le regretta et le pleura.

C'est la première partie de cette fantastique épopée : l'histoire de Basile, de sa naissance à Andrinople à son avènement, que M. Vogt a lu au cours de cette séance.

724. — *Séance du 14 décembre 1905.*

**Les ancêtres savoyards de M<sup>me</sup> de Staël, par M. Eugène RITTER.**

M. Eugène Ritter donne lecture d'un mémoire qu'il a présenté au Congrès des Sociétés savantes de Savoie (Aix-les-Bains, septembre 1905) sur les ancêtres savoyards de M<sup>me</sup> de Staël.

A plus d'une reprise, M. Ritter avait déjà publié des recherches sur l'ascendance de cette personne célèbre : *Les recherches généalogiques à Genève* (*Bull. Inst. genev.*, t. XXV, 1883, p. 507-518; tiré à part, s. l, n. d., in-8, 16 p.); *Notes sur Mme de Staël* (*Ibid.*, t. XXXV, 1900, p. 215-320; tiré à part, Genève, 1899, in-8, 110 p.); *Recherches généalogiques* (*Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France*, t. LXIV, 1905, p. 206-215; tiré à part, Paris, 1905, in-8, 13 p. suivies d'un tableau).

Dans ce nouveau mémoire, M. Ritter énumère six familles savoyardes qui ont leur place sur l'arbre ascendant de M<sup>me</sup> de Staël : de Scionzier; Revilliod, de Cornières près Ville-la-Grand; d'Entremonts, de Thônes; Villiet, de Vers au mont de Sion; Bonivard(?) et Vertier, de Rumilly en Albanais.

Des recherches ultérieures réussiraient sans doute à ajouter à ce groupe quelques autres familles encore.

**La Maison de ville de Genève au XVI<sup>me</sup> siècle, par M. Camille MARTIN.** — Impr. dans M. D. G., série in-4, t. III, 2<sup>me</sup> partie, p. 61-82.

725. — *Séance du 11 janvier 1906.*

Rapport du président (M. Francis DE CRUE) et du trésorier (M. Victor VAN BERCHEM) sur l'exercice 1905.

**Un conflit d'étiquette entre les Conseils de Genève et la Vénérable Compagnie des pasteurs : l'affaire du chapeau (1771-1773), par M. E.-L. BURNET.** — Impr. dans la *Revue historique vaudoise*, t. XIV (1906), p. 171-183, 201-213 et 225-237.

726. — *Séance du 25 janvier 1906.*

**Basile I<sup>er</sup>, sa jeunesse, son avènement, par M. Albert VOGT.**

L'histoire de ce que l'on appelle vulgairement le « Bas Empire » est très peu connue. Cela tient à beaucoup de raisons : au mépris des historiens pour une époque qu'ils ne connaissaient pas, à la difficulté de réunir les matériaux, au manque d'éditions critiques, à beaucoup d'autres choses encore. Néanmoins de sérieux efforts ont été tentés ces années dernières

pour faire revivre l'histoire byzantine. L'Allemagne, la France, la Russie, l'Angleterre, même l'Orient, commencent à défricher ce vaste champ et, dès à présent, on peut entrevoir le haut intérêt de ces études. M. Vogt a voulu essayer, de son côté, d'écrire la vie d'un des plus illustres basileis qui ait régné sur Constantinople : Basile I<sup>er</sup>. Chose curieuse ! Cet empereur qui fonda une dynastie, qui fut tout à la fois général heureux, administrateur incomparable, diplomate habile, législateur, ami des arts et des lettres, n'a pas encore sa monographie. Et cependant, quoi de plus grand que ce petit paysan de Macédoine, pauvre, sans culture, qui, un jour de l'année 856, entra furtivement par une porte de service au Palais impérial et s'y fit si bien sa place que dix ans plus tard il était sur le trône. Sans doute une si rapide fortune n'alla pas sans crimes. Pour se tracer le chemin qui, des écuries de son maître, Michel III, le conduisit au gouvernement de l'Empire, successivement Basile dut tuer Bardas, oncle de l'empereur, prêter la main à tous les tristes plaisirs du jeune souverain corrompu avant l'âge, épouser sa concubine, et finalement, tuer le basileus lui-même. Mais ces crimes qui eussent, à d'autres époques, déshonoré pour toujours un homme, étaient choses si fréquentes à Byzance, qu'on les pardonna sans trop de peine à Basile quand on vit qu'une fois empereur, il ne songeait plus qu'au bien de ses sujets. Sous son habile gouvernement l'ordre rentra dans les finances. La « crise sociale », alors à son paroxysme, fut pour un temps enrayée ; les paysans respirèrent et purent travailler de nouveau la terre. La question religieuse fut résolue par le renvoi de Photius et la réintégration d'Ignace, sur l'ordre formel du Pape. Les premiers travaux préparatoires à la publication des *Basiliques* furent commencés et, pour hâter la codification des coutumes et l'unification du droit, Basile publia tout de suite ses deux livres de lois : le *Prochiron* et l'*Epanagoge*. Tant de bienfaits firent oublier à la population de Byzance les origines douteuses de son souverain. Photius, pour revenir au pouvoir, lui fabriqua une généalogie qui faisait descendre ses parents des Arracides et de Constantin ; on ferma les yeux sur l'étrange famille qui l'entourait, dans laquelle, à côté de ses enfants légitimes, on voyait au premier rang son fils putatif, qui n'était autre qu'un bâtard de Michel, Léon, son successeur ; on fêta ses triomphes militaires et ses gloires littéraires ; on se prit à aimer la maison macédonienne, si bien que lorsqu'il mourut, fou ou à peu près, en 886, le peuple tout entier le regretta et le pleura.

C'est la première partie de cette fantastique épopée : l'histoire de Basile, de sa naissance à Andrinople à son avènement, que M. Vogt a lu au cours de cette séance.

727. — *Séance du 8 février 1906.*

**Les noms de lieux en -inge, -in et -ens, par M. Ernest MURET.**

Les noms de lieux en -inge, si fréquents en Savoie, les noms en -ange de la Bourgogne et de la Lorraine, en -in (Genève) et -ins (Vaud) de l'ancien décanat d'Aubonne, en -ens et -enges des cantons de Vaud et de Fribourg, sont généralement identifiés avec les noms de lieux allemands en -ingen, dérivés de noms de personnes germaniques. Presque seul, M. Charles Marteaux (*Revue Savoisienne*, 1900) s'est élevé contre l'opinion régnante, en montrant que dans beaucoup de ces prétendus noms en -ingen de la Haute-Savoie, on peut reconnaître des noms de personnes romains et des suffixes latins.

L'étude attentive des anciennes graphies et l'observation des patois permettent d'aller beaucoup plus loin que M. Marteaux et de distinguer nettement différents modes de formation. La distinction orthographique des noms en -en- et -in- est assez constante et correspond, dans les patois de la Suisse romande et de la Savoie, à une différence de prononciation. La plupart des noms en -in(s) et en -inge ont partout la même voyelle que les formes patoises de *quīnque*, *vīnum*, *canem*, *sanctum Symphorianum*. La plupart des noms en -ens et -enges ont, en Savoie et dans une partie du canton de Vaud, la même voyelle que les mots latins ou germaniques dont l'*n* était précédé d'un *ē* ou d'un *ī* (*vīndēmīa*, *domīnica*, *līngua*, *rīng*, etc.). De plus, les noms en -inge ont en patois la finale *-u*, tandis que les noms en -enges se terminent par un *e*, correspondant à un *a* antérieur.

Il suit de là que les noms en -ens et -enges ou -ange peuvent seuls être ramenés au type germanique en -ingen. La plupart des noms en -in(s) de la Suisse romande et de la Savoie se laissent facilement dériver de noms de personnes romains, au moyen du suffixe rare -inus (*Chandolin*, de *Scandilius* ou *Scandalus*?) ou du suffixe très fréquent -anus, dont l'*a* précédant *n* devait se changer en *i* sous l'influence de l'*i* final du radical des gentilices en -ius. Les noms en -inge se dérivent pareillement de gentilices romains au moyen du suffixe -anicus, dont il y a maint exemple dans la nomenclature géographique du Midi de la France.

Ainsi l'étude des patois, l'analyse de leurs voyelles et de leurs consonnes peut jeter quelque lumière sur l'histoire de notre sol et de ses habitants et suppléer en quelque mesure aux lacunes des documents écrits. La grande enquête qui se poursuit actuellement sur les patois et les noms de lieux de la Suisse romande n'intéresse pas seulement les linguistes, mais quiconque a souci de notre passé et de nos origines.

728. — *Séance du 22 février 1906.*

**La Chambre de la réformation, par M. Louis DUFOUR-VERNES.**

Dès le milieu du seizième siècle, des criées se faisaient sur les places publiques pour réprimer le luxe ou ce qu'on considérait comme tel, sous quelque forme que ce fût : ornements divers, élégance dans les vêtements, danses, banquets exagérés, etc. En 1564, le Petit et le Grand Conseil votèrent sur « la réformation des accoustremens excessifz » une ordonnance qui comprenait défense à tous, de quelque condition qu'ils fussent, de s'adonner au luxe des bijoux et des vêtements, et aux couturiers et autres ouvriers de faire des ouvrages y contrevenant. Mais le luxe augmentait de plus en plus, malgré les années difficiles que Genève traversait à la fin du siècle. Aussi, au siècle suivant, les réglemens sur tous les excès se multiplient. Enfin, en 1646, la Chambre de la réformation du luxe se crée; elle était composée de seigneurs du Petit et du Grand Conseil. Les délinquants comparaissaient, les amendes, s'il y avait lieu, étaient prononcées, puis venait le rapport sur ceux qui seraient appelés à la séance suivante. Le premier registre de la Chambre, conservé aux Archives d'Etat, comprend douze années, de 1646 à 1658. Il renferme de nombreuses décisions prises par elle pour lui donner plus de force de répression et aussi pour procéder à des changements nécessités par les circonstances. Tous ceux de la ville étaient répartis en classes, première, deuxième, troisième qualités; il fallait empêcher que ces derniers n'adoptassent ce qui n'était permis qu'à une classe supérieure, chose à laquelle ils n'étaient que trop portés, soit les hommes, soit les femmes, et surtout celles-ci. Quant aux ressortissans de la première qualité, ils n'avaient que trop de tendance à pratiquer le luxe en ce qui concernait leurs carrosses, leurs laquais et cochers, les noces, les ensevelissemens et les vêtements habituels ou ceux de deuil. Les femmes surtout ne voulaient souvent pas avouer leurs contraventions, refusaient de comparaître, se faisant remplacer par leurs maris, qui à leur tour venaient prononcer à la Chambre des paroles insolentes.

On comprend que les membres de la Chambre de la réformation aient été souvent bien découragés; ils étaient parfois obligés de modérer les amendes, ou même de se contenter d'une simple réprimande, surtout quand il s'agissait de petits conseillers ou de syndics. Les séances qui, au début, se tenaient deux fois par semaine, s'espacèrent bientôt; dès la seconde année, les membres ne furent plus convoqués que tous les quinze jours, et de temps à autre il y avait des interruptions de convocation pendant un ou plusieurs mois. Et cependant ce n'était pas la besogne qui manquait. Aussi rien de plus significatif que ces paroles d'un syndic dans la dernière séance de l'année 1658 : « Il

« est nécessaire d'adviser à quelque fort remède pour réprimer le luxe  
« extraordinaire dès quelque temps que la Chambre ne s'est assemblée. »

**Lettre de Jean Romilly à J.-J. Rousseau, communiquée par  
M. Eugène RITTER.**

M. Ritter donne lecture de quelques pages d'une longue lettre de l'horloger Romilly (voir sur ce dernier : Sénebier, *Histoire littéraire de Genève*, t. III, p. 325) adressé à J.-J. Rousseau; elle n'est pas datée, mais elle est postérieure de quelques mois à la condamnation de l'*Emile*.

Romilly était le contemporain de Jean-Jacques, et resta son ami jusqu'à la fin; il assista en 1778 à l'enterrement du philosophe.

Cette lettre, qui offre quelque intérêt pour la biographie de Rousseau, contient aussi de curieuses appréciations sur l'état de l'horlogerie à cette époque.

**729. — Séance du 8 mars 1906.**

**Les fouilles récentes de l'église abbatiale de Romainmotier.**  
**Communication de M. Albert NAEF, accompagnée de projections lumineuses.** — Impr. dans : *Anzeiger für Schweizerische Altertumskunde*, neue Folge, Bd. VII (1905-1906), p. 210-230.

**730. — Séance du 22 mars 1906.**

**Théodore de Bèze, ses biographes et ses œuvres, par M. Eugène CHOISY.**

La vie de Théodore de Bèze, surtout la seconde partie de sa vie, celle qui fut consacrée à poursuivre l'œuvre de Calvin, n'a pas été écrite d'une façon satisfaisante; M. Eug. Choisy le démontre en critiquant les différentes biographies du grand réformateur que nous possédons actuellement.

Celle d'Antoine de la Faye, *De vita et obitu clarissimi viri D. Theodori Bezae* (Genève, 1606, in-4), la seule antérieure au XIX<sup>me</sup> siècle, intéressante en tant que témoignage contemporain, est tendancieuse : l'auteur est préoccupé avant tout du désir de faire son propre éloge, de prouver que c'est à lui qu'incombe l'honneur de succéder à Bèze comme chef de l'Eglise de Genève.

L'étude de Schlosser, *Leben des Theodor de Beza und des Peter Martyr Vermili* (Heidelberg, 1809, in-8), ne donne pas un portrait exact de Bèze, auquel elle prête des sentiments absolument faux lorsqu'elle lui fait approuver l'abjuration d'Henri IV.

Les quelques chapitres consacrés à Bèze par Sayous dans ses *Etudes littéraires sur les écrivains de la Réformation* (Genève, 1841, 2 vol. in-8),

ont été largement utilisés pour tous les travaux subséquents; le caractère de Bèze, l'importance de ses œuvres, son éloquence y sont bien mis en relief, mais ces chapitres ne constituent pas une biographie complète.

L'ouvrage de Baum, *Theodor Beza nach handschriftlichen und anderen gleichzeitigen Quellen dargestellt* (Leipzig, 1843 et 1851, 2 vol. in-8), accompagné de nombreuses pièces justificatives, a une grande valeur; il est malheureusement inachevé et s'arrête en 1563.

Les biographies de Heppe, *Theodor Beza. Leben und ausgewählte Schriften* (Elberfeld, 1861, in-8), de van Proosdij, *Theodorus Beza, medearbeider en opvolger van Calvijn* (Leyde, 1895, in-8) et de Henry Martyn Baird, *Theodore Beza, the counsellor of the french Reformation, 1519-1605* (New-York, 1899, in-16) ne sont guère qu'un résumé des travaux antérieurs.

Enfin, les ouvrages publiés par MM. A. Bernus, *Théodore de Bèze à Lausanne* (Lausanne, 1900, in-8), Ch. Borgeaud, *L'Académie de Calvin* (Genève, 1900, in-4), A. Cartier, *Les idées politiques de Théodore de Bèze* (*Bull. de la Soc. d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. II, 1900, p. 187-206), E. Choisy, *L'état chrétien calviniste à Genève au temps de Théodore de Bèze*, (Genève, 1902, in-8), et Hippolyte Aubert, *La conversion de Th. de Bèze à la Réforme* (*Bull. de la Soc. de l'histoire du protestantisme français*, t. LIV, 1905, p. 533-548) ne traitent que certains points spéciaux du caractère, de la vie ou de l'œuvre de Th. de Bèze.

Dans la seconde partie de sa communication, M. Choisy énumère les œuvres de Bèze en analysant brièvement les plus importantes d'entre elles et en indiquant leurs principales éditions ou traductions. Bèze a cultivé avec succès les genres les plus variés : la poésie lyrique, le drame, la satire, la polémique théologique, la poésie religieuse, la dogmatique, la morale, l'exégèse, l'histoire, l'éloquence sacrée et il a même abordé les questions de droit matrimonial.

731. — *Séance du 5 avril 1906.*

**Le tome second des Registres du Conseil de Genève, par M. Victor VAN BERCHEM.**

M. Victor van Berchem entretient la Société du tome second des *Registres du Conseil de Genève* (1461-1477), dont il achève la publication en collaboration avec M. Louis Dufour-Vernes (Genève, 1906, in-8 de ix-573 p.). Ce volume ne fait pas seulement connaître l'organisation et la vie de la communauté genevoise à cette époque; deux événements d'un intérêt plus général y tiennent une grande place : la révolte de Philippe de Savoie contre le gouvernement de son père, le duc Louis I<sup>er</sup>, en 1462,

et les guerres de Bourgogne. M. van Berchem s'attache à retracer le conflit de 1462 et à préciser, à la lumière des registres, le rôle que les Genevois furent entraînés à y jouer. A la suite du coup de main de Philippe, dit Monsieur, sur le château de Thonon, où résidait la cour de Savoie, et de la mort violente de deux des principaux conseillers ducaux, le marquis de Saint-Sorlin et le chancelier de Valpergue, que l'opinion publique rendait plus particulièrement responsables des abus du gouvernement, le duc Louis chercha un refuge dans les murs de Genève (13 juillet). Il y fut reçu avec respect. Mais bientôt, la cause de Philippe et des idées de réforme politique qu'il représentait gagna dans la ville des partisans de plus en plus nombreux; les violences de la *camarilla* qui entourait le duc contribuèrent à ce changement de l'opinion, dont plusieurs incidents (entre autres l'évasion du président du conseil de Chambéry, Guy de Feisigny, enfermé à la prison de l'Île) sont les sûrs indices. En septembre, le Conseil entre ouvertement en relations avec Philippe, et lorsque, le 9 octobre, le jeune prince se présente de bon matin à la porte de Cornavin, suivi d'une escorte où figuraient cinq à six cents soldats suisses venus de Fribourg et de Berne, il ne semble pas que l'on ait songé sérieusement à lui refuser l'entrée. Dès lors Philippe est le véritable maître de la ville : les Genevois s'opposent par la force à l'intervention d'un envoyé du roi de France Louis XI en faveur des conseillers menacés du duc de Savoie; la réunion des Trois Etats de Savoie, convoquée à Genève à la fin d'octobre, se prononce en faveur de Philippe. La réaction politique dont celui-ci était le chef n'était pas seulement dirigée contre les abus intérieurs du gouvernement, elle visait aussi à affaiblir l'influence prépondérante de la France en Savoie. La part que Genève prit à ce mouvement devait avoir pour elle des conséquences économiques désastreuses, car elle servit de prétexte aux mesures du roi Louis XI contre les foires de Genève. Quant à Philippe de Savoie, il conserva fidèlement le souvenir de l'appui que lui avaient donné les Genevois.

**Les agents de change à Genève sous le régime français, par M. Edouard CHAPUISAT.**

D'après certains renseignements retrouvés dans les archives municipales de la Ville de Genève et les archives nationales françaises, M. Edouard Chapuisat retrace l'état des agents de change à Genève dès l'an VII. La République de Genève avait pris diverses dispositions les concernant et la loi en vigueur lors de l'annexion datait du 23 octobre 1797. Elle déterminait le mode d'admission au rôle des agents et fixait leur nombre à cinq. Mais la loi n'avait pas d'effet rétroactif et l'an VII trouvait encore en fonctions treize agents assermentés par la République de Genève et



confirmés le premier Messidor an VI par le Commissaire du Gouvernement, Félix Desportes. Dès l'annexion, des citoyens se présentèrent en grand nombre pour remplir les fonctions d'agents de change, s'appuyant sur le principe de la liberté du commerce. Le Commissaire du Directoire exécutif près l'Administration municipale, Philippe, engagea celle-ci à réclamer pour Genève une disposition légale limitative, semblable à celle qu'avait obtenue la Ville de Paris. Une pétition des négociants appuya les observations de Philippe.

Les négociants genevois traitaient déjà avec un nombre d'agents disproportionné à leurs besoins; ils constatent dans leur requête « que la surabondance de ces agens les met dans la nécessité de créer souvent des affaires dont l'immoralité ne saurait lutter contre le besoin de gagner ».

La Municipalité rappela, à son tour, au Gouvernement que les faillites « innombrables » sévissant à Genève depuis plusieurs années avaient contribué, avec les billets solidaires à liquider et les circonstances politiques, à affaiblir le crédit du commerce genevois. La Municipalité ne réclama du reste pas la limitation au nombre de cinq prévu par la loi genevoise; elle estimait que sept agents pourraient être tolérés « sans détriment du commerce <sup>1</sup> ».

Le gouvernement mit à l'étude la pétition des Genevois, tout en remarquant que la question des agents de change était liée à celle de l'établissement et de l'organisation des Bourses, au sujet desquels les Conseils n'avaient point encore pris de décision. Mais le commerce genevois ne tenait point à la création d'une Bourse. « Une Bourse à Genève, déclare le préfet <sup>2</sup>, ne servirait que de lieu de rendez-vous aux hommes désœuvrés : il en est peu dans cette ville, la Bourse en accroîtait infailliblement le nombre; aux jours de sa plus grande prospérité, Genève fesoit un assés grand commerce, et n'avoit jamais senti le besoin de cet établissement. »

Les négociants eux-mêmes, dans une lettre adressée au préfet, avaient écrit : « Genève est petit, le quartier où se font les affaires de commerce est resserré dans son centre, tout le monde se connoît, chacun prend le moment qui lui convient le mieux pour ses communications commerciales, elles ne sont point de nature à pouvoir se traiter hors des comptoirs ou des ateliers. Une Bourse de Commerce seroit donc nuisible, elle deviendrait onéreuse, ses effets seraient fâcheux pour l'industrie..... »

Malgré ce qui précède, un décret du 18 février 1808 créa une bourse de

<sup>1</sup> Reg. de la Municipalité. Séance du 27 vendémiaire an VII. (Arch. de la ville de Genève).

<sup>2</sup> Lettre du 29 floréal an IX adressée au Ministre de l'Intérieur (Arch. nat. F. 12. 479 c.).

commerce à Genève, fixa le nombre des agents de change à huit, et leur cautionnement à 12000 francs. La Bourse fut placée à l'Hôtel de Ville, dans le local précédemment occupé par un sieur Sandoz, cafetier. Deux courtiers en marchandises y furent adjoints.

Les nouveaux élus furent assermentés le 25 juin par le maire. Ils furent seuls autorisés, dès le 18 décembre 1810, à publier des feuilles exclusivement consacrées à l'annonce du cours du change, et des variations survenues dans le cours des marchandises.

Il ressort des documents officiels que le gouvernement utilisa les agents de change et les courtiers pour les renseignements qu'il désirait obtenir sur le marché de Genève, renseignements que les agents devaient donner avec circonspection, « de manière à ne causer au commerce ni défiance, ni alarmes ».

732. — *Séance du 26 avril 1906.*

**Vie de Samuel Turretini, théologien genevois (1688-1727), par M. Eugène DE BUDÉ.**

Samuel Turretini, fils de Michel Turretini, professeur distingué de notre Académie et pasteur de mérite, suivit la carrière paternelle. Après quatre années de fortes études et avant sa réception au saint ministère, il voyagea. En Allemagne, il fit la connaissance de plusieurs hommes illustres : Van Boshuyen, à Hanau, qui lui ouvre sa riche bibliothèque, le Dr Mieg, à Heidelberg.

A Paris, il pénétra dans la société de Fontenelle, de l'abbé Bignon, du P. Tournemine, des Bénédictins Montfaucon, Nourri, Banduri, du dominicain Lequien, l'éditeur de Jean Damascène.

A Rotterdam il rendit visite à Jurieu, le violent polémiste d'autrefois que l'âge et la maladie avaient assagi. « Il passe le jour dans son fauteuil, écrit Samuel Turretini à son cousin Jean-Alphonse, il est presque sans mouvement. Il ne parle guère que par oui ou par non. Il vous salue par la bouche de sa femme qui fait les honneurs de la maison et qui parle assez pour tous deux. »

A Londres, à Oxford, à Cambridge, Turretini ne laisse échapper aucune occasion de voir des hommes intéressants ou des choses curieuses. Grâce à son nom il est reçu partout. Les lettres qu'il écrit complètent admirablement ce que les voyages *d'outre-manche* de J.-A. Turretini, Baulacre, Lullin, Sarasin et Vernet, nous ont appris sur les rapports entre Genève et l'Angleterre aux XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles.

Pendant son absence, et avant sa consécration, Samuel Turretini reçut deux appels, l'un de l'Eglise de Bâle, l'autre de celle de Marbourg, qu'il refusa. — De retour au pays, il fut consacré en février 1713 et obtint

d'abord une place de pasteur en ville, dans la paroisse de Saint-Gervais; puis il fut nommé successivement pasteur de l'Eglise italienne, professeur d'hébreu, de langues orientales et de théologie; enfin la Vénérable Compagnie le désigna pour occuper la place de bibliothécaire laissée vacante par la mort de Sartoris.

M. de Budé analyse les écrits de Turretini, ses thèses latines et françaises, son ouvrage sur *les prétendus inspirés des derniers siècles*, ses sermons, ses propositions et donne la caractéristique de sa théologie.

Turretini mourut prématurément le 17 juillet 1727, avant que les belles facultés dont il était doué eussent pu atteindre leur plein épanouissement.

**Lettre du pape Clément VII à Pierre de la Baume, évêque de Genève (29 octobre 1525), par M. Eugène RITTER.**— Impr. ci-après, p. 36.

**Entretien sur les fouilles récentes en Asie-Mineure, par M. Paul SCHAZMANN.**

Comme collaborateur de l'Institut archéologique allemand, M. Schazmann a eu l'occasion de visiter plusieurs cités de l'Asie Mineure; il rend compte de l'état des travaux qui s'y poursuivent.

A Pergame, les fouilles, dirigées par M. le professeur Dörpfeld, ont donné des résultats très intéressants; parmi les découvertes les plus importantes, on peut signaler : une inscription votive dédiée à Poseïdon, en dialecte éolien du V<sup>me</sup> siècle avant J.-C.; une maison à deux étages, qui remonte à l'époque royale et fut complètement restaurée à la fin du II<sup>me</sup> siècle après J.-C. par le consul romain G. Claudius Attalus Paterclianus; de fort belles mosaïques, pour la plupart de l'époque romaine; un second Hermès décoré d'une épigramme en style homérique, et situé, comme le premier découvert en 1904, dans les propylées; enfin, plusieurs tombeaux.

Les musées de Berlin, qui ont cédé la concession de Pergame à l'Institut archéologique allemand d'Athènes, ont acquis un nouveau champ d'action dans la vallée du Méandre.

La découverte de Priène est une acquisition très précieuse pour la connaissance des villes hellénistiques; ses monuments sont bien conservés : un temple d'Athena Polias, un marché, un hôtel de ville, un théâtre, des maisons particulières, etc.

A Milet, M. Wiegand a retrouvé le proskenion du théâtre, magnifiquement décoré de marbres polychromes, et l'agora, qui renferme une inscription du V<sup>me</sup> siècle. Il a encore mis à jour, dans les vastes thermes de l'impératrice Faustine la Jeune, des statues grandeur naturelle d'Apollon

Citharède et des Muses, d'après les originaux du Rhodien Philiskos. Une reconstitution de la porte monumentale conduisant du Marché à l'Agora a pu être exécutée. Le plus vaste temple des Milésiens, le sanctuaire d'Apollon Didyméen, a été enfin dégagé des constructions modernes qui le défiguraient : un iradé du sultan a permis d'exproprier les maisons qui en occupaient le pronaos et les alentours immédiats.

Les fouilles d'Ephèse se continuent régulièrement, chaque année, sous les auspices de l'Institut archéologique autrichien; le grand théâtre et la bibliothèque, récemment découverte, montrent des motifs d'architecture très curieux.

Grâce à ses sources thermales, la ville d'Hiérapolis prit un développement considérable sous la domination romaine; les ruines de l'agora, du théâtre, un des plus somptueusement construits de l'époque d'Hadrien, du palais des thermes, de la vaste nécropole témoignent de cette grandeur passée.

M. Schazmann divise les cités antiques en deux groupes distincts : les villes dont le plan s'adapte d'une façon naturelle aux accidents du terrain, et celles qui sont établies d'après un plan rectiligne, analogue à celui de nos villes modernes. Hiérapolis et Priène appartiennent à la seconde manière, appelée Hippodamienne, du nom de son inventeur. Pergame, où les moindres mouvements du terrain sont utilisés pour établir des terrasses, appartient au premier groupe.

### 733. — *Séance du 3 mai 1906.*

**Fouilles à Deir el Bahari (Egypte) en 1906. Communication de M. Edouard NAVILLE, accompagnée de projections lumineuses.**

M. Edouard Naville rend compte des fouilles qu'il a faites pour l'Egypt Exploration Fund, à Deir el Bahari, pendant l'hiver 1906. Il décrit d'abord ce qui avait été fait les années précédentes : le déblaiement de la partie antérieure du temple de la XI<sup>me</sup> dynastie, élevé par le roi Mentouhotep, temple formé d'une plateforme à laquelle on avait accès par une rampe. Sur la plateforme sont les restes d'une salle à colonnes, au milieu de laquelle s'élève un gros bloc de maçonnerie qui est probablement la base d'une pyramide.

Les travaux de cette année ont porté sur la partie postérieure, en vue de reconnaître comment le temple était relié à la montagne. On a découvert un vaste « dromos » bordé de chaque côté par une ligne de colonnes, et conduisant à une tombe ou à un sanctuaire.

Dans l'angle nord-ouest de la plateforme, et à un niveau un peu supérieur à celui de l'ancien temple, on est arrivé à un sanctuaire tout à fait ruiné, dédié à Amon et Hathor et datant du roi Touthmosis III de la

XVIII<sup>me</sup> dynastie. Dans la paroi occidentale de ce sanctuaire, les recherches ont révélé tout d'un coup une petite chapelle creusée dans le rocher et contenant la statue de la déesse Hathor sous la forme d'une vache de grandeur naturelle. Cette statue en grès, presque intacte, est peinte d'un rouge brun; la tête et le cou étaient recouverts d'or qui a été enlevé déjà dans l'antiquité. C'est un morceau de sculpture d'une grande beauté. Sur le cou, la vache porte le cartouche d'Aménophis II, le fils de Touthmosis III, qui a fait creuser la chapelle. Celle-ci est faite de dalles en grès appliquées contre le rocher. Elle est toute ornée de peintures encore d'une grande fraîcheur, où l'on voit le roi Touthmosis faisant des offrandes à la déesse. La vache a été transportée au musée du Caire, ainsi que la chapelle qui doit y être reconstruite.

A la fin des travaux, on a découvert l'entrée d'un couloir en plan incliné, qui, vraisemblablement, mène à la tombe du roi Mentouhotep.

### Faits divers.

Au cours des deux années qui viennent de s'écouler la Société a publié :

Au mois de novembre 1904, la livraison 9<sup>me</sup> et dernière du tome II du *Bulletin*, datée de juin 1904.

Au mois de décembre 1905, le tome XXX (nouv. série, t. X) des *Mémoires et Documents* contenant : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle*, par le D<sup>r</sup> LÉON GAUTIER.

Au mois de janvier 1906, le tome III (série in-4) des *Mémoires et Documents*, contenant : *La Maison de ville de Genève*, par Camille MARTIN.

Au mois de mars 1906, le tome XXIX (nouv. série, t. IX) des *Mémoires et Documents*, contenant : *Documents pour servir à l'histoire des relations de Louis XIV avec la République de Genève. — Correspondance de Roland Dupré, second Résident de France à Genève (1680-1688), publiée avec une introduction et des notes par Frédéric BARBEY.*

Au mois de juillet 1906, le t. II des *Registres du Conseil de Genève* (du 10 février 1461 au 9 février 1477), publié par les soins

de MM. Louis DUFOUR-VERNES, archiviste d'État, et Victor VAN BERCHEM.

Le Comité a décidé que le tome II (série in-4) des *Mémoires et Documents* serait complet en une seule livraison contenant l'*Histoire monétaire de Genève* de 1792 à 1848, par M. Eugène DEMOLE.

La Société auxiliaire des Sciences et des Arts a fait à la Société un don de 1000 francs pour contribuer aux frais de publication des *Registres du Conseil de Genève*.

La Société est entrée en échange de publications avec le *Diöcesan Archiv von Schwaben, Organ für Geschichte, Altertums-kunde, Kunst und Kultur der Diözese Rottenburg und der angrenzenden Gebiete*.

L'Institut national genevois a pris l'initiative d'organiser pour les régents des écoles primaires du canton un concours sur quelques points d'histoire nationale; invitée à se faire représenter au sein du jury chargé de juger ce concours, la Société a délégué MM. les professeurs Charles Borgeaud et Charles Seitz.

Par suite d'une omission, la livraison du *Bulletin* de 1903 n'a pas mentionné que M. Théophile Dufour a bien voulu représenter la Société au jubilé célébré par la Société de l'histoire du protestantisme français, à l'occasion du cinquantième de sa fondation, en 1902. — (Voir l'allocution prononcée par M. Th. Dufour à cette occasion dans le *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. LI, 1902, p. 357-359.)

La Société s'est encore fait représenter, au mois de septembre 1905, au Congrès des Sociétés savantes de la Savoie, à Aix, et au mois de décembre de la même année aux fêtes du troisième centenaire de Théodore de Bèze.

Elle a adressé au président de la Commission suisse des monuments historiques une requête pour le maintien du bastion de Soleure. — Enfin elle a pris l'initiative de faire circuler parmi ses membres une liste de souscription destinée à sauver de la destruction qui les menaçait les pierres tombales de la cathédrale de Saint-Pierre.

Le 15 juin 1905 la Société a fait, sous la direction de M. Albert Naef, archéologue cantonal vaudois, une excursion très réussie à Yverdon, Grandson, la Lance et Onnens.

---

**Ouvrages reçus par la Société**

du 21 avril 1904 au 10 mai 1906.

---

**A**

*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

A l'exception de la *Revista archeologica della provincia di Como*, qui ne lui a plus été adressée, et du *Bulletin d'histoire et d'archéologie de Valence*, qui a cessé de paraître, la Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouvera la liste à la fin du t. II du *Bulletin*.

Le *Diöcesan Archiv von Schwaben*, avec lequel elle est entrée en échange de publications depuis le dernier *Bulletin*, lui a fait les envois suivants : Jahrg. I-XI (1884-1893) et XV-XXIII (1897-1905).

La Société a encore reçu les périodiques suivants :

Revue de Belles-Lettres. Années 1903-1904, 1904-1905. (*Don de M. Eugène Ritter.*)

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes. Années 1904 et 1905, tomes LXV et LXVI. (*Don de M. Camille Favre.*)

Feuille fédérale suisse. Année 1904. (*Don de M. Emile Rivoire.*)

La Suisse universitaire. Année X, 1904-1905. (*Don de M. Eugène Ritter.*)

Annuaire protestant. Année 1904. (*Don de M. Eugène Ritter.*)

Semaine littéraire. Années 1903-1905. (*Don de M. Eugène Ritter.*)

Feuille Centrale de Zofingue. Années 1894-1895 et 1900-1904.  
(*Don de M. Frédéric Gardy.*)

## B

*Livres et Brochures.*

## Donateurs :

MM. Auguste AMMANN, 1 volume. — E. ARNAUD, 1 vol. — Max VAN BERCHEM, 1 vol. — Victor VAN BERCHEM, 1 broch. — Moïse BRIQUET, 1 vol., 1 broch. — Eugène DE BUDÉ, 1 vol., 1 broch. — Edouard BURNET, 4 broch. — CARTAILLAC et H. BREUIL, 1 broch. — Hartm. CAVIEZEL VON ROTHENBRUNNEN, 1 broch. — Emile CHAIX, 14 broch., 20 vol. — Emile CHATELAN, 1 vol. — Albert CHOISY, 1 broch. — Alexandre CLAPARÈDE, 2 broch. — Eugène DEMOLE, 1 vol. — Jean DIERAUER, 1 broch. — Théophile DUFOUR, 1 broch. — Edouard FAVRE, 1 vol. — Ed. FAVRE et Henri LE FORT, 1 vol. — Lucien GAUTIER, 1 broch. — Raoul GAUTIER, 1 broch. — Alexandre GUILLOT, 1 broch. — Paul LADAME, 2 broch. — Henri LE FORT, 3 vol. — R. MERLIN et G. BONNA, 1 vol. — Robert MORITZ, 3 broch. — Gustave MOYNIER, 1 vol., 1 broch. — Emilio PAGLIANO, 1 broch. — Albert PITTAVINO, 1 vol. — H. PRIOR, 1 vol. — Burkhard REBER, 1 vol. — Eugène RITTER, 2 broch. — Edouard ROD, 1 vol. — Albert SARASIN, 4 vol. — Jean STRICKLER, 2 vol. — Ernest STRÖHLIN, 1 vol. — Rédaction du *Glossaire des patois de la Suisse romande*, 2 broch.

## C

*Gravures, Photographies, etc.*

Armoiries de la Famille de La Mare. (*Don de M. Albert Choisy.*)

Fac-similé de livres copiés et enluminés pour le roi Charles V.  
(*Don de M. Léopold Delisle.*)

Les anciennes maisons de Genève. Relevés photographiques de Fréd. Boissonnas (2<sup>me</sup> série, fasc. 4), 30 planches n° 91 à 120.  
(*Don de la Commission de publication.*)



# LETTRE DU PAPE CLÉMENT VII

A

## PIERRE DE LA BAUME

ÉVÊQUE DE GENÈVE

En 1525, au milieu des démêlés du duc de Savoie avec les citoyens de Genève, ceux-ci avaient adressé un appel à Rome, se plaignant de ce que le duc usurpait des droits qui appartenaient à l'évêque. Nos chroniqueurs et historiens, Bonivard, Roset et Gautier, paraissent croire que cet appel était redouté du duc de Savoie.

Mais le document qu'une aimable communication nous permet de mettre au jour établit que le duc s'était gardé à carreau, et n'avait rien à craindre de ce côté. Le pape prend nettement parti en faveur du duc.

Eugène RITTER.

CLEMENS PAPA VII<sup>o</sup>.

Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum, sicut plene nobis innotuit, Romanorum reges et imperatores, ex certa eorum scientia et cæsareæ potestatis plenitudine, pro se et suis in sacro imperio successoribus, duci Sabaudiae pro tempore existenti, quod omnes et singuli sui et sacri romani imperii vassalli, archiepiscopi, episcopi, prelati, homines et personæ, nobiles et ignobiles, Tarentasiensis, Gebennensis, et nonnullarum aliarum tam ultra quam citra montes consistentium civitatum et diocesium ac locorum, tunc expressorum qui tunc

erant, et in futurum forent, omnia homagia, fidelitates, subjectiones et obedientias, ad quæ et quas Romanorum regi et sacro imperio, pro feudis quæ tenebant ab eodem imperio, tenebantur, eidem duci pro tempore existenti, Romanorum regis et imperatoris ac sacri imperii nomine, facere, prestare et recognoscere [tenerentur]; et dictus dux pro tempore in civitatibus, diocesibus, et locis predictis, Romanorum regis et imperatoris ac sacri imperii nomine, eamdem jurisdictionem, dominium, regaliam, et superioritatem, prout et quemadmodum Romanorum regi et imperatori pertinere poterant et debebant, haberet, teneret et exerceret, et nonnulla alia privilegia concesserint; ipsumque ducem pro tempore existentem, in his vicarium suum generalem, ita ut idem dux, ipsius Romanorum regis et imperatoris vicarius, de universis et singulis delictis et excessibus quæ in civitatibus, diocesibus et locis predictis, committerentur, per se vel alium seu alios diligenter inquirere, excessus et delicta hujusmodi prout juris foret punire, ac omnia et singula in his necessaria et opportuna exequi et exercere valeret, decreverint; et de hujusmodi vicariatu investierint; necnon eidem duci ut omnes et singulos sibi in premissis rebelles, ac auxilium, consilium vel favorem prestantes, multis regalibus et aliis quibus expediri viderent, auctoritate cæsarea punire et castigare deberent, mandaverint; ac principibus, fidelibus et subditis imperii universis, in civitatibus diocesibus predictis constitutis, districte preceperint, quatenus eidem duci illam in his, quam ipsi Romanorum regi et imperatori deberent, obedientiam et reverentiam exhiberent, et suis mandatis atque sententiis absque contradictione parerent; ac hujusmodi privilegia et concessionem, per plures Romanorum reges et imperatores, ac demum per claræ memoriæ Maximilianum, Romanorum regem in imperatorem electum, approbata fuerint; ac postmodum charissimus in Christo filius noster Carolus, Romanorum et Hispaniarum rex catholicus, in imperatorem electus, similibus scientia et potestatis plenitudine, declaraverit, vigore privilegiorum prædictorum, dilectum filium nobilem virum Carolum, modernum Sabaudia ducem, ejusque in ducatu Sabaudia antecessores et successores masculos legitimos, fuisse, et esse tunc, et in futurum fore veros dicti imperii vicarios, præsertim in civitatibus, diocesibus et locis prædictis; neminique alteri licere in illis ipso vica-

riatu uti; quodque archiepiscopi, episcopi, abbates, religiosi, prælati et alii homines et personæ nobiles et ignobiles civitatum, dioecesium et locorum hujusmodi pro tempore existentes, omnia homagia, fidelitates, subjectiones et obedientias ad quæ et quas dicto imperio tenebantur et erant astricti, præfato duci et suis imperpetuum successoribus, tanquam dicti imperii vicariis, prestare et recognoscere tenerentur, et tam idem Carolus in imperatorem electus, quam postmodum felicitis recordationis Leo papa X<sup>a</sup> prædecessor noster, et demum nos, prædicta et quæcumque alia concessionem et privilegia, dicto Carolo et pro tempore existentibus Sabaudia ducibus, per præfatos Romanorum reges et imperatores concessa, ex certa scientia nostra approbaverimus et confirmaverimus, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur; — ac in civitate Gebennensi prædicta sit officium vicedonatus nuncupatum; quod et cognitio nonnullarum causarum quæ inter cives et forenses oriuntur, necnon executio ultimorum suppliciorum ad eundem Carolum, et pro tempore existentem Sabaudia ducem spectare dinoscantur, ipseque dux pro tempore existens officium hujusmodi per ad id ab eo pro tempore deputatos exerceri facere consueverit et faciat; ac infra dictam civitatem per se seu ejus officiales inibi pro tempore deputatos, quoddam castrum seu domum insulæ nuncupatum, in quo carcerati detinentur, habeat et possideat, ac in pacifica possessione cognitionis et executionis ultimi supplicii hujusmodi existat; et sicut accepimus, nonnulli particulares, ipsius civitatis cives seu incolæ, in rebellionem surgere, et se a subjectione et obedientia, tam ipsius Caroli ducis, eo potissime quod ipse Carolus dux semper episcopis Gebennensibus, et eorum juribus et negociis, contra ipsos favorem se prebuerit, quam etiam tua subtrahere nitantur: ex quo diversa inconvenientia verosimiliter subsequi possent;

Nos, attendentes seculares principes non solum ad providendum in temporalibus, sed etiam quantum in eis est ea quibus median-  
tibus subditi facilius premia felicitatis æternæ consequantur, exquirendum datos esse; ac te, et pro tempore existentes episcopos Gebennenses, absque ipsius ducis præsidio, a civibus et incolis ipsius civitatis, et aliis, minus revereri; cupientesque ut status ejusdem civitatis in tranquillitatis amenitate permaneat, et omnis seditionis occasio dicti ducis presidio submoveatur, frater-

nitatem tuam attentius in Domino REQUIRIMUS, MONEMUS, ET HORTAMUR, quatenus fidelitatem et obedientiam ac quas Romanorum regi et imperatori ac sacro imperio, ratione feudorum ecclesiæ Gebennensis cui præesse dignosceris, teneris, juribus, jurisdictione et præeinentia tuis salvis, præfato duci, dicti imperii vicario, juxta privilegiorum et concessionum, ac Leonis prædecessoris nostrarumque litterarum, hujusmodi formam et tenorem cum effectu præstes : et eum in supremum in temporalibus Dominum recognoscas; cum etiam tibi ipsius ducis favor in conservandis juribus ecclesiæ tuæ fore noscatur plurimum opportunus; et idem dux jura, jurisdictiones et preheminentias tuas nullatenus ledere, sed ea conservare et tueri omnino intendat, et ita erga eundem ducem cujus favore ipsi ecclesiæ Gebennensi in episcopum præfectus fuisti te geras, ut te novitatum inimicum ac pacis zelatorem et sincerum prelatum cognoscere, ac propterea integritatem tuam merito commendare possimus.

Datum Romæ, apud sanctum Petrum, sub annulo Piscatoris, die XXIX octobris MDXXV°, Pontificatus nostri anno secundo.

EVANGELISTA.

[Au dos :] Venerabili fratri Petro, Ep. Gebennensi.

(Turin. Archives de l'Etat. — Première Section. Inventaire Genève. Première catégorie. Paquet 11, n. 31.)

LE

TESTAMENT DE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

(FÉVRIER 1763)

---

D'après les documents et les lettres qu'on possède aujourd'hui, Rousseau a fait trois testaments.

Le premier remonte à sa jeunesse. Blessé par l'explosion d'une bouteille contenant de l'orpiment et de la chaux, Jean-Jacques se crut perdu (27 juin 1737). Il fit venir aussitôt le notaire Rivoire et lui dicta ses dernières volontés, « détenu dans son lit » et ayant « un appareil » sur les yeux. Né le 28 juin 1712, il se trouvait précisément à la veille même du jour où, majeur de vingt-cinq ans, il allait devenir apte à recueillir sa part de l'héritage maternel. Après avoir institué M<sup>me</sup> de Warens son héritière, il déclara lui devoir « la somme de deux mille livres de Savoye, pour sa pension et entretien, que lad. dame luy a fourni depuis dix années. »

Ce testament, trouvé à Chambéry<sup>1</sup> en mars 1820 et que Victor de Saint-Genis a cru découvrir un demi-siècle plus tard, est si connu que, sans en faire ici l'histoire, je me bornerai à énumérer les principales publications qui en ont donné le texte plus ou moins exact :

*Testament de Jean-Jacques Rousseau, trouvé à Chambéry en 1820; publié, avec sa justification envers Madame de Warens,*

<sup>1</sup> *Journal de Savoie*, 7 avril 1820, annonce et analyse. — Cf. dans le même journal, n° du 19 mai, un article répondant au *Courrier français* du 6 mai 1820. — A ce moment on croyait que le testament était du 7 juin, faute d'avoir pris garde au mot « vingt », ajouté au moyen d'un renvoi.

par Antoine Métral, avocat. Paris, Baudouin frères, imprimeurs-libraires, 1820, in-8° de [iv-]16 p.

V.-D. Musset-Pathay, *Histoire de la vie et des ouvrages de J.-J. Rousseau*, Paris, 1821, t. I, p. 15-17.

*Testament de J.-J. Rousseau*. Communication de M. de Saint-Genis (précédée d'un rapport de M. Lascoux au Comité des travaux historiques, section d'histoire et de philologie, lu dans la séance du 6 décembre 1875). *Revue des sociétés savantes des départements*, 6<sup>me</sup> série, t. II, année 1875, Paris, 1876, p. 377-380. — Cf. Victor de Saint-Genis, *Histoire de Savoie*, t. III, 1869, p. 106, note.

F. Descostes, *Rapport sur la véritable découverte du testament de J.-J. Rousseau*, en date du 27 juin 1737, Rivoire, notaire; (présenté à l'Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie). *Courrier des Alpes* [journal de Chambéry] des 6, 8, 13, 15 et 17 septembre 1876.

Albert Metzger, *Une poignée de documents inédits concernant M<sup>me</sup> de Warens, 1726-1754*, Lyon, 1888, p. 32-44.

François Mugnier, *Madame de Warens et J.-J. Rousseau, étude historique et critique*, Paris, 1891, p. 149-152<sup>1</sup>.

Vingt ans plus tard, le 8 mars 1758, Rousseau, alors très malade, mande chez lui le notaire Regnard et deux témoins, « M<sup>e</sup> Pierre du Quesne, procureur au bailliage d'Anguien, et Barthélemy Tetard, maçon. » Un acte est dressé, par lequel le citoyen de Genève reconnaît que ses meubles, duement énumérés, « appartiennent à Thérèse Le Vasseur, fille majeure, qui les lui a prêtés pour son usage » et qu'il est « redevable envers la dite Le Vasseur, sa domestique, de la somme de dix-neuf cens cinquante livres, pour treize années de ses gages depuis qu'elle demeure avec lui en cette qualité jusqu'au premier mars dernier. » Cet acte, publié par M. Paul Boiteau<sup>2</sup> et dont la minute originale appartenait en 1886 à M. Léon Turquel, à Paris, est

<sup>1</sup> L'article de M. M. Guillard, *A propos d'un testament de J.-J. Rousseau*, dans la *Revue hebdomadaire* du 28 décembre 1901, p. 385-400, ne reproduit (p. 398-399) qu'un fragment de la pièce.

<sup>2</sup> *Mémoires de Madame d'Epinay, édition nouvelle, avec des additions, des notes et des éclaircissements inédits*. Paris, 1865, t. II, p. 434-436.

qualifié « Reconnaissance et obligation. » Dans l'intention de Jean-Jacques, il pouvait tenir lieu, en quelque manière, d'une disposition testamentaire; même il imitait, dans sa clause la plus importante, le procédé auquel avait eu recours, en 1737, le notaire de Chambéry et consistant à affirmer l'existence d'une dette dont la régularité paraissait contestable. Était-ce simplement une expédition de cette pièce, ou bien un véritable testament, olographe, qu'il confia à M. de Luxembourg, avec d'autres papiers<sup>1</sup>, au moment de quitter Montmorency, le 9 juin 1762? Nous l'ignorons, et nous voyons seulement qu'un mois après la mort du maréchal, survenue le 18 mai 1764, La Roche, le valet de chambre et « l'homme de confiance » de M<sup>me</sup> de Luxembourg, répondant à une réclamation de Rousseau, lui annonçait que le pli scellé s'était « trouvé dans un cabinet qui n'avait pas encore été inventorié. Pour la formalité, en présence de M. le prince de Tingry, [de] Madame la maréchale et des gens de justice, l'on a ouvert l'enveloppe, sans en ôter le testament, et, recacheté des armes de Madame la maréchale, il m'a été remis tout de suite. » Et La Roche sollicite à ce sujet les ordres de son correspondant<sup>2</sup>.

Si ce deuxième testament était distinct de l'obligation notariée du 8 mars 1758, on doit admettre qu'après l'avoir reçu à Môtiers, Jean-Jacques le détruisit, par le motif que, entre temps, il en avait fait un troisième, celui que je publie aujourd'hui et dont aucun biographe, jusqu'ici, n'avait eu connaissance.

Dès le mois de décembre 1762, le philosophe proscrit communiquait à Milord Maréchal son intention de laisser son modeste avoir à sa gouvernante; il lui confiait également ses préoccupations au sujet des revendications possibles de ses parents de Genève et d'une formalité qu'il appréhendait, celle de l'apposition

<sup>1</sup> « Cartons et paquets de papiers numérotés. » (Lettre du maréchal, 23 juin 1762; G. Streckeisen, *J.-J. Rousseau, ses amis et ses ennemis*, t. I, p. 479).

<sup>2</sup> Lettre du 22 juin 1764 (*Ibid.*, p. 503). — Le 11 juin, il lui avait écrit (p. 502) : « L'on n'a pas encore trouvé le testament; j'espère qu'il se trouvera : il y a encore quelque[s] endroit[s] où l'on n'a pas fait de recherches. »

des scellés. On ne connaît que les réponses de Georges Keith<sup>1</sup>. Le 9 décembre [1762], il écrit à son protégé : « Je n'aime pas remettre les choses à la fortune. J'écris à M<sup>r</sup> Martinet<sup>2</sup>; je ne sais si je puis empêcher de mettre un scellé, mais je puis certainement ménager les frais, [de sorte] qu'ils ne coûteront rien à votre gouvernante, en cas de malheur. » Et plus loin, dans le « P. S. des postscripts : J'ai consulté un avocat; le scellé ne sera pas mis. Moyennant un testament écrit de votre main, vos parents, s'ils voudroient prendre votre petit héritage, n'auroient rien<sup>3</sup>. » Obligeamment il ajoute à sa lettre un modèle<sup>4</sup> de disposition testamentaire, sans doute rédigé par cet avocat. Cinq jours après, il revient sur la question des scellés : « Il n'y aura pas de scellé à mettre. Quand M<sup>r</sup> Norris (Angloise) mourut à Couvet, on voulut mettre le scellé : son domestique fit voir le testament écrit de sa main, et le scellé ne fut pas mis<sup>5</sup>. »

<sup>1</sup> Il avait donné au baron de Stosch les originaux des nombreuses lettres de Jean-Jacques. (Voy. l'édition Du Peyrou, Genève, in-4°, t. XV, 1782, p. 460). — Celles qu'on lit dans la Correspondance, au nombre de 21 seulement, proviennent de minutes ou de copies autographes conservées à Neuchâtel.

<sup>2</sup> Jacques-Frédéric Martinet, né en 1713, mort le 29 mai 1789, capitaine et châtelain du Val-de-Travers 1758, conseiller d'Etat par brevet royal du 14 novembre 1764, entériné le 17 décembre. (Note de M. Arthur Piaget, archiviste d'Etat à Neuchâtel.)

<sup>3</sup> G. Streckeisen, *op. cit.*, t. II, p. 75. — Mes citations ont été revues sur les mss. de Neuchâtel, ce qui explique les petites différences qu'elles présentent avec le texte imprimé. En particulier, G. Streckeisen a souvent corrigé le français défectueux du maréchal d'Ecosse.

<sup>4</sup> « Mémoire pour Monsieur Rousseau. — Il peut faire une déclaration, à forme de disposition testamentaire, portant : *Que dans la vue de faire justice à M<sup>lle</sup>... pour tous les services importants qu'elle lui a rendus, il veut et entend qu'elle soit son héritière universelle de tout ce qu'il délaissera après son décès, et qu'il prive et jette de tous ses biens ses plus proches héritiers ab intestat, qui sont..., au moyen de cinq sols foibles qu'il donne à chacun en privation de ses biens, priant et requérant tous juges et magistrats, par devant lesquels la présente déclaration à forme de disposition testamentaire parviendra, d'y donner un prompt et entier effet, et permettre que Mad<sup>e</sup>... soit nantie de tout ce qui n'appartient dans ce pays, dès le moment de ma mort, et que sans retard elle puisse les [sic] emporter avec elle. Car telle est ma libre disposition de dernière volonté.* » (*Ibid.*, p. 75, 76).

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 76; 14 décembre [1762].



Muni de ces renseignements, Rousseau se mit à l'œuvre, au bout de quelques semaines, en février 1763.

Un cahier in-4° de 22 feuillets, conservé à la Bibliothèque de Neuchâtel sous le n° 7848, renferme, fol. 2-17, la minute autographe des deux longues lettres (20 et 28 janvier 1763)<sup>1</sup>, où Rousseau, après avoir donné au maréchal de Luxembourg « quelque idée » de la Suisse et du comté de Neuchâtel, esquisse une description pittoresque du Val-de-Travers et la peinture amusante de ses habitants. Aux fol. 20 v°-22 du même cahier se trouve la minute de la « Réponse à M. Méreau<sup>2</sup>, sous-directeur des plaisirs et maître de danse de S. A. S. M. le duc de Saxe-Gotha, » du 1<sup>er</sup> mars 1763. Elle vient immédiatement après la minute très raturée et non datée du testament, qui occupe les fol. 18, 19, 20 r°, et qui, par conséquent, a été certainement écrite entre le 28 janvier et le 1<sup>er</sup> mars 1763.

Après avoir rédigé l'acte de ses dernières volontés, Jean-Jacques le transcrivit, en ayant soin, sans doute, de le dater. Mais, cette tâche une fois accomplie, il n'était point tranquilisé et il continuait à s'inquiéter des difficultés qui pourraient se présenter au moment de sa mort. Peut-être se demandait-il aussi s'il devait conserver cette pièce chez lui ou la déposer ailleurs. Le 14 août 1763, il recommande à M<sup>me</sup> Boy de la Tour la « pauvre fille qui soigne depuis si longtemps ma misérable machine, » pour le cas où elle se trouverait « seule et sans position dans un pays si éloigné du sien, » et il ajoute : « Si nous étions à Yverdun [*domicile de la famille Roguin*], je serois bien tranquille, mais ici, au moment où j'aurai les yeux fermés, on la dépouillera de tout. J'ai fait un testament, mais puis-je espérer qu'on y aura le moindre égard? Quelque défaut de

<sup>1</sup> *Œuvres*, édition Hachette, t. XI, p. 15-24, 25-32.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 44-46. — On voit que cette lettre, bien connue, n'est pas adressée « à M. Marcel, » comme le portent les éditions modernes de la Correspondance. Du Peyrou (édit. in-4°, Genève, t. XII, 1782, p. 315) avait imprimé : « A M. M\*\*\*. » Mais Musset-Pathay (*Hist. de la vie et des ouvrages de J.-J. Rousseau*, 1821, t. I, p. 391; t. II, p. 220; — *Œuvres de J.-J. Rousseau*, t. XIX, 1824, p. 498) s'est figuré que le destinataire, étant « élève et parent de Marcel, » devait porter le même nom que ce dernier, et il a traduit par « Marcel » l'initiale M. L'erreur est reproduite par Quérard, *France littér.*, t. VIII, p. 211, n° 40.

formalité le fera annuler et on ne la laissera pas même profiter de mes guenilles<sup>1</sup>. » A la fin de l'année, il s'adresse de nouveau à Milord Maréchal, alors en Ecosse, et celui-ci lui répond d'Edimbourg (2 février 1764) : « Vous les craignez [*les gens de loi*] pour votre petite succession; je crois que si vous faites un testament laissant à M<sup>me</sup> Le Vasseur ce que vous avez, la justice ne mettroit point de scellé. Le cas, si je ne me trompe, est arrivé à la mort d'une dame angloise à Couvet. J'écris par ce courrier à M<sup>r</sup> Rougemont<sup>2</sup>, conseiller d'Etat, honnête homme, qui, je m'assure, sera bien aise de vous rendre service, ou, pour me mieux exprimer, [de] mettre M<sup>me</sup> Le Vasseur à l'abri de vexations de ce qu'on appelle la justice<sup>3</sup>. » Sensible à cette nouvelle démarche du gouverneur de la principauté de Neuchâtel, Rousseau le remercie en ces termes : « Je suis touché de ce que vous avez écrit à M. le conseiller Rougemont au sujet de mon testament. Je compte, si je me remets un peu, l'aller voir cet été à Saint-Aubin, pour en conférer avec lui<sup>4</sup>. »

Dans la correspondance imprimée, il existe une lettre adressée à M. Martinet, châtelain du Val-de-Travers. Jean-Jacques y déclare qu'il part « pour la patrie des âmes justes » et qu'il laisse « en toute confiance » Thérèse sous la protection de ce magistrat. « Tout le monde, » dit-il, « approuvera ce que vous aurez fait pour elle, et Milord Maréchal, en particulier, vous en saura gré... Je vous fais remettre un testament qui peut n'avoir pas toutes les formalités requises; mais s'il ne contient rien que de raisonnable et de juste, pourquoi le casserait-on ? Je me fie bien encore à votre intégrité dans ce point<sup>5</sup>. »

Cette lettre ne portant aucune date, on ne saurait dire si elle est antérieure ou postérieure à la démarche projetée auprès de M. Rougemont et s'il faut la classer<sup>6</sup> en 1763 ou en 1764. A-t-elle

<sup>1</sup> *Lettres de J.-J. Rousseau à M<sup>me</sup> Boy de la Tour*, publ. par H. de Rothschild, 1892, p. 54.

<sup>2</sup> François-Antoine Rougemont (1713-1788), conseiller d'Etat 1758.

<sup>3</sup> G. Streckeisen, t. II, p. 98.

<sup>4</sup> *Œuvres*, édit. citée, t. XI, p. 125; 25 mars 1764.

<sup>5</sup> *Œuvres*, t. XI, p. 81.

<sup>6</sup> La place (milieu de l'année 1763) que les éditions lui assignent en général est purement arbitraire. — Sans voir que cette lettre était déjà connue, G. Streckeisen l'a donnée de nouveau, *Œuvres et correspondance inédites*, p. 416, avec la date « 1764 ou 1765. »

même été réellement expédiée à M. Martinet ? Une incertitude subsiste à cet égard, le texte manuscrit, signé, que la Bibliothèque de Neuchâtel en possède, pouvant être aussi bien une copie autographe, conservée par son auteur, qu'un original dont il a ajourné l'envoi. Je pencherais volontiers pour la seconde alternative, vu le manque de date : Jean-Jacques se sera réservé d'en mettre une le jour où, dans une forte crise de souffrances, il se déciderait à accomplir son dessein, et ce jour n'est pas venu. — Si, au contraire, le dépôt a réellement eu lieu, on doit alors admettre qu'au moment de quitter le Val-de-Travers Rousseau aura demandé au châtelain la restitution de son testament <sup>1</sup>.

Il l'avait en effet à Wootton et, le 27 mai 1766, il le confia <sup>2</sup> lui-même à son hôte, en accompagnant le pli d'une déclaration ainsi conçue :

« Comme je suis sujet à des attaques d'une maladie qui peut m'emporter brusquement, lorsque j'y penserai le moins, je demande à Monsieur Davenport de vouloir bien être le dépositaire de mon testament, que j'ai fait il y a trois ans, en attendant que j'aye le loisir d'en faire un autre. Je lui demande aussi, au cas que je viusse à mourir, s'il voudroit bien être le protecteur de M<sup>lle</sup> Le Vasseur, ma gouvernante, et prendre tous les soins nécessaires pour la renvoyer en France avec tous ses effets. Si Monsieur Davenport veut bien se charger de cette bonne œuvre, je lui en serai très obligé, et je n'aurai plus d'inquiétude sur le sort de cette pauvre fille, qui seroit fort embarrassée et fort malheureuse, si elle venoit à me perdre dans un pays étranger, où elle ne connoît personne et dont elle ne sait pas la langue. »

Une autre note <sup>3</sup> montre que le pli fut ouvert le 8 juin 1771,

<sup>1</sup> Une allusion à cette pièce se rencontre encore dans la lettre du 8 août 1765, relative au pasteur de Montmollin et rédigée pour être insérée dans le second opusculé de Du Peyrou : « M. de Montmollin, » dit Jean-Jacques, « vouloit savoir toutes mes affaires, connoître tous mes correspondans, diriger, recevoir mon testament, gouverner mon petit ménage : voilà ce que je n'ai point souffert. » (*Œuvres*, t. XI, p. 266.)

<sup>2</sup> « The will of M<sup>r</sup> Rousseau given into my hands by himself Munday 27<sup>th</sup> of May 1766. Rich<sup>d</sup> DAVENPORT. »

<sup>3</sup> « Opened June 8<sup>th</sup> 1771 by M<sup>r</sup> Mainwaring and sir W<sup>m</sup> Bagot, and sealed again immediatly. »

après la mort de Richard Davenport, par Ed. Mainwaring et Sir William Bagot. Ayant constaté qu'il ne renfermait rien de relatif « à leurs pupilles, » c'est-à-dire sans doute aux héritiers de Davenport, ils le scellèrent de nouveau. En 1784, six ans après la mort de Rousseau, le même Bagot, devenu Lord Bagot<sup>1</sup>, se fit remettre le testament, qu'il était curieux d'examiner. A-t-il eu soin de le rendre ensuite au membre de la famille Davenport qui le lui avait communiqué, ou bien le document serait-il demeuré parmi ses propres archives de famille ? Les renseignements font défaut pour répondre à cette question. Lorsqu'en 1874 le British Museum acquit, chez un libraire, des lettres adressées à R. Davenport par plusieurs correspondants et quelques papiers laissés par Jean-Jacques à Wootton, il y avait dans la liasse les diverses annexes<sup>2</sup> que je viens de signaler, et aussi une enveloppe portant la suscription « Testament de Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève », mais cette enveloppe<sup>3</sup> était vide. Au cas où l'on remettrait un jour la main sur l'acte qu'elle contenait, il est certain qu'on y trouverait le texte rédigé en février 1763, avec les modifications de style que Rousseau apportait toujours à ses brouillons quand il les recopiait.

Du Peyrou connaissait le testament de son ami, puisqu'il a imprimé la réponse à Méreau, tirée du même manuscrit. Mais il n'en parle pas, et même il considère<sup>4</sup> quatre ou cinq lignes<sup>5</sup>

<sup>1</sup> Sir William Bagot, 6<sup>e</sup> baronnet, M. P. 1754-1780, créé baron Bagot 1780, † 1798 (Debrett's *Peerage*, 1904).

<sup>2</sup> Add. ms. 29627, fol. 1, déclaration de J.-J. Rousseau; — fol. 2, notes des 27 mai 1766 et 8 juin 1771; — fol. 4-8, deux lettres d'Ed. Mainwaring à [J. Davenport], 18 août et 13 septembre 1784, au sujet du désir exprimé par Lord Bagot, et deux minutes de lettres de J. D[avenport], 8 et 26 septembre 1784, destinées l'une à Ed. Mainwaring, l'autre à Lord Bagot.

<sup>3</sup> *Ibid.*, fol. 3. — Le *Catalogue of additions to the manuscripts in the British Museum in the years 1854-1875*, vol. II, Londres, 1877, indique, p. 686, Add. ms. 29627 : « Will of Jean Jacques Rousseau. Fr. Holograph; without signature or date. » La pièce ainsi désignée n'est autre que la déclaration (fol. 1) reproduite plus haut et qui accompagnait le testament proprement dit.

<sup>4</sup> *Seconde partie des Confessions*, Neuchâtel et Genève, 1790, in-8°; *Discours préliminaire*, p. v.

<sup>5</sup> *Œuvres*, t. XII, p. 133; § 2 du n° 985.

de la lettre du 12 janvier 1769 comme devant « tenir lieu de testament. » A la vérité, l'acte de 1763 n'était qu'une minute, sans date ni signature, et la transcription plus régulière, remise à Davenport, a pu demeurer inconnue à Du Peyrou. Néanmoins on ne s'explique pas pourquoi il a gardé le silence sur cette pièce : peut-être l'avait-il oubliée.

Dans son dispositif, comme dans sa rédaction, le testament du philosophe, semblable à sa vie, est d'une simplicité qu'il a voulue : il s'applique à ne dire que le strict nécessaire, sans phrases superflues. Mais comme son infirmité lui causait de continuel soucis, il a profité de l'occasion pour exposer le résultat de ses observations personnelles, avec plus de détails et de précisions que dans ses *Confessions* et sa correspondance. Le document constitue, par là, une adjonction<sup>1</sup> notable au dossier dispersé qu'on possédait. Bien que la maladie de Rousseau ait fait l'objet, depuis soixante-dix ans, d'un grand nombre de mémoires et d'articles, la discussion sur cette question controversée n'est probablement pas encore close. Pour le moment, l'opinion qui paraît prévaloir dans le monde médical est celle du Dr Régis, professeur adjoint à la Faculté de Bordeaux : d'après lui, l'auteur du *Contrat social* et d'*Emile* était « un neurasthénique artérioscléreux » et il ajoute que « sa neurasthénie fut surtout une neurasthénie psychique, avec son état mental et moral, son hyperesthésie émotive, ses obsessions et ses phobies caractéristiques<sup>2</sup>. »

Théophile DUFOUR.

<sup>1</sup> Une lettre de Jean-Jacques, du 10 mai 1758, à un médecin qui n'est pas nommé, renferme aussi des détails à relever ; ils ont échappé aux spécialistes, parce que cette lettre ne fait pas partie des éditions courantes de la Correspondance. Elle n'a été imprimée que dans les *Œuvres inédites*, publiées par Musset-Pathay, 1825, t. I, p. 36, 37.

<sup>2</sup> Voy. Dr E. Régis, *Etude médicale sur J.-J. Rousseau*, six articles dans la *Chronique médicale*, 1<sup>er</sup> février, 1<sup>er</sup> et 15 mars, 1<sup>er</sup> avril, 15 juin, 1<sup>er</sup> juillet 1900 ; et *La neurasthénie de J.-J. Rousseau*, dans la *Revue philomatique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 1<sup>er</sup> juillet 1900 ; tirage à part, in-8° de 15 p. ; — G.-J.-M. Sibiril, *Histoire médicale de Jean-Jacques Rousseau*. Thèse pour le doctorat en médecine. Bordeaux, 1900, in-8° de 161 p. ; — Dr Cabanès, *Le cas pathologique de J.-J. Rousseau*, dans *Le cabinet secret de l'histoire*, 3<sup>e</sup> série, nouv. édit., Paris, 1905, pet. in-8°.

\* \* \*

<sup>1</sup>J'espère mourir aussi pauvre que j'ai vécu; quelques hardes et quelque argent <sup>2</sup>composeront vraisemblablement toute ma succession, et ce n'est guère la peine de faire un testament pour <sup>3</sup>si peu de chose. Mais ce peu n'est pas à moi : j'en dois disposer selon les lois de la <sup>4</sup>reconnaissance<sup>5</sup>. J'espère <sup>6</sup>qu'un motif si juste rendra ma dernière volonté respectable aux juges, <sup>7</sup>quoique peut-être elle ne soit pas revêtue de toutes les formalités requises <sup>8</sup>en pareil cas.

J'institue et nomme pour mon unique héritière et légataire

p. 41-158. Dans la première édition (1898) de ce volume, le travail (p. 1-177) avait pour titre : *Jean-Jacques Rousseau, ses infirmités physiques et leur influence sur son caractère et sur son talent*. Il était accompagné de la reproduction de plusieurs textes, que l'édition de 1905 a supprimés.

Parmi les études plus anciennes, on lira avec profit un bon article de M. Henri Joly : « La folie de J.-J. Rousseau » (*Revue philosophique de la France et de l'étranger*, juillet 1890). Il répond à celui que Ferd. Brunetière a écrit sous le même titre, avec une partialité choquante (*Revue des deux mondes*, 1<sup>er</sup> février 1890; — *Études critiques sur l'histoire de la littérature française*, 4<sup>e</sup> série, 1891, p. 325-355).

<sup>1</sup> *Le peu que je laisse* (A) — *Je mourrai vraisemblablement* (B) aussi pauvre. — Les notes en caractères italiques reproduisent la plupart des mots ou des phrases biffées par Rousseau, et les lettres A, B, C, indiquent l'ordre successif des rédactions ainsi abandonnées.

<sup>2</sup> *feront selon toute ap[arence].*

<sup>3</sup> *disposer de si peu.*

<sup>4</sup> *de la justice et de la.*

<sup>5</sup> *et selon mes engagements.*

<sup>6</sup> *que ce motif rendra.*

<sup>7</sup> *quand même il manqueroit à sa déclaration, j'aurais péché* [remplacé ensuite par *manqué*] *par ignorance.*

<sup>8</sup> *par les lois. Ces formes [ensuite formalités] sont si bruyantes et avec tous les soins [ensuite toutes les attentions] imaginables, il [ensuite on] est encore si peu sûr de ne pas laisser quelque moyen de nullité, qu'en faisant ce qui est juste, équitable et droit, j'aime en pareil cas* (A) — *de nullité, qu'un pauvre malade n'est guères capable des soins* (B) — *Je remplis un devoir indispensable, je fais une action juste et honnête, et je me repose sur* [ensuite : *je dois cette confiance à*] *l'honnêteté publique d'espérer* (C).

universelle Thérèse Le Vasseur, ma gouvernante, voulant que tout ce qui m'appartient, de quelque nature et en quelque lieu qu'il soit, même mes livres et papiers et le produit de mes papiers, lui appartienne comme à moi-même, et bien fâché de ne pouvoir 'payer d'une manière plus avantageuse et plus digne de son zèle vingt ans de services, de soins et d'attachement, qu'elle 'm'a consacrés'.

J'exclus de ma succession tous mes parens, en quelque degré qu'ils soient, notamment les deux plus proches, savoir Susanne Gonceru, née Rousseau<sup>4</sup>, ma tante, et Gabriel Rousseau<sup>5</sup>, mon

<sup>1</sup> *pas reconnoître.*

<sup>2</sup> *a passés près de moi.*

<sup>3</sup> Avant comme après son testament, Jean-Jacques se demandait souvent ce que deviendrait Thérèse, une fois seule. Voy. les *Confessions*, livres XI, XII, et les lettres des 23 décembre 1761, 1<sup>er</sup> et 25 août 1763, 15 décembre 1763, 24 janvier 1765, 23 février et 31 mai 1766, 25 juillet 1768 (*Œuvres*, t. IX, p. 12, 69; t. X, p. 292-293; t. XI, p. 81, 82, 85, 107, 202, 313, 347; t. XII, p. 88).

<sup>4</sup> Susanne Rousseau, née le 13 février 1682, avait plus de 48 ans lorsqu'elle épousa, à Genève, le 24 août 1730 (contrat du 8 août, *Minutes de Marc Fornet*, notaire, vol. XLIX, fol. 102<sup>v</sup>-103<sup>r</sup>), Isaac-Henri Goncerut, fils de feu Louis, en son vivant châtelain de Crassier et bourgeois de Nyon. Elle vécut jusqu'au 11 novembre 1774. Son mari, baptisé le 29 octobre 1683, était un peu plus jeune, et Jean-Jacques n'avait pas oublié ce détail (*Confessions*, livre I; *Œuvres*, t. VIII, p. 3). Le 29 janvier 1768, alors qu'Isaac Goncerut était mort depuis dix-neuf mois (28 juin 1766), il le croyait encore vivant (*Œuvres*, t. XII, p. 56).

Jean-André De Luc, qui avait fait un séjour à Môtiers, du 22 ou 23 novembre au 7 décembre 1763, écrivit de Genève à J.-J. Rousseau, le 13 décembre, pour le remercier de son hospitalité. Sa longue missive contient ce passage : « J'ai eu l'honneur de remettre moi-même votre lettre [*lettre inconnue*] à Mad<sup>e</sup> Gonceru : elle pleura de joie en entendant prononcer votre nom, en voyant votre lettre et en écoutant la lecture qu'elle me pria de lui en faire. Elle s'étoit flattée de voir encore une fois son cher neveu et d'apprendre de lui la vérité de bien des choses qui le concernent et qui lui étoient parvenues très défigurées. J'ai suppléé à une partie de ce qui lui rendoit l'absence et le silence de ce neveu fort affligeans; mais elle ne se console qu'avec peine de ce qu'elle comprend bien que probablement elle ne le reverra plus. Malgré son grand âge, elle continue à faire seules affaires, tant au dedans qu'au dehors de la maison, mais M<sup>r</sup> Gonceru ne sort presque plus. » (Mss. de la Bibl. de Neuchâtel.)

<sup>5</sup> Gabriel Rousseau, orfèvre, né en 1715, mort en 1780 sans postérité,

cousin germain, leur léguant à chacun cinq sols de légitime, non par mépris ni dérision, mais pour obéir à la loi.

J'ai plusieurs amis et parens auxquels je suis tendrement attaché, et auxquels je voudrois pouvoir <sup>1</sup>laisser quelques signes de souvenir, entre autres à ma tante Gonceru, ci-devant nommée, laquelle a pris soin de mon enfance et m'a donné en toute occasion des marques de tendresse<sup>2</sup>, à mon cousin Jean Rousseau<sup>3</sup>, qui est à Londres, et à mon digne ami Monsieur

était fils de David Rousseau (1680-1742, horloger, frère d'Isaac). — Une lettre qu'il adressa à Jean-Jacques, le 1<sup>er</sup> août 1763, est conservée à la Bibl. de Neuchâtel : il rappelle qu'ayant écrit à son cousin, alors à Montmorency, il n'a pas reçu de réponse. « J'espère, » dit-il aussi, « que vous voudrez bien me continuer cette amitié dont vous m'honorâtes lors de votre séjour à Genève, laquelle je n'oublierai jamais. »

<sup>1</sup> *léguer.*

<sup>2</sup> *que je n'ai point oubliées.*

<sup>3</sup> Jean Rousseau, 1724-1795, établi à Londres, cousin issu de germain de Jean-Jacques : leurs grands-pères, David Rousseau, 1641-1738, et Noé Rousseau, 1645-1695, étaient frères. — Dix-sept lettres de Jean Rousseau à l'auteur d'*Emile* se trouvent à Neuchâtel, toutes écrites de Londres (1761-1766), sauf une d'Aubonne (Vaud), mai 1764, au retour d'une visite à Môtiers. M. Eug. Ritter en a publié quelques extraits dans *L'Alliance libérale* des 8 mars et 23 août 1884.

Théodore Rousseau, 1729-1807, — que le testament ne cite pas, — frère cadet de Jean, fut également en correspondance avec le philosophe, auquel il adressa neuf lettres de 1762 à 1765 (Bibl. de Neuchâtel). Voy. Eug. Ritter, *ibid.*, n° du 23 août 1884. — En 1786, il demanda qu'après la mort de Thérèse, le capital de 24000 livres, dont elle recevait l'intérêt tous les six mois, fût remis « aux parens de J.-J. Rousseau, » c'est-à-dire à lui et à son fils Jean-François (1763-1825), à Jean Rousseau, de Londres, et à Jean-François-Xavier Rousseau (1738-1808), consul de France à Bassora, aussi cousin issu de germain de Jean-Jacques. L'année suivante, on songeait à leur céder la moitié de cette somme : Paul Moulou et Du Peyrou y consentaient. Aucune suite, cependant, ne fut donnée à ce projet, et la question ne se serait même pas posée si le testament de 1763 avait été communiqué par les héritiers de Richard Davenport aux parents ou aux amis de J.-J. Rousseau, au lieu de rester inconnu pour eux. — Jean-François Rousseau, fils de Théodore, ne renonçait pas entièrement à ses prétentions en 1795 et en 1801. — Voy. ms. 7923 de la Bibl. de Neuchâtel, fol. 152-159; — *Discours préliminaire* de Du Peyrou, en tête de son édition de la *Seconde partie des Confessions*, p. vi-viii; — ms. fr. 235 de la Bibl. de Genève, fol. 63, 64, 67, 92, 93, 102, 107, 109, 120 et suiv.



Moultou. Mais la crainte de soumettre l'exécution de mes dernières [volontés<sup>1</sup>] à des formes et procédures qui consumeroient le peu que je puis laisser m'empêche d'altérer par aucun legs la simplicité du présent testament, et je prie en général tous ceux à qui j'ai été attaché de mon vivant de croire que ce<sup>2</sup> même attachement restera dans mon cœur jusqu'à <sup>3</sup>mon dernier soupir<sup>4</sup>.

L'étrange maladie qui me consume depuis trente ans et qui, selon toute apparence, <sup>5</sup>terminera mes jours est si différente de toutes les autres maladies du même genre, <sup>6</sup>avec lesquelles les médecins et chirurgiens l'ont toujours confondue, que je crois qu'il importe à l'utilité publique qu'elle soit examinée <sup>7</sup>après ma mort dans son siège même. C'est pourquoi je souhaite<sup>8</sup> que mon corps soit ouvert, par d'habiles gens s'il est possible, et qu'on observe avec soin l'état du <sup>9</sup>siège de la maladie, <sup>10</sup>dont je joins ici la note pour l'instruction des chirurgiens. [Les parties malades doivent<sup>11</sup>] être affectées <sup>12</sup>d'une manière bien extraordinaire, puisque, depuis vingt ans, <sup>13</sup>tout ce qu'ont fait les plus habiles et savans artistes pour soulager mes maux n'a fait constamment que les irriter<sup>14</sup>. Je déclare au surplus n'avoir jamais eu aucune des maladies<sup>15</sup> qui <sup>16</sup>souvent donnent lieu à celles de cette espèce,

<sup>1</sup> Mot omis par Jean-Jacques.

<sup>2</sup> On pourrait aussi lire « le ».

<sup>3</sup> son dernier.

<sup>4</sup> et que je mourrai avec le regret de ne pouvoir leur en donner des marques.

<sup>5</sup> est née avec moi.

<sup>6</sup> Ms. : et avec.

<sup>7</sup> par les gens de l'art.

<sup>8</sup> s'il y a d'habiles gens à portée. Rousseau a négligé d'effacer cette phrase.

<sup>9</sup> col de la vessie, de la prostate et de l'urètre, état qui doit offrir (A) — parties qui doivent (B) être.

<sup>10</sup> selon la note ci-jointe.

<sup>11</sup> Mots omis, qu'il faut suppléer pour compléter la phrase.

<sup>12</sup> bien extraordinairement.

<sup>13</sup> tout ce qu'on a fait pour soulager.

<sup>14</sup> et que j'ai beaucoup moins souffert.

<sup>15</sup> vénériennes.

<sup>16</sup> pour l'ordinaire.

en quoi j'avoue<sup>1</sup> n'avoir à me vanter que de mon bonheur. Ce que je dis là est certain et <sup>2</sup>j'insiste <sup>3</sup>sur cette affirmation, parce que des médecins et chirurgiens ont, sur ce point, refusé de me croire, et ils ont eu tort. Il importe qu'ils ne cherchent pas la cause du mal où elle n'est point. <sup>4</sup>Les frais de cette opération <sup>5</sup>pourront être levés sur ma succession, mais sans contrainte, et je n'entends pas faire de <sup>6</sup>cet article une condition essentielle de mon testament. Je dis en ceci non ce que j'exige, mais ce que je souhaite pour l'instruction publique, et autant que cela pourra s'exécuter commodément et volontairement<sup>7</sup>.

\* \* \*

<sup>8</sup>Il y a vingt ans que je suis tourmenté d'une rétention d'urine, dont j'ai même eu des atteintes dès mon enfance et que j'ai longtemps attribuée à la pierre. M. Morand<sup>9</sup> ni les plus habiles chirurgiens n'ayant jamais pu me sonder, je suis resté incertain sur cette cause, jusqu'à ce qu'enfin le frère Côme<sup>10</sup> est venu à bout

<sup>1</sup> avoir eu plus de bonheur que de.

<sup>2</sup> je l'affirme.

<sup>3</sup> d'autant plus à l'affirmer.

<sup>4</sup> *J'espère que M<sup>lle</sup> Le Vasseur voudra bien pourvoir [ensuite : fournir] aux frais de cette opération, sans cependant rien exiger d'elle, ni faire de l'ouverture de mon corps une condition.* — Rousseau a oublié de biffer cette première rédaction, en écrivant la seconde dans la marge.

<sup>5</sup> seront fournis.

<sup>6</sup> l'ouverture de mon corps.

<sup>7</sup> de la part de mon héritière.

<sup>8</sup> Note annoncée dans le testament.

<sup>9</sup> Sauveur-François Morand (1697-1773), docteur en médecine, chirurgien en chef de l'hôpital de la Charité, puis de l'hôtel des Invalides, membre de l'Académie des sciences et secrétaire général de l'Académie de chirurgie. — Cf. *Confessions*, livre VIII; *Œuvres*, t. VIII, p. 256, 259.

<sup>10</sup> Jean Baseilhac (1703-1781), connu sous le nom de frère de Saint-Côme, ou frère Côme, depuis son entrée (1729) dans l'ordre des feuillants, inventeur du « lithotome caché » et d'autres instruments ou procédés.

Les *Confessions* (livre XI; *Œuvres*, t. IX, p. 21) placent au printemps de 1762 les visites du frère Côme. Mais celles-ci remontent au mois de juin 1761, comme le prouve une lettre inédite à Lenieps, du 18 juin 1761, qui a passé dans deux ventes d'autographes, 25 mai-4 juin 1852 (Laverdet), n° 1569, et 28 avril 1883 (Eug. Charavay), n° 116. Voy. aussi une autre

d'introduire une<sup>1</sup> algaliè très menue avec laquelle il s'est assuré qu'il n'y avoit point de pierre.

Mes rétentions ne sont point par accès comme celles de ceux qui ont la pierre, qui tantôt urinent à plein canal et tantôt n'urinent point du tout. Mon mal est un état habituel. Je n'urine jamais à plein canal et jamais aussi l'urine n'est totalement supprimée, mais le cours en est <sup>2</sup>seulement plus ou moins embarrassé, sans être jamais <sup>3</sup>entièrement libre, <sup>4</sup>de sorte que j'éprouve une inquiétude, un besoin presque continuel, que je ne puis jamais bien satisfaire. <sup>5</sup>Je remarque pourtant dans ces inégalités un progrès constant, par lequel le fil de l'urine diminue d'année en année, ce qui me fait juger qu'il finira tôt ou tard par être tout à fait arrêté.

Il y a des embarras dans le canal de l'urètre et les bougies suppuratives de M. Daran<sup>6</sup> m'ont quelquefois procuré un peu de soulagement, mais leur long usage, loin de continuer à me soulager, m'a toujours nui, et même, leur introduction devenant chaque jour plus difficile, il a fallu les faire de jour en jour plus minces, et enfin les quitter <sup>7</sup>par longs intervalles, pour les <sup>8</sup>repren-  
dre ensuite avec <sup>9</sup>moins de difficulté.

Il m'a semblé que l'obstacle qui s'opposoit à leur introduction s'enfonçoit toujours plus dans la vessie, de sorte qu'il a fallu

lettre au même, du 7 juillet 1761, imprimée dans *L'Amateur d'autographes*, 1863, p. 323, et la *Correspondance générale*, 30 octobre 1761 (*Euvres*, t. X, p. 276). Ainsi l'accident, — « un bout de sonde molle resté dans le canal de l'urètre, » — dont Rousseau parle à Moultou le 12 et le 23 décembre 1761 (*ibid.*, p. 286, 291), survint cinq mois après l'examen auquel le frère Côme avait procédé à deux reprises, et non pas « longtemps » avant, comme le disent les *Confessions*.

<sup>1</sup> Ms. : un algali très menu avec lequel.

<sup>2</sup> toujours embarrassé plus ou moins.

<sup>3</sup> Libre.

<sup>4</sup> et son fil diminue par un progrès sensible, mais inégal, de sorte que quelquefois.

<sup>5</sup> mais comme je m'aperçois du progrès (A) — comme le fil de l'urine diminue toujours, il y a (B).

<sup>6</sup> Jacques Daran (1701-1784), l'un des chirurgiens du roi, propagea, contre les rétrécissements de l'urètre, l'usage des bougies emplastiques.

<sup>7</sup> tout à fait.

<sup>8</sup> introduire.

<sup>9</sup> plus de.

d'année en année employer des bougies plus longues et, dans les derniers temps, n'en trouvant <sup>1</sup>pas qui le fussent assez, <sup>2</sup>je [me] suis avisé de les alonger.

Les bains, les diurétiques, tout ce qui apporte ordinairement du soulagement à ces sortes de maux n'a jamais fait qu'augmenter les miens, et <sup>3</sup>jamais la saignée ne m'a procuré le moindre soulagement. Les médecins et chirurgiens n'ont jamais fait sur mon mal que des raisonnemens vagues, par lesquels ils cherchoient bien plus à me <sup>4</sup>consoler qu'à m'instruire. Faute de savoir guérir le corps, ils ont voulu se mêler de guérir l'esprit. Leurs <sup>5</sup>soins n'ont pas plus profité à l'un qu'à l'autre : j'ai vécu beaucoup plus tranquille depuis que je me suis passé d'eux.

Le frère Côme dit avoir trouvé la prostate fort grosse, fort dure et comme squirreuse; c'est donc là qu'il faut porter ses observations. Le siège du mal est certainement dans la prostate, ou dans le col de la vessie, ou dans le canal de l'urètre, et probablement dans tous les trois. C'est là qu'examinant l'état des parties on pourra trouver la cause du mal.

Il ne faut point chercher cette cause dans <sup>6</sup>l'effet de quelque ancienne maladie vénérienne, car je déclare n'en avoir jamais eu de cette espèce. Je l'ai dit <sup>7</sup>aux artistes qui m'ont soigné. J'ai jugé que plusieurs d'entre eux ne m'en croyoient pas. Ils ont eu tort. <sup>8</sup>Cet avantage n'étant un effet que de mon bonheur ne peut <sup>9</sup>m'attirer aucune espèce de louange, et soit qu'on m'en croie, ou qu'on ne m'en croie pas, je crois devoir confirmer ici la vérité que j'ai déclarée, afin qu'on n'aille pas chercher <sup>10</sup>à mon mal une cause qu'il n'a point eue.

<sup>1</sup> plus d'assez.

<sup>2</sup> j'ai été forcé d'y ajouter des alonges (A) — j'ai trouvé le moyen (B) de les alonger.

<sup>3</sup> je n'ai jamais éprouvé.

<sup>4</sup> tranquilliser.

<sup>5</sup> recettes.

<sup>6</sup> les restes.

<sup>7</sup> à tous.

<sup>8</sup> Comme cet avantage est un effet de mon bonheur et non pas de ma sagesse, je ne gagnais (A) — Comme je leur déclarais (B).

<sup>9</sup> me valoir.

<sup>10</sup> la cause de moi[n].



# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

JUIN 1907

---

### Personnel de la Société.

Depuis la publication de la 1<sup>re</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée d'octobre 1906, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

#### MM.

1906 Edmond FATIO, architecte.

Théodore GROSSMANN.

1907 Hugo DE CLAPARÈDE, professeur extraordinaire à l'Université.

Hans NÄGELI-ÅKERBLOM, docteur en médecine.

Fernand AUBERT, licencié ès lettres.

Auguste GAMPERT, licencié en théologie.

Maurice DUNANT.

Frédéric RILLIET, docteur en médecine.

Gustave REVERDIN.

Waldemar DEONNA, docteur ès lettres.

Le Prince Ferdinand DE FAUCIGNY-LUCINGE.

Jules NAVILLE.

Le nombre de membres effectifs de la Société était, au 30 juin 1907, de 206.

La Société a eu le regret de perdre un de ses membres correspondants, M. Eugène ARNAUD.

Eugène ARNAUD, né à Crest (Drôme), le 18 octobre 1826, était un des doyens des membres correspondants de la Société (1873). Fils du pasteur L.-F. Arnaud, président du Conseil de l'église réformée de Crest, il tenait à Genève par sa mère, qui était née Poulin. Et c'est à l'Académie de Genève qu'il commença ses études de théologie. Successivement pasteur à Crupies (Drôme) de 1850 à 1853, aux Vans (Ardèche) de 1853 à 1865, enfin dans sa ville natale, où il a occupé le ministère de 1865 à 1902 et dont il a présidé le Consistoire depuis 1876, Arnaud a beaucoup contribué, par son activité et son dévouement, à développer les œuvres protestantes de cette ville.

Il a énormément écrit, sur divers sujets de théologie, et surtout sur l'histoire du protestantisme dans le sud-est de la France. Dans ce domaine, ses principaux ouvrages sont :

*Histoire des protestants du Dauphiné aux XVI<sup>me</sup>, XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles.* Paris, 1875-1876, 3 vol. in-8°.

*Histoire des protestants de Provence, du Comtat Venaissin et de la principauté d'Orange.* Paris, 1884, 2 vol. in-8°.

*Histoire des protestants du Vivarais et du Velay, de la Réforme à la Révolution.* Paris, 1888, 2 vol. in-8°.

On lui doit encore un grand nombre d'opuscules sur l'époque du Désert dans le Dauphiné, sur l'Académie de Die en Dauphiné, sur les Vaudois du Dauphiné, sur les imprimeurs d'Orange; plusieurs monographies sur les églises réformées du sud-est de la France : celles de Crest, de Marseille, d'Annonay; une *Bibliographie huguenote du Dauphiné*, etc.

Pour un grand nombre de ces ouvrages, Arnaud a utilisé les manuscrits de la Bibliothèque publique de Genève: la correspondance des Eglises réformées, les Papiers Court, etc. Il a aussi recherché aux Archives d'État de Genève les traces des nombreuses familles émigrées de cette partie de la France à Genève, lors des différents Refuges, et il a publié un opuscule intitulé :

*Emigrés protestants dauphinois secourus par la Bourse française de Genève de 1680 à 1710, d'après un manuscrit de César Auquier en la possession de M. Henry Bordier.* Grenoble, 1885, in-8°.

**Mémoires, Rapports, etc.***Présentés à la Société.*734. — *Séance du 8 novembre 1906.***La généalogie de Sainte-Beuve, par M. Eugène RITTER.**

M. Eugène Ritter rend compte d'une publication de M. Victor Picou, lequel a fait des recherches généalogiques sur la famille de sa mère, qui était née Sainte-Beuve, et sur toutes les familles de ce nom.

Sainte-Beuve en Rivière et Sainte-Beuve aux Champs sont deux localités de Normandie, à mi-chemin entre Aumale et Neuchâtel. Il y eut là une famille féodale de Sainte-Beuve, dont le plus ancien représentant a pris part à la première croisade. La filiation que M. Picou a établie ne commence qu'un siècle plus tard et se poursuit régulièrement pendant neuf générations. Elle est accompagnée de la mention de quelques personnages égrenés qui avaient le même rang social, et dont les derniers sont du commencement du seizième siècle. Parmi les alliances de cette noble famille, on remarque celle de Laurent de Sainte-Beuve — qui est mort à la bataille d'Azincourt — avec Catherine de Montmorency.

M. Picou a dressé la généalogie de quatre autres familles du même nom, dont les souches remontent respectivement :

à 1540 : c'est la famille du docteur janséniste du XVII<sup>me</sup> siècle, dont il est parlé dans le *Port-Royal* de Sainte-Beuve ;

à 1587 : nous en parlerons tout à l'heure ;

à 1695 : c'est la famille d'un juge au tribunal de la Seine, dont le célèbre écrivain, son homonyme et son contemporain, a parlé aussi dans son *Port-Royal*. Le dernier représentant de cette famille, aujourd'hui, est un religieux bénédictin, Dom René de Sainte-Beuve ; il a dû quitter la France, comme les autres membres de son ordre, qui ont voulu continuer à vivre selon la règle de saint Benoît ;

à 1715 enfin : c'est la branche de l'illustre critique et poète. Ses ascendants ont occupé des fonctions administratives, qui paraissent avoir été en échelle descendante : son arrière-grand-père était lieutenant de la ville et du château de Moreuil en Picardie ; son grand-père était procureur fiscal ; son père, employé dans l'administration des octrois.

De ces quatre familles, un généalogiste à venir réussira peut-être un jour à retrouver les liens; il saura peut-être les rattacher à une souche commune, et qui sait? à la famille féodale elle-même! En attendant, M. Picou a fait de bonne besogne, s'appliquant à ne rien dire qui ne soit vrai, simple et puisé dans des documents authentiques. M. Picou, descend, par sa mère, de la seconde de ces quatre familles, la seule qui soit aujourd'hui florissante et qui compte une postérité nombreuse.

Il a été attiré à ces recherches, non pas par la renommée de l'auteur des *Lundis*, non pas par l'éclat féodal d'une ancienne et noble famille seigneuriale, mais par le souvenir d'une anecdote patriarcale : la reine Hortense, en 1812, ayant récompensé par un don gracieux la vie bienfaisante de son grand-père, propriétaire à Chauvey et maire de cette commune.

**La numismatique de l'Évêché de Genève aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, par M. Eugène DEMOLE.**

M. Demole donne lecture de la première partie du mémoire dont on trouvera le compte rendu ci-dessous, p. 62.

735. — *Séance du 22 novembre 1906.*

**Une correspondance inédite de Mallet-Du Pan avec Etienne Dumont, par M. Auguste BLONDEL.**

Cette communication sera imprimée dans une des prochaines livraisons de la *Revue historique*.

**Lettres de Mallet-Du Pan à Mounier (1789-1799), communiquées par M. Théophile DUFOUR.**

Jean-Joseph Mounier (1758-1806), de Grenoble, joua un grand rôle aux États généraux et à l'Assemblée nationale pendant quelques mois de l'année 1789. Il avait à la fois, dit un biographe, « les talents de l'homme politique et la droiture inflexible de l'homme de bien. » Membre du groupe des royalistes constitutionnels, il ne tarda pas à entrer en relations avec Mallet-Du Pan, qui défendait les mêmes idées dans le *Mercur*.

Après avoir retracé la carrière de Mounier, M. Th. Dufour présente vingt lettres que Mallet lui adressa. La première est du 17 septembre 1789 : Mounier, alors en pleine activité législative, allait devenir, onze jours plus tard, président de l'Assemblée nationale. Quand Mallet écrivit sa seconde



et sa troisième lettres (14 mars, 28 avril 1790), le député démissionnaire, en butte à la haine démagogique, avait dû se réfugier en Dauphiné, d'où il fut bientôt contraint de se rendre à l'étranger. Les neuf suivantes (1790, 1791) sont envoyées à Genève; Mounier y demeurait « Boulevard Saint-Antoine. » Comme elles couraient le risque d'être interceptées, si le nom du destinataire eût figuré sur la suscription, trois d'entre elles, confiées à la poste, sont adressées « à Mademoiselle Cécile Des Granges, rue de St-Léger, à Genève. » En 1792, Mallet, lui aussi, quitta la France; dans le second semestre de cette année, on le voit dater six lettres, tour à tour, de Francfort — où il avait été chargé d'une mission politique de Louis XVI auprès du roi de Prusse et de l'empereur — puis de Genève, de Lausanne, de Nyon, d'Aubonne. A ce moment, Mounier faisait un séjour prolongé à Morat, chez la comtesse de Tessé, et il eut l'occasion de se rencontrer à Berne avec Mallet. La correspondance régulière s'arrêta au 9 novembre 1792, du moins ce qui en subsiste dans le dossier, probablement incomplet, et il n'y a plus que deux missives très postérieures, écrites l'une de Berne, le 5 avril 1797, l'autre de Londres, le 16 août 1799.

M. Dufour donne lecture de quatre de ces lettres inédites. On y retrouve le vaillant et perspicace écrivain, qui, selon le mot de Taine, « a mis dix ans à faire la monographie de la fièvre révolutionnaire, avec un diagnostic sûr, des pronostics vérifiés, une parfaite intelligence des causes et des crises. »

736. — *Séance du 13 décembre 1906.*

**J.-J. Rousseau et M<sup>me</sup> d'Houdetot, communication de M. Eug. RITTER.** — Fragments du travail impr. dans les *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, t. II, p. 1-136, et tiré à part, Genève, 1906, in-8°.

**Le testament de J.-J. Rousseau, communication de M. Th. DUFOUR.** — Impr. ci-dessus, p. 39-54, et tiré à part, Genève, 1907, in-8°, 18 p.

737. — *Séance du 10 janvier 1907.*

Rapports du président (M. Francis DE CRUE) et du trésorier (M. Victor VAN BERCHEM) sur l'exercice 1906.

Élection du Comité : MM. Victor VAN BERCHEM, président; Léon GAUTIER, vice-président; Léopold MICHELI, secrétaire; Albert CHOISY, trésorier; Camille MARTIN, bibliothécaire; Francis DE CRUE; Frédéric GARDY; Paul SCHAZMANN; Charles SEITZ.

**Les vitraux de l'église de Vandœuvres, communication de M. Camille FAVRE, avec projections lumineuses.**

Ces quatre vitraux ont été donnés à l'église de Vandœuvres par M. Georges Streckeisen-Moultou, vers le milieu du XIX<sup>me</sup> siècle approximativement. Très probablement ils venaient d'une collection bâloise. Par leurs sujets et leur travail, ils semblent cependant être originaires de la Suisse centrale ou orientale. Quelque peu endommagés en 1906, ils ont dû être remis en plomb et réparés, travail qui a été fait par M. Krachten sous l'habile direction de M. Perron.

Les n<sup>os</sup> 1 et 2 sont des pendants.

N<sup>o</sup> 1. — « *Das Landt Urry, Anno 1647.* » — Écussons d'Uri surmontés de l'écu impérial. — *Supports*, à droite, un saint abbé crossé et mitré donnant l'aumône à un mendiant; à gauche, un ange aux pieds chaussés, tenant une palme. — *Arcature*, avec pilastre Renaissance, surmontée de deux petits anges nus. Fond blanc, orné d'un fil ou ruban noir.

N<sup>o</sup> 2. — « *Das Landt Glaris, 1647.* » — Écussons de Glaris surmontés de l'écu impérial. — *Supports*, à droite, saint Fridolin crossé et vêtu de noir; à gauche, la Mort tenant une lettre datée de 1647. — *Arcature*, chérubins et fond comme le n<sup>o</sup> 1.

N<sup>o</sup> 3. — « *Von Gottes Gnaden Placidus Abbt dess. Fürstl., Gottshaus « Einsiedlen, 1648.* » — Écusson ovale, cimier crossé et mitré, écartelé : au 1<sup>er</sup>, les corbeaux d'Einsiedlen, au 4<sup>me</sup>, d'azur à 2 gaffes d'or, au 2<sup>me</sup>, d'or à 3 clous de sable, au 3<sup>me</sup>, d'or au coq de gueulles. — *Supports*, à droite, saint Meinrad et les corbeaux; à gauche, saint Placide, martyr, tenant une épée et une palme. — *Arcature* à fronton de couleur sépia, avec colonnes jaunes, fond blanc uni. En haut, Vierge dans sa gloire ovale.

N<sup>o</sup> 4. — « *Edmundus von Gottes Gnaden Abbt des würdigen Gottshaus bej unser Lieben F. zu St Urban (Urban), anno 1649.* » — Écusson ovale, cimier crossé et mitré, écartelé : au 1<sup>er</sup>, armes de saint Urban (de sable, à la bande échiquetée d'or et de gueulles), au 4<sup>me</sup>, d'argent au chef d'azur, chargés d'un lion de gueulles, aux 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup>, partis d'or et d'azur, chargés d'une fleur de lys brochant au contraire. — *Supports*, à droite, un saint pape, coiffé de la tiare, tenant un livre et une grappe de raisin; à gauche, un saint abbé, en robe de moine, crossé et tenant les instruments du supplice. En haut, grande Vierge dans sa gloire ovale, flanquée de deux anges en robe rouge. Pas d'arcature, fond blanc très restreint.

Ces quatre vitraux, bien que postérieurs d'un siècle environ à la bonne époque, sont intéressants. Les nos 1 et 2, surtout, sont excellents pour le temps. Les nos 3 et 4, plus modernes de sentiment et très bariolés, sont cependant habiles de facture.

L'état de conservation est bon. Quelques fentes. Au n° 2, en haut, l'ange de gauche est moderne et, au n° 3, la gloire de la Vierge a été retouchée.

**L'entreprise des ducs de Nemours et de Guise sur Genève, en 1578,  
par M. Lucien CRAMER.**

Au moyen de documents, recueillis par lui dans les archives d'Italie, M. Cramer fait l'historique de cette entreprise exécutée au mois d'avril 1578. Les correspondances du duc de Savoie, les rapports de ses ambassadeurs à Paris et du gouverneur de Savoie, recueillis aux archives de Turin, parlent des premières tentatives de Jacques de Savoie, duc de Nemours et de Genevois et cousin germain d'Emmanuel-Philibert. Ces tentatives, qui s'échelonnent sur la période comprise entre les années 1562 à 1578, ne purent aboutir en raison de la constante opposition qu'elles rencontrèrent de la part du duc de Savoie.

Aux archives du Vatican et de Venise, enfin, M. Cramer a mis la main sur les dépêches du nonce Santa Croce et de l'ambassadeur vénitien Mattio Zane, accrédités tous deux à la cour de Turin. Les rapports détaillés de ces excellents observateurs permettent de suivre, pour ainsi dire pas à pas, les progrès de la plus importante et de la dernière de ces tentatives, celle de 1578, exécutée à l'insu du souverain savoyard par le duc de Nemours et son beau-fils Henri de Guise, le chef de la maison de Lorraine. Dans le but de s'emparer de Genève par surprise, le duc de Nemours avait levé 3000 hommes de troupes en Savoie, et Henri de Guise avait acheminé sur cette ville une trentaine de compagnies d'infanterie et de la cavalerie, prises dans les garnisons de Metz, Toul et Verdun, qui faisaient partie de son gouvernement de Champagne. L'insuffisance des préparatifs, l'incurie des chefs, les indiscretions commises en cours de route, enfin les avertissements adressés aux Genevois et l'opposition du Sénat de Savoie, prévenu à temps de ce qui se préparait, firent avorter l'expédition des deux ducs alliés, dont les troupes vinrent s'arrêter à trois lieues de Genève. Les dépêches du vénitien Zane et du nonce Santa Croce nous font connaître les mesures de précaution adoptées par le duc de Savoie pour mettre ses états à l'abri d'une incursion nouvelle de troupes étrangères, et elles nous font assister à la réconciliation d'Emmanuel-Philibert et de Jacques de Nemours, que ces événements avaient momentanément désunis.

738. — *Séance du 24 janvier 1907.*

**Numismatique de l'Évêché de Genève aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, par M. Eugène DEMOLE (suite et fin) <sup>1</sup>.**

Le 11 août 1892, on découvrit dans la grotte dite des « Faux-Monnayeurs », sur les flancs du Mont-Salève et non loin du Pas-de-l'Échelle, un trésor important de monnaies du moyen âge, au nombre d'environ 1200 pièces. Ce fut en voulant installer une forge provisoire, en vue du percement d'un tunnel, que les ouvriers mirent à nu ce trésor, dont ils s'emparèrent et qu'ils dispersèrent aux quatre vents. MM. P.-Ch. Strœhlin et D<sup>r</sup> A. Ladé, directeurs du Comptoir de numismatique, se rendirent sur les lieux et, avec une infatigable persévérance, qu'on ne saurait trop louer, ils purent recueillir environ 600 pièces. Le Cabinet de numismatique de Genève et un petit nombre d'amateurs purent réunir encore quelques centaines de ces monnaies, si bien qu'on peut évaluer à 850 ou 900 le nombre de pièces sauvées de la destruction.

M. le D<sup>r</sup> Ladé entreprit de décrire les monnaies du trésor du Pas-de-l'Échelle qui toutes sont des deniers appartenant à l'évêché de Genève<sup>2</sup>.

Occupé pendant longtemps à d'autres travaux, ce ne fut qu'au commencement de 1906 que je pris connaissance de ce mémoire qui, au point de vue des descriptions et eu égard aux documents utilisés par l'auteur, ne laisse rien à désirer. Malheureusement, M. Ladé n'avait eu connaissance ni des pièces conservées au Cabinet de numismatique, ni de celles recueillies par le D<sup>r</sup> Gosse et d'autres collectionneurs. En outre, les thèses numismatiques soutenues par M. Ladé pouvaient paraître fort sujettes à caution. Pour ces diverses raisons, un remaniement de ce travail m'a paru nécessaire. J'ai tenu à soumettre à M. Ladé les points sur lesquels je me trouvais en contradiction avec lui, espérant ainsi provoquer une discussion intéressante. Mais M. Ladé m'a répondu que ses occupations actuelles et l'état de sa santé ne lui permettaient plus de se livrer à la numismatique scientifique, si bien que j'ai dû renoncer à mon projet.

Le trésor du Pas-de-l'Échelle est formé de deniers frappés par les évêques de Genève aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles. Les pièces les plus anciennes sont de l'évêque Frédéric (1032-1073), dont on ne connaissait jusqu'alors qu'une seule monnaie conservée au Cabinet de numismatique de Genève et publiée

<sup>1</sup> Voyez ci-dessus, séance du 8 novembre 1906.

<sup>2</sup> Aug. Ladé, *Le trésor du Pas-de-l'Échelle*. Genève, 1895, in-8°, pl. (Extrait de la *Revue suisse de numismatique*, 1893 et 1894).

en 1887<sup>1</sup>. Elles présentent au droit la légende GENEVA CIVITAS, avec le temple carolingien à cinq ou quatre colonnes, puis au revers et en abrégé FREDERICVS EPISCOPVS et une croix simple. Après les deniers au nom de Frédéric, le monnayage de l'évêché devient anonyme, sans doute pour mieux s'inspirer du type des deniers de Vienne en Dauphiné. Ces pièces anonymes sont frappées au nom de St-Maurice, puis au nom de St-Pierre, patron de la cathédrale de Genève. On a donc trois grandes divisions des pièces du trésor : monnaies signées de Frédéric, évêque, monnaies anonymes au nom de St-Maurice et monnaies anonymes au nom de St-Pierre. Dans chacune de ces classes on observe deux sortes de pièces, les unes de bon style, de titre et de poids élevés, les autres de style dégénéré, faibles de titre et de poids. Pour expliquer cette curieuse anomalie, M. Ladé suppose que les pièces incriminées ont été fabriquées dans un atelier interlope, situé en dehors de l'évêché, l'atelier d'Aiguebelle, en Maurienne. Malheureusement, cette intéressante hypothèse ne saurait se soutenir, car une étude attentive des revers indique que nombre de pièces soi-disant frappées à Aiguebelle sont identiques à celles émises à Genève, et deux pièces ne sauraient être identiques si elles ne sont sorties du même coin.

M. Ladé estime, en outre, que les deniers bon poids de l'évêque Frédéric ont été taillés dans la *libra antiqua* et non dans la livre romaine usuelle, car, dit-il, le poids moyen des deniers de Frédéric est de 1 gr. 165 et le scrupule, soit denier romain,  $\frac{1}{288}$  partie de la livre, n'est que de 1 gr. 137. Les deniers de Frédéric seraient donc trop pesants, mais ils représentent assez bien le poids du scrupule, soit denier de la *libra antiqua*, qui ascende à 1 gr. 184. M. Ladé fait ici une grave confusion entre la livre-poids et la livre-monnaie. Depuis Charlemagne, la livre romaine de 12 onces valant 288 deniers-poids se divisait aussi en 20 sols faisant 240 deniers-monnaie. Lorsqu'on taillait la monnaie, on ne s'inquiétait plus, à cette époque, qu'elle cadrât ou non avec le denier-poids, mais on prescrivait la taille à tant de sous par livre-monnaie. C'est ainsi que les deniers de l'évêque Frédéric furent taillés d'abord à 24 sous 4 deniers, puis, plus tard, à 23 sous 6 deniers par livre. Nous n'avons donc que faire de la *libra antiqua*.

La troisième thèse de M. Ladé, que je suis obligé de contredire, est de prétendre qu'une partie des deniers au type de St-Pierre a été frappée au marc. L'étude des documents montre qu'à Genève le marc ne fut pas,

<sup>1</sup> Eug. Demole, *Denier au nom de Frédéric, évêque de Genève (XI<sup>e</sup> siècle)*. Paris, 1887, in-8°, fig. (Extrait de la *Revue numismatique*, 3<sup>e</sup> série, t. V, p. 176).

selon toutes probabilités, introduit avant 1135, date trop tardive pour qu'aucune pièce du trésor du Pas-de-l'Échelle puisse avoir été frappée à cet étalon.

Voici maintenant le classement que je propose pour les pièces du trésor, en m'aidant pour cela soit des documents connus de l'histoire de l'évêché, soit de l'étude des titres, des poids et des types monétaires.

L'évêque Frédéric tient le siège de 1032 à 1073. Borzadus lui succède jusqu'en 1078, et c'est alors que commence l'épiscopat de Guy de Faucigny, qui devait durer jusqu'en 1120. Cet évêque laissa son frère, le comte de Faucigny et son frère utérin, le comte de Genevois, empiéter sur les biens et prérogatives de l'Église. La monnaie, comme tout ce qui touchait au temporel de l'administration du diocèse, fut fort négligée. Le successeur de Guy, Humbert de Grammont (1120-1135), se donna comme tâche de réparer les fautes et les faiblesses de son prédécesseur. Il affermit de nouveau en sa main toutes les régales par l'acte solennel de Seyssel, dans lequel il est entre autres spécifié que la monnaie appartient au seul évêque.

On peut donc avec vraisemblance supposer que les deniers bon style et bon poids au nom de Frédéric furent émis par ce prince, et peut-être aussi par son successeur Borzadus. Sous l'épiscopat de Guy de Faucigny, tout semble aller à la dérive et la monnaie n'est plus dirigée par une bonne administration. C'est l'époque des mauvais deniers au nom de Frédéric, puis au nom de St-Maurice et de St-Pierre, toutes pièces que M. Ladé avait attribuées à l'atelier d'Aiguebelle. Enfin, sous Humbert de Grammont, la monnaie se relève, soit pour le titre, soit pour la taille ; elle redevient excellente, meilleure même que n'était celle de l'évêque Frédéric, mais elle demeure anonyme.

Le travail dont je viens de résumer brièvement quelques-uns des traits principaux sera prochainement publié et formera l'un des premiers chapitres de l'*Histoire monétaire de l'Évêché de Genève*. Je me propose de publier par la suite les deniers anonymes de la fin du XII<sup>e</sup> siècle qui présentent encore quelque originalité dans le type, puis ceux frappés aux XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, jusqu'à l'ouverture de l'atelier de Cornavin par la Savoie, en 1448, longue et banale série, au type immobilisé et dégénéré, dont les attributions présenteront les plus grandes difficultés.

**Le Musée suisse de photographies documentaires, communication de M. Paul STROEHLIN.** — Monsieur Stréhlín indique le but que poursuit cette institution, il en retrace l'historique et donne quelques détails sur le plan adopté pour le classement des photographies et sur les procédés employés en vue de leur conservation.

739. — *Séance du 7 février 1907.*

**Notes sur quelques pages inédites ou publiées de J.-J. Rousseau, communication de M. Th. DUFOUR.** — Fragments des *Pages inédites de Jean-Jacques Rousseau*, 2<sup>e</sup> série, impr. dans les *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, t. II, p. 153 et suiv., et tirées à part, Genève, 1907, in-8°.

**La dernière campagne de fouilles à Pergame, communication de M. Paul SCHAZMANN, avec projections lumineuses.**

M. Schazmann, membre de l'Institut archéologique impérial allemand, fait un rapport sur la dernière campagne des fouilles de Pergame, dont il avait déjà entretenu l'auditoire de la Société d'histoire l'année dernière.

Il commence par quelques considérations générales pour montrer l'importance de Pergame dans l'histoire, et la grande influence qu'a eue cette ville sur l'art romain et les périodes qui ont suivi; gardienne des traditions attiques et promotrice des nouveaux courants artistiques, elle a été le fil conducteur reliant l'antiquité grecque à Rome.

Les bas-reliefs ornant l'autel furent le point de départ qui entraîna l'exploration de la ville entière.

L'Institut archéologique allemand continue chaque année, en automne, les fouilles, qui avaient été entreprises autrefois par les Musées de Berlin.

La ville suit la configuration naturelle d'une colline où s'étagent, sur de larges terrasses, les monuments des Attalides. Le temple d'Athéna occupe le centre d'une vaste cour, entourée d'un portique, dont le premier étage communiquait avec la célèbre bibliothèque. La décoration intérieure du péristyle explique la genèse du système de décoration qu'on trouve sur tous les murs de Pompéi et dont on se faisait généralement une idée fausse.

Le théâtre de Pergame a donné lieu à des études intéressantes jetant un jour nouveau sur la question controversée de la scène antique. Dans le théâtre grec, la scène en bois était la maison des acteurs; on a retrouvé les trous dans lesquels étaient fixés les mâts servant à dresser une sorte de tente. Les acteurs et le chœur jouaient dans l'orchestre. L'estrade serait une invention romaine.

Dans une villa, nouvellement découverte, on a retrouvé des peintures ayant de la valeur parce qu'elles avaient été décrites déjà dans l'antiquité par Pline. La continuation des fouilles dans le gymnase a donné d'heureux résultats : un odéon ou salle de conférences, une vaste exèdre, de forts beaux fragments de statues et de nombreuses inscriptions. Deux temples, dont on a reconnu l'existence, seront examinés de plus près l'automne prochain.

Les recherches ont porté aussi sur les conduites d'eau, les routes, les enceintes et portes de ville.

Dans un *tumulus* situé dans la plaine, non loin de la ville antique, les excavations ont amené la découverte de la sépulture d'un ancien roi de Pergame. Le sarcophage, resté intact, contenait, avec les restes du défunt, une grande couronne en or massif, composée de branches de chêne entrelacées et retenues par un éros ailé.

Il y avait en outre divers ornements précieux et une épée dont le fourreau, en or, avait des représentations figurées.

740. — *Séance du 21 février 1907.*

**Un dictionnaire des noms de lieux de la Suisse romande, communication de M. Ernest MURET.** — Compte rendu de l'ouvrage intitulé : *Essai de toponymie; origine des noms de lieux habités et des lieux-dits de la Suisse romande*, par Henri Jaccard (*Mémoires et documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, 2<sup>me</sup> série, tome VII, 1906). Ce compte rendu est imprimé dans les *Archives suisses des traditions populaires*, t. XI (1907), p. 145-163.

741. — *Séance du 7 mars 1907.*

**Les cimetières francs et burgondes à propos des tombes de Cessy près Gex, communication de M. Alfred CARTIER.** — Impr. ci-après, p. 81.

**M. C.-M. BRIQUET** rend compte de l'article intitulé : *Un prétendu moulin à papier sur l'Hérault en 1189*, par Joseph Berthelé, dans le *Bibliographe moderne*, 1906, p. 201-213.

742. — *Séance du 21 mars 1907.*

**L'Affaire du 15 brumaire an IX, par M. Edouard CHAPUISAT.** — Impr. dans la *Révolution française*, t. LII (1907), p. 494-522, et tiré à part, Paris, 1907, in-8°, 31 p.

**Une lettre inédite de Paul Moulton sur la condamnation de Rousseau à Genève, communication de M. Gaspard VALLETTE.** — Cette lettre sera imprimée dans les *Annales de la Société J.-J. Rousseau*.



743. — *Séance du 11 avril 1907.*

**Une famille de fondeurs de canons à Genève au XVIII<sup>m</sup>e siècle, communication de M. Henry DEONNA.**

*Jean Maritz l'ainé* (1680-1743), originaire de Berthoud (Berne), vint à Genève avec le fondeur bernois Samuel Leu, en 1720, sur la demande de la Seigneurie, qui lui confia la refonte de son artillerie. Des trente-deux pièces fondues alors il n'existe plus de traces, mais l'arsenal de Genève possède de lui deux petits canons dits « pièces de bataille », aux armes Lullin, et la famille Lullin de Châteaueux deux semblables datés de 1733. Maritz doit sa célébrité à l'invention du forage horizontal et du coulage plein des canons, procédés qui firent faire de grands progrès à l'art de la fonte. En 1727 et années suivantes, il remplaça la machine hydraulique d'Abeille par une nouvelle machine plus perfectionnée et s'occupa des fontaines publiques et privées de la ville. De 1738 à 1743 il séjourna en France, principalement à Lyon, chez son ancien associé le fondeur Georges Münich ; il revint à Genève pour y mourir.

*Samuel Maritz* (1705-1786), son fils, installa, avec lui, la machine hydraulique et exécuta des travaux à Paris (1742) pour la Compagnie des glaces de St-Gobain. Le gouvernement de Berne lui confia la fonte de son artillerie en 1748 ; il se fixa à Berne, après avoir refusé à maintes reprises les offres de princes étrangers. Il fonda 150 à 160 pièces pour Berne de 1752 à 1775, quelques-unes pour Bâle, Bienne et la forteresse d'Aarburg ; deux pièces de cette place (gros canons de siège) sont actuellement à l'arsenal de Morges. Son fils, Jean (1738-1807), établi à La Haye, réorganisa les fonderies de Hollande et devint le chef d'une lignée d'habiles fondeurs.

*Jean Maritz le cadet* (1711-1790), frère du précédent et élève de son père, fit une brillante carrière à l'étranger. Nommé commissaire des fontes d'artillerie de France, il créa les fonderies de Strasbourg, Douai, Rochefort et Ruelle ; il fut inspecteur général des fontes et forges de la marine en 1755. Sur la demande de Charles III, il se rendit en 1765 en Espagne pour y organiser les fonderies de Séville et Barcelone. Il fut créé baron et chevalier de Saint-Michel par Louis XV en 1758, et maréchal de camp par Charles III en 1766. Genève possède de lui une éprouvette en bronze, dont il fit don à la Seigneurie en 1753.

**M. Camille MARTIN** rend compte de l'article intitulé : *Le couvent de St-Jean à Münster dans les Grisons*, par Joseph Zemp avec la collabo-

ration de Robert Dürer, [I<sup>re</sup> partie], dans *Les monuments de l'art en Suisse*, publication de la Société suisse des monuments historiques, nouv. série, V et VI, 1906.

**Revue des publications récentes sur l'archéologie monumentale en Suisse, par M. Camille MARTIN.**

M. Martin énumère tout d'abord et caractérise brièvement les principales publications périodiques : l'*Indicateur d'antiquités suisses* et les *Monuments de l'art en Suisse*, qui concernent le pays tout entier ; le *Berne artistique* et le *Fribourg artistique*, *Nos anciens et leurs œuvres* à Genève, recueils d'un intérêt plus local ; le *Bulletin technique de la Suisse romande* la *Schweizerische Bauzeitung* et le *Heimatschutz*, qui contiennent parfois des articles intéressants pour l'archéologie, et enfin les nombreux organes des sociétés d'histoire des différents cantons. Des travaux de longue haleine ont également paru en dehors de ces publications. L'un des plus importants est la *Statistique des monuments de la Suisse*, commencée en 1872 par M. Rahn (paraissant au début avec l'*Indicateur*). Les édifices romans de tous les cantons ont été analysés dans une première série. Avant que la revue des monuments gothiques fût achevée, l'entreprise a été recommencée, depuis 1899, sur un plan beaucoup plus étendu, mais se poursuit très lentement. Un *Dictionnaire des artistes suisses* est actuellement en cours de publication et avance beaucoup plus rapidement. Des recueils de planches, reproduisant les principaux monuments pour en faciliter l'étude et la démonstration, font encore entièrement défaut. L'essai tenté par Anheisser dans son *Architecture suisse ancienne* ne remplit pas entièrement ce but. Dans certains domaines spéciaux, des études d'ensemble ont été entreprises. La Société des ingénieurs et architectes a publié un recueil, *Das Bauernhaus in der Schweiz*, et prépare un ouvrage analogue sur la *Maison bourgeoise en Suisse*, qui complètera et développera les premiers essais tentés à Bâle, *Basler Bauten des XVIII Jahrhundert*, et à Genève, *Anciennes maisons de Genève*. L'architecture civile et religieuse n'a pas été l'objet de travaux d'ensemble durant ces dernières années. Les monuments d'architecture militaire de certaines régions ont été, par contre, étudiés avec beaucoup de soin par Merz, *Die mittelalterlichen Burganlagen und Wehrbauten des Kantons Argau*, et Felder, *Die Burgen der Kantone St-Gallen und Appenzell*. Cette rapide revue ne prétend pas être complète. Elle montre cependant les progrès effectués récemment dans la connaissance de notre ancienne architecture nationale.

**M. Emile RIVOIRE** rend compte de l'article intitulé : *La société à Genève sous l'empire français*, par Léandre Vaillat, dans la *Revue de Belgique*, 38<sup>me</sup> année (2<sup>me</sup> série, t. XLVIII), 1906, p. 5-16.

744. — *Séance du 25 avril 1907.*

**M. C.-M. BRIQUET** communique quelques fragments de l'avant-propos de son ouvrage intitulé : *Les filigranes, dictionnaire historique des marques du papier dès leur apparition vers 1282 jusqu'en 1600* (Genève, 1907, 4 vol. in-4°).

**L'Académie de Genève à l'époque du Directoire et sous le consulat**, par **M. Charles BORGEAUD**. — Cette communication formera un chapitre du t. II (en préparation) de *l'Histoire de l'Université de Genève*.

---

### Faits divers.

Dans l'année qui vient de s'écouler la Société a publié :

Au mois de janvier 1907, la première livraison du tome III du *Bulletin*, datée d'octobre 1906.

La Société auxiliaire des sciences et des arts a fait à la Société un second don de 1000 francs pour contribuer aux frais de publication des *Registres du Conseil* de Genève.

La Société est entrée en échange de publications avec la *Revista de archivos, bibliotecas y museos* de Madrid et avec l'Université de Pennsylvanie.

Le 9 mai 1907, la Société a fait une course en breack automobile suivant cet itinéraire : Fort de Sainte-Catherine, l'Eluiset, châteaux de Chaumont, Sallenôves, La Fléchère et Arcine.

Dans le double but de rendre les publications qu'elle reçoit par voie d'échange plus accessibles au public et de simplifier le service de sa bibliothèque, la Société a passé avec la Ville de Genève la convention suivante :

La Société d'histoire remet en don à la Ville de Genève, qui l'accepte, tout ce qu'elle possède en fait de publications périodiques émanant des sociétés dont la liste est annexée à la présente convention, et lui remettra à l'avenir la suite de ces mêmes publications aussi longtemps qu'elles continueront à lui parvenir par voie d'échange, le tout aux conditions suivantes :

Article premier. Ces ouvrages seront déposés à la Bibliothèque publique et universitaire et ne pourront être aliénés sans l'autorisation de la Société d'histoire.

Art. 2. La remise des séries déjà parues sera faite suivant le mode à convenir entre le président de la Société et le directeur de la Bibliothèque. Elle devra être entièrement effectuée dans le délai d'une année. Il sera établi d'un commun accord, au moment de la remise, un état exact des publications cédées.

Art. 3. La Société d'histoire remettra la suite de ces publications :

a) le lendemain de chaque séance pendant les mois au cours desquels la Société tient séance.

b) à la fin de chaque mois pendant le reste de l'année.

La Bibliothèque fera prendre ces publications au local de la Société, aux époques indiquées.

Art. 4. Les nouvelles publications seront déposées dès leur réception par la Bibliothèque dans la salle G. Moynier (salle des périodiques); elles y seront laissées pendant au moins trois mois et ne pourront pas être prêtées à domicile pendant ce laps de temps.

Art. 5. La Société d'histoire fera, sur les indications de la Bibliothèque, les démarches et réclamations nécessaires dans le cas où la suite de ces publications ferait défaut ou n'arriverait pas en temps voulu.

Art. 6. Les membres de la Société d'histoire auront accès gratuitement à la salle G. Moynier et seront autorisés à emporter à domicile les livres de la Bibliothèque, sous réserve des clauses du règlement du 6 décembre 1901 relatif au prêt à l'extérieur, mais sans avoir à fournir la caution prévue à l'article 3 de ce règlement.

Art. 7. Les membres de la Société d'histoire ayant à faire un travail suivi seront admis à la salle Ernest Naville, en cas de place disponible.

Art. 8. Les membres de la Société d'histoire devront, lorsqu'ils en seront requis, présenter à la Bibliothèque une carte justifiant de leur qualité.

Art. 9. La Bibliothèque accusera réception au moins une fois par année des publications reçues.

Art. 10. La présente convention entrera en vigueur le premier mars 1907 pour durer jusqu'au 31 décembre de la même année. A partir de cette date, elle continuera d'année en année par tacite reconduction, à défaut de dénonciation par l'une ou l'autre des parties, trois mois avant le commencement d'une nouvelle année. Dans le cas où la convention serait dénoncée, la Ville de Genève restera propriétaire des publications à elles remises jusque-là par la Société d'histoire.

Si la dénonciation est faite par la Ville de Genève, la Société d'histoire sera en droit d'exiger une indemnité de 5000 francs.

Fait à Genève le 1<sup>er</sup> mars 1907.

Cette convention ne s'applique ni aux publications suisses ni à celles des sociétés de la Savoie, du Piémont et de l'Ain qui intéressent spécialement l'histoire de Genève.

A la suite de cette convention, la Société a remis à la Bibliothèque 2211 volumes et 601 fascicules.

## Liste des Sociétés

*dont les publications ont été et continueront à être remises par la  
Société à la Bibliothèque publique et universitaire*<sup>1</sup>.

---

### France.

- Amiens.* Société des Antiquaires de Picardie :  
Album archéologique (Ga 1421).  
Mémoires : documents inédits concernant la province  
(Ga 1420).  
Bulletin (Ga 1426).  
Mémoires (Ga 1427).
- Autun.* Société éduenne :  
Mémoires (Ra 750).
- Auxerre.* Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne :  
Bulletin (Ra 752).
- Beaune.* Société d'histoire, d'archéologie et de littérature de  
Beaune :  
Mémoires (Ra 754).
- Belfort.* Société belfortaine d'émulation :  
Bulletin (Ra 755).
- Belley.* Société Gorini :  
Bulletin (Ba 3875).
- Besançon.* Académie des sciences, belles-lettres et arts :  
Procès-verbaux et mémoires (Ra 756).  
Société d'émulation du Doubs :  
Mémoires (Ra 309).
- Brest.* Société académique de Brest :  
Bulletin (Ra 757).

<sup>1</sup> Les lettres et chiffres entre parenthèses indiquent la cote sous laquelle  
chaque publication est cataloguée à la Bibliothèque.

*Caen.* Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments historiques :

Congrès archéologique de France; séances générales tenues par la Société (Ga 161).

*Chalon-sur-Saône.* Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône :

Mémoires (Gg 2500).

*Constantine.* Société archéologique de la province de Constantine :

Recueil des notices et mémoires (Ga 1443).

*Dijon.* Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or :

Mémoires (Ga 1437).

*Grenoble.* Académie delphinale :

Bulletin (Ra 762).

*Lons-le-Saulnier.* Société d'émulation du Jura :

Mémoires (Ra 765).

*Lyon.* Bulletin historique du diocèse de Lyon (Ba 3876).

Société académique d'architecture :

Annales (Ga 1444).

Université de Lyon :

Annales. II : Droit, lettres (Ra 331).

Société littéraire, historique et archéologique :

Mémoires (Ra 766).

Bulletin, Ra (767).

*Marseille.* Société de statistique de Marseille :

Répertoire des travaux de la Société (Gg 2505).

*Montbéliard.* Société d'émulation de Montbéliard :

Mémoires (Ra 768).

*Montpellier.* Société archéologique de Montpellier :

Mémoires (Ga 1422).

Académie des sciences et des lettres :

Mémoires de la Section des lettres (Ra 730).

*Nice.* Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes :

Annales (Ra 769).

*Nîmes.* Académie de Nîmes :

Mémoires (Ra 770).

*Orléans.* Société archéologique et historique de l'Orléanais :

Bulletin (Gg 2501).

Mémoires (Gg 2502).

*Paris.* Société des Antiquaires de France :

Mémoires (Ga 1428).

Bulletin (Ga 1429).

Mémoires et documents (Ga 1431).

La Correspondance historique et archéologique (Gg 2506).

*Poitiers.* Société des Antiquaires de l'Ouest :

Bulletin (Ga 1445).

Mémoires (Ga 1446).

*Pontoise.* Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin :

Mémoires (Gg 2503).

*Romans.* Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viviers (Ba 3881). [A cessé de paraître.]

*Saint-Omer.* Société des antiquaires de la Morinie :

Bulletin historique (Ga 1432).

Mémoires (Ga 1433).

*Sens.* Société archéologique de Sens :

Bulletin (Ga 1447).

*Toulouse.* Société archéologique du Midi de la France :

Mémoires (Ga 1423).

Bulletin (Ga 1424).

*Valence.* Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme :

Bulletin (Gg 2504).

### Italie.

*Milan.* Società storica lombarda :

Archivio storico lombardo (Gh 878).

*Naples.* Società napoletana di storia patria :

Archivio storico per le province napoletane (Gh 879).

Monumenti storici (Gh 880).

Documenti per la storia e per le arti e le industrie delle province napoletane (Gh 881).



**Espagne.**

*Barcelone.* Asociacion artistico-arqueological barcelonesa :

Revista (Ra 753).

*Madrid.* Revista de archivos, bibliothecas y museos (Rb 278).

**Allemagne.**

*Augsbourg.* Historischer Verein von Schwaben und Neuburg :

Zeitschrift (Gd 1521).

*Breslau.* Verein für Geschichte und Altertum Schlesiens :

Zeitschrift (Gd 1522).

Acta publica (Gd 1524).

Codex diplomaticus Silesiæ (Gd 1525).

Scriptores rerum silesiacarum (Gd 1526).

*Carlsruhe.* Badische historische Kommission :

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins (Gd 1523).

*Francfort-s.-M.* Verein für Geschichte und Altertumskunde :

Archiv für Frankfurts Geschichte und Kunst  
(Gd 1529).

*Giessen.* Oberhessischer Verein :

Mitteilungen (Gd 1530).

*Göttingue.* Königliche Gesellschaft der Wissenschaften, philo-

logisch-historische Klasse :

Nachrichten (Ra 728).

*Heidelberg.* Historisch-philosophischer Verein :

Neue Heidelberger Jahrbücher (Ra 763).

*Iéna.* Verein für thüringische Geschichte und Altertumskunde :

Thüringische Geschichtsquellen (Gd 1535).

Zeitschrift (Gd 1536).

*Lindau.* Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umge-  
bung :

Schriften (Gd 1537).

*Meissen.* Verein für Geschichte der Stadt Meissen :

Mitteilungen (Gd 1538).

*Munich.* Königlich bayerische Akademie der Wissenschaften :

Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen  
und der historischen Klasse (Ra 64).

Abhandlungen der historischen Klasse (Ra 776).

*Nuremberg.* Verein für Geschichte der Stadt Nürnberg :

Jahresbericht (Gd 1539).

Mitteilungen (Gd 1540).

Germanisches Nationalmuseum :

Anzeiger (Ra 772).

Mitteilungen (Ra 773).

*Ravensbourg.* Diözesan Archiv von Schwaben (Ba 1880).

*Ratisbonne.* Historischer Verein von Oberpfalz und von Regens-  
burg :

Verhandlungen (Gd 1541).

*Strasbourg.* Société pour la conservation des monuments histo-  
riques d'Alsace (Gesellschaft für Erhaltung der ge-  
schichtlichen Denkmäler in Elsass) :

Bulletin (Mitteilungen) (Ga 1448).

### **Angleterre.**

*Londres.* The huguenot Society of London :

Proceedings (Ba 3877).

Publications (Ba 3878).

By-laws and list of fellows (Ba 3879).

### **Autriche-Hongrie.**

*Agram.* Société croate d'archéologie :

Vjesnik (Ga 1425).

*Gratz.* Historischer Verein für Steiermark :

Beiträge zur Kunde steiermärkischen Geschichts-  
quellen (Gd 1532).

Mitteilungen (Gd 1533).

Steirische Zeitschrift für Geschichte (Gd 1534).

*Innsbruck.* Ferdinandeum :

Zeitschrift (Ra 764).

*Prague.* Königlich böhmische Gesellschaft der Wissenschaften,

Classe für Philosophie, Geschichte und Philologie :

Sitzungsberichte (Ra 731).

*Vienne.* Kaiserliche Akademie der Wissenschaften in Wien :

Archiv für österreichische Geschichte (Gd 1549).

### **Hollande.**

*Utrecht.* Historisch Genootschap gevestigd te Utrecht :

Bijdragen en Mededeelingen (Gd 1542).

Werken (Gd 1543).

Kronijk (Gd 1547).

### **Belgique.**

*Anvers.* Académie d'archéologie de Belgique :

Annales (Ga 1438).

Bulletin (Ga 1439).

*Bruzelles.* Société royale belge de numismatique :

Revue belge de numismatique (Ga 1434).

### **Suède et Norvège.**

*Stockholm.* Kongliga vitterhets historie och antiquitets Academi :

Månadsblad (Ra 774). [Continué sous le titre de :]

Fornvännen (Ra 777).

Antiquarisk Zidskrift för Sveridge (Ra 775).

*Upsal.* Kongliga humanistiska vetenskaps Samfundet :

Skrifter (Ra 749).

**Eranos, acta philologica suecana** (Hb 1646).  
*Christiania*. Kongeligt norsk Frederiks Universitet :  
Universitetsprogram (Ra 758).

**Russie.**

*Saint-Petersbourg*. Commission impériale archéologique à Saint-Petersbourg :  
Compte rendu (Ga 1435).  
Matériaux pour servir à l'archéologie de la Russie  
(Ga 1436).

**États-Unis.**

*Cambridge*. Peabody museum of american archaeology and ethnology :  
Memoirs (Ga 1440).  
Archaeological and ethnological papers (Ga 1441).  
Report (Ga 1442).  
*New-York*. The american historical Review (Gk 371).  
*Washington*. American historical Association :  
Annual report (Gk 372).

## Ouvrages reçus par la Société

du 11 mai 1906 au 25 avril 1907.

### A

#### *Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouvera la liste à la fin du t. II du *Bulletin*.

Les institutions avec lesquelles elle est entrée en échange de publications depuis le dernier *Bulletin* lui ont fait les envois suivants :

Revista de Archivos, bibliotecas y museos (Madrid), t. III-XV, 1899-1906.

Transactions of the Department of archaeology (University of Pennsylvania), vol. I, parts 1-3 (1904-1905) et vol. II, part 1 (1906).

Elle s'est procuré, par voie d'échange, les *Neujahrsblätter* publ. par la « Stadtbibliothek » de Winterthur, années 1810 à 1837, 1839 à 1845, 1847 à 1859 et 1861 à 1906, et le *Catalog der Stadtbibliothek in Winterthur*, Winterthur, 1870-1878, 3 vol. in-8°.

La Société a encore reçu les périodiques suivants :

Revue de Belles-Lettres. Année 1906-1907. (*Don de M. Eugène Ritter.*)

Bibliothèque de l'Ecole des Chartes. Année 1906, livr. 1 à 3. (*Don de M. Camille Favre.*)

Feuille centrale de Zofingue. Années 1905 et 1906. (*Don de M. Frédéric Gardy.*)

## B

*Livres et Brochures.*

## Donateurs :

MM. D'ARCOLLIÈRES, 1 broch. — Victor VAN BERCHEM, 3 broch. — C.-M. BRIQUET, 4 vol. — Edouard BURNET, 5 broch. — Alexandre CLAPARÈDE, 1 broch. — Arthur DE CLAPARÈDE, 1 broch. — Albert CHOISY et Louis DUFOUR-VERNES, 1 vol. — Francis DE CRUE, 1 vol. — Eugène DEMOLE, 1 broch. — Waldemar DEONNA, 1 broch. — Théophile DUFOUR, 2 vol., 1 broch. — Édouard FAVRE, 1 vol., 3 broch. — Guillaume FATIO, 1 broch. — Robert HOPPELER, 1 broch. — Jean-Jacques MONNIER, 1 broch. — Hans NÆGELI-ÅKERBLUM, 1 vol. — Camille RENAUD, 1 vol. — Eugène RITTER, 3 vol. — Paul-Ch. STRÆHLIN, 1 vol., 4 broch.

En souvenir de M. Édouard PIETTE, 13 broch. — Archives fédérales suisses, 1 vol. — Association du Monument de la Réformation, 1 broch. — British Association for the advancement of science, 1 vol. — Bibliothèque publique et universitaire de la Ville de Genève, 1 broch. — Société des Arts, 1 broch.

## C

*Manuscripts.*

Une liasse de papiers concernant l'histoire de la pharmacie Haldenwang. (*Don de Madame Haldenwang.*)

**NOTICE**  
SUR  
**Quelques Sépultures découvertes à Cessy près Gex**  
ET SUR LES  
**TOMBES EN DALLES DANS LE CANTON DE GENÈVE**  
PAR  
**Alfred CARTIER.**

---

On a signalé depuis nombre d'années, dans le canton de Genève et dans la ville même, la découverte de tombes construites en dalles de molasse, présentant les mêmes caractères et appartenant sans doute à la même époque.

Dès l'année 1841, la commission archéologique de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève dressait, dans un de ses rapports<sup>1</sup>, le catalogue des sépultures de ce genre parvenues à sa connaissance et mentionnait les localités de Vandœuvres, Landecy, Bernex et Cartigny, situées sur la rive gauche du lac et du Rhône, Russin et Genthod sur la rive droite et, pour la ville, la cour du Collège. De 1845 à 1857, cette liste venait s'accroître encore des noms de Pressy (commune de Vandœuvres)<sup>2</sup>, Lullier (commune de Jussy)<sup>3</sup>, Veyrier<sup>4</sup> et Grand-Saconnex<sup>5</sup>. Plus récemment encore,

<sup>1</sup> M. D. G., t. I, p. 251.

<sup>2</sup> Procès-verbaux des séances de la Société d'histoire, 27 mai 1847, communication de M. le pasteur Théremin.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 10 juin 1852, lettre de M. Micheli, maire de Jussy.

<sup>4</sup> H.-J. Gosse, *Notice sur d'anciens cimetières*, etc., dans M. D. G., t. IX, p. 4.

<sup>5</sup> Procès-verbaux des séances de la Société d'histoire, 26 mars 1857, communication de M. F. Troyon.

de semblables trouvailles ont été faites à Choulex<sup>1</sup>, Chevrens (commune d'Anières), Soral, Athenaz, Chèvres, Aire-la-Ville et Meyrin<sup>2</sup>. A cette énumération, sans doute incomplète, il conviendrait d'ajouter celle des localités du département de la Haute-Savoie, situées à proximité immédiate de la frontière genevoise, et qui ont donné lieu aux mêmes constatations, en particulier : Ville-la-Grand, Ambilly, Annemasse, Bossey, Archamp et Saint-Julien<sup>3</sup>.

Mais si nombreux qu'aient été, dans notre pays, ces lieux d'inhumation, il n'avait pas été possible jusqu'ici de les étudier méthodiquement, ni même d'en déterminer la date avec une entière certitude, soit par le fait de leur destruction avant toute investigation précise, soit surtout à cause de l'absence presque absolue de mobilier funéraire dans les tombes que le hasard des travaux de campagne avait rendues à la lumière. C'est donc dans l'espoir de contribuer à la solution du problème que nous avons entrepris les recherches dont nous nous proposons de donner ici le compte-rendu sommaire. La localité que nous avons explorée se trouve, il est vrai, un peu au delà de notre frontière, mais elle appartient au Pays de Gex que la géographie, l'archéologie et l'histoire rattachent étroitement à Genève. Les conclusions à tirer de nos fouilles doivent être considérées dès lors comme s'appliquant aussi bien à notre propre territoire.

Le village de Cessy<sup>4</sup> est situé à deux kilomètres sud-est de Gex

<sup>1</sup> Voir ci-dessous, p. 85.

<sup>2</sup> B. Reber, *Recherches archéologiques à Genève et aux environs*, 1901, in-12, p. 204, 10, 52, 15, 56, 181, 186 et 49.

<sup>3</sup> Le Roux et Marteau, *Les sépultures burgondes dans la Haute-Savoie*. Annecy, 1899, in-8.

<sup>4</sup> Cette localité est mentionnée, dès le milieu du IX<sup>e</sup> siècle, dans une charte de l'empereur Lothaire de 855, pour des biens qu'y possédaient les religieux de l'abbaye de Saint-Claude. En 1091, Guy évêque de Genève leur donne l'église de Sainte-Marie qui devint celle du prieuré établi depuis par les moines. L'église paroissiale appartenait également, avec droit de présentation et de collation, à la célèbre abbaye qui en reçut confirmation de l'empereur Frédéric Barberousse, le 16 novembre 1184. Celle-ci avait droit enfin à toutes les dîmes de la paroisse. (Cf. Guigue, *Topographie historique du département de l'Ain*, p. 66).



(département de l'Ain), sur la route de Genève à Gex et à 600 m. environ d'altitude.

Il est divisé en trois quartiers : celui du haut, vers le nord, avec la mairie et l'église qui s'élève sur une sorte d'éperon au bas duquel s'étend le terrain de l'ancien prieuré de Cessy, celui du centre, à une centaine de mètres de la route Genève-Ferney-Gex, enfin celui du bas, vers le sud.

C'est dans le quartier du centre que se trouve la propriété dite La Placette, appartenant à M. Antoine Carpin, tonnelier à Cessy.

Au mois d'août 1906, M. Carpin, en creusant les fondations d'un mur entre sa cour et son jardin (Pl. V), mit à découvert une sorte de fosse commune renfermant des ossements humains mêlés à de la chaux et deux tombes en dalles de molasse.

Nous apprîmes également que des découvertes analogues avaient été faites antérieurement dans le mas de maisons, cours et jardins attenant à la propriété Carpin. Il s'agissait donc, non pas d'une ou deux tombes isolées, mais d'un petit cimetière dont l'exploration soigneusement conduite devait permettre d'étudier, avec plus de précision qu'on ne l'avait fait jusqu'ici, un mode de sépulture autrefois si répandu dans nos contrées, mais qui n'avait donné lieu encore qu'à des relevés insuffisants.

Le Musée archéologique de Genève avait, nous parut-il, une tâche à remplir en cette circonstance, et c'est en son nom que nous avons obtenu de M. Carpin l'autorisation de poursuivre les recherches et de pratiquer les fouilles que nous jugerions utiles. Celles-ci ont pu, d'ailleurs, être conduites très rapidement, soit du 8 au 12 octobre 1906, grâce à la nature du sol et à un temps exceptionnellement favorable.

Les sépultures de Cessy sont situées sur une pente tournée au midi et bornée de ce côté par un chemin. C'est là une constatation qui a son importance : elle a été faite ailleurs et doit être retenue comme l'un des éléments qui nous permettront de dater notre cimetière<sup>1</sup>. Le sol en est constitué, jusqu'à plus d'un mètre de profondeur, par du terreau rapporté dans lequel on remarque

<sup>1</sup> Cf. Boulanger, *Le Mobilier gallo-romain et franc en Picardie et en Artois*. Paris, 1902-1905, gr. in-8, p. XXXI.

une quantité de menus fragments de briques romaines<sup>1</sup>. Au dessous de cette première couche, on trouve le terrain naturel, de composition argileuse.

Une tranchée conduite dans le jardin, direction sud-ouest au nord-est, nous a permis de mettre au jour deux étages de trois tombes chacun, l'étage supérieur à 60 cent. de profondeur, l'autre à 1<sup>m</sup>,10 (Pl. V). Les sépultures sont exactement alignées du sud-ouest au nord-est et toutes construites en dalles de molasse<sup>2</sup> à l'exception d'une seule de l'étage inférieur, qui est en terre libre. Elles présentent également toutes la même orientation du nord-ouest au sud-est et les ossements qu'elles renferment sont en général remarquablement conservés.

Les morts sont couchés sur le dos, les bras presque toujours placés le long du corps, la paume des mains reposant sur le sol; la tête droite ou un peu inclinée sur l'épaule gauche, se trouve au nord-ouest, de manière que le visage soit tourné vers le lever du soleil.

Quant aux sarcophages eux-mêmes, ils présentent la forme d'un trapèze très allongé. Chacun des longs côtés de la caisse se compose de deux dalles dressées, de 4 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> à 5 cent. d'épaisseur; une plaque rectangulaire en ferme les extrémités. Deux grandes dalles constituent le couvercle et dépassent légèrement les parois de la caisse, dont le fond est formé de plaques placées sur un lit de terre damée. La base des dalles latérales est à un niveau inférieur à celui du fond.

Le mode de construction est le même dans les deux étages, mais beaucoup plus soigné dans celui du bas : là, les dalles sont bien équarries, exactement assemblées, les joints eux-mêmes sont garnis de mortier et, au lieu de petites plaques dont les contours irréguliers s'ajustent plus ou moins, comme c'est le cas dans l'étage supérieur, deux dalles taillées constituent le fond.

Les tombes du palier supérieur sont souvent remplies jusqu'au

<sup>1</sup> MM. Le Roux et Marteau (*ouvr. cité*, pp. 14 et 24) constatent que, dans la Haute-Savoie, les cimetières barbares ont été creusés près des ruines des villas romaines, ou même sur leur emplacement.

<sup>2</sup> La carrière se trouve près de Tutigny, hameau situé à 2 kilomètres à l'est de Cessy.

bord d'un terreau noirâtre qui ne saurait provenir de l'extérieur, mais a été placé intentionnellement dans la caisse, ainsi qu'on l'a souvent constaté ailleurs<sup>1</sup>.

Tels sont les caractères généraux des sépultures de Cessy. Ils correspondent aux observations faites sur le territoire genevois, nous les avons retrouvés identiques dans une tombe que nous avons eu l'occasion d'examiner à Choulex, quelques semaines plus tard<sup>2</sup>; nous les voyons constamment aussi apparaître dans la Haute-Savoie et nous pouvons les considérer dès lors comme inséparables de ce mode d'inhumation dans notre pays.

Il nous reste à indiquer sommairement les particularités que nous avons relevées dans les tombes qui font l'objet de cette notice<sup>3</sup>.

### *Étage inférieur.*

*Tombe A.* — Longueur (à l'intérieur de la caisse) : 1<sup>m</sup>,95

Largeur à la tête 0<sup>m</sup>,50

Largeur aux pieds 0<sup>m</sup>,45

Hauteur à l'intérieur 0<sup>m</sup>,35

<sup>1</sup> Cochet, *La Normandie souterraine*. Paris, 1855, in-8, p. 209. — Troyon, *Description des tombeaux de Bel-Air près Cheseaux sur Lausanne*, 1841, in-4°, p. 1.

<sup>2</sup> Au mois de janvier 1906, M. Edmond Boissier, maire de Choulex, voulut bien nous signaler la découverte d'une tombe en dalles de molasse, dans la propriété de M. Rivollet, au lieu dit Place. Nous saisissons l'occasion d'exprimer notre reconnaissance soit à M. le maire de la commune, soit au propriétaire qui eut l'obligeance de laisser la sépulture intacte jusqu'à notre arrivée. Il serait bien désirable que cet exemple fût plus généralement suivi. Comme à Cessy, nous avons trouvé la tombe de Choulex sur une pente inclinée au midi, à une profondeur, mesurée jusqu'aux dalles du couvercle, de 35 cent. à la tête et de 72 aux pieds, la sépulture s'enfonçant obliquement dans le sol suivant l'inclinaison du terrain. Mode de construction identique à celui de la rangée supérieure des sépultures de Cessy et même orientation, du nord-ouest au sud-est, la tête du mort au nord-ouest. Longueur du couvercle 1<sup>m</sup>,95; longueur à l'intérieur 1<sup>m</sup>,80; largeur à la tête 0<sup>m</sup>,42, aux pieds 0<sup>m</sup>,37; hauteur de la caisse 0<sup>m</sup>,34. Aucun objet; ossements mal conservés, mais permettant de constater la position que nous avons décrite plus haut.

<sup>3</sup> Les deux tombes A et B sont celles découvertes par le propriétaire.

Cette sépulture, qui est celle d'une femme, a livré les objets suivants :

Une boucle de ceinture en bronze, avec anneau ovale orné de fines côtes disposées en cinq groupes, et ardillon à talon articulé sur l'anneau (Pl. I, fig. 1).

Une épingle en bronze, dont la partie supérieure est renflée en forme de prisme quadrangulaire orné, sur deux de ses faces, d'une double rangée de points gravés (Pl. I, fig. 2).

*Tombe B* (Pl. IV, fig. 1). — Avec les ossements d'un homme, elle renfermait un mobilier funéraire plus important et surtout plus caractéristique encore que celui de la tombe précédente :

1° Au côté gauche du corps, au-dessous de la dernière côte :

Une boucle de ceinturon en bronze, anneau ovale, ardillon à talon orné d'un zig-zag en relief, obtenu par des dents de loup alternées haut et bas et frappées au poinçon (Pl. II, fig. 1).

Deux tenons de courroie de ceinturon, en bronze, à tête arrondie et extrémité triangulaire, munis en dessous de deux pitons venus à la fonte (Pl. II, fig. 2).

Une plaque rectangulaire en bronze, ajourée en croix (Pl. II, fig. 3). Le cadre et les bras de la croix sont ornés d'une double rangée de petits traits obliques gravés et de deux dents de loup, dessinées de même au pointillé, sur le bras le plus large. Cette plaque



Fig. 1.



Fig. 2.

devait être fixée au ceinturon et placée probablement sur le dos.

Au côté gauche du bassin ;

Un couteau en fer à longue soie. Long. 0<sup>m</sup>,182 (Fig. 1).

Un autre plus petit, mesurant 0<sup>m</sup>,125 de longueur, mais dont la pointe est cassée, et offrant, sur l'un des plats, des traces d'étoffe (Fig. 2).

Enfin à droite :

Deux pièces en fer qui doivent constituer un fermoir de bourse (Pl. II, fig. 4). Chacune d'elles se compose d'une tige cintrée, plate et repliée sur elle-même, de manière à former gouttière ; elle est munie, en son milieu et aux extrémités, d'une sorte de patte avec trou de goupille pour fixer le cuir ou l'étoffe de la bourse. A la branche antérieure s'est fixée par oxydation la petite boucle repérée et découpée, en bronze, qui servait à fermer la poche.

Cet objet, d'aspect très modeste, n'en est pas moins intéressant par sa rareté. Nous n'avons trouvé nulle part la mention de fermoirs analogues, sans doute parce que ces minces tiges de fer ont été détruites par l'oxydation ou négligées au cours des fouilles. Les fermoirs de bourse, décrits jusqu'ici et appartenant à la même époque, présentent une structure très différente<sup>1</sup>.

Le mobilier de nos deux tombes n'a pas, comme on le voit, une grande valeur intrinsèque, mais son importance est considérable pour la détermination de la date qui doit leur être assignée. Les objets qui le composent sont caractéristiques en effet de l'époque dite Mérovingienne<sup>2</sup>, en particulier les tenons de cour-

<sup>1</sup> Cf. Lindenschmidt, *Die Alterthümer der Merovingischen Zeit*, 1880-1889, in-8, p. 456 et pl. XXIV ; Boulanger, *ouvr. cité*, p. 81, nos 13, 14 et 20, et pl. 26.

<sup>2</sup> Nous préférons conserver cette dénomination plutôt que d'adopter celle de Burgonde, employée par la plupart des archéologues suisses. Elle nous paraît offrir, en effet, l'avantage de s'opposer nettement à l'époque suivante, dite Carolingienne, et d'être au demeurant plus exacte, même pour les contrées romandes. On ne doit point oublier en effet que la domination burgonde n'a pas, dans notre pays, duré plus d'un siècle et a été anéantie en 534 par les fils de Clovis. Or, l'époque archéologique que l'on voudrait désigner sous le nom de Burgonde comprend non seulement le

roie<sup>1</sup> et les boucles de ceinturon dont l'ardillon s'articule directement sur l'anneau<sup>2</sup>, et que n'accompagnent point encore ces plaques et contreplaques typiques de la période Carolingienne<sup>3</sup>.

On peut même, grâce à un détail d'ornementation, serrer la question de plus près et fixer la date de ces sépultures à la fin des temps mérovingiens, soit au cours du VII<sup>e</sup> siècle après J.-C. Nous venons de décrire, en effet, le décor de la boucle de la tombe B, obtenu au moyen de dents de loup estampées. D'après une intéressante observation de M. Boulanger<sup>4</sup>, cet élément ornemental se rencontre sur les fibules digitiformes des V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles, mais alors, c'est toujours par le burin qu'il est obtenu. A l'époque carolingienne, où ce décor devient si courant, le procédé change et c'est par percussion, à l'aide d'un poinçon triangulaire, que l'artiste exécute les dents de loup, comme c'est précisément le cas pour la boucle de Cessy. On voit donc que cet objet, incontestablement mérovingien par sa forme, annonce déjà l'époque suivante par la technique de son ornementation. Il en est de même de l'épingle de la tombe A, dont le renflement prismatique est déjà carolingien.<sup>5</sup>

*Tombe C.* — En terre libre, placée au nord des deux premières, sous la tombe n° 2 du palier supérieur, présentant la même orientation et ne renfermant que des ossements très mal conservés.

V<sup>e</sup> siècle, mais tout le VI<sup>e</sup> et une partie du VII<sup>e</sup>. Quant à l'expression d'Helvéto-burgonde, mise à la mode par Troyon, elle nous paraît d'autant plus malheureuse qu'on l'applique souvent à propos de la région située sur la rive gauche du lac et du Rhône, où les Helvètes n'ont jamais mis le pied.

<sup>1</sup> Cf. Boulanger, *ouvr. cité*, p. 77, n° 9.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 157-158.

<sup>3</sup> Sur la transformation du mobilier funéraire du VI<sup>e</sup> au VIII<sup>e</sup> siècle et sa chronologie, voir J. Pilloy, *Etude sur d'anciens lieux de sépulture dans l'Aisne*, et *La question franque au Congrès archéologique de Charleroy*, dans le *Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques*, 1891, p. 20-21. — Cf. Boulanger, *ouvr. cité*, p. XXXVIII et suiv.

<sup>4</sup> *Ouvr. cité*, p. 164 et pl. 44, fig. 4.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 141, n° 2 et pl. 39.

*Etage supérieur.*

*Tombe n° 1.* — L'état de conservation dans lequel nous l'avons trouvée et les caractères nettement déterminés qu'elle présente permettent de la considérer comme un véritable type de la plupart des sépultures en dalles qui ont été découvertes dans notre pays.

Le couvercle, formé de deux plaques, mesurait en place 2<sup>m</sup>,20 de longueur et offrait l'apparence d'une semelle oblongue.

Longueur de la caisse : 1<sup>m</sup>,93.

Largeur à la tête : 0<sup>m</sup>,58.

Largeur aux pieds : 0<sup>m</sup>,51.

Hauteur à l'intérieur : 0<sup>m</sup>,40.

Le bord supérieur des dalles latérales est équerri, de manière à permettre l'ajustage du couvercle et les différentes parties de la caisse ont dû être assemblées avec soin, mais la poussée des terres et la position inclinée de la tombe dans le sens de la pente ont légèrement disjoint les différentes plaques dont aucun mortier n'assurait l'adhérence (Pl. III).

Les ossements d'homme que renferme cette sépulture sont presque intacts et présentent une structure très puissante. La tête était un peu inclinée sur l'épaule gauche. Dans son état actuel, le squelette mesure 1<sup>m</sup>,80 de longueur et le fémur 0<sup>m</sup>,50. Largeur aux épaules 0<sup>m</sup>,45.

Bien que le terreau noir qui remplissait la tombe ait été enlevé couche par couche et avec des précautions minutieuses, nous n'avons pas trouvé trace d'un objet quelconque.

*Tombe n° 2.* — Placée à une distance de 70 cent. de la précédente, elle est moins bien conservée (Pl. III). Le couvercle s'est effondré dans l'intérieur de la caisse, brisant le crâne du mort qui s'y trouvait. La position générale du corps est d'ailleurs celle que nous avons plus haut décrite, mais les mains sont croisées sur le pubis<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Cette position des mains est peu commune, mais a été constatée ailleurs.

« On rencontre rarement les mains croisées sur le pubis et encore plus rarement sur la poitrine. » (Boulanger, *ouvr. cité*, p. XXXIII.)

Les dimensions du sarcophage sont les suivantes :

Longueur : 1<sup>m</sup>,84.

Largeur à la tête : 0<sup>m</sup>,54.

Largeur aux pieds : 0<sup>m</sup>,48.

Nous avons recueilli, à la base du crâne, une petite épingle en bronze, placée obliquement de gauche à droite et dont la tête déjetée a la forme d'une spatule arrondie (Pl. I, fig. 3). La partie supérieure de la tige est quadrangulaire avec ornement en zig-zag sur trois de ses côtés. Si humble d'apparence que soit cette pièce, elle est cependant d'une importance décisive pour la détermination de l'époque des tombes de la rangée supérieure. On doit la considérer en effet comme la forme la plus simple de l'épingle-style, caractéristique des sépultures de femmes à l'époque carolingienne; on l'y trouve toujours à la même place et dans la même position où nous l'avons rencontrée à Cessy<sup>1</sup>. Elle servait à maintenir le chignon. La destination de cet objet et sa signification au point de vue chronologique ne peuvent laisser aucun doute. Deux exemplaires pareils au nôtre ont été recueillis en effet par le D<sup>r</sup> Gosse sous le crâne du mort, dans deux tombes du cimetière de La Balme près La Roche (Haute-Savoie)<sup>2</sup>. L'une de ces épingles retenait encore, par oxydation, quelques-uns des cheveux dans lesquels elle avait séjourné. L'autre a été trouvée avec une contre-plaque en bronze et une fibule discoïde ornée de cabochons en verre, qui toutes deux sont incontestablement carolingiennes<sup>3</sup>.

*Tombe n° 3.* — Elle n'est séparée de la précédente que par une paroi mitoyenne<sup>4</sup>; sa construction est la même et les dalles du couvercle se sont également effondrées, mais sans trop détériorer les ossements (Pl. III).

<sup>1</sup> Boulanger, *ouvr. cité*, p. 141, n° 1 et pl. 50.

<sup>2</sup> H.-J. Gosse, *ouvr. cité*, t. IX, p. 93, t. XI, pp. 91 et 93, pl. III, fig. 23 et pl. IV, fig. 9. Par ses dimensions, sa forme quadrangulaire et son décor, cette dernière épingle, trouvée dans la sépulture d'un enfant, est identique à la nôtre.

<sup>3</sup> Cf. Boulanger, *ouvr. cité*, p. XL et 125, n° 1.

<sup>4</sup> Cette disposition a été également constatée dans un certain nombre de tombes en dalles de la Haute-Savoie (Le Roux et Marteau, *ouvr. cité*, p. 26). — Voir aussi notre note 1 de la p. 92 relative aux sépultures de l'Ermitage Saint-Eucaire dans la Meurthe.



Elle mesure 1<sup>m</sup>,75 de longueur, 0<sup>m</sup>,43 de largeur à la tête et 0<sup>m</sup>,38 aux pieds.

Nous n'y avons découvert aucun objet, mais elle présente cette particularité que deux corps y ont été déposés l'un sur l'autre et tous deux sur le dos<sup>1</sup> (Pl. IV, fig. 2). Le squelette supérieur, mieux conservé que l'autre dont le crâne n'est plus qu'à l'état de débris, présente une longueur de 1<sup>m</sup>,57. Ces dimensions et celles de la tombe indiquent que celle-ci a dû recevoir les corps de deux jeunes gens.

L'épingle-style trouvée dans la tombe n° 2 permet de rattacher sûrement les trois sépultures de notre rangée supérieure à l'époque carolingienne et probablement à la fin du VIII<sup>e</sup> ou au commencement du IX<sup>e</sup> siècle, si l'on en juge par l'absence, à l'exception de cet unique objet, d'un mobilier funéraire quelconque. On sait en effet que les inhumations habillées, interdites par un Concile sous Charlemagne, cessent peu à peu vers le début de ce siècle. D'autre part, c'est après la mort de cet empereur (814) que les cimetières commencèrent à se ranger autour des églises<sup>2</sup>, ce qui n'est pas le cas pour les tombes de Cessy dont l'emplacement est encore celui de l'époque antérieure.

Malgré les nombreux sondages que nous avons opérés, soit dans le jardin, soit dans la cour et le sous-sol des dépendances et de la maison d'habitation, nous n'avons pas trouvé trace de l'existence d'autres sépultures en dalles. Notre but d'ailleurs était suffisamment atteint sans qu'il fût nécessaire, pour établir nos conclusions, de recourir à des fouilles plus complètes dont les résultats très incertains n'auraient point compensé la dépense.

Il résulte en somme, de l'ensemble des observations faites, que les sépultures de Cessy et toutes celles qui, dans notre canton, présentent les mêmes caractères, se rattachent incontestablement à la longue série des cimetières francs et burgondes, prolongés jusqu'à l'ère carolingienne, de la Normandie, de la Picardie, de

<sup>1</sup> La même observation a été faite par le Dr Gosse (*ouvr. cité*, t. IX, p. 6) dans l'une des tombes de La Balme.

<sup>2</sup> Cf. Cochet, *ouvr. cité*, pp. 205, 223, 314; Boulanger, *ouvr. cité*, p. XLI.

la Lorraine<sup>1</sup>, de la Champagne, de la Bourgogne<sup>2</sup> et, avec des analogies plus étroites encore, de la Savoie et du canton de Vaud<sup>3</sup>. C'est bien, toute proportion gardée quant à la richesse du mobilier, la même civilisation, les mêmes rites funéraires, les mêmes coutumes.

A Cessy et sur le territoire genevois, nous retrouvons, comme dans les contrées que nous venons de mentionner, l'emplacement choisi sur une pente tournée au midi<sup>4</sup>, la forme trapézoïde des tombes dont la matière seule varie suivant les régions<sup>5</sup>, leur disposition en étages, aux mêmes profondeurs<sup>6</sup>, la position des corps et leur orientation ordonnée de telle sorte que le visage du mort soit sensiblement tourné vers le lever du soleil<sup>7</sup>.

<sup>1</sup> Les tombes découvertes par G. Boulangé, en 1852, à l'Ermitage Saint-Eucaire, commune de Pompey (Meurthe), offrent par exemple une ressemblance frappante avec celles de Cessy; la construction en est identique, ainsi que la forme et les proportions. M. Boulangé signale même des tombes accolées, comme celles que nous venons de décrire sous les nos 2 et 3. Ces sépultures, données par l'auteur comme gallo-romaines, appartiennent incontestablement à l'époque suivante, ainsi que le démontre leur mobilier funéraire. (Voir *Journal de la Société archéologique et du Comité du Musée Lorrain*, mai 1852, p. 26).

<sup>2</sup> Baudot, *Mémoire sur les sépultures des barbares de l'époque mérovinienne découvertes en Bourgogne*. Dijon, 1860, in-4°.

<sup>3</sup> C'est ainsi que, dans le cimetière de Bel-Air près Cheseaux sur Lausanne, exploré par Fr. Troyon en 1838, les tombes sont orientées du nord-ouest au sud-est et que l'on a constaté l'existence de sépultures en terre libre à côté de celles construites en dalles (Troyon, *ouvr. cité*, p. 2).

<sup>4</sup> Boulanger, *ouvr. cité*, p. XXXI.

<sup>5</sup> Cochet, *ouvr. cité*, p. 35; Boulanger, *ouvr. cité*, pp. XXIII et 117. — Ces auteurs font observer que les cercueils gallo-romains sont rectangulaires et orientés du midi au nord, la tête au sud.

<sup>6</sup> « Il n'est pas rare de trouver des sépultures du VIII<sup>e</sup> siècle superposées ou à cheval sur des tombes du VI<sup>e</sup>. La profondeur des fosses varie de 80 cent. à 1<sup>m</sup>,75; elles étaient creusées en moyenne à 50 cent. les unes des autres » (Boulanger, *ouvr. cité*, p. XXXII). — L'abbé Cochet (*ouvr. cité*, p. 209) a constaté en Normandie jusqu'à trois étages de tombes, aux profondeurs de 0<sup>m</sup>,25, 0<sup>m</sup>,70 et 1<sup>m</sup>,50.

<sup>7</sup> Partout, dans les cimetières du V<sup>e</sup> au IX<sup>e</sup> siècle, la position des corps, dite horizontale anatomique, a été constatée comme règle générale, ainsi que leur orientation, la tête vers l'occident et les pieds au levant, mais avec des variations comprises dans les limites d'un quart du compas envi-

D'autre part, si les objets que nous ont livrés les sépultures de Cessy ne peuvent être comparés au riche mobilier de certains cimetières de la Normandie, de la Picardie ou de la Bourgogne, ils n'en sont pas moins chronologiquement typiques et les ossements recueillis permettront, grâce à leur état de conservation, des études anthropologiques que notre incompétence en la matière ne pouvait nous autoriser à entreprendre.

Il nous est donc permis de croire que les recherches poursuivies dans ce petit cimetière contribueront, en quelque manière, à l'histoire de la population qui a vécu sur notre sol après les grandes invasions barbares, soit entre le VI<sup>e</sup> et le IX<sup>e</sup> siècle, d'autant plus qu'il sera facile de rétablir une ou deux de ces tombes au nouveau Musée d'Art et d'Histoire, dans les conditions mêmes où elles ont été rendues au jour.

ron, c'est-à-dire que la direction des pieds peut osciller du nord-est au sud-est en passant à l'est. On a généralement admis, avec l'abbé Cochet (*ouvr. cité*, p. 219), que ces variations sont dues au fait que le fossoyeur, n'ayant pas de boussole, devait se guider sur le point où le soleil se lève, point qui se déplace sur l'écliptique au cours des saisons. Cette explication est vraisemblable, mais elle doit être adoptée, croyons-nous, avec cette réserve que l'orientation donnée aux premières tombes creusées a dû souvent déterminer la direction des suivantes. C'est ainsi que presque toutes les sépultures du cimetière de Bel-Air sont placées du nord-ouest au sud-est, de même que toutes celles de Cessy. Sur l'ensemble des observations concordantes que nous venons de résumer, voir les ouvrages déjà cités de Lindenschmidt, pp. 115, 129, 130; Troyon, p. 2; Gosse, IX, pp. 1-2; Le Roux et Marteau, pp. 26-27; Boulanger, p. XXXII-XXXIII.





Fig. 1.



Fig. 2.



Fig. 3.

**Sépultures de Cessy.**

Etage inférieur: *Tombe 4.* — Fig. 1. Boucle de ceinture br. — Fig. 2. Epingle br.  
Etage supérieur: *Tombe 2.* — Fig. 3. Epingle-style en br. (Gr. nat.)



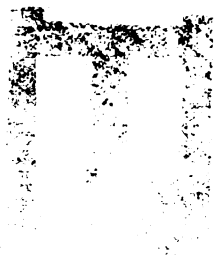








Fig. 1.



Fig. 2.



Fig. 3.

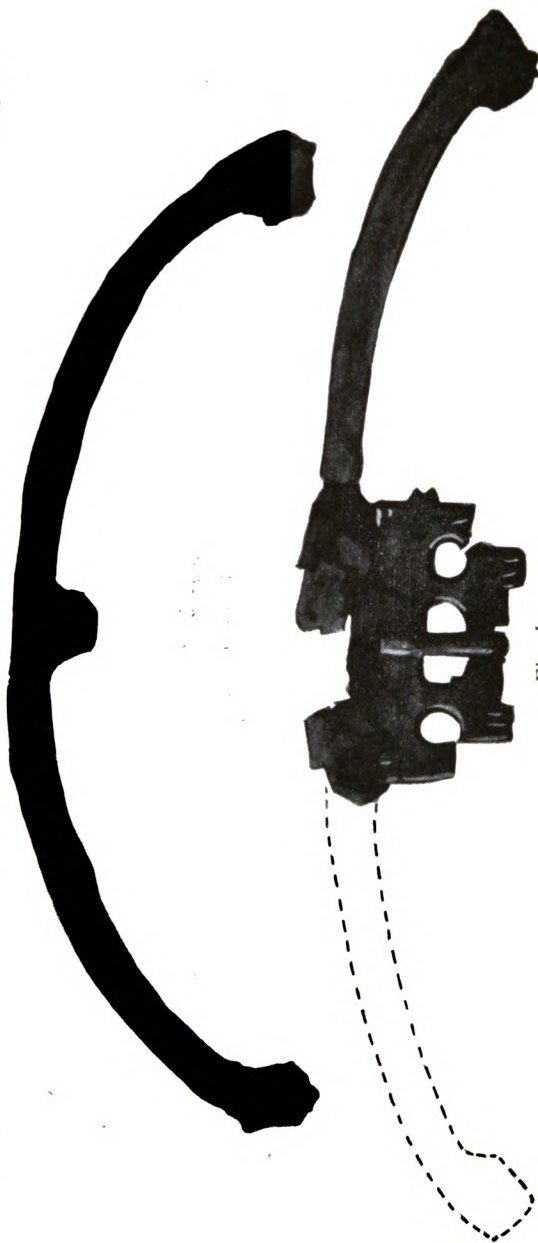


Fig. 4.

**Sépultures de Cessy.** — Elage inférieur : *Tombe B.*

Fig. 1. Boucle de ceinturon br. — Fig. 2. Tenon de courroie br. — Fig. 3. Plaque en br. — Fig. 4. Fermoir de bourse en fer. (*Gr. nat.*)



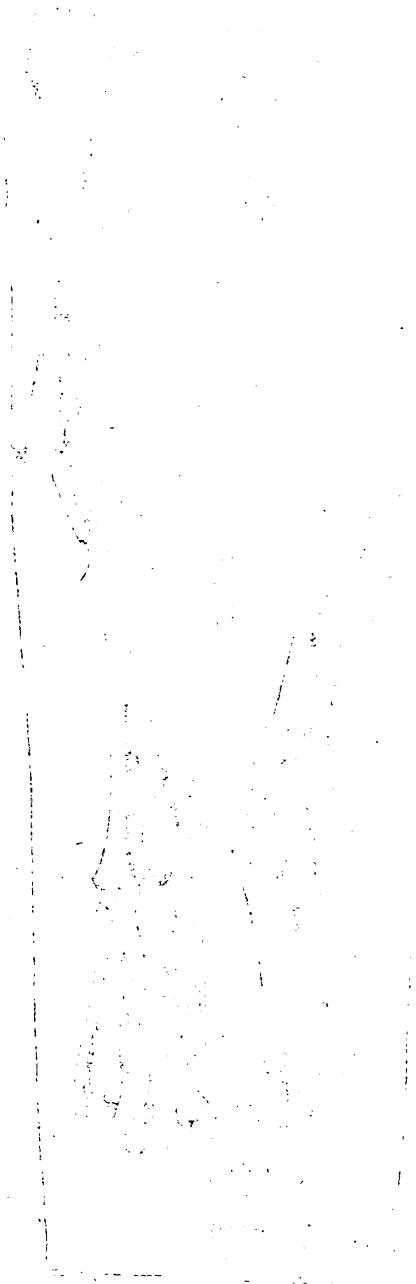






Sépultures de Cessy. — Elage supérieur: Tombes 1-3.









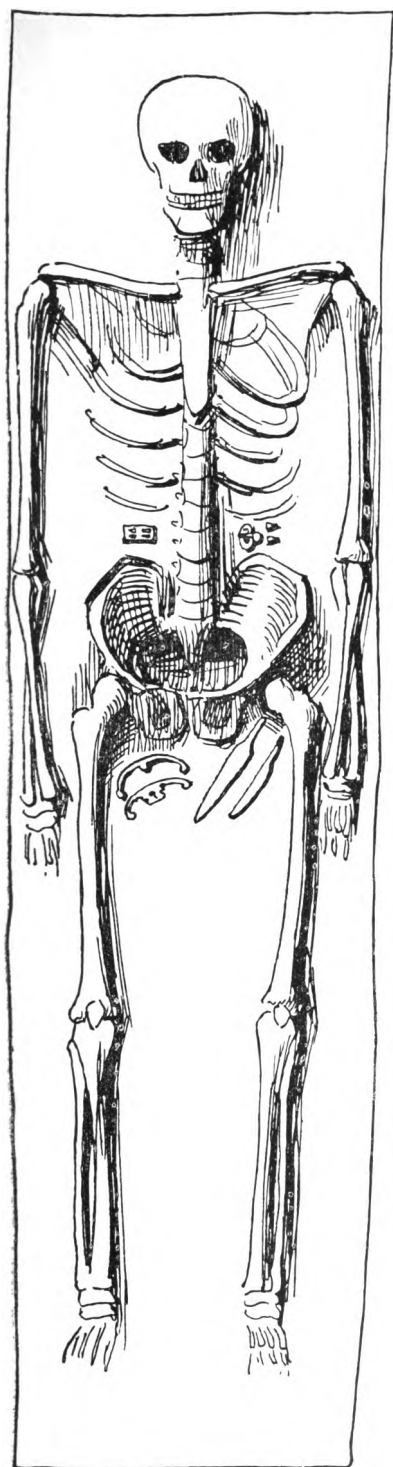


Fig. 1.

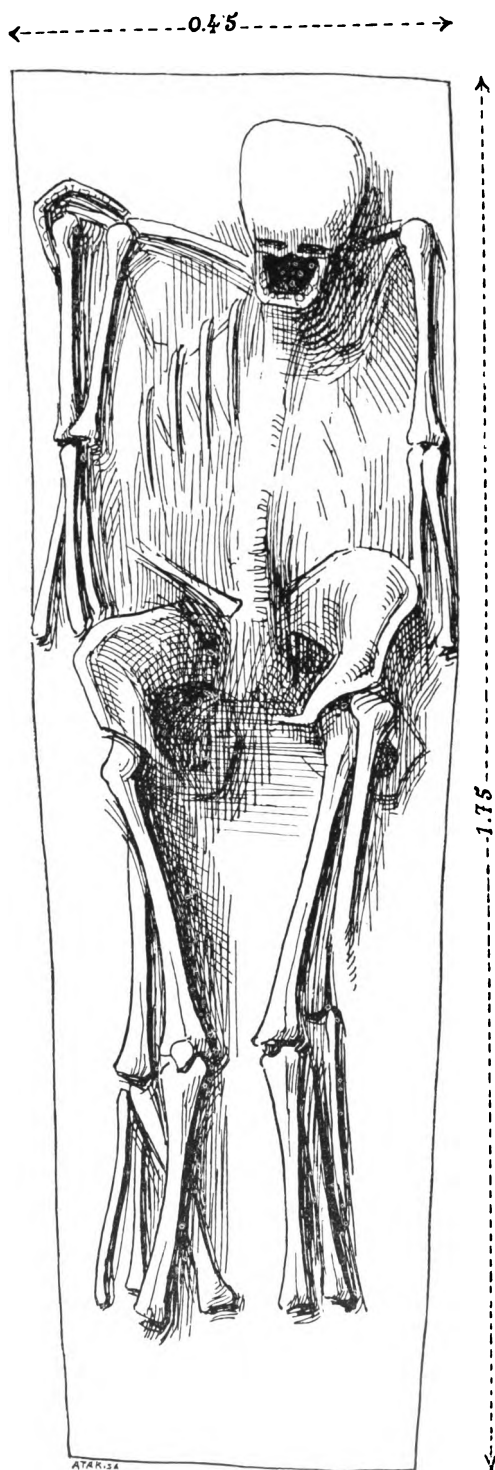
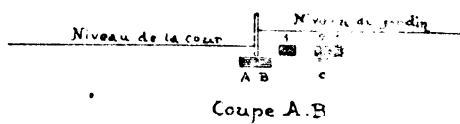
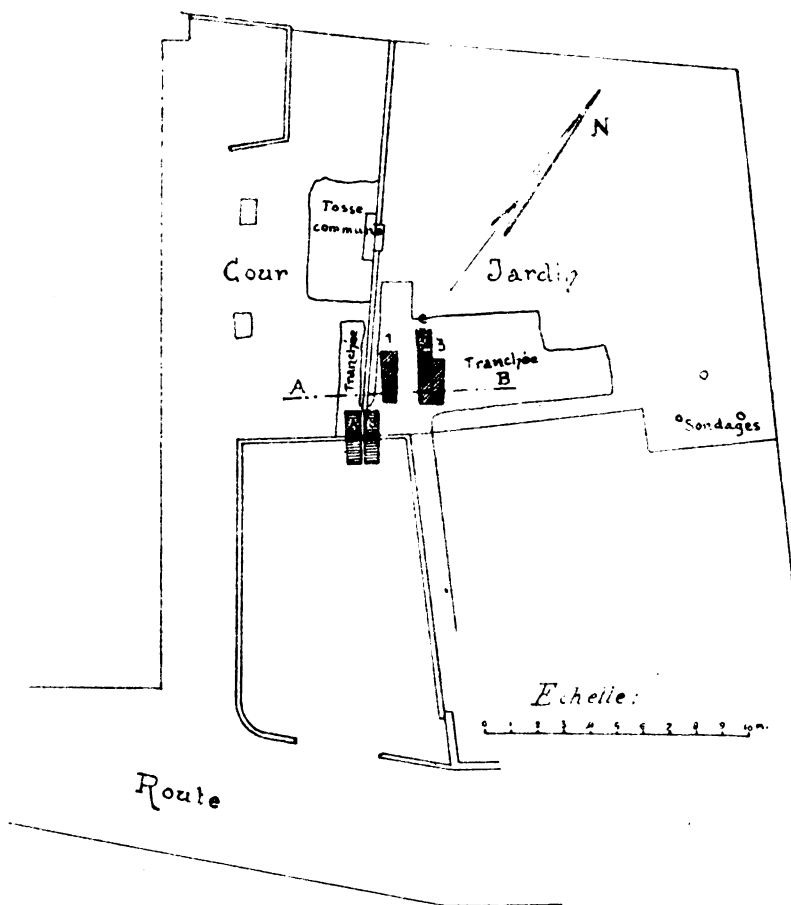


Fig. 2.

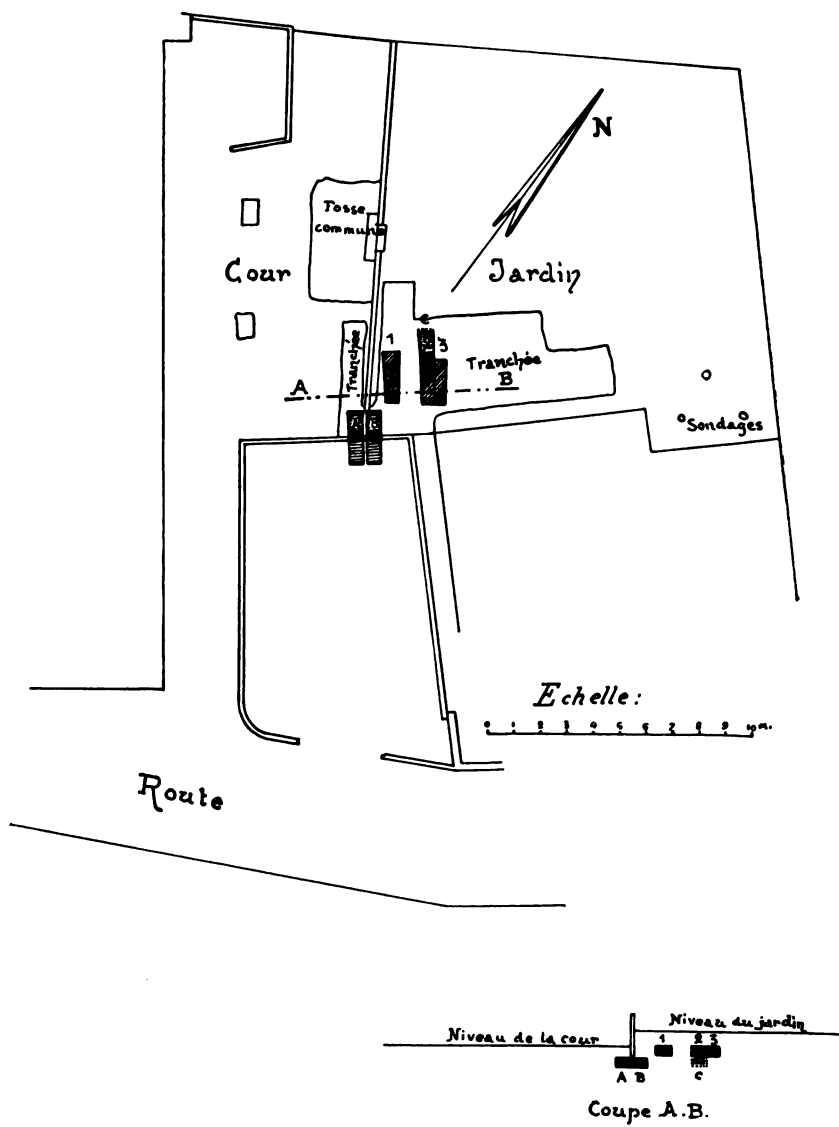
Sépultures de Cessy. — Fig. 1. Etage inférieur : Tombe B.  
Fig. 2. Etage supérieur : Tombe 3.





Sépultures de Cessy. — Plan de situation.





Sépultures de Cessy. — Plan de situation.



# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

JUIN 1908

---

### Personnel de la Société.

Depuis la publication de la 2<sup>me</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée de juin 1907, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

#### MM.

1907 Guillaume PERROT.

1908 Charles HORNGACHER.

Paul NAVILLE, licencié en droit.

Paul RENARD.

Edouard-A. SORDET.

Edgar MERCINIER.

Adolphe DOMINICÉ.

Henri STRÖHLIN, secrétaire de la Légation suisse à Tokio.

Jacques OLTRAMARE, licencié en droit.

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au 30 juin 1908, de 207.

La Société a eu le regret de perdre six membres effectifs : MM. Henri BROCHER DE LA FLÉCHÈRE († 22 juin 1907), Charles-

Louis CARTIER († 19 septembre 1907), Ernest STRÖHLIN, Eugène LE ROYER († 20 janvier 1908), Paul-Charles STRÖHLIN, Guillaume KÜNDIG († 25 mars 1908) et un membre correspondant, M. C.-F. TRACHSEL († 18 octobre 1907).

---

Ernest STRÖHLIN, né à Genève le 19 novembre 1844 et mort le 26 octobre 1907, portait un très grand intérêt à la Société d'histoire, dont il était membre depuis 1873, et à laquelle il communiquait parfois ses travaux. Il n'était pourtant pas un historien dans le sens étroit du mot et l'œuvre qu'il laisse derrière lui témoigne de connaissances aussi variées qu'étendues.

Il avait débuté par la théologie, et, comme étudiant, fréquenté les universités de Strasbourg, Heidelberg, Berlin et Iéna; consacré en 1867 au saint ministère, il renonça peu après à la carrière pastorale pour jouer un rôle actif dans la vie publique comme membre du Grand Conseil (de 1876 à 1880) et du Consistoire (de 1875 à 1879). En 1880, il fut appelé à la chaire d'histoire des religions de l'Université de Genève; il l'occupa jusqu'en 1894, date à laquelle il fit à Paris un séjour prolongé.

Attiré spécialement vers l'histoire du protestantisme, il acquit, dans ce domaine, une grande compétence; plusieurs articles de la deuxième édition de la *France protestante* sont dus à sa plume, et pendant de nombreuses années il prit une part active aux travaux de la Société de l'histoire du protestantisme français. Grâce à sa généreuse hospitalité, les membres de la Société ont pu, à plus d'une reprise, admirer les trésors de sa bibliothèque si riche en éditions rares des œuvres des Réformateurs.

Ernest Strömlin suivait avec le plus grand intérêt tout ce qui se passait dans sa patrie, surtout les questions d'enseignement et les questions ecclésiastiques; sa mort a été douloureusement ressentie par ses nombreux amis.

Voici la liste des principales publications d'Ernest Strömlin, ayant un caractère historique :

*L'État moderne et l'Église catholique en Allemagne.* Genève, 1875, 2 vol. in-8°.



*Athanase Coquerel fils, étude biographique.* Paris, 1886, in-8°, pl.

*François Bonivard.* Genève, 1893, in-8°, 39 p.

*Firmin Abauzit.* Genève, 1894, in-8°, 59 p.

*L'œuvre de Calvin, réponse à la conférence prononcée par Ferdinand Brunetière.* Genève, 1902, in-8°, 53 p.

*Jean Petitot et Jaques Bordier, deux artistes huguenots du XVII<sup>me</sup> siècle.* Genève, 1905, in-8°, pl.

Ernest Strœhlin a en outre collaboré à l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, publiée par Lichtenberger, à la *Grande Encyclopédie*, au *Dictionnaire des écrivains contemporains* publié par A. de Gubernatis, et à la *France protestante* (2<sup>me</sup> édition).

Paul-Charles STRŒHLIN, de dix ans plus jeune que son frère Ernest, l'a suivi dans la tombe à quelques mois de distance, le 4 mars 1908. Genève a perdu en lui un numismate émérite. Après avoir voyagé et vécu à l'étranger pendant plusieurs années, Paul-Charles Strœhlin rentra définitivement à Genève en 1889, et s'occupa dès lors avec le plus grand dévouement de la Société de numismatique, dont il était membre fondateur, et qu'il présida jusqu'à la fin de sa vie; l'activité qu'il déploya au sein de cette Société a été retracée par M. Eugène Demole dans la *Revue suisse de numismatique* (t. XIV, p. 222), publication que Strœhlin avait fondée en 1890 et dirigée pendant seize ans; dans ce même article, M. Demole énumère et analyse ses principaux travaux.

En 1896, pendant l'Exposition nationale suisse, il rendit au groupe de l'art ancien les plus grands services, et organisa une collection de médailles et de monnaies suisses qui suscita l'admiration de tous les spécialistes.

Plus récemment enfin, il contribua, pour une large part, au développement du Musée suisse de photographies documentaires, et, l'année dernière, il faisait à la Société d'histoire une communication très intéressante sur le but poursuivi et sur les résultats déjà obtenus par cette institution. Il s'était fait recevoir membre de la Société en 1888.

**Mémoires, Rapports, etc.***Présentés à la Société.*745. — *Séance du 14 novembre 1907.***Les phases constructives de Saint-Pierre, par M. Camille MARTIN.**

L'ancienne cathédrale de Genève a déjà été le sujet de nombreux mémoires. Plusieurs historiens ont retracé les événements dont elle fut le théâtre, quelques archéologues ont essayé de décrire et de caractériser son architecture. Les travaux de Blavignac, du prof. Rahn, de Viollet-le-Duc et de M. L. Harvey doivent être la base de toute étude de Saint-Pierre. En utilisant ces travaux préparatoires et les relevés photographiques et architecturaux exécutés récemment sur l'initiative de l'Association pour la restauration de Saint-Pierre, il est aujourd'hui possible de déterminer les phases de la construction de l'édifice.

Les documents historiques qui peuvent être utilisés dans ce but sont peu nombreux et peu précis. Nous savons qu'en 1170 et 1188 la messe était célébrée à Saint-Pierre et que l'œuvre de la cathédrale existait déjà sous l'épiscopat d'Arducius de Faucigny (1135-1185). En 1232 les travaux étaient fort avancés. Les textes postérieurs nous renseignent surtout sur les catastrophes que subit l'édifice, lors de l'attaque du comte de Genevois en 1291, et lors des incendies de 1334, 1349 et 1430. Les relations que nous possédons de ces événements sont assez détaillées pour nous permettre de déterminer les parties de Saint-Pierre qui ont été particulièrement éprouvées par ces sinistres. Les deux galeries hautes de la nef, ainsi que les voûtes, ont dû s'écrouler alors presque entièrement et sont donc dans leur état actuel le résultat d'une réfection du XV<sup>m</sup> siècle.

Si les sources historiques ne nous renseignent que d'une façon très incomplète sur les phases de la construction, l'examen archéologique des caractères généraux et des détails de l'édifice nous fournit à cet égard des données plus précises. L'entreprise semble avoir été conduite, sinon très rapidement, du moins sans interruption notable. La cathédrale fut reconstruite de fond en comble à partir du milieu du XII<sup>m</sup> siècle. On n'a pas englobé, dans cette reconstruction, comme le croyait Blavignac, les restes d'un édifice antérieur. Les travaux commencèrent par la façade occidentale, et la première campagne comprit les trois premières travées de la nef et des bas-côtés jusqu'au niveau du premier cordon. Les collatéraux furent

couverts d'emblée, semble-t-il, des voûtes d'arêtes bombées que l'on voit encore aujourd'hui, mais qui, à l'origine, étaient dépourvues de nervures. Dans la deuxième campagne on construisit la quatrième travée dans toute la largeur de l'église, mais la cinquième dans la nef et le bas-côté sud seulement. C'est à ce moment, semble-t-il, que les voûtes de la partie occidentale des bas-côtés reçurent leurs ogives. Celles-ci n'auraient par conséquent aucune fonction constructive, mais joueraient simplement un rôle décoratif. En même temps, les piliers de la nef au sud furent élevés jusqu'à la naissance des voûtes. Ce sont aujourd'hui les seuls vestiges des parties hautes de la nef du XII<sup>m</sup> siècle, qui s'écroula à la suite de l'incendie de 1430. Ils ne suffisent pas à reconstituer l'état primitif des galeries et des voûtes, mais leurs caractères prouvent d'une façon certaine que la construction des étages supérieurs de la nef fut entreprise avant celle de la région orientale de l'édifice.

C'est dans une troisième campagne en effet que furent édifiés successivement le croisillon sud du transept avec ses chapelles, les deux étages d'arcatures de la première travée du chœur, la base demi-circulaire de l'abside, puis le croisillon nord du transept avec ses chapelles et enfin la cinquième travée des bas-côtés nord de la nef, dont la construction avait été interrompue au début de la deuxième phase. Dans toute cette région, la construction ne dépassa pas le niveau du sol du triforium. L'édifice une fois achevé dans ses parties basses, la construction des parties hautes, interrompue à partir des premières travées de la nef, fut reprise. Le triforium de la cinquième travée au nord et son vis-à-vis au sud vinrent se placer au-dessus des grandes arcades. De chaque côté cette galerie est interrompue par un pilier flanqué d'une colonnette destinée selon toute apparence à supporter la nervure transversale d'une voûte sexpartite. Les catastrophes du XV<sup>m</sup> siècle ayant complètement modifié cette partie de l'édifice, il est impossible aujourd'hui d'affirmer que cette voûte ait été exécutée, pas plus dans cette travée que dans la précédente, qui a conservé ses consoles au sommet des grandes arcades.

Les galeries et les voûtes du transept et du chœur, appartenant à la quatrième et dernière campagne, ont par contre conservé intacte leur disposition originale. Dans son architecture et sa décoration, cette région présente tous les caractères du style gothique de la première moitié du XIII<sup>m</sup> siècle, dégagé de tout archaïsme. Une seule modification fut apportée alors au plan primitif. On superposa au plan semi-circulaire de l'abside un tracé polygonal. Des colonnes placées aux angles furent descendues devant les pilastres du XII<sup>m</sup> siècle dont elles coupent brutalement les chapiteaux.

L'examen archéologique de l'ancienne cathédrale de Genève nous permet

de déterminer d'une façon à peu près certaine l'ordre dans lequel les travaux furent exécutés. Il nous montre en même temps le soin mis par les divers maîtres d'œuvre à conserver à l'édifice son unité et son harmonie, tout en y introduisant chacun à son tour des procédés et des motifs décoratifs nouveaux. La façon remarquable dont s'est accomplie la lente évolution des styles assigne à Saint-Pierre une place très en vue parmi les édifices de l'époque de transition.

746. — *Séance du 28 novembre 1907.*

**Gabriel Bernard ; Altuna ; le bosquet d'Eaubonne, communication de M. Eugène RITTER.** — Sous ce titre, M. Eugène Ritter donne lecture de quelques pages imprimées dans le t. III des *Annales de la Société J.-J. Rousseau* (Genève, 1907, in-8°), p. 178-181, 190-191, 213-217.

**Les inscriptions de Darius à Béhistoun, par M. Alfred BOISSIER.**

Sur la grande route des caravanes qui relie Bagdad à Téhéran, non loin de Kirmanshahân, se trouve la célèbre paroi de rochers dont les sculptures et les inscriptions ont de tout temps attiré l'attention des voyageurs.

Ces inscriptions en caractères cunéiformes, que les Grecs attribuaient à Sémiramis, ont été gravées en trois langues par l'ordre de Darius, fils d'Hystaspes, et commémorent la pacification de l'empire. L'on sait qu'au début de son règne toutes les tribus du grand royaume fondé par Cyrus se soulevèrent les unes après les autres et que Darius eut fort à faire pour étouffer ces révoltes. Il y réussit pleinement, et les chefs insurgés furent mis à mort. Sur le rocher de Béhistoun, dans un site sauvage et grandiose, on voit le grand roi qui foule aux pieds le faux Smerdis, tandis que devant lui s'avancent les neuf prétendants rebelles, enchaînés. Au-dessus des personnages plane l'emblème du dieu Ahura Mazda, encadré d'inscriptions trilingues, qui mentionnent les noms des acteurs du drame. L'honneur d'avoir fait connaître au monde savant les trésors épigraphiques de ce lieu historique revient à l'illustre officier anglais le Major-Général Sir Henry Creswicke Rawlinson, qui, au milieu d'une carrière militaire très remplie et dans des conditions défavorables, est parvenu à déchiffrer et traduire un long document conçu dans l'idiome appelé le vieux perse. Ce texte est accompagné de deux versions qui nous ont conservé les langues de l'Elam et de la Chaldée. Non content d'avoir, au travers de difficultés inouïes, réussi à reconstituer la langue des Achéménides, l'intrépide Anglais devait plus tard collaborer d'une façon remar-

quable aux recherches dans le domaine babylonien. Le monument de Béhistoun a été visité en 1903 par le professeur américain Williams Jackson de la Columbia University, qui a examiné à nouveau le texte perse. L'an dernier, deux conservateurs du British Museum, MM. King et Thompson, ont fait paraître une édition intégrale des trois versions, qu'ils ont pu collationner sur place. Leur travail, qui couronne dignement celui de leur célèbre compatriote, honore grandement la science anglaise.

747. — *Séance du 19 décembre 1907.*

**L'Académie de Calvin dans l'Université de Napoléon (1804-1814) : le projet d'Université réformée ; — l'Académie impériale de Genève (décrets de 1808 et statut de 1809) ; — les Facultés ; — le 31 décembre 1813 (coup d'œil en arrière), par M. Charles BORGEAUD.**

Cette communication formera un chapitre du t. II (en préparation) de l'*Histoire de l'Université de Genève*.

748. — *Séance du 9 janvier 1908.*

**Rapports du président (M. Victor VAN BERCHEM), et du trésorier (M. Albert CHOISY) sur l'exercice 1907.**

**Le Château d'Amour, communication de M. Ernest MURET.** — Impr. dans le *Bulletin du glossaire des patois romands*, VI<sup>me</sup> année, et tiré à part, Lausanne, 1908, in-8°, 29 p.

749. — *Séance du 23 janvier 1908.*

**La candidature Hohenzollern au trône d'Espagne et la dépêche d'Ems, par M. Charles SEITZ.**

Depuis la bataille de Sadowa, disait le maréchal Niel (mort en 1869), la Prusse et la France n'étaient plus en paix ; entre ces deux puissances, il n'existait qu'une sorte d'armistice. Le 19 juillet 1870, la guerre était déclarée à la suite d'un incident — la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne — dont personne ne parlait 15 jours auparavant. Sans que tout ce qui se rapporte à cette affaire soit connu, la lumière commence à se faire sur quelques points, que M. Seitz a étudiés plus spécialement.

1. Bismarck a toujours prétendu que la candidature du prince était une affaire dont il n'avait pas à s'occuper, parce qu'elle ne concernait

Guillaume I<sup>er</sup> qu'en sa qualité de chef de la famille des Hohenzollern ; que, « politiquement, elle le laissait assez indifférent », et qu'il pensait même que le prince serait un candidat agréable aux Tuileries, à cause de ses relations de parenté avec les Beauharnais et les Murat.

M. Seitz montre, à l'aide des Mémoires du roi Charles de Roumanie et d'autres publications récentes, que toutes ces affirmations sont inexactes.

2. Le roi Guillaume refusa, l'après-midi du 13 juillet, de reprendre avec Benedetti l'entretien commencé le matin. Il semble bien que ce soit parce que le duc de Gramont avait suggéré l'idée que le roi écrivit au gouvernement français une lettre qualifiée par Bismarck de « lettre d'excuses ». Malgré les protestations de Gramont, qui ont trouvé de l'écho chez quelques historiens, cette lettre méritait, au fond, cette qualification.

3. La « dépêche d'Ems », la dépêche publiée le 13 au soir, qui mit le feu aux poudres, est-elle un *faux* de Bismarck ? — Il n'y eut pas falsification matérielle ; la dépêche relatait des faits exacts, et Bismarck était formellement autorisé par le roi à les publier. Seulement il a présenté le refus du roi d'écouter plus longtemps Benedetti sous une forme offensante pour la France. Il savait parfaitement qu'en relatant les faits de la sorte, il provoquerait une déclaration de guerre ; il l'a dit lui-même, en revenant hautement la responsabilité de ce qu'il a fait ce jour-là.

**Note sur quelques registres provenant de la chancellerie de l'évêché d'Annecy, communiqué de la part de M. Max BRUCHET.** — Impr. ci-après, p. 115-116.

**M. Émile RIVOIRE** communique quelques extraits de la correspondance de la marquise de Courcelles (*Mémoires et correspondance de la marquise de Courcelles*, publiés par Paul Pougin ; Paris, 1855, in-16) relatifs à Genève.

**De l'exactitude et de la concision dans l'énoncé des légendes numismatiques, communication de M. Eugène DEMOLE.** — Impr. dans les *Procès-verbaux de la Société française de numismatique* (*Revue numismatique*, IV<sup>me</sup> série, t. XI, 1907), p. 96.

750. — *Séance du 13 février 1908.*

**Coup d'œil sur Genève en l'an VIII, par M. Édouard CHAPUISAT.** — Fragment (p. 425-465) du mémoire intitulé : *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française (1796-1813), d'après des documents inédits*, impr. dans M. D. G., t. XXVIII, livr. 3, et tiré à part, Genève et Paris, 1908, in-8<sup>o</sup>.

Compte rendu par **M. Léopold MICHELI** de l'ouvrage de Léopold Delisle intitulé : *Recherches sur la Librairie de Charles V* (Paris, 1908) 2 vol. in-8° et atlas de pl. fol.).

**Francesco Sassetti, de Florence, par M. Henri VULLIÉTY.**

Un savant de Hambourg, M. le docteur Aby Warburg, vient de publier, comme tirage à part, la monographie qu'il a faite à l'occasion du jubilé du professeur Schmarsow. Cette intéressante étude, intitulée : *Francesco Sassetti letzwilige Verfügung*, met au jour un document de la plus haute importance pour l'histoire des mœurs et des idées des hommes de la Renaissance.

Francesco Sassetti a eu un biographe dans la personne de son descendant, Francesco di Giovambattista Sassetti. Celui-ci, une sorte de songe-cieux, vivant dans le passé, était dans une situation de fortune des plus modeste. Les revers s'étaient abattus sur la famille, et il ne restait de la splendeur passée que des souvenirs et diverses pièces, lettres, livres de raison, carnets de notes, etc. conservés dans les archives de la famille.

En 1600, Francesco di Giovambattista, utilisant toutes ces sources, publia des « Notizie » dans lesquelles il parle entre autres de son trisaïeul, le plus remarquable représentant de la famille. « Francesco, dit-il, le fils puîné de Tommaso di Federico, dont je descends, naquit le 9 mars 1420. Ce fut, dans sa jeunesse, un homme de beaucoup d'énergie et d'activité. Vers 1440, il se rendit à Avignon, dans la maison de Cosme de Médicis, surnommé le Père de la patrie. Il s'y comporta de telle sorte qu'au bout de peu de temps celui-ci en fit son associé; peu après il lui donna le droit de signer, en même temps qu'à un de Rumpini et à Amerigo Benci. » Pierre le Goutteux et Laurent le Magnifique lui témoignèrent la même confiance. « Notre Francesco, dit le biographe, fut avec Laurent sur un pied de telle familiarité que celui-ci lui confia le soin de toute ses affaires. » Celles-ci s'étendaient sur la France, la Flandre et Genève. Ce rôle de fondé de pouvoirs de la plus puissante maison de commerce et de banque de l'Italie faisait de Sassetti un personnage considérable.

Ses agents de Lyon et de Flandre mirent en danger la solidité de la maison; la fortune des Médicis fut compromise et Francesco Sassetti dut sacrifier une grande partie de la sienne. Il survécut peu à cet événement. Il mourut en 1491. Ajoutons qu'il remplit des charges importantes, notamment celle de gonfalonier de justice.

Telle est, à grands traits, la biographie d'un homme qui a été mêlé à la vie de Genève dans la seconde moitié du XV<sup>m</sup> siècle.

Outre les rapports d'affaires dont on trouve les traces dans les docu-

ments de cette époque, il se distingua par certaines libéralités qui en font un des promoteurs des arts chez nous.

Dans notre histoire, il est souvent question de l'oratoire de Notre-Dame du Pont. (Voir ci-dessous p. 117).

Savion, cité par Rigaud, en dit : « Le 13 septembre, les Évangélistes luthériens abattirent les belles et somptueuses images de la chapelle de Notre-Dame, près du pont du Rhône, que jadis les marchands florentins avaient fait faire du temps des foires et y avaient employé de beaux ducats d'or. »

Jusqu'à présent, nous ne savions rien de ces Florentins généreux et pieux. Or, dans les « Notizie », on lit ceci : « Muro (il s'agit de Francesco Sassetti) in Francia e a Ginevra sul ponte del Rodano un oratorio in onore di Nostra Donna, dove spese fiorini duemila; che oggi s'intende essere rovinato della rabbia et furore degli eretici. »

Un petit carnet de notes diverses, commencé en 1462, et conservé aux archives de Florence (Fonds Strozzi, II<sup>me</sup> série, n° 20), porte l'indication suivante : « e con la cappella overo edificio di nostra donna in Ginevra stimò circha schudi 500 (fl. 600). (8 novembre 1466). »

Ainsi, sans vouloir attribuer à ces indications trop d'importance, nous est révélé le nom d'un de ces Florentins, non un des moindres, qui employèrent de beaux ducats d'or à l'entretien et à la décoration de notre petit sanctuaire genevois.

M. le Dr Warburg a contribué, par son travail, à éclaircir un point encore obscur de notre archéologie genevoise.

#### 751. — Séance du 27 février 1908.

Compte rendu par **M. Frédéric GARDY** de l'article « Ginevra » dans la *Bibliografia storica degli stati della monarchia di Savoia compilata da Antonio Manno*, vol. VIII (Turin, 1907, in-4°), p. 44-87.

**Remarques sur l'émancipation politique et religieuse de Genève en 1536 : l'expulsion du duc de Savoie de ses États, par M. Francis DE CRUE.**

L'histoire de Genève ne saurait être détachée de l'histoire générale de l'Europe, qui explique le succès de notre émancipation dans la première moitié du XVI<sup>me</sup> siècle. L'activité du duc de Savoie dépend des phases de la rivalité de Charles Quint et de François I<sup>er</sup>. Vers 1535, le duc croit pouvoir aller à la rescousse des Penneysans ; — mauvais moment : la guerre européenne éclate à ses dépens. Le roi de France, héritier des Vis-



conti, veut recouvrer Milan à la mort du dernier Sforza. Pour tenir dans ses mains un gage de propriété, il occupera d'abord la Savoie, sur laquelle il émet des prétentions du chef de sa mère. Tant que le grand maître Anne de Montmorency a dominé la cour, la paix s'est maintenue, mais, en 1535, le parti libéral de l'amiral de Brion-Chabot l'emporte, et c'est la guerre, et c'est le salut de Genève.

A la fin de 1535, la situation de notre ville était désespérée. Berne n'osait agir, quand, au milieu de décembre, entre dans nos murs un seigneur de la cour de France, alors établie à Lyon ; c'est M. de Verey, dont l'escorte pourtant a été dispersée à deux reprises par les vassaux du duc. Malgré le refus des Genevois de reconnaître le protectorat de son maître, il leur sert de capitaine, et cette intervention française décide les Bernois. La seule apparition des Suisses à Morges fait évanouir les 3,000 Italiens du capitaine ducal J.-J. Medichino de Musso, qui, à la fin de janvier 1536, en deux bonds, passent au delà du lac et des Alpes. Avec l'aide des Genevois, J.-F. Nægeli fait subir aux bailliages de Gex, de Ternier et de Thonon le même sort qu'au pays de Vaud. Les alliés s'emparaient du fort de La Cluse, quand un envoyé du roi de France vint leur annoncer l'entrée en ligne de son maître. L'amiral Chabot devait prendre possession de la Bresse jusqu'au pas de La Cluse, tandis que le comte de Saint-Pol avait l'ordre d'envahir la Savoie jusqu'aux Usses et au château de Sallenoves. Les limites des conquêtes ainsi tracées, Nægeli, auquel les Genevois refusèrent de se soumettre à la domination de Berne, s'en alla, quelque peu vexé, compléter la conquête du pays de Vaud (en février 1536).

Les opérations françaises, en général mal rapportées, furent très simples au début. Bourg-en-Bresse se rendit tout de suite aux sommations des hérauts d'armes français. Toutefois ce ne fut qu'à la fin de mars que l'indolent amiral chargea le comte de Montrevel d'aller prendre le serment de fidélité des hommes de Bresse et de Bugey. Quant à Saint-Pol, il reçut la soumission de Chambéry, puis de Montmélian, la place forte de la Savoie, que lui livra un capitaine napolitain.

On était convenu de respecter le Genevois et le Faucigny, apanages des princes de Savoie-Nemours. Les seuls sujets du duc qui firent leur devoir, ce furent les Tarins. Un gentilhomme du pays, François de Lottier, rassembla les vaillants montagnards de la Tarentaise, surprit Conflans, à l'entrée de la vallée, culbuta les hommes d'armes de Saint-Pol et occupa les passages. Ce ne fut que dans l'automne que le comte de Saint-Pol, renforcé par les lansquenets royaux de Furstemberg, tourna les positions des Tarins et enleva d'assaut la ville de Moûtiers. Il ne franchit pas le petit Saint-Bernard, le Val d'Aoste ayant obtenu le respect de sa neutralité.

Entre temps, Chabot avait envahi le Piémont, mais l'empereur, prenant parti pour le duc de Savoie, pénétrait en Provence. Montmorency sauva la France au camp d'Avignon, et, du même coup, Genève. Pendant un quart de siècle, le duc de Savoie se trouvant écarté des bords du Léman, les Genevois eurent le temps de constituer solidement leur république et leur Église.

**La chapelle des Florentins à Genève, par M. Camille MARTIN.**  
— Impr. ci-après, p. 117.

752. — *Séance du 12 mars 1908.*

**Les voyages d'un Genevois aux Indes Orientales (1752-1757), d'après un manuscrit de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève, par M. Frédéric GARDY.**

La Bibliothèque publique et universitaire de Genève possède trois volumes manuscrits du XVIII<sup>me</sup> siècle (Mss. suppl. 127, 128 et 129), dus à la plume de Louis Relian, natif de Genève et chirurgien-major de vaisseau au service de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales. Le premier volume est intitulé : « Journal historique d'un voyage aux Indes Orientales, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable dans la route, et quelques observations sur le cap de Bonne Espérance, Batavia et la Chine; avec la description d'un nouveau passage à l'est de Banca, pour aller à la Chine et au Japon, et pour en revenir avec plus de sûreté que par le détroit de cette île; auquel on a ajouté des réflexions sur les mœurs et le caractère de quelques officiers de vaisseau, ainsi que des habitants du Cap de Bonne Espérance et de Batavia. » Il est daté : 1754, et contient, en 356 pages, le récit d'un voyage qui a duré du 4 août 1752 au 17 juin 1754; ce récit est précédé d'une préface adressée à Jean Jallabert, professeur à l'Académie, « bienfaiteur généreux » de l'auteur.

Le deuxième volume est intitulé : « Second voyage aux Indes Orientales, avec une relation des troubles qui ont régné dans le royaume de Bengale pendant l'année 1756 et au commencement de 1757, la prise de Callicatte [Calcutta] par le Nabab sur les Anglais, les contributions que ce prince a tiré des Français et des Hollandais, et sa victoire sur les troupes du Grand Mogol, la reprise de Callicatte et le saccagement de Hougly par les Anglais, sous le commandement de l'amiral Watzon. » Il est daté : 1757, et contient, en 181 pages, le récit d'un voyage qui a duré du 31 décembre 1754 au 26 octobre 1757.

Le troisième volume comprend la traduction française du « Catéchisme

portugais contenant la doctrine que les missionnaires de cette nation enseignent aux Indiens du royaume de Bengale qui embrassent la religion chrétienne. »

L'auteur est né à Genève le 31 mai 1726 ; il était fils de Jaques Relian, habitant, serrurier, originaire des environs de Nîmes. Il fit ses études de médecine à Paris et, désireux de faire fortune, s'engagea en 1752 comme chirurgien-major au service de la Compagnie hollandaise des Indes Orientales. Ses récits dénotent un esprit curieux et observateur et un caractère honnête et droit ; ils sont précis et exacts et fournissent d'utiles renseignements sur les pays et les peuples visités par le voyageur, sur les événements auxquels il a assisté, sur les conditions de la navigation à cette époque, sur le commerce, etc.

Par une transaction intervenue entre ses hoirs et ses représentants à Genève, en 1778, (Archives d'État de Genève, minutes de Jacob-François Prevost, I<sup>er</sup> volume, p. 203 et suiv.), nous apprenons que Louis Relian se trouvait de nouveau à Batavia en 1760, qu'il s'y maria, qu'il y remplit les fonctions de « premier administrateur de la Boutique médicinale » (de la Compagnie des Indes Orientales) et qu'il y mourut à une date antérieure au 13 janvier 1773.

**M. Eugène DEMOLE** donne lecture d'une spirituelle correspondance échangée en 1841 entre M<sup>lle</sup> Aline Revilliod et Frédéric Soret, au sujet d'un sol d'or d'Aurélien que Soret voudrait faire donner au Musée de Genève. (Ces lettres sont déposées aux Arch. du Cabinet de Numismatique).

753. — *Séance du 26 mars 1908.*

**Excursions archéologiques en Mysie ; communication de M. Paul SCHAZMANN, avec projections lumineuses.**

M. Schazmann a raconté ses récentes excursions archéologiques en Mysie, faites sous les auspices des musées de Berlin et de l'Institut impérial archéologique allemand, pour compléter le texte du Vol. I des *Antiquités de Pergame*, devant paraître prochainement. Le but principal de ces voyages était de vérifier et compléter les travaux des voyageurs ayant déjà visité ces contrées antérieurement, et surtout de déterminer les villes, cours d'eaux, montagnes, etc., mentionnés dans les itinéraires de Strabon, Pline et Xénophon.

Dans les principales étapes, on retrouve plusieurs localités ayant joué un rôle important dans l'antiquité classique, et surtout dans les luttes qui ont suivi le démembrement de l'empire d'Alexandre, dont ces pro-

vinces eurent beaucoup à souffrir: Magnésie du Sipyle, célèbre par la victoire de Scipion Africanus sur Antiochus le Grand de Syrie, où l'on voit l'image de Cybèle taillée dans une paroi de rochers élevée, et la ville de Tantale; plus à l'est, Kassaba, qui a le privilège de conserver le souvenir des rois de Lydie, Sardes et le Pactole « chargé d'or ».

De là, après avoir franchi l'Hermos et traversé la plaine Hyrcanienne, on trouve au nord la fertile vallée du Kaïcus; Pergame est située sur un des affluents de ce fleuve. C'est près des sources du Kaïcus, que le roi de Pergame, Attale, remporta sa fameuse victoire sur les Galates, non loin de l'antique Germe.

En remontant le cours du fleuve Mysios jusqu'à Kiresen, les voyageurs eurent l'occasion d'étudier des forts placés par les rois à la limite extrême de leurs états, pour les défendre contre les attaques des barbares.

Une autre excursion de plusieurs jours permit d'explorer les hauteurs inhospitalières du Gün-Dagh, massif de hautes montagnes, situé dans la région sud de la Mysie, et de retrouver la ruine élevée de Mamurt-Kalessi. Une inscription trouvée là, semblerait prouver qu'on a affaire à un ancien temple de la mère des dieux, Cybèle, rebâti et embelli par Attale I<sup>er</sup> (231-197 avant J.-C.).

L'ancienne route, décrite par Strabon et conduisant de Pergame à Sardes, en touchant Thyatire et Apollonis, passait près de là.

Enfin, une localité remarquable par la bonne conservation de ses monuments, est située également dans la montagne, quoique plus rapprochée de la mer, non loin de Myrina. Il y a de fortes présomptions pour faire admettre que cette ville est l'antique Aegae (Agä), où séjourna Thémistocle. Les ruines n'ont jamais été fouillées, mais les bâtiments entourant le marché et le temple d'Apollon permettent de se faire une idée de cette belle cité.

En résumé, on a l'impression qu'il y aurait encore beaucoup à faire dans ces régions riches en vestiges de l'antiquité classique.

#### **Monuments musulmans d'Asie Mineure, par M. Max VAN BERCHEM.**

M. van Berchem parle des monuments musulmans et des inscriptions arabes de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie, en présentant les documents qu'il a reçus, de divers côtés, et qui sont destinés à plusieurs ouvrages, notamment au *Corpus inscriptionum arabicarum*. Il constate l'intérêt croissant qu'éveille en Europe l'archéologie musulmane, chez les savants de cabinet, les directeurs de musées et les explorateurs. L'étude des monuments musulmans n'est pas seulement intéressante en elle-même; elle offre encore des points de comparaison nombreux pour l'histoire

générale de l'art et de la civilisation. D'autre part les inscriptions arabes offrent un double intérêt : à l'archéologie elles fournissent des témoignages précis sur la destination, la date et l'origine des monuments de l'Islam ; à l'histoire générale, elles apportent des faits authentiques, bien qu'en petit nombre, qui permettent de contrôler et de compléter les renseignements fournis par les autres sources, par les chroniques, la diplomatie et la numismatique. L'application de cette méthode comparée donne presque toujours des résultats d'une surprenante exactitude. Un volume sur les monuments médiévaux d'Amid (Diarbekir), publié par M. van Berchem, en collaboration avec le professeur Strzygowski, paraîtra dans le courant de l'année prochaine.

754. — *Séance du 9 avril 1908.*

**Calvin et les Libertins, fragment de l'histoire d'une famille genevoise, par M. William FAVRE.**

Sous ce titre, M. William Favre donne lecture d'un chapitre d'un travail composé à l'occasion du 400<sup>me</sup> anniversaire de l'admission de sa famille à la bourgeoisie de Genève. Il y expose les mobiles qui inspirèrent soit le parti de Calvin, soit celui des Libertins, ou des Fabristes, comme on l'appelait alors. Le nom de Libertins, donné plus tard, signifiait partisans de la liberté.

Les anciens Genevois, gens d'un caractère énergique, mais plutôt jovial, s'étaient groupés autour des derniers restes de la phalange des Eydgnots, entre autres autour de François Favre et de sa famille qui en avaient fait partie, tandis que le Réformateur, pour accomplir la mission que Farel lui avait fait entrevoir, fut forcé de s'appuyer sur les réfugiés, gens honorables ayant tout sacrifié à leurs opinions religieuses, mais peu malléables et assombris par leurs malheurs.

Calvin, dont le génie prévoyait que Genève, placée à la pointe de l'Europe réformée comme un bastion pénétrant au centre des États catholiques, serait pendant longtemps exposée à des attaques continuelles, sentit la nécessité de fortifier cette citadelle protestante par une discipline de fer et des lois somptuaires rigoureuses, qui devaient lui permettre de consacrer toutes ses ressources à sa défense et à l'entretien des réfugiés qui ne cessaient d'affluer dans ses murs. Ces derniers acceptèrent ce régime si sévère, conforme à leur caractère et, malgré leurs instincts rebelles à toute autorité, se plièrent par amour de la religion à ce despotisme qui entraînait dans les moindres détails de la vie privée. Ils aidèrent leur chef à l'imposer

aux Genevois qui s'insurgeaient à l'idée d'aliéner à nouveau leur liberté à peine conquise en faveur d'un parti composé d'étrangers qu'ils avaient si généreusement accueillis.

Ce fut pourtant cette règle presque monastique qui permit à Genève de sortir saine et sauve d'une série de longs conflits avec ceux qui voulaient à tout prix anéantir ce nid de Huguenots.

L'union, qui pendant près de deux siècles fut rendue nécessaire par un danger permanent, le contact ainsi que les alliances avec une race plus joviale atténuaient peu à peu les défauts des réfugiés. Pas assez cependant pour qu'au XVIII<sup>me</sup> siècle Voltaire, en parlant des luttes intimes qui naquirent dans notre cité lorsque, le péril écarté, cette forte discipline put se relâcher, ne pût les qualifier de « tempête dans un verre d'eau ».

Aujourd'hui encore, la ténacité dans les opinions, une susceptibilité presque malade en fait d'indépendance sont les traits de caractère que les Genevois ont hérités soit de l'élément réfugié protestant, soit des exilés politiques qui les ont suivis.

Calvin se plaint souvent dans sa correspondance de la famille Favre, car elle fut celle qui lui tint tête le plus longtemps, grâce à l'influence que lui donnaient ses richesses et ses relations et grâce à la situation élevée qu'elle occupait dans la République. Son chef, François, homme bouillant et généreux que soutenait l'ardeur de sa fille Francesquine mariée à Ami Perrin capitaine général, fut l'âme du parti des Libertins.

Cette dernière était brave et devait être belle, car Calvin la surnommait Penthésilée, nom d'une reine des Amazones venue au secours de Troie et dont Achille pleura la mort à cause de sa bravoure et de sa beauté.

Son père avait rendu de grands services dans les luttes pour l'indépendance de Genève, en payant de sa personne et de ses biens, entre autres lors de la conclusion du traité de combourgeoisie avec Berne et Fribourg, dont il fut un des promoteurs. Il mourut en 1553, et, deux ans plus tard, le parti des Libertins fut définitivement écrasé.

**De l'existence d'un temple d'Apollon à Genève, par M. Camille MARTIN.** — Ce travail paraîtra dans une des prochaines livraisons de *l'Indicateur des antiquités suisses*.

755. — *Séance du 30 avril 1908.*

**Recherches préhistoriques dans la Dordogne, découvertes de nouvelles stations du quaternaire ancien; communication de M. Eugène PITTARD, avec projections lumineuses.**

M. Eugène Pittard expose les principaux résultats des fouilles qu'il exécute dans la Dordogne depuis deux années. Il montre en projections lumineuses des photographies représentant les stations découvertes et expose une collection d'objets provenant de ces diverses stations, silex, os travaillés, débris de faune, etc.

Dans le vallon des Rebières, au nord de Périgueux et au sud de Brantôme, il a découvert, en 1906, plusieurs stations préhistoriques encore inconnues, datant du paléolithique. L'une de ces stations humaines est moustérienne, trois autres sont de la période magdalénienne. En outre, durant les années 1906 et 1907, M. Pittard, explorant les environs, a signalé une station néolithique près de Puy-de-Fourches et une station paléolithique encore mal déterminée, au lieu dit Tabaterie, près Paussac.

Pour le moment il ne sera question que des stations humaines du vallon des Rebières.

La première, magdalénienne, est située sous un bel abri sous roche au lieu dit Recourbie (?). Les objets trouvés sont principalement des silex (grattoirs, burins, lames, etc.), puis quelques rares fragments d'os travaillés, des morceaux d'ocre, etc. Ces fouilles, faites surtout au moyen d'un balai, ont permis de retrouver deux foyers en place.

Les deux autres stations magdaléniennes sont situées dans le prolongement, vers le sud-ouest, du même vallon. L'une de ces stations occupe une plate-forme que domine encore un reste de voûte calcaire; l'autre plus près de la Droume, est en plein air et remplit une sorte d'hémicycle rocheux. La première renferme peu de burins; la seconde beaucoup plus. Le détail des découvertes faites dans ces trois stations magdaléniennes fera l'objet de publications particulières.

Entre les deux stations magdaléniennes dont il vient d'être question se trouve une très riche station moustérienne. Il s'agit en l'espèce d'un moustérien évolué avec pointes hémisolutréennes très caractéristiques. Racloirs typiques abondants, belles pointes moustériennes. La faune est riche, particulièrement en rennes.

La collection de silex et d'os exposée par M. Pittard contient entre autres pièces particulièrement intéressantes des ossements d'animaux montrant des traces d'utilisation. Celles-ci sont de deux sortes. Dans le premier cas, il s'agit de diaphyses, d'épiphyes, de phalanges, portant des empreintes parallèles, quelquefois tellement nombreuses que l'os paraît haché. Ces objets sont probablement de petits billots. M. Pittard pense être le premier à avoir signalé des diaphyses pareillement utilisées. Dans le second cas, ce sont des instruments façonnés, véritablement taillés. Et

alors ces instruments seraient les plus anciens, fabriqués en os, découverts jusqu'à ce jour<sup>1</sup>.

M. Pittard signale, en outre, dans sa collection, comme des pièces particulièrement curieuses : parmi les silex, des instruments amygdaloïdes, rappelant les coups de poing chelléens, et des grattoirs très nets avec toutes les formes de passage du racloir au grattoir ; parmi les ossements d'animaux, des cavités cotyloïdes ayant probablement été utilisées, des astragales et des phalanges dont le corps abattu à coups de silex indique une utilisation, des calcaneums dont l'extrémité postérieure a été sinon abattue, du moins sérieusement abîmée. — Ces calcaneums proviennent de diverses espèces animales, principalement le renne (s'agit-il en l'espèce de l'action d'un homme ou d'un animal ?); des calcaneums et des phalanges avec perforations dues peut-être à des dents d'animaux, des os (diaphyses, phalanges) avec de curieuses traces de coups de silex, etc.

756. — *Séance du 7 mai 1908.*

**La reddition de Bonne et le massacre de la garnison, août 1589, par M. Henri FAZY.**

Fragment de l'ouvrage (en préparation) intitulé : *Genève et Charles-Emmanuel I (1589-1591)*.

Compte rendu par **M. C.-M. BRIQUET** de l'ouvrage de Paul Heitz intitulé : *Marques d'imprimeurs et de libraires de Genève aux XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles* (Strasbourg, 1908, gr. in-8°, fig.).

### Faits divers.

Dans l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de janvier 1908, la deuxième livraison du tome III du *Bulletin*, datée de juin 1907.

Au mois de juin, la troisième et dernière livraison du t. XXVIII (nouv. série, t. VIII) des *Mémoires et documents*, qui contient un

<sup>1</sup> E. PITTARD. De l'origine du travail de l'os chez les Paléolithiques. Instruments moustériens en os, dans *Bulletin et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, 1907 ; — Nouveaux instruments en os provenant d'une station moustérienne aux Rebières (Dordogne) dans *Revue de l'École d'anthropologie de Paris*, 1907 ; — Ossements utilisés (diaphyses) de la période moustérienne, station de Rebières (*pour paraître dans la même revue*).



mémoire de M. Édouard CHAPUISAT intitulé : *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française (1798-1813). d'après des documents inédits.*

Au mois d'octobre, la première livraison du tome XXXI (nouv. série, t. XI) des *Mémoires et documents* contenant les deux mémoires suivants :

*Numismatique de l'Évêché de Genève aux XI<sup>me</sup> et XII<sup>me</sup> siècles*, par M. Eugène DEMOLE.

*Essai sur la chronologie en usage dans les chartes du diocèse de Genève au XII<sup>me</sup> siècle*, par M. Ed.-L. BURNET.

En cours de publication : Le tome III des *Registres du Conseil de Genève*.

La Société est entrée en échange de publications avec le Cercle archéologique littéraire et artistique de Malines.

Dans sa séance du 9 janvier, elle a décerné à M. MAX BRUCHET, archiviste départemental du Nord, auteur du bel ouvrage sur le *Château de Ripaille* (Paris, 1907, in-4°, pl.), le titre de membre correspondant.

En souvenir du regretté Ernest Strœhlin, la Société a reçu de ses enfants un don de 500 francs.

La Société a été invitée à se faire représenter à la réunion annuelle de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, qui s'est tenue à Avenches le 3 juillet 1907, au dixième Congrès historique des États de Sardaigne et au jubilé du cinquantième de la fondation de la Société de géographie de Genève.

Le 21 mai, elle a fait une excursion en automobile à Bonne, Le Viviers, Boringe, La Roche et Moussy.

### **Ouvrages reçus par la Société**

du 12 mai 1907 au 8 mai 1908.

#### **A**

*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouvera la liste à la fin du t. II du *Bulletin*.

Le Cercle archéologique, littéraire et artistique de Malines, avec lequel elle est entrée récemment en échange de publications, lui a envoyé les tomes I, II, IV, VI (1<sup>re</sup> fascicule), VII (2<sup>me</sup> fascicule), VIII, IX, XI-XVII de son *Bulletin*.

La Société a encore reçu les périodiques suivants :

Feuille fédérale suisse. Année 1906. (*Don de M. Émile Rivoire.*)

## B

### *Livres et Brochures.*

Donateurs :

MM. d'ARCOLLIÈRES, 1 broch. — Victor VAN BERCHEM, 2 broch. — Ch.-A. BOUCHET, 1 broch. — Édouard BURNET, 4 broch. — A. CHALUT, 1 broch. — Édouard CHAPUISAT, 2 broch. — Francis DE CRUE, 1 broch. — Léopold DELISLE, 3 vol., 1 atlas. — L. DUFOUR-VERNES, 1 vol. — Camille FAVRE, 1 broch. — D<sup>r</sup> LADAME, 2 broch. — C. DE MANDACH, 1 broch. — J.-J. MONNIER, 1 broch. — Fréd. NECKER, 1 broch. — Léon RIGOT, 1 broch. — Eugène RITTER, 2 vol. — Bibliothèque publique et universitaire de la Ville de Genève, 1 broch. — Musée cartographique de la Ville de Genève, 1 broch. — Stadtbibliothek Winterthur, 1 broch.

## C

### *Photographies.*

Photographies prises au cours de l'excursion faite par la Société à Sainte-Catherine, l'Éluiset, Chaumont, Sallenoves, etc. (*Don de M. Fréd. Boissonnas.*)

Les anciennes maisons de Genève. Relevés photographiques de Fréd. Boissonnas, exécutés sous la direction de Camille Martin (3<sup>me</sup> série, fasc. I), 25 planches, n<sup>os</sup> 1-25. (*Don de M. Fréd. Boissonnas.*)

## NOTE SUR QUELQUES REGISTRES

PROVENANT DE LA

# CHANCELLERIE DE L'ÉVÊCHÉ D'ANNECY

A la suite de la récente loi de séparation, les archives départementales de la Haute-Savoie se sont enrichies d'une centaine de registres conservés antérieurement à la chancellerie de l'évêché d'Annecy.

Bien qu'Annecy ne soit devenu la résidence des évêques de Genève que sous l'épiscopat d'Ange Giustiniani (1568 à 1579), la chancellerie conservait 40 registres antérieurs à cette époque, présentant par conséquent un intérêt tout particulier pour la cité de Genève. Ce sont les registres originaux des institutions, décrets, fondations, homologations et autres actes épiscopaux depuis 1432.

Voici les années intéressées (le chiffre placé entre parenthèses indique le numéro d'ordre):

### *I. Actes épiscopaux antérieurs à la Réforme, 39 registres.*

1432 à 1465 (1), 1461 à 1520 (2), 1467 à 1468 (3), 1468 à 1472 (4), 1468 à 1474 (5), 1472 à 1474 (6), 1472 à 1483 (7), 1474 à 1477 (8), 1475 à 1478 (9), 1475 à 1477 (10), 1476 à 1522 (11), 1479 à 1480 (12), 1480 à 1481 (13 et 14), 1481 à 1483 (15 et 16), 1483 à 1497 (17), 1484 à 1551 (18), 1485 à 1487 (19), 1489 à 1493 (20), 1490 à 1493 (21), 1493 à 1495 (22), 1495 à 1497 (23), 1496 à 1505 (24), 1497 à 1498 (25), 1498 à 1524 (26), 1498 à 1500 (27), 1505 à 1506 (28), 1506 à 1508 (29), 1509 à 1512 (30), 1513 (31), 1513 à 1514 (32), 1518 à 1519 (33), 1523 à 1524 (34), 1525 à 1526 (35), 1526 à 1527 (36), 1528 à 1529 (37), 1532 à 1533 (38), 1535 à 1541 (39).

Voici d'autre part les actes postérieurs à la Réforme :

II. *Actes épiscopaux divers de 1546 à 1792.*

- 1546 à 1565 : Actes de François de Luxembourg, de Louis de Rye  
et de François Bachod (40).  
1569 à 1573 : Actes de Mgr. Giustiniani (41).  
1622 à 1632 : Actes de Jean-François de Sales (42 à 44).  
1635 à 1639 : Actes pendant la vacance du siège (45).  
1639 à 1647 : Actes de Mgr. Guerin (46 et 47).  
1648 à 1659 : Actes de C. A. de Sales (48 à 50).  
1660 à 1697 : Actes de Mgr. d'Arenthon d'Alex (51 à 60).  
1697 à 1734 : Actes de Mgr. de Rossillon de Bernex (61 à 69).  
1734 à 1741 : Actes pendant la vacance du siège (70 et 71).  
1741 à 1763 : Actes de Deschamps de Chaumont (72 à 77).  
1763 à 1783 : Actes de Mgr. Biord (78 à 86).  
1783 à 1788 : Actes de Mess. Biord et Paget (87).  
1785 à 1792 : Actes de Mgr. Paget (88 et 89).

III. *Visites pastorales (rien d'antérieur à la Réforme).*

- 1623 à 1636 : Visites de Mgr. Jean-François de Sales (90 à 92).  
1639 à 1642 » » Guerin (93).  
1662 à 1695 » » d'Arenthon d'Alex (94 à 98).  
1698 à 1727 » » de Rossillon de Bernex (99 à 101).  
1727 à 1745 » » » et Mgr. Deschamps (102).  
1764 à 1781 » » Biord (103 à 106).

Malheureusement beaucoup de ces volumes sont sans réper-  
toires ou munis de tables très imparfaites.

MAX BRUCHET.

# MÉLANGES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE

## I

### LA CHAPELLE DES FLORENTINS

A l'époque la plus florissante des foires de Genève, les marchands italiens se comptaient par centaines dans notre ville, et c'est entre leurs mains qu'étaient concentrées toutes les transactions financières. Au XV<sup>m</sup> siècle, les banquiers Florentins qui avaient remplacé les Lombards prêtèrent souvent des sommes importantes à la Communauté, aux ducs de Savoie, aux évêques et à de simples particuliers<sup>1</sup>. Les commerçants florentins étant alors au nombre des plus riches habitants de la ville, il n'est point étonnant que Genève ait possédé une chapelle due à leur munificence. L'existence de cet édifice était connue depuis fort longtemps par les historiens; on ignorait toutefois les circonstances auxquelles étaient dues sa fondation et l'on n'était surtout point parvenu à déterminer d'une façon précise son emplacement. En utilisant les données fournies par une publication récente<sup>2</sup> et en les complétant par quelques recherches, nous avons tenté de résoudre ce petit problème d'archéologie locale.

Dans une biographie de Francesco Sassetti, on lit que cet illustre Florentin fit construire à Genève sur le pont du Rhône un oratoire

<sup>1</sup> Cf. Borel, Frédéric. *Les foires de Genève au quinzième siècle*. Genève et Paris, 1892, in 4<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> Warburg, A. *Francesco Sassetti's Letzwillige Verfügung*. Aus Kunstwissenschaftliche Beitræge August Schmarsow gewidmet 1907, in-4<sup>o</sup>.

M. le prof. Vulliet y a rendu compte de cet ouvrage dans une séance de la Société d'histoire et d'archéologie (voir ci-dessus p. 103). C'est cette communication qui nous a donné l'idée d'entreprendre le présent travail.

en l'honneur de Notre-Dame. Cet édifice ne subsista pas très longtemps puisque, construit très probablement peu avant 1466, il fut détruit, écrit le biographe de Sassetti, par la rage et la fureur des hérétiques<sup>1</sup>. Ce Francesco Sassetti, le fondé de pouvoirs de Cosme de Médicis, le donateur des fresques de S. Trinita à Florence, où l'on voit son portrait peint par Ghirlandajo, était l'un des principaux banquiers de la place de Genève au XV<sup>me</sup> siècle; il fut constamment en rapport d'affaires avec le Conseil pendant les années 1457 à 1461<sup>2</sup>.

A première vue, l'édifice fondé par Sassetti paraît très facile à identifier. C'était une de ces chapelles, comme on en voit encore dans beaucoup de villes, située à l'entrée ou au milieu d'un pont. Le banquier florentin aurait ainsi élevé de ses deniers une nouvelle construction sur l'un des points les plus fréquentés des bords du Rhône. Une supposition semblable est en elle-même parfaitement admissible. Elle n'est cependant appuyée par aucun document local et, ce qui doit encore davantage retenir l'attention, elle est difficile à concilier avec ce que nous savons, soit d'une chapelle Notre-Dame du Pont du Rhône à Genève, soit d'une chapelle des Florentins.

Le premier de ces édifices, annexé à un hôpital (*hospitalis beate Marie Pontis Rodani*) existait certainement déjà au XIII<sup>me</sup> siècle<sup>3</sup>. Son emplacement a été fixé d'une façon inexacte par les historiens. Il ne se trouvait point, comme l'ont supposé Galiffe<sup>4</sup> et M. le professeur Doumergue<sup>5</sup>, en dehors de la porte qui fermait la rue des Allemands et celle de la Cité, mais à l'intérieur de cette porte. Sa situation peut être parfaitement précisée. *L'état*

<sup>1</sup> Murò in Francia e a Ginevra sul ponte del Rodano un oratorio in onore di Nostra Donna dove spese fiorini due mila; che oggi s'intende essere rovinato dalla rabbia e furore degli eretici (Warburg, *op. cit.*, p. 132).

<sup>2</sup> *Registres du Conseil de Genève*, t. I, publié par Emile Rivoire, Genève, 1900, in 8°, passim. Le nom est orthographié Sasseti et Saxeti.

<sup>3</sup> M. D. G., t. III, p. 79. Dans ce très remarquable mémoire de J. J. Chaponnière et L.-L. Sordet: (*Des hôpitaux de Genève avant la Réformation*), la question de l'emplacement exact des chapelles n'a pas été résolue.

<sup>4</sup> *Genève historique et archéologique*, Genève, 1869, in 4°, p. 48.

<sup>5</sup> *La Genève calviniste*, Genève 1905, in 4°, p. 60.

*matériel de Genève*<sup>1</sup> au XV<sup>m</sup>e siècle, cette source inépuisable de renseignements relatifs à la topographie de notre ville au moyen-âge, nous donne à ce sujet une indication fort claire. Le dénombrement des maisons de la rue de Rive dessus (*magna carreria Ripparie a parte venti et superiori*) soit, pour parler un langage plus moderne, de la rue des Allemands du côté du midi, est fait en partant du bas de la Cité pour se diriger du côté de la Fusterie. Le premier immeuble mentionné, qui se trouve par conséquent à l'angle de la Cité, celui de *P. de Boneto da Acquiano* est dit voisin de la Chapelle de la Vierge Marie, dont il est séparé à l'ouest par une ruelle<sup>2</sup>. La chapelle aurait donc à peu près occupé l'emplacement de la fontaine de l'Escalade. Cela est d'autant plus plausible que l'hôpital annexé à cet édifice est fréquemment qualifié d'hôpital de Notre-Dame de la Cité, ou d'hôpital de la rue de la Cité<sup>3</sup>. L'élargissement si pittoresque de cette rue, à son débouché dans les rues Basses, laissait une place très suffisante pour recevoir une construction assez importante. Il est même permis de supposer que cette dérogation aux dogmes de l'alignement tels que les affirment les ingénieurs modernes, n'est point due au simple caprice d'un édile du moyen-âge. La chapelle était très probablement antérieure aux constructions limitrophes. Elle avait été élevée dans un temps où le Rhône avait un lit beaucoup plus large que de nos jours et où ses eaux venaient baigner le pied de la colline<sup>4</sup>. La chapelle était alors véritablement à la tête du pont; elle méritait à cette époque le nom qu'elle conserva plus tard, alors qu'elle était séparée du fleuve par une longue étendue de terre, couverte de maisons. A mesure que la ville gagna du terrain sur les eaux, les constructions avancèrent de plus en plus vers le bas de la colline. Cependant, respectueux d'un édifice qui entravait pourtant la circulation, les magistrats de l'époque imposèrent aux bâtiments nouveaux un alignement en retrait, de façon à ménager un passage à gauche et à droite de la chapelle. C'est

<sup>1</sup> M. D. G., t. VIII, p. 289-432.

<sup>2</sup> *Primo domus sita prope capellam Beate Marie juxta carreriam ipsius capelle ex occident* (*Ibid.*, p. 314).

<sup>3</sup> M. D. G., t. III, p. 202, note 3.

<sup>4</sup> Cf. Galiffe, *op cit*, p. 126.

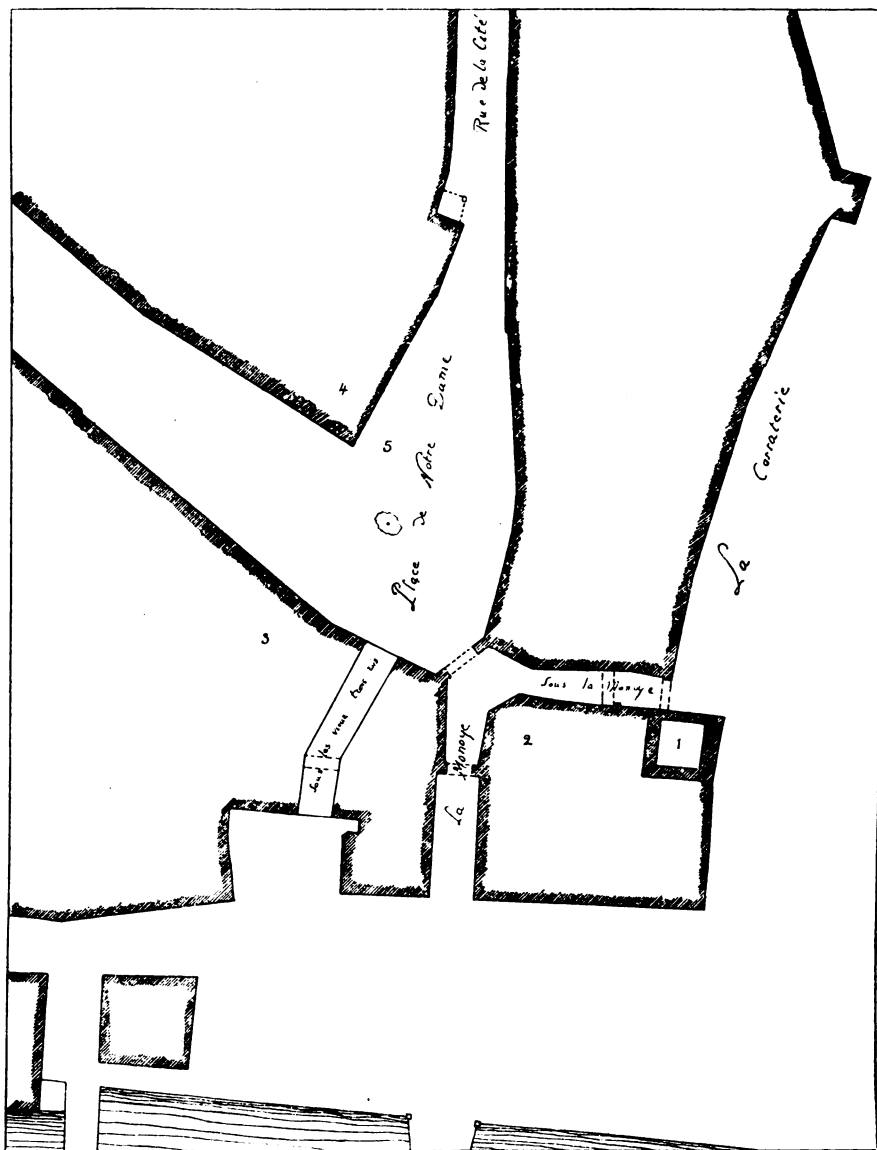


Fig. 1. — La Place Notre-Dame au XVIII<sup>me</sup> siècle, d'après le plan Billon.

1. Tour de la Monnaie. — 2. Emplacement supposé de la chapelle et de l'hôpital Saint-Jacques du Pont du Rhône. — 3. Emplacement de la maison de Peymes. — 4. Emplacement de la maison de P. de Boneto de Acquiano. — 5. Emplacement supposé de la chapelle et de l'hôpital Notre-Dame du Pont.



cette rue ainsi élargie qui portait encore au XVIII<sup>m</sup>e siècle le nom de place Notre-Dame<sup>1</sup>, fait qui vient encore à l'appui des preuves que nous avons avancées pour déterminer l'emplacement de la chapelle du Pont du Rhône. Cet édifice fut démoli en 1541<sup>2</sup>, tandis que l'hôpital avait déjà été converti en grange en 1538<sup>3</sup>.

Pour rendre plus certaine encore notre supposition relative à la situation de cette chapelle, il est facile de montrer que l'emplacement à elle réservé par certains historiens genevois avait reçu une autre destination. En étudiant les édifices religieux de l'ancienne Genève, Galiffe<sup>4</sup> et après lui M. Doumergue<sup>5</sup> ont établi une confusion entre deux édifices distincts, deux chapelles annexées à des hôpitaux, celle de Notre-Dame du Pont du Rhône et celle de Saint-Jacques du Pont du Rhône, appelée parfois il est vrai simplement chapelle du Pont du Rhône. Trouvant l'emplacement de la Cité trop éloigné du fleuve pour justifier la qualification attribuée au premier de ces édifices, ils ont placé celui-ci en dehors de la porte de la Cité, dans l'espace compris entre les deux portes de la Monnaie, celle dite du Pont et celle de la Corraterie. Dans leur idée, l'hôpital Saint-Jacques se trouvait encore plus près du fleuve, sur le pont même, qui était alors le pont bâti. Cette hypothèse est absolument inadmissible.

L'hôpital Saint-Jacques, fondé au XIV<sup>m</sup>e siècle<sup>6</sup>, à une époque où celui de Notre-Dame n'était plus dans le voisinage du fleuve, reçut alors, vu sa situation, le nom d'hôpital du Pont. Il y eut

<sup>1</sup> Cette place est ainsi désignée sur le plan Billon, conservé aux Archives de Genève, d'après lequel a été dessinée la planche ci-contre.

<sup>2</sup> *Genève, Arch. d'État*. Reg. du Cons., Vol. 35, f<sup>o</sup> 1 v<sup>o</sup> (7 janvier).

<sup>3</sup> M. D. G., t. III, p. 200, note 1.

<sup>4</sup> *Op. cit.*, pp. 174 et 219.

<sup>5</sup> *Op. cit.*, p. 60 ss.

<sup>6</sup> M. D. G., t. III, p. 216. M. Victor van Berchem nous a signalé un itinéraire de pèlerin du XV<sup>m</sup>e siècle, qui mentionne la chapelle Saint-Jacques. L'auteur de cette sorte de guide attire d'ailleurs davantage l'attention des voyageurs sur l'auberge devant laquelle pend l'image du Saint, que sur la chapelle voisine. Cf. K. Häbler, *Das Wallfahrtsbuch des Hermann Kunig von Vach und die Pilgerreisen der deutschen nach Santiago de Compostela*, Strasbourg, 1899, in-16.

donc à partir de cette époque deux hôpitaux et deux chapelles portant cette dénomination. L'hôpital Saint-Jacques occupait précisément l'emplacement que Galiffe destine à l'hôpital Notre-Dame. Dans l'état matériel déjà cité, cet édifice est bien le premier qui soit mentionné dans la rue du Pont du Rhône au midi<sup>1</sup>. Mais cette rue commençait non pas à l'entrée du pont, mais plus en arrière; elle comprenait la rue de la Monnaie actuelle<sup>2</sup>. La première maison au midi était celle qui porte aujourd'hui le N° 1 de la rue Centrale et dont l'une des façades regarde la rue de la Monnaie. C'est là que se trouvait l'hôpital Saint-Jacques. On sait en effet que la Monnaie fut installée en 1543 dans l'hôpital du Pont du Rhône<sup>3</sup>. Or la Monnaie, sur les plans du XVIII<sup>me</sup> siècle, se trouve précisément dans un bâtiment situé entre les deux portes, celle de la Corraterie et celle du Pont<sup>4</sup>. La chapelle de cet hôpital ne fut pas détruite à la Réforme. De La Corbière put la voir encore vers 1750<sup>5</sup>. Des

<sup>1</sup> *In carreria pontis Rhodani a parte venti usque ad molendina N. Aym. de Versonay inclusive.*

<sup>1°</sup> *Hospitale Sti-Jacobi.*

*N. Aymo de Versonay Dom. Macelli cum excorcheria et pertinenciis juxta Hospit. Sti-Jacobi ex parte Civitatis et dom. Ponderis bladi ex Juria.*

*N. Guill<sup>s</sup> de Bosco. Dom. subtus dictum Pontem juxta dom. Ponderis ex parte Civitatis et dom. seq. ex Juria. (Op. cit., p. 373).*

<sup>2</sup> Pour s'en assurer, il suffit de noter sur un plan de ce quartier toutes les maisons mentionnées dans *L'état matériel* de 1476. On constatera que les immeubles situés dans l'ilot compris entre les deux portes de la Monnaie et la place des Trois-Rois figurent dans la rue du Pont du Rhône. D'ailleurs, cette rue comptait plusieurs bâtiments construits sur terre ferme. Ce n'est que la troisième maison qui est indiquée comme se trouvant sur le pont même. Il faut noter à ce propos le terme *subtus* employé au lieu de *super* (Cf. Ducange au mot *subtus*, et la *Maison de ville de Genève*, dans M. D. G., série in 4°, t. III, p. 17, note 1: *furnum et membrum subtus*).

<sup>3</sup> *Genève, Arch. d'État. Reg. du Cons., Vol. 37, f° 276 (16 et 19 novembre.)*

<sup>4</sup> Plan Deharsu, conservé aux Archives d'État de Genève, dont un fragment est reproduit dans Doumergue, *op. cit.*, p. 61.

<sup>5</sup> Mss. de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, n° 61. p. 136.

vestiges de son architecture étaient parfaitement reconnaissables au XIX<sup>m</sup> siècle, à en croire Dunant, l'éditeur des *Chroniques de Bonivard*<sup>1</sup>. Une lithographie de Jean Du Bois, de 1835, reproduit encore très distinctement sa porte d'entrée<sup>2</sup>. Il ne peut donc y avoir de confusion entre la chapelle Notre-Dame démolie en 1541 et celle de Saint-Jacques dont on voyait encore les vestiges trois siècles plus tard.

En déterminant d'une façon à peu près certaine la situation de la chapelle Notre-Dame, nous ne semblons pas, à première vue, avoir contribué à la solution du problème de l'emplacement de la chapelle Sassetti. Au contraire, puisque Notre-Dame du Pont ne se trouvait pas sur le Pont du Rhône, et qu'elle existait bien avant le XV<sup>m</sup> siècle, il semble téméraire de supposer qu'elle ait été construite aux frais du banquier florentin. A n'en pas douter, Notre-Dame du Pont et la chapelle Sassetti sont deux édifices distincts. Cette conclusion très logique en apparence nous semble cependant erronée. On remarquera tout d'abord l'identité du vocable. L'existence de deux chapelles Notre-Dame dans un rayon aussi restreint ne paraît guère admissible. Mais ce n'est point là la seule considération à faire valoir à ce propos.

Il convient maintenant de rappeler ce que nous savons de cette chapelle des Florentins, si souvent nommée par les historiens, et d'examiner si elle ne pourrait être mise en rapport avec la fondation de Sassetti. Sur l'origine et l'architecture de cette chapelle, les archéologues ne nous donnent guère de détails ; ils se contentent de discuter son emplacement probable. Quoique leurs hypothèses paraissent souvent divergentes, efforçons-nous de les concilier.

Le pasteur Archinard<sup>3</sup> mettait la chapelle des Florentins à la rue du Marché n° 13, Blavignac<sup>4</sup> l'identifiait avec Notre-Dame du Pont, qu'il plaçait à tort entre les deux ponts de la Monnaie,

<sup>1</sup> Bonivard. *Les Chroniques de Genève*. Édition D. Dunant. Genève, 1831, in 8°, p. 71, note 1 et p. 517.

<sup>2</sup> Notre pl. VII reproduit cette lithographie en grandeur d'exécution.

<sup>3</sup> *Les édifices religieux de la vieille Genève*, Genève, 1864, in 8°, p. 12.

<sup>4</sup> M. D. G., t. VI, p. 143.

là où se trouvait en réalité l'hôpital Saint-Jacques. Galiffe<sup>1</sup> aurait voulu la voir à l'endroit où, il y a peu d'années encore, une allée « au nom peu euphonique » reliait les rues Basses à la place Bel-Air. Enfin aux yeux de M. le professeur Doumergue<sup>2</sup> la chapelle des Florentins se confondait avec la chapelle du bas de la Cité, qui était elle-même distincte de la chapelle Notre-Dame.

Nous avons déjà prouvé que la chapelle Notre-Dame du Pont et celle du bas de la Cité étaient un seul et même édifice. Il est aisé de démontrer que le nom de chapelle des Florentins doit également être attribué à cette construction. Que la chapelle des Florentins se soit trouvée dans le quartier de la place Notre-Dame, cela ne peut être mis en doute. Dans une liste d'élection de 1535<sup>3</sup>, la dizaine comprise entre la Corraterie et la rue des Allemands est désignée sous le nom de cet édifice. Mais l'on peut déterminer son emplacement avec bien plus de précision encore. Dans la relation d'un incendie qui éclata à Genève en 1506, on lit que « la maison du Seigneur de Brandis devant Notre-Dame du Pont du Rhône fut brûlée de telle sorte que la chapelle des Florentins étant là devant fut toute noircie par devant, comme aussi l'hôtellerie de la Grue<sup>4</sup> ». Le titre de Seigneur de Brandis était porté par nob. P. de Peymes qui possédait en 1476 la maison contigue à celle des Trois-Rois, soit la deuxième maison de la rue des Allemands-dessous<sup>5</sup>. L'hôtellerie de la Grue

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 235 et note 1. Il est peut-être intéressant de transmettre aux générations futures le nom de cette allée que Galiffe désignait par une convenable périphrase, c'était l'arcade pissouse.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 195.

<sup>3</sup> *Genève, Arch. d'État. Reg. du Cons.*, Vol. 28, f° 4 (12 février.)

<sup>4</sup> Annales dites de Savyon. Mss. de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, n° 215, p. 96.

<sup>5</sup> M. D. G., t. VIII, p. 313. L'erreur d'Archinard provient du fait qu'au XV<sup>me</sup> siècle les de Peymes possédaient également une maison au Molard, c'est la maison connue sous le nom de maison de Rolle, détruite en 1889 (Cf. *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. I, p. 65 ss.) Bien que l'immeuble portant le n° 13 de la rue du Marché ne soit pas très rapproché de la maison du Molard, le pasteur Archinard y reconnaissait la chapelle incendiée en 1506, parce qu'il renfermait une allée ou

se trouvait de l'autre côté de cet immeuble<sup>1</sup> dont la façade donnait directement sur la chapelle Notre-Dame du bas de la Cité. et sur la chapelle des Florentins qui fut toute noircie par l'incendie. Le fait que les deux dénominations sont employés simultanément dans le même récit, pourrait prêter à équivoque, bien que les indications topographiques s'accordent pour faire un même édifice des deux chapelles. Un autre document du XVI<sup>e</sup> siècle ne permet pas de conserver à cet égard le moindre doute. Lorsqu'en 1535, les adeptes de la religion nouvelle exercèrent leurs violences sur les édifices religieux, ils n'épargnèrent pas la chapelle de la Cité. « Les luthériens, écrit un chroniqueur<sup>2</sup>, abattirent les belles et somptueuses images de la chapelle Notre-Dame près le pont du Rhône que jadis les marchands florentins avaient fait faire et où ils avaient employé de beaux ducats d'or ». Ce récit renferme l'explication de toute l'énigme. Les Florentins ont embelli et réparé la chapelle Notre-Dame du Pont du Rhône, qui reçut à cette occasion une dénomination nouvelle.

Nous pouvons maintenant mettre le résultat de nos recherches en regard du passage de la biographie de Sassetti que nous citions en commençant cette étude. D'une part nous apprenons qu'il y avait au bas de la Cité une chapelle Notre-Dame du Pont du Rhône, que cette chapelle fut transformée et enrichie par des marchands florentins et qu'elle fut démolie en 1541. D'autre part, nous savons qu'un oratoire consacré à Notre-Dame fut construit par le banquier florentin Sassetti sur le pont du Rhône et qu'il fut

un local voûté. Ce bâtiment a été démoli en 1888, mais il a été décrit avant sa disparition par J. Mayor (*Ibid*, p. 76). Le rez-de-chaussée de cet immeuble était, en effet, voûté, mais il avait servi jadis de halle et non de chapelle.

<sup>1</sup> M. C.-M. Briquet se souvient fort bien d'avoir vu, avant 1848, l'enseigne de la Grue suspendue devant le n° 51 de la rue des Allemands-dessous, soit le n° 7 de la numérotation actuelle, immeuble qui fut démoli en 1903, et qui était contigu à l'ancienne maison de Peymes. L'enseigne dont on avait plus ou moins perdu la trace depuis plusieurs années est aujourd'hui déposée au Musée archéologique.

<sup>2</sup> Annales dites de Savyon. Mss. de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, n° 215, p. 255.

détruit par les hérétiques. Une conclusion s'impose ; la donation de Sassetti dut être affectée à Notre-Dame du Pont du Rhône. Deux objections se présentent cependant à notre esprit. D'après sa biographie, Sassetti a construit et non réparé un oratoire qui se trouvait sur le pont du Rhône, tandis qu'à la fin du XV<sup>m</sup> siècle, Notre-Dame de la Cité était fort éloignée du fleuve. Il est facile d'expliquer cette contradiction en rappelant que l'auteur de la biographie de l'associé des Médicis<sup>1</sup>, son descendant, était très fier de son aïeul, qu'il était par conséquent plutôt porté à amplifier ses largesses ; en outre, il écrivait en 1600 ; il ne connaissait probablement pas Genève et ne pouvait prétendre à une exactitude parfaite. Ayant entendu parler ou ayant lu le nom d'une chapelle du Pont du Rhône, il était tout naturellement porté à supposer que l'édifice se trouvait sur le pont même ; de là le terme dont il s'est servi, terme auquel il ne faut pas attacher une importance exagérée. Sassetti n'écrivait pas une topographie de Genève au moyen âge. Il paraîtra plus surprenant que les sources relatives à l'histoire des hôpitaux genevois avant la Réformation<sup>2</sup> ne mentionnent pas une seule fois la chapelle des Florentins. L'édifice religieux annexé à l'hôpital de la Cité est toujours désigné par la dénomination : Notre-Dame de la Cité, chapelle de la Vierge-Marie, chapelle Notre-Dame de la Cité et d'autres termes analogues. Ce silence des documents officiels est toutefois parfaitement explicable. Dans les actes, cette chapelle était désignée par son vocable, mais dans le langage populaire, elle avait reçu un autre qualificatif depuis que les marchands italiens l'avaient embellie<sup>3</sup> ; on ne parlait plus à Genève que de Notre-Dame des Florentins ou de la chapelle des Florentins. C'est donc bien, selon toute vraisemblance, à la chapelle Notre-Dame du Pont, que fut consacrée la donation de Francesco Sassetti.

<sup>1</sup> Warburg, *op. cit.*, p. 129.

<sup>2</sup> M. D. G., t. III, p. 178 ss.

<sup>3</sup> On peut citer à Genève même un exemple analogue, celui de la chapelle Saint-Esprit, dans l'église Saint-Gervais, connue également sous le nom de chapelle des Allemands, parce que la confrérie des marchands de cette nationalité y avait fondé une chapellenie. Cf. A. Guillot, *Le temple de Saint-Gervais à Genève. Notice historique*, Genève, 1903, in 12, p. 19.

Nous sommes très imparfaitement renseignés sur la disposition et l'aspect de la chapelle Notre-Dame. Il est probable que l'hospice et la chapelle ne formaient qu'un seul et même corps de logis. C'est ainsi qu'est disposé le seul hôpital du moyen âge qui nous ait été conservé à Genève, celui de la Trinité, situé à la rue Saint-Léger<sup>1</sup>. La chapelle occupe le rez-de-chaussée du bâtiment, tandis que les logements sont placés dans les étages supérieurs. La surface laissée libre au bas de la Cité, grâce à l'élargissement de la rue, aurait été suffisante pour recevoir un bâtiment étroit et profond, semblable à la plupart de nos anciennes maisons du moyen âge<sup>2</sup>. Il est en tout cas parfaitement certain que la chapelle Notre-Dame du Pont avait des dimensions suffisantes pour qu'on pût y célébrer des offices. Ce n'était point un simple « enfoncement grillé » renfermant une statue, ainsi qu'on l'a supposé<sup>3</sup>. Mais ce ne pouvait être non plus, comme le voulait Blavignac<sup>4</sup>,

<sup>1</sup> La façade de cet hôpital est reproduite dans Galiffe, *op. cit.*, p. 220 et dans Doumergue, *op. cit.*, p. 356 et 357.

<sup>2</sup> *L'état matériel* de 1476 mentionne bien dans la rue de la Cité un immeuble appartenant à l'hôpital de la chapelle du Pont du Rhône; il semble toutefois qu'il s'agit d'une simple écurie. Celle-ci devait se trouver à droite en montant la Cité, à peu près à la hauteur du n° 20 actuel.

<sup>3</sup> Cette hypothèse, qui a été émise par M. le pasteur Denkinger, a été déjà combattue avec beaucoup de raison par M. le prof. Doumergue (*op. cit.*, p. 64, note 4.) L'éminent auteur de *La Genève calviniste* cite un grand nombre de faits qui contredisent positivement cette supposition.

<sup>4</sup> M. D. G., t. VI, p. 143. On sait que les dites stalles sont décorées d'écussons portant les armes de Florence. C'est ce fait qui a servi de base à l'hypothèse de Blavignac. Cet auteur s'est fondé sur le texte des Annales de Savyon relatant la destruction des images de la chapelle des Florentins pour affirmer que les stalles existant encore aujourd'hui proviennent de cet édifice. Le raisonnement manque de logique. Il eût été d'ailleurs impossible de faire entrer un mobilier aussi important dans une chapelle de dimensions aussi restreintes. La solution proposée par Blavignac est donc inadmissible. L'ingénieuse hypothèse de M. Fréd.-Th. Dubois (citée dans Doumergue, *op. cit.*, p., 283, note 2) n'est pas absolument satisfaisante. En admettant comme lui que les stalles proviennent du couvent des Frères mineurs de Rive, on explique sans doute à la fois la présence des lys de Florence et celle de l'image de Saint-François. Toutefois le

un édifice assez spacieux pour avoir pu contenir les quarante-trois stalles dont une partie a été conservée dans les temples de Saint-Pierre et de Saint-Gervais. On ne peut se tromper beaucoup en fixant ces dimensions approximatives à trois mètres sur cinq. Ce n'est donc pas bien considérable. Quant aux travaux d'embellissement ou de réparation exécutés à l'aide de dons accordés par le banquier florentin, auquel s'étaient peut-être joints quelques-uns de ses compatriotes, il est bien difficile de s'en faire une idée. Nous savons que la chapelle était ornée de « belles et somptueuses images »<sup>1</sup>; que dans l'une de ses faces extérieures se trouvait une « gage soit enchâsseure de treillis de fer en laquelle estoit enchâssée une fort belle idole de N.-D. dicte du pont »<sup>2</sup>. Les sommes, consacrées par Sassetti à ces ouvrages, indiquent qu'il s'agissait d'œuvres d'art d'une certaine importance<sup>3</sup>.

Ces indications sommaires ne nous permettent pas de reconstituer le petit monument qui avait peut-être apporté dans la Genève du XV<sup>me</sup> siècle comme un reflet de l'art florentin du

document qui a été utilisé par M. Dubois et dont M. Albert Choisy a bien voulu nous communiquer une copie, ne nous paraît pas attester d'une façon certaine l'existence, au convent des Cordeliers, d'une véritable chapelle, fondée par la confrérie des marchands florentins. Une chapelle n'est souvent qu'un autel sur lequel on doit célébrer une messe. Fonder une chapelle, c'est fournir la dotation nécessaire à l'entretien d'un chapelain. Il est donc difficile de trouver une relation entre des stalles et une institution semblable. Il se pourrait cependant que ces pièces de mobilier aient été destinées primitivement à l'église même du convent des Cordeliers. Nous savons en effet qu'en 1543 le Conseil résolut à plusieurs reprises (*Genève, Arch. d'État*. Reg. du Cons., vol. 38, f<sup>o</sup> 170, 172 v<sup>o</sup> et 187), de faire transporter les « formes » de Rive à Saint-Pierre, mais le registre ne dit pas si la décision fut exécutée. L'origine des stalles de Saint-Pierre et de Saint-Gervais reste donc mystérieuse, et ce n'est point ici le lieu de chercher la solution de cet intéressant problème. Il suffit pour le moment de constater que ces stalles ne peuvent provenir de la chapelle de la Cité.

<sup>1</sup> Voir plus haut, p. 124, note 2.

<sup>2</sup> M. D. G., t. XXII, p. 271.

<sup>3</sup> « E con la cappella overo edificio di nostra donna di Ginevra stimia circha schudi 500-f. 600 ». Warburg, *op. cit.*, note 18.



Quattrocento. Puisque son image est à jamais disparue, conservons au moins son souvenir, et lorsque nos pas nous conduisent au bas de la Cité, accordons une pensée « à la chapelle Notre-Dame près le pont du Rhône, que jadis les marchands florentins avaient fait faire et où ils avaient employé de beaux ducats d'or ».

## LE MUR DIT DES RÉFORMATEURS <sup>1</sup>

La plupart des historiens s'accordent à reconnaître dans le mur qui soutient au midi la rue de la Croix-Rouge un reste des fortifications élevées autour de Genève au XVI<sup>e</sup> siècle. L'exactitude de cette affirmation, basée sur des textes historiques, sur l'examen d'anciens plans et de vues de Genève<sup>2</sup>, ayant été récemment mise en doute, il nous a paru intéressant de rechercher ce que ces remparts eux-mêmes pourraient nous apprendre sur leur histoire.

Il s'agissait avant tout de savoir si le mur actuel — dont la situation paraît à première vue, coïncider avec celle de l'ancienne courtine — était bien celui qui fut construit il y a près de quatre

<sup>1</sup> Nous employons ici l'épithète de Mur des Réformateurs, parce que nous la supposons familière à nos lecteurs, mais nous ne prétendons pas qu'elle ait plus de valeur qu'une autre. La question du nom qu'il convient de donner aux remparts élevés autour de Genève au XVI<sup>e</sup> siècle nous paraît d'ailleurs avoir un intérêt très secondaire, et nous préférons nous borner à déterminer ici en quelle mesure ces travaux de fortification ont subsisté jusqu'à nos jours.

<sup>2</sup> Le rempart est figuré sur toutes les vues de Genève du côté du midi ; la plus ancienne de ces estampes, datant au plus tôt de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, paraît être celle dont l'unique exemplaire est conservée à la Bibliothèque publique et universitaire de Genève et dont l'auteur est Claude Chastillon. Un plan des fortifications de Genève sur la rive gauche, dressé par Gillier est reproduit par J.-E. Massé dans son *Essai sur les diverses enceintes et fortifications de la ville de Genève* (Genève 1846), pl. I. L'original est conservé aux archives d'État de Genève, Armoire n<sup>o</sup> 12, Reg. 22,

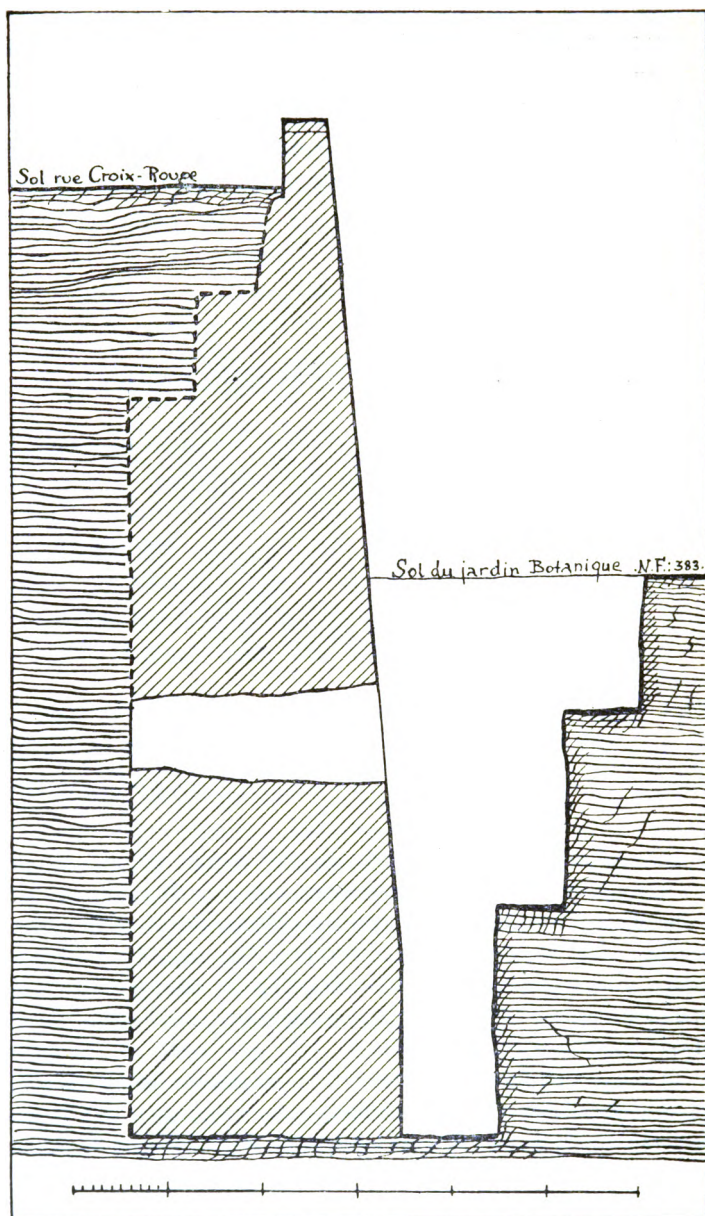


Fig. 2. — Coupe sur le mur d'enceinte du XVI<sup>me</sup> siècle  
relevée sur l'emplacement de la fouille.

Le trait pointillé indique le profil supposé de la face septentrionale du mur.

siècles. Pour s'en assurer, une fouille <sup>1</sup> fut pratiquée sous le sol du Jardin botanique, dans l'espace compris entre l'Orangerie et l'ancien Herbiere Delessert. On put alors constater que la muraille se poursuit jusqu'à une profondeur de six mètres, qu'elle a donc en ce point une hauteur totale de 10 m. 85. Le mur qui présente sur sa face méridionale un talus de 0 m. 87 n'a pas de fondations proprement dites. A sa base, la maçonnerie est directement posée sur le sol. Une excavation pratiquée à deux mètres environ au-dessous du niveau du jardin, a montré que l'épaisseur du mur atteignait en cet endroit 2 m. 75. La muraille est construite dans toute sa hauteur et dans toute son épaisseur de cailloux ronds liés par un mortier grisâtre d'une dureté extrême, procédé employé dans notre région pendant la plus grande partie du moyen âge. La maçonnerie est très homogène et ne présente pas de traces de modifications. Le mur ne paraît donc pas avoir été surélevé, ni renforcé depuis l'époque de sa construction. Le parapet ancien semble même avoir été conservé intact. Il n'a pas été possible de reconnaître la disposition de la face postérieure du mur. Celui-ci est certainement muni de plusieurs ressauts, puisque l'épaisseur de 2 m. 75 mesurée dans l'excavation se réduit à 0 m. 47 à la hauteur du parapet. Celui-ci dut sans doute avoir de tout temps une hauteur de 0 m. 70 à 0 m. 80 car la petite retranche qui

n° 1. Il doit dater du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, car le nommé Gillier est mentionné dans d'autres pièces de cette époque. Cf. *La maison de ville de Genève* dans M. D. G., série in 4°, t. III, p. 77. La date exacte de la construction de la courtine est déterminée par le passage suivant des Registres du Conseil : « Maytre Monet du Setour masson a parachevé les murallies de la ville dempuys le Rosne du costé de la Corratierie jusques au grand belluard de Plainpallex et maistre Jaque Messiez masson dempuys ledit belluard jusques au petit belluard devers la porte Saint-Léger. A ainsi parachevé les dites murallies. Sur quoy résolu que l'on aye a allé tressé l'hovre et feire leur compte » (*Genève, Arch. d'État. Reg. du Cons.*, vol. 34, f° 165. 27 juillet 1543).

<sup>1</sup> Ces travaux ont été exécutés, à la demande du Conseil administratif, par le Service municipal du Vieux-Genève. La présente notice reproduit avec quelques développements le rapport adressé par l'auteur à l'autorité municipale le 25 novembre 1908.

existe à quelques centimètres au-dessous du sol du trottoir actuel de la rue de la Croix-Rouge n'a jamais été destinée à être visible. Ces diverses constatations ne laissent subsister aucun doute sur l'origine du mur de soutènement de la rue de la Croix-Rouge. C'est bien l'ancienne courtine qui reliait le boulevard de l'Oie à celui de Mirond. La hauteur et l'épaisseur de cette construction, aujourd'hui en partie cachée par les remblais avec lesquels a été formé le Jardin botanique, ne pourraient s'expliquer autrement. En outre le fait que dans la partie inférieure du mur, le crépissage a disparu et que les pierres sont polies prouve bien que l'on est en présence d'un rempart dont la base était baignée par l'eau d'un fossé<sup>1</sup>.

Restait à déterminer sur quelle longueur l'ancien rempart est conservé. L'examen superficiel du mur montre qu'il présente extérieurement les mêmes caractères sur toute sa longueur à partir de l'ancien Herbière Delessert jusqu'à l'immeuble du Calabrier. L'appareil de la maçonnerie est partout le même et présente seulement quelques traces de réparations sans importance. Les diverses constructions qui ont été adossées à l'ancienne courtine n'en ont détruit aucune partie. La muraille est conservée intacte derrière l'Orangerie et les serres; elle doit se retrouver également sous la rampe du Calabrier. En ce point, grâce à la pente du parapet, la hauteur du mur atteignait près de 14 mètres. Son épaisseur a pu être mesurée à deux reprises avant cette année. En 1818, lors de l'établissement du Jardin botanique, Saladin de Budé raconte dans son journal que, voulant amener dans le jardin l'eau des canaux qui passaient sous la Treille, il fit percer le mur de soutènement qui se trouva avoir 7 pieds d'épaisseur<sup>2</sup>. En 1874, au moment de la construction de la rampe<sup>3</sup>, on installa

<sup>1</sup> La base du mur se trouve à la cote 377 (niveau fédéral) Le niveau maximum du lac atteint aujourd'hui la cote 375,56. Pour que le fossé ait pu être alimenté par l'eau du Rhône, avec lequel il communiquait, il faut donc que le lac ait eu, au XVI<sup>me</sup> siècle, un niveau passablement plus élevé que de nos jours.

<sup>2</sup> Journal de Saladin de Budé (1728-1821). Manuscrit communiqué par M. Victor van Berchem.

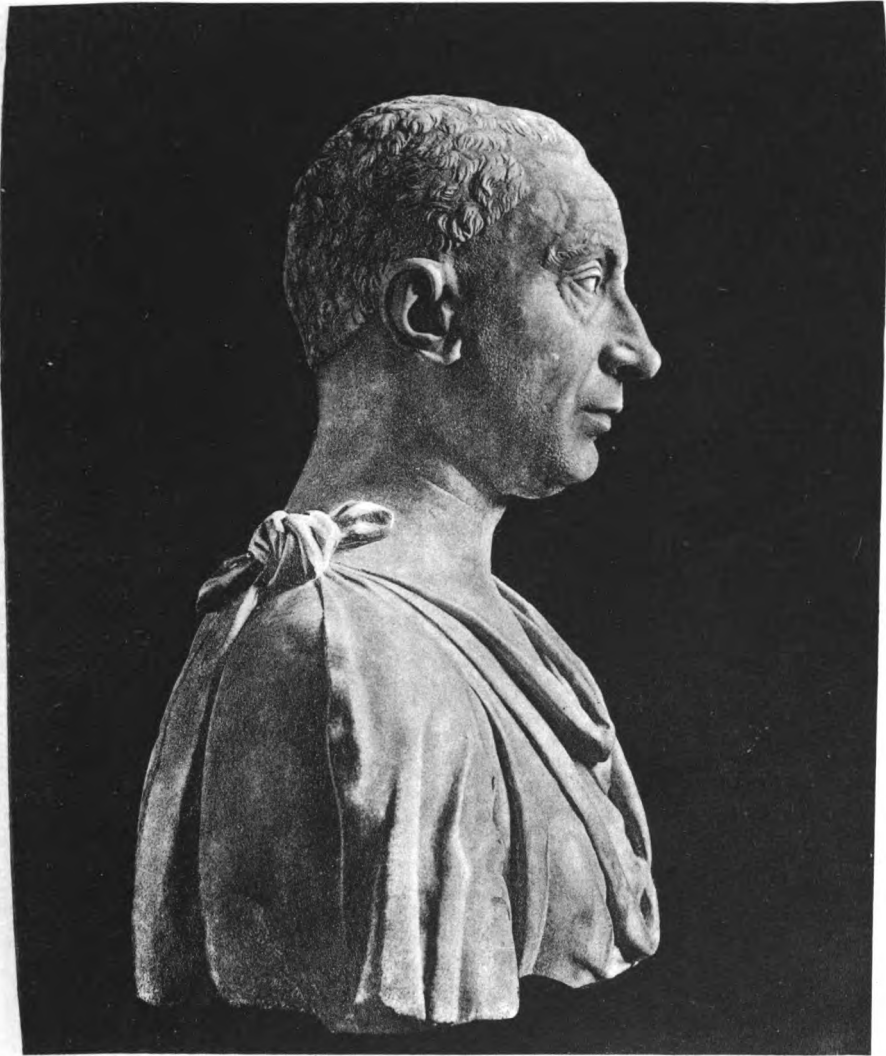
<sup>3</sup> Comptes rendus de l'administration municipale de la Ville de Genève. Année 1874.

dans l'épaisseur même du mur, entre les serres et le Calabri, des latrines dont la profondeur atteint 2 m. 60. Ces dimensions correspondent à celles que nous avons mesurées dans la partie occidentale du mur. Il semble donc bien que l'ancienne courtine est conservée sur toute la longueur du Jardin botanique. L'authenticité de ce rempart est d'ailleurs confirmée par l'existence de l'un des boulevards auxquels il était rattaché. La terrasse sur laquelle a été construit l'immeuble du Calabri est constituée par le bastion de Mirond. L'une de ses faces est aujourd'hui cachée par la rampe ; une autre est à demi masquée par un petit pavillon, mais toute la partie orientale du boulevard est encore parfaitement visible. Cet ouvrage, dont le plan peut être rétabli avec une sûreté parfaite, est lié à la courtine contre laquelle est adossé le palais Eynard ; l'amorce de ce mur est encore parfaitement visible au pied de l'immeuble du Calabri à l'Est. Il est très probable que l'ancien rempart dont la présence a nécessité l'orientation assez insolite du palais n'a pas été détruit lors de la construction de celui-ci. Le mur se rattachait à son extrémité orientale au boulevard de St-Léger. Il est difficile de préciser aujourd'hui la façon dont la courtine était reliée à cet ouvrage avancé, mais il est certain que l'une des faces du boulevard existe encore, bien qu'elle ait été modifiée à la suite de l'établissement des nouvelles fortifications du XVIII<sup>m</sup> siècle. L'ancien bastion servit alors de cavalier destiné à commander les dehors de la place.

Il résulte de ces diverses constatations que, sur toute son étendue, le mur de soutènement de la rue de la Croix-Rouge est bien la courtine de l'enceinte des Réformateurs. L'ancien rempart achevé en 1543 est conservé sur une longueur de près de 225 m. Il constitue, avec le bastion de Mirond, un spécimen absolument authentique des fortifications élevées autour de Genève au milieu du XVI<sup>m</sup> siècle.

Camille MARTIN.

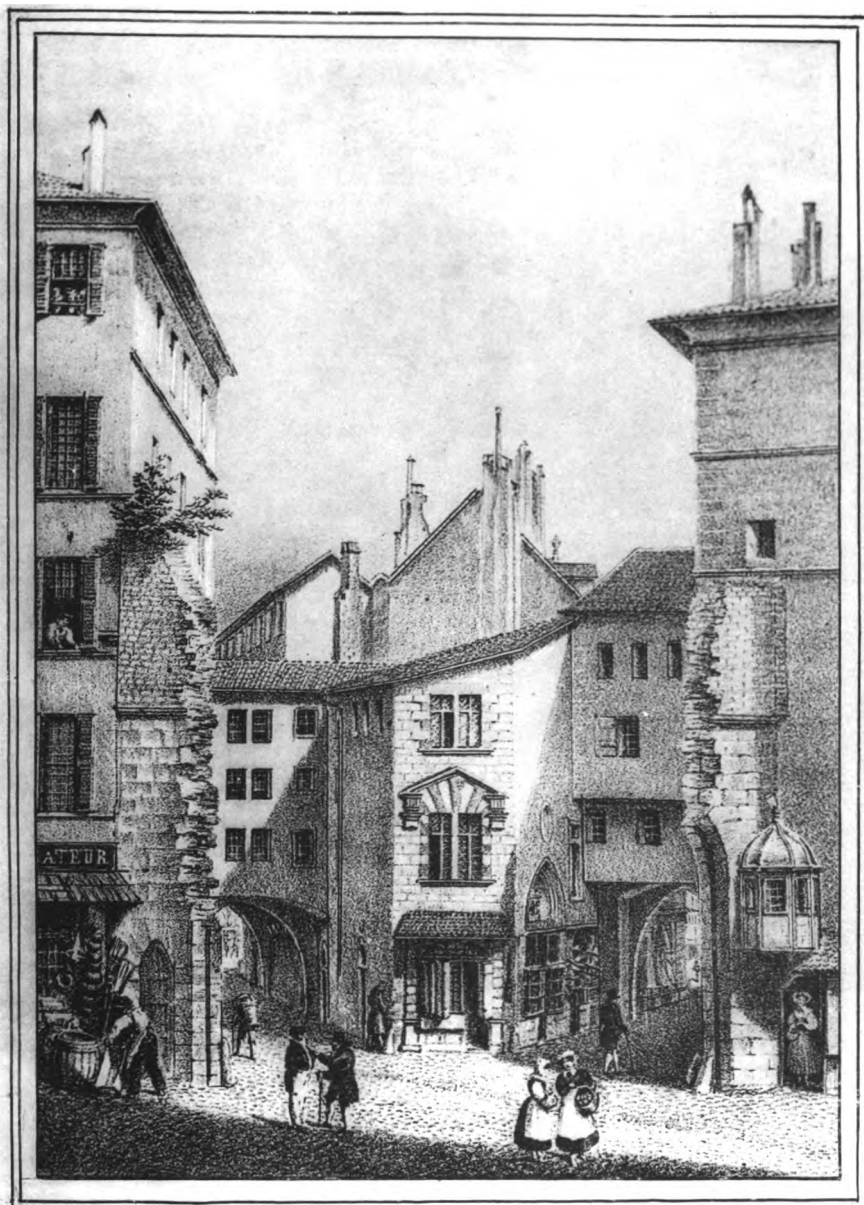




**FRANCESCO SASSETTI**  
**Banquier à Genève au XV<sup>e</sup> siècle**  
**Buste conservé au Musée National de Florence**  
**Phot. Mannelli**







J. DuBois

lith. de J. Freyding à Genève

*Passage de la Monnaie. Vue de la Cité*











# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

JUIN 1909

---

### **Personnel de la Société.**

Depuis la publication de la 3<sup>me</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée de juin 1908, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1908 César BAILLARD, notaire.

Alexandre CINGRIA.

Aloïs MOOSER.

1909 Théodore BRET, chancelier d'État.

Albert KÜNDIG.

Jean BOISSONNAS, ingénieur.

Albert PICOT, licencié en droit.

Paul CHAPONNIÈRE, licencié ès lettres.

Ernest ODIER, architecte.

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au 30 juin 1909, de 209.

La Société a eu le regret de perdre trois membres effectifs :

MM. François TURRETTINI, Perceval DE LORIOI († 23 décembre 1908), et Jules FAVARGER († 26 février 1909), et un membre correspondant : M. Albert JANSEN.

---

François TURRETTINI, mort le 24 octobre 1908, appartenait depuis 43 ans à la Société, dont il suivait assidûment les séances. Connu surtout comme sinologue, Turretini s'est occupé également d'histoire. C'est ainsi qu'il avait consacré à Bénédict Turretini, le premier des grands théologiens de sa famille à Genève, une *Notice biographique* (Genève, 1871, in-8°) qui est avant tout un recueil de documents réunis par ses soins et fort intéressant pour l'histoire du Refuge italien et pour celle de l'Église et de la République genevoises au XVII<sup>me</sup> siècle.

Il avait fait aussi paraître, avec le concours de l'archiviste Grivel et sous ce titre général : *Les Archives de Genève, un Inventaire des documents contenus dans les Portefeuilles historiques et les Registres des Conseils avec le texte inédit de diverses pièces, de 1528 à 1541*. (Genève, 1877, in-8°.)

M. Albert JANSEN, qui était né à Zeitz, dans la Saxe prussienne, le 29 avril 1833, est mort le 15 mars 1909, à Gries-Bozen, sur le versant méridional des Alpes du Tyrol, retraite où sa santé le retenait depuis vingt ans.

Il avait entrepris en 1881 de vastes études sur la vie et les ouvrages de Jean-Jacques Rousseau ; la maladie l'a interrompu au milieu de ses recherches, et tout ce qui reste de son grand effort, ce sont quelques publications qui ont paru avant le coup cruel qui l'a forcé à l'inaction. Alors qu'il les mettait au jour, il ne les considérait que comme des œuvres accessoires et des travaux d'approche ; elles témoignent aujourd'hui de ce qu'il eût pu faire, s'il eût été plus valide, et demeurent dignes d'une grande estime. Nous donnons la liste des principales :

Jean-Jacques Rousseau. *Fragments inédits, recherches biographiques et littéraires*. Paris, 1882, in-8, 84 pages.

*Die Bildnisse Jean-Jacques Rousseau's*, dans les *Preussische Jahrbücher*, tome LII, pages 444-468. Article daté de Berlin, 9 août 1883.



*Jean-Jacques Rousseau als Musiker.* Berlin, 1884, in-8°, XII-482 pages.

*Jean-Jacques Rousseau als Botaniker.* Berlin, 1885, in-8°, VIII-308 pages.

*Documents sur Jean-Jacques Rousseau (1762 à 1765) recueillis dans les Archives de Berlin*, dans M. D. G., t. XXII, p. 109-200. — Tirage à part, Genève, 1885, in-8°, 92 pages.

## Mémoires, Rapports, etc.

*Présentés à la Société.*

757. — *Séance du 19 novembre 1908.*

**Le Tir à l'oiseau de Ferney, du 25 août 1775, à propos d'une médaille inédite de Voltaire, communication de M. Eugène DEMOLE.**  
— Impr. dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XV, (Genève 1909), p. 1-14, avec fig.

**Le castel romain de la Saalburg (Taunus), par M. Ch. SEITZ.**

M. Charles Seitz a eu l'occasion de visiter le castel romain de la Saalburg, récemment restauré, l'un des nombreux fortins qui servaient de points d'appui au *limes* de Germanie.

M. Seitz donne en premier lieu quelques détails sur les travaux de la *Reichs Limes Kommission* qui, depuis 1891, a procédé à des fouilles importantes et a déjà publié une série de belles monographies.

Le terme de *limes* désignait à la fois la frontière de l'empire romain, le chemin de ronde qui la suivait, et les travaux d'art destinés à la défendre. Le *limes* de Germanie commençait à Hönningen sur le Rhin et allait jusqu'à Lorch en Wurtemberg; de là partait le *limes* de Rhétie, qui atteignait le Danube à Hienheim. La longueur totale de cette ligne de fortifications était de 550 kilomètres. Les premiers travaux datent du règne de Domitien; ils furent poussés activement par Hadrien et plusieurs de ses successeurs. Il semble que ce fut entre 260 et 270 après J.-C. que les Romains renoncèrent à défendre les *limes* de Germanie et repassèrent le Rhin.

La Saalburg, sur un des cols du Taunus, au nord de Homburg, est le plus remarquable des 90 *castella* ou fortins dont l'emplacement a été reconnu. Depuis 1873, la Saalburg a été l'objet des recherches du colonel de Cohanson et de M. L. Jacobi; ce dernier en a consigné les résultats

dans un volume publié en 1897 et intitulé : *Das Römerkastell Saalburg*. La même année, l'empereur. Guillaume II visita les fouilles ; il s'y intéressa vivement et il ordonna des travaux de restauration qui sont terminés depuis l'an dernier. Les édifices renfermés dans le castel (prétoire, *horreum*, *quæstorium*, etc.) et plusieurs autres, situés dans le voisinage, sont complètement reconstruits. Dans le prétoire, le musée central du *limes* a été installé.

Les fouilles de la Saalburg ont permis de reconnaître que cinq constructions se sont succédé sur cet emplacement, et le principal objectif des recherches qui restent à faire est de les distinguer les unes des autres.

Le catalogue des objets trouvés à la Saalburg compte plus de 15,000 numéros ; les plus intéressants sont des objets de bois et de cuir, rarement conservés ailleurs, qui ont été découverts dans la boue d'anciens puits, hors d'usage dès l'époque romaine, où l'on jetait les débris de ménage, les vêtements usés, les outils détériorés, etc. Les séries des serrures, des fers à chevaux, des chaussures, des outils de tous genres sont particulièrement remarquables.

Il faut signaler encore comme très dignes d'intérêt le système de drainage du castel et de ses abords, et les procédés éminemment hygiéniques de chauffage à air chaud de plusieurs édifices.

La valeur archéologique de la hardie reconstruction de la forteresse romaine a été l'objet de vives discussions en Allemagne ; il est certain, du moins, qu'elle contribue à faire aimer ce qui se rapporte au passé de ce pays et à la vie antique. Quant au musée du *limes*, admirablement disposé, il est un modèle d'installation scientifique.

758. — *Séance du 26 novembre 1908.*

**Le mur dit des Réformateurs, communication de M. Camille MARTIN.** — Impr. ci-dessus, p. 129-133.

Compte rendu par M. **Waldemar DEONNA** de sa récente publication sur les *Apollons archaïques* (Genève, 1908, in-4°, pl.)

759. — *Séance du 10 décembre 1908.*

**Les relations de Genève avec les cantons suisses et la France pendant la première moitié du XVI<sup>me</sup> siècle, par M. Lucien CRAMER.**

Cette communication formera l'introduction d'un mémoire en préparation sur les *Relations extérieures de Genève au XVI<sup>me</sup> siècle*.

760. — *Séance du 14 janvier 1909.*

Rapports du président (M. Victor VAN BERCHEM) et du trésorier (M. Albert CHOISY) sur l'exercice 1908.

Election du Comité: MM. Frédéric GARDY, président; Léopold MICHELI, vice-président; Lucien CRAMER, secrétaire; Albert CHOISY, trésorier; Waldemar DEONNA, bibliothécaire; Victor van BERCHEM; Francis DE CRUE; LÉON GAUTIER; Camille MARTIN.

Gaspard Favre, son opposition à Calvin et le procès intenté à sa mémoire (1556). 1<sup>re</sup> partie. Communication de M. Édouard FAVRE.  
— Ce travail formera la 2<sup>me</sup> livraison du tome XXXI des M. D. G.

761. — *Séance du 28 janvier 1909.*

Le trésor de la forêt de Finges, communication de M. Eugène DEMOLE. — Impr. dans le *Journal de Genève*, 8 et 9 février 1909; voir aussi *Revue suisse de numismatique*, t. XV (1909), p. 212-219.

Gaspard Favre, son opposition à Calvin et le procès intenté à sa mémoire (1556). 2<sup>me</sup> partie. Communication de M. Édouard FAVRE.  
— (Voir ci-dessus n° 760).

762. — *Séance du 11 février 1909.*

L'art barbare dans l'ancien diocèse de Lausanne, communication de M. Marius BESSON. — Fragments d'un mémoire en cours de publication.

763. — *Séance du 25 février 1909.*

M<sup>me</sup> de Staël et la police impériale (1810-1813) d'après des documents inédits, par M. Édouard CHAPUISAT. — Impr. dans la *Bibliothèque universelle et revue suisse*, septembre 1909, p. 508-539.

764. — *Séance du 11 mars 1909.*

La restauration de l'ancienne Académie de Genève (1814-1818): Aux Promotions de 1814. — Le projet d'Université du recteur Boissier et l'appel d'Augustin Pyramus de Candolle. L'arrêté de 1816

sur la compétence et les attributions des corps académiques. — Création du Jardin botanique (1817) et fondation du Musée académique (1818). Communication de M. Charles BORGEAUD. — Cette communication formera un chapitre du t. III (en préparation) de l'*Histoire de l'Université de Genève*.

765. — *Séance du 25 mars 1909.*

Compte rendu par M. Pierre-L. DUNANT du Catalogue raisonné et illustré des séries gallo-romaines du Musée épigraphique cantonal de Genève, dû aux soins de M. Émile DUNANT et publié après sa mort par son père, M. le Dr et Prof. Pierre-L. Dunant. Avec 168 clichés. (Genève, 1909, in-4°.)

Un mémoire sur la Suisse soumis à Napoléon le 9 août 1806. Communication de M. Eugène RITTER. — Ce travail paraîtra dans le *Bulletin de l'Institut genevois*.

Le pèlerinage d'un évêque de Genève (1480), communication de M. Victor van BERCHEM.

On ne connaît qu'un très petit nombre de lettres de l'évêque Jean-Louis de Savoie; cinq sont adressées aux syndics de Genève. Parmi celles-ci, trois billets autographes ont été écrits de Venise, en avril et mai 1480, au cours d'un pèlerinage que l'évêque se proposait de faire à Jérusalem. C'est surtout au pittoresque et vivant journal du dominicain Félix Fabri (*F. Felicis Fabri Evagatorium in Terræ Sanctæ, Arabiæ et Egypti peregrinationem*, ed. Hassler, t. I<sup>er</sup>, Stuttgart, 1843), que l'on doit le peu de renseignements que l'on ait sur ce voyage de l'évêque. Il résulte du registre du Conseil de Genève et de quelques documents des Archives cantonales de Berne, réunis par les soins de M. H. Türlér, que l'évêque quitta Genève au milieu de février et se rendit à Berne, d'où il gagna directement l'Italie. Dans les billets qu'il écrivit de Venise aux syndics, en attendant le départ de la galère des pèlerins, Jean-Louis se montre préoccupé des dangers que la ville pourrait courir en son absence, par suite de l'inimitié des Montchenu et surtout de son ancien favori le commandeur de Ranvers, entré au service du roi Louis XI. La nouvelle du siège de Rhodes par les Turcs retarda le départ des pèlerins. A Corfou, une partie d'entre eux, en particulier l'évêque de Genève et sa suite, renoncèrent, par crainte des Turcs, à pousser plus loin et regagnèrent Venise. Fabri donne de piquants détails sur la vie assez peu édifiante que Jean-Louis et ses compagnons menaient à bord de la galère. L'évêque ne revint à Genève qu'au mois de septembre.

766. — *Séance du 5 avril 1909.*

**L'action politique de Calvin hors de Genève, d'après sa correspondance, par M. Francis DE CRUE.** — Résumé d'un Mémoire publié à l'occasion du Jubilé de l'Université de Genève (Genève, 1909, in-8°).

**Les projets de reconstruction de la façade de St-Pierre au XVIII<sup>me</sup> siècle, communication de M. Camille MARTIN.** — Impr. ci-après, p. 143-156.

767. — *Séance du 29 avril 1909.*

**Les premières entreprises d'Emmanuel-Philibert de Savoie contre Genève (1559-1561) d'après les documents des archives étrangères, par M. Lucien CRAMER.** — Fragments d'un mémoire (en préparation) sur les *Relations extérieures de Genève au XVI<sup>me</sup> siècle*.

---

### Faits divers

Dans le courant de l'année 1909 la Société a publié :

Au mois de janvier, la troisième livraison du tome III du *Bulletin*, datée de juin 1908.

En cours de publication : le tome III des *Registres du Conseil de Genève*.

Sur la demande de la Ville de Genève, le Comité a résolu d'accorder son patronage et une subvention de 600 fr. à la publication des Registres de la Municipalité pendant la domination française, faite par les soins de M. Édouard Chapuisat.

Depuis le dernier exercice, la Société est entrée en échange de publications avec le Thüringisch-Sächsischer Verein für Erforschung des vaterländischen Altertums und Erhaltung seiner Denkmale, à Halle. D'autre part les relations qu'elle entretenait avec la Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme ont pris fin.

Les travaux de classement de la Bibliothèque entrepris depuis plusieurs années par M. Camille Martin ont été poursuivis en 1908. La série complète des brochures genevoises du XIX<sup>me</sup> siècle et celle des brochures suisses sont maintenant cataloguées.

Le 20 mai la Société a fait une excursion archéologique à Ripaille, Les Allinges, l'Abbaye du Lieu, Buffavens et Avully.

La Société a été invitée à se faire représenter à la pose de la première pierre du Monument international de la Réformation ainsi qu'à la séance solennelle et aux réceptions qui ont eu lieu à cette occasion (5-7 juillet 1909). Elle a été invitée également à la séance solennelle qui a eu lieu à Saint-Pierre le 8 juillet à l'occasion des fêtes du jubilé de l'Université.

---

### **Ouvrages reçus par la Société**

du 8 mai 1908 au 29 avril 1909.

---

#### **A**

#### *Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouvera la liste à la fin du t. II du *Bulletin*.

Le Thüringisch-Sächsischer Verein für Erforschung des vaterländischen Altertums, de Halle, avec lequel elle est entrée récemment en échange de publications lui a envoyé : *Monatsblätter* t. I (1887-1894), *Jahresbericht*, 1894-1908, 14 fascicules, *Neue Mitteilungen*, t. XI-XXIII (1865-1908).

#### **B**

#### *Livres et brochures*

Donateurs : MM. C.-M. BRIQUET, 2 vol. — MAX BRUCHET, 1 broch. — Eugène DEMOLE, 2 broch. — Pierre-L. DUNANT, 1 vol. — Ernest MURET, 1 broch.

---

# MÉLANGES D'ARCHÉOLOGIE GENEVOISE

## II

### LES PROJETS DE RECONSTRUCTION

DE LA

#### FAÇADE DE SAINT-PIERRE AU XVIII<sup>me</sup> SIÈCLE

Au milieu du XVIII<sup>me</sup> siècle, l'état de la façade de l'ancienne cathédrale de Genève préoccupait à juste titre les magistrats de la ville. Aussi, dès 1749, les Conseils abordèrent-ils sérieusement l'examen des réparations à effectuer à l'édifice. Pendant trois ou quatre ans, les études et les projets les plus divers se succédèrent presque sans interruption<sup>1</sup>. Une commission spécialement nommée à cet effet présenta un rapport très complet en deux parties, l'une historique, qui était l'œuvre de J.-L. Calandrini, et l'autre technique, dans laquelle Gabriel Cramer examinait les diverses solutions en présence. Les architectes Billon et Bovet exécutèrent des relevés de l'état actuel de l'édifice; des projets furent jetés sur le papier. On chercha sans succès à faire venir à Genève des experts étrangers. Au bout de deux ans, aucune décision n'étant intervenue, les magistrats genevois, aidés de spécialistes, élaborèrent successivement trois projets; l'un d'eux finit par rencontrer l'approbation des Conseils et fut adopté le 18 mai 1751. On allait se mettre à l'œuvre lorsque, à la fin de septembre, un

<sup>1</sup> On trouvera une relation plus détaillée de cette entreprise, que nous avons brièvement résumée ici, dans notre *Monographie de Saint-Pierre*, actuellement en cours d'impression.

architecte italien, le comte Alfieri, qui se trouvait de passage à Genève, eut l'occasion de voir les plans. Il offrit de les examiner à loisir dès son retour à Turin. Six mois plus tard, les projets « réformés » étaient réexpédiés à Genève. Le Conseil, assemblé au sujet des « petits changements que M. le comte Alfieri a faits aux plans qui ont été adoptés céans », approuva le nouveau plan des façades ouest et nord. Les travaux purent aussitôt commencer.

En se basant sur les seuls documents écrits, la plupart des érudits qui ont raconté l'histoire de la reconstruction de la façade ont accordé peu d'importance aux changements proposés par Alfieri. Selon Edouard Mallet<sup>1</sup>, l'ordonnance générale de la réédification est l'œuvre de Lullin de Chateaufieux et de Calandrini, les deux membres les plus zélés de la commission de Saint-Pierre.

En vérité, il était difficile de se faire une opinion à ce sujet en utilisant seulement des pièces d'archives. Les descriptions des projets mentionnés à diverses reprises par les Registres du Conseil sont trop sommaires pour qu'il soit possible d'en tirer une conclusion impartiale. Seule la comparaison des projets eux-mêmes aurait donné à cet égard des indications positives. Cette opération n'était point irréalisable puisque, par une chance exceptionnelle, toutes ces pièces existent encore, conservées aujourd'hui dans les archives du Service municipal du Vieux-Genève. La plupart des plans et relevés faits à l'occasion de la reconstruction de la façade sont réunis dans deux gros volumes in-folio. Le Recueil n° I porte ce titre : Plans des places des temples de Saint-Germain et de l'Auditoire avec divers plans de l'intérieur et de l'extérieur du temple Saint-Pierre. Le n° II : Divers plans relatifs à la réédification (*sic*) de Saint-Pierre en 1752. Ces plans n'ont jamais été examinés jusqu'à présent avec une attention suffisante. Il ne sera donc pas superflu de donner ici un rapide aperçu du contenu de ces deux volumes et de chercher à identifier les différents projets à l'aide des documents historiques que nous possédons.

<sup>1</sup> *Le temple de Saint-Pierre de Genève*. Extrait de l'*Album de la Suisse romane*, 4<sup>me</sup> vol. (1846), p. 49.



Cette étude n'aura pas pour seul résultat de rendre la façade de Saint-Pierre à son véritable auteur. Elle jettera aussi un jour assez curieux sur l'état de l'architecture genevoise au XVIII<sup>me</sup> siècle, c'est-à-dire à l'époque qui passe pour avoir été l'une des plus brillantes de son histoire.

On reconnaît, à première vue, que plusieurs personnes d'aptitudes très diverses ont exécuté les relevés et les projets contenus dans ces recueils. Un examen plus approfondi permet d'attribuer à sept auteurs différents les pièces les plus importantes. Les dessins exécutés par Alfieri, portant les n<sup>os</sup> 12 à 32 du Recueil I, sont aisément reconnaissables, grâce aux indications en langue italienne qui accompagnent la plupart d'entre eux. Les autres pièces sont plus difficiles à identifier.

Les n<sup>os</sup> 4, 5, 11, 49-52, 55-57 du Recueil I sont certainement de la même main. Ils ont été exécutés sur un papier assez ordinaire, le dessin en est très grossier; le rendu très primitif dénote une grande inexpérience. L'un des dessins porte au verso le mot « Minot ». Nous savons qu'un personnage de ce nom a travaillé à diverses reprises pour les Conseils. Il reçoit, le 12 septembre 1749, 94 fl. 4 s. 6 d. « pour quelques plans et dessins pour le temple de Saint-Pierre. »<sup>1</sup> En 1750, il est chargé de faire « quelques plans de Saint-Pierre où il n'y ait que les principaux traits »;<sup>2</sup> d'après ces dessins, Gardelle devait exécuter une eau-forte destinée à accompagner l'abrégé des mémoires imprimé en 1750<sup>3</sup>. En 1752 enfin, Minot reçoit au mois d'août, en deux fois, 81 fl. 4 s. 6 d.<sup>4</sup>. A partir de ce moment, son nom disparaît des pièces d'archives. Ceux de ses dessins qui ont été conservés doivent tous avoir été exécutés au début des études préliminaires, soit au plus tard en 1749. Les simples relevés (n<sup>os</sup> 4, 5 et 11) ont été pris afin de mesurer les

<sup>1</sup> *Genève, Arch. d'État. Reg. de la Chambre des Comptes*, vol. 17, p. 5.

<sup>2</sup> *Genève, Arch. du Vieux-Genève. Saint-Pierre. Dossier A I*, n<sup>o</sup> 21 (17 janvier 1750).

<sup>3</sup> *Ibid.*, Dossier B VII. État de la dépense pour le temple de Saint-Pierre, p. 3 (15 juin et 22 août 1752).

<sup>4</sup> *Genève, Arch. d'État. R. Ch. des C.*, vol. 98, n<sup>o</sup> 4.

surplombements de l'édifice<sup>1</sup> et les projets (n<sup>os</sup> 40-52, 55-57) correspondent aux passages du rapport de Cramer où il est fait allusion à la façade de Saint-Gervais à Paris. Le paiement de 1752 ne peut se rapporter à ces projets, puisque à ce moment le Conseil était en tractation avec Alfieri depuis plus d'une année et qu'il n'aurait pas eu de raisons pour commander alors de nouvelles études à un dessinateur très médiocre.

Une deuxième série de pièces fait preuve de qualités artistiques un peu plus marquées. Ce sont les n<sup>os</sup> 53, 54, 58 et 61 du Recueil I et les n<sup>os</sup> 6-12, 20-25, 27, 34 du Recueil II. Quoique encore dépourvu de finesse, le dessin est un peu moins rudimentaire que dans les feuilles dues à Minot. Les relevés, exécutés très à la hâte et restés d'ailleurs inachevés, sont très inférieurs aux projets, qui sont rendus avec un certain soin. La manière dont le lavis est traité est absolument identique dans les n<sup>os</sup> 53 et 58, et dans toutes les pièces, les ornements, chapiteaux, cartouches, etc., sont dessinés de la même façon, d'un trait sommaire et mou. On ne peut avoir aucun doute sur la communauté d'origine de toutes ces feuilles, dont l'auteur est certainement Jean-Michel Billon. Cet architecte, dont nous avons déjà eu l'occasion de mentionner le nom, n'est point un inconnu<sup>2</sup>. Né à Genève en 1705, il acquit une certaine notoriété en exécutant, de 1726 à 1735, les plans de la ville et des environs, œuvre fort remarquable dans son genre et qui rend encore aujourd'hui de très grands services. Certains historiens ont reconnu en lui l'auteur du plan de la façade actuelle de Saint-Pierre; nous verrons plus loin ce qu'il faut penser de cette supposition. Sans aucun doute Billon n'était pas un simple géomètre; en 1750, il dirigea, à Genève, la construction de la maison Cayla à la Taconnerie<sup>3</sup>, et en 1751 celle de l'hôtel du résident de

<sup>1</sup> *Genève, Arch. d'État. Reg. du Cons.*, vol. 249, p. 450; vol. 250, p. 141 (23 décembre 1749 et 21 mars 1750).

<sup>2</sup> Sordet. *Dictionnaire des familles genevoises*. (Mss. de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève). — *Schweizerisches Künstler-Lexikon* (Frauenfeld, 1905, in-8°), t. I, article Billon.

<sup>3</sup> *Ibid.*, *Reg. Ch. des C.*, vol. 16, p. 67, 84, 161 (22 février, 24 juin 1741 et 1<sup>er</sup> décembre 1742).

France, occupé aujourd'hui par la Société de lecture<sup>1</sup>. Seule, une étude approfondie — qui ne peut être entreprise ici — permettrait de savoir s'il fit lui-même le plan de ces édifices, qui ne sont pas sans mérite, ou s'il se borna à exécuter les projets d'architectes étrangers. Le fait que Billon dressa les plans de l'église d'Yverdon en 1741 mérite en tout cas d'être signalé<sup>1</sup>. Pour la Commission de Saint-Pierre, il exécuta des relevés très nombreux, mais assez peu soignés, qui sont réunis dans le Recueil II. Ce sont les treize élévations et le plan de tout le temple mentionnés dans son mémoire du 15 septembre 1749<sup>2</sup>, et auxquels se rapporte son rapport du mois de juin de la même année<sup>3</sup>. A cette époque Billon n'avait pas encore fait de plans de construction, car il n'en est pas fait mention dans sa facture. Les projets qui peuvent lui être attribués doivent avoir été exécutés en 1751. L'un (Recueil I, n° 53, 54 et 61) paraît être le premier projet présenté au Conseil le 16 février 1751, par Lullin et Calandrin. A ce moment l'opinion de la majorité était plutôt favorable à la conservation intégrale du monument. Le projet Billon ne diminue en rien la longueur du temple, il respecte même l'ancien portail et se borne à modifier les parties supérieures de la façade. Les dispositions générales du projet correspondent à la description qui en est faite dans le mémoire accompagnant le plan présenté au Conseil, ainsi qu'aux idées exprimées par Billon dans ses rapports antérieurs de 1748 et 1749<sup>4</sup>. Nous savons en outre de source certaine que cet architecte coopéra à l'élaboration du projet n° 1 du 16 février; tout porte donc à croire qu'il en est bien l'auteur.

C'est également à lui que nous attribuons le projet n° II du 16 mars (Recueil I, n° 58). Ce plan exprime les mêmes tendances conservatrices que le précédent. Mais la façade proposée est plus grandiose, elle est ornée de colonnes, et répond bien à la description insérée dans le Registre du Conseil du 3 avril 1751. Pour tous ses soins, visites, rapports, plan, devis, Billon reçut en 1752

<sup>1</sup> Genève, *Arch. d'Etat*. Reg. Ch. des C., vol. 16, p. 84 (24 juin 1741).

<sup>2</sup> Genève, *Arch. du Vieux-Genève*. Saint-Pierre, Dossier AI, n° 17.

<sup>3</sup> *Ibid.*, n° 14.

<sup>4</sup> *Ibid.*, et n° 10.

la somme assez considérable de 500 livres (1750 florins)<sup>1</sup>; la date et le montant de cette rémunération prouvent bien que Billon avait fait pour le Conseil d'autres travaux que les simples relevés de 1749, raison de plus pour lui attribuer la paternité des deux premiers projets présentés au Conseil.

Si l'on est obligé de faire des réserves sur les qualités de facture des dessins de Minot et de Billon, on doit admirer d'autant plus le soin et la précision avec lesquels a été exécutée une troisième série de pièces portant les n<sup>os</sup> 6-10, 33-45, 65-63 et 65 du Recueil I. Les caractères communs à toutes ces pièces frappent le regard au premier coup d'œil. Les relevés sont parfaitement exacts dans tous leurs détails, le dessin est net, le trait fin. Les projets présentent les mêmes qualités et sont en outre conçus dans un esprit tout différent de celui des plans Billon. L'auteur est partisan des solutions radicales. Tous ces projets prévoient la suppression d'une partie de la première travée de l'église, et son remplacement par un portique. Nous croyons pouvoir attribuer tous ces dessins à Jean-Louis Bovet, que les pièces officielles qualifient modestement de maître maçon juré, mais auquel d'autres documents donnent le titre d'architecte. Moins connu que celui de Billon, le nom de Bovet n'était pas cependant absolument inconnu des historiens. Dans son *Histoire littéraire*, Senebier<sup>2</sup> parle d'un sieur Bovay qui étudia l'architecture à Rome et y leva le plan de l'église de Saint-Pierre; il publia aussi diverses estampes et termina sa carrière à Paris, où il dirigea l'exécution des bâtiments de l'école militaire d'après les plans de Gabriel. Comme Senebier raconte que la Bibliothèque de Genève possède des dessins de ce Bovay et que ces pièces sont mentionnées dans la donation faite par Jean-Louis à cette institution<sup>3</sup>, aucun doute n'est possible sur l'identité de ces deux per-

<sup>1</sup> *Genève, Arch. du Vieux Genève*. Saint-Pierre, Dossier B VII. État de la dépense pour le temple de Saint-Pierre, p. 3. — Dossier B I. Parcelles de la dépense de 1752 (29 août).

<sup>2</sup> *Histoire littéraire de Genève* (1786, in-8°, t. III), p. 321.

<sup>3</sup> Au sujet de la donation de Jean-Louis Bovet, voyez : Registre des assemblées des directeurs de la Bibliothèque (Mss. de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève), vol. 2 (24 mai, 1766, 4 juin 1775)

sonnages. Jean-Louis Bovet n'était donc pas un simple entrepreneur de maçonnerie genevois. Sa bibliothèque — dont nous connaissons le contenu par un acte notarié — était très riche en ouvrages d'architecture, depuis les Palladio, les Vignole et les Du Cerceau jusqu'aux œuvres toutes modernes alors des Blondel, des Lepautre et des François Cuvilliers. Né à Genève en 1699 et mort dans la même ville en 1766, Bovet figure à plusieurs reprises dans les documents relatifs à la réédification de la façade de Saint-Pierre. Il signa avec ses collègues plusieurs rapports d'experts; il rédigea lui-même un mémoire sur l'état du temple<sup>1</sup>. Nous savons aussi qu'il dessina six ou sept feuilles de relevés de l'église et qu'il présenta un projet de façade avec variante, le tout étant déjà en possession du Conseil en 1749<sup>2</sup>. Ces relevés, qui sont pour nous de précieux documents relatifs à l'état de Saint-Pierre avant 1751, sont conservés et portent les n°s 6-10, 44 et 45 du Recueil I. L'élévation intérieure de la façade occidentale et la coupe indiquant les anciens systèmes de contreforts ne font que trop regretter l'absence d'un relevé de l'extérieur de la façade principale. Le projet de façade, accompagné de nombreux dessins complémentaires, se trouve aux n°s 33-45, 62-63 et 65 du même Recueil.

La collaboration de Bovet aux études de la Commission de Saint-Pierre ne s'arrêta pas en 1749. On sait qu'il reçut en 1753 une somme de 250 livres (850 florins) « pour ce qu'il a travaillé en plans et autres ouvrages d'architecture pour la fabrication de Saint-Pierre pendant l'année 1752<sup>3</sup> ». Cette dernière date indique qu'il ne peut s'agir de projets de façades, puisque, dès septembre 1751, le Conseil était en rapports avec Alfieri. Ce

et: *Genève, Arch. d'État*. Minutes du notaire R. G. Prévost, vol. 1, p. 439 (31 mai 1775). C'est dans ce volume que se trouve le catalogue des livres légués par Bovet à la Bibliothèque publique de Genève.

<sup>1</sup> *Genève, Arch. du Vieux-Genève*. Saint-Pierre. Dossier A I, n°s 8, 9, 11, 12, 16 (31 août 1748 au 6 juillet 1749).

<sup>2</sup> *Genève, Arch. d'État*. Reg. Ch. des C., vol. 98, n° 7.

<sup>3</sup> *Genève, Arch. du Vieux-Genève*. Saint-Pierre. Dossier B VII. État de la dépense pour le temple de Saint-Pierre, p. 30 (19 février). — Dossier B II. Parcelles de la dépense de 1753 (13 février).

païement doit se rapporter à des détails exécutés par Bovet pendant la première période des travaux, avant que le sieur Mouchon fût le dessinateur attitré de la Commission. On verra plus loin que ce personnage n'entra en fonctions qu'à partir de 1753. Avant cette date un autre dessinateur dut nécessairement faire les épures nécessaires à la construction commencée dès le printemps de 1752. Aucune pièce appartenant à cette catégorie ne se trouve dans les Recueils conservés aux Archives du Vieux Genève.

Le Recueil n° I contient par contre aux n° 59 et 60 un projet de façade, dont la facture et le rendu se rapprochent indubitablement de la manière de Bovet. On peut en tout cas identifier ce plan avec le projet n° III, qui avait été présenté au Conseil le 3 avril 1751 et qui, adopté définitivement le 11 août, aurait été mis à exécution, si le comte Alfieri n'avait pas passé à Genève à ce moment. La description de ce projet, telle qu'elle est contenue dans le Registre du Conseil, correspond exactement aux dispositions du plan n° 59 du Recueil n° I. Les dimensions mentionnées dans le mémoire sont exactement celles du plan. L'attribution de ce plan à Bovet soulève cependant de grandes difficultés. On sait bien que ce maître reçut encore en 1760 pour ses « anciennes vacations » la somme assez considérable de 1150 florins 10 s. 6 d.<sup>1</sup> et l'on doit reconnaître que, comparé à celui de la rétribution accordée à Billon (875 florins) pour avoir exécuté deux projets et un grand nombre de relevés, ce chiffre paraît excessif si Bovet n'est pas l'auteur du plan n° III. Quoi qu'il en soit un citoyen inconnu, qui a eu l'heureuse idée de nous conserver le récit d'un entretien à lui accordé par un membre du Deux-Cents, attribue ce troisième plan à un autre personnage qui, à notre connaissance, n'avait joué jusqu'ici aucun rôle dans les travaux préliminaires. « Dans le mois d'avril de cette année » — peut-on lire dans le « Précis d'une conversation »<sup>2</sup> tenue en juillet 1751, — « il [le Petit Conseil] avait fait divers plans pour la façade de ce temple... mais il fit faire particulièrement dans deux tableaux

<sup>1</sup> Genève, Arch. du Vieux-Genève. Saint-Pierre. Dossier B VII. État de la dépense pour le temple de Saint-Pierre, p. 68 (novembre).

<sup>2</sup> Papiers Ed. Mallet. Dossier A, n° 10 (Mss. de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève).

les élévations de celui qui avait été retenu par le P[etit] C[onseil] qui furent dessinés par le sieur Soubeyran, en faveur duquel le Conseil des Deux-Cents avait créé une école dans cette ville ». Le passage est fort clair. Le plan dont il s'agit est bien celui du 3 avril. La description qui en est faite correspond à l'état des planches 59 et 60 du Recueil I, lesquelles comprennent effectivement deux élévations d'un même plan. Ces dessins ont ceci de particulier qu'ils sont colorés d'un ton bleuâtre et qu'ils sont exécutés à une assez grande échelle. Ils pourraient donc bien être de la main d'un artiste qui n'avait pas encore travaillé pour le Conseil. Le graveur Soubeyran n'est point un inconnu. Né en 1709, il vint à Genève vers 1750 et fut chargé d'établir une école de dessin. Il passe pour s'être occupé également d'architecture et pour avoir fourni les plans de diverses constructions <sup>1</sup>. On pourrait donc très bien croire sur parole le citoyen inconnu. Il paraît cependant étrange que les comptes très complets de la construction ne mentionnent pas le nom de Soubeyran ; ce silence nous engage à rester sur la réserve et nous empêche d'attribuer d'une façon définitive le plan n° III à cet artiste.

Les deux dernières séries de pièces de quelque importance qui sont contenues dans les Recueils conservés aux Archives du Vieux-Genève ne méritent pas de retenir très longtemps notre attention. Il ne s'agit pour la plupart ni de relevés d'ensemble, ni de projets de reconstruction, mais de simples détails d'exécution. Un dessinateur nommé Pierre Mouchon, dont le nom revient fréquemment dans les comptes en 1753 et en 1754 <sup>2</sup>, c'est-à-dire à un moment où le projet Alfieri était adopté, avait été chargé de faire les dessins d'exécution du portique. Un certain nombre de pièces du Recueil II sont de sa main (n° 49, 53, 54). Enfin le professeur Calandrini, qui fut du commencement à la

<sup>1</sup> Rigaud. *Renseignements sur les Beaux-Arts à Genève*. (Nouvelle édition, Genève, 1876, in-8°), p. 143.

<sup>2</sup> *Genève, Arch. du Vieux-Genève*. Saint-Pierre. Dossier B VII. État de la dépense pour le temple de Saint-Pierre, p. 33 et 42 (7 juillet, 8 décembre 1753 ; 19 janvier, 20 juillet 1754). — Dossier B II. Parcelles de 1753, n° 15, 17, 19, 22, 26. — Dossier B IV. Parcelles de 1754, n° 3.

fin l'âme de l'entreprise, exécuta. semble-t-il, lui-même un certain nombre de croquis. Le plus intéressant est une esquisse de plan de portique, inspirée directement du Panthéon (Recueil II, n° 43) et qui doit être antérieure au rapport de 1749. Le vestibule, qui a conservé les seize colonnes de son modèle, est beaucoup plus spacieux que dans tous les autres projets. Les autres dessins sont des détails d'arcs, de profils, de piliers ; leur facture un peu timide dénote bien la main d'un amateur. Tous les plans sont simplement hachurés et sont accompagnés d'annotations qui sont sans aucun doute dues à la plume de Calandrini. (Recueil II, n° 2, 4, 5, 41, 42, 45-48, 51).

Si, laissant maintenant de côté tout ce qui concerne les relevés et les détails d'exécution, nous cherchons à retrouver la chronologie des principaux projets de reconstruction de la façade de Saint-Pierre et à en indiquer les auteurs, nous pouvons résumer notre étude de la façon suivante : On peut distinguer deux catégories principales de projets, ceux qui sont antérieurs à 1751 et ceux qui sont postérieurs à cette date. Dans la première catégorie nous placerions :

I. — Le projet Minot A sans façades inspiré de Saint-Gervais de Paris.

II. — Le projet Minot B. (Pl. X, 1).

III. — Le croquis de plan, avec 16 colonnes, attribué à Calandrini.

IV. — Le projet Bovet avec portique et clocheton (2 variantes). (Pl. XI, 1).

Tous ces plans devaient exister au moment où Calandrini et Cramer présentaient leur premier rapport.

Dans la deuxième catégorie rentrent les projets présentés successivement au Conseil de février à avril 1751, ainsi que les projets Alfieri.

VI. — 1<sup>er</sup> projet de la Commission, du 16 février, attribué à Billon. (Pl. X, 2).

VII. — 2<sup>me</sup> projet de la Commission, du 16 mars, attribué à Billon. (Pl. XII).

VIII. — 3<sup>me</sup> projet de la Commission, du 3 avril, attribué à Soubeyran (?). (Pl. XIII).



IX. — 1<sup>er</sup> projet Alfieri avec clocheton. (Pl. XIV).

X. — 2<sup>me</sup> projet Alfieri avec coupole, soit dôme. (Pl. XI, 2).

On peut remarquer que dans les deux étapes des études préliminaires les deux systèmes de reconstruction sont représentés. Au début comme à la fin de cette longue période, l'idée du maintien de la longueur intégrale de l'édifice trouva des défenseurs, aussi bien dans les Conseils que parmi les architectes. Billon peut être considéré comme le représentant des idées conservatrices et Bovet comme le champion des solutions radicales qui finirent par prévaloir. Il est équitable de reconnaître que l'idée de substituer à l'ancienne façade et à la première travée de l'église un portique à colonnes et à fronton est antérieure à l'arrivée d'Alfieri à Genève.

Et maintenant il est temps de comparer la valeur respective de ces différents projets et de préciser les « petits changements » introduits par Alfieri. A vrai dire, en publiant les plus importants de ces dessins, nous rendons tout commentaire presque inutile. La supériorité des plans d'Alfieri saute aux yeux.

Sans aller, comme M. L. Harvey<sup>1</sup>, jusqu'à déclarer que les autres projets sont l'œuvre de gens dont les études en architecture étaient nulles ou presque nulles, il faut convenir que les productions des artistes locaux ne donnent pas une très haute idée de l'architecture genevoise au XVIII<sup>me</sup> siècle. Les projets Minot attestent une ignorance égale des lois de la composition et des procédés d'exécution. Le projet Billon I est simplement grotesque. L'effort tenté par son auteur pour enchâsser un portail du moyen âge dans une façade lourde et disproportionnée est excessivement malheureux. Le projet II, où Billon ne cherche plus même à rappeler les grandes lignes de l'ancienne façade, est un peu meilleur. Pris individuellement, chacun des étages de cette immense construction est assez bien proportionné. Il est d'ailleurs certain que l'architecte avait sous les yeux un modèle auquel il s'est tenu d'assez près. Les deux étages inférieurs sont la reproduction presque littérale des façades de Saint-Roch et de Saint-Thomas d'Aquin à Paris. Le fait que la première de ces façades venait d'être publiée dans l'*Architecture française* de H.-Fran-

<sup>1</sup> *Tribune de Genève*, 5 février 1903.

çois Blondel <sup>1</sup> n'est peut-être pas étranger à cette analogie. Sur cette base, Billon a eu la malencontreuse idée d'échafauder deux étages supplémentaires, qui donnent au motif central une importance exagérée comparée à la faible dimension des ailes. La composition est de cette façon entièrement déséquilibrée, et l'effet qu'aurait pu produire « la décoration majestueuse » vantée par Lullin et Calandrini est totalement annihilé.

Le projet Bovet, bien que soigneusement dessiné, n'a guère plus de valeur que ceux de son compétiteur Billon. Dans le projet de 1749, l'effet du portique à huit « tant pilastres que colonnes », qui n'est pas trop mal proportionné, est entièrement compromis par le clocheton en forme de pendule de cheminée qui le surmonte. Deux conceptions totalement différentes sont ici superposées. Les lignes sévères du portique contrastent d'une façon presque risible avec les contours capricieux du clocheton. C'est une véritable cacophonie.

Le projet Soubeyran du 3 avril 1751 est la preuve manifeste des difficultés qu'avait à surmonter un artiste soucieux de satisfaire les diverses opinions en présence. Les uns demandaient le portique, les autres voulaient que l'on conservât quelque chose de l'ancienne façade, presque tout le monde réclamait le maintien d'un clocheton. Concilier toutes ces exigences et lier ce décor à la silhouette du toit de la nef du moyen âge, était une tâche bien difficile pour un architecte d'occasion. Le portique est certainement le meilleur morceau de l'ensemble. La répétition du motif du fronton supporté par de monstrueuses volutes est peu satisfaisante. Et les trois fenêtres de l'ancienne façade maintenues dans cet encadrement nouveau paraissent bien dépayées. D'ailleurs toutes les parties de la façade sont mal liées. La composition est enfantine; on peut vraiment se féliciter que des circonstances imprévues aient empêché la réalisation de ce projet.

Les deux projets Alfieri, de facture absolument identique, sont cependant conçus dans un esprit bien différent. Dans le projet qui n'a pas été exécuté, l'architecte du roi de Sardaigne a cherché à remplir, du moins en partie, le programme que s'était assigné l'auteur du troisième projet d'avril 1751. Il a tenté d'asseoir le

<sup>1</sup> Vol. III, f° 410.

clocheton sur le portique et de cacher ainsi derrière ce décor d'apparat les dispositions de la nef. Le portique reçoit, il est vrai, des proportions très réduites : sa largeur correspond à celle de la nef. Le motif des quatre colonnes soutenant le fronton se répète à l'étage supérieur, dont le couronnement assez burlesque frise le mauvais goût. Malgré ces défauts, le corps central est bien manqué et il n'écrase pourtant pas les ailes correspondant aux bas-côtés. Cette façade, dont le détail est un peu trop gracile, n'a certes pas la noblesse de tenue du projet qui a été exécuté. Bien qu'elle eût fait assez drôle de figure à côté des parties plus anciennes de l'édifice, elle aurait cependant remplacé avec avantage les productions des architectes locaux. Le projet qui rencontra l'approbation du Conseil est beaucoup plus simple, beaucoup moins original et beaucoup plus raisonnable. Dans le premier, aurait dit son neveu, Alfieri s'est éloigné du bon goût pour se conformer aux modernes. Dans le second il continue les traditions sévères de l'architecture classique.

Ce n'est point ici le lieu de décrire l'ordonnance de cette façade et d'en faire ressortir les qualités et les défauts. Il suffira de signaler les particularités qui la distinguent des projets antérieurs du même genre. Tout d'abord, Alfieri renonce délibérément au clocheton et le remplace par un dôme. Et cela est déjà un mérite. Car le fronton et la colonnade deviennent désormais le motif principal de la composition ; ils prennent ainsi toute leur valeur. Le dôme n'est plus qu'un élément très secondaire destiné à relier la façade au toit de la nef. L'effet produit par la façade est en outre considérablement amélioré du fait des proportions qui lui ont été données. En réduisant le nombre des colonnes, Alfieri a diminué la longueur apparente des lignes horizontales. Les parties en retrait à droite et à gauche ne jouent plus qu'un rôle secondaire. Le fronton a une silhouette plus ferme. Ces changements si minimes en apparence ont transformé des productions médiocres en une œuvre d'un très bon style. A proprement parler, Alfieri n'a pas conçu une façade vraiment originale, il a résolu un problème dont tous les éléments lui étaient donnés en appliquant tout simplement les règles de la bonne architecture traditionnelle.

Aux magistrats genevois et à leurs collaborateurs rendons

maintenant la part qui leur est due dans cette entreprise. Ils ont indiqué le programme à suivre, mais ils se sont révélés inaptes à l'exécuter. Sans le secours inespéré d'Alfieri, l'ancienne cathédrale de Genève eût été gratifiée d'une façade grotesque digne de figurer dans une collection de monuments d'architecture comique. L'étude et la comparaison des projets élaborés par les praticiens genevois ne laissent subsister aucun doute à cet égard.

Camille MARTIN.

# LETTRE DES SYNDICS

## DE LA VILLE DE GENÈVE AUX LYONNAIS

1426

---

Bien qu'au XV<sup>m</sup> siècle l'histoire de Lyon ait de grands rapports avec celle de Genève, les relations épistolaires entre les deux villes ne semblent pas très fréquentes <sup>1</sup>. La magnifique série de la Correspondance, un des joyaux des Archives municipales de Lyon, ne contient qu'une seule lettre de la ville de Genève, envoyée à cette époque. Cette lettre ne porte pas de millésime, mais, grâce à un passage des registres consulaires de Lyon, nous la datons avec certitude de l'année 1426 <sup>2</sup>. Il est question d'un marchand de Montluel, nommé Pierre Gage ; ce dernier, comme nous l'apprend une missive de Jacques Oriol, juge de Bresse <sup>3</sup>, avait été dépouillé

<sup>1</sup> Voir notre thèse à l'École des Hautes-Études : *Étude sur les relations de la Commune de Lyon avec Charles VII et Louis XI, 1417-1483*. (Lyon et Paris, 1909, in-8°), et 1 page de supplément à l'Erratum dans les *Annales de l'Université de Lyon* (nouvelle série, II : Droit, Lettres, fasc. 21).

<sup>2</sup> Procès-verbal d'une délibération du Consulat de Lyon (Arch. mun. de Lyon, BB 2, fol. 20 V°, 2° par.) : « Ce vendredi XIV<sup>e</sup> jour de juillet III<sup>e</sup> XXVI, à Jaqueme..... Ilz m'ont commandé que je escrive lettres à Monseigneur de Savoye, à son conseil et à ceulz de Geneve pour les marchandises de ceulz de Lion arrestées à Miribel » ; c'est à cette dernière lettre que les Genevois répondirent le 31 juillet ; mais il n'est pas fait allusion à leur réponse qui dut parvenir à Lyon entre les deux réunions du 24 juillet et du 13 août.

<sup>3</sup> Cette missive a été publiée par nous dans notre *Étude sur les relations de la Bresse avec Lyon au XV<sup>e</sup> siècle* (*Annales de l'Académie de Mâcon*, année 1909).

à Miribel, près de Lyon, d'une certaine quantité d'argent, ou plutôt de billon non monnayé, obtenue du roi en échange de la vente de harnais et de diverses marchandises. N'ayant pu en obtenir la restitution malgré une démarche du juge de Bresse, faite deux ans après, il songea à user de représailles et s'adressa à son seigneur le duc de Savoie. Celui-ci fit saisir par le bailli de Bresse des marchandises achetées par des Lyonnais à la foire de Genève. Les Lyonnais s'adressèrent au corps municipal de Genève pour obtenir la restitution de ces marchandises, mais les Genevois durent leur répondre que celles-ci ayant été confisquées sur le territoire du duc de Savoie, il n'était pas en leur pouvoir de les leur faire rendre<sup>1</sup>.

Louis CAILLET.

*Genève, 31 juillet [1426].*

*Lettre des syndics et des conseillers de la ville de Genève aux conseillers de la cité de Lyon accusant réception de leur lettre relative à la saisie de marchandises appartenant à des Lyonnais revenant des foires de Genève, opérée à la demande de Pierre Gage, marchand de Monthuel, sur l'ordre du bailli de Bresse et regrettant leur impuissance en cette circonstance, les marchandises des Genevois ayant été prises sur le territoire du duc de Savoie.*

*(Arch. mun. de Lyon AA. 71, n° 12. Original sur papier. Au dos, fragment de sceau en cire rouge).*

Nobilibus viris consiliariis civitatis Lugdunensis, amicis nostris carissimis.  
(*Au dos*)

Debita recomendacione premissa vestras recipimus litteras continentes in effectu quod, de mandato domini baillivi Bressie sunt detente et arestate penes districtum domini nostri ducis Sabaudie quedam mercandie quorundam vestrorum concivium et mercatorum ad instanciam et promocionem Petri Gaige, de Monloex<sup>2</sup>, que mercandie a nostris nundinis Gebennensibus deferebantur, de quo impedimento magnam gerimus displicenciam, sed

<sup>1</sup> Nous remercions M. Micheli qui a recherché si, dans les documents genevois, il est fait allusion à cette affaire. Il n'en est pas fait mention.

<sup>2</sup> Monthuel.

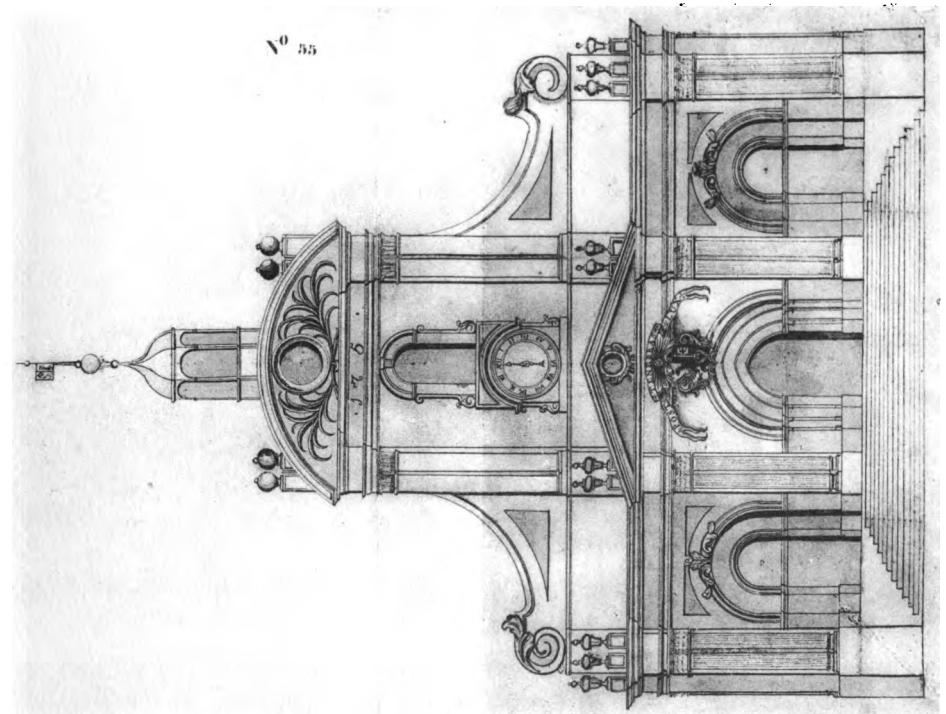
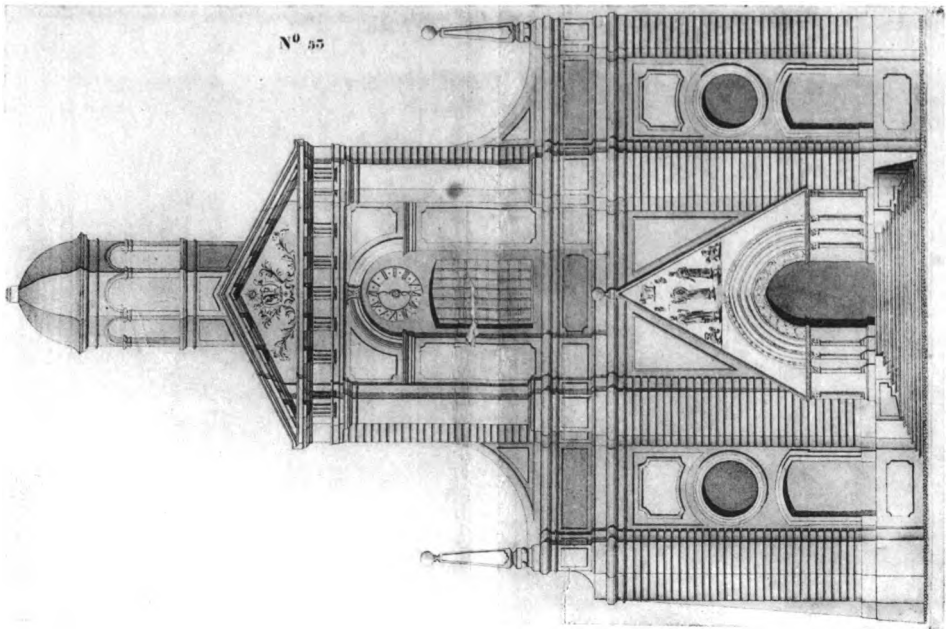
quia dictum impedimentum non est datum in nostro districtu, providere non possumus nec derogat dictum impedimentum privilegiis nundinarum nostrarum, actentis actendendis et dicte mercandie, prout ex vestris resultat litteris, sunt arestate ad denunciacionem partis penes districtum domini nostri ducis qui semper consuevit unicuique petenti justiciam ministrare, et quia in premissis aliquo modo remediare non possemus, nos, si placet, habeatis excusatos scientes nos fore promptos in possibilibus ad omnia beneplacita vestra. Altissimus vos perpetua protectione conservare dignetur feliciter et longeve. Scriptum Gebenn., die ultima julli.

Sindici et consilarii civitatis Gebennensis, in omnibus vestri.

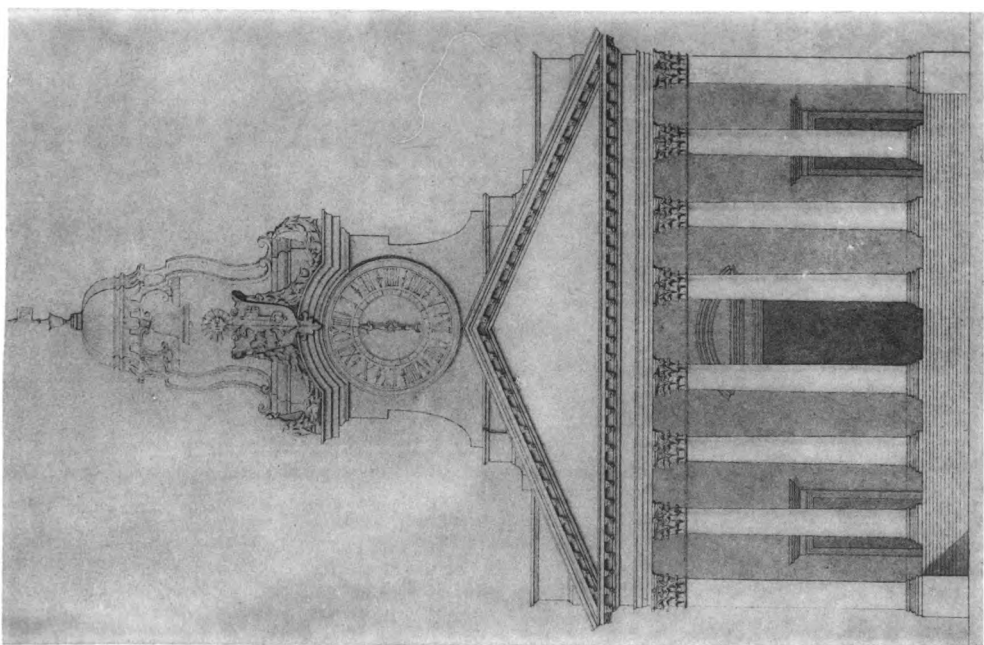
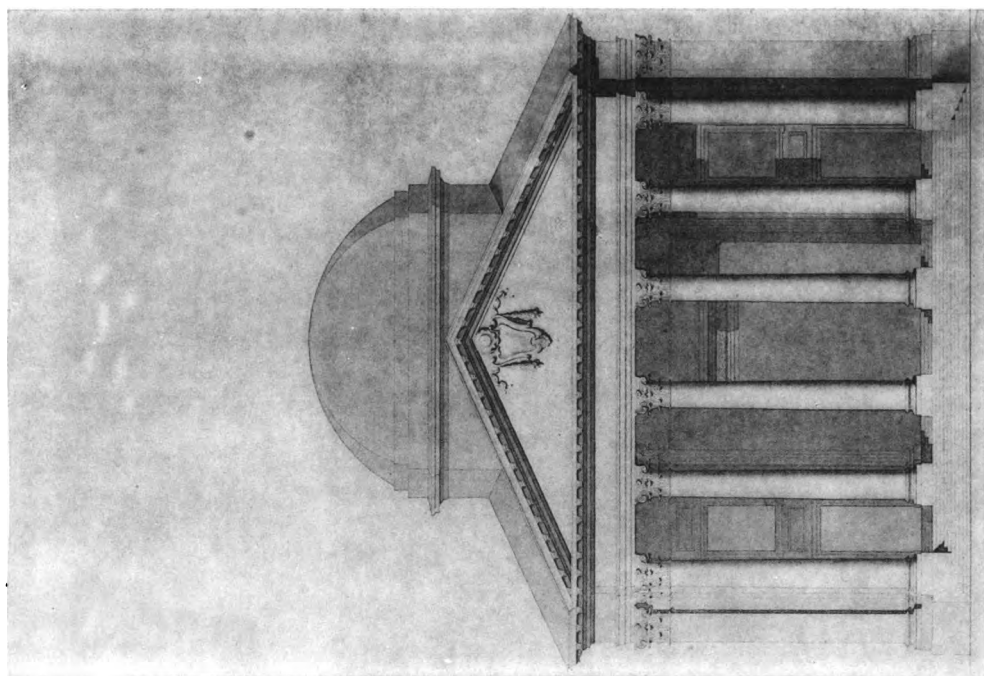
---



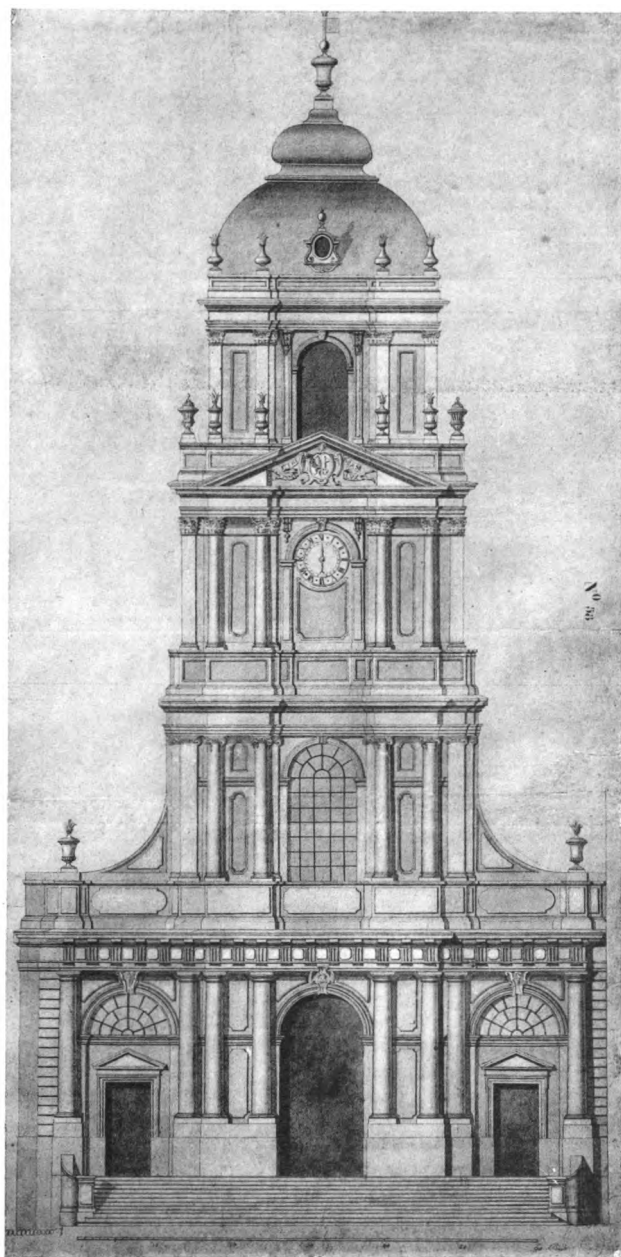










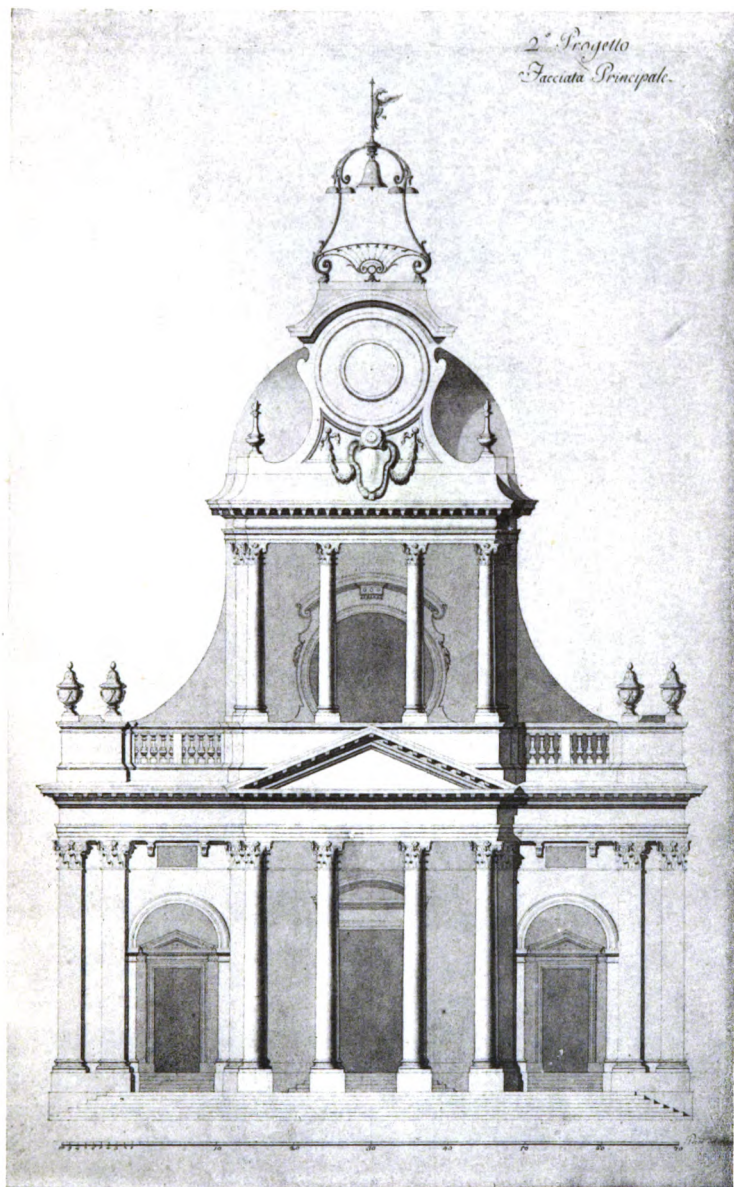














# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

JUIN 1910

---

### Personnel de la Société.

Depuis la publication de la 4<sup>me</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée de juin 1909, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1910 Albert LOMBARD.

Aloys PICTET, licencié en droit, avocat.

Jean OLIVIER, docteur en médecine.

Jules BROCHER, licencié en droit, avocat.

Paul ROCH.

La Société a eu le regret de perdre quatre membres effectifs : MM. Louis DUFOUR-VERNES, Louis BINET († 10 janvier 1910), Ernest MARTIN († 1<sup>er</sup> février 1910) et Léopold MICHELI.

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au 30 juin 1910, de 209.

Louis DUFOUR-VERNES, né à Genève le 1<sup>er</sup> septembre 1839 et mort dans cette ville le 12 juillet 1909, faisait partie de la Société depuis 1860 et l'avait présidée en 1893 et 1894. Nommé sous-archiviste aux Archives d'État en 1879, il remplissait depuis 1885 les fonctions d'archiviste. Le travail considérable et extrêmement utile qu'il a accompli, en classant les documents confiés à ses soins et en établissant de nombreux répertoires qui en facilitent la consultation, avait été mis en lumière, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son entrée en fonctions, dans une plaquette intitulée : *Jubilé de M. Louis Dufour-Vernes, archiviste d'État, 21 janvier 1904* (Genève, 1904, in-8, 32 p.), due à quelques habitués des Archives. Dès lors, malgré un état de santé de plus en plus précaire, il avait poursuivi sa tâche, à laquelle il s'était entièrement consacré, et ne s'était arrêté que lorsque les forces lui firent défaut, c'est-à-dire peu de semaines avant sa mort.

La notice citée contient également la liste des travaux publiés par Louis Dufour jusqu'en 1903 ; ils sont nombreux, car il aimait à faire connaître les documents intéressants qu'il rencontrait et il excellait à en tracer de petits tableaux de la vie genevoise d'autrefois. Ces travaux, dont plusieurs ont paru dans les *Mémoires* et dans le *Bulletin* de la Société, ont trait entre autres à l'Escalade et à Genève au XVIII<sup>me</sup> siècle, mais c'est surtout aux recherches généalogiques qu'il s'est adonné avec prédilection. Outre les notices qu'il a publiées, il avait amassé d'abondantes notes généalogiques, restées manuscrites, dont sa famille a bien voulu faire don à la Société<sup>1</sup>.

A l'occasion de son jubilé, en 1904, l'Université de Genève lui avait décerné le titre de docteur ès lettres *honoris causa*, et il avait été nommé membre honoraire de la Société florimontane, de la Société savoisienne d'histoire et d'archéologie et de la Société de l'histoire du protestantisme français.

Depuis 1903, il avait publié encore un petit volume intitulé : *L'ancienne Genève, 1535-1798 ; fragments historiques* (Genève, 1909, in-8, 120 p.) ; il avait collaboré au tome II des *Registres*

<sup>1</sup> M. Henry Deonna a eu la grande obligeance de classer ces matériaux et d'en dresser un inventaire que l'on trouvera imprimé ci après (p. 178).

du Conseil de Genève, publiés par la Société (Genève, 1906, gr. in-8), et au tome II (Genève, 1907, in-8) du *Recueil généalogique suisse, 1<sup>re</sup> série : Genève, publié par A. Choisy, L. Dufour-Vernes, et quelques collaborateurs, etc.*, pour lequel il avait rédigé les notices sur les familles Bonna, Déjean, Delafeuille, Duby, Ferrier, Johannot, Lenieps, Lespialt, Petitot et Roux.

La mort accidentelle de son vice-président, Léopold MICHELI, survenue le 23 juin 1910 sur les côtes de Bretagne, au Pouldu (commune de Clohars-Carnoët, Finistère), a été pour la Société une perte particulièrement sensible. Quoique jeune encore, — il était né le 27 novembre 1877, — il lui avait rendu déjà de précieux services. Membre de la Société depuis 1901, il en fut secrétaire de 1905 à 1908 et, comme tel, dirigea la publication des trois premières livraisons du tome III du *Bulletin*. Depuis janvier 1909, il remplissait les fonctions de vice-président, et, en outre, depuis 1905, il était l'un des trois membres de la Commission de publication. A ce titre, il eut à s'occuper de toutes les publications faites par la Société pendant ces dernières années, et il s'acquitta de cette tâche, souvent aride, avec l'abnégation et la conscience qu'il mettait à tout ce qu'il faisait.

Sorti de l'École des Chartes en 1903 avec le titre d'archiviste-paléographe, après la présentation d'une thèse remarquée, encore inédite, sur « Les Institutions municipales de Genève au XV<sup>me</sup> siècle », il avait été nommé, en janvier 1904, conservateur des manuscrits de la Bibliothèque de notre ville, puis, en 1906, conservateur en titre. Il s'était mis avec ardeur à classer et à cataloguer la riche collection de manuscrits confiée à ses soins, dont il n'existait, outre le *Catalogue* de Senebier, qu'un inventaire manuscrit partiel et très sommaire, les circonstances n'ayant permis jusqu'alors à la Direction de la Bibliothèque de consacrer que très peu de temps à ce travail. Micheli avait catalogué plusieurs centaines de volumes et de dossiers de provenance récente, en particulier la riche collection de documents espagnols donnée en 1907 à la Bibliothèque par M. Édouard Favre, dont il avait commencé à publier l'inventaire dans le *Bulletin hispanique* (t. XI, 1909, p. 295-322; t. XII, 1910, p. 49-70, 140-162 et 317-326). En outre, il avait classé et réuni en volumes plusieurs anciens fonds très importants, tels que les

archives de la Compagnie des pasteurs de Genève (XVI<sup>me</sup>-XVIII<sup>me</sup> siècles) connues sous le nom de « Correspondance ecclésiastique », et il en avait établi le répertoire sur fiches. La consultation de ces documents est ainsi considérablement facilitée, et la conservation en est en même temps assurée d'une manière beaucoup plus efficace.

Consacrant toute son activité à ses fonctions officielles et à celles qu'il remplissait, avec un dévouement inlassable, dans plusieurs Sociétés scientifiques, philanthropiques et autres, il avait sacrifié complètement ses travaux personnels et mis son savoir et ses facultés au service des autres. Des connaissances solides et étendues, une conscience scrupuleuse et une grande maturité d'esprit donnaient beaucoup de poids à ses conseils et rendaient sa collaboration particulièrement féconde.

Outre l'*Inventaire de la collection Édouard Favre*, déjà mentionné, il faut rappeler la liste partielle des œuvres de Théodore de Bèze, qu'il avait établie lors de l'exposition commémorative de la mort de Bèze, en 1905, et qu'il a insérée dans la plaquette intitulée : *Troisième centenaire de la mort de Théodore de Bèze, novembre 1905 ; compte rendu publié par la Société du Musée historique de la Réformation* (Genève, 1906, in-16), p. 70-78, et la part importante qu'il a prise à la préparation du tome III des *Registres du Conseil de Genève*, qui est en cours d'impression.

Il portait un vif intérêt à la Société, dont il était un des membres les plus actifs. Elle gardera pieusement la mémoire de ce jeune savant, doué des plus belles qualités du cœur et de l'esprit, serviable et affable entre tous, et sur lequel la science historique fondait les meilleures espérances.

La Société a encore perdu deux de ses membres correspondants : MM. Gaspard GEORGE et le baron Fernand DE SCHICKLER.

Gaspard GEORGE, architecte, né à Lyon le 5 février 1822, y est décédé en juin 1908. Il avait été nommé membre correspondant de la Société le 23 janvier 1873, quelques semaines après lui avoir présenté une communication sur l'« Interprétation d'un passage de Vitruve relatif aux diverses espèces de maçonnerie grecque et romaine » (séance du 12 décembre 1872). Il était alors

secrétaire de la Société historique et littéraire de Lyon, dont il fut plus tard président.

Gaspard George fit à Lyon toute sa carrière d'architecte; c'était en même temps un artiste et un archéologue. Il a publié diverses études d'archéologie et des relations de voyages. Il était président d'honneur de la Société académique d'architecture de Lyon <sup>1</sup>.

Le baron Fernand DE SCHICKLER, né à Paris le 24 août 1835, est mort dans la même ville le 13 octobre 1909. Son nom restera intimement lié à celui de la Société de l'histoire du protestantisme français, dont il fut le président depuis 1865 jusqu'à sa mort, en même temps que le Mécène éclairé. C'est grâce à lui en particulier qu'elle a pu, en 1885, installer sa riche bibliothèque dans l'hôtel de la rue des Saints-Pères, dont il lui fit cadeau. Le baron de Schickler s'intéressait à l'œuvre de cette Société non seulement comme protestant, mais aussi comme historien, et il fut un des collaborateurs assidus de son *Bulletin*. Il avait rédigé plusieurs articles de l'*Encyclopédie des sciences religieuses* de Lichtenberger, entre autres ceux consacrés à la géographie de la France protestante, à François Hotman et aux Églises du Refuge, et publié dans le *Journal des Savants*, en 1877 et 1878, une étude sur *L'histoire de France dans les archives privées de la Grande-Bretagne : relevé des documents concernant la France dans les Reports of the royal Commission on historical manuscripts, 1870-1876* (tirée à part, Paris, 1878, gr. in-8, 87 p.). Son principal ouvrage est celui qu'il a consacré aux *Églises du Refuge en Angleterre* (Paris, 1892, 3 vol. in-8).

L'Université de Genève avait décerné, en 1909, au baron de Schickler, le titre de docteur en théologie *honoris causa*. Il était membre correspondant de la Société depuis 1883.

---

<sup>1</sup> Cf. le *Bulletin de la Société littéraire, historique et archéologique de Lyon*, t. III, 1908-1909, p. LXXVII-LXXIX.

## Mémoires, Rapports, etc.

*présentés à la Société.*

768. — *Séance du 11 novembre 1909.*

**La première rédaction des « Confessions » de J.-J. Rousseau (livres I-IV), publiée d'après le manuscrit autographe ; avant-propos et fragments de l'Appendice III, communiqués par M. Théophile DUFOUR.** — Impr. dans les *Annales de la Société Jean-Jacques Rousseau*, t. IV, 1908 (Genève, [1909]), p. VII-XVI et 259-276.

**Lettres familières d'Étienne Dumont à M<sup>me</sup> Jean Roget, 1782-1825, communiquées par M. F.-F. ROGET.**

M. F.-F. Roget a pris copie, en Angleterre, d'un dossier de lettres adressées par Étienne Dumont, pour la plupart à M<sup>me</sup> Jean Roget, née Catherine Romilly, quelques-unes à Jean Roget, ministre du Saint-Évangile, et à son fils Pierre-Marc Roget; ce dossier contient aussi des lettres de David Chauvet et de sa femme à M<sup>me</sup> Roget. Ces lettres s'échelonnent de 1782 à 1825. Elles sont conservées dans des archives privées.

Jean Roget, né à Genève en 1753, pasteur à Londres dès 1777, exerça une grande influence sur la formation de l'esprit d'Étienne Dumont, son cadet de six ans et son ami, comme sur l'orientation de Samuel Romilly, son beau-frère et de quatre ans son cadet, vers sa carrière future. Quiconque pénètre dans l'intimité unissant ces trois jeunes hommes reconnaît en elle un des points d'où est partie l'impulsion communiquée aux principes libéraux émis alors à Paris et à Londres par les publicistes du groupe politique genevois dit des « Représentants ».

M. F.-F. Roget donne lecture de quelques lettres choisies en vue d'établir le caractère de cette intimité.

769. — *Séance du 25 novembre 1909.*

**Les châteaux récemment découverts dans la Syrie transjordanne ; communication de M. Max VAN BERCHEM.**

M. Max van Berchem parle de deux châteaux découverts dans la Syrie transjordanne. Celui de Mshatta, situé à l'est de la mer Morte, sur la route du pèlerinage et du nouveau chemin de fer, est bâti sur le plan d'un *castrum* du limes romain, mais son aménagement intérieur et sa décoration



sculptée, d'une richesse exubérante, trahissent de fortes influences orientales, persanes et mésopotamiennes. Découvert en 1865, visité souvent depuis, enfin transporté en partie au Musée Frédéric à Berlin, ce monument énigmatique n'a cessé de hanter l'imagination des archéologues et des orientalistes, qui ont suggéré diverses hypothèses sur son origine et sur la date de sa construction, sans pouvoir donner le dernier mot de l'énigme.

En explorant la Transjordanie, de 1896 à 1902, l'Autrichien Musil y a découvert une série de nouveaux châteaux dont le plus important, Amra, offre la particularité curieuse et rare d'être décoré, à l'intérieur, d'un cycle considérable de peintures. Grâce aux inscriptions, malheureusement fort courtes et en grande partie effacées, qui accompagnent ces peintures, il a été possible d'attribuer la construction de Amra à la dynastie des califes omayyades de Damas, vers l'année 715 de notre ère. Les peintures qui le décorent offrent un ample champ d'études, qui est loin d'être épuisé. La plus curieuse représente les grands souverains de l'Europe et de l'Asie, vaincus par la conquête arabe, qui s'est prolongée sous les califes omayyades. L'attribution à ces personnages de l'histoire est assurée par de courtes inscriptions bilingues, en grec et en arabe, que l'on a réussi à déchiffrer. Le château de Amra soulève plusieurs problèmes touchant l'art et l'histoire de la Syrie à cette époque. En outre, il offre un nouveau point d'appui pour la détermination de Mshatta et des châteaux du même groupe. Si Amra est une œuvre purement syrienne, par son architecture, ses peintures et par son origine, attribuée définitivement aux califes omayyades, qui étaient de vrais Arabes de Syrie, Mshatta, œuvre composite où dominent les éléments perso-mésopotamiens, remonte probablement à l'époque plus ancienne où les grands empires de Byzance et de la Perse sassanide entretenaient sur leurs frontières des populations d'origine arabe à demi sédentaires. Mais il faut attendre de nouvelles découvertes pour en fixer définitivement l'âge et l'origine.

770. — *Séance du 9 décembre 1909.*

**Le traité de Lausanne et le complot des fugitifs (1563-1564), d'après les documents des Archives de Turin, par M. Lucien CRAMER.**

Cette communication formera un chapitre de son ouvrage en préparation sur « La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603 ».

771. — *Séance du 13 janvier 1910.*

**Rapports du président (M. Frédéric GARDY) et du trésorier (M. Albert CHOISY) sur l'exercice 1909.**

**L'esprit public à Genève pendant la domination française, par M. Édouard CHAPUISAT.** — Fragment (p. cxxxix-clxiv) de l'Introduction au tome I<sup>er</sup> de son ouvrage intitulé : *La Municipalité de Genève pendant la domination française; extraits de ses registres et de sa correspondance (1798-1814), avec une introduction et des notes* (Genève et Paris, 1910, gr. in-8).

772. — *Séance du 10 février 1910.*

**De la Réformation à la Séparation, par M. Eugène CHOISY.** — Résumé de son article en allemand intitulé : *Genf*, publié dans l'ouvrage *Die Religion in Geschichte und Gegenwart, Handwörterbuch in gemeinverständlicher Darstellung*, hsgg. von F. M. Schiele (Tubingue, gr. in-8), t. II (1910), col. 1284-1291.

773. — *Séance du 24 février 1910.*

**Les événements de 1781 et 1782 à Genève, décrits par Jean Roget et Samuel Romilly; communication de M. F.-F. ROGET.**

Après avoir fourni quelques renseignements sur la vie et l'activité de Jean Roget et Samuel Romilly, l'auteur de la communication rappelle qu'en 1781 le parti des « Représentants », auquel appartenait son ancêtre, s'appliqua à obtenir pour les « Natifs » la bourgeoisie genevoise avec tous les privilèges économiques qui s'y rattachaient, mais qu'il se heurta à la résistance du parti des « Négatifs », opposé pour des raisons d'ordre social à l'admission de cette revendication.

M. Roget lit des extraits de la correspondance de Romilly, établi alors à Londres, et constate d'après les allégations de ce légiste, que l'Angleterre, favorable en principe à la cause des « Représentants », eût été hors d'état d'intervenir à ce moment-là en faveur du libéralisme dont ils se réclamaient, car, pour cela, elle eût été mise dans la nécessité d'attaquer sur le continent l'influence de la cour française contraire à ce même libéralisme. Or, à cette date, l'activité de l'Angleterre était entièrement absorbée parla lutte que cette puissance soutenait en Amérique contre Washington assisté de la France.

Le mouvement politique provoqué à Genève par les « Représentants » peut être considéré comme le prélude de la Révolution française. L'auteur de la communication estime qu'il eût obtenu un tout autre succès, s'il n'avait pas coïncidé avec l'embarras momentané de l'Angleterre.

La correspondance dont M. Roget lit des fragments étendus et qui provient d'archives privées fournit de nombreux détails sur les événements de cette époque mouvementée.

**La première œuvre signée de Jean Dassier (1717), communication de M. Eugène DEMOLE.** — Fragment de son mémoire intitulé : *Les jetons représentant les Métamorphoses d'Ovide sont-ils l'œuvre de Jérôme Roussel, de Jean Dassier ou de Ferdinand de Saint-Urbain ?* dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XVI (Genève, 1910), p. 5-61.

774. — *Séance du 10 mars 1910.*

**L'Épître du Seigneur de Brusquet au Conseil de Genève (1559) et son auteur Guillaume Gueroult, par M. Alfred CARTIER.**

Parmi les ouvrages précieux légués à la Bibliothèque publique et universitaire par M. Perceval de Loriol-LeFort, il en est peu de plus rares que l'*Épître du Seigneur de Brusquet aux magnifiques et honorés Seigneurs Syndics et Conseil de Genève* (Lyon, 1559, in-8 de 4 ff.). Sous le prétexte d'une requête en habitation, cet opuscule est en réalité un pamphlet violent contre le parti calviniste définitivement victorieux depuis l'émeute du 16 mai 1555, et sa publication émut les magistrats genevois au point de provoquer de leur part une information criminelle contre son auteur inconnu. D'après l'enquête faite à cette occasion et les renseignements pris à Lyon par le conseiller Amblard Corne, le libelle serait dû à la plume de Guillaume Gueroult, qui l'avait envoyé de Paris à Lyon, où il avait été imprimé pour Antoine Volant par Benoist Pignot dit Grozdoz.

Il convient d'examiner si les faits confirment ces indications. Il est certain tout d'abord qu'Antoine Lombart, dit Brusquet, n'a eu aucune part dans la rédaction du libelle. Il suffit d'en parcourir le texte pour constater que l'auteur qui s'est dissimulé sous ce nom emprunté, a longtemps habité Genève, qu'il a été un partisan convaincu de la faction des Libertins, un adversaire irréconciliable de Calvin, et qu'il a été mêlé à toutes les péripéties de la lutte qui devait se terminer par le triomphe du réformateur. Or, il est avéré que Brusquet, malgré son titre de fou des rois de France, a été un bon huguenot et l'on ne voit pas d'autre part qu'il ait jamais séjourné à Genève.

Tout ce que l'on sait, au contraire, touchant la vie et les œuvres de Gueroult, tend à le dénoncer comme l'auteur de l'Épître et corrobore l'exactitude des informations parvenues au Conseil. Originaire de Rouen, il s'était réfugié à Genève en 1547 et il y exerça la profession de libraire. Promptement suspect au Consistoire, il dut y comparaître, à plusieurs reprises, pour répondre de certaines accusations portées contre lui et en particulier de « paroles sinistres » qu'il aurait proférées à l'égard de

Calvin. Expulsé en 1551, pour quelques infractions aux Ordonnances ecclésiastiques, il entra comme correcteur à Lyon, puis à Vienne, dans l'imprimerie de Balthazar Arnoullet, dont il devint le beau-frère.

Après une absence de deux ans, il sollicita et obtint la permission de rentrer à Genève, craignant sans doute d'être impliqué dans les poursuites exercées à Vienne contre Servet et contre Balthazar Arnoullet, imprimeur de la *Christianismi Restitutio*. Dès l'année suivante, 1554, fort de la protection de Perrin, il entra en conflit avec Théodore de Bèze à l'occasion d'une traduction des Psaumes, qu'il préparait en concurrence avec le réformateur, mais lorsque la chute du parti anticalviniste eut contraint les principaux chefs de la faction à prendre la fuite, Gueroult comprit que son étroite liaison avec eux et l'animadversion dont il était l'objet dans le camp des vainqueurs rendaient pour lui la situation périlleuse, et il réussit à quitter la Ville sans être inquiété. On retrouve ensuite sa trace à Paris et à Lyon, et on le voit même, en 1556 et en 1562, se rendre à Lausanne, pour y conférer avec les autres fugitifs. Il vivait encore en 1569.

Ecrivain fécond, Gueroult ne manquait au surplus ni d'esprit ni de verve, et l'épigramme adressée par lui à Théodore de Bèze est demeurée célèbre. Seul, parmi les adhérents fort peu lettrés de la faction vaincue, il était capable de tailler la plume acérée qui se révèle dans l'Épître et l'on a vu, d'autre part, que ce libelle ne peut émaner que d'un membre militant du parti.

Il est difficile dès lors, de contester la valeur des informations recueillies à Genève dès l'apparition de l'ouvrage. On peut leur opposer, il est vrai, une phrase de l'Épître, qui se lit textuellement dans deux écrits parus en 1558 et en 1568 sous le nom de Brusquet<sup>1</sup>, mais ce point de détail n'est pas suffisant pour ébranler les présomptions si fortes qui engagent à reconnaître Gueroult comme l'auteur du pamphlet dont l'amour-propre des seigneurs du Conseil eut si fort à se plaindre. Rien ne s'oppose à ce que les opuscules de 1558 et de 1568 soient également de la main de Gueroult, ou bien encore, le mot du bouffon, ayant fait fortune, aura été recueilli par des auteurs différents.

**L'aménagement de la Salle des armures dans le nouveau Musée d'art et d'histoire, par M. Henry GALOPIN.**

775. — *Séance du 31 mars 1910.*

<sup>1</sup> D'après une communication de M. Théophile Dufour, dans la même séance.

**La fondation de l'abbaye de St-Maurice, communication de M. Marius BESSON, professeur à l'Université de Fribourg (Suisse).**  
Fragment d'une monographie en préparation.

776. — *Séance du 14 avril 1910.*

**Henri Meister; son voyage à Paris dans l'automne 1795 et son récit de ce voyage, communication de M. Eug. RITTER.**

Introduction de l'ouvrage intitulé : *Souvenirs de mon dernier voyage à Paris (1795)*, [par] *Henri Meister*, publiés par *Paul Usteri et Eugène Ritter*, Paris, 1910, in-8, p. 1-37.

**Une députation du Conseil provisoire de Genève auprès de Monsieur, frère du Roi, à Lyon, en septembre 1814, par M. Édouard CHAPUISAT.** — Impr. ci-après, p. 184.

777. — *Séance du 28 avril 1910.*

**Les dernières fouilles de Pergame (1909), communication de M. Paul SCHAZMANN, membre ordinaire de l'Institut archéologique allemand; avec projections lumineuses.**

Grâce à de longs efforts, s'étendant sur une période de plus de 30 ans, l'image de Pergame, cette puissante cité, si importante pour l'histoire de la culture humaine, se complète et se précise de plus en plus; non seulement Pergame a fourni aux Musées royaux de Berlin la fameuse frise de l'autel, mais elle constitue un titre de gloire pour la science allemande. Il faut dire que, d'année en année, on se rend mieux compte de l'immensité de la tâche qui reste à accomplir avant qu'on puisse parler de l'achèvement définitif de l'œuvre entreprise. On sait que l'examen complet, suivant un plan méthodique, de ces importantes ruines est entré depuis dix ans dans une nouvelle phase. L'administration des Musées royaux de Prusse à Berlin, qui dirigeait autrefois l'entreprise, la céda à partir de 1900 à l'Institut archéologique impérial allemand à Athènes. Ce changement n'était pas le résultat d'une simple mesure administrative, il reposait sur le fait que la continuation des travaux d'après un plan déterminé dépassait les limites naturelles imposées à un musée pour une activité de ce genre; d'autre part, la continuation de ces fouilles étaient à la fois une nécessité et un devoir pour l'Allemagne.

Grâce à des crédits accordés par le gouvernement et approuvés par le « Reichstag », l'Institut est en état de pourvoir à cette tâche. Chaque

année, durant les mois de septembre, octobre et novembre, les travaux se poursuivent sous la direction de MM. les professeurs Conze et Dörpfeld, avec l'aide de MM. Hepding et Schazmann. Durant les fouilles de l'année dernière, la mine inépuisable que recèle la colline des Attalides a de nouveau fourni une riche moisson d'antiquités.

Sur l'un des plateaux artificiels de la montagne, appelé depuis longtemps « terrasse de Déméter », à cause d'une inscription trouvée là antérieurement, on a effectivement découvert un vaste sanctuaire de cette déesse. Les bâtiments de l'enceinte sont heureusement tous déterminés par une série d'inscriptions indiquant l'époque de leur construction et leurs fondateurs. L'esplanade, étayée au midi par tout un système de murs de soutènement, a été étendue au nord par le nivellement des rochers; elle était entourée de portiques et portait au centre le temple et un autel. Tous deux sont pourvus d'inscriptions les vouant à Déméter; elles nomment en outre le fondateur de la puissance des Attales: Philétairos († 262 av. J. C.), qui les fit construire en l'honneur de sa mère nommée Boa.

D'après l'inscription du portique romain, appliquée postérieurement contre la façade du temple, celui-ci aurait été bâti par un nommé Klaudios Scilianos; le portique est de style corinthien, tandis que le temple est ionique.

En venant de l'est, on accède au sanctuaire par des propylées. L'inscription conservée sur l'architrave nous dit que c'est la reine Apollonis, épouse du roi Attale 1<sup>er</sup> (241-197 av. J. C.) et mère des rois Eumène II (197-159 av. J. C.) et Attale II (159-138 av. J. C.), qui les fit édifier. Elle dédie le portique et les locaux attenants à Déméter et Koré, les « Thesmophores », qualificatif par lequel les deux déesses sont désignées comme étant les gardiennes des mœurs et de l'hymen. Dans l'inscription du portique de Scilianos, devant le temple, Déméter est par contre désignée sous le nom de « Karpophoros », celle qui donne les fruits. Dans la partie nord de l'enceinte, au-dessous du portique qui en fait le tour, on a déblayé une série de gradins. Ils constituaient une sorte de théâtre pour les spectateurs venant assister aux mystères qui se déroulaient sur la place du temple. Dans la prochaine campagne, on compte continuer à dégager cette partie et fouiller tout le côté ouest de la terrasse.

Les restes d'architecture et les inscriptions trouvées jusqu'à présent permettent de se faire une idée de l'histoire du sanctuaire et de l'évolution du culte de Déméter, depuis les temps les plus reculés où Pergame devint indépendante jusqu'à l'empire romain. Cette dernière époque surtout a fourni une grande quantité d'inscriptions. Elle nous font connaître le personnel du culte, qui concorde avec celui d'Éléusis, et aussi de nombreuses divinités dont la vénération se rattachait au rite principal.

Il y avait par exemple, dans l'enceinte sacrée, des autels d'Attale I<sup>er</sup>, de Misé (une figure parente de Koré), d'Asklépios, d'Hermès, Hélios, Zeus Ktésios, Penthéios, etc.

Une inscription malheureusement incomplète, gravée sur un autel de marbre, honorait les dieux inconnus. C'est la première mention épigraphique de ces « dieux inconnus » dont il a été si souvent question à propos du célèbre discours de l'apôtre Paul, dans l'Aréopage (Actes des Apôtres, xvii, 23). Le même autel a été dédié plus tard aux vents. Les autels avec des personnifications forment un groupe à part. Nous y trouvons entre autres la vertu (ἀρετή) et la prudence (σωφροσύνη), la fidélité (πίστις) et la concorde (ἁμόσυλον), la nuit (νύξ), l'initiation (τελετή) et le hasard (αὐτομάτως); ce dernier est aussi la première attestation épigraphique de la déification du hasard.

Les découvertes dans le domaine de la sculpture ne sont pas moins intéressantes. La statue de Déméter servant au culte n'a malheureusement fourni que quelques fragments très endommagés. Par contre, on a trouvé plusieurs fragments d'une fort belle frise décorée d'épis et de pavots: les symboles de Déméter. Ces mêmes plantes, accompagnées de cratères, de cornes d'abondance et de raisins, se retrouvent sur les reliefs du portique romain, au midi. Deux d'entre eux se distinguent par une composition spéciale: sur l'un on a représenté Cerbère, le chien tricéphale des Enfers, sur l'autre Déméter, tenant une torche dans la main gauche, dans la droite une coupe; elle est debout entre l'animal du sacrifice attaché et un autel.

Parmi les autres sculptures méritant d'être mentionnées: une statuette d'Asklépios, trois torses de victoires de l'époque hellénistique, une tête de jeune fille très finement travaillée, deux représentant Éros et Hermès, quatre portraits romains en grandeur naturelle (celui d'Auguste, de l'ainée des Agrippine, d'un Claude juvénile, peut-être Tibère, et d'une dame du règne de Trajan). Parmi les terres cuites, il faut mentionner les nombreuses figurines de femmes en prières.

Pour finir, le conférencier donne lecture d'un *graffito* conservé par un jeu du hasard sur le stuc d'une fontaine. C'est un billet doux, ne disant pas grand'chose, mais laissant beaucoup supposer: « A méditer: la lettre est muette, le messager est muet. Le destinataire l'a comprise. »

L'ouvrage monumental, en 8 volumes, des antiquités de Pergame, publié par ordre du ministère des cultes (*Altertümer von Pergamon*, hsgg. im Auftrage des königl. preussischen Ministers der geistlichen Unterrichts- und Medizinal-Angelegenheiten) approche de sa fin. M. P. Schazmann, membre ordinaire de l'Institut archéologique allemand, est en train d'achever le VI<sup>e</sup> volume, qui doit clore la série, les volumes VII et VIII ayant déjà paru.

M. Hans NÆGELI-AKERBLOM présente une reproduction de la médaille commémorative frappée par le pape Grégoire XIII en souvenir de la Saint-Barthélemy.

### Faits divers.

Durant l'année qui vient de s'écouler, la Société a publié :

Au mois de novembre 1909, la 4<sup>me</sup> livraison du tome III du *Bulletin*, datée de juin 1909.

Au mois de janvier 1910, la 2<sup>me</sup> et dernière livraison du tome XXXI (nouv. série, t. XI) des *Mémoires et documents*, contenant les mémoires suivants :

*Gaspard Favre et sa donation aux fugitifs (1556), un épisode de l'opposition à Calvin dans Genève*, par M. Édouard FAVRE.

*Note sur l'indiction, l'épacte et le concurrent dans les chartes du diocèse de Genève au XII<sup>me</sup> siècle (1078-1206)*, par M. Édouard-L. BURNET.

En cours de publication :

Le tome III des *Registres du Conseil de Genève*.

*La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie, de 1559 à 1603. 1<sup>re</sup> partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert (1559-1580)*, par M. Lucien CRAMER. Ce mémoire paraîtra hors série.

Au mois d'avril 1910 a paru le tome 1<sup>er</sup> de l'ouvrage publié par M. Édouard CHAPUISAT sous le titre de : *La Municipalité de Genève pendant la domination française ; extraits de ses registres et de sa correspondance (1798-1814), avec une introduction et des notes* (Genève et Paris, 1910, gr. in-8, CLXIV-360 p., avec pl. et fig.). Le tome II et dernier est en cours d'impression. Cette publication, exécutée aux frais de la Ville de Genève, est subventionnée par la Société et faite sous ses auspices ; ses membres bénéficient d'une réduction de 50 % sur le prix de vente.

Le Comité a décidé de préparer, en vue de la célébration du centenaire de la Restauration de la République de Genève et de son entrée dans la Confédération Suisse (1813-1815), la publication d'un recueil de documents relatifs à ces événements. Des



recherches seront entreprises dans ce but dans les dépôts d'archives officiels de la Suisse et de l'étranger; il sera fait appel également aux propriétaires d'archives privées.

En outre, le Comité a adressé au Conseil d'État, en date du 24 mai 1910, une lettre dans laquelle il lui suggérait l'idée de susciter, pour la même occasion, une publication de circonstance, destinée à faire connaître, sous une forme accessible au plus grand nombre, l'histoire des relations de Genève avec la Suisse, et à mettre en lumière particulièrement le rôle de Genève, au point de vue suisse, au cours du XIX<sup>me</sup> siècle. Dans la même lettre, le Comité a préconisé la préparation d'une exposition rétrospective de documents et d'objets relatifs aux événements qui seront commémorés.

La Société est entrée en échange de publications avec la Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.

Dans sa séance du 11 novembre 1909, la Société a décidé, sur la proposition du Comité, de remettre en dépôt aux Archives d'État les deux premiers volumes des « Analyses des actes rédigés en latin et reçus par les notaires de Genève de 1373 à 1535, d'après les registres des minutes conservés aux Archives d'État, faites pour M. Henri Bordier par lui-même et par M. Louis Dufour-Vernes ».

Ces deux volumes avaient été acquis en 1888 par un certain nombre de personnes, en même temps que la 2<sup>me</sup> série des « Analyses » (1535-1700), et déposés par elles dans la bibliothèque de la Société, à la condition qu'ils seraient consultés sur place. Dès lors, M. Dufour-Vernes avait continué et achevé ce travail, — qui comprend six volumes, — pour le compte des Archives d'État. La décision prise a pour but de remédier à l'inconvénient qui serait résulté du partage de ce répertoire en deux parties déposées dans des locaux différents, et par conséquent d'en faciliter la consultation; elle a consacré un état de fait, l'établissement de la table des matières par M. Dufour-Vernes ayant nécessité depuis assez longtemps déjà le dépôt des deux premiers volumes aux Archives d'État.

Les souscripteurs-propriétaires avaient été avisés par circulaire

de la proposition du Comité et convoqués à la séance de la Société du 11 novembre 1909. Ils n'ont fait aucune opposition à cette proposition.

Le dépôt aux Archives d'État a été fait « provisoirement et à bien plaisir, et à la condition que la série entière des « Analyses » soit donnée en communication, sur leur demande, aux membres de la Société d'histoire, pendant les heures d'ouverture des Archives ».

En janvier 1910, la Société a quitté le local qu'elle occupait depuis 1894 à la rue de l'Évêché, n° 1 (premier étage), pour s'installer à la rue Calvin, n° 12 (premier étage), dans un appartement plus spacieux et plus commode. A cette occasion, le classement matériel des livres de la bibliothèque a été modifié et simplifié ; ils ont été répartis en trois divisions, la première comprenant les ouvrages d'intérêt général et ceux qui concernent l'histoire des pays étrangers, la deuxième les ouvrages relatifs à la Suisse (sauf Genève), et la troisième les ouvrages relatifs à Genève. Dans chacune de ces divisions, les publications périodiques ont été groupées à part. Par décision du Comité, un certain nombre d'ouvrages qui n'avaient pas d'utilité pour la Société ont été retirés de la bibliothèque ; parmi ceux-ci, quelques-uns ont été vendus.

En même temps, un inventaire complet des publications de la Société a été dressé.

Les 28 et 29 mai 1910, la Société a fait une excursion à Vienne en Dauphiné, Lyon, Grenoble et Vizille.

**Ouvrages reçus par la Société**

du 29 avril 1909 au 30 juin 1910.

A

*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouve la liste à la fin du t. II du *Bulletin*.

La Société des Antiquaires de Normandie, avec laquelle elle est entrée récemment en échange de publications, lui a envoyé : *Bulletin de la Société des Antiquaires de Normandie*, tome XVIII-XXVII, 1897-1909 (Caen, 10 vol. in-8).

B

*Livres et Brochures,*

Donateurs :

MM. Ch. ANTHONIOZ, 1 broch. — d'ARCOLLIÈRES, 1 vol. — Victor VAN BERCHEM, 2 vol. — Ch. BORGEAUD, 1 vol. — Nicolas de BOULITCHOFF (Kalouga, Russie), 7 vol. — Max BRUCHET, 1 broch. — Paul CHAPONNIÈRE, 1 vol. — Henri CHAUVET, 23 vol. — Alb. CHOISY, 1 vol., 1 broch. — Alex. CLAPARÈDE, 1 vol. — Conseil Administratif de la Ville de Genève, 1 vol. — Éd. FAVRE, 2 broch. — Raoul GAUTIER, 1 broch. — M<sup>me</sup> A. LULLIN, 1 vol. — MM. Ch. SEITZ, 1 broch. — Alb. VOGT, 1 vol.

C

*Manuscrits.*

Donateur :

M<sup>me</sup> Louis DUFOUR-VERNES, une collection de notices et de matériaux généalogiques recueillis par Louis Dufour-Vernes. (Voir l'inventaire impr. ci-après).

INVENTAIRE  
DES  
MANUSCRITS DUFOR-VERNES  
APPARTENANT A LA  
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

Le regretté archiviste d'État, Louis Dufour-Vernes, avait réuni un grand nombre de manuscrits, principalement généalogiques, restés inédits, dont sa famille a bien voulu faire don à la Société, après sa mort.

Ces manuscrits ont été classés par nous et forment 4 portefeuilles et 6 volumes sous les rubriques suivantes :

**1<sup>o</sup> Travaux personnels inédits.**

*Liste de mes travaux et lectures à la Société d'histoire.*

*Jean Jaquemot.*

*La Colonie genevoise de Constance* (avec diverses lettres originales).

*Notes sur Jean Mara et ses enfants.*

*Curiosités d'archives.*

*Le tome III de la première série (1373-1535) des analyses d'actes des notaires.*

*Notes sur les travaux de M. Grivel aux Archives d'État.*

**2<sup>o</sup> Manuscrits divers :**

*Église de Constance.* — Copie des privilèges accordés par S. M. I. R. à la Colonie genevoise, le 30 juin 1785, du Registre fondamental de l'Église et du Registre des délibérations des Anciens, et pièces diverses.

*Journal de voyage en Italie de Jaques Trembley, 1779 à 1780.*

*Souvenirs de Jean-Pierre Lafond, chirurgien, 1779 à 1799.*

3<sup>o</sup> **Généalogies**<sup>1</sup>. — Sous cette dénomination figurent : des tableaux d'ensemble, des filiations complètes ou fragmentaires, pour la plupart accompagnées de relevés d'état-civil et d'actes des notaires, et pour certaines d'extraits des registres des Conseils, de la Vénérable Compagnie, etc.

Il s'y trouve aussi un petit nombre de tableaux d'ascendances.

Tous ces travaux remplissent quatre grands cartons, ayant pour titre : *Manuscrits généalogiques Dufour-Vernes*, I à IV. Voici l'inventaire des dossiers :

Aillod, Alleman, Amalric, Anspach, *Arnold*, *Art*, *Ascendances* (quelques tableaux), Avret, Avril, Aubertinaz, Ausset.

*Babault*, Badel, *Baillet*, Bailly, Balme, *Barral*, Bastard, *Bastie*, Baud, Baumgartner, *Beddevole*, *Régoz*, Bel, Béranger, Berger, Bernard (et *Cessel*), Bernardin, Berthelier, Berthod, Berton, *Bertrand*, Besson, Bientz, *Blanc*, *Blanchenay*, *Blecheret*, Bleuvet, Blondel, Bodenehr, *Bœuf*, Boissonnas, Bonnet, Bordier, Bourdillon, Bourgeois, Bourrit, Breitenstein, Brière, *Breitmeyer*, Brez, *Brocher*, *Brochet*, Buffet.

Calvin, Capot, *Cardoini*, Cartier, Castanier, Caze, *Chais*, *Chenevière*, *Cherbuliez*, *Chériot*, Chion, Christin, Claparède, Colondre, Comte, Correvon, Cougnard, Coulin, Cresp, Crud, *Cussot*.

Daiz, *Dandiran*, Danel, d'Antioche, Darier, d'Aubigné, Davrange, Dax, de Beausobre, De Bellerive, de Blonay, de Bouillane, Debrit, De Carro, de Cazenove, de Céligny, *de Chaudieu*, de Chapeaurouge, de Confignon, *de Constant*, Decrue, *De Joux*, de Juges, de la Bière, *de la Chau*, de la Fléchère, de la Fontaine, de la Forge, de la Planche, de la Rue, de la Tour, de la Vallée, Déléamont, Delorme, Del Ponte (et da Ponte), Delpuech, Deluc, Deluze, de Miville, *Demole*, de Normandie, *de Portes*, De Rabours, de Richaud, de Riencourt, Des Arts, de Saussure, Des Gouttes, de Senarclens, Dessonnaz, *Deville*, Devilliers, de Zastrow, Dimier, Doë, Doumergue, Dorsival, Doxat, Du Bois, Du Bosson, Du Boule, Du Cimetière, Dumas, Du Pan, *Dupin*, Durand, Du Theil, Duvoisin.

Ebray, Emetaz, Empeyta, Ecuyer, *Esquivillon*, Estienne, Eynard.

<sup>1</sup> Les généalogies complètes sont indiquées en *italiques*, les autres ne sont que des fragments.

Faisan, Fatio, Fazy, Fournier, Friederich, Flournoy, Frarin, Frossard de Saugy.

Gaillard, Galland, Gallay, *Gambini*, Gentil, Gerbel, Gibert, Goëtz, *Goudet*, Gouy, Grasset, Grenier, Grevin, Gros, Guichard, Guillaumet, Guyenet.

Haldimand, Heath, Hennequin, Henry, *Hervé*, Heyer, Horn-gacher, *Huber*, Huc-Mazelet, Hugues, Huguetan, Hunziker.

Iselin.

Jaïn, Jæckel soit Jaquet, James, Jaquemot, Jaquet, *Jaquet* (d'Ecorens), Joly, Julliard.

*Lacroix*, *Lafon*, Lamande, *Lamon*, Laurent, Lenieps, Lenoir, *Le Suire*, Levrat, Linck, Liotard, *Long*, Lossier, *Lucadou*.

Maillart, Malliet, Manget, Marandat, *Mare*, Margel, *Marsson*, Martin, Maurice, Melly (et de *Meliis*), Mermet, Mestrezat, *Metzner*, Meynadier, Michaud, *Miège*, Mirabaud, *Montchal*, *Monthion*, Moynier, Munier.

*Nadal*, Necker, *Neubauer*, Noël, *Nourrisson*.

Oltramare.

*Paccard*, Pagan, Paravicini, Passavant, *Pasteur*, Pellet, Pennet, *Perréal*, Perronnet, Philippin, Piguët (et Jaillet), Plonjon, Poncet, Porta, *Portier*, Portus, Prevost, Pury (et d'Osterwald).

*Raffard*, *Ramu*, *Rath*, *Reclan*, *Reverdin*, Rey, Reynet, Reymond, Richer, Rivier, *Robillard*, *Rochette*, *Ræhrich*, *Roger*, *Roguin*, *Roman*, Roset, *Rosselin*, Roup, Roustan, *Royaume*, Ruegger.

Sales, *Sali*, Sautter (et familles alliées), Say, Sayous, Secretan, Segond, Scheitlin, Simery, Sion, Siza, *Souvairan*, Stroehlin.

Taboret, *Taravel*, Terrot, Thelusson, *Thomeguez*, Tournier, Troillet, Tronchin, *Try*, *Tuffé*.

*Valentin*, Vaud (familles du canton de), *Vautrain*, Veret, *Vignier dit Aubigny*, *Vignon*, Villain, *Villemejeane*, *Vincent*, Viollier, Vivarais, Vivien, *Vouan*, *Voullaire*.

Wielandy, *Wolff*, Wulliémox.

Yersin.

**4<sup>e</sup> Matériaux généalogiques.** — Ils se composent d'un grand nombre d'extraits d'actes et de notes, pris au courant de la plume par l'archiviste d'État et rédigés sur des fiches. Ils comprennent aussi plusieurs cahiers de relevés d'état-civil et d'actes

notariés se rapportant à des individus isolés ou à des familles ayant déjà fait l'objet de travaux spéciaux, inédits ou publiés.

5<sup>e</sup> **Correspondance.** — Elle traite de sujets variés, au point de vue historique, généalogique et politique, en général sous forme de brèves notices en réponse à des demandes adressées à l'archiviste et émanant surtout de l'étranger.

Ces deux dernières catégories de documents dans lesquels les chercheurs peuvent glaner et faire d'intéressantes trouvailles, sont réunis en deux volumes portant les numéros 5 et 6 des « *Manuscrits généalogiques Dufour-Vernes* ».

H. DEONNA.

### Note additionnelle

En l'absence d'un catalogue imprimé, il paraît utile d'indiquer ici les autres manuscrits généalogiques ou héraldiques que possède la Société d'histoire et d'archéologie.

3. *Matériaux pour servir à dresser un Nobiliaire des familles nobles (actuellement, 1788) dans la République de Genève*, avec table, pet. in-fol. cartonné.

4. *Quatre Mémoires concernant la généalogie de la famille Calandrini* [1748 et 1787], in-4 cartonné.

14. *Blasons de 400 familles genevoises ou étrangères admises à la bourgeoisie de Genève*, in-4 rel.

16. [Gallatin, Jean-Louis]. *Blasons des maisons et des familles nobles avec lesquelles nous avons des alliances directes*, in-16.

137. Pièce 5. *Livret de famille de Guillaume Franconis (1617-1640)*, in-16 rel. parch.

145. 2<sup>me</sup> partie : *Généalogies des familles Bonet, Buisson, Du Pan, Favre, Gallatin, Lefort, Lemaire, Mestrezat, Pictet, Rilliet et Sarasin*, copiées d'après un livre écrit de la main de Mr le syndic Jean Cramer, in-4 cart.

197. *Généalogies et pièces diverses concernant les familles Butini, Calandrini, De Carro, De Crouz, Favre, Gallatin, Le Fort, Lombard, Rilliet, de la Rive, Roset, Saladin, Savyon, Tronchin, Turrettini, Vautier.*

220. [Rilliet-Necker]. *Généalogies soit filiations de familles genevoises* (avec annexes ou pièces justificatives), in-4.

221-224. *Extraits des recueils de testaments, minutaires des notaires et autres documents publics servant de preuve aux généalogies des familles genevoises* [nos 220 et 263], 4 vol. in-4 cart. avec répertoires. — Le n° 223 contient : *Testaments olographes dès 1630 à 1764*, le n° 224 : *Extraits des testaments enregistrés au greffe de M. le lieutenant, de 1764 à 1771*.

225. *Mariages et baptêmes célébrés dans les Églises de St-Pierre, de la Madeleine et de St-Gervais, de 1550 à 1720* (extraits).

263. [Rilliet-Necker]. *Généalogies soit filiations de familles genevoises (au 22 mai 1800)*, in-fol.

Sans numéro. [Grenus (de), F.-T.-L.]. *Renseignements sur les titres et registres des principales villes du Canton de Vaud*, contenant des notes et fragments de tableaux généalogiques sur diverses familles vaudoises, in-12 cart.

---



NOTE SUR UNE SENTENCE RENDUE EN 1440  
PAR L'OFFICIAL DE GENÈVE, EN FAVEUR DES CHAPELAINS  
DE LA CHAPELLE DE LA VIERGE MARIE

---

Un changeur d'Avignon, nommé Louis d'Ambrosie, originaire d'Asti, avait promis aux chapelains de la chapelle de la Vierge Marie<sup>1</sup>, à Genève, une somme de deux mille florins d'Avignon (à raison de 24 sous par florin), payable en plusieurs termes. En 1440, il s'en fallait de beaucoup que cette somme eût été entièrement versée. Aussi, le 28 janvier de cette année, le procureur des chapelains, nommé Jean d'Ochie, adressa à l'Official de Genève une requête le priant d'obliger le changeur à donner les huit cents florins qu'il fallait encore verser pour les deux termes écoulés. Un procès eut lieu. Louis d'Ambrosie se fit défendre par Jean Arnoul, procureur fiscal de la cour spirituelle de Genève. Les chapelains eurent gain de cause et, le 1<sup>er</sup> février 1440, l'Official de Genève rendit une sentence obligeant Louis d'Ambrosie à payer les huit cents florins demandés<sup>2</sup>.

Louis CAILLET.

---

<sup>1</sup> Fondée en 1406 par le cardinal Jean de Brogny et connue aujourd'hui sous le nom de chapelle des Macchabées.

<sup>2</sup> Le texte latin de cette sentence, rédigé sur parchemin, est conservé à la Bibliothèque municipale de Lyon (Collection Morin-Pons).

# UNE DÉPUTATION

DU

## CONSEIL PROVISOIRE DE GENÈVE

AUPRÈS DE MONSIEUR, FRÈRE DU ROI,

A LYON, EN SEPTEMBRE 1814

---

L'année 1814 marque dans l'histoire de Genève une phase particulièrement émouvante. Pendant les derniers jours de la domination française, la petite cité avait vibré d'espérance; l'entrée des troupes autrichiennes semblait combler ses vœux. En réalité, c'est à partir de ce moment-là que les talents diplomatiques des Genevois eurent à se faire jour; il fallait transformer les faits en actes juridiques; il fallait retenir une attention qui avait été bienveillante, mais qu'une circonstance quelconque pouvait distraire; il fallait agir dans les congrès et attirer par tous les moyens sur la République renaissante l'intérêt de ses voisins. Aucune occasion d'affirmer leur désir d'indépendance ne devait être négligée par les Genevois, et c'est pour cette raison, sans doute, qu'en apprenant le voyage à Lyon du comte d'Artois, le Conseil provisoire décida de lui adresser une députation. A vrai dire, l'idée lui en fut suggérée par une lettre confidentielle du Conseil du canton de Vaud, l'informant du passage de Monsieur en Bourgogne et dans les provinces avoisinantes. Le canton de Vaud demanda au Conseil provisoire s'il avait l'intention de «faire une députation», comme on disait alors. Le Conseil décida sur-le-champ (séance du 5 septembre 1814), de répondre affirmativement et, dans sa séance du 6 septembre, il arrêta de déléguer deux ou trois conseillers, MM. les syndics, chefs du gouvernement, étant retenus à Genève pour affaires d'Etat.

Le 12 septembre, le Conseil reçut l'avis que le comte d'Artois arriverait à Lyon le 14. Il composa alors la délégation et désigna, pour en faire partie, les conseillers Albert Turrettini, Pierre Boin et Gaspard-Charles De La Rive. Le registre ne mentionne pas qu'une mission fut également confiée à Salomon Diodati, mais cela ressort du texte même du rapport qui va suivre. Diodati avait rempli, en 1788, dans l'ancienne République, les fonctions de membre du Conseil des Deux-Cents, et avait été nommé auditeur en 1790; il fit partie du Conseil représentatif après la Restauration. Ses

nombreuses relations et son mérite personnel engagèrent les syndics à l'adjoindre à la délégation en qualité d'introducteur. Ils n'eurent pas à s'en repentir. Le rapport des délégués signala « le zèle et l'intelligence » de Diodati et le Conseil, reconnaissant les grands services qu'il avait rendus, décida, à l'unanimité, de lui adresser, avec ses remerciements, un brevet de capitaine « qu'il paraissait désirer »<sup>1</sup>.

Dès leur arrivée à Lyon, les délégués genevois se mirent en rapport avec la députation vaudoise. Celle-ci était composée de Pidou, landamman, et Chastellain, colonel. Ces députés ne déposèrent pas de compte rendu écrit de leur mission. D'après les registres ordinaires et secrets du Petit Conseil de l'État vaudois, les citoyens Pidou et Chastellain ne firent qu'un rapport verbal, déclarant avoir été reçus par Monsieur en audience privée « d'une manière obligeante et gracieuse ». Nos recherches aux Archives nationales à Paris sur l'envoi des délégations genevoise et vaudoise n'ont pas donné de résultat et le rapport qui va suivre est, à notre connaissance, la seule pièce officielle de quelque importance qui en parle. Il fut enregistré le 21 septembre 1814 par le Conseil de Genève.

RAPPORT DE LA DÉPUTATION ENVOYÉE PAR LES  
SEIGNEURS SYNDICS ET CONSEIL PROVISOIRE, A MONSIEUR,  
FRÈRE DU ROI, A LYON, EN SEPTEMBRE 1814<sup>2</sup>

Très Honorés Seigneurs,

Nous partîmes de Genève le mercredi 14 septembre et nous arrivâmes à Lyon le lendemain à onze heures du matin.

Notre premier soin fut de chercher M. Salomon Diodati, que Vos Seigneuries avaient adjoint à la députation, et nous apprîmes de lui que Monsieur était à Dijon et qu'on ignorait le moment où il devait arriver à Lyon.

Nous rendîmes ensuite nos devoirs au préfet du Rhône (M. le

<sup>1</sup> Ce genre de distinction remplaça parfois, dans la République de Genève, les décorations, qui lui étaient inconnues depuis sa rupture avec la France. A la même époque, Jean-Gabriel Eynard, chargé d'accompagner à Vienne la députation genevoise, demanda un brevet de lieutenant-colonel, qui lui fut accordé « vu ses services », et Pinon fut décoré du même grade après le retour dans la place de Genève des canons emmenés par les Autrichiens, qu'il avait été chercher à Vienne.

<sup>2</sup> *Genève, Arch. d'État*, P. H. 1814. CCCXIII 4., pièce 5729.

comte de Bondy), au maire de Lyon (M. le comte d'Albon) et au duc de Castiglione (le maréchal Augereau).

Notre visite au préfet fut précédée d'une note sous enveloppe, dont M. Diodati fut porteur, et dans laquelle nous exprimions le but de notre voyage et nous lui demandions l'heure où il voudrait bien nous recevoir. Le préfet répondit verbalement à M. Diodati « qu'il nous recevrait le lendemain vendredi entre onze et midi ».

Nous nous rendîmes à l'heure assignée à la préfecture, où il se trouvait. Sa réception fut polie et il nous apprit qu'il était occupé à faire la liste des députations et des autorités qui devaient être présentées au Prince. Nous nous qualifiâmes, dans la note que nous lui remîmes, de conseillers d'État de Genève chargés de lettres de créance de leur gouvernement pour Son Altesse Royale Monsieur, frère du Roi.

Nous parlâmes à M. le préfet des relations qui existaient entre Lyon et Genève et de l'intérêt que nous avions à obtenir sa bienveillance personnelle, ce à quoi il ne répondit pas grand'chose.

Nous allâmes ensuite chez le maréchal et M. Diodati remit à l'un de ses aides de camp un billet, qui annonçait que nous nous étions présentés chez lui pour lui rendre nos devoirs : c'était une espèce de billet de visite ; l'aide de camp pria M. Diodati d'attendre et revint lui dire peu après que M. le maréchal nous recevrait le lendemain à midi.

Nous ne trouvâmes pas le maire et nous laissâmes chez lui nos billets de visite.

Le samedi 17, nous nous rendîmes à midi chez le maréchal, où nous fûmes d'abord reçus par un aide de camp. Le maréchal ne tarda pas à paraître et reçut notre visite debout, comme les grands seigneurs donnent audience. Nous lui expliquâmes le but de notre voyage à Lyon, en ajoutant que nous nous étions fait un devoir de faire notre cour à Son Excellence. Il nous demanda ce qu'on faisait à Genève, et si on y était content. Nous répondîmes que les Genevois venaient de se donner une Constitution et qu'ils étaient fort unis entr'eux. « Vous voulez donc être République, répliqua-t-il, soit : cela est possible pour Genève et ne l'est pas pour la France ».

Nous répliquâmes que nous désirions devenir canton de la Confédération Suisse. A ce mot « Suisse », il répartit que les Suisses

avaient marché contre nous en 1782 et qu'il était surprenant que nous voulussions nous unir à eux. Nous lui expliquâmes que les Suisses avaient agi vis-à-vis de nous en 1782 non dans des vues hostiles, mais d'après le droit qu'ils avaient acquis, précédemment, de s'interposer dans nos différends et qu'ils avaient cru devoir soutenir particulièrement le parti du gouvernement parce qu'ils l'avaient cru fondé dans ses prétentions. M. Turretini ajouta que, peu après que la tranquillité avait été rétablie, il était devenu magistrat et ensuite membre du Conseil étroit de ce gouvernement.

« Savez-vous, dit le maréchal, lorsque M. Turretini eut proféré le mot « magistrat », savez-vous que les magistrats de Genève ont couru des dangers, qu'il ne s'en est peu fallu que mon armée n'entrât dans leur ville et que j'avais l'ordre de les faire exécuter, et que je dis à Dessaix de faire évader les magistrats. » Nous répliquâmes que nous connaissions trop bien sa réputation pour n'être pas persuadés qu'il n'aurait jamais fait un crime aux magistrats de Genève d'être attachés à leur ancienne indépendance, et nous ajoutâmes qu'au moment où les troupes françaises avaient évacué Genève, les magistrats désignés avaient favorisé la retraite, non seulement des personnes, mais celle des caisses publiques et de tous les effets appartenant à des Français. « Oui, je le sais, répondit-il, vous êtes de braves gens. » La conversation se prolongea encore quelque temps ; le maréchal nous fit des offres de service et nous accompagna, quand nous sortîmes, jusqu'à la sortie de son salon.

Le même jour, nous nous rendîmes tous trois, à l'exception de M. le conseiller Boin, à la barrière de Vaise pour voir arriver Monsieur, qui devait y être complimenté. On y avait préparé des tentes pour les spectateurs et un arc de triomphe. Des députés de divers corps, tels que celui des avocats et celui des négociants, s'y rendirent pour augmenter le cortège de Monsieur. M. Diodati était un des députés négociants et, comme tel, il était vêtu de noir, ayant une petite cocarde blanche sur la cocarde noire. Nous fûmes bien placés, au moyen de billets que nous avait procurés M. Cazenove, substitut du maire ; il nous présenta lui-même au maire, que nous n'avions pas encore rencontré, et le maire nous fit le meilleur accueil. Plusieurs coups de canon annoncèrent

vers les 4 heures l'arrivée de Monsieur. Il s'avança à cheval, ayant à sa droite le duc de Castiglione et, à sa gauche, M. de Pressy; il avait un costume de dragon; plusieurs gentilshommes l'entouraient; il était précédé et suivi de divers détachements de cavalerie. Il s'arrêta près du maire, sans descendre de cheval mais en tenant son chapeau à la main, tandis que le maire le complimentait. Le maire lut son compliment. Un homme vêtu de noir lui succéda et fit son compliment en vers. L'un et l'autre ne firent point leurs compliments de tête; ils les lurent et les remirent ensuite à Monsieur. Ce dernier ne répondit qu'en peu de mots, mais avec toute l'affabilité et l'empressement possibles.

Monsieur, arrivé à Lyon, alla dîner chez le duc de Castiglione et se rendit ensuite dans l'appartement qu'on lui avait préparé à l'Archevêché, sur le bord de la Saône. Il y eut dans la soirée un beau feu d'artifice sur la rivière.

Nous apprîmes le même jour (samedi) qu'une députation du canton de Vaud était arrivée à Lyon et nous ne tardâmes pas d'aller rendre visite à ces députés, savoir M. le conseiller Pidoux et M. le colonel Châtelain. Nous ne trouvâmes pas ce dernier; M. Pidoux nous apprit qu'ils avaient fait les mêmes visites que nous, c'est-à-dire qu'ils avaient été chez le préfet, chez le maire et chez le duc de Castiglione; ils n'avaient vu que le duc. Ils avaient écrit au préfet pour lui demander que leur députation fût insérée sur la liste des députations et ils n'avaient pas encore de réponse. Nous fîmes part à M. Pidoux de notre dessein d'envoyer de bonne heure le lendemain M. Diodati à M. de Maillé, premier gentilhomme de la Chambre du prince, pour solliciter une audience privée de Son Altesse, afin de n'être pas confondus avec le grand nombre de députations françaises qui se présenteraient, et nous exprimâmes à M. Pidoux le désir que nous avions d'agir dans toute cette affaire de concert avec la députation dont il était le chef. Il nous répliqua qu'ils s'en tiendraient à ce qu'ils avaient fait auprès du préfet, qu'ils avaient non seulement sollicité par lettre de les inscrire dans le nombre des députations qui se présenteraient au prince, mais aussi de prévenir M. de Maillé de leur intention. Le lendemain dimanche, à 9 h., nous reçûmes une note du préfet pour nous avertir « que le prince recevrait à 9 h. les Autorités et Députations au Palais de l'Archevêché ». Peu après,

MM. Pidoux et Châtelain arrivèrent et nous montrèrent une note semblable que leur avait adressée M. le préfet, avec cette différence cependant, que l'heure assignée dans cette dernière était 9 h.  $\frac{1}{2}$  et non 9 heures, et que M. le préfet ajoutait que le duc de Maillé était instruit de l'arrivée de la députation du canton de Vaud.

Nous dîmes à ces Messieurs que nous ne voulions pas nous rendre à l'Archevêché sans y avoir été plus particulièrement invités et que, pour obtenir cette invitation, nous allions envoyer M. Diodati au duc. En effet, tandis que les députés de Vaud se rendirent à l'Archevêché, M. Diodati alla chercher le duc de Maillé auquel il présenta un paquet contenant sous une enveloppe commune : 1<sup>o</sup> La lettre de créance du Conseil adressée à Monsieur ; 2<sup>o</sup> copie de la dite lettre ; 3<sup>o</sup> un billet par lequel les députés de Genève sollicitaient la faveur d'une audience *privée* de Monsieur. Le duc répondit que S. A. R. était prévenue que notre députation viendrait avec les autres dans la matinée et M. Diodati répliqua — conformément aux instructions que nous lui avions données — que nous étions la députation d'un État indépendant et que nous serions flattés d'avoir une audience où nous ne serions pas confondus avec les députations ou autorités françaises. Le duc alla informer Monsieur de notre demande et ce dernier nous fit répondre par M. le duc qu'il nous recevrait avec plaisir le jour même à cinq heures et demie. Il nous rendit la lettre de créance cachetée.

Nous dînâmes ce jour-là chez M. Diodati et nous y rencontrâmes l'un des députés du canton de Vaud (M. Châtelain), qui nous apprit que leur députation, après avoir attendu deux heures inutilement à l'Archevêché, avait fait demander à M. de Maillé quel serait le moment où elle pouvait se flatter d'être admise ; qu'ils avaient eu pour réponse que le prince ne pourrait les recevoir qu'à cinq heures et demie ; qu'ils avaient été nous chercher à notre hôtel pour nous apprendre ce qui leur était arrivé, mais que, ne nous ayant pas trouvés, ils étaient rentrés chez eux, où on leur avait remis le billet qu'un de nous (M. Turrettini) leur avait écrit pour leur apprendre que la députation genevoise était assignée pour 5 heures  $\frac{1}{2}$ .

Nous nous rendîmes à cinq heures et demie à l'Archevêché, en

habit noir régulier, et M. le capitaine Diodati en uniforme ; nos gens n'avaient point de livrée. Les députés vaudois étaient arrivés avant nous, mais nous fûmes admis avant eux, soit parce que nous avions été inscrits les premiers, soit parce que M. Diodati parla de nouveau à M. le duc de Maillé, soit peut-être par une faveur particulière. M. le duc vint nous chercher et, après nous avoir fait traverser deux salles, il nous laissa à la porte de la salle d'audience pour aller nous annoncer. Nous eûmes, en l'attendant, le temps de faire la conversation avec divers seigneurs français qui se trouvaient là et, en particulier, avec M. Alexis de Noailles.

Le prince s'avança vers nous au moment où nous fûmes introduits par M. de Maillé dans la salle d'audience.

M. Turretini lui présenta notre lettre de créance et lui parla en ces termes :

« Monseigneur,

« Nous venons porter à Votre Altesse Royale l'hommage du  
« respect et du dévouement des Genevois. Notre République,  
« rendue à l'indépendance, n'aurait joui de son bonheur qu'avec  
« des craintes toujours renaissantes, si votre Auguste Maison  
« n'était remontée sur le trône. Nos cœurs l'y appelèrent depuis  
« longtemps et le jour où S. M. entra dans ses États fut pour  
« Genève un des plus beaux jours de fête. Nous nous souvenons  
« avec la plus vive gratitude de la bienveillance et de la protec-  
« tion dont les rois de France nous ont toujours honorés et nous  
« osons nous flatter que V. A. R. aura pour nous des disposi-  
« tions aussi favorables.

« Agréez, Monseigneur, les vœux ardents que nous formons  
« pour la personne sacrée de S. M., pour la prospérité de son  
« auguste famille et pour le bonheur de V. A. R. en particulier ».

M. Turretini n'osa point, dans son discours, énoncer le vœu que la postérité du comte d'Artois régnât un jour sur la France, c'est-à-dire que le duc d'Angoulême eût des enfants. L'émotion dont il était pénétré en adressant la parole au frère d'un roi si bon et si longtemps malheureux, à un prince distingué lui-même par les qualités les plus aimables, cette émotion passa probablement



de son cœur à sa voix, car Monsieur eut l'air ému pendant tout le temps que M. Turrettini le harangua; il accompagnait de gestes d'approbation les phrases de M. Turrettini et semblait même proférer quelques mots à voix basse. Sa réponse, plus longue que le discours de M. Turrettini, nous parut improvisée : elle eut l'accent de la plus grande bienveillance, mais nous ne pouvons nous la rappeler textuellement.

Le prince commença par exprimer sa profonde sensibilité aux sentiments que M. Turrettini venait de lui témoigner de la part de Genève. Il dit ensuite qu'il remettrait à son frère la lettre de créance et qu'elle lui ferait plaisir, ainsi que le compte qu'il rendrait de notre démarche; que, la France étant échappée de la tyrannie, ses rois pourraient nous protéger et contribuer à notre bonheur; que c'était l'intention du roi son frère et que lui-même, en sa qualité de colonel général des Suisses, serait charmé d'entrer en relation avec nous pour conclure une capitulation<sup>1</sup> : « Dites à vos concitoyens combien mon frère et moi nous nous intéressons à la prospérité de Genève ».

Nous nous flattions que cette réponse serait suivie de quelques questions qui nous permettraient d'entrer en conversation avec le prince, mais il est manifeste qu'il n'avait pas le temps de nous donner quelques moments de plus, car il avait à recevoir la députation du canton de Vaud, à voir un feu d'artifice préparé pour lui et à arriver au spectacle, où il se fit nécessairement très longtemps attendre. Son Altesse Royale, après nous avoir fait des inclinations gracieuses, fit un pas en avant et nous invita ainsi à nous retirer.

Le lendemain, lundi 19, M. le conseiller d'État De La Rive, qui avait connu M. le comte de Puysségur, l'un des gentilhommes de S. A. R., et qui avait fait sa cour au prince lui-même en

<sup>1</sup> A la date du 26 août 1814, Mallet, maréchal des camps et armées, avait avisé le Conseil provisoire de Genève que le roi de France désirait avoir des troupes suisses à son service. Il demanda au Conseil si Genève serait disposée à prendre part à cette capitulation. Le 5 septembre, le conseiller Turrettini fut chargé de lui répondre que, malgré tout l'empressement des Genevois, il leur était impossible de prendre un engagement avant que leur gouvernement fût organisé.

Écosse, écrivit à M. le comte pour le prier de vouloir bien le recevoir et ajouta qu'il désirait fort apprendre si S. A. R. viendrait à Genève, ainsi que le bruit s'en était répandu.

M. de Puységur le reçut; il le reconnut très bien et lui dit des choses agréables relativement à la députation et aux dispositions de Monsieur pour Genève. Il lui apprit que ce prince n'irait point à Genève, qu'il menait une vie très pénible, qu'il n'avait pas assez de temps pour tout ce qui lui restait à faire et il donna à entendre que nous ne pouvions pas espérer d'être admis de nouveau à son audience.

Nous estimâmes, d'après ces propos, que notre mission était terminée, car nous n'avions point reçu encore la lettre par laquelle Vos Seigneuries nous invitaient à prolonger notre séjour à Lyon jusqu'au moment du départ de S. A. R. D'ailleurs nous avions appris que Genève venait d'être admise comme canton dans la Confédération Helvétique, nous en étions transportés de joie et nous étions empressés de nous rendre à Genève pour y prendre part à l'allégresse publique <sup>1</sup>.

Nous partîmes de Lyon le lundi 19, à six heures du soir, et nous arrivâmes à Genève le 20, avant quatre heures du soir.

Il est impossible d'être plus satisfait que nous l'avons été du zèle et de l'intelligence de M. Diodati, qui s'est montré, comme il l'a toujours fait, un excellent citoyen, et dont la chaleur et l'aimable franchise sont bien propres à inspirer la confiance.

Nous avons été fort heureux de loger dans le même appartement que M. Céard, le [beau-]père de M<sup>me</sup> Céard, fille de M. le conseiller Boin<sup>2</sup>; nous avons trouvé chez eux les ressources de société que

<sup>1</sup> Ce fut le 17 septembre que le Conseil reçut une lettre officielle d'Ulrich lui annonçant que Neuchâtel, Genève et Valais avaient été admis comme cantons suisses et que le pacte fédéral, accepté le 10 septembre, serait soumis au Congrès de Vienne.

<sup>2</sup> Julie Boin avait épousé Robert Céard, qui devait devenir procureur général du canton de Genève et lieutenant-colonel des pompiers. — Robert Céard fut reçu citoyen genevois le 2 août 1814, conformément aux anciens usages qui permettaient d'agréger à la nationalité genevoise les parents de conseillers. Son père, Nicolas, ancien ingénieur en chef du département du Léman, auquel il est fait allusion dans le texte ci-dessus, avait laissé d'excellents souvenirs à Genève.

nous pouvions désirer et nous avons vu avec grand plaisir combien M. Céard est attaché à Genève.

Nous prions Vos Seigneuries de recevoir notre rapport avec indulgence et nous sommes avec respect, de Vos Seigneuries,

Les très humbles et très obéissants serviteurs.

(signé :) TURRETTINI, Conseiller d'État.

On aura remarqué les paroles d'Augereau aux députés genevois sur le sort qui eût été réservé aux membres du Conseil provisoire, si l'armée française eût reconquis Genève. L'empereur avait donné l'ordre de recouvrer cette place, si l'ennemi n'y possédait pas plus de 800 hommes. Dans une première lettre, le ministre de la guerre, duc de Feltre, mandait à Augereau de « prendre en otage tous les ministres qui avaient formé le gouvernement provisoire et de les envoyer en France ». Dans une seconde missive, qui confirmait la précédente, le duc de Feltre ordonnait, comme première mesure, de séquestrer les biens des signataires de la proclamation du 1<sup>er</sup> janvier et de les envoyer eux-mêmes en France, où ils seraient traités comme prisonniers d'État. Nous ne trouvons pas de menaces de mort dans cette correspondance officielle, mais l'affirmation d'Augereau paraît d'autant plus vraisemblable que Napoléon lui-même, un mois plus tard, jugeait l'occupation de Genève nécessaire « dans tous les cas » et ne fixait plus un maximum de garnison pour en étudier l'attaque. Dans sa lettre du 26 février 1814, adressée au duc de Feltre, il ne met pas en doute que la prise de Genève ne s'effectue et il écrit : « Il faudra désarmer les habitants et mettre leurs fusils entre les mains de nos soldats de ligne ou de nos gardes nationaux français <sup>1</sup> ». Il n'est plus question ici du gouvernement provisoire, dont les membres demeuraient à la discrétion du vainqueur *in spe*.

Le registre du Conseil provisoire <sup>2</sup> contient la lettre de remerciements adressée à « Messieurs les Syndics et membres du Conseil provisoire de la Ville et République de Genève » par le comte d'Artois.

Voici ce document :

Je vous remercie, Messieurs, des sentiments que vous m'avez fait exprimer, au nom des Genevois, par la députation que vous m'avez envoyée à Lyon.

<sup>1</sup> Cf. A. RILLIET, *Le Général Dessaix devant Genève* (extrait du *Journal de Genève* des 29 et 30 septembre 1868), 16 p. in-8.

<sup>2</sup> *Genève, Chancellerie d'État.*

L'intérêt que le Roi mon frère porte à la République de Genève doit vous garantir qu'il accueillera avec plaisir et bienveillance les nouveaux témoignages de respect et d'attachement que vous venez de lui offrir ainsi qu'à sa famille ; je m'empresse de les lui transmettre.

Je suis bien sensible aux vœux que vous adressez au Ciel pour moi ; j'en formerai toujours pour la prospérité du pays dont le Gouvernement est confié à vos soins.

Recevez, Messieurs, les assurances de ma considération.

(signé :) CHARLES PHILIPPE.

On voit, par ces lignes, que la République de Genève renouait avec la maison de France le fil rompu par la révolution. Les Anglais, que Napoléon écartait de Genève lorsqu'elle était en sa puissance, reprenant, eux aussi, d'anciennes traditions, y accoururent en foule. La princesse de Galles séjourne à Sécheron. Du mois de septembre 1814 au 1<sup>er</sup> janvier 1815, ce ne sont que cérémonies, fêtes, réjouissances. Le 31 décembre, anniversaire de la Restauration de la République, est célébré avec enthousiasme et si, d'après un écrit populaire, il y a quelques « fichus avenaires qui regrettent encore qu'on ait déguillé Bonaparte », il n'y a cependant plus « ni natifs, ni grimauds, ni habitants, ni corniauds, ni englués ; il n'y a plus que des bons Genevois<sup>1</sup> ».

Édouard CHAPUISAT.

---

<sup>1</sup> *Souvenirs de 1814* [publiés par A. Roget], Genève, 1864, 85 p. in-8.

# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1911

---

### Personnel de la Société.

Depuis la publication de la 5<sup>me</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée de juin 1910, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1910 Jules CROSNIER, professeur à l'École des Beaux-Arts.

Raoul MONTANDON.

1911 Charles GAUTIER, ancien membre.

Louis PRICAM.

François BARRELET.

Ernest CHAPONNIÈRE, licencié ès lettres.

Georges WAGNIÈRE, docteur en droit, directeur du *Journal de Genève*.

Théodore AUBERT, licencié en droit, avocat.

Maurice BRÉMOND, ingénieur.

Léon-Albert BRUN.

Georges CUENDET.

Gaston DARIER.

Robert MARTIN, licencié en droit, notaire.

Francis REVERDIN, ingénieur.

Émile AUBERT-SCHUCHARDT.

Frédéric DE RABOURS, licencié en droit, avocat.

Arthur BAUMGARTEN, docteur en droit, professeur  
extraordinaire à l'Université.

Philippe BOURDILLON, docteur en médecine.

Victor BRUNS, docteur en droit, professeur extraordinaire  
à l'Université.

Henry DE MANDROT-LA SARRAZ.

Aymon PICTET.

Henri GANDILLON.

Dans sa séance du 24 novembre 1910, la Société a élu membre  
correspondant M. l'abbé Marius BESSON, professeur extraordinaire  
à l'Université de Fribourg.

Elle a eu le regret de perdre sept membres effectifs: MM. Adolphe DOMINICÉ († 29 juillet 1910), Gustave MOYNIER, Alfred COVELLE, Eugène DE BUDÉ, Hans NÆGELI-ÅKERBLUM, Ernest SALADIN († 13 juin 1914), Gaspard VALLETTE.

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au  
15 octobre 1911, de 220.

Avec Gustave MOYNIER, mort à Genève le 21 août 1910, la Société a perdu à la fois son doyen d'âge et le plus ancien de ses membres. Né le 21 septembre 1826, licencié en droit de Paris en 1850, il avait été reçu membre effectif le 23 novembre 1854. Son nom reste indissolublement attaché à la fondation et au développement de l'œuvre de la Croix-Rouge; il présida son Comité international dès sa fondation, et le zèle qu'il mit à assurer le succès de l'institution des secours aux blessés de la guerre avait attiré sur sa personne une reconnaissante et universelle considération.

La notice biographique que lui a consacrée le *Bulletin international des Sociétés de la Croix-Rouge* (1910, p. 172-207) rappelle

les différentes étapes de sa carrière de philanthrope, les publications dont il enrichit la littérature juridique et les distinctions dont il avait été l'objet de la part des corps savants et des grands États.

Alfred COVELLE, né à Genève le 23 octobre 1853, mort à Lausanne le 24 août 1910, avait été inscrit au barreau genevois de 1878 à 1894; licencié en droit en 1877, docteur en 1886, il s'était senti attiré de bonne heure vers les recherches historiques; sa thèse de licence indique d'emblée le genre d'études auquel il s'adonna de préférence; sous le titre tout juridique d'*Essai sur le nom en droit civil*, elle renferme une esquisse très complète de l'histoire du nom de famille dès les origines jusqu'à la Révolution française. Par contre, sa thèse de doctorat (*De la preuve et de la présomption de décès*, Genève, 1886, in-8) reste dans le domaine du droit pur.

Entre temps, Covelle était devenu un des habitués des Archives d'État, où il se familiarisait avec la lecture et l'interprétation des anciens textes. Il entra à la Société d'histoire le 9 février 1882. Il se trouva donc tout désigné pour collaborer à la continuation des *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, de J.-B.-G. Galiffe. Il donna au tome II (Genève, 1892), les articles : Bourdillon, Covello soit Covelle, de Cerve, Girardi soit Girard dit Guerre, et au tome III (Genève, 1895) Coello, Guerra, Patry.

En 1897, il mit un terme à de longues et minutieuses recherches en publiant *Le Livre des Bourgeois de l'ancienne République de Genève* (Genève, in-8). Cette liste de réceptions à la bourgeoisie, qui commence en 1339 et s'arrête avec l'année 1792, a été établie à la suite d'un dépouillement systématique des Registres du Conseil, des Comptes de la Communauté et des Livres des Bourgeois des Archives d'État. Enrichie d'une table des noms, d'un glossaire géographique et d'un glossaire professionnel, elle constitue un instrument de travail dont les historiens genevois ne peuvent plus se passer.

Covelle se proposait d'établir avec la même méthode la liste des réceptions à l'habitation. Il n'a malheureusement pu mener à chef cette entreprise considérable, pour laquelle il était tout

particulièrement préparé. Ses manuscrits attestent qu'il avait déjà terminé la copie de trois registres d'habitants du XVI<sup>e</sup> siècle et réuni un grand nombre de fiches sur le refuge à Genève. <sup>1</sup>

D'un caractère très serviable, Covelle a également beaucoup travaillé pour autrui.

Eugène DE BUDÉ, né au Petit-Saconnex le 7 juin 1836 et mort le 28 décembre 1910, s'est acquis des titres divers à la reconnaissance publique, par ses initiatives philanthropiques; membre de la Société d'utilité publique de Genève depuis l'année 1859, il n'a cessé d'y travailler avec zèle à l'étude de questions relatives au bien général et à la création d'institutions de bienfaisance.

Son activité dans ces domaines ne l'a pas empêché de fournir une longue carrière d'écrivain. Ses premiers essais en vers et en prose le retiurent quelque temps dans la littérature d'imagination. Entré à la Société d'histoire le 12 février 1858, il ne tarda pas à faire connaître à ses collègues les documents les plus intéressants de riches archives de famille; ses nombreuses communications furent l'amorce d'ouvrages plus étendus et de publications de textes inédits. Nous devons nous borner ici à donner la bibliographie de son œuvre historique en laissant de côté ses écrits consacrés à la philanthropie et à la protection des animaux; nous n'avons pas relevé non plus dans les revues telles que la *Bibliothèque universelle*, la *Lecture*, le *Globe*, et dans les journaux quotidiens de la Suisse romande, toutes les notices bibliographiques et les articles historiques dus à sa plume.

1. — Notice historique sur Guillaume Budé. Genève 1857, in-8, vi-37 p., portr.

2. — Un détail sur l'Escalade. Genève et Paris, 1859, in-16, 30 p.

3. — *Briève relation de mon voyage à Venise en septembre 1608*, par Jean Diodati [publiée, avec une introd. et des fragments de lettres diverses, par Eug. de Budé.] — *La Semaine Religieuse* des 11, 18 et 25 avril et 2 mai 1863. — Tiré à part, Genève, 1863, in-8, 19 p.

4. — Notice sur la province de Canterbury, Nouvelle-Zélande. Avec carte. Genève, 1866, in-8, 22 p.

5. — Une lettre d'Isaac Casaubon à Jean Diodati du 11 juin 1608. Reproduction en fac-similé. Genève, 1866, in-8, 3 p..



6. — Une page inédite de Jacques Saurin. Paris, 1866, in-16, 16 p.

7. — La Réforme en Italie : lettres d'Odet de Lanoue, de Rohan et de Gassion à Jean Diodati, 1608-1633. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XVI (1867), p. 18-25.

8. — La Suisse pendant la guerre de Trente-Ans. — *Étrennes religieuses*, 18<sup>me</sup> année (1867), p. 222-238.

9. — Lettres inédites de Descartes, précédées d'une introduction. Paris, 1868, in-8, xxiv-48 p.

10. — Lettres de Marbaut et de Villarnoul à Bénédict Turretini, 1619-1628. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*, t. XVII (1868), p. 414-420.

11. — Vie de Jean Diodati, théologien genevois, 1576-1649. Lausanne, 1869, in-16, 302 p. (Une adaptation italienne de cet ouvrage a paru sous le titre : Vita di Giovanni Diodati, teologo ginevrino, tradotta liberamente su quella del sig. Eugenio de Budé, con aggiunte e note biografiche. Firenze, 1870, in-16, 196 p.).

12. — Vie de François Turretini, théologien genevois, 1623-1687. Lausanne, 1871, in-16, 300 p.

13. — Lettre de Jean Claude au professeur François Turretini. — M. D. G., t. VII (1872), p. 215-221.

14. — Un trait inédit des tentatives de Rome sur Genève. — *Étrennes religieuses*, 24<sup>me</sup> année (1873), p. 215-221.

15. — Un épisode de l'histoire des Vaudois du Piémont. — *Étrennes religieuses*, 25<sup>me</sup> année (1874), p. 102-123.

16. — Vie de Bénédict Pictet, théologien genevois, 1655-1724. Lausanne, 1874, in-16, 304 p.

17. — Vie de J.-A. Turretini, théologien genevois, 1671-1737. Lausanne, 1880, in-16, 324 p.

18. — Vie de Guillaume Budé, fondateur du Collège de France (1467-1540). Paris, 1884, in-12, 300 p., portr.

19. — Lettres inédites de l'abbé Claude Nicaise [à J.-A. Turretini] (1693-1696), avec introduction et notes. — *Bulletin d'histoire et d'archéologie religieuses du diocèse de Dijon*, 4<sup>me</sup> année (1886), p. 85 et 141. Tiré à part, Paris, 1886, in-8°, 45 p.

20. — Notes sur Neuchâtel et le roi de Prusse (1707). — *Musée Neuchâtelois*, t. XXIII (1886), p. 192-195 et 223-227.

21. — Lettres inédites adressées de 1686 à 1737 à J.-A. Turretini.

tini, théologien genevois, publiées et annotées par E. de Budé. Paris et Genève, 1887, 3 volumes in-16, xi-394 p., ii-402 p., iii-464 p.

22. — Un humaniste français au XVI<sup>e</sup> siècle : Guillaume Budé. — *Bibliothèque universelle*, 95<sup>me</sup> année (1890), 3<sup>me</sup> période, t. XLVII, p. 449-470, t. XLVIII, p. 137-155.

23. — Un théologien genevois au XVIII<sup>me</sup> siècle : Jacob Vernet (1698-1789). — *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 52<sup>me</sup> année (1892), nouv. série, t. XXXVIII, p. 668-719.

24. — Vie de Jacob Vernet, théologien genevois (1698-1789). Lausanne, 1893, in-16, 304 p.

25. — Joséphine et Marie-Louise : leurs voyages en Suisse. — *Bibliothèque universelle*, 99<sup>me</sup> année (1894), 3<sup>me</sup> période, t. LXIV, p. 129-144 et 350-360.

26. — Le général Delmas de Grammont (1796-1862), auteur de la loi française pour la protection des animaux. Genève, 1896, in-8, 32 p., portrait.

27. — Manuscrits inédits de Guillaume Budé : les « Adversaria ». — *Revue Bleue*, 4<sup>me</sup> série, t. V (1896), p. 770-775 ; reproduit dans *l'Athénée*, Paris, février 1907.

28. — Robert Chouet (1642-1731). — *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 58<sup>me</sup> année (1898), nouv. série, t. XLIX, p. 363-371.

29. — La reine Hortense, ses voyages, son séjour en Suisse (1815-1837). — *Bibliothèque universelle*, 103<sup>me</sup> année (1898), t. IX, p. 553-577.

30. — Les Bonaparte en Suisse : Bonaparte en 1797 et en 1800. — *Ibid.*, t. XII, p. 21-51.

31. — Id. : Le roi Joseph à Prangins (1814-1815). — *Ibid.*, 104<sup>me</sup> année (1899), t. XIV, p. 541-557.

32. — Préface aux *Lettres de Jules Bonnet (1851-1863)*. Genève et Paris, 1898, in-8, p. v-xiv.

33. — Un cartésien genevois au XVII<sup>e</sup> siècle, Jean-Robert Chouet (1642-1731). — *Revue Bleue*, 4<sup>me</sup> série, t. XII (1899), p. 354-359.

34. — Vie de Jean-Robert Chouet, professeur et magistrat genevois (1642-1731). Genève, 1899, in-16, 301 p.

35. — Les Bonaparte en Suisse : Louis-Napoléon (Arenenberg,

Thoune, Genève), 1815-1838. — *Bibliothèque universelle*, 107<sup>me</sup> année (1902), t. XXVI, p. 497-524.

36. — Le duc de Bassano, son arrestation au château d'Allaman (août 1815). — *Ibid.*, 108<sup>me</sup> année (1903), t. XXX, p. 295-311.

37. — Le maréchal Ney, son séjour présumé en Suisse (1815). — *Revue historique vaudoise*, 12<sup>me</sup> année (1904), p. 273-286.

38. — Napoléon III et le général Dufour, d'après une correspondance inédite (1830-1872). — *Revue des Deux-Mondes*, 74<sup>me</sup> année (1904), 5<sup>me</sup> période, t. XX, p. 581-612.

39. — Un épisode de la Révolution : Échange de la princesse Marie-Thérèse-Charlotte, fille de Louis XVI, contre les prisonniers français détenus en Autriche. — *Revue Bleue*, 5<sup>me</sup> série, t. IV (1905), p. 234-238 et 265-269.

40. — Les Bonaparte en Suisse : Napoléon; Joséphine; Marie-Louise; la reine Hortense; le roi Joseph; Louis-Napoléon Bonaparte; Bassano; le maréchal Ney. Genève et Paris, 1905, in-16, 311 p.

41. — Voyages de J.-A. Turretini (1691-1693), d'après une correspondance inédite. — *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 67<sup>me</sup> année (1907), nouv. série, t. LXVII, p. 384-421.

42. — Le tour du lac il y a cent ans, d'après des documents inédits. — *Revue historique vaudoise*, 16<sup>me</sup> année (1908), p. 1-16. — Tiré à part, Genève, in-8.

43. — Souvenirs du général Bertrand, d'après une correspondance inédite. — *Le Correspondant*, 89<sup>me</sup> année (1910), p. 543-560.

Hans NÆGELI-ÅKERBLOM, mort le 18 avril 1911, était né à Rio-de-Janeiro le 15 août 1868; il fit ses études de médecine aux Universités de Bâle, Zurich et Berne et pratiqua de 1893 à 1903 à Ruthi, dans le canton de St-Gall. C'est en cette dernière année qu'il vint s'établir à Genève, où il se faisait recevoir membre de la Société d'histoire le 24 janvier 1907. Il s'occupait particulièrement de folk-lore et d'histoire de la médecine, qu'il enseigna comme privat-docent à l'Université depuis 1906. On trouvera la liste de ses publications historiques et médicales dans le *Catalogue des ouvrages, articles et mémoires publiés par les professeurs et privat-docents de l'Université de Genève*, par le

Dr Charles Julliard et Fernand Aubert (Genève 1909, in-8), p. 385-387, et dans la *Revue médicale de la Suisse Romande*, 31<sup>me</sup> année (1911), p. 354.

La mort prématurée de Gaspard VALLETTE a été cruellement ressentie dans tous les milieux intellectuels de notre pays. Né à Jussy le 13 mai 1865, licencié ès lettres en 1885, licencié en droit en 1888, docteur ès lettres *honoris causa* de l'Université de Genève en 1909, il avait été successivement maître de littérature française au Collège de Genève, de 1895 à 1898, et rédacteur en chef du journal *La Suisse*, de 1898 à 1903. Membre de la Société depuis le 25 février 1892, il est mort au moment où son talent semblait être arrivé à son plein épanouissement. le 6 août 1911.

On a pu dire de lui, avec raison, qu'il était le critique suisse le plus autorisé et le plus respecté de sa génération. Critique littéraire et critique d'art, chroniqueur humoriste et essayiste érudit, voyageur enthousiaste et humaniste épris de culture antique, il a été le collaborateur assidu de la *Bibliothèque universelle* et de la *Semaine littéraire*, de même que de quotidiens comme le *Journal de Genève*, la *Gazette de Lausanne*, la *Nouvelle Gazette de Zurich*. Sa besogne écrasante de publiciste ne l'a jamais détourné du travail scientifique, qui lui était un puissant réconfort intellectuel. Élève de Pierre Vaucher, il débuta dans les lettres par un mémoire sur *Mallet-Du Pan et la Révolution française*<sup>1</sup>, qui obtint en 1892, de l'Université de Genève, le prix Stolipine, sur un rapport flatteur de son maître. Ce fut dès lors à l'histoire littéraire qu'il consacra ses études les plus fouillées et les livres à la préparation desquels il mit le plus de soin<sup>2</sup>. Par la

<sup>1</sup> Publié dans M. D. G., t. XXV, p. 1-97.

<sup>2</sup> Comme complément à la bibliographie donnée par M. Frédéric Gardy dans ce *Bulletin*, t. II, p. 299, il faut encore citer :

Coup d'œil sur le développement de la presse politique dans la Suisse romande, dans *La Presse Suisse, publiée par la Société de la presse suisse*, Berne, 1896, in-8, p. 63-116.

La Presse, dans *La Suisse au dix-neuvième siècle, ouvrage publié par un groupe d'écrivains suisses sous la direction de M. Paul Seippel*, Lausanne et Berne, 1900, gr. in-8, t. II, p. 397-412.

parf qu'il fit aux ouvrages historiques dans ses chroniques mensuelles de *La Semaine littéraire*, commencées en octobre 1901 et intitulées *La Vie en Suisse*, il fit connaître au grand public, à côté des événements artistiques et des nouveautés littéraires, les progrès d'une discipline qui reprenait sa place dans le domaine de la pensée nationale. Enfin et surtout, il restera l'auteur de *Jean-Jacques Rousseau genevois*, la grande œuvre de sa vie. Tous ceux qui aborderont après lui l'histoire de Genève au XVIII<sup>me</sup> siècle ne pourront se passer de lire et de méditer sa description si vivante de la vie sociale de la cité et son étude des luttes politiques nées de la condamnation de l'Émile.

La Société a encore perdu deux de ses membres correspondants : MM. Léopold DELISLE et Johannes STRICKLER.

Ce n'est point ici le lieu de dire tout ce que l'érudition française a perdu avec son vénéré maître Léopold DELISLE<sup>1</sup>. Né le 24 octobre 1826 à Valognes (Manche), sorti de l'École des Chartes en 1849, il entra la même année à la Bibliothèque nationale, dont il fut nommé administrateur général en 1874. Pendant trente années, il consacra toutes ses forces à développer les services de ce célèbre dépôt, à enrichir ses collections et à faire connaître les richesses du cabinet des manuscrits. Membre de l'Institut en 1857, membre du conseil de perfectionnement de l'École des Chartes depuis 1873 et son président à partir de 1878, il est mort le 28 juillet 1910 au château de Chantilly, dont il était l'un des conservateurs.

Reflets de Rome : Rome vue par les écrivains, de Montaigne à Goethe, de Chateaubriand à Anatole France. Paris et Genève, 1909, in-8, iv-397 p.

Jean-Jacques Rousseau genevois. Paris et Genève, 1910, in-8, xxx-454 p.

Membre du comité et de la commission de publication de la Société J.-J. Rousseau dès sa constitution. en 1904, Vallette a également enrichi de deux articles et de plusieurs comptes rendus bibliographiques les *Annales* de cette Société.

<sup>1</sup> Nous renvoyons en particulier à la notice biographique de M. Charles Bémont, parue dans la *Revue historique*, t. CV (1905), p. 84-91.

Ses publications, dont la liste complète a été dressée par M. Paul Lacombe<sup>1</sup>, embrassent tous les domaines de l'histoire du moyen-âge et de ses sciences auxiliaires. C'est ainsi qu'une de ses plus intéressantes découvertes paléographiques l'avait mis en rapport avec la Société d'histoire. En retrouvant un feuillet de papyrus qui appartenait au manuscrit des œuvres de Saint Avit, dit « manuscrit De Thou », il avait pu reconstituer le texte de l'homélie prononcée par l'archevêque de Vienne à la dédicace d'une église chrétienne du voisinage de Genève, construite sur les ruines d'un temple païen; en même temps, il donnait quelques fragments d'une autre homélie, qui célébrait la reconstruction d'une basilique brûlée par l'ennemi à Genève même. Son travail, intitulé *Notice sur un feuillet de papyrus récemment découvert à la Bibliothèque impériale de Paris et relatif à la basilique que Maxime, évêque de Genève, substitua vers l'année 516 à un temple païen*<sup>2</sup>, fut lu par Charles Le Fort à la séance du 30 mars 1865. La restitution d'un texte aussi précieux pour l'histoire de Genève ne passa pas inaperçue. Rilliet-de Candolle consacra un commentaire développé aux deux homélies<sup>3</sup>; il arriva à identifier la localité où s'était élevée la basilique édiflée par Maxime sur les ruines d'un sanctuaire païen : c'était Annemasse, dans le diocèse de Genève.

Delisle fut nommé membre correspondant de la Société le 27 avril 1865. Dès lors, le hasard de ses courses de bibliophile le ramena parfois sur le chemin de Genève. En 1869, il signale un vocabulaire latin-français imprimé à Genève en 1487<sup>4</sup>; en 1899,

<sup>1</sup> *Bibliographie des travaux de M. Léopold Delisle, membre de l'Institut, administrateur général de la Bibliothèque nationale*. Paris, 1902, in-8.

*Supplément, 1902-1910*. Paris, 1911, in-8.

<sup>2</sup> Publié dans M. D. G., t. XV, p. 265-284.

<sup>3</sup> *Conjectures historiques sur les homélies prêchées par Avitus, évêque de Vienne, dans le diocèse de Genève et dans le monastère d'Agaune, en Valais*. (M. D. G., t. XVI, p. 1-64.) Ces deux notices furent publiées en un volume séparé, avec un mémoire d'Henri Bordier, sous le titre d'*Études paléographiques et historiques sur des papyrus du VI<sup>e</sup> siècle, en partie inédits, renfermant des homélies de Saint-Avit et des écrits de Saint-Augustin*, Genève et Bâle, 1866, in-4.

<sup>4</sup> Lacombe, *Bibliographie*. n° 373.

un vocabulaire de même origine et daté de 1523<sup>1</sup>. En 1900, il faisait l'historique de la riche bibliothèque d'un collectionneur genevois, Antoine-Jean-Louis Bourdillon, mort en 1856 ; à l'aide de catalogues de vente, il énumérait les plus précieux manuscrits de ce fond malheureusement dispersé<sup>2</sup>. Enfin, en 1901, sur les indications de M. H. Aubert, il décrivait la magnifique Bible de 1588, destinée à Henri IV et conservée à la Bibliothèque de Genève<sup>3</sup>.

Johannes STRICKLER, naquit à Hirzel (canton de Zurich) le 27 janvier 1835 ; il fit ses études au séminaire de Kussnacht et professa dans cet établissement de 1861 à 1865, puis fut correcteur d'imprimerie chez Orell-Füssli. Il se fit connaître à cette époque par la publication d'un manuel d'histoire suisse, son *Grundriss der Schweizergeschichte für mittlere und höhere Lehranstalten und zum Selbstunterricht* (Zurich, 1867-1868, 2 volumes in-8), dont une deuxième édition, augmentée et complètement remaniée, parut en 1874 sous le titre de *Lehrbuch der Schweizergeschichte für höhere Schulen, zugleich vaterländisches Lesebuch für alle Stände* (Zurich, 1874).

En 1868, la Confédération le chargea de continuer la publication des Recès des diètes fédérales. Strickler mena cette œuvre considérable à chef pour la période qui s'étend de 1521 à 1532 (*Amtliche Sammlung der ältern eidgenössischen Abschiede*, Bd. IV, Abth. I a. (Brugg 1873, in-4), et Abth. I b, (Zurich, 1876, in-4). Il compléta ce recueil d'actes officiels par la publication des documents qu'il avait réunis, au cours de ses recherches dans les archives suisses, sur l'histoire de la Réformation (*Actensammlung zur schweizerischen Reformationsgeschichte*, Zurich, 1878-1884, 5 volumes in-8).

De 1870 à 1881, Strickler occupa les fonctions d'archiviste d'État à Zurich. A partir de 1878, il prépara le matériel destiné à une nouvelle publication projetée par une commission nommée par les autorités fédérales : le recueil des actes de la République

<sup>1</sup> Id., n° 1719.

<sup>2</sup> Id., n° 1808.

<sup>3</sup> Id., n° 1819.

Helvétique. Il déploya dans ce travail de longue haleine une activité assez grande pour pouvoir terminer lui-même l'impression des dix volumes de la série des documents politiques (*Actensammlung aus der Zeit der helvetischen Republik (1798-1803)*, Berne, 1886-1905, 10 volumes in-4), et préparer les textes pour la rédaction de la seconde série (sociale et économique), dont le premier volume était déjà imprimé au moment de sa mort, survenue à Berne le 8 octobre 1910.

L'activité littéraire de Strickler ne s'en est pas tenue seulement à l'édition de ces trois grands recueils de documents<sup>1</sup>; mais c'est surtout par son labeur ininterrompu et désintéressé au service de la Confédération qu'il s'est attiré la reconnaissance et le respect des historiens suisses. Docteur en philosophie *honoris causa* de l'Université de Zurich (1874), docteur en droit honoraire de l'Université de Berne (1903), il était membre correspondant de la Société depuis le 27 décembre 1877.

### Mémoires, Rapports, etc.

*présentés à la Société.*

778. — *Séance du 10 novembre 1910.*

Élection d'un vice-président en remplacement de Léopold Micheli, décédé. M. Léon GAUTIER est élu.

**Le traité de Soleure (1579)**, par M. Lucien CRAMER. — Cette communication formera un chapitre de son ouvrage en préparation sur « La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603 ».

779. — *Séance du 24 novembre 1910.*

Compte rendu par M. C.-M. BRIQUET, d'un mémoire de M. Joseph La Mantia intitulé : *Il primo documento in carta esistente in Sicilia*

<sup>1</sup> La bibliographie complète de ses travaux sera donnée dans un des prochains numéros de l'*Anzeiger für schweizerische Geschichte*.



(Palerme, 1908, in-4, 34 p.). — Impr. dans le *Journal de Genève* du 5 décembre 1910, sous le titre de : *Les plus anciens papiers*.

**Promenade à Avenches, par M. Camille MARTIN.**

Après avoir brièvement résumé l'histoire d'Avenches, et donné un rapide aperçu de ses principaux monuments, M. Martin montre quelle a été, au cours des âges, l'attitude observée par les habitants du pays à l'égard des ruines romaines. L'espoir de trouver des trésors, le désir d'exploiter les matériaux enfouis dans les champs ont été les premiers mobiles qui ont dirigé les chercheurs. C'est seulement à partir du XIX<sup>e</sup> siècle que se manifestent les premières velléités de conserver les objets découverts dans le sol. Un premier musée fut créé dans ce but en 1825. Mais la surveillance systématique des fouilles et l'exploitation méthodique du terrain laissèrent longtemps à désirer. La situation ne s'améliora qu'à partir du jour où fut fondée l'Association Pro Aventico. Dès lors l'intérêt du public s'éveilla pour l'antique cité romaine. Aujourd'hui les efforts de la société privée sont encouragés d'une manière effective par la commune d'Avenches, l'État de Vaud, et par la Confédération. La tâche qui incombe à ces diverses organisations est très complexe. M. Martin passe en revue les différentes séries de travaux exécutés à Avenches : fouilles, relevés graphiques, achats d'objets, réfection et entretien des ruines, reconstitution des monuments, publications. En passant, il répond aux critiques qui ont été adressées aux archéologues par des écrivains et des amateurs et montre quels avantages pourraient résulter à l'avenir d'un meilleur groupement de toutes les ressources employées à scruter le passé du vieil Aventicum.

**L'attribution à Gondebaud de la première enceinte fortifiée de Genève, par M. Paul-E. MARTIN.**

Un livre récent de M. Adrien Blanchet, *Les enceintes romaines de la Gaule, Étude sur l'origine d'un grand nombre de villes françaises* (Paris, 1907, in-8), a posé à nouveau la question de la date de la construction de la première enceinte de Genève. L'auteur se demande si la muraille connue sous le nom d'« enceinte de Gondebaud » n'est pas simplement une muraille romaine du type des enceintes réduites du III<sup>e</sup> et du IV<sup>e</sup> siècle. La ville devenue *civitas* au IV<sup>e</sup> siècle a dû, en effet, être fortifiée pour défendre la vallée du Rhône; avant cette époque, elle s'étendait à l'est jusque sur le plateau des Tranchées; l'attribution à Gondebaud de ce premier ouvrage défensif ne repose que sur un texte peu précis, l'inscription du Bourg-de-Four, et sur une étude imparfaite d'une

partie de la muraille. M. Paul Martin refait l'histoire de la description de l'enceinte prétendue burgonde : un plan dressé par Jean Goulart, vers 1610, a servi de source à un premier mémoire de Sénebier dans ses *Essais sur Genève*, parus en 1788 dans le *Journal de Genève* ; à son tour Sénebier a été utilisé par le général Dufour et par le colonel Massé, tandis que divers archéologues, comme Galiffe et Blavignac, donnaient des relevés du tracé de l'enceinte. Le plan de Jean Goulart a été, d'autre part, publié par Spon comme le plan de la Genève romaine.

Les érudits ont également beaucoup varié sur le rôle de Gondebaud en tant que restaurateur de la cité de Genève ; la plupart d'entre eux, s'en tenant à l'interprétation littérale du texte de l'inscription du Bourg-de-Four, admettent sous son règne un agrandissement d'une enceinte primitive. Malheureusement, ce document épigraphique est incomplet et la tentative d'explication proposée par Edouard Mallet (M. D. G., t. IV, p. 305-311) ne peut pas être admise. Mallet faisait appel, en effet, à une annotation de la Notice des Provinces et des Cités de la Gaule, qui mentionnait une restauration de Genève par Gondebaud. M. Martin montre que cette adjonction à la liste romaine n'a que la valeur d'une tradition assez vague et en tous cas postérieure au VIII<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>. Le sens précis de l'inscription du Bourg-de-Four reste donc indéfinissable.

Il est pourtant extrêmement probable qu'au moment de la création du district militaire de la « Sapaudia », à la fin du IV<sup>e</sup> siècle, Genève fit partie d'un système défensif étendu et fut pourvue alors d'une muraille<sup>2</sup>. Les archéologues n'ont jamais retrouvé aucun vestige de cette enceinte, non plus que de celle que les commentateurs de l'inscription du Bourg-de-Four estimaient antérieure au remaniement de Gondebaud.

L'état des lieux semble indiquer qu'il n'y a pas eu place sur la colline de la ville haute pour deux ouvrages concentriques de fortification. La muraille romaine ne peut donc être cherchée ailleurs que sur l'emplacement des murs considérés comme burgondes. Un examen approfondi de tous ces vestiges pourra peut-être un jour désigner avec quelque certitude le constructeur de la première enceinte genevoise et déterminer la part prise à sa restauration par le roi burgonde Gondebaud.

780. — *Séance du 15 décembre 1910.*

Présentation, par M. Albert DUNANT, de la photographie d'une médaille de Charles-Emmanuel, duc de Savoie.

<sup>1</sup> Cf. *Castrum Argentariense*, dans l'*Anzeiger für Schweiz. Geschichte*, t. X (1907), p. 189.

<sup>2</sup> Cf. Ch. Morel *Genève et la colonie de Vienne*, dans M. D. G., t. XX, p. 570.

M. Albert Dunant remet à la Société, de la part de M. Duval-Foulc, la photographie d'une médaille frappée en 1606 à l'effigie de Charles-Emmanuel, duc de Savoie. Cette pièce très rare, en or, sort des ateliers de Gaspard Molo ou Mola, né vers 1580 à Breglio, près de Côme, et mort à Rome, probablement en 1640. L'une des faces de la médaille, haute de 53 mm., porte le buste couronné du duc, l'autre un sagittaire accompagné de la devise « *Oportune* ».

**Coutumes et superstitions médicales d'autrefois et d'aujourd'hui,**  
par M. Hans NÆGELI-ÅKERBLOM.

A l'aide de documents photographiques nombreux, M. Nægeli-Åkerblom étudie les procédés de la trépanation chez les peuples primitifs depuis les temps préhistoriques jusqu'à nos jours.

Il donne ensuite l'explication de quelques phénomènes observés à Echternach, lors des fameuses processions dansantes de Saint-Willibrod et termine par la description d'ex-voto exposés dans les églises pour obtenir la guérison de diverses maladies.

M. Maurice DUNANT présente la médaille de la paix (prix Nobel) décernée en 1901 à Henri Dunant, le promoteur de l'œuvre de la Croix-Rouge.

1781. — *Séance du 12 janvier 1911.*

Rapports du président (M. Frédéric GARDY) et du trésorier (M. Albert CHOISY) sur l'exercice 1910.

Élection du Comité : MM. Francis DE CRUE, président ; Édouard FAVRE, vice-président ; Paul-E. MARTIN, secrétaire ; Édouard CHAPUISAT, trésorier ; Victor VAN BERCHEM, Albert CHOISY, Frédéric GARDY, Camille MARTIN.

Le départ du baron Capelle de Genève décembre 1813, d'après des documents inédits, par M. Édouard CHAPUISAT — Impr. dans la revue *La Révolution française*, 31<sup>me</sup> année (1912), p. 132 et s.

**Timbres et formules,** par M. Albert CHOISY.

M. Albert Choisy présente le dossier d'une transaction immobilière commencée en 1813 et terminée en 1814. Les caractères diplomatiques des pièces reflètent l'histoire de Genève pendant cette période. A la for-

mule exécutoire impériale et au timbre français succède le timbre des pays occupés, puis celui de la République restaurée ; on y trouve aussi la trace du départ des fonctionnaires français avant l'arrivée des Autrichiens.

782. — *Séance du 26 janvier 1911.*

**Souvenir du Congrès d'histoire et d'archéologie tenu à Cluny les 10, 11 et 12 septembre 1910, par M. Raoul MONTANDON.**

En septembre 1911, Cluny, l'antique cité bourguignonne, célébrait le millénaire de l'abbaye bénédictine fondée en 910, par Guillaume le Preux, duc d'Aquitaine, dans un site sauvage qui n'était alors qu'un simple rendez-vous de chasse.

Afin de souligner la solennité de cet anniversaire, l'académie de Mâcon avait eu l'heureuse idée d'organiser à Cluny un congrès d'histoire et d'archéologie, qui réunit plusieurs centaines de participants.

Fondée en 910, la maison religieuse de Cluny, gouvernée par une suite d'abbés savants et pieux, parmi lesquels Bernon, Odon, Hugues, Saint-Mayeul, Pierre le Vénérable, élevèrent très haut la puissance abbatiale du monastère, devint, comme on l'a dit, l'asile des lettres et le refuge des princes. C'est de Cluny que partit la réforme bénédictine, qui lui valut bientôt un rôle prépondérant, au milieu de 2000 monastères de sa règle.

La puissance et la richesse matérielle de l'abbaye égalaient à vrai dire sa puissance spirituelle, si bien qu'en 1245, lors de l'entrevue, à Cluny, de Louis IX avec le pape Innocent IV, les dimensions de l'abbaye et ses diverses dépendances étaient si considérables, qu'on put loger le pape avec toute sa cour, les patriarches d'Antioche et de Constantinople, avec leur suite, dix-sept évêques ou archevêques, et une foule d'ecclésiastiques, puis Louis IX avec la reine-mère, Blanche de Castille, les princes et princesses du sang, l'empereur d'Orient, les fils des rois d'Aragon et de Castille, ainsi qu'une multitude de princes et de chevaliers, sans déranger les 400 moines de leurs travaux.

Le gouvernement des abbés commendataires, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, compromit gravement la prospérité du monastère. La révolution fut funeste aux merveilles architecturales de l'abbaye et de la ville. La superbe et colossale basilique élevée par Hugues et ses successeurs, dès la fin du XI<sup>e</sup> siècle, et dont les vastes nefs et les voûtes hautes, les nombreux clochers et les admirables sculptures faisaient l'admiration des pèlerins et des artistes, fut presque entièrement démolie. Les autres monuments suivirent son sort, et aujourd'hui, parmi tant de ruines, on ne peut que déplorer la perte de ces chefs-d'œuvre.

Malgré tout, Cluny possède encore un grand nombre de monuments dignes d'intérêt : la tour de l'eau bénite et celle de l'horloge, seuls restes de l'antique basilique, le farinier des moines, la tour Fabry, les palais abbaticaux de Jean de Bourbon et de Jacques d'Amboise, les églises Notre-Dame et de Saint-Marcel, les antiques maisons romanes, méritent une visite et constituent, pour la charmante petite ville, un vrai trésor archéologique.

Le bureau du Congrès avait eu l'heureuse idée d'organiser plusieurs excursions du plus haut intérêt, dans les environs ; c'est ainsi que les congressistes visitèrent le manoir de Saint-Point, dans lequel la petite chambre de Lamartine évoque délicieusement la vie du grand poète, les châteaux de Berzé-la-Ville et Berzé-le-Châtel, dont l'histoire reste intimement liée à celle du monastère, les basiliques de Charlieu et de Paray-le-Monial, autrefois dépendantes de Cluny, enfin, Tournus l'antique abbaye, fondée dans la seconde moitié du VI<sup>e</sup> siècle et dont le style sévère et barbare contraste avec les fines et gracieuses sculptures de sa voisine de Cluny.

783. — *Séance du 9 février 1911.*

L'esclandre du samedi 16 juin 1770, à la porte de Cornavin, par M. Paul LADAME. — Impr. ci-après, p. 230.

Lettres écrites de Paris par Jean-Louis Ritter en 1791, communiquées par M. Eugène RITTER.

M. Eugène Ritter communique deux lettres écrites de Paris, en 1791, par son grand-oncle, Jean-Louis Ritter ; c'était un ouvrier horloger qui était allé y chercher de l'ouvrage ; mais « la fuite du Roy, écrit-il à son père le 30 juin, a tout dérangé mon commerce. A neuf heures du matin, j'étais à travailler bien tranquillement, quand j'entendis sonner le tocsin et battre la générale. Je descendis sur-le-champ ; je vis mener M. d'Aumont à la Maison-de-Ville, que l'on eut bien de la peine à sauver de la fureur du peuple. On allait dans les appartements du Roy et de la Reine ; je vis encore quelques-unes de ses hardes qu'elle avait laissées.

« Le calme fut bientôt rétabli dans Paris ; on travaillait le lendemain, comme si de rien n'était.

« J'ai été au-devant du Roy, avec la personne chez qui je demeure. On défendait de tirer son chapeau, et de crier : Vive le Roy ! Jamais ordre n'a été mieux exécuté ; il n'y avait sorte de choses que l'on ne dit sur son compte. Les trois personnes qui sont cause de son arrestation étaient dans un cabriolet, derrière lui, couronnées de laurier. »

La lettre suivante, du lundi 18 juillet, parle des événements qui avaient eu lieu la veille : « Pendant que l'on faisait ces exécutions sanglantes, au Champ de la Fédération, nous étions quelques-uns bien tranquilles sur le boulevard Saint-Antoine, à boire de la bière dans des cafés où l'on joue l'opéra pour rien, ignorant absolument tout ce qui se passait. Ce ne fut qu'en revenant, à 10 heures du soir, que nous vîmes beaucoup de troupes à la place de Grève, et le drapeau rouge déployé à l'Hôtel-de-Ville. »

Ces troubles nuisaient aux affaires, en sorte que le jeune ouvrier comprit que le plus sage était de rentrer à Genève; ses deux lettres parlent de son prochain retour. « Il n'y a pourtant point de danger ici », disait-il.

784. — *Séance du 28 février 1911.*

**Les travaux récents de l'Institut archéologique allemand en Asie Mineure (1910), communication de M. Paul SCHAZMANN; avec projections lumineuses.**

M. Schazmann, membre de l'Institut impérial archéologique allemand, rend compte des travaux accomplis par l'Institut en Asie-Mineure en 1910; il expose les résultats d'une excursion aux ruines de Pessinus. Cette ville, située à l'extrémité S.-O. de la Galatie, sur le versant sud du mont Dindymus, était célèbre par le culte de Cybèle, surnommée Agdistis, dont le temple, plein de richesses, s'élevait sur une montagne hors de la ville. Dans ce temple était une image de la déesse, qui fut transportée à Rome, pour exécuter un oracle des livres sibyllins.

Les ruines de cette ville antique ont été parcourues déjà autrefois par G. Perrot, Ramsay, Reber, et plus en détail par Körte (*Athen. Mittheilungen*, 1898 et 1899). Il ne s'agissait pas non plus, lors de cette dernière investigation, de fouilles proprement dites, mais plutôt de glaner des photographies et de trouver des documents intéressant le culte de Cybèle et surtout aussi des inscriptions. La découverte d'une lettre de Mithridate, roi de Pont, à un certain Epikratès de Pessinus, mérite d'être citée ici; l'inscription commence par ces mots : *Μιθριδάτης Ἐπικράτει χαιρεῖν*; il déclare dans cette missive que les villages appartenant autrefois à la déesse de Pessinus doivent à l'avenir rester en sa possession. Cet écrit nous confirme à nouveau que le prêtre de Cybèle s'appelait Athis, comme son bien-aimé mythique, le premier des galls; la lettre est datée.

Au commencement de septembre, M. le professeur Conze, de Berlin, et M. Schazmann entreprirent de fouiller un sanctuaire de Cybèle, la mère des dieux, situé sur le plus haut sommet du Günd-Dag, massif de montagnes situé entre Magnésie et Pergame, au nord de Smyrne. La colline

qui porte les ruines s'appelle aujourd'hui Mamurt-Kalesi ; les travaux ont établi que l'on se trouvait en présence du « Hieron » de la *Μήτηρ Ἀσποργινὴ* mentionnée par Strabon (XIII, 619).

Lors d'une première visite, en 1907, MM. Jacobsthal et Schazmann avaient trouvé là un petit autel consacré par une prêtresse au roi de Pergame, Attale I<sup>er</sup> (*Athen. Mittheilungen*, 1908, p. 403).

Les fouilles de 1910 dégagèrent le temple proprement dit, le grand autel situé devant lui, et les portiques entourant la cour. Les fragments d'architecture de cet ensemble étant sur place au grand complet permettent une restitution certaine du monument, dans toutes les parties démolies. Le temple dorique (7 m.  $\times$  11 m.), bâti en trachyte dur de la montagne, s'élevait sur un stylobate de 4 marches; il se composait d'une « cella » et d'un « pronaos » et se terminait sur les côtés par des antes, non par des colonnes, comme on aurait pu s'y attendre, vu sa grande profondeur.

L'architrave encore intact portait l'inscription dédicatoire, d'après laquelle Philetairos, fils d'Attale, consacre le temple à la mère des dieux. Il s'agit ici de Philetairos, le fondateur de la dynastie des Attalides (280-263) (*Athen. Mittheilungen*, 1910, p. 525). Cette inscription nous apprend que le père de Philetairos s'appelait Attale, ce que nous ignorions.

La base de la statue du culte, à l'intérieur du temple, est plus ancienne que celui-ci et a dû porter un « *vaiskos* » avec la déesse telle que la représentent les nombreuses terre-cuites trouvées au pied; la déesse est toujours représentée assise sur un trône, ornée d'une couronne d'où descend un voile, elle a un lionceau sur ses genoux et tient dans une main le tambourin, dans l'autre la coupe à libations; on voit des lions accroupis à gauche et à droite de son siège.

On a également retrouvé les restes d'un autel plus ancien. La grande quantité de statuettes découvertes dans le sanctuaire nous donne une idée du culte dont on honorait Cybèle sur cette montagne.

Une base de statue mérite encore d'être mentionnée à cause de son inscription : « Attale, fils de Philetairos, érige une statue à son épouse Antiochis ». Ces découvertes épigraphiques fournissent un complément précieux à la généalogie des Attales, que nous connaissions jusqu'ici d'une façon incomplète par les auteurs anciens, tels que Strabon.

Les monuments de ce sanctuaire seront étudiés prochainement par M. Schazmann, dans un volume du *Jarbuch* de l'Institut archéologique.

785. — Séance du 9 mars 1911.

La mort de l'ancien syndic Guillaume Cayla (25 juillet 1794), d'après des documents nouveaux, par M. Fernand AUBERT.

La lettre que Guillaume Fuzier-Cayla adressa, le jour de sa mort, à sa femme et à ses enfants, est actuellement entre les mains de son arrière-petit-fils, M. Jean-Louis Cayla. Une note, apposée par une parente de l'ancien syndic à une copie jointe à l'original, garantit l'authenticité de ce dernier, dont nous ne connaissons pas de publication complète. Il sera donc utile, vu son mauvais état de conservation, de le réimprimer. Voici, en attendant la biographie que l'on devrait faire de Guillaume Cayla, quelques indications qui permettront de placer cette lettre dans son cadre historique et de réfuter les griefs qui ont été formulés contre cette intéressante victime de la « Fusillade des Sept ».

Les sources manuscrites de ce travail sont le Journal d'Ami Dunant (Bibliothèque de Genève), le n° 29 de la Collection Bourdillon (*Ibid.*), le Dictionnaire des familles genevoises, par Sordet (Société d'histoire et d'archéologie de Genève), la collection des Procès criminels, à la date du 23 février 1793 (Archives d'État de Genève), les Registres du Conseil de 1793 (*Ibid.*), les « Documents, en forme de journal, sur l'histoire de Genève, depuis 1790 à 1798 », par Pierre Odier<sup>1</sup> (propriété de M. James Odier), l'Histoire des dernières révolutions de Genève, par Bérenger (propriété de Madame Hermann Fol).

En ce qui concerne l'arrestation de Cayla, il faut noter un léger désaccord entre Bérenger ou Sordet et M<sup>lle</sup> A. de Montgolfier, qui a évidemment connu Sismondi, témoin de cette scène. (Cf. la biographie qu'elle consacre à l'historien genevois en tête de l'ouvrage *J. C. L. de Sismondi. Fragments de son journal et de sa correspondance* (Genève, 1857). D'autre part, Léonard Bourdillon, le père de cet Isaac Bourdillon qui présidait la séance du Tribunal révolutionnaire dans laquelle Cayla fut interrogé, a laissé un récit détaillé des interrogatoires et événements qui ont abouti à la mort des sept. Bien que cette narration semble avoir un caractère trop « paternel », elle a l'avantage d'émaner d'un témoin oculaire, et d'être écrite dans un tout autre esprit que celles que nous connaissons déjà.

Voici les griefs qui ont été, de divers côtés, adressés à Cayla : 1° d'avoir, en 1781, excité trois puissances contre Genève. Reproche bien rétroactif, Cayla ayant été deux fois syndic depuis cette époque. 2° Léonard Bourdillon affirme avoir vu chez lui « un petit arcenal ». Mais ce souvenir date aussi de 1781. Si ce fait avait eu une importance quelconque, une perquisition domiciliaire, dont on vit maint exemple, aurait atteint Cayla

<sup>1</sup> Ce précieux compendium des divers documents relatifs à cette époque fait de larges emprunts, entre autres, aux mémoires manuscrits d'Isaac Cornuand.



et le Tribunal révolutionnaire en aurait argué. 3° Sa bienfaisance, unanimement constatée, est un moyen de corruption politique. Béranger répond que son besoin d'équité lui faisait donner autant aux pauvres du parti contraire qu'à ceux de son parti, et narre, à l'appui de son dire, la contribution de Cayla à la collecte faite en 1793 par le Cercle de l'Égalité à l'occasion de la formation du Grand Club. La réponse de Cayla à l'auditeur Bellamy (affaire d'enrôlement de soldats de la garnison pour l'étranger) réduit à néant une accusation analogue (Arch. de Genève, *cod. cit.*). 4° Il aurait, étant syndic, fait prendre les armes contre ses concitoyens et ordonné de tirer sur les habitants des campagnes, avec une insouciance absolue des vies genevoises. Lors de l'affaire du 12 au 14 février 1791, lors de celles de la porte de Cornavin (15 février 1791) et du Cercle de la Grille (14 novembre 1791), auxquelles ce grief fait allusion, le courage personnel de Cayla, sa modération et son respect de la personne humaine, contribuèrent à faire rétablir l'ordre sans effusion de sang ; et ce fut à l'instigation de membres des Cercles, ou de Négatifs, ou du peuple lui-même, que le Conseil ou le Syndic de la garde se servit des bourgeois pour réprimer l'émeute. 5° Enfin il passa pour avoir trempé dans des intrigues contre-révolutionnaires à l'étranger, cherché à séparer Genève des Suisses et à enrayer ses achats de blé et leur circulation. Manquant de documents sur le dernier de ces reproches, formulé par Desonnaz (*Corresp. de Grenus et Desonnaz*), venons-en à l'avant-dernier. Nous avons là-dessus la déclaration formelle d'une brochure contemporaine : le Tribunal révolutionnaire ne s'est pas fondé sur les griefs relatifs à l'attitude antissuisse. Pour clore, et réfuter la première de ces accusations, il faut distinguer entre la période qui précéda la prestation du serment civique du 10 juin 1793, et celle qui la suivit. Le 26 janvier 1793, une lettre de Cayla à Dentand, président du Comité d'administration, proteste contre la réception que l'on prépare au général Kellermann, au moment même de l'exécution de Louis XVI, et conjure sa patrie de prendre garde à toutes les chances de retour vers l'Ancien Régime (Galiffe, *D'un siècle à l'autre*, I, p. 289). Après le 10 juin, il y eut, il est vrai, un exode, spécialement dans le pays de Vaud, le principal foyer anti-révolutionnaire. Or Cayla, dans sa propre défense citée par Bourdillon, confesse avoir connu ces intrigues, mais nie y avoir pris part. D'autre part, le *Rapport du Comité diplomatique* ignore quels Genevois ont été mêlés à ces menées. Béranger dément que Genève ait été un intermédiaire financier entre Pitt et les contre-révolutionnaires lyonnais. Enfin, dans son *Adresse d'un révolutionnaire au citoyen Bourdillon-Diedey* (décembre 1794), Samuel-Marc Caulet, moins suspect que tout autre de sentiments aristocratiques, conjure son correspondant de dénoncer cette fameuse conspiration des Aristocrates, dont il pérora au

Grand Club Fraternel le 18 juillet. Ce discours coûta la vie à 16 citoyens, mais Isaac Bourdillon est incapable de rien formuler de précis sur ce sujet dans sa Défense apologétique, écrite en réponse à la brochure de Caulet.

786. — *Séance du 23 mars 1911.*

**Inscription latine à la déesse Maia trouvée à Genève (décembre 1910), par M. Alfred CARTIER.**

Au cours des travaux entrepris par la voirie municipale, en vue de l'abaissement du niveau de la rue du Purgatoire, sur le côté nord de l'Église de la Madeleine, les ouvriers ont découvert, en décembre 1910, une plaque en marbre avec inscription latine, qui se trouvait à 1 m. 50 environ au-dessous de l'ancien niveau, dans un massif de maçonnerie appartenant aux fondations d'un mur du moyen âge.

Le marbre, blanc, d'un grain assez fin et de forme rectangulaire, mesure 75 cm. de hauteur sur 41 cm. de largeur et 33 cm. d'épaisseur. L'inscription est d'une conservation presque parfaite et n'offre aucune difficulté de lecture :

MAIAE  
Q · SERVILIVS  
SEVERVS  
ITEM · AEDEM  
ET · PORTICVS  
[E]X · VOTO · D ·

« A Maia, Quintus Servilius Severus a dédié aussi le temple et les portiques. »

La forme des lettres permet d'assigner à notre monument une date voisine du milieu du II<sup>m</sup>e siècle après J.-C.

On sait que, lorsque les poètes grecs eurent fait connaître aux Romains, avec le nom d'Hermès, celui de sa mère, la nymphe Maia, ceux-ci, profitant d'une homonymie toute fortuite, se prêtèrent avec empressement à la confusion de la demi-déesse grecque avec une vieille divinité latine du même nom, qui personnifiait l'accroissement des choses vivantes et le développement des végétaux. La Maia latine n'est, en réalité, que la forme de la *Bona dea*, qu'on adore en mai; c'est la fertilité renouvelée de la Terre ou c'est la Terre elle-même. Dès lors, c'est à Maia, mère de Mercure, que furent consacrés des fêtes et des monuments dédicatoires. On retrouve les traces de son culte, qui fut très répandu hors de Rome, depuis Constantinople jusqu'en Germanie et dans les Gaules. Il n'est donc pas surpre-

nant que Maia ait été aussi honorée à Genève, où il se pourrait qu'elle ait été substituée à une ancienne divinité locale, de même que sur le Rhin, la Meuse et la Moselle, elle remplaça parfois Rosmerta, la parèdre de l'ancien dieu de ces régions<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit, notre inscription nous fait connaître, pour la première fois, l'existence du culte de Maia à Genève et vient augmenter la liste des neuf divinités connues jusqu'ici par des inscriptions votives.

Le dédicant porte un gentilice qui est celui de l'une des familles patriennes de Rome, la *gens* Servilia, mais on ne saurait admettre qu'il en soit réellement issu. Un Servilius aurait certainement occupé dans la Narbonnaise des fonctions élevées, celles par exemple de Proconsul ou tout au moins de *Legatus pro praetore*, qu'il n'eût pas manqué de faire figurer dans sa dédicace. La *gens* Servilia était d'ailleurs éteinte dès le règne de Tibère<sup>2</sup>, et l'inscription date du II<sup>e</sup> siècle.

Il faut donc admettre que notre dédicant n'a porté le gentilice de Servilius qu'en vertu de l'usage qui permettait à un étranger, gratifié du droit de cité romaine, de prendre le nom de celui auquel il était redevable de cette faveur, et il est même à croire qu'il était un simple affranchi, puisqu'il ne mentionne, dans son inscription, ni le nom de son père, ni celui de sa tribu ; mais on connaît la place importante que les affranchis surent prendre dans l'empire romain et les richesses que nombre d'entre eux surent acquérir.

Genève, au II<sup>e</sup> siècle, n'était qu'un simple *vicus* occupant un espace assez restreint, à savoir la colline où s'éleva plus tard la cathédrale de Saint-Pierre, les pentes rapides inclinées au nord vers le lac et le Rhône, enfin le plateau actuel des Tranchées. L'*aedes et porticus*, le temple et les portiques, construits par Q. Servilius Severus en l'honneur de Maia ne peuvent donc avoir été des édifices très vastes. Les portiques, en particulier, doivent avoir consisté plutôt en une colonnade régnant autour du temple qu'en une construction indépendante sur le modèle de celles qui furent élevées à Rome sous l'empire.

Les fragments de corniches et les chapiteaux de la bonne époque, trouvés soit dans les substructions de Saint-Pierre, soit à proximité immédiate, soit encore dans les fondations d'une maison démolie en 1901 à la place du Fort-de-l'Écluse, c'est-à-dire à quelques pas du lieu où notre inscription elle-même fut découverte, permettent d'affirmer cependant que la Genève romaine a possédé au moins deux, si ce n'est trois édifices assez

<sup>1</sup> Cf. Daremberg et Saglio, *Dict. des Antiquités*, art. *Maia*.

<sup>2</sup> *Ibid.*, art. *Gens*.

importants. L'un<sup>1</sup>, qui dut être un temple, occupait très probablement le sommet de la colline. L'inscription de Q. Servilius nous en fait connaître un autre, élevé en l'honneur de Maia. Celui-ci, accompagné d'un portique, était-il situé tout à côté du premier ou bien plus bas, sur l'emplacement du temple actuel de la Madeleine? C'est là une question qui ne peut être résolue.

Les termes mêmes de la dédicace : *Item aedem et porticus ex voto dedit* indiquent, d'autre part, que Servilius n'avait pas borné là les manifestations de sa reconnaissance à l'égard de sa déesse préférée, mais il serait vain de formuler une hypothèse sur la nature d'une donation que seule la découverte peu probable d'une autre inscription pourrait nous révéler.

#### **Les cachets de Pierre Viret, par M. Paul-E. MARTIN.**

M. Paul-E. Martin fait circuler la photographie des empreintes de deux cachets, apposés au dos de lettres de Pierre Viret conservées aux Archives d'État de Genève. Ces documents sigillographiques ont donné à M. Henry Deonna l'occasion d'une notice parue dans les *Archives héraldiques suisses*, année 1911, p. 84-85, sous le titre de : *Les cachets du réformateur Pierre Viret*.

#### **L'année de l'Égalité à Genève (1792-1798), par M. Ed.-L. BURNET.**

— Impr. dans l'*Anzeiger für schweizerische Geschichte*, 1911, p. 133-139.

787. — *Séance du 6 avril 1910.*

**Correspondance numismatique et archéologique de F.-S. de Bally de Montcarra, conseiller au Parlement du Dauphiné (1691-1767), par M. Eugène DEMOLE.** — Impr. dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XVII (1911), p. 50-96. Voir aussi *Revue belge de numismatique*, 67<sup>me</sup> année (1911), p. 237-242 : *Dissertation inédite sur une monnaie d'Auguste écrite vers 1730 par M. F.-S. Bally de Montcarra.*

**Voltaire et François Tronchin, comptes de liquidation, par M. Eugène RITTER.**

<sup>1</sup> Cf. E. Dunant, *Catalogue des séries gallo-romaines du Musée épigraphique de Genève*, 1909, in-4°, pp. 26 et 153 et suiv. — Ch. Morel, *Genève et la colonie de Vienne sous les Romains*, dans M. D. G., t. XX, p. 537 et suiv.

Voltaire, en 1755, avait fait un bail à vie avec Robert Tronchin, qui venait d'acquérir la campagne des Délices. Au bout de dix ans, il voulut rompre le bail. Tronchin y accéda volontiers, cette décision se trouvant, en réalité, avantageuse aux deux parties. Les difficultés qui s'élevèrent quand on examina l'état des lieux furent apaisées presque aussitôt.

Mais Voltaire, en calculant ce qu'il avait dépensé pour son séjour de peu d'années aux Délices, oublia que, puisqu'il avait voulu, *motu proprio*, liquider cette affaire avant la fin de sa vie qui était le terme d'abord fixé, il devait se résigner à y laisser quelques plumes. Il avait consenti à perdre 24,000 fr., à sa sortie, sur la somme payée par lui à son entrée. Ces 24,000 fr., amortis en dix ans au lieu de vingt-quatre, lui pesaient, pour ainsi dire, beaucoup davantage. En outre, avec le talent naturel qu'il avait de tirer la couverture à soi, il faisait entrer dans ses pertes une somme de 10,000 fr. que Tronchin avait avancée et qui n'appartenait point à lui Voltaire, et une somme de 15,000 fr. (prix des meubles des Délices) dont on lui avait remboursé les deux tiers, — il l'oubliait, — tandis qu'une partie du tiers restant représentait la valeur de nombre d'objets qu'il avait transportés des Délices à Ferney.

Voltaire avait exhalé ses plaintes dans des lettres qui avaient couru à Genève et à Ferney. Les Tronchin en avaient été froissés à juste titre.

François Tronchin voulut rectifier les dires de Voltaire, ce qui était facile. Mais le compte qu'il avait établi dans ce but, et qui a été imprimé trois fois (par Gaullieur, par Moland et par M. Henri Tronchin), laisse aussi à désirer et peut être qualifié de partial. S'il est triomphant quand il s'agit de mettre Robert et François Tronchin à l'abri de tout reproche, il ne fait pas comprendre le mécontentement de Voltaire.

M. Ritter montre que celui-ci avait dépensé environ 7000 fr. par année — c'est-à-dire quinze à vingt mille francs d'aujourd'hui, et davantage peut-être — pour la jouissance d'une maison meublée et d'une belle campagne, ce qui est assurément beaucoup; en sorte que Voltaire n'avait pas grand tort de maugréer, en comptant tout ce que les Délices lui avaient coûté.

#### Notes sur les Délices, par M. Francis REVERDIN.

A propos du fait relevé par François Tronchin de la dépréciation du domaine des Délices pendant son occupation par Voltaire, qui l'avait affirmé pour 700 livres seulement, tandis qu'auparavant il rendait davantage, M. Francis Reverdin signale que le bail à ferme passé par Voltaire avec le fermier Jean-Louis Vernier, en date du 29 mars 1763, existe dans les minutes du notaire Étienne Fornet (vol. 29, folo 291), aux Archives de Genève.

Voltaire s'y réserve « la faculté de prendre sur les dits fonds les herbes odoriférantes dont il aura besoin, tant pour luy que pour ceux de sa maison, pour des bains de pieds et autres usages de propreté, comme aussy de pouvoir prendre dans le jardin du domaine les petites herbes dont le dit noble De Voltaire aura de même besoin dans sa maison », durant les neuf années du bail.

Au moment où il s'établissait aux Délices, Voltaire, qui chargeait volontiers de toutes sortes de commissions son ami Robert Tronchin, banquier à Lyon, lui écrivait, le 5 avril 1755, pour le prier de lui fournir « la plus grande quantité possible de lavande, de thym, de romarin, de menthe, de basilic, de rue, de fraisiers, de mignardise et de thadécée, de baume, de perce-pierre, d'estragon, de surriette, de pimprenelle, de sauge, d'hysope, pour nous laver de nos péchés, etc., etc., etc. » Le bail à ferme des Délices nous renseigne sur ces herbes odoriférantes et comestibles, dont l'emploi est ici voilé par une périphrase élégante.

Voltaire paraît, d'après François Tronchin, avoir exagéré l'importance des travaux d'agrandissement qu'il fit aux Délices. Cependant, en démolissant, en 1886, une aile du côté nord du bâtiment, aile qui avait servi de galerie de tableaux à J.-L. Fazy, on a trouvé, dans le plancher, un panneau sur lequel se lit l'inscription suivante, qui nous a été communiquée par M. Landry, ancien syndic d'Yverdon : « Fait par moy François Louis Landry, de St-Sulpice, de la Conté de Neuchâtel, le jour avant mes noces, ce 19 juin 1760, avec la cuisinière de Mr. de Voltaire, qui s'appelle Suzanne Marie Seger, de Borgen, près de Berne. Le vin se vend 15 sols d'argent de Genève. »

Or, ce même Landry signe comme témoin divers actes notariés passés aux Délices par Voltaire ou par son entourage, de 1759 à 1760<sup>1</sup>. On peut donc en déduire que ce charpentier resta près d'une année à demeure aux Délices.

#### **Fouilles dans le quartier de la Madeleine, à Genève (1910), par M. Burkhard REBER.**

M. B. Reber rend compte des trouvailles et des constatations qu'il a faites en suivant les travaux de fondation d'une grande maison construite entre l'église de la Madeleine et la rue de la Croix-d'Or. Ces travaux ont duré de janvier à juin 1910.

<sup>1</sup> *Genève, Archives d'État*, Minutes de J.-L. Delorme, vol. 25, p. 418 (13 octobre 1759). Minutes d'Étienne Fornet, vol. 22, p. 324 (24 octobre 1759), vol. 24, p. 182 (24 septembre 1760).

Les vieilles maisons démolies sur cet emplacement n'avaient que des caves très peu profondes. Au-dessous du remblai qui les supportait, on rencontra une couche morainique allant jusqu'à 1 m. 50 d'épaisseur et contenant des blocs erratiques. Plus bas les couches de graviers s'étagaient sur un dépôt très épais de sable fin et argileux. A 1 m. en-dessous de la surface actuelle de la rue de la Croix-d'Or, on découvrit une véritable forêt de pilotis en chêne et en sapin, de 1 m. 50 à 2 m. de longueur et jusqu'à 36 cm. de diamètre. Sans pouvoir lever un plan exact de cette plantation, M. Reber a pourtant remarqué entre les lignes parallèles des pilotis un remplissage de gros blocs de pierre, ce qui indique la présence en cet endroit d'un barrage destiné à arrêter les vagues du lac. Les pilotis étaient accompagnés de piquets moins hauts de moitié et portant tous à la même hauteur une entaille horizontale. M. Reber ne sait quel rôle attribuer à ces piquets, dont il a compté au moins 1200 exemplaires.

A quelques mètres de la Madeleine et parallèlement à la nef de l'église, on a mis à jour un tronçon d'un mur épais de 1 m. 50 et décrivant un angle. M. Reber y voit les vestiges d'une importante construction.

En outre de quelques ossements humains, les débris extraits des fouilles de Longemalle ont donné un grand nombre d'objets fragmentaires et appartenant à des époques très diverses. Parmi les poteries, M. Reber signale des fragments préhistoriques et gaulois et un grand nombre de pièces de l'époque romaine, amphores, cruches, plats, etc. Il a en outre recueilli des poids romains, le tiers d'une meule de moulin en granit, un manche de couteau en os, deux morceaux de graphite noir provenant d'un creuset, des résidus de fonte de fer et quelques fragments de verre. Mais toutes ces trouvailles ne sauraient rivaliser d'importance avec la découverte d'une inscription romaine malheureusement incomplète. Les lettres très grandes et d'une exécution remarquable sont gravées dans un bloc de calcaire du Jura mesurant 1 m. 20 de largeur, 61 cm. de hauteur et 47 cm. d'épaisseur. M. Reber a pu lire<sup>1</sup> :

... X. FIL. TREBO...  
... A TRI CENS...

Il y voit la dédicace d'un monument par un personnage dont le nom se termine par X à son père Trebonius. Par la graphie de ses lettres, le texte appartiendrait au I<sup>er</sup> ou au commencement du II<sup>me</sup> siècle après Jésus-Christ. Les dimensions du bloc, en forme de corniche, indiquent une construction considérable.

<sup>1</sup> Voir *Rapport sur la gestion du Conseil d'État pendant l'année 1910*, Genève, 1911, in-8, p. 15.

788. — *Séance du 27 avril 1911.*

**Le texte de l'inscription romaine découvert lors des fouilles du quartier de la Madeleine, à Genève, en 1910, par M. Alfred CARTIER.**

M. Alfred Cartier présente quelques observations sur la lecture de l'inscription, telle qu'elle est proposée par M. Reber (voir ci-dessus 787<sup>e</sup> séance). Il fait remarquer que, d'après les règles constantes de l'épigraphie latine, la filiation s'indique par le prénom du père, suivi de l'abréviation F. ou FIL. et se place entre le gentilice et le surnom, celui-ci pouvant être précédé du nom de la tribu, ce qui n'est pas ici le cas.

Dès lors, dans le fragment conservé à la première ligne :

... EX FIL· TREBO...

le mot tronqué qui se trouve en tête, et dont l'E se voit encore, est à coup sûr SEX, abréviation régulière du prénom *Sextus*, et il faut lire :

... [S] EX (*ti*) FIL (*ius* ou *io*) TREBO (*nianus* ou *niano*)

Le prénom (en abrégé) et le gentilice (en toutes lettres), qui précédaient nécessairement le prénom du père, ainsi que la fin du surnom (Trebonianus) manquent dans ce qui reste de l'inscription. On ne peut donc savoir, en l'absence de l'indication du cas — nominatif ou datif — si Trebonianus était le dédicant ou la personne honorée.

M. Cartier constate d'autre part que le premier mot fragmenté... ATRI de la seconde ligne, doit se lire indubitablement PATRI, la boucle du P apparaissant d'une manière très nette à gauche de l'A. Si donc on voulait rapporter ce qualificatif au personnage mentionné à la première ligne, celui-ci serait bien l'objet de la dédicace.

**L'embuscade de Vernier, du 23 mai 1706, par M. Bernard de CÉRENVILLE.**

Depuis 1648, la neutralité avait été établie en principe par le Corps Helvétique; mais elle ne fut jamais rigoureusement observée dans les grands conflits qui divisèrent l'Europe. Durant la guerre de la Succession d'Espagne, elle ne fut respectée ni du côté suisse, ni du côté français ou impérial.

Le renversement des alliances avait amené, en 1703, l'occupation du Chablais par les troupes du Roi; ces événements firent refluer la lutte vers le Pays de Vaud et jusque sous les murs de Genève; ils créèrent une situation très délicate à la petite République, isolée en pleine zone dangereuse et également exposée aux réclamations de Louis XIV et de la coalition.



Les gens du duc de Savoie, conduits par d'audacieux chefs de partis, couraient le pays et profitaient du voisinage de la Suisse pour échapper aux poursuites. Ils entrèrent en rapport avec les Cévenols, échappés aux dragonnades et réfugiés sur sol bernois. Ces religieux organisèrent, eux aussi, des expéditions. Leur intention primitive était de regagner le Languedoc. Puis ils concentrèrent leur activité sur les rives du Léman; coopérant à l'œuvre des partisans, ils cherchèrent par de nombreux coups de main à troubler les services d'arrière de l'armée française et notamment à surprendre les voitures d'argent à destination de l'armée d'Italie. En Suisse et à Genève, où l'opinion publique était hostile à la France, on suivit d'abord avec satisfaction ces opérations, que favorisaient l'indifférence ou l'indulgence calculée des baillis bernois. Puis, l'anarchie ayant pris des proportions dangereuses, LL. EE. durent sévir à leur tour.

Entre temps, on eut à enregistrer, de 1704 à 1707, en Chablais, dans le Pays de Gex et même sur terre bernoise, un grand nombre d'attaques à main armée, de vols, de meurtres et de brigandages de toute espèce, dans lesquels on retrouve souvent la main des agents diplomatiques du duc.

Ces incidents, secondaires sans doute, contribuèrent à entretenir, entre le Corps Helvétique et le Roi de France, l'état de tension dont les suites éclatèrent au grand jour lors de l'affaire de Neuchâtel. Ils constituent aussi un chapitre mouvementé de l'histoire des réfugiés politiques en Suisse.

L'embuscade de Vernier peut se situer dans cette série au moment où les désordres avaient atteint leur point culminant. Il a été possible de la reconstituer dans ses détails grâce aux documents divers (rapports, procès-verbaux, correspondances) que contiennent, relativement à cette affaire, les Archives historiques du Ministère de la Guerre, à Paris. Les Archives genevoises fournissent aussi à ce sujet quelques renseignements. Le vol de Vernier nous montre de façon caractéristique quelle était la lutte, sourde ou déclarée, engagée entre les agents du Duc et ceux de la France. Il nous fait voir de quelle manière les embuscades se préparaient, de quels éléments se composaient les bandes et quelles explications elles provoquaient en dernier ressort entre les gouvernements.

Dans le cas particulier, on voit en présence, du côté français, Pierre de la Closure, le résident français à Genève, et ses sous-ordres, M. de Borssat, commandant militaire de Gex, l'espion Roquerbre, etc., du côté savoyard, Mellarède, M. de Coudré, représentants officiels du Duc, et différents Camisards, Rocairol, Populus, Lassalle, Aubert, etc. Entre les deux partis, les syndics de Genève et les baillis bernois observent les événements et interviennent de temps à autre.

Dans les derniers jours de mars 1706, deux bandes opéraient dans le

pays de Gex et à la frontière suisse; l'une était dirigée par le Vaudois Populus, l'autre par le fameux Camisard Tobie Rocairol, une personnalité extraordinaire. Après quelques tentatives — notamment une embuscade au Vengeron — déjouées par la vigilance de la Closure, les deux chefs mirent, au mois de mai, leurs intérêts et leurs troupes en commun, Ils réussirent, le dimanche de Pentecôte 23 mai, à surprendre le courrier de Lyon à Rome, malgré toutes les précautions prises par le résident (postes, patrouilles, escorte armée du courrier).

Après avoir, le 22 mai au soir, écarté quelques gardes du sel mis en faction, et après s'être masqués par des perruques et des moustaches postiches, ils s'embusquèrent dans le creux de l'Avanchet, entre Vernier et Châtelaine. A 9 heures du matin, ils attaquèrent avec fureur la voiture escortée par un lieutenant et 14 hommes. Les soldats prirent la fuite, laissant l'officier et quatre des leurs sur le carreau. S'attelant à la charrette, les bandits cherchèrent, en longeant la frontière genevoise, à gagner le lac sous Pregny, près de la Perrière, où les attendaient un bateau. Ils y parvinrent non sans peine. Comme ils arrivaient à Pregny, l'alarme avait déjà été donnée. Ils furent aperçus au moment où ils débouchaient devant le château de Tournay et où ils dévalaient vers le lac. Le hasard les favorisa. Les paysans et la maréchassée de Borssat, lancés sur une fausse piste, laissèrent échapper leur proie. Quant aux voleurs, une fois arrivés en plein lac, ils se partagèrent leur butin (500 livres). Les deux chefs débarquèrent, le soir de l'attentat, à St-Sulpice. Rocairol gagna Berne, où il remit à Mellardè la part réservée habituellement à Son Altesse sur ce genre de prises. Ses compagnons se firent arrêter peu après.

L'affaire de Vernier renouvela les correspondances diplomatiques quelque peu aigres suscitées à intervalles réguliers, entre les gouvernements, par les attaques de partisans. Elle excita les colères de La Closure et provoqua le déplacement de Borssat. Elle détermina le Roi à envoyer en Chablais un officier énergique, M. de Bombelles, qui réussit à rétablir sur les rives du lac une sécurité relative.

Avec l'année 1707, l'activité des partisans diminua d'intensité. La succession de Neuchâtel vint absorber toute l'attention des cantons suisses et du roi de France.

#### **Trouvailles archéologiques à Genève et dans les environs, par M. Burkhard REBER.**

M. B. Reber présente une importante collection d'objets provenant de diverses fouilles et entrés en sa possession. En les décrivant il rappellé leurs lieux d'origine.

Trois haches de bronze ont été trouvées au Boulevard de Saint-Georges (commune de Plainpalais) à six mètres de profondeur, lors des travaux pour la construction de l'usine à vapeur, en 1905. La plus grande, du poids de un kilo et demi, est complètement plate, sans traces d'ailes. Les deux autres, d'un type plus récent, montrent déjà de petits ailerons. M. Reber les place au commencement de l'époque du bronze et croit voir en cet endroit les vestiges d'une cachette ou d'un dépôt de fonderie. D'autres objets, trouvés au bord de l'Arve, en particulier en 1896, sur l'emplacement du Village Suisse, attesteraient l'usage de la fonte à la même époque.

Une magnifique épée de 68 cm. de longueur, deux épingles, une lance et une hache proviennent du quai de la Roseraie, la moitié d'une hache plate, sans ailes, de la Grande-Gorge, au Salève.

Dans la campagne des Arpillières, à Grange-Canal, on mit à jour en 1867, des tombeaux de l'époque de Hallstadt. Les sépultures étaient à incinération, de sorte que les objets qu'on a retiré étaient brisés et noircis. M. Reber y a trouvé surtout des perles en verre bleu et noir et une fibule du type de la Certosa.

Le grand cimetière de Chevrens (commune d'Anières) a été utilisé dès l'époque de la Tène jusqu'aux III<sup>me</sup> et IV<sup>me</sup> siècles de notre ère. Parmi les nombreux objets que les fouilles y ont mis à jour, M. Reber a conservé des bracelets en bronze, une épingle, des assiettes et un flacon de verre.

D'autres ustensiles de fer, de l'époque de la Tène, ou de fabrication romaine et barbare, proviennent des grottes du Salève, de Veyrier, des bords de l'Arve, de l'Île et d'autres lieux. M. Reber attire particulièrement l'attention sur une belle épée de fer, de la seconde moitié de l'époque de la Tène, trouvée dans un tombeau à Corsier.

---

### Faits divers.

Durant l'année qui vient de s'écouler la Société a publié :

Au mois de novembre 1910, la cinquième livraison du tome III du *Bulletin*, datée de juin 1910.

Au mois de juin 1911, le tome III des *Registres du Conseil de Genève (du 11 février 1477 au 4 février 1487)*, publié par les soins de MM. Frédéric BARBEY, Léopold MICHELI et Victor VAN BERCHEM.

En cours de publication :

Le tome IV des *Registres du Conseil de Genève*.

La *Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603*.  
1<sup>re</sup> partie : *Le règne d'Emmanuel Philibert (1559-1580)*, par  
M. Lucien CRAMER. Cet ouvrage, en deux volumes in-8, paraîtra  
hors série.

Le premier fascicule du tome XXXII des *Mémoires et Documents* contenant *Les institutions municipales de Genève au XV<sup>me</sup> siècle*, par Léopold MICHELI.

Au mois de décembre 1910 a paru le tome II de l'ouvrage publié par M. Édouard CHAPUISAT sous le titre de : *La Municipalité de Genève pendant la domination française ; extraits de ses registres et de sa correspondance (1798-1814), avec une introduction et des notes* (Genève et Paris 1910, gr. in-8, xxiii-631 p. avec pl. et fig.). Ce volume contient la table systématique et l'index alphabétique de l'ensemble de la publication, exécutée aux frais de la ville de Genève et subventionnée par la Société, dont les membres bénéficient d'une réduction de 50 % sur le prix de vente.

Les travaux destinés à préparer la publication d'un recueil de documents relatifs à la Restauration de la République de Genève et à son entrée dans la Confédération Suisse (1813-1815) sont entrés durant l'année dans une phase nouvelle. Le Comité avait constitué, dès le mois de mai 1910, une commission chargée spécialement de diriger cette publication jubilaire. En vue de réunir les matériaux nécessaires à cette œuvre, des recherches ont été entreprises dans les archives centrales des grandes puissances de l'Europe, afin d'y recueillir les documents diplomatiques inédits relatifs aux affaires de Genève de 1813 à 1816.

Ces recherches ont donné des résultats très différents suivant les dépôts visités. A Paris, M. Édouard Chapuisat n'a pas eu l'occasion de signaler d'importants fonds à dépouiller aux Archives nationales et aux Archives du ministère des Affaires Étrangères. Par contre, à Londres, au Public Record Office, sa mission a été plus fructueuse. Grâce à la haute et active intervention de M. Carlin, ministre plénipotentiaire de Suisse à Londres, la

commission a obtenu la copie de documents d'un grand intérêt. A Vienne, une mission de M. Lucien Cramer, aux Archives de la Cour et de la Maison de l'Empereur et au Ministère de la guerre, a signalé un certain nombre de pièces qui pourront être utilisées. M. Arthur Piaget, archiviste de l'État de Neuchâtel, qui a bien voulu procéder à des recherches dans les Archives d'État de Prusse, à Berlin, n'y a rien trouvé qui intéressât Genève à l'époque indiquée. A Saint-Petersbourg, M. Édouard Odier, ministre plénipotentiaire de Suisse, s'est également offert avec une grande bienveillance à faire les recherches nécessaires. Il a signalé l'existence aux Archives Impériales d'une correspondance inédite de Capo d'Istria.

Les documents des Archives étrangères ne présentant ni assez d'importance ni assez de cohésion pour donner matière à un volume, la commission, sur le conseil d'historiens suisses particulièrement compétents, a décidé la publication presque intégrale de la correspondance diplomatique de Pictet de Rochemont, datée de Paris (1814-1815) Vienne (1815) et Turin (1816), annotée et complétée à l'aide des documents extraits des archives étrangères.

MM. Lucien Cramer et Édouard Chapuisat ont bien voulu se charger de cet important travail, qui comprendra au moins deux volumes. Ils ont immédiatement commencé à recueillir les lettres de Pictet de Rochemont et de ses correspondants à Genève et en Suisse et à en faire faire des copies.

Le Conseil d'État, dans le but de faciliter la tâche de la Société d'histoire, a fait provisoirement déposer aux Archives d'État tous les registres et pièces détachées qui intéressent les négociations diplomatiques de 1814 à 1816. En outre, les recueils de copies de documents préparés avec soin par Edmond Pictet en vue de sa biographie de Pictet de Rochemont, ainsi que d'autres pièces des archives de la famille Pictet de Sergy, ont été également mises, avec la plus grande libéralité, par M. Paul Pictet, à la disposition de la Société. A Genève même, outre les documents des Archives d'État et les papiers d'Ivernois à la Bibliothèque publique et universitaire, les éditeurs de la correspondance de Pictet de Rochemont auront encore à dépouiller les documents tirés d'archives de famille et gracieusement communiqués par MM. Horace Turrettini, Maurice Pictet-de-Rochemont et Charles Bastard.

M. Lucien Cramer a, en outre, recueilli diverses notes aux Archives fédérales à Berne, et M. Édouard Chapuisat, dans un premier dépouillement des papiers de Wyss, à la Bibliothèque de la Ville de Zurich, a retrouvé les éléments d'une active correspondance échangée entre Pictet-de-Rochemont et le président de la Diète Helvétique.

On le voit, le travail entrepris par nos collègues est considérable. La tâche qui est impartie à la Société d'histoire dans la célébration des souvenirs de 1814 et 1815 est particulièrement difficile. Elle ne pourra doter l'historiographie de la Restauration genevoise d'une publication de textes inédits, complète et définitive, sans l'appui moral et financier de ses membres et du public en général.

La Société est entrée en échange de publications avec la *Revue du Nord* à Lille, la Bibliothèque d'art et d'archéologie à Paris, la Société Le Bugey, à Belley, la Section numismatique et archéologique du Musée national de Transylvanie à Kolozsvar, la Société historique et archéologique de Langres.

Le Président de la Société a été invité par le Conseil Administratif de la Ville de Genève à assister à l'inauguration du nouveau Musée d'art et d'histoire, le 15 octobre 1910.

Le 25 mai 1911, la Société a fait une excursion en Bresse, à Meximieux, à Pérouges et au château de Chazey.

---

### **Ouvrages reçus par la Société**

du 1<sup>er</sup> juillet 1910 au 15 octobre 1911.

---

#### **A**

#### *Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouve la liste à la p. 419 du t. II du

*Bulletin*, et de celles qui sont mentionnées dans chaque livraison du t. III.

Des sociétés avec lesquelles elle est entrée récemment en échange de publications, elle a reçu :

Le Bugey, société scientifique, historique et littéraire : *Bulletin trimestriel*, 2<sup>me</sup> et 3<sup>me</sup> année (1910-1911).

La Revue du Nord, Lille, 1<sup>re</sup> année (1910), Nos 1-3.

Répertoire d'art et d'archéologie [publié par la Bibliothèque d'art et d'archéologie], à Paris, 1<sup>re</sup> année (1910), 2<sup>me</sup> année (1911), 1<sup>er</sup> et 2<sup>me</sup> trimestre.

Musée national de Transylvanie, Kolozsvar : Travaux de la Section numismatique et archéologique. T. I (1910) et suiv.

Société historique et archéologique de Langres : *Bulletin*. T. I (1880) et suiv.

## B

### *Livres et Brochures.*

Donateurs :

M<sup>lle</sup> Lucie ACHARD, 1 broch. — Anonyme, 1 broch. — Archives fédérales, 1 vol. — MM. AUBERT-SCHUCHARDT, 1 vol. — Marius BESSON, 1 vol. — Victor VAN BERCHEM, 31 vol., 2 broch., 1 fasc. — Bibliothèque d'art et d'archéologie, à Paris, 1 vol. — Charles-P. BOWDITCH, 1 vol. — C.-M. BRIQUET, 1 broch. — Ed.-L. BURNET, 2 broch., 1 fasc. — Comité d'organisation du Congrès de géographie, 2 vol. — Conseil Administratif de la Ville de Genève, 1 vol. — Ch. DEMENTHON, 1 vol. — Eug. DEMOLE, 6 broch. — A. DIDIER, 3 broch. — Théophile DUFOUR, 1 broch. — Maurice DUNANT, 2 broch. — Camille FAVRE, 1 broch., 6 fasc. — Musée Guimet, 2 broch. — A. JOLY, 1 broch. — Camille MARTIN, 1 broch. — Paul-E. MARTIN, 1 broch. — Paul OLTRAMARE, 1 broch. — Eug. RITTER, 2 vol. — Bibliothèque de l'Université d'Upsal, 1 vol.

## C

### *Manuscrits.*

Donateur :

M<sup>lle</sup> Nelly COVELLE, travaux et documents recueillis par Alfred Covelle : Généalogie et documents sur la famille Bourdillon, 1 liasse; Copie du Registre I des Comptes de la Communauté de Genève (Archives d'État), 1364-1386, 29 cahiers.

## UN ÉPISODE DES RELATIONS DE VOLTAIRE AVEC GENÈVE

---

L'ESCLANDRE DU SAMEDI 16 JUIN 1770  
A LA PORTE DE CORNAVIN

---

### I

Les innombrables publications qui ont été faites sur Voltaire ne nous ont pas encore donné la clef de sa psychologie. Sa mentalité complexe et insaisissable, aux retours imprévus et aux violents contrastes, demanderait une étude impartiale et approfondie.

La versatilité de son caractère s'est montrée particulièrement frappante dans les sentiments que Voltaire manifesta envers Genève. Pendant les premiers mois de séjour dans cette maison de St-Jean qu'il baptise aussitôt du nom de *Délices*, il ne tarit pas en éloges sur notre pays et ses habitants. Il venait d'échapper aux serres de l'aigle prussien et ressentait un calme, une sécurité et un bien-être qu'il n'avait pas connus jusqu'alors dans sa vie agitée.

Ce beau feu ne dura pas longtemps. Les tracasseries du Consistoire au sujet des représentations théâtrales que Voltaire projetait de donner aux Délices le dégoûtèrent bien vite de notre ville, qui n'est plus dès lors le « séjour de la liberté ». Autant il proclamait jadis que la République de Genève était le paradis terrestre, un pays admirable, une société choisie, avait des mœurs de l'âge d'or, que le clergé protestant était un modèle de tolérance et de savoir, autant il s'acharne maintenant à les noircir et à les vilipender. Genève n'est plus qu'une petite ville de vingt-quatre mille raisonneurs, une pétaudière ridicule, la petitissime, la parvulissime, la pédantissime République !



Ses rapports avec Genève devenaient de plus en plus tendus, comme vont nous le montrer les amusantes péripéties de l'esclandre qui eut lieu quelques années plus tard à la porte de Cornavin.

On a une très fausse idée chez nous de ce qui s'est passé à cette occasion. Voici comment le pasteur Gaberel rapporte l'incident :

« Les mauvais livres étaient, à l'époque dont nous parlons, ordinairement importés du dehors : trois libraires, Chirol, Grasset et Gando furent punis à cette occasion, mais les brochures impies n'en continuèrent pas moins à circuler ; aussi le gouvernement ordonna que les visiteurs de l'octroi surveillaient rigoureusement les ballots, surtout ceux qui viendraient du côté de Ferney et les préposés cumulèrent dès lors avec leurs fonctions ordinaires une chasse active aux feuilles d'imprimerie. Une scène burlesque eut lieu par suite de cette mesure. On savait que maintes fois le carrosse de M. de Voltaire, que par considération on ne visitait jamais, avait déposé des caisses suspectes à la porte du libraire Chirol. Ordre fut donné d'y prendre garde. Un jour ledit carrosse vient à passer au grand trot : le chef de poste l'arrête, le domestique insiste pour continuer la route et il s'engage une querelle dans laquelle les plus gros mots sont lancés contre M. de Voltaire. Malheureusement la voiture était vide, de sorte que Voltaire put se plaindre amèrement du procédé, et le Conseil dut prendre acte d'une missive peu agréable du résident de France<sup>1</sup> ».

<sup>1</sup> J. Gaberel, *Voltaire et les Genevois* (Paris et Genève, 1857), p. 98. L'auteur fait suivre son récit d'un extrait de cette lettre du Résident qu'il cite, sans en donner la date, comme étant aux Archives de Genève, Portef. histori., n° 4962. Cette dernière indication est exacte, mais la lettre est tronquée. Nous la publions in-extenso, ci-après, p. 242. Voici comment Gaberel la reproduit : « Messieurs les Syndics, j'apprends par beaucoup de témoins que sous prétexte de visiter le carrosse de M. de V. le sergent et le visiteur ont vomi mille injures contre sa personne : je vous demande que ces gens soient punis exemplairement ; il me paraît inutile de vous dire que c'est moins le moment que jamais de mécontenter le ministre de France ».

Nous ne savons pas où l'honorable pasteur a puisé ses renseignements. En tous cas ce n'est pas dans nos Archives cantonales, qui fournissent, comme nous allons le voir, une version bien différente de la querelle qui eut lieu à la porte de Cornavin le 16 juin 1770. En confrontant les deux textes on en verra sans peine les notables différences.

## II

Le bruit de la dispute provoquée le 16 juin 1770, à la porte de Cornavin, par Dalloz, le commissionnaire de Ferney, n'aurait eu sans doute, aucun retentissement, pas plus que les autres bagarres semblables, assez communes à cette époque, si Voltaire et Hennin, son complice, n'avaient pas ardemment saisi le prétexte de cette querelle pour chercher noise à la République. Malgré sa minime importance « apparente », comme le dira Hennin, qui devait le savoir, il y a sans doute quelque intérêt, pour nous Genevois, à remettre les choses au point.

« Voltaire n'était pas en bonne odeur à Genève, où d'ailleurs il ne se montrait guère, dit Desnoiresterres<sup>1</sup>, et la petite scène dont nous allons parler, et qui l'exaspéra fort, donnera la mesure de l'affection qu'on lui portait alors ».

Pour démontrer les torts de Genève envers le grand homme, l'auteur arrange les faits à sa manière, passant sous silence ceux qui le gênent, ou les interprétant en faveur de sa thèse. Nous pourrions nous en convaincre à la lecture des pièces de ce procès que je vais reproduire. Il ne dit pas un mot, par exemple, du refus arrogant de Dalloz, qui prétendait sortir de la ville, sans se soumettre à l'inspection de ses provisions, ainsi que l'exigeait une ordonnance du Conseil. A en croire Desnoiresterres, c'est le messenger de Ferney qui fut insulté, tandis qu'en réalité, comme nous le verrons, ce fut lui qui provoqua la rixe par ses outrages et sa résistance injurieuse aux préposés de la visite douanière.

<sup>1</sup> *Voltaire et Genève* (Paris, 1875), p. 368 et suiv.

Desnoiresterres, qui parle de l'«*avanie*» qu'on a faite à Dalloz, veut bien concéder qu'il s'était permis, de son côté, «*quelques propos inconvenants*», désavoués, cela va sans dire, nous saurons bientôt comment, par le malin vieillard de Ferney, dans son entretien avec Gabriel Cramer; mais l'auteur que nous citons en tire une conclusion dont nous pourrions démontrer la fausseté : «*Ainsi se terminait l'incident, dit-il, à la gloire du poète, devant lequel la République avait dû s'humilier. C'était la revanche des instances du Conseil pour demander à M. de Choiseul de faire savoir au «*sieur de Voltaire*» combien il désapprouvait sa conduite dans l'affaire des natifs*<sup>1</sup> ».

Il n'est pas possible de comprendre la véritable signification du mince incident de Cornavin sans tenir compte des douloureuses circonstances historiques au milieu desquelles se débattait alors notre ville, et des animosités que nourrissaient contre elle certains éminents personnages. Force nous est donc de rappeler brièvement ce qui se passait à cette époque.

L'heure était sombre, en effet, pour Genève, à cette date de 1770. Les journées sanglantes des 14 et 15 février avaient laissé de profondes rancunes dans le cœur des opprimés.

A toutes les misères dont souffrait alors la population de notre ville vinrent bientôt s'ajouter les craintes de la peste, qui sévissait sur plusieurs points de l'Europe, entre autres sur les frontières de Turquie et de Pologne; puis la plaie des chenilles, contre laquelle une ordonnance fut rendue le 14 mai; puis la rage chez les chiens, en ville et dans la banlieue, surtout au Petit et au Grand-Saconnex. On ordonna de les faire empoisonner, d'abord en ville, puis «*dans les dits villages et dans les grands chemins, permettant à tous particuliers de tuer les chiens suspects de rage ou qui ne seront pas emmuselés*».

Le 4 septembre 1770, un nouveau malheur frappera Genève : «*Une grêle terrible, dit Sordet dans ses Annales genevoises, tombe vers les cinq heures du soir sur tout le territoire de la république, sauf à Céligny. Toutes les récoltes sont détruites. La perte est estimée à trois millions de florins et la coupe de blé monte jusqu'à soixante-dix florins* ».

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 371.

Parmi les fléaux qui s'abattirent en cette fatale année sur notre malheureuse cité (c'était vraiment l'année des plaies d'Égypte), nous devons mentionner encore la famine, la disette de pain, et c'est précisément à cette circonstance que se rattache l'esclandre du 15 juin.

Les céréales manquaient partout. « Nous n'en avons point [de blé] dans notre pays barbare », mandait Voltaire à M<sup>me</sup> du Deffand, le 25 mai 1770<sup>1</sup>. La France et la Savoie avaient fermé leurs frontières à son exportation.

La Chambre des blés de Genève, qui faisait l'admiration des économistes de l'époque, s'en était préoccupée [et avait proposé au Conseil « de délibérer s'il ne serait pas convenable de prendre des précautions pour empêcher la sortie du pain de la ville ».

Pour prévenir la disette du pain et du blé, le Conseil publia l'ordonnance suivante en date du 25 mai 1770 :

*De la Part  
de Nos Magnifiques et Très Honorés Seigneurs Sindics et Conseil*

Sur les rapports faits, qu'on a entrepris de faire des accaparements de pain chez les boulangers et dans les bureaux publics, pour le revendre en pays étrangers, ce qui est contraire à toute bonne police, à quoi Messieurs voulant remédier ont jugé à propos de défendre :

1<sup>o</sup> De sortir aucun pain par la porte du Lac, à la réserve de celui qui sera nécessaire aux bateliers et passagers pour faire leur route ;

2<sup>o</sup> De défendre de sortir par les autres portes de la Ville plus d'un demi-pain, ou six à sept livres à la fois, sans abus ;

. . . . .

Si quelqu'un est surpris en fraude des présentes à en faire sortir de la Ville du pain clandestinement, ou réitérer la sortie de pain permise ci-dessus, à dessein d'en faire accaparement,

<sup>1</sup> Voltaire, *Œuvres complètes*, édit. Moland, *Correspondance*, t. XV, p. 88.

ledit pain saisi sera confisqué et les contrevenans punis suivant l'exigence du cas.

Ordonnant que pour l'exécution, il soit commis à chaque porte une personne pour visiter les bateaux, barques et voitures, de même que les personnes qui sortiront de la Ville, qui leur paraîtront suspectes, et que les présentes résolutions seront imprimées et affichées aux portes et aux lieux accoutumés, afin que personne ne l'ignore.

Donné le 25 May 1770.

J. J. DE CHAPEAUROUGE <sup>1</sup>.

Dès lors, jusqu'à la fin de l'année, l'autorité veillera à prévenir la famine et ne perdra plus de vue cette importante question.

Les mesures nécessitées par une telle disette étaient sévères et l'on n'admettait d'exception pour qui que ce fût.

Le messager de Ferney ne tenait aucun compte des ordonnances de la Seigneurie. Il affichait la prétention de sortir de Genève avec ses provisions, sans permettre aux visiteurs de la douane de les inspecter. On ne peut s'empêcher de supposer que Voltaire lui avait conseillé d'en appeler à son ami le Résident s'il avait une fois ou l'autre maille à partir avec la police de Genève. Cela ne pouvait pas tarder, en effet.

### III

Le conflit éclata un samedi, jour de marché, le 16 juin 1770, entre une et deux heures après-midi, à la porte de Cornavin. Il y avait foule à ce moment-là autour de cette porte, de sorte que la scène que nous allons décrire eut de très nombreux témoins.

Voyons d'abord comment Voltaire rend compte à M. Hennin de cet événement, que Dalloz, l'enjolivant à sa manière, venait de lui conter en arrivant à Ferney, encore tout échauffé de la dispute. Desnoiresterres dit que ces sottises ne sont pas de nature à être reproduites, et il en profite pour oublier de signaler certaines choses essentielles qui donnent à cette histoire son vrai caractère.

<sup>1</sup> Voir M. D. G., t. XXVI, n° 1235.

Il est difficile assurément de tout citer, même en gazant les passages scabreux. Voltaire ne recule pas devant les mots gras. Il importe cependant de savoir exactement ce qui s'est dit et ce qui s'est passé.

Le soir même de l'incident, le patriarche écrivait au résident :

« Ce 16 juin 1770, à Ferney.

*« Va te faire f....., va grater ton c.. avec celui du Résident ; tu as du pain dans tes poches pour les grimauds ; tu viens de la part de ces b..... de Français de Ferney, etc., etc., etc. »*

Ce sont là, Monsieur, les propres mots de la philippique prononcée aujourd'hui le 16 du mois de la jeunesse, contre Dalloz, commissionnaire de Ferney, porteur, non de pain pour les grimauds, mais d'une petite truite pour notre souper.

Ces galanteries arrivent fort souvent. Nous en régalerons M. le duc de Choiseul, à qui nous devons d'ailleurs des remerciements pour avoir fait acheter et payer par le Roi nos montres de grimauds... »

Il continue :

« Nous vous prions, Madame Denis et moi, de vouloir bien présenter nos très humbles remerciements à monsieur le syndic de la garde et à monsieur le commandant de la sublime porte de Cornevin.

On dit le pain ramendé dans la superbe ville de Gex, et que le blé n'y vaut plus que 24 livres la coupe, c'est-à-dire 50 livres le setier ; c'est marché donné. Rien ne fait mieux voir la haute prudence des Welches, qui vendirent tout leur blé en 1769, ne se doutant pas qu'ils auraient faim en 1770.

Bonsoir, Monsieur. L'oncle et la nièce vous font les plus tendres compliments <sup>1</sup> ».

L'empressement avec lequel Voltaire a pris la balle au bond peut paraître louche. S'il n'a pas eu directement le rôle d'agent provocateur de cette mauvaise chicane, il se tenait du moins dans

<sup>1</sup> Voltaire, *Œuvres complètes*, édit. Moland, *Correspondance*, t. XV, p. 107\*

la coulisse, attendant les évènements, les prévoyant peut-être, prêt en tout cas à en tirer parti contre ses ennemis les Genevois.

Cependant Hennin est scandalisé du rôle qu'on lui fait jouer. Il sent tout le ridicule de la vilaine posture qu'on lui attribue et proteste aussitôt contre les racontars de Dalloz.

Avant d'avoir pris connaissance de la lettre ci-dessus, à ce qu'il laisse entendre, il écrivait de son côté à Voltaire le dimanche matin (ou peut-être le samedi soir).

« A Genève le 17 juin 1770.

« Vous êtes sans doute instruit, monsieur, de la manière dont le sergent de garde à la porte de Cornevin et le visiteur de cette porte, ont traité votre commissionnaire. J'ai été averti sur le champ de cette affaire et des circonstances qui l'aggravent, parce qu'elles vous regardent. J'en ai demandé réparation par écrit au syndic de la garde. Il m'a répondu qu'il allait faire faire les informations. Nouvelle lettre de ma part, telle que je ne crois pas qu'on balance à punir ces insolents. Les têtes se renversent plus que jamais à Genève. On ne voit plus où est l'autorité, ni le moyen de se faire rendre justice. Il faudra se fâcher. J'ai un petit recueil de faits déplaisants que ces messieurs redresseront, ou ils éprouveront encore de la part de Monsieur le Duc, à quoi s'exposent les petits, quand ils se croient puissants<sup>1</sup>... ».

Sur ces entrefaites arrive la lettre de Voltaire qui nécessite une réponse immédiate, un post-scriptum énergique, par lequel Hennin se hâte de faire comprendre à l'incurable plaisantin qu'il ne se soucie pas d'être mêlé à cette sottie affaire ; il mettra du reste tout en œuvre pour que l'on donne entière satisfaction à son irascible et vindicatif correspondant.

« P. S. Je rouvre cette lettre, monsieur, pour vous assurer de nouveau que je vais suivre l'affaire qui en est l'objet. Je crois

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 109. Voir plus loin les lettres adressées au Syndic de la garde. Hennin paraît si monté qu'il en oublie les dates exactes. Toutes ses lettres datées du 17 me paraissent avoir été écrites le 16. Voir plus loin, p. 244.

que c'est pour rendre la chose plus touchante que Dalloz m'a fourré dans les ordures de ces messieurs, car mes gens qui étaient présents et qui ont pensé rosser le sergent et le visiteur, en vous entendant injurier, ne se seraient pas tus, si j'avais été apostrophé. Faites, je vous prie, faire une déposition en forme à votre homme. Je juge de votre humeur par la mienne. Comptez que je ferai ce que je pourrai pour avoir pleine satisfaction. M. le duc de Choiseul est déjà prévenu que l'insolence de la nombreuse canaille de Genève est poussée à l'extrême. Reste à savoir comment il voudra y mettre fin, s'il est possible.

J'aurai l'honneur de vous voir dès que je le pourrai<sup>1</sup> ».

Mais Voltaire ne l'entend pas ainsi. Il se rend trop bien compte qu'en associant le Résident aux injures qu'on lui a adressées, son cas devient infiniment meilleur ; ce n'est pas lui qui lâcherait un si fort atout dans son jeu. Il répond du tac au tac, en dormant la pilule tant qu'il peut :

« A Ferney, dimanche matin, 17 juin.

« Le plus aimable des Résidents verra par la présente que ses blanches et potelées f..... ont été compromises avec les f..... de Dalloz qui n'en sait pas assez pour inventer un tel épisode. Les gens de monsieur le Résident ne firent que passer, et peuvent très-bien n'avoir pas entendu tous les compliments, puisqu'on retint avec outrage Dalloz au corps de garde une demi-heure entière.

Nous voyons avec douleur les chrétiens réformés appeler leurs frères Raca et b....., ce qui est expressément défendu dans l'Evangile, et ce qui attire infailliblement la géhenne du feu.

Nous irons, le plus tôt que nous pourrons, voir monsieur le Résident et madame Legendre<sup>2</sup> dans sa maison de campagne ; quelle belle soirée, quand le vieux malade pourra un peu aller. Je leur présente mes très humbles respects ».

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 109.

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 109. (Madame Legendre, sœur de M. Hennin [Note de Moland]).



Une pièce que nous ne possédons pas était annexée à cette lettre : la déposition de Dalloz, faite devant le greffier de la justice de Ferney, relativement aux injures dont il se plaignait d'avoir été victime, à la porte de Cornavin. Le Résident lui-même dira que cette pièce n'avait aucune valeur et qu'il n'en fera point usage. Nous comprenons assez qu'elle ne pouvait pas être de son goût. C'est lui probablement qui l'aura retenue et détruite.

Voltaire, qui se rend compte de la faiblesse des arguments de Dalloz, voudrait soustraire son homme à la justice de Genève, en laquelle il n'a aucune confiance. Il désirerait que l'affaire fût jugée par le ministre Choiseul, dont les dispositions hostiles aux Genevois lui sont depuis longtemps connues, et qu'il saura bien réchauffer, s'il en est besoin. Il dépêche dans ce but, le même jour, une seconde lettre à M. Hennin.

« A Ferney, dimanche au soir 17 juin.

« Permettez-moi, mon très aimable Résident, de ne point envoyer Dalloz devant un auditeur qui est genevois. Nous n'attendons, ni ne voulons aucune justice de ces messieurs. Nous pensons que c'est à M. le duc de Choiseul qu'il faut envoyer sa déposition, seulement pour l'amuser, en attendant qu'il rende aux Vingt-Quatre et aux Vingt-Cinq tout ce qu'il leur doit.

Pigale est venu. Vous seriez charmant si vous vouliez venir quelqu'un de ces jours avec un recueil de vos plus belles estampes ; vous raisonnez peinture et sculpture avec un homme qui est assurément digne de vous entendre.

Maman vous fait mille compliments<sup>1</sup> ».

Cette fois-ci Hennin éclate et laisse déborder sa colère. Indigné qu'on persiste, malgré ses protestations, à le compromettre dans cette aventure, dont il veut se dégager à tout prix, il trouve que la plaisanterie n'a que trop duré, que l'attitude qu'on lui prête n'est pas risible, le moins du monde, et il menace de tout abandonner si cette polissonnerie doit continuer. Il ne garde

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 110. (Les 24 étaient les membres de la commission des Représentants, les 25 ceux du Petit-Conseil).

plus aucun ménagement pour Voltaire, tout ahuri de recevoir une aussi verte semonce. Voici cette épître :

« A Genève, le 18 juin 1770.

« Nous n'allons pas du même pas, monsieur, et ce n'est pas le moyen d'obtenir justice. Je ne ferai point usage de la déposition de Dalloz, et le mieux à tous égards est de ne pas la laisser paraître, et, s'il est possible, d'en retirer la minute de votre greffe, comme inutile pour le moins. Celui de mes gens qui était présent n'a rien entendu qui me compromît. Le sergent a dit, sur ce que votre homme demandoit d'être conduit chez moi : « Qu'est-il nécessaire qu'on te conduise chez le Résident? ». Au reste, quand cet homme et le visiteur m'auroient mêlé dans une sottise, il faudra toujours commencer par la première cause de la querelle.

Dalloz ne dit pas un mot de ce que les témoins déposent, savoir, que le visiteur, en sortant de son bouge, dit : « Il faut l'envoyer en prison : qu'est-il besoin de le ménager? Il appartient à ce b..... de Voltaire ». Ce qu'il a répété plusieurs fois ; et le sergent a renchéri sur ces expressions. Voilà ce dont j'ai porté plainte.

Dalloz pourra se trouver seul à soutenir que j'ai été mis en jeu dans les sottises de ces messieurs, et dès lors il perdrait. On insistera sur ce point douteux pour faire tomber les autres qui sont le fond du procès. La circonstance que Dalloz rapporte est un grand grief de plus, mais n'est qu'accessoire.

Si je produisois sa déposition de Ferney, où il déclare qu'il n'a rien à dire de plus que ce qu'elle renferme, ni vous, monsieur, ni peut-être moi, ne pourrions rien obtenir en justice, parce qu'il n'y auroit qu'un témoin pour l'article qu'il attribue au sergent, et que le quidam à qui il fait dire la plus grosse sottise ne se trouveroit pas.

Je compte que Dalloz passera demain ici. Je l'enverrai chez l'auditeur faire sa déposition, et lui recommanderai d'entrer dans un plus grand détail, de dire ce qu'il a entendu, ce qu'il n'a peut-être pas voulu faire par un respect louable pour vous.

Enfin, voici ma marche. On a maltraité votre homme sans

raison, on vous a insulté à la face de trente témoins, dont j'en produis quatre ou cinq qui ont parlé ; Dalloz de plus dit qu'on m'a mêlé dans les sottises qu'on lui a dites. Je demande réparation de ces faits. C'est ainsi qu'il faut traiter cette affaire. Je demande que le visiteur perde sa place, que le sergent soit cassé à la tête de la garde, et s'il m'a mis même indirectement dans ses sottises, qu'il soit mis en prison jusqu'à ce que je l'en fasse sortir.

J'ai déjà avis qu'on est bien fâché de cette algarade, et qu'on se dispose à faire ce qui convient pour que ni vous, ni moi n'ayons à nous plaindre. Pardon, monsieur, de ce plaidoyer. Plus ces gens-ci sont répréhensibles, plus il faut être exact.

C'est une fort bonne chose, monsieur, que de rire et de faire rire les ministres quand ils en ont le temps. Mais j'ai commencé cette affaire sérieusement ; continuons-là de même, je vous en supplie. Envoyez Dalloz. Il est dans la règle qu'il dépose à Genève, puisque le délit s'est commis à Genève, et que j'en ai porté plainte au magistrat. Suspendez de faire passer à monsieur le duc la déposition, qui n'est pas assez grave pour faire impression, et qui, à l'examen, se réduit à peu de chose. Laissez-moi faire mon métier comme je l'entends, et continuer cette affaire que mon respect et mon amitié pour vous m'ont fait entamer. Il n'importe pas seulement qu'on sache que la canaille de Genève est insolente ; il faut qu'elle cesse de l'être. On a déjà ôté le visiteur de son poste. J'aurai, si je le puis, l'honneur de vous voir ce soir. J'espère que vous enverrez votre homme sur le champ. S'il ne paraissait pas, messieurs de Genève diraient qu'on ne les a pas mis à portée de faire justice, et votre plainte à monsieur le duc serait sans effet. D'ailleurs, vous me mettriez dans la nécessité de ne pas poursuivre, et j'aurais fait une fausse démarche<sup>1</sup> ».

Voltaire répond le même jour, par retour du courrier. Dans un court billet, il cherche manifestement à se faire pardonner ses impertinentes facéties ; il met tout sur le compte de Dalloz et il espère atténuer ses torts en se portant malade, et en mettant en scène, cette fois-ci, son propre individu.

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 112.

« Lundi à dix heures trois quarts, 18 juin 1770.

« Vous êtes trop bon, monsieur, et Dalloz est un animal. Je vous l'envoie tout malade qu'il est; je le suis aussi. Il jure toujours qu'il y a eu du c.. dans cette affaire. Le mien est dans un piteux état; il n'est pas fait pour être sculpté par Pigale. Prêtez-nous le vôtre, ou plutôt votre belle mine.

« *Consule Fabricio dignumque numismate vultum*<sup>1</sup> ».

Ici se termine la correspondance entre Voltaire et le Résident. Voyons maintenant comment l'affaire fut engagée. Hennin avait porté plainte au syndic de la garde dès le lendemain ou peut-être dès le jour même de l'esclandre, si, comme je le suppose, la lettre suivante, encore inédite, est du 16 et non pas du 17<sup>2</sup> :

« A Genève, le 17 juin 1770.

« Monsieur

« J'apprends par beaucoup de témoins que sous prétexte de visiter un domestique de M. de Voltaire à la porte de Cornavin, on l'a insulté, et qu'en particulier le sergent et le visiteur ont vomi mille injures contre M. de Voltaire, en présence d'un très grand nombre de personnes. Je vous demande, Monsieur, que ces

<sup>1</sup> *Ibid.*, t. XV, p. 113. M. le professeur Paul Oltramare, que j'ai consulté sur ce vers latin, a eu l'obligeance de me donner les explications suivantes :

« Le vers qui vous intrigue n'appartient pas, que je sache, à l'un des poètes classiques latins. Je pencherais à l'attribuer à Voltaire lui-même, assez coutumier de « pseudépigraphie », n'était l'accusatif *vultum*, qui ne se comprend que si le vers est détaché d'une phrase. Si nous avons affaire à une mystification de Voltaire lui-même, l'intention de l'auteur n'est pas douteuse : « des traits dignes (d'être ceux) du Consul Fabricius et dignes d'être mis sur une médaille ». Si la phrase était plus développée, il se pourrait que *Consule Fabricio* se rattachât à un vers précédent. Mais cette deuxième alternative me paraît bien peu probable ».

<sup>2</sup> Voir la note, p. 244.

gens soient punis exemplairement. Il me paraît inutile de vous dire que c'est moins le moment que jamais de fermer les yeux sur de pareilles insultes, et je suis bien sûr que vous y ferez l'attention que mérite une affaire qui n'est petite qu'en apparence.

J'ai l'honneur d'être, etc... ».

Il peut paraître étrange que Desnoiresterres<sup>1</sup>, qui publie in-extenso les deux lettres classées avec la précédente dans le même carton des portefeuilles historiques de nos Archives, portant le n° 4962, n'ait pas reproduit aussi celle-ci.

Elle a pourtant été sous ses yeux, car il la mentionne, se bornant à dire que Hennin « enchanté de l'occasion qui lui était offerte, écrivit au syndic de la garde un billet fort énergique, suivi, à quelques heures de distance, d'une lettre plus motivée... ». Voilà précisément ce qui en fait pour nous la grande valeur. Cette première plainte n'était pas motivée. C'est la pièce révélatrice qui nous donne la clef de tout le procès.

Le ton rogue, hautain et comminatoire du Résident s'adressant à la première autorité de la République ; l'excès de sa colère, qui transparait entre toutes les lignes ; son manque absolu de tenue ; ses exagérations ; ses accusations sans preuves ; son aveugle parti-pris ; sa partialité révoltante ; l'absence complète d'un sentiment de justice ; le mépris dédaigneux avec lequel il traite les employés de la douane « ces gens », la canaille de Genève, comme il dira dans ses lettres ; les menaces insolentes qu'il sous-entend, si l'on n'obéit pas immédiatement à ses ordres ; la façon dont il grossit et envenime cette vulgaire querelle, prétendant lui donner l'importance d'un incident diplomatique : tout, dans ce violent réquisitoire fournit bien la preuve que M. Hennin ne vient pas solliciter une enquête impartiale, mais qu'il exerce une vengeance, en exigeant brutalement, avant toute information sérieuse et régulière, une condamnation arbitraire de ceux qu'il désigne à la vindicte du gouvernement.

La seconde lettre du même jour, en réponse au syndic de la garde, qui demandait à M. Hennin de citer des témoins, est dite

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 370 et 371.

« plus motivée » par Desnoiresterres, précisément pour la raison que le Résident se décide à en nommer quatre ou cinq, qui seront entendus dans l'instruction.

Voici cette lettre :

« A Genève, le 17 juin 1770

« Monsieur

« Si je vous presse sur l'affaire qui s'est passée aujourd'hui<sup>1</sup> à la porte de Cornavin, c'est que je crains qu'elle n'aille plus loin et qu'en la joignant à d'autres elle ne produise un mauvais effet. Il y avoit un très grand nombre de témoins, entre autres Vaucher, le charpentier, deux garçons de Verrat, boucher, mon cocher, le domestique de ma sœur. Le sergent a bourré l'homme de M. de Voltaire, et le visiteur en sortant a dit : « Il faut l'envoyer en prison, c'est bien la peine de le ménager; il appartient à ce b..... de Voltaire, etc. Le sergent a renchéri sur ces expressions. Il vous sera facile de trouver les témoins, et n'y eut-il que les soldats, vous n'en manquerez pas. Au reste, Monsieur, croyez que j'ai de fortes raisons pour vous prier de traiter cette affaire avec sévérité et promptitude... »

C'est ici que Desnoiresterres arrête la citation de la lettre. Il ne souffle mot du reste et n'a garde de l'imprimer. La fin de cette seconde lettre, en effet, met le comble à l'impudence du Résident, et caractérise bien l'arrogance de son attitude. Ne va-t-il pas jusqu'à dicter au syndic le choix de l'auditeur qui devra instruire le procès ! Il exige d'abord « sévérité et promptitude » comme nous venons de le dire. Il ne voudrait pas laisser le temps nécessaire au Conseil pour faire la lumière complète sur ce qui s'est passé; et il ajoute :

« Vous me ferez plaisir aussi d'employer un autre auditeur que M. de Tournes. Je ne dois pas vous cacher que l'amitié que j'ai pour lui m'a seule empêché de vous dire que plusieurs François

<sup>1</sup> Ceci ferait penser que les deux lettres sont du 16 et non pas du 17.

que vous lui avez adressés se sont plaints de sa hauteur et de la dureté de ses propos. Il est moins dans le cas que personne de s'exposer à des plaintes de ma part, et vous lui rendrez service en chargeant un autre de cette affaire-cy.

J'ai l'honneur d'être, etc....<sup>1</sup> ».

Le Résident a toujours la menace à la bouche lorsqu'il parle aux autorités genevoises. Remarquons que l'auditeur Bandol avait été très probablement déjà désigné pour suivre à l'information avant cette inqualifiable injonction de M. Hennin.

#### IV

Le moment est venu d'entendre l'autre partie, la réponse de Genève à cet assaut passionné.

L'auditeur Bandol, nommé le jour même de la dispute, comme nous venons de le dire, commence aussitôt l'instruction de l'affaire. C'était le samedi soir. Il convoqua d'abord le caporal de la garnison. Nous reproduisons ici les pièces du procès dans l'ordre de leur numérotation. Elle sont classées sous le titre de :

« *Procédure faite en juin 1770, au sujet d'une insulte faite au domestique du Sieur de Voltaire* <sup>2</sup> ».

#### N° 1.

*Déposition d'Antoine Tantorin, caporal de la garnison* <sup>3</sup>,  
*du 16 juin 1770*

Antoine Tantorin, caporal de la garnison, âgé de 34 ans, de Dompierre, bailliage de Moudon, par nous mandé et assermenté,

<sup>1</sup> Genève. Archives d'État. P. H. 4962. Cf. Desnoiresterres, *op. cit.*, p. 370.

<sup>2</sup> Genève, Archives d'État, Procès criminels, Juin 1770.

<sup>3</sup> Le caporal Tantorin, est inscrit dans la compagnie du capitaine Jacquet, aux Rôles de la garnison (1770, 1<sup>er</sup> juin).

après avoir pertinemment répondu sur les généraux, dit et dépose :

Que ce jourd'huy sur les deux heures après-midy, étant de garde à l'avancée<sup>1</sup> de la porte de Cornevin, il a veu que le sieur Voullaire, commis à la concinne<sup>2</sup>, est venu appeler le sergent de garde et lui a dit qu'il falloit arrêter un homme qui étoit sur une brouëtte avec une femme<sup>3</sup>, puisqu'il l'insultoit chaque fois qu'il vouloit le visiter, que là-dessus le sergent s'est avancé vers le dit homme et lui a commandé de descendre, mais qu'il le lui a ordonné cinq ou six fois inutilement, sans qu'il ait voulu descendre, et répondoit d'un air insolent qu'il falloit le conduire à Monsieur le Résident, sur quoi le sergent a répondu que ni M. le Résident ni monsieur de Voltaire ne commandoient pas la garde, qu'il n'appartenoit pas à un jeune blambec de sa façon de lui commander à son Poste, et, continuant de lui parler, le sergent lui a dit plusieurs termes offensants, sur ce qu'il apportoit toujours plus de difficulté pour descendre, mais le déposant ayant reçu ordre du sergent de le tirer à bas, il s'est adressé à lui, lui disant sans le toucher « allons, descendés », à quoi il s'est rendu alors et est descendu, le déposant ajoute qu'il a entendu que le commis a dit au sergent, en se plaignant de ce jeune garçon, qu'il lui avoit dit Gâpian<sup>4</sup>, mais n'a point entendu que ledit commis lui ait tenu de mauvais propos, ensuite le sergent a ordonné qu'il fût conduit à Monsieur le Capitaine, ce qui ayant été fait, il a été, après l'avoir entendu, tout de suite libéré. Autre a dit n'avoir à déposer; répété, lecture faite, a persisté et signé à Genève ce 16<sup>e</sup> juin 1770.

(Signé) TANTORAY.

BANDOL, auditeur.

<sup>1</sup> Terme de guerre. Corps de garde, petit poste en avant de la porte d'une place forte.

<sup>2</sup> Concinne (ou consine), consinnateur (ou consinateur) usité indifféremment pour « consigne » et « consignateur ».

<sup>3</sup> Pas une seule femme ne fut appelée comme témoin dans cette affaire, et il devait cependant y avoir un grand nombre de curieuses attirées par le bruit de la dispute autour de la fameuse brouette, à la porte de Cornavin.

<sup>4</sup> Gâpian ou Gâpion. Termes de dénigrement par lesquels on désigne à Genève et dans le pays de Gex les employés de l'octroi. (Cf. Humbert, *Glossaire Genevois*, t. I., p. 224-225).



Voilà une déposition capitale. Ce brave militaire vaudois, bonasse, de sens rassis, resté calme au milieu du tumulte, raconte simplement, naïvement, les choses telles qu'elles viennent de se passer sous ses yeux, ayant joué lui-même un rôle plutôt apaisant dans cette bruyante altercation. Les affirmations de Tantoray réduisent à néant les accusations injustifiables du méchant trio Hennin-Dalloz-Voltaire. Il en résulte déjà que la dispute a eu pour cause la conduite scandaleuse du commissionnaire de Ferney, récidiviste endurci, dont les insolences ont fini par rendre furibond le sergent, qui a proféré malheureusement des paroles injurieuses confirmées par d'autres témoins. Il résulte aussi de la déposition du caporal de la garde que le commis, contre lequel Hennin paraît s'acharner particulièrement, n'a tenu aucun mauvais propos sur personne, bien qu'il ait été gravement insulté par Dalloz. Malgré cela Hennin, revenant de Ferney, écrivait au Syndic de la garde le 21 juin : « En particulier, Monsieur, je vous prie de faire donner la plus forte réprimande au visiteur ou commis de la Porte, qui, n'ayant point été provoqué, est le plus coupable de tous<sup>1</sup> ». Et pourtant Dalloz lui-même a avoué qu'il l'avait traité de « gâpian ».

Il résulte enfin du témoignage de Tantoray que Dalloz n'a point été retenu une demi-heure entière au corps de garde, comme il l'avait fait croire à Voltaire, pour s'excuser sans doute de s'être peut-être attardé en route dans quelque estaminet, à raconter ses hauts faits.

Le lendemain, dimanche 17 juin, l'auditeur recueillit les deux dépositions suivantes du principal employé de la douane et de l'un des soldats du poste de Cornavin, chargé d'arrêter le messager récalcitrant.

## N° 2

*Déposition de sieur Jean Barthélemy Bellamy, citoyen,  
du 17 juin 1770*

Sieur Barthélemy fils de Pierre Bellamy, âgé de 57 ans, concin-

<sup>1</sup> Genève, Archives d'État, P. H. n° 4962.

nateur à la porte de Cornevin, mandé par devant nous, etc... dit et dépose :

Qu'hier, sur les 2 heures, étant dans sa chambre à la concinne, il entendit le sieur Voullaire, commis à l'avancée, appeler le sergent pour qu'il lui donnât du monde pour arrêter un domestique, disant que chaque fois qu'il passoit, il l'insultoit, sur quoi le sergent y envoya deux hommes, qui n'ayant pu le faire descendre de dessus sa brouette, revinrent, et le sergent y alla lui-même auprès de lui ; le déposant étant dans sa chambre ne vit pas ce qui se passa alors, mais vit qu'on conduisoit le dit domestique à Monsieur le Capitaine ; autre a dit n'avoir à déposer, etc.

Le dit déposant ajoute qu'il a entendu le domestique demander qu'on le conduisît à la Résidence, surquoi le sergent répondit : « Ce n'est pas la Résidence qui commande icy, on vous conduira au Capitaine ».

Il n'y a aucune mention dans cette déposition des gros mots qu'aurait lâché le consignateur contre Voltaire. Il eût été certainement intéressant de confronter Bellamy avec ses dénonciateurs.

### N° 3

*Déposition de Jean Braun, soldat de la garnison, allemand,  
du 17 juin 1770<sup>1</sup>*

Jean Braun, soldat de la garnison, âgé de 19 ans, de Schlestat... dit et dépose qu'hier, sur les deux heures, un domestique sur une brouette, sortant par la porte de Cornevin, à l'avancée où il étoit de garde, a été arrêté par le commis, pour être visité, mais qu'il a vu le dit domestique ne pas vouloir s'y soumettre, qu'alors le commis a appelé le sergent, et que celui-ci ayant envoyé un caporal et le déposant pour l'arrêter, il a entendu que le domestique répondit brusquement au sergent, sur quoi le dit sergent s'étoit fort fâché et ensuite l'avoit fait conduire à Monsieur le Capitaine...

<sup>1</sup> Le soldat Jean Braun est inscrit dans la compagnie du capitaine Martin. Genève, Archives d'État, Rôles de la garnison (1770, 1<sup>er</sup> juin).

Le dit déposant ne parlant qu'allemand, je me suis servi d'un interprète nommé Jean-Henry Oberriedt, de Basle, après l'avoir assermenté.

(Signé) C. BANDOL, auditeur.

Le lundi 18 juin, l'instruction se termine par l'audition des cinq témoins à charge, nominalement désignés par le Résident.

N° 4

*Déposition de Pierre Vaucher<sup>1</sup>, maître charpentier,  
du 18 juin 1770*

Pierre Vaucher, maître charpentier, fils de Pierre, âgé de 33 ans, habitant... dit et dépose que Samedi dernier vers les une heure et demy après-midy, sortant de la Porte de Cornevin, à l'avancée, il vit que le sergent Raisin avoit des paroles avec le domestique, soit Postillon de Monsieur de Voltaire, le dit Raisin se plaignant de ce que ce domestique traitoit de gâpian ceux qui l'avoient arrêté; qu'il entendit que ce domestique dit au sergent que la Garde n'avoit rien à lui commander, qu'il étoit domestique de Monsieur de Voltaire, sur quoi le sergent R. dit qu'il se mocquoit de ce De Voltaire, qu'il n'avoit rien à faire à la garde; que le sergent ordonna alors qu'on le conduisit à M. le capitaine, à quoi il se rendit avec peine, et ensuite en courant au point que les soldats qui le conduisoient étoient obligés de courir aussi. Le déposant ajoute n'avoir rien entendu du commis Voullaire, ni du sieur Bellamy, concinnateur. Autre a dit n'avoir à déposer, etc.

Ce témoin, destiné à charger les accusés, leur est plutôt favorable, tandis qu'il ajoute un trait plaisant à la conduite de Dalloz, marquant bien son dédain méprisant pour les employés de la douane.

<sup>1</sup> Un des témoins indiqué par le Résident.

N<sup>o</sup> 5*Déposition de François Baud<sup>1</sup>, domestique cocher de Monsieur le Résident, du 18 juin 1770*

François Baud, fils de Joseph Baud, de Thonon, âgé de 30 ans, domestique chez M. le Résident de France... dit et dépose que samedi dernier, à une heure après midi, sortant sur son chariot par la porte de Cornevin, à l'avancée, il vit que l'on amenoit devant les armes le domestique de M. De Voltaire, et que là il entendit que ce domestique demandoit au sergent qu'on le conduisit à la Résidence, surquoi le sergent de la garde avoit répondu, que Monsieur le Résident n'avoit rien à faire là; le déposant a vu que le sergent avoit bourré avec la main le domestique de Monsieur De Voltaire disant qu'il falloit que deux soldats le menassent devant Monsieur le Capitaine, pour le conduire ensuite en prison, que là-dessus est sorti le concinnateur qu'il connoit bien qui a dit : « C'est ce b..... de coquin qui appartient à ce B..... de gueux de Monsieur De Voltaire, que là-dessus il a vu que deux soldats ont conduit à Monsieur le Capitaine le dit domestique de Monsieur De Voltaire.

Autre a dit n'avoir à déposer, etc.

N<sup>o</sup> 6*Déclaration de Jean-François d'Alo, domestique, portant plainte*

Jean François d'Alo, domestique chez Monsieur De Voltaire, âgé de 18 ans, fils de Jean-Claude d'Alo, de St-Claude, portant plainte dit et déclare que samedi dernier à midi et demy, sortant par la porte de Cornevin, à l'avancée, sur une brouette, il fut arrêté par un homme de petite taille, perruque ronde, habit musqué, qui lui dit : « Arrête là », qu'il répondit : « Que souhaitez-vous? » — « Arrêtés toujours je veux voir ce que vous portés, vous portés du pain pour les grimaux ». Sur quoi le déposant répondit que non. Le dit homme regarda dans le tombereau, et

<sup>1</sup> Témoin indiqué par le Résident.

ayant une petite caisse que le déclarant ne voulut pas ouvrir, le dit homme est allé appeler le sergent de garde qui est venu avec quelques soldats; le sergent lui dit : « Descendés, vous êtes un coquin — si vous ne descendés pas je vous casserai ma canne sur les épaules », qu'ensuite le sergent l'a empoigné au collet pour le faire tomber, et dit à ses soldats : « Prenés-moi ce coquin-là pour le faire descendre »; sur quoi le déposant répondit : « Je ne descendrai pas; si vous voulés me faire descendre conduisés-moi chez Monsieur le Résident »; sur quoi le sergent répondit qu'il ne s'embarassoit pas de Monsieur le Résident, qu'il n'avoit rien à leur commander; qu'il est ensuite descendu de lui-même, prit son cheval par la main pour le conduire derrière le corps de garde, que les soldats l'ont conduit devant les armes à l'avancée, que là le sergent a dit : « c'est ce gueux-là qui est chez ce gueux de Voltaire »; sur quoi le déclarant demandant de rechef d'être conduit chez Monsieur le Résident, il entendit une voix, sans pouvoir déterminer de qui elle parloit : « Allez vous en gratter le c. . avec Monsieur le Résident, il n'a rien à nous commander »; qu'ensuite le sergent a dit : « Il faut le conduire à Monsieur le Syndic de la garde », et il a été mené par deux soldats à Monsieur le Capitaine, que là, devant Monsieur le Capitaine, le petit homme à perruque ronde a dit qu'il l'avoit traité de gâpian; mais le déclarant dit qu'il ne s'est servi de ce terme de gâpian que lorsque le petit homme lui dit : « Si j'allois en France, ne m'en feriez-vous pas autant », et qu'alors il lui avoit répondu qu'il n'était pas un gâpian. — Autre a dit n'avoir à déclarer et n'a signé pour ne savoir, de ce enquis.

A Genève, ce 18 juin 1770.

(Signé) C. BANDOL, auditeur.

La voilà donc articulée cette terrible plainte, origine de tout ce vacarme. On reste confondu devant son insignifiance, que le Résident lui-même avait sentie. Il avait pourtant assez catéché Dalloz avant de l'envoyer déposer.

On a peine à concevoir que nous nous trouvons ici en présence de la pièce essentielle, du témoignage fondamental sur lequel repose tout l'édifice des accusations véhémentes de Voltaire et du

Résident contre d'obscurs et modestes employés, qui n'ont eu d'autre tort, en définitive, les « mots de choque » mis à part, que d'accomplir leur devoir. La déposition de Dalloz suffit à montrer l'inanité des faits qui servent de base à ces accusations. Elle constitue une preuve accablante contre les accusateurs, dont tout le système s'écroule à l'audition de ce domestique portant plainte. Que Voltaire avait raison quand il voulait le soustraire à la justice de Genève ! Ses doléances auraient eu sans doute plus de requise à Versailles. Mais alors Hennin risquait d'y perdre sa considération.

## N° 7

*Déposition de François Plé, domestique de Monsieur Le Gendre<sup>1</sup>,  
du 18 juin 1770*

François Plé dit Villeneuve, des environs de Paris, âgé de 35 ans, domestique... dit et dépose :

Que samedi à une heure et un quart après midy, sortant par la porte de Cornevin, il vit le sergent de garde qui avoit des paroles avec le domestique de Monsieur De Voltaire, qu'il entendit le sergent parlant à ce domestique « ton Jean f..... de Monsieur De Voltaire, et ton b..... de Monsieur De Voltaire, nous nous f..... de lui » ; que le domestique demanda qu'on le conduisit à la Résidence, sur quoi le sergent ordonna qu'on le conduisit à Monsieur le Capitaine, où il vit qu'on le conduisit par deux soldats. Le déposant ajoute qu'il vit dans le moment de la dispute un homme avec une perruque ronde, petit de taille, qui avoit aussi des paroles vives avec ledit domestique, qu'il tenoit au collet ; autre a dit n'avoir à déposer, etc.

François Plé, l'homme de Hennin, est ici en contradiction avec François Dalloz, l'homme de Voltaire, qui avait prétendu que c'était le sergent qui le tenait au collet. Il n'est pas à supposer, en effet, que tous les deux, le commis à la perruque ronde, et le sergent Raisin aient saisi le pauvre Dalloz au collet. Ce qui nous rend suspecte cette agression, c'est que personne d'autre

<sup>1</sup> Indiqué par le Résident.

n'en parle, et, comme le Résident écrit à Voltaire que ses gens ont été sur le point de rosser le sergent et le visiteur, il est à supposer qu'il n'auraient pas manqué de le faire, et que la bousculade serait devenue générale, si l'un des employés s'était permis de mettre la main sur Dalloz. Il ne sera plus question, du reste, des bourrades du sergent qui n'ont été très probablement que de simples gestes, puisque Dalloz dit lui-même qu'il est descendu de son propre chef de sa charette.

On ne peut s'empêcher de remarquer à cette occasion une coïncidence assez bizarre. Comment se fait-il que les gens du Résident, son cocher et le domestique de sa sœur se soient trouvés à point nommé au spectacle qu'allait donner Dalloz, comme si celui-ci les y avait conviés?

## N° 8.

*Déposition de Daniel-Henry Savoye<sup>1</sup>, boucher, du 18 juin 1770*

Daniel Henry Savoye, du Locle, boucher, âgé de 33 ans... dit et dépose :

Que samedi sur les une heure et demy après midy, sortant de la porte de Cornevin il vit le sergent de garde qui remmenoit<sup>2</sup> derrière le corps de garde une charrette, sur laquelle étoit une fille, un domestique à côté du cheval ; que le sergent conduisit devant les armes le domestique qui demeure chez Monsieur de Voltaire, qu'il lui dit : « Ah b.....! on t'apprendra à traiter le monde de gâpian ». Le sergent dit : « il faut le mener à Monsieur le Capitaine », sur quoi le domestique dit qu'il falloit le conduire à Monsieur le Résident, parce qu'il étoit chez Monsieur de Voltaire ; là dessus le sergent lui répondit : « On se f... bien de ce Jean f..... de Voltaire ». Le déposant passa ensuite son chemin. Autre a dit n'avoir à déposer, etc.

## N° 9

*Verbal de l'auditeur Bandol, sur les informations prises d'ordre*

<sup>1</sup> Indiqué par le Résident, comme garçon chez Verrat, boucher.

<sup>2</sup> Locution vicieuse employée couramment encore dans les montagnes neuchâteloises pour dire emmener.

*de Noble Rigot, seigneur Syndic de la Garde, sur les faits contenus dans la plainte à lui adressée par Monsieur Hennin, Résident de France. Du 19 juin 1770.*

Nous Auditeur soussigné certifions qu'ensuite de la communication que nous a faite Noble Rigot, Seigneur Syndic de la Garde, de la plainte à lui portée par Monsieur Hennin, Résident de France, et sur l'ordre qu'il nous a donné le 16 du courant sur les six heures du soir, de procéder aux informations sur les faits qui sont le sujet de cette plainte, nous avons en conséquence reçu les dépositions comme cy-après (suit leur énumération) toutes les susdites huit pièces que nous joignons au présent verbal, en foi de quoi nous l'avons signé à Genève ce 19<sup>e</sup> juin 1770.

(Signé) C. BANDOL, auditeur.

V

Montons maintenant à l'Hôtel-de-Ville, où le verbal de l'auditeur a été déposé avec ses annexes. Le Conseil est réuni et prend incontinent connaissance de ces pièces. Nous allons suivre désormais l'affaire dans le registre de ses délibérations.

*Du mardi 19<sup>e</sup> juin : —* Vu l'information faite le jour d'hier par le sieur Auditeur Bandol, et par ordre du Seigneur Syndic de la Garde, ensuite d'une lettre à lui adressée par M. Hennin, Résident de France, dans laquelle il se plaint que le sergent de garde à l'avancée de la porte de Cornevin, le consignateur et l'inspecteur sur la sortie du pain, ont fait violence au domestique de M. de Voltaire, et ont employé des expressions indécentes et injurieuses à M. de Voltaire, et demande qu'ils soient punis sévèrement, lecture faite de la dite lettre et de la réponse de M. le Syndic de la Garde, laquelle a été approuvée, résultant de l'information que le sergent Raisin a en effet employé des expressions indécentes et injurieuses au Sieur de Voltaire, et le Sieur Bellamy, consignateur s'est aussi exprimé avec trop de vivacité, l'avis a été que le sergent Raisin soit fortement censuré de son impudence par le Seigneur Syndic de la Garde, et qu'il soit envoyé aux prisons



pour trois jours<sup>1</sup>, et que le Seigneur Syndic de la Garde censure le Sieur Bellamy et l'exhorte à être plus modéré dans ses expressions, et résultant de la même information que le domestique du Sieur de Voltaire a insulté et fait résistance à la Garde, refusant de s'arrêter pour que la voiture qu'il conduisoit fut visitée, suivant l'ordre publié de la part du Conseil, et que c'est cette résistance qui a occasionné la dispute, arrêté d'en porter plainte à M. le Résident et d'écrire au Sieur Necker<sup>2</sup> pour l'instruire de cet incident, commettant Noble Baraban, Seigneur Conseiller, pour informer M. le Résident du jugement du Conseil, et lui porter la plainte sus mentionnée<sup>3</sup>.

*Du Mercredi (sic) 20<sup>e</sup> juin* : — M. le Syndic de la Garde a rapporté qu'en exécution de la résolution du Conseil du jour d'hier concernant le Sieur Bellamy, consignateur de la porte de Cornevin, et le sergent Raisin, relativement aux expressions indécentes et injurieuses au Sieur de Voltaire, dont M. le Résident de France s'est plaint, il avoit mandé chez lui les dits Bellamy et Raisin, et même le Sieur Voullaire, inspecteur sur la sortie du pain, qu'il avoit fortement censuré le Sieur Bellamy des expressions qu'il avoit employées contre le Sieur de Voltaire, et les avoit exhorté l'un et l'autre à user de modération dans l'exercice de leur office, que le sergent Raisin n'avoit pas pu venir chez lui parce qu'il avoit la fièvre, et qu'il le manderoit, le censurerait et l'envoyeroit en prison lorsqu'il seroit guéri<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> *Genève, Archives d'État*, Registre des Condamnés, 21, p. 288 (Livre des Escroux aux Prisons de la République de Genève), du 25 juin 1770. Entré Raisin pour 3 jours, amené d'ordre de Mousieur le Syndic de la Garde. Libéré le 27. Ses dépens sus la Seigneurie.

<sup>2</sup> Alors ministre de Genève à Paris.

<sup>3</sup> *Genève, Archives d'État*, R. C. 271 (1770), p. 410-411.

<sup>4</sup> Le sergent *Reysein* est inscrit dans la compagnie du Capitaine Martin, aux *Rôles de la Garnison*, (1770, 1<sup>er</sup> juin).

Il est plusieurs fois question dès lors de ce sergent Raisin (ou Rezein, Rezain), de Cronay, baillage d'Yverdon, âgé de 48 ans, dans les Registres du Conseil. En novembre 1771, une année après sa prise de bec avec le domestique de Voltaire, on intenta contre lui une procédure au sujet

Noble Baraban, Seigneur Conseiller a aussi rapporté qu'il avoit vu M. le Résident et lui avoit fait part de la résolution du Conseil, en l'instruisant du résultat de l'information faite au sujet de la dispute élevée entre l'inspecteur de la sortie du pain à l'avancée de la porte de Cornevin, le consignateur, le sergent Raisin et le domestique du Sieur de Voltaire, qu'il lui avoit dit que le Conseil avoit vu par l'information que c'étoit le domestique du Sieur de Voltaire qui avoit donné lieu à la querelle, par le refus qu'il avoit fait d'arrêter la voiture qu'il conduisoit, lorsque l'inspecteur le lui avoit ordonné, pour visiter s'il n'y avoit point de pain, et par l'injure qu'il avoit fait à la Garde en les traitant de gâpions, et que même il avoit demandé d'être conduit à M. le Résident, qu'ayant vu que le sergent s'étoit oublié et avoit employé des expressions injurieuses à M. de Voltaire, le Conseil l'avoit condamné à être fortement censuré et condamné à trois jours de prison, qu'ayant vu que le consignateur avoit manqué d'égards pour le sieur de Voltaire il avoit ordonné qu'il en fut censuré, et que ne trouvant rien dans cette information à la charge de l'inspecteur, il n'avoit rien prononcé contre lui. Que le Conseil ayant rendu justice à M. de Voltaire, il espéroit que M. de Voltaire lui donneroit satisfaction de l'insolence de son domestique; à quoi M. le Résident répondit en convenant que ce domestique avoit tort, qu'il lui parut satisfait du jugement du

d'une rixe qu'il eut avec un autre sergent au corps de garde de la Maison de Ville. Ils jouaient aux cartes une bouteille de vin entre 9 et 10 heures du soir. Ils se disputèrent bientôt et s'injurièrent grossièrement; puis ils en vinrent aux mains et le scandale fut à son comble. Raisin fut condamné par le Conseil le 16 novembre suivant « à être suspendu pendant l'espace d'une année de l'office de sergent » mais, sa conduite comme simple soldat ayant été excellente, il fut réhabilité cinq mois plus tard, le 31 mars 1772, à la recommandation des capitaines et « rétabli dans son office de sergent pour la prochaine revue ».

Enfin le 13 février 1776, nous trouvons une dernière procédure au sujet de sa mort subite, encore à la suite d'une rixe. Les médecins qui firent son autopsie conclurent que R. était mort d'une « apoplexie cérébrale ».

Il résulte de cette ensemble de documents que le sergent Raisin était apparemment un alcoolique invétéré, facilement excitable et prompt à la dispute.

Conseil concernant le sergent Raisin, qu'il ne lui parut pas également satisfait de ce que le Conseil a ordonné par rapport au sieur Bellamy, consignateur, qu'il lui répéta plusieurs fois qu'il méritoit une punition plus griève; qu'au surplus il eut lieu d'être content de tout ce que M. le Résident lui dit et des dispositions qu'il lui fit paroître pour le Conseil et la République, que cependant il ne lui donna aucune espérance qu'il put obtenir aucune satisfaction du sieur de Voltaire sur les insolences de son domestique<sup>1</sup>.

Je me bornerai à donner quelques extraits de la longue lettre envoyée à Necker, ministre de la République à Paris, où l'on trouve beaucoup de détails que nous connaissons déjà.

Après avoir rapporté presque mot à mot la déclaration de Dalloz, le Secrétaire d'État, Pierre Lullin qui a rédigé la lettre adoptée par le Conseil, fait les réflexions suivantes :

« Vous observerés, Monsieur, que le domestique, par cette déclaration, convient d'avoir résisté à la garde et d'avoir dit au consinateur, *gâpian*, qui est une invective usitée dans le pays de Gex pour insulter les employés. Il est nécessaire de vous informer que depuis que le bled est devenu à un prix excessif, on débite ici chés nos boulangers une quantité incroyable de pain, et comme ils reçoivent le bled de la Seigneurie, la Chambre des bleds peut s'épuiser, parce qu'au prix où est le bled, les particuliers qui achètent du pain dont nous n'avons pas haussé le prix font un profit considérable. Comme on est dans la disette dans tout le voisinage, on a donné des ordres pour que chaque païsan ne put sortir de la ville que sept livres de pain et ces ordres sont exécutés avec la plus grande exactitude ; on fouille indistinctement toutes les voitures qui sortent vuides.

Le domestique de M. de Voltaire et sa charette ont dû nécessairement être fouillés, comme tout le moude ; d'ailleurs il étoit suspecté depuis quelque tems de sortir du pain en cachette.

Les témoins ouïs en l'information chargent effectivement le

<sup>1</sup> *Ibid*, p. 415-417.

sergent et le consinateur, mais aucun ne dépose qu'on ait proféré aucune parole injurieuse contre M. le Résident, et en particulier son cocher et le domestique de sa sœur n'en disent rien...

M. le Résident dit à M. Baraban qu'il feroit bien d'écrire lui-même M. de Voltaire ; il s'y refusa. M. le résident insista au moins pour que M. l'Auditeur Bandal écrivit, puisqu'il avoit fait l'information. M. Baraban fit observer à M. le Résident que le Conseil pouvoit demander justice du domestique qui avoit résisté à la garde, et qui avoit insulté le visiteur.

Le Conseil n'a pas cru convenable que M. Bandal informât M. de Voltaire, parce qu'ayant adressé ses plaintes à M. Hennin, c'étoit aussi par lui qu'il devoit apprendre la satisfaction qui lui avoit été faite. Mais comme c'est un voisin dangereux et dont nous avons bien sujet de nous plaindre, le Conseil a cru devoir employer M. Cramer-Delon pour lui faire sentir le tort de son domestique, et pour le persuader de la justice qu'on lui a rendue, qui doit le rendre content. M. Cramer, au reste, ne doit lui en parler que comme de lui-même, et comme d'une nouvelle du jour...

Je dois encore, Monsieur, vous informer que le tort des François qui ont ici quelque affaire avec la justice est de regarder M. le Résident comme leur juge, et de se croire indépendants de notre juridiction ; mais M. le Résident n'approuve point ce ton là, et il sent parfaitement que son caractère n'exige de lui autre chose que d'employer ses bons offices pour que justice soit rendue aux sujets de son Maître.

Je vois par une lettre de M. Hennin à M. Baraban du 21, qu'il a été à Fernex et que M. de Voltaire a paru content et disposé à demander grâce pour le sergent ; je n'ai pas encore eu des nouvelles de M. Cramer.....<sup>1</sup> »

Desnoiresterres, qui reproduit cette lettre<sup>2</sup>, semble dire que Gabriel Cramer fut délégué officiellement par le Conseil à l'auteur

<sup>1</sup> *Genève, Archives d'État*, Copie de Lettres, 58 (1768-1771), p. 312-314.

<sup>2</sup> *Op. cit.*, p. 371. — « Tout cela se traita, dit-il, avec la solennité et les formalités diplomatiques. » L'auteur ne parle pas sans doute ici de celles de Voltaire et du Résident, dont la diplomatie n'est guère solennelle !

de la Henriade. — Il n'en a rien été, comme nous venons de le voir par la lettre de Lullin à M. Necker. — Nous possédons du reste une relation détaillée de la visite de Cramer au patriarche de Ferney, qui va nous instruire exactement de ce qui s'est passé dans cette entrevue.

Cette lettre de Gabriel Cramer, membre du Conseil des Deux-Cents, adressée à Pierre Lullin, Secrétaire d'État, est annexée au procès-verbal de la séance du Conseil du samedi 23 juin 1770, En voici la reproduction :

Monsieur,

« Je prends le parti de vous écrire plutôt que de vous aller rendre mes devoirs, parce qu'il me semble que ce qu'on écrit est plus positif que ce que l'on dit. J'attendis le soir hier pour me rendre chez Monsieur de Voltaire avec deux étrangers que j'ai à Tournay ; j'étois bien aise d'avoir à les lui présenter, pour ne mettre aucun appareil à la commission dont vous m'aviez chargé, ou plutôt pour n'avoir point l'air d'être chargé d'une commission.

Au bout d'une heure je me trouvai naturellement tête-à-tête avec Monsieur de Voltaire ; je lui dis que j'avois appris avec surprise et avec chagrin ce qui s'étoit passé au corps de garde ; je me plaignis de la résistance du domestique, je convins des torts de M. le consinnateur et du sergent et je fis savoir dans les termes que je crus les plus convenables, la prompte justice que le Magnifique Conseil avoit rendue. Monsieur de Voltaire me répondit sagement, il m'assura qu'il avoit blâmé et très fort grondé son messager ; que le jugement l'avoit touché de reconnaissance et que, s'il en avoit été informé d'abord, il auroit fait sur le champ une démarche pour remercier et intercéder. Je lui demandai si la plainte étoit venue de lui directement. Il me répondit que la plainte avoit été rendue par Monsieur Hennin, lequel mal instruit par le rapport peu fidelle, ou du moins fort exagéré, de ses gens, avoit pris la chose avec trop de feu. Monsieur de Voltaire parut avoir regret à cette précipitation et à cette vivacité de Monsieur le Résident. Je pris la liberté de luy en dire aussi mon avis avec

franchise, et je saisis cette occasion pour le ramener à des idées vraies sur la façon dont un homme tel que lui doit penser d'une République faite pour être chère à la philosophie, et pour intéresser par ses malheurs. Je sortis satisfait des sentiments qu'il me montra et convaincu de l'inutilité de ma visite sur l'objet de la crainte du Magnifique Conseil. J'ai l'honneur d'être avec respect, votre très humble et très obéissant serviteur.

22 juin 1770<sup>1</sup> ».

(Signé) Gabriel CRAMER.

Le Conseil redoutait l'intervention du gouvernement français. La conversation toute officieuse et amicale de Gabriel Cramer avec le patriarche de Ferney était de nature à le rassurer complètement sur ce point.

Mais où trouverait-on dans tous ceci la trace de cette humiliation que Voltaire aurait infligée à la République de Genève ?

Nous voyons au contraire qu'on lui a toujours refusé une satisfaction d'amour-propre à laquelle il tenait beaucoup, la lettre d'excuses qu'il faisait demander avec insistance par M. Hennin.

La conclusion de notre enquête est absolument opposée à celle de Desnoiresterres. Ce que nous constatons, c'est la défaite de Voltaire et du Résident, qui furent obligés de battre en retraite et de renoncer à leurs iniques prétentions de la première heure. Comme tous les complices qui ont manqué leur coup ils finissent par rejeter l'un sur l'autre la faute d'avoir mal engagé l'affaire. Tandis que, d'autre part, l'impression nous reste que le gouvernement de Genève s'est tiré en tout honneur du mauvais pas où l'on comptait le faire trébucher. Au milieu de pénibles circonstances et en face de graves difficultés, il a su remplir ses obligations avec dignité, intelligence, prudence et fermeté.

Loin de se terminer à la gloire du poète, l'esclandre de la porte de Cornavin jette une ombre sur cette gloire, au moment même où Voltaire s'illustrait par sa noble et généreuse défense des Calas et des Sirven.

<sup>1</sup> R. C. 271 (1770), p. 422.

A Genève, loin de garder rancune au patriarche de Ferney de ses invectives et de ses méchancetés, on fut enthousiasmé et on ne demandait qu'à le porter en triomphe, comme le rappelait récemment G. Lanson : « A Genève même il triomphait. Il n'y « pouvait plus venir sans qu'une foule immense l'entourât : en « 1776, il pensa y être étouffé. LA DÉFENSE DE CALAS PRÉVALAIT « SUR LA GUERRE DE GENÈVE<sup>1</sup> ».

Paul-Louis LADAME.

---

<sup>1</sup> *Op. cit.*, p. 198. C'est nous qui soulignons.





# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

OCTOBRE 1912

---

### **Personnel de la Société.**

Depuis la publication de la 6<sup>me</sup> livraison du t. III du *Bulletin*, datée d'octobre 1911, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1911 Pierre GOLAY.

Louis BLONDEL.

F.-Raoul CAMPICHE.

Frédéric MARTIN, licencié en droit, avocat.

Henri NECKER.

1912 Jean MARTIN, licencié en droit.

Ulysse KUNZ-AUBERT.

Henri DELARUE, licencié ès lettres, conservateur à la  
Bibliothèque publique et universitaire.

Bénédict TURRETTINI.

Édouard AUDEOUD, sous-conservateur du Cabinet de  
Numismatique.

Louis CRAMER-MICHEL.

Charles-A. ROCH.

Elle a eu le regret de perdre 5 membres effectifs : MM. Arthur de CLAPARÈDE (voir ci-après), Charles-Alfred VIDART (voir ci-après), Charles BOISSONNAS (voir ci-après), Albert NAVILLE (voir ci-après), Édouard RAMU († 18 mai 1912).

Le nombre des membres effectifs de la Société était, au 31 octobre, de 225.

Arthur de CLAPARÈDE, mort à Genève le 13 décembre 1912, était né dans cette ville le 4 avril 1852. Licencié en droit en 1873, docteur en 1875, il occupa de 1874 à 1877 le poste de secrétaire de la légation de la Confédération suisse en Autriche-Hongrie, puis de 1877 à 1883 celui de secrétaire du département politique fédéral à Berne. Revenu à Genève en cette dernière année, il se consacra tout entier à l'étude et déploya une activité littéraire infatigable dans les domaines variés du droit, de l'histoire, de l'économie politique et surtout de la géographie. C'est à la Société de géographie de Genève qu'il consacra le meilleur de ses forces ; membre de son bureau, à partir de 1888, il revêtit onze fois les fonctions de président de 1891 à 1911, organisa et présida le 9<sup>me</sup> Congrès international de géographie, tenu à Genève en 1908, et dirigea la publication des trois volumes du *Compte rendu* de ses travaux. De 1901 à 1910 il donna à l'Université, en qualité de privat-docent, un cours de géographie et, pour encourager les travaux qui rentrent dans le cadre de cette science, il fonda en 1908 un prix bisannuel, qui porte son nom. Sa vie et son activité scientifique ont été retracées par M. Raoul Gautier dans *Le Globe, organe de la Société de géographie de Genève*, t. 51 (1912), *Bulletin*, p. 51-65. On trouvera la bibliographie de ses écrits dans le *Catalogue des ouvrages, articles et mémoires publiés par les professeurs et privat-docents de l'Université de Genève*, par le Dr Julliard et Fernand Aubert (Genève 1909, in-8), p. 312-327.

Arthur de Claparède avait été nommé membre effectif de la Société le 25 janvier 1888.

Alfred-Jules-Charles VIDART était né à Dyonne-les-Bains (Ain) le 5 janvier 1847. Licencié en droit et avocat, lieutenant dans les mobiles de l'Ain en 1870-1871, il remplit de 1879 à 1904 les fonctions de conseiller municipal et de maire de la commune de

Divonne. Membre de la Société dès le 28 novembre 1889, il s'attacha à rechercher et à collectionner les documents inédits relatifs à l'histoire du Pays de Gex et des provinces de Bresse et Bugey et forma des dossiers généalogiques et héraldiques sur les familles de la contrée.

La plus grande partie de ses travaux est restée à l'état de manuscrit. Il en communiquait des extraits avec la plus grande obligeance à tous ses collègues et publia en 1893 dans le *Bulletin de la Société d'histoire de Genève*, t. I, p. 274-288, *Deux documents relatifs au rétablissement du catholicisme dans le Pays de Gex au 17<sup>me</sup> siècle*. Parmi ses travaux inédits il convient de citer deux histoires généalogiques consacrées à sa famille et à la maison de Rosen, des notices généalogiques et héraldiques, surtout l'« Armorial historique du Pays et de la Baronnie de Gex », manuscrit de 2000 pages, accompagné de nombreuses planches de blasons dessinés et coloriés par lui-même, avec un réel talent.

Charles-Alfred Vidart est mort le 25 février 1942 à Sainte-Maxime-sur-Mer (Var).

Jean-Charles BOISSONNAS, né à Genève le 26 septembre 1832, a parcouru une féconde carrière d'homme public et de magistrat. Membre du Grand Conseil de 1878 à 1896, il entra au Conseil d'État en 1889, et, jusqu'en 1897, fut à la tête du département des travaux publics. Ses études à Carlsruhe, Zurich et Paris avaient fait de lui un architecte de talent, très versé dans l'archéologie monumentale et qui mit ses connaissances au service de ses fonctions officielles. Ce fut en effet comme chef de ce département qu'il dirigea de 1890 à 1893 les importants travaux de restauration de l'ancien Arsenal et de l'Hôtel-de-Ville<sup>1</sup>. Il fut également l'auteur des dessins de la chaire et des bancs de la cathédrale de Saint-Pierre, et, comme membre du comité de l'association constituée en 1889 pour la restauration de cet édifice, il s'occupa activement de la réfection des vitraux.

Collectionneur averti, Charles Boissonnas a réuni un ensemble

<sup>1</sup> Voir *Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève*, t. I p. 128-133 et 385-387.

peut-être unique d'armes suisses du XIII<sup>me</sup> au XVI<sup>me</sup> siècle. Membre de la Société depuis le 12 avril 1888, il est mort à Genève le 22 mars 1912.

Albert NAVILLE avait été reçu membre de la Société le 27 octobre 1864. Né à Genève le 9 novembre 1844, licencié ès lettres de Paris en 1863, il fit en 1868 et en 1872 deux cours publics sur des sujets d'histoire et de critique, à l'Athénée et à l'Hôtel de Ville. De 1877 à 1898 il enseigna l'histoire à l'École secondaire et supérieure des jeunes filles. Ses publications, issues d'un de ses cours et d'un mémoire lu en 1866 à la Société sont les suivantes :

*Recherches sur les anciennes exploitations de fer du Mont Salève*. — M. D. G., t. XVI (1867), p. 349-381.

*Les Alpes au temps des Romains*. — *Bibliothèque Universelle*, 75<sup>e</sup> année, nouv. période (1870), t. 37, p. 250-264.

En outre, il avait donné à l'*Encyclopédie des sciences religieuses*, publiée sous la direction de F. Lichtenberger, les articles suivants : t. IX (1880), p. 537-542 : François-Marc-Louis Naville (1784-1845); p. 565-568 : Albertine Necker-de Saussure (1766-1844); t. X (1881), p. 597 : Pierre Picot (1746-1822); p. 598 : Jean Picot (1777-1864).

Albert Naville est mort à Genève le 24 avril 1912.

La Société a encore perdu trois de ses membres correspondants : MM. Gabriel Moxon, Berthold VAN MRYDEN et Rodolphe RAUX.

La Société d'histoire et d'archéologie, en le nommant membre correspondant, en 1883, puis l'Université de Genève, en lui décernant le diplôme de docteur ès lettres *honoris causa*, en 1909, ont, l'une et l'autre, tenu à rendre hommage, non seulement aux mérites scientifiques de Gabriel Monod, mais encore aux preuves d'intérêt qu'il a données à notre cité.

Né à Ingouville, le 7 mars 1844, d'une famille d'origine suisse, qui a donné à la France des hommes de marque, il fit ses études au Havre et à Paris, passa trois années à l'École normale supérieure et prit enfin l'agrégation d'histoire en 1865. Après un

voyage en Italie, où il se fiança avec celle qui devait être la gracieuse compagne de sa vie, Gabriel Monod alla compléter ses études à Berlin et à Göttingue, aux cours de Jaffé et de Waitz.

Il avait fortement subi l'influence de l'école allemande d'histoire critique. A son retour, l'excellent ministre de l'Empire français, Victor Duruy, l'appela à enseigner, dès 1868, à l'École pratique des Hautes Études historiques et philologiques, qu'il venait de créer. Gabriel Monod y fut successivement répétiteur, directeur adjoint, directeur d'études et président de section. Ce fut surtout après la guerre de 1870, pendant laquelle il avait servi dans les ambulances, qu'il consacra toutes ses forces à cette institution nouvelle de conférences ou de « séminaires », où les étudiants prennent une part active aux travaux et aux leçons du maître.

Ce genre d'enseignement a déterminé l'activité scientifique de Gabriel Monod. Dédaigneux des succès personnels et de la gloire qui s'attache à des thèses doctorales et à des livres composés d'ordinaire pour mettre en vedette le nom de leur auteur, Gabriel Monod s'est révélé avant tout un directeur d'études.

Ses élèves les plus anciens gardent le souvenir reconnaissant des heures passées avec lui dans une chambre poussiéreuse de la bibliothèque de l'ancienne Sorbonne, assis sur des chaises de paille, autour de la table qu'éclairait une lampe modeste. Gabriel Monod, qui faisait, en guise d'introduction à ses conférences pratiques, un cours sur les sources latines du moyen âge, inspirait les travaux personnels des étudiants. Ces travaux étaient discutés en séance. A la leçon suivante, le maître revenait avec une étude mise au point, établie sur la comparaison de tous les documents connus, en tenant compte de toutes les incertitudes historiques. Il la présentait dans une langue sobre et élégante, avec cette voix douce et sympathique qui s'accordait si bien avec sa belle et intelligente physionomie.

Ses élèves, Gabriel Monod n'a jamais cessé de les suivre et de les encourager. Il les recevait chez lui, dans sa maison de la rue d'Assas, près du jardin du Luxembourg, une maison historique, que Michelet avait habitée. Il les mettait en rapport avec ses anciens camarades et amis, MM. Gaston Paris, Albert Sorel, Ernest Lavisse, Gustave Fagniez, Francis de Pressensé, ou encore avec les savants étrangers de passage à Paris. Dans ces

réunions étaient abordés les sujets les plus divers, pourvu qu'ils fussent d'un genre élevé.

Cet homme, que l'on a voulu représenter comme un savant confiné dans des bornes étroites d'études critiques et stériles, prenait au contraire un vif intérêt à toutes les manifestations, non seulement de l'esprit humain, mais de l'humanité même. Il dissertait avec finesse et connaissance de cause, en donnant à sa pensée le tour bienveillant qui répondait à sa modestie et à la bonté de sa nature. Il goûtait la musique, celle de Wagner en particulier, et il savait pourquoi. Il proposait des solutions rationnelles et nouvelles aux romans du jour et aux pièces de théâtre. Son esprit et son cœur allaient plus haut encore. Il était toujours prêt à entrer en action pour une bonne cause, en faveur d'un être sympathique, ou bien d'un homme qu'il estimait injustement persécuté, sans craindre d'être le jouet de généreuses illusions.

Il adorait la simplicité de la vie de famille. Et voici ce qui nous fut conté, sans que nous voulions garantir l'authenticité de l'anecdote. Pour se faire bien venir de lui, un de ses élèves, qui se trouvait en passe d'acquérir une certaine situation dans le monde savant, l'invita un jour dans la ferme paternelle. Pendant le repas, à la cuisine je crois, il mit au haut bout de la table sa vieille mère, une bonne femme, qu'il servit avant tout le monde, avant le maître même, avec les démonstrations de la plus grande piété filiale. Tout ému, Gabriel Monod s'en fut, enchanté du tableau et tout à fait séduit par celui qui le lui avait occasionnellement présenté.

La Société historique du Cercle Saint-Simon, qu'il a fondée sans réussir à la faire durer, faute d'argent, la *Revue historique*, qu'il a créée sur des bases plus solides, sont des manifestations de ce besoin d'entourer les étudiants, de les faire travailler et valoir, dans l'intérêt de la science.

Ses élèves ont heureusement eu l'occasion de lui témoigner leur gratitude à diverses reprises, notamment en 1896, en lui offrant, à propos de sa nomination comme directeur d'études, un livre d'histoire médiévale, où figurent les travaux de nos collègues Édouard Favre et Charles Kohler, puis, en 1907, en lui remettant une plaquette à son effigie, finement gravée par

M. Dautel, témoignage de reconnaissance pour son long enseignement.

Gabriel Monod a enseigné pendant trente-six ans à l'École des Hautes Études. En 1880, sa nomination à l'École Normale supérieure lui donna l'occasion d'entreprendre, à côté des conférences ordinaires, des cours d'histoire générale sur des sujets pris en dehors du moyen âge, auquel il s'était plus particulièrement voué. En 1903, il reçut le titre de professeur à la Sorbonne, entrant ainsi de droit dans le monde des universités, dont il avait la satisfaction de voir triompher cette large autonomie si vaillamment réclamée et gagnée par les hommes de progrès. S'il ne fit pas de cours à la Faculté des lettres, il professa, en revanche, au Collège de France, de 1905 à 1910. Dès 1897, il appartenait à l'Académie des sciences morales et politiques.

La chaire qu'il a occupée au Collège de France avait été créée en l'honneur de Michelet. Autant qu'à ses élèves, Gabriel Monod a témoigné son affection à ses maîtres. Il avait pris le goût de l'histoire en lisant Michelet, ce Michelet si différent de lui, si facilement emporté par les envolées de son imagination. Il est piquant de voir le représentant de l'école critique en histoire commenter le plus éloquent des maîtres. Il le fit en y mettant tout son cœur, et c'est cette chaleur du cœur qui apparente les deux historiens. L'admiration qu'il éprouvait pour Michelet a attiré l'attention sympathique de Monod sur notre historien genevois Sismondi, pour lequel le premier des deux professait tant d'estime.

De cette activité scientifique, sont sorties des publications qui pèsent moins par l'épaisseur ou la densité que par la valeur et par le nombre.

La bibliographie des articles de revues de Gabriel Monod prendrait un nombre considérable de pages. La place nous manque ici même pour donner la liste de ses principaux ouvrages et nous renvoyons le lecteur aux articles qui lui ont été consacrés dans la *Revue historique*. Qu'on nous permette d'insister seulement sur l'importance de cette revue même, qui est son œuvre, sur celle de ses *Études critiques sur les sources de l'histoire mérovingienne et carolingienne* et de sa *Bibliographie de l'histoire*

*de France*. D'autres travaux, comme ses livres sur Michelet, ont une portée plus générale ou plus anecdotique. En traduisant, il n'y a pas longtemps, le livre de Bœhmer sur les Jésuites, il l'a enrichi d'une préface qui fait encore honneur à son esprit de justice, par la modération même avec laquelle il juge cette société célèbre.

S'il recourut parfois à la collaboration de ses élèves, c'était dans leur intérêt et nullement par souci de son repos. Et sa santé pourtant demandait, depuis longtemps, des ménagements. Des deuils de famille n'étaient pas pour l'améliorer. Il ne parvint pas à se remettre d'une opération chirurgicale, aux suites de laquelle il a fini par succomber, à l'âge de 68 ans, le 10 avril 1912, dans sa maison de Versailles.

Jusqu'au bout, il s'est distingué par son désintéressement littéraire. Il nous écrivait un jour : « Je suis très différent de saint Paul, qui souhaitait à ses amis d'être semblables à lui, « à l'exception de ses liens ». Moi, c'est surtout mes chaînes que je souhaite à mes amis ; chaînes conjugales, chaînes paternelles, chaînes professorales, il n'en est aucune qui me fasse regretter ma liberté perdue et je pense, au contraire, comme Goethe, que les liens, les règles sont nécessaires à la vraie liberté. »

La lettre n'est pas d'hier, mais ce grand savant, qui était en même temps une haute personnalité morale, a pratiqué, durant toute sa vie, ces principes de dévouement et de renoncement en faveur des siens.

Francis DE CRUE.

Berthold VAN MEYDEN était né à Bonmont sur Nyon, le 15 juin 1852. Licencié en droit en 1876, avocat à Lausanne en 1879, il fut élu conseiller communal de cette ville en 1892 et dirigea son administration municipale, en qualité de syndic, en 1897, et de 1900 à 1907. Les charges considérables de cette magistrature, dont il s'acquitta avec autant de conscience que de dévouement, ne détournèrent pas son attention des études juridiques et historiques. Ses travaux aboutirent, entre autres, à trois ouvrages qui témoignent de la clarté de ses vues et de la sérénité de sa méthode : *La Suisse sous le Pacte de 1815* (Lausanne et Paris, deux volumes, 1890 et 1892, in-8), sous la



formée d'une série de monographies, une *Histoire de la Nation Suisse*, trois volumes illustrés (Lausanne, 1896-1899, in-8), et les *Pages d'histoire lausannoise : Bourgeois et Habitants* (Lausanne, 1911, in-8).

Berthold van Muyden a été pendant de longues années l'âme de la Société d'histoire de la Suisse romande, qu'il présida de 1890 à sa mort. A la séance de cette société tenue à Lausanne le 12 juin 1912, M. Bernard de Cérenville a consacré une étude approfondie à son œuvre historique.

La Société d'histoire s'était agrégé Berthold van Muyden comme membre correspondant le 27 avril 1893; l'Université de Genève lui conféra le titre de docteur *honoris causa* lors des fêtes du jubilé, en 1909. Il est mort à Lausanne le 19 avril 1912.

Rodolphe Raux avait été élu membre correspondant le 26 janvier 1882. Né à Zurich le 24 avril 1841, docteur en philosophie en 1866, il a enseigné l'histoire de l'art à l'Université de Zurich de 1869 à 1912, successivement comme privat-docent, professeur extraordinaire et professeur ordinaire, ainsi qu'à l'École Polytechnique fédérale de 1883 à 1912. Par son ouvrage capital, *Geschichte der bildenden Künste in der Schweiz* (Zurich, 1876, in-8), et par son action personnelle, il s'est affirmé comme le maître incontesté des études d'archéologie et d'histoire de l'art en Suisse. Membre fondateur de la Société suisse des monuments historiques, il prit une grande part à la création du Musée national, à Zurich. Ses nombreux travaux ont eu pour objet presque toutes les branches des arts plastiques et de l'archéologie monumentale, particulièrement de celle du moyen âge; de ses voyages d'artiste et de savant, il a rapporté des points les plus divers de la Suisse de charmants dessins, dont une centaine ont été publiés lors du 70<sup>me</sup> anniversaire de sa naissance.

Raux a laissé de ses écrits une bibliographie publiée dans l'*Anzeiger für schweizerische Geschichte*, t. XI (1912), p. 261-279<sup>1</sup>. Il est mort à Zurich le 28 avril 1912.

<sup>1</sup> Cf. *Anzeiger für schweizerische Altertumskunde*, Neue Folge, t. XIV (1912), p. 7-15.

## Mémoires, Rapports, etc.

*présentés à la Société.*

789. — *Séance du 9 novembre 1911.*

**Madame de Vandeuil, la fille de Diderot, d'après une correspondance inédite, par M. Eugène RITTER.**

La famille Reinhart, à Winterthur, possède les papiers du littérateur zurichois Henri Meister (1744-1826), parmi lesquels se trouve une trentaine de lettres adressées à celui-ci par M<sup>me</sup> de Vandeuil (1753-1824).

Cette correspondance n'a pas été conservée entière ; on n'en possède plus que des fragments, d'ailleurs précieux ; ils s'étendent sur une longue période : 1788-1824.

On sait que Diderot a collaboré à la *Correspondance littéraire*, que Grimm, pendant près de vingt ans, et Meister après lui (à partir de 1773) adressaient chaque mois à des princes d'Allemagne et du Nord. Après la mort de Diderot (31 juillet 1784), Meister écrivit un portrait littéraire du célèbre philosophe, le seul hommage, a-t-on remarqué, qui lui ait été publiquement rendu à cette époque. Ce fut le point de départ de l'attachement qui a lié Meister et M<sup>me</sup> de Vandeuil pendant la seconde moitié de leur vie. Cet opuscule, qui est intitulé : *Aux mines de Diderot*, n'a été publié qu'en 1788 ; mais il est facile de démontrer qu'il est antérieur à cette date.

Nous avons deux lettres de M<sup>me</sup> de Vandeuil où elle parle d'un voyage qu'elle fit en Suisse avec son mari. L'une est datée de Langres, 19 octobre 1786, au retour de ce voyage ; elle y remercie Léonard Meister (le cousin d'Henri) du bon accueil qu'elle a reçu de lui à Zurich. M. Meister a publié cette lettre dans le *Zürcher Taschenbuch* de 1907, pages 183 à 185. L'autre, datée du 9 octobre 1824, et adressée à Henri Meister, a été écrite par M<sup>me</sup> de Vandeuil quelques semaines avant sa mort : « Je vis, lui dit-elle, dans le souvenir de toutes les choses qui m'ont donné, plus jeune, du bonheur et des peines. Ainsi je me rappelle toutes les marques de tendresse de mon père, le chagrin violent de sa perte, le plaisir que m'a fait le morceau que vous avez, seul, consacré à sa mémoire, et qui fut la base de ma tendre reconnaissance et amitié pour vous. Je vois ma fille

à mes côtés, et toutes les espérances de bonheur que j'avais fondées sur cet aimable enfant, évanouies en 24 heures<sup>1</sup> ».

« Ces plaintes m'avaient plongée dans une mélancolie qui détruisait ma santé et R., qui me voyait maigrir et changer, persuada à mon mari de me faire un peu voyager. Ce fut l'époque de ma course dans votre patrie, et vous jugez que je dois bien à Madame Meister le plus doux et tendre souvenir de la manière dont je fus accueillie chez elle. Vous me pardonnerez bien aussi de vous rappeler les amitiés de votre chère sœur et de sa cousine, du bon et gai Léonard. »

On voit que madame de Vandeuil avait été accueillie à Zurich par les parents et les amis d'Henri Meister ; celui-ci la leur avait recommandée, et leur amitié par conséquent était déjà établie au printemps de 1786. M<sup>me</sup> de Vandeuil avait trente-deux ans à ce moment ; Meister venait de dépasser la quarantaine. Quand il vint lui lire les pages émues qu'il avait dédiées *aux mânes de Diderot*, madame de Vandeuil le connaissait à peine : « Je regardais votre visite, lui écrivait-elle plus tard, comme une de ces politesses accordées aux circonstances, et je pensais que je vous reverrais une fois par an. Je vous croyais aux goûts du monde, et trop *merveilleux* pour vous plaire près d'une femme si étrangère à ces usages, si simple dans sa vie<sup>2</sup>. Je ne sais en vérité comment vous avez pu vous accoutumer à me chercher. » — Une vive amitié en effet, une intimité confiante s'établit bientôt entre eux, et pendant quelques années, ils se virent souvent.

Mais la Révolution arriva. Meister quitta Paris aussitôt après les massacres de septembre ; il passa l'hiver suivant en Angleterre, et s'établit ensuite à Zurich pour le reste de ses jours. Il envoyait à M<sup>me</sup> de Vandeuil tous les opuscules qui sortaient de sa plume ; elle aimait à lui en parler longuement dans ses lettres. « Faites-moi lire, lui disait-elle, tout ce que vous écrivez, sûr que personne ne jouira mieux de votre travail que moi, avec un intérêt plus attachant, une vanité plus secrète. »

On était au temps du Consulat, et M<sup>me</sup> de Vandeuil se sentant plus

<sup>1</sup> Dans une autre lettre, M<sup>me</sup> de Vandeuil avait déjà rappelé le même souvenir : « Je jouissais extrêmement des progrès de ma fille, de la douceur que j'espérais de ses soins, de la vivacité de son esprit qui tenait quelque chose de mon père, de sa figure. Déjà je veillais sur les individus qui l'approchaient : un jour me l'a enlevée. »

<sup>2</sup> « Je n'ai jamais aimé, écrivait-elle ailleurs, les louanges banales du monde ; mais un mot d'éloge de mon père, de mon mari, de ceux que j'aimais, m'était très doux, parce que j'avais un très grand désir de leur plaire. »

libre aux approches de la vieillesse, et consciente de n'avoir jamais manqué à ses devoirs, écrivait à son ami à cœur ouvert : « Vous m'avez donné plus de marques d'attachement, de soins, de temps et d'heures douces, que tous ceux à qui j'ai abandonné ma vie. Ces idées auront toujours le pouvoir de répandre un grand charme sur mes souvenirs. De nous deux, ce n'est pas vous qui devez redouter de vieillir ; si les années qui s'accroissent n'étaient autant de passées pour la vie, pourrais-je ne pas aimer mieux la liberté, la facilité de montrer plus à mon aise toute les pensées, tous les sentiments de mon cœur ? La contrainte, la réserve perpétuelle, la peur de voir interpréter d'une façon pénible l'expression la plus simple d'abandon, n'est-elle pas une fatigue ? Ou je ne me connais guère, ou si vous aviez vingt ans de moins, rien ne me déterminerait, jeune aussi, à vous faire soupçonner que vous puissiez influencer sur mon bonheur.

« Vous serez toujours bon, aimable, sensible, vous ne serez jamais vieux pour moi ; et très heureusement je suis moi bien vieille, de fait ; aussi je garde mes cheveux blancs, et je ris de vos prétentions de vieillard. Je vais me coucher ; bonsoir, mon ami. »

Quelques extraits de cette correspondance ont déjà été publiés par MM. Usteri et Ritter, pages 55 à 66 de la notice qui est en tête des *Lettres de madame de Staël à H. Meister*, Paris, librairie Hachette, 1903. On pourrait encore y glaner quelques morceaux intéressants. Un beau portrait de M<sup>me</sup> de Vandeuil existe au château d'Auberive, propriété de M. le comte Albert de Vandeuil, son arrière petit-fils.

#### **Florence et Rome en octobre 1911, par M. Francis DE CRUE.**

M. Francis De Crue rappelle l'intérêt scientifique des diverses expositions réunies à Rome en cette année. Aux Thermes de Dioclétien, on groupe les monuments découverts à Rome et dans la campagne romaine ; un musée temporaire de moulages renferme les types de la sculpture et de la décoration romaines dans toutes les provinces de l'Empire ; l'Helvétie y est représentée par un grand plan d'Avenches. L'Italie du moyen âge et des temps modernes revit à l'Exposition ethnographique grâce à des reconstitutions de monuments de toutes ses régions.

M. De Crue décrit ensuite le château Saint-Ange et les appartements des Borgia au Vatican, qu'il a eu l'occasion de visiter dans toutes leurs parties. Il s'arrête, en terminant, à l'Exposition des portraits de Florence, au Palais Vieux, et décrit le merveilleux cabinet d'études du fils de Cosme de Médicis.

790. — *Séance du 23 novembre 1911.*

**Quatre lettres de Théodore de Bèze, récemment acquises par le Musée de la Réformation, par M. Eugène Choisy.**

Après avoir fait en quelques mots l'histoire de la Société du Musée de la Réformation et dit l'œuvre qu'elle a accomplie pendant les quinze ans de son existence, M. Choisy parle de l'édition de la correspondance de Théodore de Bèze, que prépare la Société. avec le concours de M. Hippolyte Aubert, puis il donne des détails sur les quatre lettres de Théodore de Bèze que le Musée a pu acquérir successivement, pour un prix total de 1000 fr. environ.

1. Lettre a. s., en latin, Genève, 23 octobre 1571, à Joseph Scaliger, à Valence; une page, in-4.

Bèze espère le voir bientôt à Genève, comme le lui a fait espérer son ami, l'imprimeur Jean Crespin.

2. Lettre a. s., en latin, Genève, 3 décembre 1572, à Thomas Tilius (van Til, van Thielt), à Heidelberg, une page et demie in-fol.

Van Til, ancien abbé de Saint-Bernard, à Anvers, fut pasteur de l'Eglise flamande à Genève, puis pasteur réformé à Delft, à Anvers (1678), prédicateur de la cour du prince Guillaume d'Orange; il est mort à Delft en 1590.

Bèze donne des nouvelles de la situation tragique du protestantisme en France après la Saint-Barthélemy. La Rochelle, Montauban se préparent à la résistance; les protestants de Nîmes, des Cévennes et du Vivarais tiennent bon presque tous, ainsi que ceux de Sancerre. Dans le reste de la France, les défections sont innombrables.

Bèze croit qu'on est décidé à égorger ce qui reste de protestants en France. Le 27 octobre était le jour désigné pour le carnage, mais la date a été renvoyée parce qu'on espère auparavant obtenir, par des promesses alléchantes, la soumission des villes qui résistent encore et le retour des fugitifs.

Bèze imprime le second volume de ses *Traité théologiques*. La peste a cessé à Genève au moment où les réfugiés affluent. L'Ecole est bondée d'élèves, la plupart sans ressources.

3. Lettre a. s., en français. Genève, le 4 mai 1574, à Nicolas Pithou, s<sup>r</sup> de Changobert, à Montbéliard, une page in-fol.

M. Choisy rapporte quelques détails sur la famille Pithou et les lettres de Bèze à Nicolas Pithou, d'après les notes de M. Hippolyte Aubert. La présente lettre est relative aux troubles religieux de France. Bèze donne des nouvelles de ce qui se passe dans la vallée du Rhône.

4. Lettre signée, en latin. Genève, 3 juin 1585, à Martinus Lydius, pasteur à Amsterdam. Lettre écrite au nom de la Compagnie des Pasteurs, une page in-fol.

Lettre très intéressante et très importante, à cause du jugement favorable que Bèze y porte sur la doctrine et la vie de Jacques Arminius, le futur chef des Remonstrants anti-prédestiniens, condamnés au synode de Dordrecht. Il reconnaît chez Arminius un esprit judicieux et perspicace, une rare piété, mais il faut que le jeune homme apprenne à se modérer. On peut beaucoup attendre de ses heureuses dispositions (Arminius était venu étudier à Genève aux frais de la Compagnie des marchands d'Amsterdam; ayant pris parti trop violemment pour la philosophie de Ramus, il avait dû s'éloigner quelque temps et séjourner à Bâle.) Bèze est inquiet de la situation en France, où l'on a découvert une nouvelle conjuration, et il se demande ce que va faire le duc de Savoie, l'ennemi héréditaire de Genève. Il termine par ce vœu pieux : « Que Dieu nous conduise au port dans sa bonté et sa miséricorde ! »

**Jean-Louis Calandrini, Pierre Pictet et Gédéon Turrettini, ordonnateurs de la médaille du comte Simon Auguste de Lippe en 1748, par M. Eugène DEMOLE.** — Impr. dans la *Revue suisse de Numismatique*, t. XVIII (1912), p. 280-306, sous le titre de *L'Accord de Stadthagen (Lippe) et la médaille frappée à cette occasion en 1748*.

**Deux villages préhistoriques au sommet du Reculet, par M. BURKHARD REBER.** — Impr. dans *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLI, p. 83-96.

791. — *Séance du 15 décembre 1911.*

**Peuples primitifs; leurs rites funéraires et religieux, par MM. Édouard NAVILLE, Henri JUNOD et Eugène PITTARD.**

M. Édouard Naville décrit la civilisation des Égyptiens de l'époque néolithique, qui nous est révélée par les fouilles des dix dernières années. Il parle de leurs habitations, qu'on voit représentées sur les poteries, de leur caractère, qui est celui d'un peuple chasseur et non encore adonné à l'agriculture et, enfin, de leur mode de sépulture. Les petites tombes, où le mort est accroupi, assis sur ses talons, et où il est entouré de vases contenant des victuailles, de ses outils ou de ses armes, sont une image réduite de la hutte qu'il habitait. La position assise indique l'idée de survivance. La vie est continuée dans l'au-delà toute semblable à ce qu'elle était sur la terre.

M. Eugène Pittard expose à son tour que des coutumes rituelles analogues à celles décrites par M. Édouard Naville pour l'Égypte préhistorique, semblent avoir été la règle en usage durant les périodes paléolithiques. Pendant longtemps, on a nié l'existence de ces sépultures. Aujourd'hui, aucun doute n'est plus possible. La période moustérienne est la plus ancienne période qui ait montré des sépultures intentionnelles. Celles-ci se continuent au travers de toutes les assises paléolithiques avec des coutumes funéraires à peu près identiques. Le cadavre est généralement sur le côté, les jambes repliées, les mains ramenées vers la figure. Le corps a été habituellement déposé dans une fosse creusée à son intention. Autour du mort on plaçait ses armes et ses parures, souvent de très belles pièces, et souvent aussi, surtout dans la période magdalénienne, le cadavre était saupoudré d'ocre rouge, la couleur de la vie.

La période mésolithique et la période néolithique ont aussi fourni des sépultures de types semblables, même avec certaines complications dans les rites funéraires (décharnement), qu'il est impossible à M. Pittard, faute de temps, d'indiquer dans leurs détails.

M. Henri Junod a pu étudier sur place les rites funéraires des Ba-Ronga; les Ba-Ronga habitent sur la côte de l'Océan Indien, aux environs de la ville portugaise de Lourenço-Marquês. C'est une tribu essentiellement Banton, sur laquelle la civilisation n'avait encore eu que peu d'influence.

Or, il existe une curieuse et bien intéressante ressemblance entre leurs mœurs funéraires et celle des moustériens du quaternaire et des Égyptiens de l'époque prédynastique. Comme eux, les Ba-Ronga replient les bras et les jambes du cadavre et ce rite a une telle importance, à leurs yeux, qu'ils l'accomplissent parfois durant l'agonie du mourant, de peur que ce repliement ne soit rendu impossible par la *rigor mortis*. Comment expliquent-ils cette coutume? En tous cas, pas par le désir de rendre au cadavre la position d'avant la naissance. Ils n'ont point fait, en effet, d'études anatomiques pour se renseigner sur la position embryonnaire. D'après eux, si l'on traite ainsi le cadavre, c'est pour « prendre soin de lui » ou pour « n'avoir pas à creuser un trop grand tombeau ». Mais ces deux explications ne valent évidemment rien et il faut chercher dans les autres rites funéraires le contexte qui nous révélera la vraie signification du repliement des membres. Or, il est évident que tous ces rites ont pour but de remettre en quelque sorte le mort dans des circonstances analogues à celles de la vie. Le tombeau consiste en une double fosse : d'abord un creux de 50 à 80 centimètres de profondeur, sur l'un des côtés duquel on excave une loge de forme ovoïde, dans laquelle le cadavre sera couché.

Cette loge s'appelle la « maison du mort », tandis que la première fosse se nomme sa « place publique ». Le défunt est donc envisagé comme couché dans sa hutte, d'où il sort parfois pour s'asseoir sur sa place publique, exactement comme autrefois au village. Le sort des ustensiles du décédé dévoile la même conception. Tout ce qui est corruptible, ce qui peut en quelque sorte le suivre dans son nouveau mode de vivre, est en quelque sorte mis à mort aussi, pour pouvoir l'accompagner. Ses habits sont transpercés d'un grand coup de couteau : c'est pour qu'ainsi « ils rendent leur dernier soupir ». Sa vieille natte est étendue au fond de la première fosse, sur sa nouvelle place publique, comme il la déployait autrefois lorsqu'il se reposait sous les ombrages de son village. Une fois le tombeau comblé, on place dessus le verre dans lequel il buvait, c'est-à-dire le grossier ustensile de terre qui lui servait à étancher sa soif; on a pris soin de le percer au fond, et ses survivants iront y verser les prémices de leur bière, lorsqu'ils prépareront cette liqueur.

Ces divers rites montrent que le repliement des membres a une signification analogue. Le primitif voulait sans doute mettre son mort dans la position assise ou accroupie qu'il prenait généralement lorsqu'il se reposait dans sa hutte. Encore actuellement les Ba-Ngoni de Gungunyane assaient véritablement le cadavre dans le tombeau, en lui mettant une assagaie dans la main. Les Ba-Ronga le couchent sur le côté gauche, comme s'il dormait; mais la position repliée n'est pas celle du sommeil et il faut croire que cette habitude de coucher le cadavre est le résultat d'une évolution.

Quoiqu'il en soit, les coutumes des sauvages actuels nous permettent d'interpréter celles des primitifs. Les soins si minutieux que l'on prodigue aux cadavres, ces rites dont la transgression constitue des tabous redoutables, quelle est, en définitive, la pensée qui les a inspirés? C'est une pensée religieuse : le mort devient un dieu; il acquiert des pouvoirs surnaturels. De là la nécessité de le bien traiter pour qu'il ne devienne pas un « dieu d'amertume » qui tourmenterait ses descendants. Cette idée religieuse a probablement aussi donné naissance aux rites funéraires des préhistoriques, et cela prouve que l'instinct religieux, sous sa forme primitive de l'ancestralatrie, date des tout premiers temps de l'humanité. Notons bien qu'il ne s'agit pas seulement d'une vague croyance en la survivance des morts, mais d'une vraie foi religieuse, puisque les esprits des décédés auxquels on offrira des sacrifices sont envisagés comme possédant la toute puissance, la toute présence, la toute science, du moins dans les affaires qui concernent leurs descendants.



792. — *Séance du 11 janvier 1912.*

Rapports du président (M Francis DE CRUE), et du trésorier (M. Édouard CHAPUISAT), sur l'exercice 1911.

**Extraits des papiers « Des Franches, » conservés aux Archives nationales de Paris, par M. Hippolyte AUBERT.**

Les Archives nationales conservent dans leurs fonds du Séquestre (T. 161, cartons 1 à 37), les papiers saisis chez André-Jean-Louis Perrinet Des Franches, dit le comte de Bossey, ancien colonel au service de France, qui émigra ou disparut à la fin de 1792. — Le père du comte de Bossey était Horace-Bénédict Perrinet Des Franches, seigneur de Bossey et de Bogis, qui quitta Genève en 1768 pour aller s'occuper d'affaires à Paris; de 1775 à 1777 il dirigea les pourparlers qui aboutirent au renouvellement de l'alliance de la France avec le Corps helvétique, et, de 1777 à 1785, revêtit les fonctions de ministre « sans caractère » de la République de Genève. Il mourut complètement ruiné, à Paris, le 19 mai 1791.

M. Aubert n'a pas retrouvé aux Archives nationales la volumineuse correspondance échangée par Des Franches et le Conseil de Genève, plus de 500 lettres, que son fils refusa de rendre au ministre Tronchin. En revanche, il donne lecture de plusieurs missives qui appartiennent aux diverses époques de la carrière mouvementée du seigneur de Bogis.

Un certain nombre de lettres traitent des intérêts particuliers de Perrinet des Franches, des affaires de la manufacture de glaces de Saint-Gobain, puis, à la fin de sa vie, de ses terribles embarras d'argent. La correspondance relative aux affaires de Genève, de 1777 à 1785, définit le rôle de Des Franches, agent du parti des Constitutionnaires genevois auprès du cabinet de Versailles. Le ministre « sans caractère » sert avec beaucoup plus de zèle ses amis les Négatifs intransigeants que le gouvernement officiel. A ses correspondants habituels, Marc Cramer, Buisson de Satigny, Fabri d'Aire-la-Ville, Antoine Saladin, Vasserot de Vincy, il fait part des dispositions du ministre Vergennes et du premier commis Hennin et prépare l'intervention étrangère de 1782.

Les lettres de Madame Des Franches, née Begon, séparée de son mari depuis 1772, et ruinée par lui, racontent les petits événements de la société genevoise. En août 1784, elle décrit avec une verve caustique le séjour à Genève du prince Henri-Louis de Prusse.

M. Aubert met ainsi le premier en valeur une série de documents inédits qui donnent des renseignements nouveaux et importants pour l'histoire des troubles politiques de Genève dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

**Une agence de commerce sous la Révolution**, par **M. Édouard CHAPUISAT**. — Impr. dans l'ouvrage du même auteur intitulé : *De la Terreur à l'Annexion, Genève et la République française 1793-1798*, Genève, 1912, in-8, p. 147-160.

793. — *Séance du 25 janvier 1912.*

**Un ami de Madame de Staël à la prison du Temple. L'arrestation de Christin à Genève en 1803, d'après des documents inédits**, par **M. Frédéric BARBEY**. — Paraîtra dans *Le Correspondant*.

794. — *Séance du 8 février 1912.*

**Travaux de la commission nommée en mai 1814 pour la revision des lois civiles de Genève**, par **M. Alfred MARTIN**. — Impr. sous le titre de : *Une commission des Édits civils en 1814*, Genève, 1912, in-8, 28 p.

**Un magistrat clairvoyant : Augustin de Candolle, syndic de la garde en 1781 et 1782**, par **M. F.-F. ROGET**. — Impr. dans le *Journal de Genève*, 12-16 juin 1912.

795. — *Séance du 22 février 1912.*

**La vente de la bibliothèque Ernest Strœhlin**, par **M. Henri DELARUE**.

M. Delarue donne quelques renseignements sur les acquisitions faites par la Bibliothèque publique, le Musée de la Réformation et la Bibliothèque de la Compagnie des Pasteurs à la vente de la deuxième partie de la bibliothèque Ernest Strœhlin, à Paris, du 12 au 16 février 1912.

**Le Journal du capitaine de frégate Semenoff**, par **M. Camille FAVRE**.

M. Camille Favre présente un résumé des mémoires du capitaine Semenoff, de la marine russe, qui retracent, en quatre volumes, toutes les phases des opérations navales durant la guerre russo-japonaise. Semenoff a eu la chance de voir, dès le début, tous les détails de la guerre maritime. Arrivé à Port-Arthur aussitôt après le commencement de la guerre, il raconte l'histoire de la flotte de Port-Arthur jusqu'à la bataille des 28 juillet-10 août 1904, qui mit fin à son activité. Échappé à cette bataille,

le navire de Semenoff se rendit dans l'Indo-Chine française et Semenoff arriva juste à temps à Libau, en Russie, pour repartir le 14 octobre avec l'escadre de Rojestvensky. Ayant fait avec elle le tour de l'Afrique, il assista à la bataille de Tsushima où, ainsi que son amiral, il fut blessé et fait prisonnier. Le récit se termine par la captivité au Japon et le retour quasi triomphal de Rojestvensky en Russie.

Cette grande figure fait, avec celle de l'amiral Makaroff, le centre du récit. Ce livre est écrit essentiellement contre les insuffisances de la marine russe, les vices de la bureaucratie et les lacunes morales des personnalités dirigeantes. Mais il montre, en même temps, la valeur du personnel militaire de la marine, qui s'est héroïquement sacrifié, perdu d'avance par une déplorable direction. C'est là qu'est l'intérêt profond et humain de ces récits, qui restent, au point de vue psychologique, comme au point de vue historique, un document de premier ordre. M. Favre s'excuse d'avoir présenté à la Société des faits aussi modernes, qui, cependant, tout modernes qu'ils sont, font déjà partie du passé et de l'histoire.

796. — *Séance du 7 mars 1912.*

**Le premier lieu de culte des « Évangéliques » à Genève, par M. Victor van BERCHEM.** — Impr. ci-après, p. 312-340.

**Genève en décembre 1813 et janvier 1814. Fragments d'un journal inédit, communiqués par M. Henri LE FORT (1<sup>re</sup> partie).**

Caroline-Olympe Le Fort, née à Genève le 13 février 1796, décédée à Paris le 3 janvier 1826, était fille de Jaques Le Fort, professeur, juge, membre du Deux-Cents, du Corps législatif, du Conseil Représentatif et conseiller d'État de 1814 à 1824, et de sa seconde femme Antoinette-Marie-Anne Mallet. Les parties de son journal de jeune fille qui ont été conservées par sa famille sont celles écrites du 24 décembre 1813 au 23 janvier 1814 et du 24 février au 11 mars 1814. M. H. Le Fort donne lecture de la première partie, racontant l'attente de l'arrivée des Autrichiens, leur entrée à Genève, leur logement en ville et dans les campagnes, puis la constitution du gouvernement provisoire, sa proclamation du 31 décembre 1813, les divers épisodes de l'occupation de la ville et de l'organisation des services publics pendant cette période.

797. — *Séance du 21 mars 1912.*

**Alfred Nobel et les prix Nobel, par M. Maurice DUNANT.** — Impr. dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XVIII (1912), p. 143-155.

**Quelques réflexions suggérées par la station paléolithique du Cap-Blanc à Laussel, suivies d'un essai sur l'habitation construite en France, pendant l'époque de la pierre taillée, par M. Raoul MONTANDON.**

En lisant dans la *Revue préhistorique*, puis dans l'*Anthropologie*, le compte rendu des fouilles archéologiques entreprises par M. le Docteur Lalanne à Lausselen Dordogne, M. Montandon a été frappé d'un fait d'ordre technique, qui lui paraît d'une certaine importance pour la solution du problème de « l'habitation construite » en France à l'époque de la pierre taillée. MM. Lalanne et Breuil relatent en effet qu'en avant de l'abri du Cap Blanc et sur une longueur de quinze mètres environ, s'étendait un trottoir formé de pierrailles placées debout à côté les unes des autres et formant sol. Il y a là une constatation curieuse à retenir, car c'est la première fois qu'un ouvrage important de pierre (une quarantaine de mètres cubes), formé par l'agencement de matériaux de choix, en connexion voulue, est retrouvé dans une station du paléolithique. Ce fait, unique encore dans les annales de la palethnologie, a invité M. Montandon à tenter une brève étude sur l'habitation construite en France à l'époque de la pierre taillée.

Le problème à résoudre peut se poser comme suit : les populations paléolithiques de la France pratiquaient-elles l'art de bâtir ? peut-on, dans l'état actuel de nos connaissances, déterminer les procédés techniques mis en œuvre ?

La question ainsi posée, deux sources d'informations s'offrent pour tenter d'en donner la solution. La première se trouve dans les sciences ethnographiques, par l'étude comparative des différents modes d'habitations pratiqués par les primitifs. La seconde doit être cherchée dans le dépouillement des documents divers que nous fournit la palethnologie : variations climatologiques, modifications des flores et des faunes, évolutions de l'outillage, documents glyptiques ou graphiques que nous ont laissés dans leurs foyers ou sur les parois de leurs cavernes nos ancêtres du quaternaire. En combinant les éléments ainsi obtenus, nous pouvons, sans trop d'in vraisemblance, arriver à déterminer pour chaque époque les différents modes d'habitations pratiqués par l'homme paléolithique.

Il serait téméraire toutefois de prétendre reconstruire d'une façon certaine ces premiers essais de l'art de bâtir au seuil de l'humanité : aussi, après avoir réuni et analysé tous les facteurs susceptibles de donner des indications utiles, M. Montandon répond de la manière suivante à l'énoncé de son problème : les populations paléolithiques de la France ont pratiqué l'art de bâtir ; dans l'état actuel de nos

connaissances nous ne pouvons que formuler des hypothèses quant à la forme et aux procédés mis en œuvre, aucun document suffisamment probant ne nous autorisant pour le moment à sortir de cette prudente réserve.

798. — *Séance du 18 avril 1912.*

**Le Didymeion de Milet, par M. Edmond MERCIER.**

Le Didymeion était le grand temple de Milet, consacré à Apollon, où se trouvait, après Delphes, l'oracle le plus réputé du monde grec. De tous les grands temples ioniques, c'est le mieux conservé qui nous soit resté. Il mesure 109 m. de long sur 50 m. de large. Les colonnes reposent sur un soubassement auquel on accède par sept marches, sauf à son extrémité orientale où, entre deux pylones, les marches sont au nombre de treize.

Sur la plateforme du stylobate repose une double rangée de colonnes, avec dix colonnes sur la face orientale, ce qui faisait de ce temple ionique un diptère décastyle. Trois colonnes hautes de 17 m. 55 sont encore debout. Deux sont cannelées et portent leur architrave. A l'extrémité orientale, les bases des colonnes de la première rangée sont sculptées, sauf celles des angles, qui servent de transition à celles des longs côtés. Ces sculptures ne sont pas une innovation de la période alexandrine puisque quelques colonnes de l'ancien temple d'Ephèse, brûlé en 356, avaient aussi leurs bases sculptées. Les ornements des bases se répétaient symétriquement; ainsi, sur huit bases sculptées, nous avons quatre modèles différents.

La frise, dont on a reconstitué un fragment, montre des têtes de méduse alternant avec des rinceaux de feuillage. Les têtes de méduse avec leurs bouches entr'ouvertes, leurs yeux obliques, leur expression douloureuse rappellent la facture de l'école de Pergame.

Entre les antes, bien conservées, un *pronaos* avec douze colonnes disposées sur trois rangées de quatre. Le mur de fond du *pronaos* est percé en, son milieu, d'une grande porte, mais le seuil de celle-ci domine le *pronaos* de 1 m. 50, et comme il n'y a pas ici d'escalier, cette porte ne devait pas servir de passage, mais de tribune aux prêtres qui annonçaient aux fidèles les paroles de la divinité. Cette porte est l'ouverture orientale d'une chambre rectangulaire interposée entre le *pronaos* et le *naos* et qui s'ouvrait sur ce dernier par trois portes. De ces trois portes un large escalier de 23 marches descendait dans le fond du *naos*.

Le *naos* présente ceci de très particulier : c'est que son fond, au lieu de se trouver au niveau de la plateforme du stylobate, est à la hauteur du sol environnant. En voici la raison : un ancien temple occupait

l'emplacement de celui dont nous voyons les ruines. Il était construit sur une source sacrée sortant d'une fissure du rocher. Au commencement du V<sup>e</sup> siècle, après Mycale, il suivit la fortune de Milet et fut détruit par les Perses. Lorsqu'en 333 la construction du nouveau temple fut décidée, le clergé voulant rester en contact avec la source sacrée, le fond du nouveau *naos* fut établi au même niveau que celui de l'ancien. La source était sur le flanc d'un tertre qu'on dut creuser pour édifier l'extrémité orientale du nouveau temple. Et c'est pour que le sanctuaire ne parût pas écrasé par les terres environnantes qu'on éleva un haut stylobate, sur lequel se dressèrent les colonnes. Ainsi le temple domina et s'annonça au loin. Ces différences de niveau s'expliquent donc par la présence de la source et par des raisons d'esthétique.

Le mur de fond du *pronaos* est percé de deux portes latérales ouvrant sur deux couloirs longs de 20 mètres, qui descendent jusque dans le fond du *naos*; ces couloirs sont creusés dans le massif de maçonnerie qui sépare le *pronaos* du *naos*.

C'est sous les décombres qui cachent encore dans sa plus grande partie le fond du *naos* que l'on espère trouver les débris du petit monument sous lequel se trouvait la statue du dieu, l'Apollon Didyméen, que l'on voit représenté sur des monnaies. On trouvera certainement les fondations de l'ancien temple et peut-être aussi la source sacrée.

Si les parties les plus belles du temple sont déjà au jour, les plus intéressantes pour l'archéologie sont encore cachées et ne seront pas livrées à sa curiosité avant deux ou trois années.

**Genève au commencement de 1814. Fragments d'un journal inédit, communiqués par M. Henri LE FORT (suite et fin).**

La suite de ce journal, dont la première partie a été lue à la séance du 7 mars, a trait au moment où les armées françaises entourent Genève; l'auteur raconte les combats que les habitants de la ville suivaient du haut de la Treille, leurs craintes d'un siège véritable, en même temps que les difficultés du gouvernement provisoire et la dispersion momentanée de ses membres.

799. — *Séance du 12 mai 1912.*

**Les missions de Gédéon Turretini (1776-1777) et de Pierre-André Rigaud (1792) auprès des cantons suisses, par M<sup>lle</sup> Marguerite CRAMER (lecture de M. Charles Borgeaud).**

M<sup>lle</sup> Marguerite Cramer a étudié d'après les documents des Archives de

Genève, deux campagnes diplomatiques qui ont eu pour but l'union plus étroite de la République au Corps Helvétique, au XVIII<sup>me</sup> siècle.

Lorsqu'en 1776, la France fut près de renouveler l'alliance conclue en 1663 par Louis XIV avec les Suisses, Genève multiplia les efforts pour y être formellement mentionnée, afin de faire reconnaître, par un traité de droit international, les liens qui la rattachaient à la Confédération. Pour conduire cette délicate mission, les conseils genevois déléguèrent à la Diète de Baden en septembre 1776, le syndic Gédéon Turretini. Celui-ci était un diplomate averti et un homme modéré qui, quoique appartenant à une famille consulaire, devait toujours chercher à faire prévaloir les intérêts de sa patrie sur ceux de son parti. Ses vues désintéressées n'étaient pas celles de la plupart des Négatifs qui, aveuglés par leur haine contre les Représentants, croyaient devoir attendre du cabinet de Versailles tout secours pour rétablir leur autorité un moment diminuée, et étaient opposés à une politique tendant à affermir à Genève l'influence helvétique.

Turretini voulut tout d'abord vaincre l'opposition des cantons helvétiques. Bien accueilli à Lucerne par le nonce du pape et par les magistrats du Vorort catholique, il sut, à Baden, gagner la confiance des députés des petits cantons et vaincre leur antipathie pour un état éloigné du centre de la Suisse et de religion protestante. Mais, moins heureux auprès de l'ambassadeur de France, il n'obtint que des témoignages affectueux pour sa personne et non pas une décision formelle sur l'objet de sa mission, le cabinet de Versailles ayant déclaré que les premières démarches en faveur de Genève devaient venir des Suisses. Pourtant les efforts de Turretini et le rôle important qu'il joua à Baden contribuèrent à faire figurer la question genevoise à l'ordre du jour de la diète suivante.

En 1777, Turretini sembla tout près de réussir ; en Suisse l'opposition était réduite aux cantons de Fribourg et d'Appenzell ; de France, on recevait des assurances favorables et l'ambassadeur de Louis XVI affichait les meilleures dispositions. Sur le conseil des magistrats bernois, l'envoyé de Genève prépara un projet de lettre annexe au traité, qui mettait comme condition à l'inclusion de Genève dans l'alliance, un renoncement formel de sa part à figurer aux diètes helvétiques et à se mêler des affaires intérieures de la Confédération. Cette disposition devait écarter les dernières objections et calmer la défiance des cantons catholiques ; mais quoique l'année précédente le gouvernement genevois eût autorisé son représentant à faire une déclaration semblable, le projet de Turretin servit de prétexte aux Négatifs pour intervenir dans les négociations entamées. Ces aristocrates intransigeants, désireux d'affermir l'autorité d'une puissance dont ils croyaient avoir besoin pour écraser à Genève leurs adversaires politiques, entravèrent, par leur action, des démarches

dont le succès, en liant Genève à la Suisse, l'aurait affranchie de l'influence française. Secondés par Des Franches, le chargé d'affaires de la République à Paris, les aristocrates dévoués à la France obtinrent du Conseil qu'il désavouât Turretini et que le gouvernement genevois, malgré les exhortations de ses alliés bernois et zurichoïses, repoussât toute condition mise à l'inclusion de la République dans le traité.

Le 25 août 1777 l'alliance franco-suisse fut solennellement renouvelée à Soleure sans qu'aucune de ses stipulations fit mention de Genève.

Cependant la négociation de Turretini ne fut pas inutile, car elle prépara les voies au négociateur plus heureux que fut Pierre-André Rigaud. En 1792, alors que se fut effondrée la France absolue, protectrice des aristocrates contre les revendications populaires et que la France révolutionnaire défendait contre l'Europe les principes de 89, Rigaud obtint de la Diète helvétique que Genève fût mentionnée dans la déclaration de neutralité qui allait être adressée, par la Suisse, aux puissances belligérantes<sup>1</sup>. Par cet acte, Genève était désormais comprise dans le système de défense helvétique et, aux yeux de l'Europe, elle faisait partie de la Suisse. Ce premier lien avec la Confédération toute entière ne sauvegarda pas l'indépendance genevoise ; cependant il prolonga de six ans encore l'existence de l'ancienne République et il fut la base d'une union plus resserrée qui, en 1814, fit de Genève le vingt-deuxième canton.

**Lettre d'Henriette Bertrand, Paris, 13 mai 1814, communiquée par M. Francis DE CRUE.**

Dans une lettre, datée de Paris, 13 mai 1814, adressée à M<sup>lles</sup> Bertrand-Moultou, M<sup>lle</sup> Henriette Bertrand rédige une sorte de journal, qui commence à la fin de mars, et où elle rappelle les angoisses des Genevois à cette époque. A ses yeux, les alliés arrivent pour délivrer l'Europe et la France « d'un joug honteux ». Malgré le danger, elle se réjouit de la canonnade du 30 mars et de la capitulation de Paris. Le lendemain, jour de triomphe, le magnanime empereur Alexandre de Russie entre dans la capitale, en ami plutôt qu'en vainqueur, accueilli avec joie par les Français aux cocardes blanches, accompagné et bientôt rejoint par le roi de Prusse, le comte d'Artois, l'empereur d'Autriche, lord Wellington. M<sup>lle</sup> Bertrand voit tout avec admiration, le *Te Deum* de la place Louis XV, les défilés des princes et des armées. Le 3 mai, Louis XVIII fait son entrée dans sa bonne ville, où il est accueilli par les cris de joie de la multitude. Alors ce sont

<sup>1</sup> Cf. Albert Sarasin, *L'inclusion de Genève dans la neutralité helvétique*, M. D. G., t. XXVI, p. 134-162.



les revues et la messe au Château. M<sup>lle</sup> Bertrand décrit avec beaucoup de vie et d'entrain. En bonne Genevoise, elle trouve des ressemblances avec les gens de sa ville natale : le roi Louis XVIII lui rappelle son oncle Roques, et le duc de Berry, Jean-Louis Du Pan.

Mais tout en peignant l'enthousiasme populaire, elle ne peut s'empêcher de faire un retour sur les scènes sauvages qui se sont déroulées vingt-deux ans auparavant, et elle constate que, pendant ces fêtes, en quatre heures, elle n'a pas vu sourire un seul moment la duchesse d'Angoulême, la malheureuse fille de Louis XVI et de Marie-Antoinette.

**Lettre de Bernard Gros, Paris, 5 août 1815, communiquée par M. Francis REVERDIN.**

M. Reverdin donne lecture d'un fragment d'une lettre adressée de Paris, le 5 octobre 1815, par Bernard Gros à sa sœur M<sup>me</sup> Gédéon Reverdin. Gros fait un tableau vivant du Musée du Louvre livré au pillage des Alliés. Les puissances coalisées ont revendiqué les chefs-d'œuvres enlevés et transportés à Paris par Napoléon. Mais ces restitutions s'exécutent avec si peu de règle que le mot de pillage n'est pas exagéré. M. Reverdin complète et commente la description et les réflexions de Bernard Gros à l'aide du travail de M. Saunier, paru dans la *Gazette des Beaux-Arts*, t. XXI-XXIII (1899-1901) sous le titre de *Les conquêtes artistiques de la Révolution et de l'Empire et les reprises des Alliés en 1815*.

### Faits divers.

Durant l'année qui vient de s'écouler la Société a publié :

Au mois de novembre 1911, le tome IV des *Registres du Conseil de Genève (du 6 Février 1487 au 5 Février 1492)*, publié par les soins de M. Émile RIVOIRE.

Au mois de février 1912, la sixième livraison du tome III du *Bulletin*, datée d'octobre 1911.

Au mois d'octobre 1912, la première livraison du tome XXXII (nouv. série, t. XII) des *Mémoires et documents*, qui contient le mémoire suivant : *Les institutions municipales de Genève au XV<sup>me</sup> siècle*, par Léopold MICHEL.

En cours de publication :

Le tome V des *Registres du Conseil de Genève (du 7 Février 1492 au 4 Février 1499)*, publié par les soins de MM. LÉON GAUTIER, ÉMILE RIVOIRE et VICTOR VAN BERCHEM.

Au mois de juin 1912, M. Lucien CRAMER a fait paraître : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie, de 1559 à 1603. I<sup>re</sup> partie : Le Règne d'Emmanuel-Philibert (1559-1580)*, tome I, avec un portrait hors texte, xvi-312 p.; tome II, *Documents*, xii-499 p.; deux volumes, Genève et Paris, 1912, in-8. — Cet ouvrage, publié avec le concours de la Société, a été offert à ses membres avec une réduction de 50% du prix de souscription.

La publication d'un recueil de documents relatifs à la restauration de la République de Genève et à son entrée dans la Confédération suisse (1813-1815) se prépare sur les bases exposées dans le dernier *Bulletin*. MM. Édouard CHAPUISAT, Lucien CRAMER et Paul-E. MARTIN ont fait établir, en vue de l'impression, des copies des lettres de Pictet-de Rochemont, lors de sa première mission à Paris (avril-juin 1814), de sa mission à Vienne (octobre 1814-mars 1815), de sa seconde mission à Paris (août-novembre 1815), et de sa mission à Turin (décembre 1815-mars 1816), de même que des lettres de François d'Ivernois, datées de Vienne (octobre 1814-mars 1815). Ces textes ont été collationnés sur les originaux ou sur les meilleures copies conservées, de même que les instructions diplomatiques et les rapports qui les complètent. M. Lucien Cramer prépare l'annotation de cette volumineuse correspondance. Il dispose pour ce travail, en outre des documents énumérés l'an passé, d'une série d'analyses de lettres de Capo d'Istria, relevées aux Archives impériales de St-Petersbourg, par M. Édouard Odier, ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse en Russie, qui les a obligeamment mises à la disposition des éditeurs.

Le Grand Conseil, sur la proposition du Conseil d'État, a alloué une subvention à la Société d'histoire de 500 francs, destinée à la publication des *Registres du Conseil*.

La Société a fait une excursion dans le Jura bernois, à Porrentruy et à Saint-Ursanne, les 15 et 16 mai 1912.

Le Président a officiellement représenté la Société aux fêtes du bi-centenaire de Jean-Jacques Rousseau, à Genève (le 29 juin 1912), au Congrès d'anthropologie et d'archéologie préhistorique, à Genève (du 9 au 15 septembre 1912), aux Congrès d'archéologie et d'histoire de l'art, à Rome (octobre 1912).

---

**Ouvrages reçus par la Société**

du 15 octobre 1911 au 15 octobre 1912.

---

A

*Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouve la liste à la p. 419 du t. II du *Bulletin* et de celles qui sont mentionnées dans chaque livraison du t. III.

B

*Livres et Brochures.*

Donateurs :

Archives d'État, 1 broch. — MM. Victor VAN BERCHEM, 1 fasc. — H.-W. de BLONAY, 7 broch. — C.-M. BRIQUET, 2 vol. — M<sup>l</sup>les COVELLE, 3 lots de broch. — MM. Eugène DEMOLE, 3 broch. — Camille FAVRE, 5 vol. — Édouard FAVRE, 1 broch. — Lucien GAUTIER, 1 vol. — Raoul GAUTIER, 1 broch. — Henri HEYER, 2 vol. — Jacob HIRSCH, 1 vol. — John LANDRY, 2 vol. — M<sup>me</sup> MALAN-CHAIX, 76 vol. — MM. Conrad DE MANDACH, 1 broch. — Alfred MARTIN, 1 broch. — Paul-E. MARTIN, 2 broch. — Constant PICOT, 1 broch. — William RAPPARD, 1 vol. — F.-F. ROGET, 1 vol. — Paul SCHAZMANN, 1 vol.

C

*Manuscrits.*

M<sup>l</sup>les COVELLE, Généalogie de la famille Patry, par Alfred COVELLE, liasse.

L'ACTIVITÉ POÉTIQUE ET DIPLOMATIQUE  
DE  
JOSEPH DU CHESNE, SIEUR DE LA VIOLETTE<sup>1</sup>  
(1546-1609)

---

La carrière médicale de Joseph Du Chesne pendant les années qu'il passa à Genève a déjà été racontée dans le volume que j'ai publié en 1906<sup>2</sup>. Il serait donc superflu de revenir ici sur les démêlés qu'il eut, dès son arrivée, avec ses confrères de la Faculté, à propos de questions de doctrines, puis, en 1590, avec le Consistoire à propos d'alchimie. Il ne s'agit aujourd'hui que de retracer brièvement l'activité poétique et diplomatique de ce Gascon, qui avait plusieurs espèces de tours dans son sac.

Rappelons en quelques mots que Joseph Du Chesne, fils de Spectable Jacques, né en 1546 à Lectoure en Armagnac, avait peut-être commencé sa carrière itinérante en servant comme garçon chirurgien dans les armées, puis qu'il fit ses études médicales à Bâle, où il prit le bonnet doctoral en 1573 et où il embrassa les doctrines chimiatriques qui y avaient été professées par Paracelse.

Ensuite, après avoir fait un court séjour à Lyon, il vint à Genève, où il épousa, le 14 juin 1574, une jeune veuve bien apparentée et probablement bien rentée, Anne relaissée de Mathieu Sève, fille de Guillaume Trye et de Marguerite Budé. La

<sup>1</sup> Communication faite à la Société le 24 avril 1902, revue et modifiée.  
— Toutes les sources manuscrites citées dans ce travail se trouvent aux Archives d'État de Genève.

<sup>2</sup> Dr Léon Gautier, *La Médecine à Genève*, M. D. G., t. XXX, p. 190.

sœur de Madame Du Chesne épousa l'année suivante Jean fils de Laurent de Normandie. C'est depuis son mariage que Du Chesne se fit appeler Monsieur de la Violette, du nom d'une terre située en France. Ces relations, qui l'alliaient aux familles les plus notables de réfugiés français, fixèrent le médecin gascon dans notre ville, où il exerça son art avec succès pendant plus de vingt ans.

La médecine ne le prit pas tout entier. Nous venons de rappeler qu'il se livrait à l'occasion à des recherches d'alchimie. Cela ne l'empêchait pas de cultiver abondamment la muse.

Notre Gascon avait une facilité extrême à accoupler des rimes. Il aurait mieux valu pour sa gloire littéraire que sa veine fût moins féconde et qu'il eût limé et émondé ses productions poétiques avant de les livrer au public. Il y a cependant dans ce fumier d'Ennius quelques tirades et quelques strophes qui sont sinon des perles, du moins des paillettes; mais il faut du courage pour aller les chercher dans le fatras ampoulé qui les submerge. L'harmonie n'est pas la qualité dominante des vers de Du Chesne. Son style roule des cailloux et de la boue comme un torrent des Pyrénées après l'orage. A cette rudesse, il joint les travers de son ami Du Bartas : inversions obscures, épithètes étranges et redoublements de syllabes destinés à produire des effets d'harmonie imitative.

L'édition originale de la plus ancienne publication poétique de Du Chesne est probablement perdue. Il s'agit d'une épitaphe sur la mort du duc de Savoie, Emmanuel-Philibert, pour laquelle il demanda au Conseil un permis d'imprimer le 13 octobre 1580. Le magistrat, trouvant la matière délicate, ne lui accorda qu'un tirage de cinquante exemplaires et défendit que l'ouvrage fût mis en vente dans la ville<sup>1</sup>.

En 1583, Du Chesne publia à Lyon un premier volume de poésie. Ce livre est un vrai bijou typographique sorti des presses de Jean de Tournes. Je dois la communication de ce précieux volume à l'aimable obligeance de M. P. de Lorient-Le Fort, qui m'avait

<sup>1</sup> Registres du Conseil de Genève (cités au cours de ce travail R. C.), vol. 75, fol. 182.

également permis d'examiner les *Poésies chrestiennes* d'Odet de la Nouë éditées par Du Chesne. Il est intitulé : *La Morocosmie ou de la folie, vanité et inconstance du monde, avec deux chants doriques de l'amour céleste et du souverain bien*, par Joseph Du Chesne, Sieur de la Violette, conseiller et médecin ordinaire de Monseigneur frère unique du Roy, duc de Brabant, d'Anjou, etc.<sup>1</sup> L'œuvre principale qui ouvre le volume et lui donne son titre est précédée d'une lettre dédicace à Madame la Comtesse d'Antremons, Amirale de France, et de poésies françaises et latines d'amis de l'auteur.

Ce poème se compose de cent strophes de huit vers. L'auteur y passe en revue les travers du monde; le style en est obscur, semé de latinismes. On dirait des vers latins d'humaniste traduits mot à mot en français. Les mythes de l'Olympe classique s'y amalgament d'une façon bizarre à des spéculations astrologiques que nous ne comprenons plus et à des allusions médicales qui jurent avec l'allure lyrique des strophes voisines.

Citons pourtant les premiers vers, bien supérieurs à ceux qui les suivent :

Toy seul, qui le timon conduis de l'Univers,  
Gouverne, ô Dieu, la nef où s'embarquent mes vers,  
Garde la d'abismer, sois ores son pilote :  
Car du monde parmi le Charybde elle flotte :  
Fay que la fermeté de ta sainte parolle  
Soit son ancre : son mast et ses voiles la Foy :  
Fay, Seigneur, qu'autre charte elle n'ayt que ta loy,  
Et que ton saint Esprit luy serve de boussole.

Après le poème, viennent deux « chants doriques » qui n'ont pas plus de valeur; l'un sur l'amour céleste, dédié à Monseigneur de la Fin, l'autre sur le souverain bien, dédié à Messire Gui du Faur, Seigneur de Pibrac. Ces deux personnages étaient les principaux conseillers du Duc d'Anjou. Le premier était son chambellan,

<sup>1</sup> Pour la description bibliographique des œuvres de Du Chesne, voir M. D. G., t. XXX, p. 524. L'exemplaire dont il s'agit actuellement a été légué par M. de Lorient à la Bibliothèque publique de Genève.

nous allons le retrouver ; l'autre était son chancelier et, pour Du Chesne, un confrère en poésie. C'est l'auteur des fameux quatrains de Pibrac. Ces proverbes moraux versifiés, constamment réimprimés, ont joui longtemps d'une popularité qu'il est difficile aujourd'hui de s'expliquer.

Enfin, pour ne rien laisser perdre, notre poète réimprima sur la dernière page son épitaphe d'Emmanuel-Philibert. C'est un sonnet intitulé : « Tombeau du duc de Savoye », mais c'est surtout un galimatias absolument incompréhensible, dont la postérité aurait fort bien pu se passer.

L'année suivante, pour célébrer la conclusion de la Combourgeoisie perpétuelle entre Zurich, Berne et Genève, Du Chesne composa une tragi-comédie qui eut l'honneur d'être jouée au Collège, le 18 octobre 1584, devant les ambassadeurs des deux cantons. Le spectacle fut complété par la représentation d'une Pastorale, que l'on trouve quelquefois citée parmi les œuvres de Du Chesne, mais dont plusieurs textes permettent d'attribuer avec certitude la paternité à Simon Goulart <sup>1</sup>. Les acteurs étaient probablement des élèves des classes supérieures du Collège. On sait que cette tentative dramatique n'eut pas de lendemain et que les Genevois durent attendre Voltaire pour pouvoir assister à de nouvelles représentations théâtrales sans quitter leur ville. La tragi-comédie en trois actes du Sr de la Violette est intitulée : *L'ombre de Garnier Stoffacher Suisse* <sup>2</sup>. Il n'y faut chercher ni action ni composition dramatique. Ce sont des tirades ou des strophes lyriques mises dans la bouche de personnages divers. Au premier acte, Bellone et la Discorde s'efforcent d'allumer la guerre entre les cantons :

Suisse Suisse il est temps qu'ores dessus ta teste  
Je face foudroyer les feux de ma tempeste :  
Que je teigne tes lacs du pourpre de ton sang  
Que ton propre poignard tirera de tøn flanc :

<sup>1</sup> *Pastorale sur l'alliance perpétuelle de la Cité de Genève avec les deux premiers et puissans Cantons, Zurich et Berne*. Chez Jean Durant, 1585, in-4, 32 p. (mal chiffrées).

<sup>2</sup> Pour la description bibliographique complète, voy. M. D. G., t. XXX, p. 525.

Un chœur de soldats confédérés répond à ces menaces en rappelant les délivrances du passé dues à l'union de tous les Suisses, union dans laquelle il exhorte à persévérer :

Tant que nous serons joints ensemble  
Nous serons recherchez des Rois,  
Mais si le discord desassemble  
Ceste union grande une fois  
Suisse tu t'en iras à terre,  
Tu perdras las ! ta liberté  
Car qui a le Romain dompté  
Sinon son intestine guerre.

Au début du second acte, c'est l'ombre de Garnier Stoffacher qui occupe la scène et vante dans un monologue la concorde et la paix. Elle rappelle les délivrances du passé et raconte à ce propos la légende de Guillaume Tell dans tous ses détails. Du Chesne est le premier qui ait mis cette histoire en vers français. Il semble parler à des gens qui doivent connaître tous les faits qu'il rappelle. Il est intéressant de noter qu'avant la publication du livre de Tschudi la légende de Guillaume Tell était de notoriété publique en Suisse.

Le chœur des cantons protestants répond à l'ombre de Stoffacher par des strophes célébrant les heureux effets de la concorde et flétrissant les maux de la guerre. Bellone et la Discorde voyant leurs efforts impuissants à rompre une si solide union se retirent en maugréant.

Le troisième acte s'ouvre par un dialogue entre la Paix et le chœur des trois villes Zurich, Berne et Genève. La Paix veut s'en aller. Le chœur s'efforce de la retenir. Sur ces entrefaites survient un messager annonçant que la Diète s'est réunie dans la ville des bains, c'est-à-dire à Baden, et que tous les Confédérés sont tombés d'accord. Le chœur de Zurich loue Dieu de ce résultat et célèbre les délivrances passées. Le chœur de Berne invoque à son tour la Providence pour qu'elle maintienne la paix qui vient d'être raffermie. Enfin le chœur de Genève chante les bienfaits de la concorde et rapporte à son tour la gloire de son rétablissement au Tout-Puissant, qui a dissipé les ténèbres et fait briller la



lumière. La Paix consent alors à unir les trois villes par un traité perpétuel et conclut par les quatre vers suivants :

Afin qu'à tout jamais, ô Dieu de paix et gloire,  
L'escusson blanc et bleu, et l'Ours, et l'Aigle noire  
Soyent si bien enlacez avec un nœud si fort  
Que leur triple union résiste à tout effort.

Il est intéressant de comparer la tragi-comédie de Du Chesne à la Pastorale de Goulart<sup>1</sup>. Les sentiments exprimés sont à peu près les mêmes, avec une nuance théologique et protestante plus accusée chez le ministre. La poésie du médecin est plutôt supérieure à celle du pasteur, qui abuse des chevilles et des épithètes amenées pour la rime plus que pour le sens. On sait d'ailleurs que Goulart était un admirateur de Du Bartas et qu'il a composé une préface pour ses poèmes.

Le Conseil n'autorisa l'impression de ces deux pièces qu'après revision serrée des textes par les plus lettrés de ses membres et Monsieur de Bèze<sup>2</sup>.

Les deux derniers ouvrages poétiques de Du Chesne n'ont aucun rapport avec l'histoire locale.

Le premier en date est intitulé : *L'anatomie du petit monde avec quelques sonnets des vices d'iceluy*. L'exemplaire de cet ouvrage qui est à la Bibliothèque publique de Genève est sans lieu d'impression ni nom d'éditeur. La lettre dédicatoire à Monsieur de Brosses, « Sgr. de Tournex, Preigni et Chambézi », est datée du 4 novembre 1584. La muse du Sr de la Violette ne chôma pas à ce moment, puisqu'il publiait ce poème moins de trois semaines après la représentation de Garnier Stoffacher. Il est possible que *L'anatomie du petit monde* ait été imprimée à Genève. Je n'ai cependant pas retrouvé le permis d'impression de ce petit volume. Il renferme cinquante strophes, dont chacune est consacrée à un des organes du corps humain. A propos de chacun d'eux, l'auteur énumère le mauvais usage que l'homme en fait pour favoriser

<sup>1</sup> Cette pièce est reliée avec la tragi-comédie de Du Chesne dans l'exemplaire de la Société de Lecture de Genève.

<sup>2</sup> R. C., vol. 79, fol. 156, 162, 169 v° (13 et 21 nov., 2 déc. 1584).

ses vices et ses travers, tandis qu'il ne veut s'en servir ni pour louer Dieu, ni pour faire le bien. On comprend la monotonie et l'ennui de ces pages. Il serait cruel d'en faire des citations et il suffit de transcrire la strophe consacrée aux fonctions des narines, intéressante par l'allusion que La Violette y fait à son nom et par sa conclusion médicale :

De la fleur de mars flerant bon  
Qui m'enrichit d'un si beau nom  
Et de la roze et de l'œillet  
L'odeur tousiours à l'homme plaist :  
Mais lui faut-il tant seulement  
Flairer un peu les fleurs divines,  
Du vieil, et nouveau testament,  
Il a le polipe aux narines.

Après ces strophes viennent douze sonnets consacrés à flétrir les principaux vices de l'homme. C'est de la poésie morale et ennuyeuse à la façon des quatrains de Pibrac. Mais ce petit recueil n'était qu'un hors-d'œuvre ; dès cette époque Du Chesne travaillait à une œuvre de bien autre envergure. Le 9 décembre 1586, il demandait au Conseil l'autorisation de publier les cinq premiers livres du *Grand Miroir du Monde*. La permission fut aussitôt donnée, l'ouvrage ayant été préalablement examiné par Messieurs de Bèze et de la Faye<sup>1</sup>. L'exemplaire de la Bibliothèque publique porte le millésime de 1587 et est daté de Lyon pour Barthélémy Honorat ; il est probable qu'il s'agit ici encore d'une impression genevoise démarquée.

Ce poème devait se composer de dix livres et renfermer la description de Dieu et de ses anges, de la nature et de l'homme, mais, à l'instigation de ses amis, le poète commençait par en publier la première moitié, annonçant que le reste suivrait d'ici à deux ans. Or les cinq livres publiés comptent deux cents pages in-4 et près de six mille vers. Si les cinq derniers devaient être de même dimension, cela nous donne une idée de la rapidité du travail poétique du Sr de la Violette. Trois mille vers par an, c'est déjà une tâche pour un poète qui n'a pas d'autre

<sup>1</sup> R. C., vol. 81, fol. 283, v°.

besogne. Or, tout en versifiant, Du Chesne voyait des malades, chauffait ses fourneaux alchimiques, voyageait plusieurs mois par an et s'occupait activement de ses affaires, de celles des autres et de celles de la république. On ne peut trop admirer la trempe physique et psychique qui a permis aux hommes du XVI<sup>me</sup> siècle d'abattre tant de besogne au milieu des guerres et des calamités, malgré la lenteur des communications et des informations et, souvent, à la clarté vacillante d'une lampe primitive ou d'une chandelle empestée.

Revenons à notre Gascon et à son grand poème. Le volume s'ouvre par une épître dédicatoire à très haut et très puissant prince Henri, roi de Navarre, etc. Cette épître est peut-être au point de vue du style ce qu'il y a de mieux dans le *Grand Miroir du Monde*. La prose de Du Chesne est supérieure à ses vers ; voici les premières phrases de cette lettre :

« Sire,

Les Nautonniers qui courent fortune en un temps bruineux, et lors que la nuit leur cache les Estoilles par le voile de ses plus espesses ténèbres, sont garantis du naufrage par les Phares et fanauls hault eslevés en plusieurs Havres de l'Océan, qui les esclairent, les guident et leur servent comme d'enseigne pour les conduire en Port de seurté. J'ay ferme espérance de mesme, que ce mien Fils aîné, nommé LE GRAND MIROIR DU MONDE, qui doit faire voile en la Mer des misères de nostre temps : mesme en la nuit ténébreuse de nostre siècle, qui obscurcit par les bruïnes de ses troubles, la plus belle lumière des bonnes lettres : abordera enfin avec toute assurance au Port de la France, s'il a cest heur que d'estre esclairé du grand Phare de vostre vertu ».

Du Chesne expose ensuite dans une préface au lecteur le plan de son livre ; puis viennent cinq poèmes, dont quatre sonnets à la louange de l'ouvrage composés par cinq amis de l'auteur. Le seul dont le nom nous intéresse est notre proche voisin, M. de Brosses, seigneur de Tournay. Les amis de Du Chesne, hobereaux huguenots teintés de lettres, sont plus mauvais poètes que Du

Chesne. Deux d'entre eux le comparent et l'égalent à son illustre ami Du Bartas.

Le premier livre du poème est consacré à la description des vertus et perfections de Dieu. Il est inspiré par la plus pure orthodoxie calviniste. Bèze et de la Faye n'ont pas dû y trouver une idée à censurer.

Le second livre débute par une exposition tout aussi irréprochable du dogme de la Trinité et du rôle que ses trois personnes ont joué dans la Création. Car Dieu seul existe de toute éternité; la matière première a été créée par lui. Le monde se divise en trois domaines, l'intellectuel, le céleste et l'élémentaire. Les mondes supérieurs influent sur le monde sublunaire. Ici Du Chesne abonde dans les théories théosophiques de son maître Paracelse et, si les ministres reviseurs ont laissé passer, ils n'ont pas dû approuver toutes les idées émises.

Les anges sont les habitants du monde intellectuel. Notre poète dresse un long catalogue des esprits célestes où les données de la tradition chrétienne se mélangent sans aucune critique avec les mythes de l'antiquité païenne. Après avoir raconté les délivrances glorieuses accordées aux hommes de l'ancienne alliance par le ministère des anges, depuis Abraham jusqu'à Judas Macchabée, il conclut en les appelant à l'aide de l'église éprouvée :

Célestes paladins, puis que l'affliction  
 Trouble encore le repos de la sainte Sion :  
 Puissiez vous des assauts à jamais la défendre,  
 De tout tant d'ennemis qui la voudront surprendre.

Le troisième livre traite des anges déchus. C'est une ébauche informe d'un Paradis perdu avant Milton. Après avoir raconté le péché des mauvais anges, cause de leur chute, Du Chesne raconte leur vengeance qui dure encore et qui consiste à faire pécher l'homme. Ce sont eux qui dans ce but ont semé l'idolâtrie par toute la terre. A ce propos vient une longue énumération des dieux de l'antiquité et de leurs attributs, où la muse de notre poète se sent plus à l'aise que dans les morceaux théologiques.

Les anges coupables ont transporté dans leur religion fausse

les sacrifices ordonnés par le vrai Dieu. Ils sont allés jusqu'à l'institution des sacrifices humains. Ils ont montré à l'homme à chercher dans les entrailles des victimes des augures et des présages, prédictions obscures et à double sens des esprits malins, comme celles des devins et des sybilles qui ont la même origine diabolique.

Le quatrième livre a pour sujet le monde astral, le ciel dans le sens astronomique. Ce ciel est constitué par une matière quintessenciée inapte aux changements de forme de la matière terrestre. A propos des mouvements des astres, Du Chesne semble approuver théoriquement le système nouveau de Copernic, mais en pratique il reste fidèle à l'ancienne doctrine des sphères planétaires tournant autour de la terre; ce système cadre mieux avec ses idées astrologiques. Il admet que les qualités occultes des astres agissent sur les phénomènes et les événements terrestres. Les planètes concourent à la formation des métaux. Orion influe sur les tempêtes. La constellation de la canicule produit les chaleurs brûlantes de l'été. La conjonction de certains astres prédit les événements néfastes. C'est à la rencontre de Saturne et de Mars au Capricorne que sont dus les insuccès des Français à Naples et le mal qu'ils en ont rapporté :

Vous refaisiez encor vos noces dommageables,  
Alors que nos François, du voyage de Naples,  
Au lieu de quelque honneur, r'apportèrent, pour pris,  
Le mal contagieux de l'infâme Cipris :  
Et jettèrent, vilains, au champ de leur naissance  
De ce nouveau venin la nouvelle semence.

Des rencontres néfastes de planètes ont aussi annoncé le tremblement de terre du 1<sup>er</sup> mars 1584 et l'éboulement du village d'Yvorne. La description de cette catastrophe est peut-être la page la mieux venue du poème.

Ce sont encore les mouvements des astres qui amènent les changements des saisons qui sont dépeintes tour à tour. La description du printemps est assez savoureuse.

C'est là que Du Chesne apostrophe le dieu de la musique et de la poésie dans un vers que citent les uns après les autres les

quelques historiens littéraires qui ont daigné mentionner notre auteur :

Et toy, père aime-vers, Apollon sonne-lyre.

Ces épithètes composées, traduites littéralement de Virgile et d'Homère, sont chères à Du Chesne comme à Du Bartas. Ils n'ont pas réussi à les transmettre à leurs successeurs et nous n'en voyons plus que l'étrangeté.

Après les saisons, la lune, dont les phases influent sur les marées, comme nous le savons, mais aussi sur une foule de phénomènes physiologiques et pathologiques, comme nous ne le croyons plus. Enfin, les astres sont causes de certaines propriétés étranges, comme celle de l'aimant, de certaines sympathies ou antipathies naturelles autrement inexplicables entre certaines plantes ou certains animaux. Et comme preuve de ces antipathies, le livre se termine par une description bizarre du combat de l'ichneumon contre le crocodile.

Soyons plus bref sur le livre cinquième, qui est consacré à l'air et aux phénomènes qui s'y passent : vents, météores, orages. L'aspect du soleil, de la lune, des étoiles, des nuages peut servir à connaître le temps qu'il fera ; mais nous pouvons aussi savoir s'il doit faire serein ou mauvais temps d'après certaines habitudes des oiseaux, et c'est par une énumération animée et pittoresque des présages météorologiques que l'on peut déduire des « becquetements, vols et ramages des oiseaux privés et passagers » que se termine le cinquième livre et le volume que j'ai pu consulter à la Bibliothèque publique.

Le 17 septembre 1588, Du Chesne obtenait du Conseil l'autorisation d'imprimer un sixième livre consacré à la description de la mer et des eaux<sup>1</sup>. Il ne m'a pas été possible jusqu'ici d'y jeter les yeux. On trouvera dans la *France protestante*<sup>2</sup> un long fragment qui y est emprunté. Dans ce morceau, à propos des

<sup>1</sup> R. C., vol. 83, fol. 177.

<sup>2</sup> *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V., col. 637.

rivières de France, Du Chesne énumère les poètes qui sont nés et ont vécu sur les bords de chacune d'elle.

Le reste de l'œuvre, qui devait renfermer en quatre livres l'histoire des minéraux, des végétaux et des animaux et celle de l'homme, n'a jamais paru. La diplomatie allait arracher le Sr de la Violette à ses délassements poétiques. Le *Grand Miroir du Monde* resta inachevé et ce fils aîné n'eut jamais de frères cadets. Il serait excessif de considérer ce fait comme une catastrophe. Le *Grand Miroir du Monde* a eu en 1593 une deuxième édition qui comprend le sixième livre<sup>1</sup>. Chaque livre est suivi de notes scientifi-

<sup>1</sup> M. Th. Dufour possède, de cette seconde édition, un exemplaire qui a passé dans les ventes Méon (1803, n° 1644), Éd. Turquet (1868 n° 245) et H. Bordier (1889, n° 792). Au bas du titre, on lit : *Donné par l'Auteur le V<sup>e</sup> Octobre 1601 étant à Soleure en Suisse*, et sur un feuillet de garde Du Chesne a fait écrire par un calligraphe la pièce suivante :

« L'auteur à Monsieur de Vic, Conseiller du Roy en son Conseil d'Estat et Ambassadeur pour sa Majesté au pais des Ligues :

De Vic, ung Tulle en éloquence,  
Un second Caton en prudence,  
Un Scevole en sçavoir de loix,  
Qui, parmy les Suisses fidelles,  
Estendez jusqu'au Ciel vos aisles,  
Sous l'aisle du Phénix des Rois,

Jettez l'œil, prestez les aureilles,  
Pour voir, pour ouyr les merveilles,  
Qu'escriis et chante en ce Miroir.  
Pour le rendre plus admirable,  
Vostre gloire recommandable  
J'espère un jour y faire voir.

Si que du soir jusqu'à l'aurore,  
Du froid Strymon jusqu'au chaud More,  
Je feray voler vostre nom,  
En illustrant vostre personne  
Des plus beaux lustres que l'on donne  
A Tulle, Scevole et Caton.

Jos. du Ch. »

ques explicatives de Simon Goulart (Lyon [Genève], Eust. Vignon, 1593, xxiv-654 pp.) Un vrai poète aurait pu tirer une belle œuvre de ce plan grandiose. Du Chesne s'est borné à y semer quelques passages où il y a du souffle, au milieu d'un fatras de vers nés trop vite. S'il avait été plus sévère pour sa muse, son nom aurait pu rester sur la liste des *poetae minores* de son temps.

Si le Sr de la Violette n'aligna presque plus de rimes, il se fit encore quelques années plus tard l'éditeur des poésies d'un de ses amis, Odet de la Nouë. Le fils de l'illustre Bras-de-Fer avait été longtemps prisonnier de guerre en Flandre. Il trompa ses ennuis en composant des *Poésies chrestiennes*. Revenu à la cour, il communiqua son manuscrit à Du Chesne ; celui-ci s'empressa de le porter à l'imprimeur. Il semble, en effet, d'après la curieuse lettre-préface adressée par notre Gascon à Madame de la Nouë la mère, que c'est de son propre chef et sans l'aveu de l'auteur qu'il fit paraître ce volume <sup>1</sup>. La lettre d'envoi de Du Chesne est suivie d'un sonnet assez bien tourné signé S. G. S., c'est-à-dire Simon Goulart de Senlis. Ce fut le dernier acte de la collaboration poétique de notre médecin et du pasteur de St-Gervais, qu'une vilaine affaire allait bientôt brouiller l'un avec l'autre.

C'est d'abord pour son compte que Du Chesne a fait de la diplomatie. Peu après son arrivée à Genève, en avril 1576, il se rendit en son propre nom auprès du duc d'Alençon et de son ami et conseiller Jacques de la Fin, auquel il avait dédié l'année précédente sa réponse à Aubert <sup>2</sup>. Il était donc déjà en pays de connaissance avec ce gentilhomme et probablement aussi avec le prince son patron. A ce moment, le duc d'Alençon, toujours mécontent, s'était rapproché de Condé et des huguenots et voulait être compris au traité qu'ils avaient conclu avec le comte palatin Jean-

<sup>1</sup> *Poésies chrestiennes de Messire Odet de la Nouë nouvellement mises en lumière* par le Sr de la Violette. S. l. [Genève], pour les héritiers d'Eustache Vignon, 1594, viii, 312 pp. in-8.

Du Chesne avait encore publié, en 1592, cinq pièces de circonstance intitulées : *Larmes ou chants funèbres sur les tombeaux de deux... princes du Saint-Empire et de trois rares fleurs de notre France*. Cf. M. D. G., t. XXX, p. 526.

<sup>2</sup> Cf. M. D. G., t. XXX, p. 522-523.



Casimir. Il envoya Jaques de la Fin ratifier en son nom cet accord. Du Chesne se mettait probablement en route pour accompagner ce personnage en Allemagne. Ce gentilhomme bourguignon très bien allié et de famille protestante se retrouve dans beaucoup d'intrigues et de complots. D'Aubigné, qui a la dent dure, dit de lui que c'était un homme sans foi ni loi et le plus grand fourbe qui fut en France <sup>1</sup>. Il commença par être compromis dans la conspiration de la Molle et Coconat; il finit en vendant argent comptant à Henri IV les preuves de la trahison de Biron.

Notre ami n'allait donc pas voir du bien joli monde. Le Conseil n'en jugea pas moins qu'il fallait profiter de la circonstance pour avertir le prince et son confident des menées que l'ambassadeur de Savoie en Suisse pratiquait contre Genève.

Le 24 Avril 1576... « D'autant que M. de la Violette s'en va trouver M. le duc d'Alençon et le Sr de la Fin et qu'ils sont bien volontaires envers ceste ville, arresté qu'on les advertisse de ces poursuites... Et au reste qu'on banquette céans le dit Sr de la Violette avant son départ pour luy recommander l'affaire <sup>2</sup> ».

Muni de ces instructions et lesté par ce banquet, qui était une faveur rare, Du Chesne partit pour l'Allemagne. Il en rapporta un titre, probablement honorifique, de médecin du duc d'Alençon et parmi les droits qu'il croit avoir à la faveur du roi de Navarre, il range le fait d'avoir été des serviteurs de feu Monsieur frère du Roy.

La carrière diplomatique de Du Chesne n'eut plus rien d'officiel pendant les années suivantes. Il resta presque constamment à Genève, visitant les malades et écrivant ses poésies. Le 16 octobre 1584, deux jours avant la représentation de sa tragi-comédie, il fut reçu bourgeois gratis<sup>3</sup>. En janvier 1587, il fut élu du Deux-Cents. Il est probable cependant qu'entre 1576 et 1589 le Sr de la Violette se mit plusieurs fois en route pour des voyages qui avaient d'autres raisons que ses affaires personnelles. Nous savons par la préface du *Grand Miroir du Monde* qu'il était

<sup>1</sup> Cf. *France protestante*, 1<sup>re</sup> éd., t. VI, p. 200.

<sup>2</sup> R. C., vol. 71, fol. 60 v<sup>o</sup>.

<sup>3</sup> Covelle, *Livre des Bourgeois*, p. 316.

allé plusieurs fois en Gascogne et qu'il avait vu chaque fois le roi de Navarre. Cet adroit personnage, lié d'une part avec Hotman et Monsieur de Bèze, très bien introduit d'autre part auprès des gentilshommes béarnais et gascons, était un intermédiaire commode pour porter des messages discrets aux églises et aux seigneurs huguenots et rapporter de bouche leurs réponses.

Ce fut la guerre de 1589 qui fit du Sieur de la Violette un agent diplomatique de la Seigneurie. Déjà avant l'ouverture des hostilités, le 1<sup>er</sup> avril 1589, il vint rapporter en Conseil qu'il avait vu le baron d'Hermance à Gex. Ce seigneur lui avait dit que les Savoyards connaissaient toutes les délibérations du Conseil et que de leur côté tous les préparatifs étaient faits, soit en hommes, soit en artillerie <sup>1</sup>.

Quelques mois plus tard, la Violette se trouvait devant Paris au moment de l'assassinat de Henri III. Peut-être avait-il été chargé de quelque mission officieuse auprès du roi ou de son entourage. L'adroit personnage sut aussitôt se faire un marche-pied de ce grand événement. Après avoir conféré avec Sancy et La Trémouille, il s'empessa de reprendre le chemin de Genève, où il apporta, le 25 août, sinon la nouvelle, du moins la confirmation de la mort du roi et « coment le Roy de Navarre luy succède et a esté installé à la courone du consentement des chefs et de l'armée du feu roy ». Il rapportait en outre une offre verbale de Sancy d'envoyer au secours de Genève des reîtres et des lansquenets soldés par le roi et des lettres de la Trémouille, qui offrait d'y venir lui-même à ses frais avec trois cents cuirasses et douze cents arquebusiers <sup>2</sup>.

La Violette affirmait en outre que le nouveau roi avait ratifié le fameux contrat passé par Sancy au nom de son prédécesseur avec le Conseil de Genève. L'avenir devait démontrer que cette dernière assertion était prématurée.

A cette date, les Bernois venaient de retirer leurs troupes, laissant aux Genevois toutes les charges de la guerre. Le Conseil

<sup>1</sup> R. C., vol. 84, fol. 69 v<sup>o</sup>.

<sup>2</sup> *Ibid.*, fol. 168 v<sup>o</sup>.

avait donc grand besoin de soldats. On déclina poliment l'offre de la Trémouille, car un aussi grand seigneur aurait été un allié un peu encombrant, mais l'on s'empressa d'accepter les propositions de Sancy. Ce soldat diplomate avait été faire des levées en Allemagne. Il fallait au plus tôt lui envoyer quelqu'un d'autorisé pour l'engager à diriger sur Genève une partie de ces mercenaires. On pensa d'abord à Jean de Normandie, qui avait déjà rempli plusieurs missions pour la Seigneurie. Sur son refus, on s'adressa à son beau-frère. La Violette n'eut garde de manquer cette occasion de devenir un diplomate officiel. Dès le lendemain, on dressait ses instructions et il repartait pour aller trouver Sillery, ambassadeur du roi en Suisse, et tâcher d'en obtenir de l'argent ou des soldats. En cas de refus, il devait aller faire la même démarche auprès de Sancy, alors à Strasbourg. Il semble qu'à cette course La Violette ne dépassa pas Berne, où il trouva l'ambassadeur. Il revint le 3 septembre, sans soldats et sans argent, mais avec de bonnes paroles de Sillery pour exhorter les Genevois à tenir bon et avec de curieux détails sur l'état des esprits à Berne. Les principaux magistrats y étaient fort irrités contre Genève, où on les avait qualifiés de traîtres à la suite de la trêve qu'ils avaient conclue avec le duc de Savoie et du retrait de leurs troupes. Ils ne parlaient de rien moins que de faire leur paix séparée avec les Savoyards. Sillery s'était efforcé d'empêcher cette négociation. D'autre part, une partie de la bourgeoisie de Berne blâmait vivement la conduite de ses magistrats et des chefs de l'armée de secours à l'égard de Genève. Le porte-parole de ces mécontents, le capitaine Rodolphe Wyss, avait taxé de trahison l'avoyer Watteville et le colonel d'Erlach<sup>1</sup>.

A partir de ce premier voyage, La Violette devint l'intermédiaire ordinaire entre Sillery et le Conseil. Il alla deux fois à Soleure en 1589, trois fois au moins en 1590, rapportant force belles promesses, mais ne ramenant pas de soldats et encore moins d'argent comptant.

En 1591, il fit en outre un voyage en France, muni d'instructions confidentielles du Conseil. C'est probablement alors que

<sup>1</sup> R. C., vol. 84, fol. 173.

Henri IV le nomma l'un de ses médecins ordinaires par quartier. Cette charge l'obligeait à servir son quartier, c'est-à-dire à passer près du roi trois mois chaque année. Ce temps terminé, il rentrait à Genève auprès de sa famille ou remontait à cheval pour de nouvelles missions.

Outre ses voyages en Suisse, La Violette allait souvent conférer de la part du Conseil avec le baron d'Hermance, gouverneur du Chablais. Il s'agissait d'abord d'échanges de prisonniers, plus tard de la prolongation des trêves ou des conditions de leur observation par les deux parties. Les dimes de Corsier et d'Anières étaient un des sujets de ces pourparlers. Le curé du lieu, qui s'appelait François de Sales, avait constamment des réclamations pécuniaires à adresser à la Seigneurie.

En avril 1593, Bèze et Du Chesne s'efforcèrent de retenir le baron de Conforgien. Ce gentilhomme bourguignon, qui commandait les troupes de la République, finit par s'en aller mécontent de son petit gage et des tracasseries qu'il éprouvait<sup>1</sup>. On expédia aussitôt La Violette à Soleure porter à Sillery la version du Conseil sur les causes de ce départ. Le mois suivant, Du Chesne repart pour la cour avec son vieil ami La Fin. Il se trouva ainsi à Saint-Denis au moment de l'abjuration de Henri IV. Ce Gascon malin avait vraiment le don d'être toujours là quand il se passait un événement important dont il pouvait retirer quelque avantage.

M. De Crue a publié une partie de la lettre très intéressante qu'il adresse au Conseil à cette occasion, sous le couvert du syndic Chenelat et de Monsieur de Bèze<sup>2</sup>. Voici comment finissait cette épître : « M. Chenelat assurera s'il lui plaist tous ceux de sa troupe de ma très humble et très fidèle affection en leur endroit et les saluera trèstous de ma part en toute humilité. Je supplie M. le Verd de faire le mesme office à l'endroit de Messieurs ses frères...<sup>3</sup> »

Ainsi, non content d'employer dans le corps de la lettre des termes généraux qui ne pouvaient compromettre personne, La

<sup>1</sup> R. C., vol. 88, fol. 51 (4 avril 1593).

<sup>2</sup> De Crue, *Henri IV et les députés de Genève*, M. D. G., t. XXV, p. 330.

<sup>3</sup> R. C., vol. 88, fol. 126.

Violette, qui se méfiait de la sûreté des postes du roi, l'adressait à Chenelat comme à un particulier, appelant ses collègues du Conseil ceux de sa troupe. Pour éviter d'écrire le nom trop marquant de Bèze, il le désigne par le pseudonyme de M. le Verd, compliment ingénieux à l'adresse d'un septuagénaire en effet plein de verdeur.

Si la mort d'Henri III avait fait entrer Du Chesne dans la diplomatie genevoise, l'abjuration d'Henri IV allait faire de lui un ambassadeur royal. Le Béarnais voulait expliquer à ses bons compères des cantons évangéliques les motifs de son changement de religion. Il voulait leur faire porter l'assurance que leurs relations réciproques n'en seraient pas altérées, car il avait toujours besoin d'eux et de leurs soldats. Il voulait enfin les exhorter à ne pas abandonner Genève, qui lui était utile, en immobilisant une partie des forces du duc de Savoie. Cette mission n'exigeait pas un grand seigneur, ni un diplomate de carrière, mais il y fallait un homme connaissant bien le terrain en Suisse et peu ménager de promesses et de belles paroles : La Violette était l'homme de la situation. Henri IV nomma donc son médecin ordinaire ambassadeur auprès des cantons réformés et de leurs alliés. Du Chesne était l'envoyé du roi plutôt que de ses ministres. Il écrivait directement à Henri IV, qui lui répondait de même. Ces deux Gascons aimaient mieux faire leurs petites affaires entre eux sans y mêler les gros bonnets du Conseil. On trouvera dans la *France protestante*<sup>1</sup> une des rares missives de Du Chesne au roi qui aient été conservées. Elle est écrite de bon style et d'une forme très digne.

Le petit médecin, qui avait été tout heureux d'arriver à Genève pour y épouser une veuve munie de quelques écus, y revenait donc, vingt ans après, ambassadeur du roi très chrétien. Il ne devait pas être trop mécontent de l'adresse avec laquelle il avait gouverné sa barque. Le Sr de la Violette eut son audience en Conseil le 11 octobre 1593<sup>3</sup>. Après avoir présenté ses lettres de créance, il alla s'asseoir à côté de M. le premier syndic et exposa

<sup>1</sup> *France Protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V, col. 634.

<sup>2</sup> R. C., vol. 88, fol. 152.

<sup>3</sup> *Ibid.*, fol. 157 v<sup>o</sup>.

solennellement ce que le roi l'avait chargé de dire. Il fit ensuite le tour des cantons protestants, allant en octobre et novembre à Berne, Bâle, Zurich et Schaffhouse, puis rentra à Genève, où le roi lui adressa de Nantes, le 29 janvier 1594, une lettre flatteuse sur la manière dont il avait accompli sa mission<sup>1</sup>. Le Conseil le récompensait en même temps en l'appelant à faire partie du Conseil des Soixante ; c'était là un honneur rarement accordé à un simple bourgeois. Du Chesne ne fut jamais aussi souvent par les chemins qu'en cette année 1594. Dès le 4 février, il revenait de Grenoble et du Piémont, où il avait été prendre langue avec Lesdiguières et négocier la continuation des trêves. Le 20 février, il repart pour la cour en passant par Soleure.

De retour le 22 mai, il rapporte au Conseil les assurances les plus formelles d'Henri IV en faveur de Genève<sup>2</sup>. Le roi lui a dit « qu'il n'affectoit rien plus la conservation de la ville de Paris et Lyon que de Genève... qu'il secourroit Messieurs... qu'il ne feroit jamais paix avec le duc de Savoye, qu'il ne luy rendra ce qu'il a de luy... et quant à ce qu'il doit à Messieurs, il trouvera le moyen de les contenter... Le roy a escrit comme Messieurs désirent aux quatre cantons et particulièrement à Berne et que le roy leur parle fort hault... »

Ces belles promesses ne coûtaient pas plus au maître qu'à l'envoyé. En retour, le roi faisait demander à Monsieur de Bèze de calmer les églises du Midi qui s'agitaient... « qu'il face qu'ils (ceux de Languedoc) ne le troublent point, mays qu'il soit établi (c'est-à-dire en paisible possession du royaume), il fera ce qu'il debvra. »

Il y a des promesses pour tout le monde. C'était la monnaie qui manquait le moins au Béarnais. En juin, nouvelle course à Grenoble ; de juillet à décembre, nombreuses entrevues avec le baron d'Hernance.

En 1595, au contraire, il n'est pas question du Sr de la Violette à Genève jusqu'au 7 octobre. Il est probable qu'il a prolongé

<sup>1</sup> Edouard Rott, *Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses*, t. II (Berne, 1902, in-8), p. 583 et n. 2.

<sup>2</sup> R. C., vol. 89, fol. 76 v°-77 v°.

cette année-là son séjour à la cour. Le 7 octobre, il vint accomplir en Conseil sa dernière fonction diplomatique, puis parler des faits personnels qui furent la cause principale de son départ de Genève<sup>1</sup>. Se présentant comme envoyé par Sillery, qui venait d'être relevé de sa mission en Suisse, mais n'était pas encore remplacé, le Sieur de la Violette se plaignit vivement d'un sermon dans lequel son ancien confrère en art dramatique Simon Goulart avait « taxé le Roy et autres grandes personnes ». Il parla ensuite des négociations pendantes entre le roi et le duc de Savoie à propos du marquisat de Saluces et fit les plus belles promesses à Messieurs, disant que Genève ne serait oubliée ni au point de vue financier, ni au point de vue territorial, si on en venait à un accord.

Dans le sermon incriminé, pour lequel il avait d'ailleurs été puni par le Conseil, le pasteur de Saint-Gervais avait vivement censuré la publicité et le scandale de la liaison du roi avec Gabrielle d'Estrées. Or, le médecin du Vert-Galant s'était mis, toutes proportions gardées, dans un cas analogue à celui de son maître.

Après avoir débité son message officiel, assis à côté de M. le premier syndic, Du Chesne se leva et se mit au milieu de la salle du Conseil pour exposer son fait personnel. Il dit qu'il avait « scu à son grand regret les calompnies desquelles on a usé en son absence contre son honneur, ayant esté taxé par des esprits malings d'adultère et d'avoir faict perdre des enfans à la demoiselle de Martinville..... chose qu'il a diet en pleurant le troubler tellement son repos qu'il ne le peut supporter, veu que cela est divulgé jusques à Basle et plus loing, son honneur estant fort engaigé et qu'il a plus cher que tout l'or du monde ». Il termina en offrant d'entrer en prison pour faire partie criminelle à ses calomniateurs. Le Conseil refusa de garder la Violette prisonnier et lui témoigna son déplaisir à propos des bruits qui avaient couru.

Malgré la belle assurance du Gascon et ses protestations attendries sur le prix et la délicatesse de son honneur, il est infiniment probable que les propos qui avaient couru se fondaient sur

<sup>1</sup> R. C., vol. 90, fol. 178 v<sup>o</sup>-180.

quelque chose de réel. Il est inutile de rappeler les détails ultérieurs de l'affaire, qui a été racontée, bien mieux que je ne saurais le faire, par M. Du Bois-Melly<sup>1</sup>. On se rappelle que le jugement du Conseil donna raison à la Violette et à sa prétendue complice, tandis que la belle-mère de M<sup>lle</sup> de Martinville et la femme de l'imprimeur Guillaume Delesmaries, qui avaient contribué à répandre les bruits en question, durent tenir prison jusqu'à réparation. La Seigneurie ne crut pas pouvoir donner tort à Du Chesne médecin et envoyé du roi et qui avait vraiment bien mérité de la République par ses nombreuses campagnes diplomatiques. L'opinion publique, dont le vigoureux porte-parole fut encore Simon Goulard, ne jugea pas comme le Conseil.

Du Chesne sentit que c'était le moment de s'en aller, s'il voulait quitter Genève en bonne posture. Il partit donc au commencement de l'année 1596 pour aller servir son quartier auprès du roi, puis, au mois de juin, ayant rencontré à Mâcon le conseiller Jaques Lect, il prit poliment congé de la Seigneurie par son intermédiaire. Lect rapporta ainsi ses paroles au Conseil : « Le sieur de la Violette... encores qu'il n'estime plus demeurer par deçà prie de le tenir pour bon bourgeois avec offres de fere tous services envers le roy vers lequel il se doit en bref acheminer...<sup>2</sup> ».

Il n'est plus dès lors question du Sieur de la Violette dans le registre ni dans la correspondance du Conseil. S'il revint à Genève, ce ne fut plus qu'en passant et il n'y joua plus aucun rôle officiel.

En janvier 1598, on raya le nom de Joseph Du Chesne des rôles du Soixante et du Deux-Cents, mais il s'agit là d'une mesure constante à l'égard des gens qui avaient quitté la ville sans esprit de retour, et rien n'indique que le Conseil eût alors un sujet de mécontentement particulier contre le personnage.

La poésie et la diplomatie ne semblent plus dès lors avoir occupé Du Chesne. Il se fixa à Paris, où il pratiqua la médecine à la barbe de la très conservatrice Faculté de cette ville, que son titre de médecin du roi lui permettait de braver.

Dans cette dernière période de sa vie, il publia sous le nom

<sup>1</sup> Du Bois-Melly, *L'affaire Juranville*, dans le *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXIX (1889), p. 151 à 184.

<sup>2</sup> R. C., vol. 91, fol. 124 v<sup>o</sup> (29 juin 1596).



latinisé de *Quercetanus* un grand nombre d'ouvrages médicaux, consacrés surtout à l'exposition et à la défense de ses doctrines chimiques. Dans l'un de ces livres, il émit l'opinion que les maladies étaient propagées par des semences très ténues apportées par l'air ou les aliments. Il ne justifiait d'ailleurs son dire par aucune preuve. Ce n'est donc que sa riche imagination méridionale qui peut permettre de citer son nom parmi ceux des précurseurs des doctrines microbiennes.

Du Chesne mourut le 20 août 1609, date à laquelle son décès était inscrit sur les registres de Charenton<sup>1</sup>. Il est donc mort protestant et s'il a quelque peu imité les mœurs de son royal maître, il ne l'a pas suivi dans son abjuration.

Du Chesne avait perdu le 22 septembre 1589 un fils de 14 ans<sup>2</sup>; il ne laissait qu'une fille, Jeanne Du Chesne, la filleule de Théodore de Bèze. Cette riche héritière, dame de la Violette après son père avait épousé Jacob Du Port, gentilhomme dauphinois réfugié à Genève<sup>3</sup>. La fille de Jeanne Du Chesne, Anne Du Port, épousa le médecin Jean Bonet; elle eut deux fils et un petit-fils médecins. Ce rameau de la famille Bonet se termina par une fille qui épousa Pierre Baraban. Les Baraban sont à leur tour tombés en quenouille. Actuellement deux branches de la famille Pictet représentent la descendance genevoise et peut-être la seule descendance de Joseph Du Chesne.

Je n'ai plus qu'à demander pardon au lecteur de l'avoir occupé si longtemps d'un personnage historique d'aussi minime importance. Ma seule excuse est dans le côté pittoresque et dans la variété des attitudes de mon héros. Il m'a paru piquant de montrer ce Gascon se démenant dans notre petite république comme un bourdon dans une ruche d'abeilles. Si Du Chesne a sombré comme poète, *Quercetanus* a laissé sa trace dans l'histoire de la médecine et le Sieur de la Violette a vaillamment employé sa langue et sa plume au service de sa patrie d'adoption.

Dr LÉON GAUTIER.

<sup>1</sup> *France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., t. V. col. 631.

<sup>2</sup> *Genève, Arch. d'État*, Registres des morts, vol. 20, p. 138.

<sup>3</sup> Le mariage n'a pas dû être célébré à Genève. Je n'ai pu en retrouver la date.

LE PREMIER LIEU DE CULTE PUBLIC

DES

“ ÉVANGÉLIQUES ”

A GENÈVE<sup>1</sup>

L'un des bas-reliefs qui encadreront le groupe principal du monument international de la Réformation représente « la Réforme prêchée au peuple de Genève en présence des envoyés de Berne ». Il a pour centre la figure de Viret, le réformateur vaudois qui devint le disciple et le collaborateur de Calvin. « Le 22 février 1534, dit la légende annexée à ce bas-relief, ayant prêché devant l'assemblée réunie par Baudichon de la Maisonneuve, Pierre Viret, assisté de Farel et de Froment, administra le premier baptême évangélique<sup>2</sup>. »

En quel lieu faut-il placer cette scène caractéristique des débuts de la Réforme à Genève ? Les deux documents principaux qui permettent d'en évoquer le souvenir ne concordent pas entièrement sur ce point. Dans sa chronique<sup>3</sup>, achevée en 1554, Antoine

<sup>1</sup> Communication faite à la Société, le 7 mars 1912.

<sup>2</sup> Lorsque ce travail a été rédigé, à la fin de 1911, l'inscription projetée par la commission des inscriptions du Comité du monument était la suivante : « Le 22 février 1534, ayant prêché l'Évangile, Pierre Viret, assisté de Farel et de Froment, en présence des envoyés de Berne, administra le premier baptême protestant dans la maison du capitaine-général Baudichon de la Maisonneuve. »

<sup>3</sup> *Les actes et gestes merveilleux de la cité de Genève*, éd. G. Revilliod (Genève, 1854), p. 82. Le fragment qui nous intéresse paraît avoir été rédigé en 1549 ; comp. p. iv-vi, xxv et 48.

Froment rapporte que pendant le séjour à Genève des ambassadeurs bernois venus au lendemain des prédications du dominicain Furbity contre l'hérésie luthérienne, — c'est-à-dire pendant les mois de janvier et de février 1534, — « les prescheurs (Farel, Viret et Froment lui-même) preschoint *tous les jours en une grande salle, au près de la mayson de Baudichon, dans la mayson de Monsr de Tourens*, et ce par l'espace de deux ou troys moys<sup>1</sup>; et en preschant là on y baptiza deux enfans, le premier au Patu<sup>2</sup>, que pourta Bischof de Berne<sup>3</sup>; le second à la Josèphe, et le pourta le banderet Vingart<sup>4</sup>, ambassadeur de Berne ».

Le second document est constitué par les témoignages concordants de deux fromagers savoyards, Claude Thévenon et Henri Aureillon, qui se trouvaient de passage à Genève le 22 février 1534. Ils assistèrent ce jour-là au prêche de Viret, ainsi qu'il résulte des dépositions qu'ils firent, le 29 juin suivant, au procès d'hérésie intenté à Baudichon de la Maisonneuve devant le tribunal de l'archevêché de Lyon<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> Dans son manuscrit, Froment avait d'abord écrit : « par l'espace envyrion de six semaynes ou deux [mois] », ce qui était plus exact. *Arch. de Genève*, Manuscrits historiques, n° 141, f° 96 v°.

<sup>2</sup> Le même, sans doute, qui avait loué à Froment, en novembre 1532, « la grande salle de chez Boytet, auprès de la grande place du Mollard », où Froment prêcha jusqu'au jour où ses auditeurs l'entraînèrent au Molard (1<sup>er</sup> janvier 1533), *Actes et gestes*, p. 13 et 21-22.

<sup>3</sup> Antoine Bischof, capitaine bernois, qui séjourna longuement et à plusieurs reprises à Genève en 1534 et 1535, à titre de commissaire militaire de Leurs Excellences. Nous ignorons à quelle date il y fut envoyé.

<sup>4</sup> C'est le 10 février 1534 que Wolfgang de Weingarten, banneret et du Petit Conseil de Berne, se présenta pour la première fois au Conseil de Genève comme chef de l'ambassade, à la place de Sébastien de Diesbach, rappelé par ses supérieurs. Voir *Arch. de Genève*, Registres du Conseil (cités dorénavant : R. C.), vol. 27, f° 2 v°; *Extraits des registres publics d'après Flournois*, publiés à la suite des *Actes et gestes*, p. LXVIII (nous nous servons ordinairement des traductions de Flournois, que nous citerons : Flournois, *Extraits des registres*).

<sup>5</sup> *Procès de Baudichon de la Maison Neuve, accusé d'hérésie à Lyon 1534*, éd. J.-G. Baum (Genève, 1873), p. 109-116.

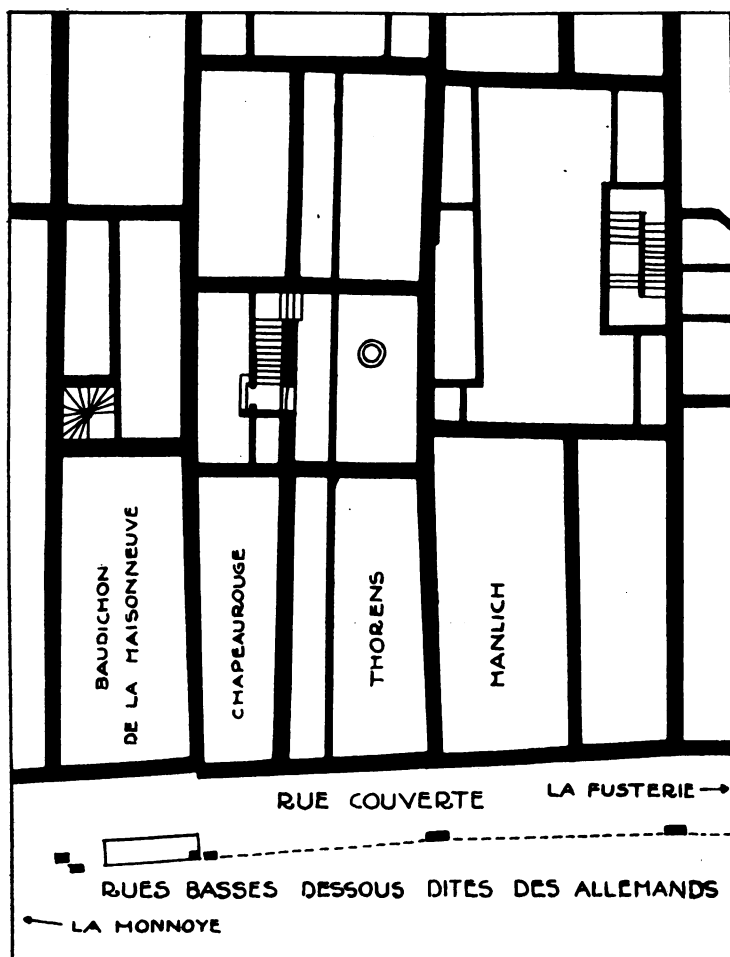
De ces deux dépositions, retenons seulement la plus détaillée, celle d'Aureillon, qui déclara être demeuré à Genève du jeudi 19 au mardi 24 février<sup>1</sup> : « Et ledict jour de dymenche des Bordes, icelluy deposant et Claude Thevenon, aussi fromaigier, estans en ladicte ville, en la place du Molard, ouyrent dire qu'on alloit faire ung baptise en la maison d'ung marchand de ladicte ville, nommé Baudichon, à cause de quoy iceulx deposant et Thevenon allarent et entrarent dedans ladicte maison, de laquelle apres ne peurent si toust sortir pour la grand multitude de peuple qui y survint, car, comme il dit, ilz estoient bien environ troys cens personnes et plus, assemblez en une grant salle, laquelle, comme fut monstré ausdictz deposant et Thevenon, avoit estee alongee au moien de certaines haiz et postaus, faisans le separement de deux chambres, lesquelz avoient esté oustez, et avoit audict lieu des sieges faitz expressement pour asseoir ceulx qui y viennent ouyr les predications. Dit que illec fut faicte predication par ung nommé Viret, estant assiz sur ung siege plus hault que les autres, et aupres de luy estoient assiz deux hommes, l'ung çà et l'autre là, lesquelz il ouit nommer Pharel et Froment, aussi prescheurs.

« Et apres ladicte predication, pour ce que aucuns s'en vouloient sortir, ledict Baudichon dit à aulte voix : que ame ne bougeast, car ilz verroient illec faire un baptisement. Et tantost apres fut apporté de quelque autre lieu de la ville, en ladicte maison, ung enfant nouvellement né, lequel fut baptisé par ledict Viret qui luy mit de l'eau sur la teste, disant : *In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti*, sans faire le signe de la croix, disant aussi ledict Viret que Jesucrist avoit esté ainsi baptisé en eau pure et necte, quelque chose que veuillent dire les caffars qui baptisent en eau huillee et avec sels et crachas. Dit plus avoir ouy dire et tenir oudict Genesve notoirement, que ledict Baudichon est le principal de tous les Lutheriens dudict Genesve. Et plus n'en dit. »

C'est à ce récit presque contemporain, d'un témoin oculaire, que sont empruntés la plupart des traits de la cérémonie représentée dans le bas-relief. Il permet de la dater ; il prouve le

<sup>1</sup> *Procès de Baudichon*, éd. citée, p. 112-113.

caractère public des assemblées que Froment, de son côté, affirme avoir été quotidiennes ; il décrit une grande salle, formée



Reproduction réduite d'un fragment du plan de Genève, dressé en 1726-1735, par Billon, feuille 44. — Archives d'État de Genève.

par la réunion de deux chambres contiguës, pouvant contenir environ 300 personnes et garnie de sièges pour les auditeurs.

Sur un point seulement, ce récit ne s'accorde pas avec celui de Froment : la salle où se sont rendus les deux fromagers se trouvait dans la maison de Baudichon, tandis que Froment place celle où il a prêché avec ses deux compagnons de travail dans une maison voisine, appartenant à M. de Thorens.

Disons dès maintenant que ces deux maisons se trouvaient en la rue des Allemands-Dessous<sup>1</sup>. Elles n'étaient séparées l'une de l'autre que par une seule maison appartenant à Etienne de Chapeaurouge. En venant de la Fusterie, la maison de Thorens était la première des trois. Elle occupait la partie orientale du grand immeuble, de construction récente, que traverse le passage actuel des Lions. En arrière des maisons qui bordaient la rue, les cours ou jardins dépendant de chacune d'elles — et qui plus tard se couvrirent de bâtiments — paraissent avoir occupé tout l'espace libre jusqu'à l'enceinte de la ville, sur la berge du Rhône.

Faut-il croire qu'il y ait eu alors dans ce même quartier, presque porte à porte, deux salles, de grandes dimensions, où se réunissaient les adeptes et les curieux de la doctrine nouvelle ? C'est la conclusion à laquelle semble s'être arrêté M. Doumergue dans le chapitre de son *Jean Calvin* consacré aux débuts de la Réforme à Genève<sup>2</sup> ; et dans la remarquable description de la Genève du XVI<sup>e</sup> siècle qui remplit le troisième volume de son grand ouvrage, il consacre en quelque sorte l'existence de ce double lieu de culte en utilisant, à propos de la maison de Baudichon,

<sup>1</sup> Leur situation a été fixée par M. E. Doumergue, *Jean Calvin*, t. III (Lausanne, 1905), p. 196-199, d'après les documents que lui a communiqués M. Albert Choisy (*ibidem*, p. 664-665). Dans le croquis de la page 196, la maison de Thorens devrait être réunie avec celle de Chapeaurouge sous le n° 4, Isaac Le Fort ayant acquis la propriété des deux immeubles en 1664. — C'est donc à tort que Gaberel, *Histoire de l'Eglise de Genève*, t. I (1858), p. 168, et d'après lui Herminjard, *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*, t. III (1870), p. 148 n. 3, ont placé la maison de Baudichon à la rue basse du Marché, « en face de la descente du Terraillet ». — Voir le plan de la page 315 et ci-après, *Appendices*, I, les documents réunis sur la maison de Thorens, avec l'obligeant concours de M. F.-Raoul Campiche.

<sup>2</sup> Tome II (1902), p. 126-128.

le témoignage des fromagers savoyards, et à propos de celle de Thorens, le témoignage de Froment<sup>1</sup>. Avant lui, Herminjard, dans une note de la *Correspondance des réformateurs*<sup>2</sup>, avait constaté, sans se prononcer, le désaccord qui existe sur ce point entre la chronique de Froment et les dépositions du procès de Lyon.

C'est un fait connu que, pendant les années qui préparèrent le triomphe de la Réforme, ce fut, à Genève comme ailleurs, dans les maisons particulières que les « évangeliques » s'assemblaient, au début secrètement, pour entendre lire et expliquer la parole de Dieu. Froment nous apprend comment les choses se passaient en 1533, à la suite de son premier séjour à Genève. Malgré l'opposition des prêtres, « le nombre des fidelles croissoit de jour en jour, faysant assemblees ça et la *par les maysons*... Et celluy qui avoit plus de grace entre eulx exposoit l'Escripture ; ou si passoit quelque homme fidelle, scavant es Escriptures, estoit receu et de grande affection ouy d'eulx<sup>3</sup>... »

Le développement de cette prédication à huis clos est attesté par les défenses mêmes que promulgua à plusieurs reprises le Conseil de la ville, où le parti conservateur était encore le maître. Le 31 décembre 1532, il invite les novateurs à imposer silence à Froment et aux autres qui prêchent *par les maisons*<sup>4</sup>. Le 2 janvier 1533, le lendemain du prêche de Froment au Molard, il arrête que nul ne soit désormais si hardi que de prêcher, soit *dans les maisons* et autres lieux privés, soit en public, sans la permission des syndics et du vicaire épiscopal, et que tous

<sup>1</sup> Tome III, p. 197-199.

<sup>2</sup> Tome III, p. 149 (note au bas de la page).

<sup>3</sup> *Actes et gestes*, p. 47. Froment parle aussi (p. 48) de Guérin Muète, le bonnetier, « qui enseignoit et preschoit *par les maysons secrètement en leurs assemblees* ». Voir déjà la lettre du nonce du pape au Conseil de Genève, datée de Chambéry 8 juillet 1532, dans Herminjard, *Correspondance*, t. II, p. 425.

<sup>4</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 26, f° 3 ; Herminjard, t. III, p. 16 n. 1.

ceux qui connaîtront tels prédicants doivent les révéler aux autorités, afin qu'ils soient emprisonnés et poursuivis en justice<sup>1</sup>. Cette défense, renouvelée par l'édit de pacification du 30 mars 1533<sup>2</sup>, ne fut guère observée. Dans la lettre fameuse que l'évêque Pierre de La Baume adressa, le 20 novembre suivant, à son procureur fiscal à Genève, et où il interdisait de prêcher, publiquement ou en cachette, à quiconque n'y aurait pas été expressément autorisé par lui ou par son vicaire, le prélat disait avoir appris que des prêcheurs arrivaient tous les jours à Genève et y enseignaient en secret de fausses doctrines *dans les salles (in aulis)*, les jardins et ailleurs<sup>3</sup>. Nous savons, en effet, que Froment était rentré à Genève dans le courant de l'été, accompagné d'Alexandre Dumoulin (dit Canus), et que, « estans venus, confirmoient les freres en preschant la parole *par les maysons*, secretement, et aucunes foys par les rues et carrefours de la ville »<sup>4</sup>, grâce à la protection des adhérents toujours plus nombreux de la foi évangélique.

Le progrès des idées nouvelles et de la liberté laissée à ceux qui les répandaient ressort aussi de la lettre que Farel écrit, d'Orbe, le 22 octobre 1533, à Martin Bucer. En dépit, dit-il, des mesures que les catholiques de la ville ont fait adopter, et qui interdisent tout à la fois de prêcher la doctrine évangélique et de la combattre dans les chaires, il est permis de parler librement du Christ *dans les maisons* et dans la rue, pourvu que ce ne soit pas sous forme de discours<sup>5</sup>. On sait, par Froment, que ces prédications privées valurent aux prédicants, de la part des prêtres, le sobriquet expressif de « prescheurs de cheminées »<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 26, f° 4 v°; Herminjard, *ubi supra*.

<sup>2</sup> R. C., vol. 26, f° 52; Herminjard, t. III, p. 40 n. 9; Flournois, *Extraits des registres*, p. xxi.

<sup>3</sup> Herminjard, t. III, p. 112 et n. 3. — Sur la première Cène célébrée par les « évangéliques » dans un jardin, près du Pré l'Évêque, le 10 avril 1533, voir *ibidem*, p. 50 n. 26.

<sup>4</sup> Froment, *Actes et gestes*, p. 66.

<sup>5</sup> Herminjard, t. III, p. 98.

<sup>6</sup> *Actes et gestes*, p. 66, 68, 71.



Quelques-unes des maisons qui accueillirent alors ces assemblées nous sont connues. Vers 1544 ou 1545, un « évangélique », Jean Chautemps, se trouvant dans le besoin, demanda au Conseil de l'indemniser des dépenses qu'il avait faites jadis pour nourrir les prédicants, Farel, Froment, Canus, Viret et quelques autres. « Quand Dieu permist, écrit-il à l'appui de sa requête, que sa parole se commença à prescher *par les maisons, encores en secret, chez Baudichon*, chez Claude Bernard, chez Dada, chez Cl. Paste, chez moy, en l'éveschée et en plusieurs aultres lieux <sup>1</sup>... » Il est donc certain que, dans les débuts de la prédication évangélique, la maison de Baudichon de la Maisonneuve a souvent abrité les assemblées secrètes <sup>2</sup>. Et l'on ne saurait s'en étonner, puisque ce riche marchand a été dès l'origine l'un des « évangéliques » les plus décidés et les plus remuants, que sa femme fut une des premières parmi les bourgeoises de la ville à épouser la même cause, et que sa maison servit à plusieurs reprises d'asile aux prêcheurs et de centre de ralliement aux « évangéliques » en armes. Mais, avec l'année 1534, un changement radical se produisit dans le régime de la prédication protestante à Genève, grâce à l'action des Bernois.

Les historiens ont relevé, à bon droit, le rôle capital de Berne dans la Réforme de la Suisse romande<sup>3</sup>. Dans cette région, qui subissait déjà depuis longtemps l'influence politique de la cité

<sup>1</sup> Herminjard, t. IX (1897), p. 450.

<sup>2</sup> Voir aussi la déposition du peintre J. Gay, natif de Genève, dans le *Procès de Baudichon de la Maison Neuve*, éd. citée, p. 33. Ce témoin a séjourné deux mois à Genève, à l'époque de Noël 1533, « et estoit le commun bruit que plusieurs assemblees d'iceulx lutheriens, ensemble leurs sermons et preschemens, se faisoient en la maison dudict Baudichon, et que entre autres Pharellus, l'ung de leurs prescheurs, alloit prescher en ladicte maison... ». — Comp. Flournois, *Extraits des registres*, p. xxiii (22 avril 1533).

<sup>3</sup> Voir A. Roget, *Les Suisses et Genève*, t. II (Genève, 1864), p. 44 et suiv.; F.-W. Kampschulte, *Johann Calvin, seine Kirche und sein Staat in Genf*, t. I (Leipzig, 1869), p. 114 et suiv. et p. 125-126; E. Doumergue, *op. cit.*, t. II, p. 158 et suiv.

de l'Aar, toute communauté évangélique en formation pouvait compter sur le bras tutélaire de Messieurs de Berne. C'est ce qu'affirment les « évangéliques » de Payerne en écrivant à leurs « bons frères et amis » de Genève, en juillet 1532, peu après l'affaire des placards<sup>1</sup>. Et si les premières démarches des novateurs genevois auprès de Berne restèrent vaines, c'est que cette ville savait aussi attendre le moment favorable pour agir<sup>2</sup>.

Enfin, en mars 1533, une requête, composée par Pierre Viret<sup>3</sup> et portée à Berne par deux des principaux « évangéliques » genevois, Claude Salomon et Baudichon de la Maisonneuve, décida les Bernois à intervenir nettement en faveur de leurs coreligionnaires, les « amateurs de la parole de Dieu », et à réclamer en leur faveur la liberté de croyance et de culte<sup>4</sup>. Dans son excellente biographie de Viret, M. H. Vuilleumier<sup>5</sup> constate, à propos du pays de Vaud, que le premier soin des Bernois était d'éclairer les esprits et de les incliner à la Réforme « en ouvrant partout les portes à la libre prédication de l'Évangile ». Le 8 avril<sup>6</sup>, le Conseil bernois réitéra ses exhortations, rendues plus nécessaires par l'émeute du 28 mars que sa précédente démarche avait provoquée ; il prit les « évangéliques » de Genève sous sa protection et chercha à organiser dans cette ville une *dispute publique*, second acte habituel des interventions bernoises en faveur de la Réforme. Mais cette tentative échoua<sup>7</sup>.

Pour vaincre la résistance que les Conseils et le clergé de Genève opposaient à la prédication publique des doctrines nouvelles, les « évangéliques » genevois n'avaient d'espoir qu'en Berne<sup>8</sup>. Le 27 mai, les ambassadeurs bernois, envoyés à Genève

<sup>1</sup> Herminjard, t. II, p. 430.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 422 n. 3 et 437 n. 4.

<sup>3</sup> *Ibidem*, t. III, p. 28.

<sup>4</sup> 20 mars 1533, *ibidem*, p. 31 ; Kampschulte, t. I, p. 126 et n. 2.

<sup>5</sup> *Notre Pierre Viret* (Lausanne, 1911), p. 56. Comp. la lettre de Berne à Lausanne (21 mars), dans Herminjard, t. III, p. 34.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 38.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 40 n. 8 et 120-121.

<sup>8</sup> Fortunat à Bucer, 29 avril 1533 ; les « évangéliques » de Genève à Farel, 5 mai 1533, *ibidem*, p. 43-44 et 50.

après les troubles qui coûtèrent la vie au chanoine Werly, demandèrent au Conseil que, pour rétablir plus promptement la paix, il fût permis à chacun d'obéir à sa conscience. « Et pour ce qu'il y en a plusieurs qui désirent d'ouïr ceux qui prêchent l'Évangile, ils souhaitteroient qu'on leur donnât un prédicateur en l'une des sept églises parroissiales, ou en l'un des couvens, et que personne ne fût repris pour y estre allé ou n'y estre pas allé<sup>1</sup>. » Le Conseil écarta cette demande comme contraire aux dispositions de l'édit du 30 mars précédent<sup>2</sup>.

Six mois plus tard, les discours enflammés du dominicain Guy Furbity, appelé à Genève pour prêcher l'Avent, et la vivacité de ses attaques contre l'hérésie luthérienne fournirent aux seigneurs de Berne l'occasion d'une action décisive. Leur lettre du 17 décembre 1533 au Conseil de Genève<sup>3</sup> montre avec quelle vigueur un peu brutale ils savaient procéder lorsqu'il s'agissait de faire prévaloir leurs convictions religieuses, intimement liées ici, il faut le dire, à leurs intérêts politiques. Ils exigeaient le paiement immédiat de la somme qui leur était due pour le secours envoyé à Genève en octobre 1530, et reprochaient aux magistrats genevois de n'avoir pas eu égard à leurs remontrances réitérées en faveur de l'Évangile ; ils réclamaient, au nom de la combourgeoisie, l'arrestation de Furbity, qui avait blessé l'honneur de Dieu et le leur. Et cette dernière requête était formulée sur un ton si menaçant que les Conseils de Genève n'osèrent pas se refuser à y faire droit.

Cette arrestation était un acheminement à la dispute publique que les Bernois étaient résolus à provoquer. Aussi bien Farel rentra à Genève le 20 décembre, en compagnie de Baudichon, qui revenait de Berne, où il avait été solliciter, avec Froment et Dumoulin, l'intervention de cette ville. Froment les suivit de

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 26, f° 78 v°-79 ; Flournois, *Extraits des registres*, p. xxviii. — Comp. les instructions des ambassadeurs bernois (17 mai), auxquels il est enjoint de faire ce qui leur semblera possible pour répondre à la requête de ceux de Genève, « so uns christenlichen predicanten begärt », *Arch. de Berne*. Instructionenbuch B, f° 254.

<sup>2</sup> Ci-dessus, p. 318 n. 2.

<sup>3</sup> Herminjard. t. III, p. 119 ; voir Kampschulte, t. I, p. 137-138.

près<sup>1</sup>. Et le 4 janvier 1534, les ambassadeurs bernois arrivèrent à leur tour, au nombre de quatre, amenant avec eux Pierre Viret<sup>2</sup>.

C'est entre ces deux dates, le 27 décembre 1533, que noble Philibert de Compeys, seigneur de Thorens, devint propriétaire de la maison de l'ancien capitaine général Jean Tacon, en vertu d'un acte dressé par le secrétaire d'État bernois. Cette maison, dont nous avons indiqué la situation à la rue des Allemands, en plein quartier marchand de Genève, était entrée depuis peu de mois, par voie de justice, en possession des héritiers mineurs du Bernois Christophe de Diesbach, qui avait jadis cautionné « l'abbé » Tacon envers un bourgeois de Lucerne pour une somme de 1000 florins d'or du Rhin. Herminjard<sup>3</sup>, auquel on doit la connaissance de cet acte, suppose que cette acquisition fut conseillée à M. de Thorens par Leurs Excellences. « Nous y voyons, dit-il, un trait de prévoyance de la politique bernoise qui n'avait pas encore été signalé. MM. de Berne, avant d'envoyer à Genève une importante ambassade, voulaient préparer l'un de ses succès, en procurant aux Évangéliques genevois un local convenable pour la célébration de leur culte. Il fallait, à cet effet, une maison appartenant à un citoyen bernois, auquel les syndics de la ville n'oseraient contester le droit de recevoir chez lui ses coreligionnaires. M. de Thorens fut l'homme de la circonstance. »

Héritier d'un nom illustre et possesseur d'un riche patrimoine dans les provinces savoyardes de Chablais et de Genevois, Philibert de Compeys, seigneur de Thorens, avait compromis cette situation par ses relations avec Genève et par son attache-

<sup>1</sup> *Actes et gestes*, p. 74, 78-80; Herminjard, t. III, p. 123 n. 1. Sur la tâche assignée à Farel, voir le témoignage de Haller, *ibidem*, p. 124 n. 4.

<sup>2</sup> Herminjard, t. III, p. 126 n. 5. — Dans les instructions données par le Conseil de Genève à Nicolas Griffon, envoyé à l'évêque Pierre de La Baume le 13 janvier 1534, on lit que MM. de Berne ont envoyé « icy ambassade à 13 chevaux », et que ces ambassadeurs ont amené avec eux « troys de leurs serviteurs prédicants », *Arch. de Genève*, P. H., n° 1094.

<sup>3</sup> *Correspondance*, t. IX, Additions et corrections, p. 489-490. Voir les documents réunis ci-après, *Appendices*, I.

ment aux nouvelles doctrines religieuses<sup>1</sup>. Impliqué dans les poursuites auxquelles donna lieu la mort du chanoine Werly et emprisonné à Genève du 5 juillet au 8 août 1533, il s'était vu dépouiller de ses biens par le comte de Genevois et par le vicomte de Martignes. A peine sorti de prison, il se retira à Berne, où il obtint un appui qui ne fut probablement pas donné sans quelque arrière pensée politique. Cet appui lui devint plus nécessaire encore lorsque le duc de Savoie eut lancé contre lui, le 5 décembre 1533, une sentence de bannissement et de confiscation. Pour rendre plus efficaces les démarches entreprises en sa faveur<sup>2</sup>, la bourgeoisie de Berne lui fut accordée le 26 décembre ; en échange, il abandonna à Leurs Excellences tous ses droits sur la part de la seigneurie d'Aigle qu'avaient possédée ses ancêtres<sup>3</sup>. Le 5 janvier suivant, reçu en audience par le Conseil bernois, « il exprime à Mes Seigneurs, dit le registre, ses plus vifs remerciements de ce qu'il leur a plu, par grâce spéciale, l'admettre en qualité de sujet et de bourgeois, et s'offre à remplir tous les devoirs qui incombent à un fidèle sujet<sup>4</sup> ».

L'hypothèse d'Herminjard sur le rôle que les Bernois assignaient à la maison acquise à Genève par leur nouveau bourgeois ne se concilie pas seulement avec la situation et les paroles de M. de Compeys, elle s'accorde aussi avec la conduite de leurs

<sup>1</sup> Sur ce personnage, on consultera : Jeanne de Jussie, *Le Levain du calvinisme* (Genève, 1865), p. 30 et 71-72 (voir *Eidgenössische Abschiede*, t. IV. 1. B, p. 1128); Flournois, *Extraits des registres*, p. xxiii, xxv, xxxv, xxxix; Herminjard, *Correspondance*, t. III, p. 70 et n. 4; Costa de Beauregard, *Familles historiques de Savoie : Les Seigneurs de Compey* (Chambéry, 1844), p. 70-77; Foras, *Armorial de Savoie*, t. II, p. 125 et n. 1, 128, 134 n. 13.

<sup>2</sup> Elles se poursuivirent durant plusieurs années, mais sans résultat ; voir *Arch. de Berne*, Weltsch Missivenbuch A, f° 282, 291, 294, 296, 297, 300 ; — *Eidgenössische Abschiede*, t. IV. 1. C, p. 347, 357, 359, 457 ; Herminjard, t. III, p. 370.

<sup>3</sup> M. Stettler, *Chronicon oder gründtliche Beschreibung...*, pars II (Berne, 1626), p. 63 ; *Arch. de Berne*, Ratsmanual, vol. 243, p. 4.

<sup>4</sup> Herminjard, t. IX, p. 489 ; *Arch. de Berne*, Ratsmanual, vol. 243, p. 19.

ambassadeurs à Genève. D'après les instructions qui leur furent données le 31 décembre<sup>1</sup>, leur mission avait un triple objet. Ils devaient, avant toute autre chose, réclamer une fois de plus le remboursement des frais du secours de 1530. C'est ce qu'ils firent avec beaucoup d'énergie. Mais le fait qu'ils quittèrent Genève sans qu'un règlement définitif fût intervenu sur ce point, semble prouver que cette revendication pécuniaire ne constituait pas la partie essentielle de leur mandat. Ils s'en servirent plutôt comme d'une arme pour arriver à leurs fins dans les articles de leurs instructions qui avaient trait à la question religieuse. Le second article leur enjoignait d'obtenir justice des insultes proférées par Furbity contre la doctrine luthérienne. En prenant ces insultes à leur compte, les Bernois voulaient procurer à leurs prédicateurs l'occasion de démontrer aux Genevois, dans un débat public, la supériorité de la foi nouvelle. Ce débat eut lieu du 27 janvier au 13 février 1534, sinon tout à fait publiquement, du moins en présence du Petit et du Grand Conseil, auxquels on avait adjoint plusieurs docteurs en lois et en médecine<sup>2</sup>. Enfin les envoyés bernois devaient faire tout leur possible pour assurer aux « évangeliques » de Genève la libre prédication de la parole de Dieu. On se convaincra de l'importance que Berne attachait à cet article en suivant jour par jour l'action des ambassadeurs auprès des Conseils genevois, et en constatant qu'ils ne se décidèrent à partir qu'au lendemain de la prédication de Farel au couvent de Rive (1<sup>er</sup> mars).

Un passage un peu postérieur du registre des Conseils de Genève prouve d'ailleurs le bien fondé de l'hypothèse d'Herminjard sur le motif particulier de l'acquisition de M. de Thorens.

<sup>1</sup> Voir ci-après, *Appendices*, II ; nous devons la copie de cette pièce à M. H. Türlér archiviste d'État du Canton de Berne, auquel nous exprimons notre sincère reconnaissance pour le concours obligeant prêté à nos recherches. — Voir aussi *Arch. de Berne*, Ratsmanual, vol. 243, p. 9 ; — l'ournois, *Extraits des registres*, p. XLVII et suiv. (janvier et février 1534) ; Kampschulte, t. I, p. 139 et suiv.

<sup>2</sup> [Farel.] *Lettres certaines d'aucuns grandz troubles et tumultes advenuz à Genève...* [Neuchâtel, 1535], f. 13 v<sup>o</sup>.

Le 30 mars 1534<sup>1</sup>, pour se justifier auprès des ambassadeurs fribourgeois qui protestaient contre l'autorisation donnée à Farel de prêcher *publiquement* dans les maisons, puis à Rive, le Conseil Général leur fit expliquer que les ambassadeurs bernois, venus à Genève à l'occasion de l'affaire Furbity, « amenarent de leurs prescheurs... lesquels leur ont presché *en une maison de l'un de Messieurs de Berne* ». Ces mots seraient décisifs en faveur de la maison de Thorens, si, peu de temps après, au cours du procès de Lyon, Baudichon de la Maisonneuve n'avait revendiqué lui aussi la qualité de bourgeois de Berne<sup>2</sup>. Il faut

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 27, f° 37 v° ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXXVII.

<sup>2</sup> Dans la protestation écrite, présentée par Baudichon à la fin de son procès, le 23 juillet 1534 (*Procès*, éd. Baum, p. 171), il se dit « citoyen de Genesve et bourgeois de Berne ». Déjà le 2 mai, en intervenant en sa faveur, son frère Thomas affirme que Baudichon « est bourgeois et quantonnier de Berne et de Fribourg » (*ibidem*, p. 30). Toutefois, nous ne croyons pas que l'on puisse mettre sur le même pied la bourgeoisie bernoise invoquée en faveur de Baudichon et celle de Philibert de Compeys. Dans toutes les lettres du Conseil de Berne postérieures à sa réception à la bourgeoisie (voir ci-dessus, p. 323 n. 2), ce dernier est qualifié de « notre bourgeois » (*Arch. de Berne*, Weltsch Missivenbuch A, f° 294, 296, 297). En revanche, en écrivant le 1<sup>er</sup> mai 1534 au lieutenant du sénéchal de Lyon en faveur de Baudichon et de son compagnon de captivité, l'avoyer et Conseil de Berne disent avoir été informés par leurs combourgeois de Genève de ce qui est advenu à « leur citoyen et nostre bon amy » (ces derniers mots sont ajoutés dans la marge du copie de lettres (Weltsch Missivenbuch A, f° 304) ; ils lui demandent « sur ce pour l'amour de nous led. Baudichon et aultres, que nous sont par bourgeoisies, sy aucuns y az. alliés, lâcher de captivité... ». Dans les instructions données le 26 juin aux ambassadeurs bernois envoyés au roi de France, on trouve ces mots : « die armen gefangnen, ir mitburger, zu Ledigung kommen ze lassen » (Instructionenbuch B, f° 376). Enfin, dans six lettres du Conseil de Berne, écrites en faveur des prisonniers, les 9 mai, 6 et 26 juin, on lit ces expressions : « citoyens de Genève nos bourgeois », « citoyens de Genève nos combourgeois », « ceux qui sont nos bourgeois et alliés » (Weltsch Missivenbuch A, f° 305 v°, 306 et v°, 308 v°, 309 v°, 310 v° ; Herminjard, t. III, p. 174). Il nous semble probable que la prétendue bourgeoisie bernoise de Baudichon n'avait pas d'autre base que la combourgeoisie entre les deux villes.

donc mettre à une autre épreuve l'exactitude du dire de Froment, suivant lequel les assemblées présidées par les prêcheurs de Messieurs de Berne, au début de 1534, ont eu lieu dans cette maison.

Nous ne prétendons pas qu'à ce moment les assemblées qui s'étaient réunies jusqu'alors, tantôt ici tantôt là, dans diverses maisons genevoises aient entièrement cessé<sup>1</sup>. Nous savons au contraire, par Froment, que la prédication privée se poursuivait activement même après l'installation de Farel dans la chaire du couvent de Rive<sup>2</sup>. Mais nous croyons que, dès leur arrivée à Genève, les représentants de Berne avaient tenu à organiser un culte évangélique régulier et à lui donner autant que possible un caractère public. L'immunité dont jouissait la propriété d'un bourgeois de Berne et la présence des ambassadeurs tinrent lieu momentanément de l'accord des autorités. Par ce moyen, l'on faisait entrer peu à peu dans les mœurs de la cité le principe de la liberté de prédication que les Conseils s'étaient refusés jusqu'alors à admettre.

A l'appui de cette opinion, on peut produire plusieurs témoignages concordants. C'est d'abord celui du réformateur bernois Berthold Haller. En date du 14 mars <sup>3</sup>, il écrit à Bullinger : « A Genève, Farel a prêché librement pendant deux mois environ dans une salle (*in aula quadam*), et maintenant il enseigne publiquement dans l'église des Frères mineurs. »

<sup>1</sup> Dans les instructions du 13 janvier 1534, citées plus haut (p. 322 n. 2), on lit : « Sont icy troys des serviteurs de MM. de Berne, preschant ordinairement par les maisons, esqueulx ne pouvons résister ad cause de l'adsistance de leurs Seigneuries... » Le 26 février, Berthold Haller écrivait encore à Vadian (*Vadianische Briefsammlung*, éd. Arbenz et Wartmann, t. V, St-Gall, 1903, p. 152) : « Farellus vero illic [Gebennis] palam, scilicet in civium ædibus, evangelium constantissime docet. » Voir aussi Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXXIV ; et le témoignage postérieur de M. Roset (*Chroniques de Genève*, éd. Fazy, Genève, 1894, p. 178) à propos des événements de décembre 1533 et de janvier 1534 : « Farel, Pierre Viret et Froment, qui estoient revenus, preschoient par les salles. »

<sup>2</sup> *Actes et gestes*, p. 91-92.

<sup>3</sup> Herminjard, t. III, p. 149.



Le témoignage du chroniqueur contemporain Valerius Anshelm est plus explicite. Sa situation d'historiographe officiel de la république de Berne lui ouvrait les portes des archives d'État, dont les documents forment la source essentielle de sa chronique. A lire son récit de l'intervention bernoise à Genève au début de 1534, on ne saurait douter qu'il ait eu sous les yeux un rapport des ambassadeurs bernois<sup>1</sup>. Et si l'on compare ce récit aux procès-verbaux des séances des Conseils de Genève, on se convainc, grâce à toute une série de détails caractéristiques qui se retrouvent dans l'un et l'autre document, que le rapport utilisé par Anshelm n'avait trait qu'aux premiers jours de la négociation ; il devait s'arrêter au moment où le secrétaire d'État Claude Roset fut désigné pour aller à Berne, c'est-à-dire vers le 13 janvier<sup>2</sup>. A ce moment, en effet, le récit du chroniqueur tourne court et s'achève en quelques mots très brefs et peu précis sur les progrès ultérieurs de la cause évangélique à Genève. Or Anshelm raconte que les ambassadeurs, auxquels le Conseil de Genève demandait d'éloigner leurs prédicants, afin de respecter les édits, d'éviter la rupture de la combourgeoisie fribourgeoise et de prévenir des troubles dans la ville, répondirent crûment qu'ils n'en feraient rien, mais qu'en vertu des ordres de leurs seigneurs très chrétiens, ils protègeraient et les prédicants et tous ceux qui désiraient ouïr la parole de Dieu ; que nul ne devait être contraint dans ses croyances, mais que

<sup>1</sup> *Die Berner-Chronik des Valerius Anshelm*, t. VI (Berne, 1901), p. 180-184. La dernière partie de cette chronique, depuis 1526, n'a été conservée que d'une manière fragmentaire et la rédaction n'en a probablement pas été achevée ; le récit de l'élection du pape Paul III, le 13 octobre 1534, fut écrit en 1542 ou 1543. (*Ibidem*, p. xxii et xxv). — Le *Ratsmanual* de Berne mentionne plusieurs lettres écrites à leurs Seigneurs par les ambassadeurs à Genève et qui semblent perdues aujourd'hui : vol. 243, p. 33 (reçue le 17 janvier), 79 et 85 (reçues les 6 et 8 février), 105 (datée du 19 février).

<sup>2</sup> C'est vers cette date que les ambassadeurs durent écrire la lettre dont le Conseil bernois prit connaissance le 17 janvier (voir note précédente). Comp. en particulier le récit d'Anshelm avec les registres du Conseil de Genève des 8, 9 et 10 janvier (Flournois, *Extraits*, p. XLIX-LVI).

chacun devait jouir en paix de la liberté de conscience et de foi ; qu'un grand nombre de personnes les poursuivaient de leurs instances pour obtenir d'eux des prédicants évangéliques : « Le dimanche précédent, *plus de 300 personnes s'étaient rendues pour le prêche dans la maison de M. de Thorens*, et ces gens n'étaient pas des fauteurs de troubles, mais souhaitaient maintenir la concorde dans la cité<sup>1</sup> ». Si, comme nous le croyons, le document qui est à la base de la relation d'Anshelm n'est pas postérieur au milieu de janvier, il faut admettre que le dimanche 11 de ce mois, l'assemblée des « évangéliques » se trouvait réunie dans la grande salle installée depuis peu chez M. de Thorens. Le témoignage d'Anshelm confirme donc expressément celui de Froment.

Interrogeons enfin le registre des Conseils genevois<sup>2</sup>. D'après ce document, les ambassadeurs bernois insistèrent au début de leur négociation sur le cas de Furbity, et ce n'est que le 10 janvier qu'ils abordèrent, en fin d'audience, le troisième article de leurs instructions<sup>3</sup> : « Ils dirent aussi que pour pacifier cette ville, il leur sembloit que nous devions choisir un lieu en l'une des églises paroissiales de la ville, auquel on établirait un prédicateur de l'Évangile au sermon duquel tous ceux qui voudroient aller y iroient, et ceux qui voudroient aller à la messe y iroient ; personne ne seroit contraint, mais chacun vivroit libre en sa conscience ; et qu'ils avoient vu agir de la sorte en plusieurs lieux, et par ce moyen éviter les tumultes... »

Le Conseil répondit en alléguant l'édit du 30 mars 1533 qu'il entendait maintenir, ainsi qu'il en avait donné l'assurance à Messieurs de Fribourg ; mais il sollicita le vicaire épiscopal

<sup>1</sup> « Vil volks, wib und man, louftend inen nach, umb evangelische predicanten zu geben ; nächst Sontags slent ob 300 menschen ins herren von Toreng hus zur predig gewesen, die burgerlichen friden und nit ufrur suchend. » Ce passage a déjà été cité par Kampschulte, p. 145 n. 2. Écrivant à Bullinger, Haller estimait à plus de 400 le nombre des « évangéliques » à Genève : Herminjard, t. III, p. 124 n. 4.

<sup>2</sup> J.-A. Gautier, *Histoire de Genève*, t. II, p. 393 et suiv.

<sup>3</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 26, f° 187 v° ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LVI-LVII. — Voir Kampschulte, *ubi supra* ; Roget, *op. cit.*, t. II, p. 97 et suiv.

« de faire prêcher l'Évangile en sa pureté par les paroisses » et veillera à ce que cela se fasse ; il pria les ambassadeurs de se contenter de cette réponse.

Ceux-ci ne revinrent à la charge sur ce point que le 25 janvier<sup>1</sup>. Ce jour-là, en mettant en question le maintien de la bourgeoisie, ils obtinrent que la dispute entre leurs prédicants et Furbity aurait lieu devant le Deux-Cents. La dispute et les troubles qui précédèrent l'élection des syndics absorbèrent l'attention pendant une quinzaine de jours. Mais le 10 février<sup>2</sup>, les ambassadeurs réclamèrent de nouveau « un lieu dans la ville, propre pour y faire prêcher l'Évangile par un de leurs prédicateurs » : Et dès lors, encouragés par les messages répétés de leurs supérieurs, ils réitérèrent cette requête à maintes reprises et avec une insistance croissante<sup>3</sup>, tandis que les Conseils genevois, retenus par les représentations de Messieurs de Fribourg et par l'opposition qui se manifestait dans la ville, hésitaient et cherchaient à éluder la demande précise qui leur était adressée.

Les détails de ce débat ne rentrent pas dans le cadre de notre travail. Remarquons seulement que le 22 février<sup>4</sup>, c'est-à-dire le jour même de la cérémonie représentée sur le bas-relief, les Bernois se plaignirent vivement en Conseil des Deux-Cents de ce que, « lorsque leurs serviteurs prédicateurs et eux memes alloient par la ville, ils entendoient toujours le même peuple parlant d'eux ignominieusement, et disant qu'ils prêchoient dans

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 26, f° 194 ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LVIII.

<sup>2</sup> R. C., vol. 27, f° 3 ; Flournois, p. LXIX-LXX.

<sup>3</sup> R. C., vol. 27, f° 7 v°, 10, 12 v°-13, 15 v°-16 (11, 13, 15 et 20 février) ; Flournois, p. LXXI-LXXVI. — Par lettre du 21 janvier, le Conseil de Berne rappelle aux ambassadeurs les trois articles de leurs instructions (3° : « den gutwilligen einen Prädikanten zu vergönnen ») ; le 6 et le 10 février, il confirme encore ces instructions et s'en réfère à celles qu'il a données verbalement à Weingarten avant son départ pour Genève (ci-dessus, p. 313, n. 4), *Arch. de Berne*, Teutsch Missivenbuch U, p. 66, 81 et 89.

<sup>4</sup> R. C., vol. 27, f° 18 ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXVII ; comp. p. LXXVI (20 février) : « en un lieu obscur comme une étable à pourceaux ».

une étable à pourceaux, que comme des hérétiques ils n'osoient produire en public leur sermon séditieux, et autres telles injures, ce qu'ils ne pouvoient plus souffrir... Requérons selon leur charge qu'au moins pendant qu'ils seroient en cette ville nous leur donnassions un lieu public en l'une de nos églises, et une heure en laquelle ils pussent entendre leurs prédicateurs, afin qu'ils n'entendent plus parler d'estable à pourceaux (*boux de poër*)... » Cette épithète d'« étable à porcs », contre laquelle les ambassadeurs avaient déjà protesté deux jours auparavant, ne peut s'appliquer qu'à un local déterminé où les « évangéliques » tenaient leur culte habituel, et non aux multiples salles de maisons privées qui avaient abrité les premières assemblées.

La réponse faite ce jour-là par le Deux-Cents trahit une certaine lassitude ou le secret désir, chez beaucoup de conseillers, de satisfaire aux exigences de Messieurs de Berne. Cependant, ce n'est que quelques jours plus tard, le dimanche 1<sup>er</sup> mars, que se produisit le dénouement de l'action engagée depuis deux mois par les ambassadeurs de Berne pour assurer enfin au culte évangélique à Genève une place dans un des lieux habituels de prédication de la ville. A une dernière requête<sup>1</sup>, le Deux-Cents

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 27, f° 21 v°-22; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXIX-LXXX. — Dans cette audience, les ambassadeurs exposèrent le contenu d'une lettre du Conseil de Berne, du 26 février, qui mettait fin à leur mission (*Arch. de Berne*, Teutsch Missivenbuch U, p. 101). Il est intéressant d'observer qu'en les rappelant, les magistrats bernois renonçaient à obtenir pour le moment gain de cause sur l'article du lieu de culte. C'est du moins ce qui semble ressortir de ce passage de leur lettre : « Zum dritten und letsten belangend den Barfüsser münch, so sy uffgestellt hand ze predigen, und die antwurt, so sy göttlichen worts halb etc. geben, hettend wir unns versächen, dieselbige anders gefallen wäre; dwyl aber wir ann dem ort nützit ze regieren haben, müssends wir recht Gott heimsetzen und bevelchen; das mogend ir inen anzöugen und demnach üch harheim fügen. » Ce fut probablement sur les instances des « évangéliques » genevois qu'ils se montrèrent plus pressants dans leur dernière démarche que la lettre du 26 février ne le comportait. Notez que déjà le 22 février, ils s'étaient défendus d'agir dans cette question « à la requête de quelques-uns de la ville, et non par le commandement de leurs Seigneurs », Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXVII.

fit cette réponse souvent citée : « Que pour la place qu'ils demandent pour un prédicateur nous ne pouvions ni n'osions la leur donner, parce que ce n'est pas à nous à en disposer, les priant de prendre notre réponse en bonne part, puisque nous ne le pouvons ni ne l'osons faire ; cependant qu'ils sont puissans, et que s'ils prennent une place où il leur plaira, nous ne pouvons le leur empêcher, car nous ne sommes pas en état de contredire à leur puissance. » Le jour même, Farel occupait pour la première fois la chaire du grand auditoire du couvent de Rive, où il continua dès lors à prêcher chaque jour<sup>1</sup>.

Nous n'avons pas à raconter ici l'attitude embarrassée des Conseils genevois au lendemain de cette innovation et en présence de l'indignation des partisans de l'ancienne doctrine, qui étaient encore en majorité dans la ville. Dans l'appréhension de nouveaux troubles et d'une rupture imminente de la bourgeoisie fribourgeoise, ils s'efforcèrent de décliner toute responsabilité dans ce qui venait de se passer et tentèrent d'obtenir des ambassadeurs bernois, prêts à partir, qu'ils emmenassent avec eux leurs « prescheurs ». Comme il fallait s'y attendre, cette démarche se heurta à un refus catégorique, même menaçant<sup>2</sup>.

L'après-midi du même jour, lundi 2 mars<sup>3</sup>, le Conseil opina sur cette réponse. Les ambassadeurs persistant à déclarer que l'installation du culte évangélique à Rive avait eu lieu à leur insu et par le fait d'une partie des citoyens désireux d'entendre la parole de Dieu, qu'ils ne voulaient ni ne pouvaient ôter au peuple ce que Dieu lui avait donné, « on résolut de parler secrètement et en particulier à ceux qui vont ouïr ledit prédicant [Farel] et au prédicant lui-même, afin que, s'il se peut faire, *ils retournent en la maison qui a appartenu à Jean Tacon et se contentent de ce lieu* [de culte] jusqu'à ce que la cause ait été tranchée par les ambas-

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, R. C., vol. 27, f° 22 v°-23 ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXX ; — Froment, *Actes et gestes*, p. 82 ; Jeanne de Jussie, *Levain du calvinisme*, p. 86 ; *Procès de B. de la Maison Neuve*, p. 150-151. Comp. Herminjard, t. III, p. 155.

<sup>2</sup> R. C., vol. 27, f° 23 (2 mars) ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXX-LXXXI.

<sup>3</sup> R. C., vol. 27, f° 24 ; Flournois, *Extraits des registres*, p. LXXXII.

sadeurs de Berne et de Fribourg, qui seront nommés à cet effet ; c'est de cette manière qu'on évitera le mieux tout danger de troubles. »

La maison qui fut jadis à Jean Tacon et qui est encore connue sous son nom, c'est celle qui appartient à M. de Thorens depuis le 27 décembre 1533<sup>1</sup>. C'est donc cette maison qu'avec Froment et Anshelm, le registre des Conseils de Genève désigne comme le lieu où les « évangeliques » genevois se sont régulièrement assemblés pendant les mois de janvier et de février 1534 pour entendre les prédicants de Messieurs de Berne.

C'est là aussi, certainement, que s'est déroulée la double cérémonie du 22 février, en présence des deux fromagers savoyards qui déposèrent au procès de Baudichon de la Maisonneuve<sup>2</sup>. La salle qu'ils ont décrite n'est autre que celle dont parlent les Bernois Haller et Anshelm, et où le Conseil de Genève aurait aimé voir retourner l'assemblée compromettante des « évangeliques », après le départ des ambassadeurs de Berne. Nous ne croyons pas que, sur ce point, leur témoignage doive être préféré à ceux que nous avons réunis à l'appui du dire de Froment. Remarquons qu'il n'est pas nécessaire de mettre en doute la sincérité de ces témoins à charge<sup>3</sup>. L'erreur qu'ils ont commise a pu l'être de bonne foi. Les deux maisons n'étaient séparées l'une de l'autre que par un seul immeuble ; sans doute, on n'accédait pas directement de la rue à la salle de culte, à « l'étable à pourceaux », mais il fallait pour y pénétrer s'engager dans un de ces passages couverts qui conduisaient aux cours où se trouvaient habituellement les escaliers des maisons. Si l'état des lieux nous était connu autrement que par des plans très postérieurs<sup>4</sup>, nous nous expliquerions peut-être comment

<sup>1</sup> Ci-dessus, p. 322 n. 3.

<sup>2</sup> Ci-dessus, p. 313 n. 5.

<sup>3</sup> Les Bernois, cependant, attribuèrent à des pratiques du clergé de Genève le procès intenté à Baudichon, Herminjard, t. III, p. 177.

<sup>4</sup> Le plan Deharsu, le plus ancien, ne remonte qu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ; le plan Billon, dont nous reproduisons un fragment (p. 315), date de 1726-1735.

cet accès indirect a pu provoquer la confusion dans l'esprit des deux fromagers. Enfin, ce que nous savons de l'esprit d'initiative de Baudichon, de la part qu'il a prise à l'introduction de la prédication évangélique à Genève, nous autorise à voir en lui le principal organisateur du culte de la salle de Thorens, comme il le fut plus tard du culte de Rive<sup>1</sup>. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que ce rôle important l'eût fait prendre par les deux Savoyards pour l'hôte de la maison.

Mais, demandera-t-on, pourquoi Baudichon n'a-t-il pas contesté plus catégoriquement l'exactitude de ces témoignages qui constituaient contre lui une charge grave ? Mis successivement en présence des fromagers Thévenon et Aureillon, il déclara ne pas les connaître. Il s'emporta contre Thévenon et dit « que ledit tesmoing et autres que luy amenons sont meschans borreaux, muldriers et faux tesmoings apostez, tasehans à le faire mourir... » ; il traita aussi Aureillon de faux témoin. Après la lecture des dépositions, il se borna à dire « qu'il ne respondra riens et qu'on n'en saura riens par luy ». Ce silence n'est-il pas de sa part un aveu tacite ?

Tout d'abord, il y a lieu d'observer que l'inexactitude des dépositions ne portait peut-être que sur un point : le lieu précis de la cérémonie du 22 février ; qu'en outre Baudichon ne pouvait nier que sa maison n'eût été souvent, et encore tout récemment, le théâtre d'assemblées évangéliques<sup>2</sup>. Mais nous croyons surtout qu'il faut tenir compte de l'attitude générale de Baudichon au cours du procès. Au début, dans l'espoir de se tirer d'affaire, il se laissa entraîner à une déclaration d'orthodoxie catholique qui ne pouvait être sincère, et consentit à répondre sous serment aux accusations portées contre lui<sup>3</sup>. Au bout de peu de jours, après l'intervention de son frère Thomas, qui

<sup>1</sup> Au procès de Baudichon (éd. citée, p. 108), le fromager Persyn, qui assista deux fois au prêche de Farel à Rive, au temps de carême, dit : « et avoit plusieurs auditeurs ; entre lesquelz y estoit ung homme qu'on nommoit Baudichon, lequel avoit auxdictes deux fois ung baston en la main, mectant les gens en ordre et faisant faire silence... ». Voir aussi p. 149-151.

<sup>2</sup> Ci-dessus, p. 319 n. 2.

<sup>3</sup> *Procès*, éd. citée, p. 5-9, 20-22, 26, 36.

révéla les démarches faites en sa faveur par les Bernois, il prit plus d'assurance et, dès lors, il refusa constamment de se laisser assermenter et de rien répondre<sup>1</sup>. S'il conteste encore d'une manière générale la véracité de certains témoignages, il ne s'applique à les réfuter d'une manière plus complète que lorsqu'il s'agit de faits qui se sont passés au royaume de France ; il ne reconnaît pas la juridiction de l'official de Lyon pour les actes qu'il a pu commettre à Genève<sup>2</sup>. Il déclare à plusieurs reprises qu'il n'a « que trop répondu » devant ce tribunal (18 juin) ; que pour l'avoir fait, « on luy lavera bien la teste quand il sera en son pays » (19 juin). Trois jours avant la déposition des fromagers, le 26 juin, confronté avec un témoin qui l'accuse de propos compromettants tenus cependant à Lyon même, il proteste « qu'il n'en répondra point par devant nous, et le deussions-nous mettre en pièces ; disant qu'il nous a tant de foy remonstré que ne sommes ses juges et requis, comme encores de présent il requiert, estre renvoyé par devant ses juges, qui sont les consulz de Genesve<sup>3</sup> ». Dans ces conditions, il ne nous semble pas que le silence de Baudichon en présence des dépositions des fromagers, dont il a contesté d'avance le témoignage, puisse être regardé comme l'aveu de leur entière exactitude.

Il est temps de conclure. Nous avons rappelé avec quelle persévérance et quelle suite les Bernois ont appuyé les efforts des « évangeliques » de Genève en vue d'obtenir pour leur culte non seulement la liberté, mais l'usage de l'un des lieux consacrés de longue date à la prédication publique, c'est-à-dire une chaire en quelque sorte officielle et un auditoire assez vaste pour que la foule pût y venir écouter l'Évangile. L'aménagement d'une grande salle dans la *maison de Thorens*, rue des Allemands-Dessous, au début de 1534, marque une importante étape dans

<sup>1</sup> Le procès commença le 29 avril ; le 5 mai (p. 36), Baudichon se laissa assermenter pour la dernière fois, mais déjà, il refusa de répondre à la plupart des questions qui lui furent posées.

<sup>2</sup> Voir sa protestation écrite du 23 juillet, *Procès*, p. 173-174 ; dès le 5 mai, il avait protesté de vive voix : p. 36, 50, 62, 82, 92-93, 99, 118-122, 158-159, 164-165.

<sup>3</sup> *Procès*, p. 106.



l'exécution de ce programme. Placé sous l'égide des Bernois, le culte qui s'y fit assura la transition entre les assemblées restreintes et secrètes des premiers temps, dans les salles privées, et le culte convoqué au son des cloches dans l'auditoire du couvent de Rive. Pendant deux mois environ, la salle de Thorens fut le véritable foyer des « évangeliques » genevois, et ces deux mois ont influé d'une manière décisive sur l'évolution religieuse de Genève. Enfin cette salle, où durant cette période critique les prédicants de Messieurs de Berne ont prêché chaque jour au peuple de Genève devant les ambassadeurs de leurs princes, est un point de rencontre entre la Réforme suisse et la Réforme genevoise. A ces divers titres, la scène représentée sur le bas-relief dit de Viret mérite la place qui lui a été donnée dans le monument de la Réformation<sup>1</sup>. Baudichon de la Maisonneuve, l'organisateur de ces cultes, y figure à bon droit au premier plan : sous ses traits se personnifie, dans le monument, la part des anciens Genevois au mouvement religieux qui allait transformer les destinées de la cité.

VICTOR VAN BERCHEM.

<sup>1</sup> Grâce aux indications données aux sculpteurs par M. le professeur Borgeaud, — auquel est dû le choix judicieux de cet épisode de la Réforme genevoise, — le bas-relief sera une reconstitution historique d'une réelle valeur et d'un haut intérêt. — Remarquons ici qu'au point de vue strictement historique, on ne saurait affirmer, avec M. Doumergue (ouvr. cité, t. II, p. 126), que le premier baptême protestant administré à Genève soit celui du 22 février 1534. Froment (ci-dessus, p. 313) parle de *deux* baptêmes célébrés dans la maison de Thorens. L'ambassadeur bernois Weingarten qui fonctionne comme parrain au second, est à Genève dès le 10 février. En outre, le 19 février déjà, le Conseil de Fribourg reproche à celui de Genève sa condescendance à l'égard de la nouvelle doctrine : « aussy que parmettés de faire les esposaisons et baptiser les enfans à la nouvelle loy » (Herminjard, t. III, p. 141). Ces mots semblent se rapporter à des faits plutôt qu'à la discussion qui s'était engagée sur la liturgie du baptême entre l'urbity et les prédicateurs bernois le 30 janvier et le 11 février (Ruchat, *Histoire de la Réformation*, t. III, p. 273 et 278). Mais les deux baptêmes mentionnés par Froment sont à coup sûr les *deux* premiers qui aient été célébrés à Genève, *en public*, selon la « nouvelle loy ». Jeanne de Jussie (ouvr. cité, p. 91) fixe au vendredi 27 mars le premier baptême administré par Farel à Rive, en présence d'un « grand nombre de gens, et mesme des bons chrestiens, pour voir leur façon ».

## APPENDICES

## I

## DOCUMENTS RELATIFS A LA MAISON DE THORENS

(Voir le plan, ci-dessus, p. 315)

1<sup>o</sup> 1484, 22 décembre. — Jean de Sergy, chevalier, fils de Jaquemet, reconnaît en emphytéose perpétuelle en faveur de l'évêque de Genève, moyennant le cens annuel de trois sous vieux de Genève payables à la St-Michel, une maison sise à Genève, à la Rivière côté lac, près le pont du Rhône, « cum fondo, plateis, scannis, juribus », etc. — Confins : à l'orient, la maison d'Henri Emeri (qui fut de Jean Servion) ; à l'occident, la maison d'Etienne et François *De Nemore* (qui fut des enfants de Claude Gaillard). — Provenance : par succession de Guillaume, fille de feu Guillaume *Servagii*, sa femme, qui l'avait héritée de Jeanne sa mère. — *Arch. de Genève*, Fiefs de l'Évêché, grosse n<sup>o</sup> 7, f<sup>o</sup> 180 v<sup>o</sup>.

Dans l'Inventaire de 1475, la maison du chevalier Jean de Sergier est évaluée à 1600 florins, monnaie de Genève. La maison voisine (Jean *De Nemore*, notaire, plus tard Chapeaurouge) n'est taxée qu'à 600 florins ; la suivante (plus tard à Baudichon de la Maisonneuve) est évaluée à 1600 florins. — M. D. G., t. VIII, p. 313.

La maison de Jean de Sergy est déjà mentionnée le 28 août 1459 — *Registres du conseil de Genève*, t. I, p. 329 et *passim*.

2<sup>o</sup> 1533, 27 décembre, Berne. — Les tuteurs des enfants de feu Christophe de Diesbach, héritiers de feu Hans de Diesbach, vendent à Philibert de Compeys, seigneur de Thorens, une maison de feu Jean, dit l'abbé Tacon, sise à Genève, en la rue des Allemands, avec toutes dépenses. — Confins : à l'orient, la maison de Jaques et Mathieu *Malit* [Manlich] ; à l'occident, celle d'Etienne *Chapell Rouge* ; au nord, la rivière du Rhône ; au midi, la rue publique. — Provenance : par sentence de justice obtenue en faveur desdits vendeurs, à cause d'un cautionnement de 1000 florins d'or du Rhin, fait en faveur de Jean Tacon par Christophe de Diesbach et consorts auprès de Conrad Clauser, bourgeois et apothicaire de Lucerne. — Prix : 1000 florins d'or du Rhin (l'acheteur promet de relever les vendeurs dudit cautionnement dans le délai de quatre ans). — Herminjard, *Correspondance*, t. IX, p. 490.

Sur le procès intenté aux hoirs Tacon par les tuteurs des enfants de Diesbach, voir deux lettres de l'avoyer et Conseil de Berne aux syndics et Conseil de Genève, des 6 mars et 22 avril 1533, *Arch. de Genève*, P. H., n<sup>o</sup> 1090 ; voir aussi R. C., vol. 26, f<sup>o</sup> 60 (23 avril 1533).

3<sup>o</sup> 1538, 23 janvier. — « La maison des hoirs de feu Jehan Taccon vendue dempuy à Mons<sup>r</sup> de Thorent par le seigneur Diespard, à présent appartenant au seigneur Henry l'Allemand. »

« La maison de noble Estienne Chapeau Rouge. »

« La maison de noble Baudichon de la Maison Neufve. »

— Extrait de la « Description générale de toutes les maisons de la ville de Genève, faicte 1537 », *Arch. de Genève*, Manuscrits historiques, n<sup>o</sup> 81 bis, f<sup>o</sup> 43 v<sup>o</sup>.

4<sup>o</sup> 1543, 7 octobre. — Gabriel Heyn, de Nuremberg, marchand, reconnaît en emphytéose perpétuelle, en faveur de la seigneurie de Genève, sous le cens annuel de trois sous vieux de Genève payables le 29 septembre, une maison sise à Genève, à la Rivière-Dessous, conformément à la reconnaissance antérieure passée par Jean de Sergy, chevalier (ci-dessus, n<sup>o</sup> 1). — Confins : à l'orient, la maison de Mathieu Malliz ; à l'occident, la maison d'Etienne Chapeaurouge ; au nord, le Rhône ; au midi, la voie publique. — Provenance : par achat de *Fey Hyers* (?), Allemand. — *Arch. de Genève*, Fiefs de l'Évêché, grosse n<sup>o</sup> 8, f<sup>o</sup> 509.

5<sup>o</sup> 1627, 23 août. — Antoine Dangier, marchand, bourgeois de Genève, reconnaît tenir etc., des biens reconnus par Gabriel Heyne, marchand de Nuremberg (ci-dessus n<sup>o</sup> 4), et sous le même sens, une maison située à Genève, en la Rivière dessous, à présent dite rue des Allemands (enseigne : le Lion d'or). — Confins : à l'orient, la maison de Pierre Dunant, Jaques Martin, Georges Adhelard et Paul Lagier ; à l'occident, la maison de Susanne, fille de feu Louis de Chapeaurouge ; au nord, la rue Neuve ; au midi, la grande charrière publique. — *Arch. de Genève*, Fiefs de l'Évêché, grosse n<sup>o</sup> 15, f<sup>o</sup> 218 v<sup>o</sup>.

6<sup>o</sup> 1692, 20 juin. — Isaac Le Fort reconnaît tenir etc., des biens reconnus par Antoine Dangier (ci-dessus, n<sup>o</sup> 5) et par Marie Baronnat, veuve de Louis de Chapeaurouge, comme tutrice de Susanne, sa fille (21 mai 1628), « en deux séparées reconnaissances à présent réunies », « deux maisons sises à Genève, en la Rivière-Dessous dite des Allemands, avec trois corps de logis derrière lesd. deux maisons du côté de bize, leurs cours entre deux ; le dernier corps de bize, qui est sur la rue appelée derrière le Rhône, ayant esté nouvellement construit ». — Cens : les deux anciens cens de 3 et 2 sols vieux réunis, soit 11 sols monnaie, payables le 29 septembre. — Provenance : les deux maisons ont été acquises des hoirs d'Antoine Dangier par Jacques Le Fort, père d'Isaac, par subhastation (6 févr. 1664) ; la première pour le prix de 32.400 florins, la seconde pour 21.200 florins. — L'ancienne maison Chapeaurouge « prend son entrée » dans la cour derrière l'ancienne maison de Thorens. — *Arch. de Genève*,

Fiefs de l'Évêché, grosse n° 24 (n° 4 rouge), f° 157; Subhastations, vol. 85, p. 180 et 183.

7° En 1726, les deux maisons sur la rue des Allemands appartiennent à Madame veuve Calandrin (*Arch. de Genève, Plans*, vol. 29 (Billon), feuille 44). Elles portent le n° 32, devenu n° 48 vers 1776, et n° 15 en 1862. Elles correspondent à l'extrémité orientale de l'immeuble actuel n° 5, traversé par le passage des Lions.

## II

# INSTRUCTIONS DONNÉES AUX AMBASSADEURS DE BERNE ENVOYÉS A GENÈVE

31 décembre 1533.

Archives d'Etat à Berne, *Instructionenbuch B*, fol. 332-334 b.

(Copie communiquée par M. l'archiviste H. Türler.)

Instruction Herrn Sebastian von Diesbach, Jörg Schöni, Jacob Tribolet und Hannss Rudolf von Grafenried, was sy uff bevelch m. g. hrn. Räten und Burger zu Jennff handeln söllend.

Ir söllend vor allen dingen das gällt, so die von Jennff minen herren schuldig, namlich .....<sup>1</sup> kronen, ervorderen und inen schlechtlich, haruss sagen, das min herren üch bevolchen haben, nitt dannen ze keren, ir habind dann die bezalung empfangen, dann sy keins wytern uffzugs erwarten, sondern an alle inred wellind bezallt sin, das und keins anders, harumb sy üch den Schuldbrieff geben habind mitt üch hin in ze tragen, damit wo sy sunst nitt welltind bezalen, das ir die underpfännder angriffen bekümben und alls lang behanden mogind, biss ir obbenempte Summ, sampt daruff geloffnen kosten inbringind etc., alles mitt wytern worten die ir nach notturfft durch üch selbs woll darthun könnend, und uss dem brieff, den min herren inen des und ouch des münchen halb hievor zugeschickt hand, wellicher missive ir ein abschrift hand.<sup>2</sup>

Demnach söllend ir inen nach der länge fürhalten, zum teill, wie erstbemeldte missive inhaltet, das min herren höchst bedurens habind ab dem, das sy gestatten in ir Statt, das min herren durch die münchen so

<sup>1</sup> Le chiffre est en blanc.

<sup>2</sup> 17 décembre 1533, Herminjard, t. III, p. 119, n° 441.

offenlich geschollten, irer Eeren und gutten lümbdens ; zudem das sy die, so irs gloubens sind, und ouch die, so das göttlich wort bekennend, also vervolgend, vechtend, beleidigend, verjagend und straffend, geschwigen die offenlichen uffrür und gewalltig fürnemmen, so hievor und erst kürztlich wider die, so göttlicher warheitt begirig, geübt worden, darab min herren lichtlich nemmen und verstan mögend, dwyl sy die, so irs gloubens sind, also belestigen und gestatten, das min herren an iren Eeren so hoch und schwächlich verchmeleret werden, das sy glich wie dieselbigen Schällter und Schmächer gesinnot und min herren für sollich lüt schetzend, wie glich das dem burgrecht und irem Eyd, gäbend sy inen ze bedenckenn, harumb dwyl obangeregkte burgerliche Eydspflicht vermag, das ein parthy der andern Eer beschirmen, lob nutz und frommen fürdern sölle, wellend min herren sy zum höchsten vermant haben, das sy den münchen, den sy uff ir schriben verhütten lassen, zu recht hallten wellind, umb die zured, damit er min herren angetastet und irer Eeren beladen hatt und das sy daruber erkennind, alls sy welltind, das inen in glichem val alhie recht ergienge und gehalten wurde, wie dann das burgrecht sölichs vermag, und sollend hiermitt den Burgrechtbrieff harfürleggen und inen haruss sagen, wo sy oberluterte bezalung jetzmal an wytern uffzug nitt erstattind und obgemeldten münchen zum rechten vor inen nitt halltind, das sy ir Sigell ab dem brieff houwen mogind, dann min herren sollicher burger, die ir Eer nitt bas dann sy erretten, gar nützit wellind etc. und ob sy glich woll das burgrecht uffgebind, wellind min herren nützit desterminder bezallt sin und wyter insehens thun, wie sy irer Eeren ouch bewart werdind etc. Und söllend damit ann ein urteill erfaren, ob der münch nitt sölle vor inen des rechten geständig sin etc. Und ob sy die sach geistlich achten und darumb für das geistlich gricht wysen welltind, söllend ir üch nitt wyter inlassen, sondern die urteill vermog des burgrechten zu gemeinen tagen züchenn.

Und damit ir wüssend, umb was artickell ir den münchen anlagen und berechtigten söllind, ist namlich der erst, das Er die Tütschen, des namens min herren sind, hencker geschollten, die den Rock Jesu christi geteilt etc.

Der ander, das die, so fleisch am frytag und sampstag etc. ässind und die predicanten handhabind, böser syend, dann Turcken, Juden, wütend hund, kätzer etc., Wie irs dann wyter findend in den zedeln, so im brieff der guttwilligen zu Jennuff liggend, also zeichnet a, j., den ir hieby hand.

Der übrigen artickeln halb söllend ir darob und daransin, das Farellus und Viretus sich mitt dem münchen offenlich besprechen mogind. dwyl der münch sich des offenlich erpotten und gerümpft, Er welle alles das, so er prediget, mitt heilliger schrift erhallten etc., sunst üch nitt wyter inlassen noch dieselbigen artickell widersprechen, sondern Farellum und

Viretum mit im machen lassen, mit fürhallt, wie min herren vergangner Jaren ein offen fry gespräch gehalten, daruff sy ettlich bischöff beschriben habind, in wellichem die warheitt befunden, daby min herren bliben werdind und doch nüt desterminder irem erpieten nach erwarten, wär sy mitt gottlicher schrift eins andern berichten welle etc. Syend ouch gutter hoffnung, ir beid obemeldt diener Farellus und Viretus werdind die leer. so sy fürtragend, mitt heilliger schrift behan und den münchen irthumbs besetzen etc.

Und wiewoll in obgemeldten brieffen und zedeln anzöugt, was vylgesagter münch falschlich geprediget, sollend ir nütdestweniger umb kundtschafft bewärben, ob Er des nitt gestänndig, das ir in damitt besetzen mochtind.

Zuletzt söllend ir alles moglichosten fliss daran sin und verschaffenn, wo es jemer möglich, das die guttwilligen zu Jennff einen predicanten haben mogind, der inen göttlichs wort verkünde, fry, umbeleidiget, und sy ouch das an alle straff hören und irer conscientzen unangebunden syend, dwyl sy doch hinwiderumb niemand von sinem glouben trängen wellend. Actum mittwuch ultima decembris Anno etc. xxxiiij<sup>o</sup>.

*Stattschryber zu Bernn.*

# BULLETIN

DE LA

## SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE

---

OCTOBRE 1913

---

### **Personnel de la Société.**

Depuis la publication de la 6<sup>me</sup> livraison du tome III du *Bulletin*, datée d'octobre 1912, la Société d'histoire et d'archéologie a reçu au nombre de ses membres effectifs :

MM.

1912 François MAGNIN, avocat.

Comte Pierre de VIRY.

William BARDE.

Édouard CLAPARÈDE, docteur en médecine, professeur  
extraordinaire à l'Université.

Victor MARTIN, docteur ès lettres.

Alexandre MOTTU, professeur au Conservatoire de  
Musique.

Jean-Philippe MOTTU-OMBRE.

François NAVILLE, docteur en médecine.

Charles PIGUET-FAGES, conservateur du Musée de l'Ariana.

Albert ROUSSY, secrétaire de l'Université.

Alexandre AUBERT, pasteur.

Richard MESSLENY, docteur en philosophie.

1913 Marc CAMOLETTI, architecte.

John PLOJOUX, maître à l'École des Arts et Métiers.

Édouard SUÈS, docteur en médecine.

Bernard GAUTIER.

Édouard MARTIN, docteur en médecine.

Elle a eu le regret de perdre trois membres effectifs : MM. Théodore MORIN († 9 février 1913), Ferdinand de SAUSSURE (voir ci-après), et Agénor BOISSIER († 23 juillet 1913).

Le nombre des membres de la Société était de 229, au 15 octobre 1913.

---

Allocution prononcée, dans la séance du 27 février 1913, par M. Édouard Favre, président, à l'occasion du décès de M. Ferdinand de Saussure :

Messieurs,

Si c'est un devoir douloureux pour votre président d'avoir à parler des membres que la mort nous enlève, il y a cependant comme une douceur à chercher à noter quelques traits d'une carrière aussi belle que celle de Ferdinand de SAUSSURE et à revivre le souvenir d'un ami aussi cher.

Il était né à Genève le 26 novembre 1857 ; il commença ses études au collège de Hofwyl, puis revint à Genève ; il entra à l'institution Martine où il passa deux ans (1870-1872) ; c'est là que le timide et consciencieux professeur Millenet l'initia au grec. Après une année passée au Collège, il suivit le Gymnase, fit partie de la Pædagogia, et entra à l'Université. Après deux ans, il partit pour l'Allemagne et étudia spécialement à Leipzig.

Sa première publication date de cette époque, elle est intitulée : *Le suffixe-T<sup>-1</sup>* ; une seconde : *Essai d'une distinction des différents a indo-européens*<sup>2</sup>, était un acheminement à son *Mémoire sur le*

<sup>1</sup> *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*, t. III (1878), p. 197-209.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 359-370.



*système primitif des voyelles dans les langues indo-européennes*, publié à la fin de 1878.

L'apparition de ce mémoire fut un événement, je n'exagère pas : « C'était toute la linguistique indo-européenne synthétisée<sup>1</sup>. La déclinaison, la conjugaison, la dérivation étaient éclairées par des lumières communes. Dans son ensemble, le parler de nos ancêtres changeait d'aspect; il cessait de se décomposer en monosyllabes, monotones et inanimés comme des atomes; c'est à des cellules que M. de Saussure comparait les éléments pour nous ultimes, parce que chacun de ces éléments contient une sorte de centre d'action et est le siège d'une évolution individuelle. »

Rendant compte de ce volume, M. Louis Havet professeur à l'Ecole des Hautes Etudes — dès lors professeur au Collège de France et membre de l'Institut — écrivait en 1879<sup>2</sup> : « M. Ferdinand de Saussure a eu l'enthousiasme qui fait qu'on cherche et les dons qui font qu'on trouve... Il s'est jeté dans l'étude de la linguistique indo-européenne avec une ardeur exceptionnelle. Il a dévoré les grammaires, les livres de grammaire comparée, les articles des revues spéciales, les leçons des maîtres allemands. Il s'est rendu maître de toutes les formes qu'offrent la langue des Védas et les dialectes grecs, et il s'est mis en état d'exploiter avec sûreté les sources perses, slaves, germaniques; il a trouvé moyen d'emmagasiner rapidement dans sa mémoire les éléments de plusieurs chaos, rangés là en ordre et prêts pour le servir à commandement. Il a abordé la reconstruction de la langue mère indo-européenne avec une netteté de coup-d'œil et une hardiesse qui ne sont point communes. Voilà comment, avant d'avoir cessé d'être étudiant, il vient de publier un ouvrage tout à fait remarquable, et de prendre d'emblée un rang éminent parmi les linguistes. »

Et M. Havet concluait : « Le livre de M. de Saussure est l'un des ouvrages linguistiques les plus remarquables qui aient paru

<sup>1</sup> Article de Louis Havet sur les *Mélanges de linguistique offerts à M. Ferdinand de Saussure*, dans le *Journal de Genève*, des 16-23 novembre 1908.

<sup>2</sup> Supplément au *Journal de Genève*, du 25 février 1879.

depuis longtemps, non pas seulement par ce qu'il donne de résultats, mais par ce qu'il renferme de promesses.

« Il en sortira, on peut le prédire, le renouvellement d'une partie de la science. Mais ce qu'il y a de plus précieux dans cet écrit, d'une valeur si haute, c'est ce qu'il fait attendre de son auteur, M. Ferdinand de Saussure est âgé de vingt-et-un ans. »

Saussure passa son doctorat à Leipzig. On raconte qu'au cours d'une des visites obligatoires pour tout candidat au doctorat, un professeur voyant arriver chez lui ce bel adolescent lui demanda s'il était parent du célèbre Ferdinand de Saussure.

Sa thèse avait pour sujet : *Le génitif absolu en sanscrit*. Il passa ses examens vous devinez comment ; s'il n'eût été si modeste, les rôles auraient pu être intervertis : le jeune examiné aurait pu mettre sur la sellette ses savants examinateurs. Ses connaissances étaient universelles : aucun sujet, ni poésie, ni littérature, ni politique, ni beaux-arts, ni histoire, ni sciences naturelles, ne lui était étranger. Il faisait des vers, il dessinait. Il ne connaissait pas le *bluff*, vilain nom pour une vilaine chose ; il était modeste, consciencieux, sincère et droit. Nous autres, ses camarades d'études, nous le savons par expérience.

Une fois docteur, il vint étudier à Paris. Un jour, m'a-t-on dit, un professeur abordant un sujet déjà étudié par Saussure invita celui-ci à venir prendre sa place et, ce jour-là, l'étudiant genevois fit la leçon.

En 1881, Saussure était, sur l'initiative de M. Bréal, nommé maître de conférences à l'Ecole des Hautes Etudes, à Paris, puis, en 1883, secrétaire-adjoint de la Société de linguistique ; il occupa ces deux postes jusqu'en 1891 et l'on a pu dire que ces « dix années avaient été décisives pour le développement de la linguistique en France ».

En octobre 1891, il fut appelé à l'Université de Genève comme professeur extraordinaire d'histoire et de comparaison des langues indo-européennes ; en octobre 1896, il fut nommé professeur ordinaire de sanscrit et des langues indo-européennes ; enfin, en janvier 1907, après la retraite de M. Wertheimer, il occupa la chaire de linguistique générale et, dans ce cours très important, il put, devant un nombreux auditoire, donner essor à son génie.

Oui, Messieurs, ce n'est pas une exagération ; c'est après y avoir

bien réfléchi, que je prononce ce mot. Ferdinand de Saussure était un génie ; tout jeune il a créé une méthode ; il a remplacé dans l'étude de la linguistique la preuve écrite par le témoignage parlé et, un jour, il s'en fut en Lithuanie pour étudier des dialectes qui ont, jusqu'à nos jours, conservé un aspect indo-européen particulièrement archaïque.

Les publications de Saussure sont, hélas, trop peu nombreuses ; mais il a fait mieux que des livres, il a fait des élèves : MM. Meillet, professeur au Collège de France, Bally, Séchehaye, Muret, à Genève, et tant d'autres. Voici ce que disait de son maître et s'adressant à lui, l'un de ces élèves, en 1908, au cours d'une réunion où il lui fut offert en hommage un volume de mémoires<sup>1</sup> :

« Pendant les dix-sept années de votre activité à l'Université de Genève, c'est, peut-on dire, le champ tout entier de la linguistique indo-européenne qui s'est déroulé à nos yeux. Car vous êtes, avec votre grand élève M. Meillet, un des rares linguistes de l'heure actuelle qui peuvent embrasser, dans une puissante synthèse, le domaine immense de la linguistique indo-germanique et la vaste érudition que suppose un pareil effort ; vous l'avez prodiguée à pleines mains à vos élèves...

« Mais si l'étendue de votre activité suffirait pour asseoir une réputation de savant et de professeur, toutes ces qualités pâlissent devant celles, pour ainsi dire intérieures et organiques, que votre enseignement révèle à chaque instant. Donner une idée de votre mode d'exposition est chose impossible, parce que c'est chose unique : c'est une imagination scientifique, la plus féconde qu'on puisse rêver, d'où s'échappent, comme en gerbes, les idées créatrices ; c'est une méthode à la fois souple et sévère qui, tout en contenant les écarts trop vifs de l'esprit, fait produire à l'effort le maximum ; c'est aussi une clarté de vision étonnante, qui répand la lumière sur les questions les plus obscures ; c'est enfin quelque chose d'indéfinissable, un je ne sais quoi qui révèle une nature d'artiste et qui sait ajouter une note de beauté et une sobre élégance à la discussion des problèmes les plus ardues.

<sup>1</sup> Discours de M. Bally, impr. dans le *Journal de Genève*, du 18 juillet 1908.

« Pour tous ceux qui ont travaillé avec vous, ce sont ces qualités fondamentales qui commandent le plus l'admiration, parce qu'elles donnent le mieux l'impression de ce que peut être la perfection humaine dans ces choses. C'est par là que vous êtes vraiment l'inspirateur et que vous offrez des modèles auxquels vos disciples cherchent avidement à se conformer. »

Ferdinand de Saussure était membre de la Société d'histoire depuis le 14 janvier 1892; il nous fit trois communications<sup>1</sup> dans lesquelles il y avait, comme dans tout ce qu'il faisait, un peu de son génie.

Ce savant qui aurait pu prétendre aux plus hautes fonctions — il était membre correspondant de l'Institut de France, il aurait pu succéder à M. Bréal au Collège de France s'il se fût fait français — ce savant était resté bien genevois et bien patriote; il aimait son pays de toutes les forces de son cœur et ce n'est pas peu dire. Il était attaché aux traditions de sa famille, mais plutôt que de s'en enorgueillir, il y restait tout simplement et tout modestement fidèle, ce qui est le meilleur moyen de les honorer.

Quiconque, ne le connaissant pas, l'eût vu descendre la Terrasse un peu replié sur lui-même, le regard tourné en dedans, n'aurait pas pu deviner que c'était un des hommes qui aimait le mieux et qui honorait le plus son pays.

Ferdinand de Saussure, exceptionnel dans le domaine du savoir, était aussi exceptionnel comme ami; là aussi, il était un charmeur; mais le charme chez lui n'excluait ni la fidélité, ni la profondeur; il était un consciencieux, un persévérant en amitié comme en linguistique. Ceux qui ont assisté hier au service funèbre de Genthod auront compris, en entendant parler deux de ses amis, ce que, nous tous, nous avons perdu.

Samedi dernier (22 février), au soir, dans le vieux manoir de Vufflens, une grande lumière s'est éteinte, un noble cœur a cessé de battre.

<sup>1</sup> Le nom de la ville d'Oron à l'époque romaine (28 mars 1901); origine de quelques noms de lieux de la région genevoise (29 janvier 1903; les Burgondes et la langue burgonde en pays romain (15 décembre 1904).

**Mémoires, Rapports, etc.**

*présentés à la Société.*

800. — *Séance du 14 novembre 1912.*

**Le médaillier cédé par la Société d'histoire à la Ville de Genève, par M. Eugène DEMOLE.**

M. Eugène Demole remercie la Société du don qu'elle fait au Cabinet de Numismatique, de sa collection de monnaies et de médailles. Les pièces rares ont malheureusement disparu de cette collection; mais celles qui subsistent sont nombreuses et ont une réelle importance pour un musée public qui ne peut acheter que des pièces de valeur.

M. Demole signale, dans ce don, deux médailles genevoises intéressantes; la première est un prix donné par le roi de la société des Bellotiens en 1769; la seconde est une reproduction galvanoplastique de la médaille frappée en l'honneur du lieutenant-colonel Pinon, qui obtint la restitution de l'artillerie genevoise emmenée à Vienne par l'armée autrichienne. en 1814; l'original semble aujourd'hui perdu.

**Une commune française au temps de la Fédération (Cussey, Allier), par M. Édouard CHAPUISAT.** — Impr. dans la *Revue historique de la Révolution française et de l'Empire*, 4<sup>me</sup> année (1913), p. 45-66.

**Les congrès d'archéologie et d'histoire de l'art à Rome (octobre 1912), par M. Francis DE CRUE.**

En qualité de délégué de l'Université de Genève et de notre société, M. De Crue a pris part aux deux congrès qui se sont successivement réunis à Rome en octobre 1912, le III<sup>me</sup> congrès international d'archéologie, et le X<sup>me</sup> congrès d'histoire de l'art. Il décrit les fouilles que les archéologues eurent l'occasion de visiter, celles du Forum où le commandeur Boni a retrouvé des sépultures antérieures à l'époque de Romulus et les vestiges d'ascenseurs qui servaient aux jeux du cirque, celles du Palatin qui mettent au jour de somptueuses demeures privées, ornées de fresques, enfin celles du cimetière de Domitilla, sur l'emplacement de la basilique de Pétronille.

Après avoir mentionné les fouilles opérées au Janicule par MM. Darier et Nicole, M. De Crue signale le grand intérêt des découvertes faites au port d'Ostie, le déblaiement des anciens entrepôts, des docks et des thermes pavés de magnifiques mosaïques.

Le congrès d'histoire de l'art a été illustré par la visite de plusieurs palais des princes romains. M. Conrad de Mandach a fait à l'une de ses séances une communication sur les fresques d'Abondance et l'école savoisiennne de peinture au XV<sup>me</sup> siècle.

801. — *Séance du 28 novembre 1912.*

**Le théâtre à Genève au XVIII<sup>me</sup> siècle; Ghérardi-Frainville, Rosimond; l'incendie de la salle des spectacles en 1768, par M. Ulysse KUNZ-AUBERT.**

M. Kunz-Aubert s'est livré à de nouvelles recherches sur l'histoire du théâtre à Genève, aux Archives d'État de Genève, aux Archives nationales, et aux Archives du Ministère des affaires étrangères, à Paris. Il a pu établir que la première troupe de comédie n'a pas été installée à Genève par la seule intervention des plénipotentiaires des puissances garantes. Le 3 juin 1737, une proposition faite au Deux Cents tendait à obtenir l'autorisation de jouer de temps en temps la comédie; un nommé La Forest offrait ses services; mais ce ne fut qu'après les troubles d'août 1737 et l'offre de médiation du 21 septembre, que, le 17 février 1738, on fixa le prix des places du spectacle. Le théâtre ouvrit ses portes, le 19 mars 1738, au jeu de paume de Saint-Gervais.

La troupe formait une « société comique » sans chef particulier quoiqu'elle soit toujours désignée comme troupe de Ghérardi ou de Frainville. Ce dernier était un comédien distingué, « recherché des meilleures compagnies » et qui prononça sur la scène une série de discours fort bien tournés. Le 15 mai 1738 une pastorale « Le printemps à Genève », composée en l'honneur du comte de Lautrec et de la médiation, fut représentée au jeu de paume. La troupe Ghérardi-Frainville se retira après soixante-cinq représentations qui furent autant de succès. Malgré les interventions du Consistoire du 20 juin et du 16 décembre 1738, les comédiens obtinrent l'autorisation de donner trente-deux représentations l'année suivante. Ce nombre fut ensuite augmenté pour permettre aux acteurs de rembourser une partie de leurs créanciers. Malgré la remise du droit de l'Hôpital et les facilités accordées par le Conseil, la troupe augmenta ses dettes et fut contrainte de quitter la ville au mois d'août 1739. Les sommes recueillies étaient insuffisantes pour combler le passif; on en dis-

tribua les deux tiers à ceux qui avaient fourni la nourriture et le logement, le tiers aux autres débiteurs et rien aux étrangers. Le Conseil décida, le 5 décembre 1739, de s'en tenir désormais à l'arrêté du 25 février 1732, interdisant la comédie à Genève. Notre cité fut privée pendant vingt-sept ans de troupe comique; il fallut l'oubli de ces premiers ennuis, l'ironique et persévérante diplomatie de Voltaire et enfin les graves troubles politiques de 1765 pour faire rouvrir les portes aux comédiens de Rosimond de Lyon.

Le 16 avril 1766, le syndic Jalabert rapporta au Conseil que M. de Beauteville s'était fait l'interprète des plénipotentiaires pour demander l'introduction de la comédie. L'entrepreneur de spectacles, Rosimond, construisit, à cet effet, un bâtiment au bastion de la Promenade; sa troupe joua à Genève jusqu'à Pâques 1767 et partit, dans l'espérance de revenir, au printemps suivant. Dans la nuit du 29 au 30 janvier 1768 le théâtre fut détruit par un violent incendie. Les comédiens s'étaient mis sous la protection du Résident de France qui accusa les Représentants d'avoir mis le feu au bâtiment de Rosimond. L'enquête qui suivit n'apporta aucune lumière; De Luc père et Vieusseux, qu'Hennin cite dans ses rapports à son gouvernement comme les auteurs responsables de l'incendie, ne furent pas interrogés par les auditeurs; mais le Résident n'en conserva pas moins son opinion sur les causes du sinistre.

**Un émailleur genevois du XVII<sup>me</sup> siècle : Paul Prieur, par M. Charles ROCH.** — Impr. dans *Nos anciens et leurs œuvres*, 13<sup>me</sup> année, (1913), p. 119-126.

**Cachet de verre aux armes de Genève, présenté par M. Émile RIVOIRE.**

M. Émile Rivoire fait circuler un cachet de verre trouvé à Montbrillant et qui porte les armes de Genève, accompagnées d'une inscription où l'on peut reconnaître le mot « SALE ». M. Eugène Demole complétant cette lecture déchiffre « .EMSALE. », ce qui donne indubitablement « SEMSALES ». La verrerie de Semsales fondée en 1776, a fabriqué, dans le courant du XVIII<sup>me</sup> siècle, une certaine quantité de bouteilles à cachets, destinées à des acheteurs genevois. Les autorités de la République exigeaient sur chaque bouteille de contenance légale un signe distinctif, représentant les armoiries de la ville. C'est grâce à l'obligeance du directeur des « Verreries de Saint-Prex et de Semsales réunies S. A. » que M. Demole a pu fournir ces renseignements.

802. — *Séance du 19 décembre 1912.*

**Le cas du janséniste convulsionnaire Basile Carré de Montgeron, conseiller au Parlement de Paris, d'après un dossier de la Bastille conservé à la Bibliothèque de Genève, par M. Fernand AUBERT.**

M. Fernand Aubert apporte de nouveaux renseignements sur la conversion au jansénisme du conseiller Basile Carré de Montgeron, auteur de *La Vérité des miracles de M. de Paris démontrée* (Utrecht, 1737, in-4), et sur ses années de captivité (1737-1754). Les documents inédits dont il s'est servi sont contenus dans le manuscrit supplément 372 de la Bibliothèque publique et universitaire de Genève.

M. Aubert a donné une analyse détaillée et méthodique de ce dossier dans le *Bulletin mensuel de la Société d'histoire moderne*, 11<sup>me</sup> année (1913), p. 195-201. (Séance du 2 mars 1913.)

**Quelques lettres inédites de Voltaire, par M. Albert CHOISY.** — Impr. ci-après, p. 405-417.

803. — *Séance du 9 janvier 1913.*

Rapports du président (M. Francis DE CRUE) et du trésorier (M. Édouard CHAPUISAT) sur l'exercice 1912.

Election du Comité : MM. Édouard FAVRE, président ; Lucien CRAMER, vice-président ; Paul.-E. MARTIN, secrétaire ; Édouard CHAPUISAT, trésorier ; Guy DE BUDÉ, bibliothécaire ; Francis DE CRUE, Frédéric GARDY, Albert CHOISY, Louis BLONDEL.

**Fragments inédits du journal de Marc-Jules Suès (1782-1845), secrétaire de l'État-Civil, par M. Alexandre GUILLOT.** — Impr. dans *Journal de Marc-Jules Suès pendant la Restauration genevoise* (1813-1821) publié avec une introduction par Alexandre Guillot, pasteur, Genève, 1913 in 16.

804. — *Séance du 23 janvier 1913.*

**Topographie du faubourg de Saint-Léger, à Genève, par M. Louis BLONDEL.**



Le dénombrement de 1475 (M. D. G., t. VIII, p. 289-432), qui est scrupuleusement exact, énumère tous les immeubles des faubourgs de Genève; il s'en faut, cependant, que l'on puisse situer exactement chacune de ces propriétés, et reconstituer ainsi l'aspect des faubourgs rasés en 1534. M. Blondel montre que l'on peut arriver à ce résultat, grâce à la belle collection des grosses de reconnaissances féodales et terriers conservés et classés aux Archives d'État. En prenant comme point de départ les plans du XVII<sup>me</sup> et du XVIII<sup>me</sup> siècle, dont les cotes correspondent aux folios des grosses, il est possible de reconnaître les parcelles et de donner la filiation des propriétaires jusqu'au XV<sup>me</sup> siècle et même plus anciennement. Ce travail cadastral reconstitue l'état des lieux pour les terrains qui n'ont pas été compris dans les fortifications; les reconnaissances féodales donnent également des indications sur le tracé des rues dans la partie qui a été bouleversée par la construction des enceintes successives.

Le faubourg soit la paroisse de Saint-Léger s'étendait des crêts de Saint-Paul d'un côté, à la plaine de Palais et à l'Arve de l'autre; sur la rive gauche de la rivière, divers terrains à Carouge et aux Vernets faisaient encore partie de la paroisse; deux artères principales traversaient le faubourg: la grande rue tendant au pont-d'Arve par devant la Recluse, la rue Prevost-Martin actuelle, qui semble être l'ancienne voie romaine, et la rue qui reliait la Tertasse au pont d'Arve, la route de Carouge actuelle. La chapelle de la Recluse s'élevait près des murailles de la ville, non loin de la fontaine de Joven, sorte d'édifice qui s'est maintenu jusqu'au XVIII<sup>me</sup> siècle, en dessous du boulevard de la Tour, en face du chemin des Sources. L'église de Saint-Léger, que l'on place généralement très près de la ville, s'élevait près de l'emplacement actuel de l'église Saint-François de Sales, sur le boulevard du pont-d'Arve; enfin, beaucoup plus près de l'Arve, le couvent de Notre-Dame de Grâce, ancien ermitage, entre les rues Prevost-Martin, Barthélemy Menn et le boulevard de la Cluse. L'ancien pont d'Arve, en aval du pont de Carouge, franchissait la rivière dans la prolongation de la rue du Cheval-Blanc; contrairement à ce que l'on croyait, c'est la rive carougeoise que l'Arve a rongée dans cette partie de son cours, pendant plusieurs siècles. La léproserie de Carouge peut enfin se situer au-delà du pont, aux numéros 25 et 27 de la rue d'Arve.

M. Blondel parle en passant de Champel avec ses fourches patibulaires, de la chapelle Saint-Paul (campagne Claparède) et de la formation des arénieres et communs de Palais.

Il est intéressant de constater le grand morcellement de la propriété et la diversité des fiefs dans le faubourg de Saint-Léger qui comprenait non

seulement de petites maisons bordées de jardins, mais aussi de nombreuses habitations d'une réelle importance.

Un plan détaillé du quartier dressé par M. Blondel aide à suivre sa description.

805. — *Séance du 13 février 1913.*

**Un sauvage de génie : Andriampoinimerina, roi à Madagascar, par M. Henry RUSILLON.**

M. Rusillon, missionnaire à Madagascar, divise en trois périodes l'histoire de la grande île : la première qui s'arrête au XVI<sup>m</sup> siècle est une époque légendaire; la seconde de 1500 à 1700 peut être considérée comme semi-historique; les sources en sont la tradition orale conservée pieusement par des clans qui se vouaient souvent à cette œuvre particulière, et les récits des voyageurs, tels que Flacourt, Mayeur, Drury.

Au point de vue indigène cette histoire ne commence guère qu'avec Andriampoinimerina (le prince au cœur de l'Imérina) dont le but, en grande partie atteint, a été de faire l'unité du peuple malgache et de le constituer en nation. Né vers 1745, il est mort en 1810, après avoir régné environ vingt ans, sur toute l'Imérina. Après une enfance que la légende a entourée de présages merveilleux, il réunit sous son sceptre toutes les tribus de l'Imérina, conquît le peuple Betsiléo et réduisit à l'état de vassaux les princes sakalaves. Agissant plus par une politique intelligente que par la force, il organisa le pays, en lui donnant des gouvernements régionaux, une hiérarchie sociale de grands soumis à son conseil. Il établit l'assiette de l'impôt, et encouragea ses sujets au travail, au commerce, notamment en créant un système de poids et mesures. L'irrigation de la plaine de Tananarive assura le développement de splendides rizières. Son souvenir est demeuré vivant parmi les indigènes qui observent encore les principes de sa législation. La tradition cite plusieurs traits de son caractère volontaire et énergique, en même temps que de sa ruse et de sa force musculaire.

Ce roi qui a su donner au peuple malgache le sens du patriotisme a vraiment été un grand conducteur d'hommes et suivant l'expression de M. Rusillon, « un sauvage de génie ».

806. — *Séance du 27 février 1913.*

**Pierre Perrin (1593-1636) et son « Histoire de Genève », par M. Paul.-E. MARTIN.**

M. Paul-E. Martin a pris pour base de nouvelles recherches sur l'historiographie genevoise, un procès signalé par M. Eugène Ritter, (M. D. G., t. XXII, p. 247, n. 1), celui de Pierre Perrin, emprisonné en 1633 pour avoir composé une histoire de Genève.

Pierre, fils de Hugues Perrin, habitant de Genève et originaire de Besançon, naquit à Genève le 30 septembre 1593; il exerça les métiers de maître d'école privé et d'écrivain public et fut une première fois inquiété par le Conseil en 1628, pour avoir tenu un journal manuscrit des événements contemporains. En 1633, une histoire de Genève qu'il donne à relier est confisquée comme étant « en divers endroits remplis de faussetés et absurdités ». Après quelques jours de prison et de longs interrogatoires, Perrin est remis en liberté; mais le Conseil refuse de lui rendre le manuscrit de son travail; le 1<sup>er</sup> novembre 1636, Perrin mourait de la peste, sans avoir tenté, semble-t-il, de reprendre son activité littéraire.

M. Martin a retrouvé un manuscrit de Pierre Perrin, n° 62 de la bibliothèque de la Société d'histoire intitulé : « Histoire de l'Estat miraculeux ou soit du Miroir des grâces de Dieu à luy conférées tant en sa profession de ténèbres que principalement en celle de lumière jusqu'en l'an 1625, » suite de copies des *Chroniques de Genève* de Michel Roset, des *Annales* de Savyon, et des *Mémoires de la Ligue*, de Simon Goulart. Perrin a encore compilé d'autres auteurs, entre autres des mémoires manuscrits du même Goulart.

Par l'étude de ce manuscrit, par celle de l'enquête de 1633 et d'anciens inventaires des Archives d'État, M. Martin arrive à reconnaître un fragment de l'histoire de Genève de Pierre Perrin dans le manuscrit Mhg., 139 de la Bibliothèque publique; le conseiller Daniel Le Clerc mort en 1728, a copié sur les folios 139 à 186 de ce manuscrit une « Histoire manuscrite de Genève qui est dans les Archives et qui va jusque à l'an 1632 »; mais sa copie ne commence qu'en 1564 et finit en 1606.

L'auteur de cette histoire qui a disparu des Archives d'État, utilise un certain nombre d'ouvrages imprimés comme les *Mémoires de la Ligue* et la *Chronique de Savoie* de Jean de Tournes. Ses sources manuscrites sont les *Annales* de Savyon, et surtout une chronique inédite dont de très longs passages se trouvent également compilés dans l'« Histoire ou Chronologie de Genève », manuscrit Mhg. 141, de la Bibliothèque publique, attribué à David Piaget.

La comparaison de ces divers textes amène aux conclusions suivantes : Perrin, Piaget et Savyon utilisent tous trois, d'une façon continue pour les années 1564 à 1606, une source commune. Cette source commune, désignée par le manuscrit 62 de la Société d'histoire, est une chronique manuscrite de Simon Goulart, et qui semble perdue. Jacob Spon et Jean-

Antoine Gautier ont recueilli beaucoup de renseignements contenus dans cette chronique, le premier par l'intermédiaire de la compilation attribuée à Piaget, le second par Savyon et Perrin.

L'« Histoire de Genève » de Pierre Perrin, telle qu'elle nous a été conservée par la copie de Le Clerc, pourra utilement servir à la critique des textes de Savyon et de Piaget; elle fournit en outre quelques détails inédits sur les événements de la fin du XVI<sup>m</sup>e siècle.

807. — *Séance publique du 13 mars 1913, dans la grande salle de l'Athénée, à 5 heures du soir. — Célébration du soixante-quinzième anniversaire de la Société.*

**Allocution du président, M. Édouard FAVRE.**

**L'histoire suisse et l'histoire de Genève à la Société d'histoire, de 1888 à 1913, par M. Édouard FAVRE.** — Paraîtra, ainsi que l'allocution qui précède, dans le *Mémorial* de la Société, années 1888-1913.

**Le journal de Jean-Gabriel Eynard au Congrès de Vienne (1814-1815, par M. Édouard CHAPUISAT.** — Paraîtra sous le titre de *Ministres, empereurs et rois au Congrès de Vienne, d'après des documents inédits*, dans la *Revue de Paris*.

La séance a été suivie, à 7 heures et demie, d'un banquet, qui réunit soixante-quinze participants, dans la salle des Rois de l'hôtel de l'Arquebuse et de la Navigation.

M. Lucien Cramer, vice-président, souhaite la bienvenue aux invités et porte le toast à la patrie.

M. Gerold Meyer de Knonau parle au nom de la Société générale d'histoire suisse dont il est le président, au nom de la Société des antiquaires de Zurich, et de la Société d'histoire du canton d'Argovie. M. Victor Dusseiller, vice-président du Grand Conseil, et M. Paul Pictet, président du Conseil Municipal, au nom des autorités de l'État et de la Ville, M. le Professeur Albert Mayor, recteur de l'Université, au nom de la haute école genevoise, M. le général Maillot donne lecture d'une adresse de l'Académie florimontane d'Annecy. M. Jean Dierauer, représentant la Société d'histoire du canton de Saint-Gall, fait don à tous les assistants d'une plaquette de circonstance dont il est l'auteur : *Genf und*

*St. Gallen 1591. Der Sociëtt d'histoire et d'archéologie de Genève zum 13 März 1913 dargebracht vom Historischen Verein in St-Gallen*, Saint-Gall, 1913, in-8 de 15 p.

Des délégués des diverses sociétés qui avaient accepté l'invitation de la Société d'histoire prennent successivement la parole : M. de Molin, président de la Société d'histoire de la Suisse romande, M. W. F. de Mulinen, président de la Société d'histoire du canton de Berne, M. Max de Diesbach, président de la Société d'histoire du canton de Fribourg, M. Tatarinoff, président de la Société d'histoire du canton de Soleure, M. Eugène Mottaz, président de la Société vaudoise d'histoire, M. Junod, secrétaire de la Société d'histoire de Neuchâtel, M. N. Weiss, secrétaire de la Société de l'histoire du protestantisme français.

808. — *Séance du 10 avril 1913.*

**Genève et la guerre du Toggenbourg (1712), mobilisation d'un contingent genevois**, par M. Edmond BARDE. — Impr. sous le titre de *Le secours de Genève à Willmergue (avril-août) 1712*, dans la *Revue militaire suisse*, 58<sup>me</sup> année (1913), p. 705-725 et à part.

**Choses d'Espagne et gens de Genève**, par M. Ernest MURET.

M. Muret signale une lettre inédite de Lope de Vega, qui fait partie du Fonds Édouard Favre de la Bibliothèque publique et universitaire. Impr. dans les *Mélanges offerts à M. Emile Picot*, Paris, 1913, in-8, t. II, p. 365-370.

Il étudie ensuite deux épisodes du roman espagnol de *Marcos de Obregon*, publié en 1618 par Vincent Espinel, qui a mêlé aux aventures de son héros beaucoup de souvenirs de sa propre vie. A Turin, Marcos a maille à partir avec des Genevois, pour avoir dit qu'il ferait beau voir la religion du Christ réformée par d'aussi grands hérétiques que Luther et Calvin. En retournant de Turin à Milan, il voyage avec d'autres Genevois, qui s'en vont consulter un « nécromancien », et il confond, au grand ébahissement de ses compagnons, l'imposture du personnage. La querelle de Turin est, sans doute, un souvenir personnel d'Espinel qui vécut quelques années en Italie, entre 1578 et 1584. Dans l'épisode du nécromancien, il est malaisé de distinguer la part de la fiction et celle de la vérité ; mais le rôle prêté aux Genevois ne semble pas être une pure et simple invention du romancier.

809. — *Séance du 24 avril 1913.*

**Le « Livre des Anglois », par M. Charles MARTIN.**

M. Charles Martin communique à la Société le résultat d'une partie des recherches qu'il a faites en vue d'une étude sur l'Église anglaise-réfugiée à Genève, de 1555 à 1560. Les sources principales de son travail sont le « Livre des Anglois » remis au Conseil lors du départ de la colonie, les Registres des habitants complétés par des biographies particulières, les *Athenæ oxonienses*, de Wood (1690), et les *Ecclesiastical Memorials*, de Strype (1822).

Le « Livre des Anglois » a déjà fait l'objet d'un mémoire de Théophile Heyer (M. D. G., t. IX, p. 337-368); c'est un cahier de 149 pages, contenant les noms des Anglais reçus à la bourgeoisie, les noms de ceux qui furent reçus dans l'Église, les listes des pasteurs, anciens et diacres, enfin les baptêmes, mariages et décès des membres de la communauté. Les Anglais arrivèrent à Genève par escouades de vingt-cinq à trente personnes, la plus importante fut celle du 13 octobre 1555, comprenant vingt-sept fidèles qui quittèrent Francfort par attachement à la Réforme intégrale; elle fournit à l'Église ses principaux chefs sur lesquels M. Martin donne des détails biographiques.

William Whittingham rédigea avec quelques collaborateurs la première liturgie et en écrivit la préface; il eut la haute main sur la traduction de la Bible en anglais qui resta comme le monument du passage des Anglais à Genève; il fut constamment aidé par son ami Anthony Gilby.

Christophe Goodmann occupa sans interruption la charge pastorale de l'Église; il écrivit en 1558, un livre, plein de hardiesse sur les limites de l'obéissance due aux rois.

Sir William Stafford, mari en premières noces d'une sœur d'Anne Boleyn, et beau-frère du comte de Martinengo, pasteur italien à Genève, s'était réfugié plus anciennement dans cette ville. Il était lié avec Calvin qui fut le parrain d'un de ses enfants et eut avec la veuve de Stafford une vive contestation au sujet de son éducation.

L'Église anglaise de Genève fut fondée le 16 novembre 1555, avec les caractères d'une église presbytérienne destinée à servir de modèle à l'Église anglaise que les réfugiés ne considéraient pas comme suffisamment réformée. Elle s'accrut par l'arrivée de familles et d'individus qui fuyaient les persécutions de Marie Tudor et de l'évêque Bonner. John Knox fut appelé à Genève par la congrégation, après avoir été envoyé à Francfort par Calvin; il s'absenta souvent, mais exerça jusqu'en janvier 1559 un ministère utile par la prédication et par la plume.

La colonie comprenait des personnes de toutes les conditions, gentils-hommes, ecclésiastiques, peu d'agriculteurs, plusieurs industriels ; parmi ceux-ci le plus marquant est Rowland Hall, imprimeur, qui publia la Bible anglaise. Les Anglais ne se mêlèrent presque pas à la population genevoise ; les quelques mariages contractés avec des personnes de langue française, le furent avec des réfugiés.

L'avènement de la reine Elisabeth et la fin des persécutions ramenèrent en Angleterre les membres de la colonie ; ce départ entraîna la dissolution de l'Eglise anglaise de Genève après cinq ans d'existence.

### **Quelques faits nouveaux concernant les filigranes, par M. C.-M. BRIQUET.**

Sous ce titre, M. Briquet réunit trois courtes communications :

1° Il signale un exemple récent de l'emploi des filigranes pour fixer l'âge d'un document de date incertaine ; il s'agit d'un dessin conservé sous la cote VA 17 f° 32 au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale de Paris, représentant une vue de la cité de Carcassonne ; la date de 1462, est indiquée deux fois sur ce dessin, mais sans aucun caractère d'authenticité ; aussi cette date n'a-t-elle pas été admise et la vue de Carcassonne passait pour être un original ou une copie du XVI<sup>me</sup> ou XVII<sup>me</sup> siècle.

M. Mullet, conservateur de la Bibliothèque de Carcassonne, a eu l'idée d'interroger le filigrane et la réponse a été péremptoire. Ce filigrane représente une grappe de raisin entourée d'un cep et de quelques feuilles d'un dessin si caractéristique qu'il ne peut être confondu avec aucune des autres marques de raisin. Le *Dictionnaire des filigranes* le reproduit sous le n° 13056, et signale treize cas de son emploi en Piémont, en France, en Suisse et en Allemagne, entre les dates extrêmes de 1459 et de 1476. Dès lors la date de 1462 devient très vraisemblable, pour ne pas dire certaine et, du coup, le dessin prend une grande valeur documentaire ; aussi M. Mullet l'a-t-il minutieusement étudié dans une élégante plaquette intitulée : *Une vue perspective de la cité et du bourg de Carcassonne en 1462*, Carcassonne, 1913 in-8. M. Briquet en cite quelques constatations intéressantes.

2° Il rend compte d'un ouvrage paru à Londres l'an dernier sous le titre : *The last language of symbolism* ; l'auteur M. Harold Bayley a publié, il y a quelques années, un premier travail intitulé : *A new light of the renaissance*, dont M. Briquet a rendu compte dans quelques pages intitulées : *Les filigranes ont-ils un sens caché, une signification mystique, ou symbolique ?*

M. H. Bayley émettait alors des idées personnelles, très discutables, sur

le sens mystique qu'il attribue aux marques des papiers; ces idées, il les maintient en les accentuant encore, puisque, pour lui, les filigranes sont non seulement le véhicule des idées gnostiques du moyen âge et des premiers siècles de l'ère chrétienne, mais encore un réceptacle des idées, des mythes et des symboles des civilisations antérieures et des antiques religions de l'Égypte, de la Perse, de l'Inde et de l'Extrême-Orient.

En deux volumes formant plus de 700 pages, il passe en revue toutes les œuvres de la création pour en dégager un ensemble de traditions, de légendes, d'idées religieuses, en un mot de symboles divers, qui, de même que les mots qui les représentent et souvent avec eux, sont parvenus jusqu'à nous, à travers le temps et l'espace. A l'appui de sa thèse, l'auteur a recours aux travaux récents sur l'archéologie préhistorique, l'étymologie, la linguistique, l'ethnographie. C'est là un terrain sur lequel M. Briquet ne saurait le suivre, mais, comme il prétend s'appuyer sur les filigranes et en tirer des exemples à l'appui de ses théories, M. Briquet examine en détail cette partie de l'ouvrage qui reproduit plus de 1200 marques tirées du *Dictionnaire des Filigranes*. Dans l'impossibilité d'en faire une étude générale, il choisit quelques cas, pris dans différentes catégories de marques, pour faire ressortir la mentalité et la manière de raisonner de l'auteur. En résumé, M. Briquet reconnaît la grande portée du livre de M. Bayley, le travail considérable de recherches qu'il lui a occasionné, il constate tout l'intérêt qui s'attache à l'exposé des nombreuses légendes et aux traditions populaires, aux anciennes coutumes locales, bref à tout ce qui de près ou de loin tient au folklore; il apprécie l'enthousiasme et la hardiesse de l'auteur ainsi que sa brillante imagination, en regrettant toutefois qu'il n'ait pas su la brider et lui ait trop souvent laissé libre carrière.

3<sup>e</sup> M. Briquet annonce qu'une association internationale est en voie de formation à Bruxelles pour l'étude historique et documentaire du papier. Un Belge, M. de Witte en a pris l'initiative et, dans une récente circulaire, invite tous ceux que le sujet intéresse, à se grouper en une association qui aurait son siège à Bruxelles, et pour laquelle il aurait déjà obtenu l'hospitalité de l'Institut Bibliographique. Il rappelle que durant six siècles, les archives et les bibliothèques ont accumulé des quantités énormes de papiers, et qu'en négligeant d'en étudier les marques, on a, du même coup, laissé de côté une source abondante de renseignements et un précieux instrument de contrôle et de critique. La circulaire est accompagnée du texte d'une conférence donnée à Bruxelles par l'auteur, qui, après avoir retracé l'histoire du papier à travers les siècles et les divers pays de production, aborde le sujet des filigranes, et en fait ressortir l'intérêt pour la connaissance des manuscrits, des imprimés et des estampes.



Il ajoute un projet de classement méthodique des filigranes, un catalogue qui permettrait aux chercheurs de trouver tout de suite, sur un filigrane donné, les renseignements dont ils auraient besoin, à savoir l'époque et l'aire géographique de son emploi.

M. Briquet ignore à l'heure actuelle l'accueil qu'a rencontré l'appel de M. de Witte, et s'il a trouvé dans les divers pays les collaborateurs dont il a besoin pour mener son œuvre à bonne fin.

840. — *Séance du 8 mai 1913.*

**Fouilles faites à Atarneus (Asie-Mineure), par M. Gaston DARIER**

M. Gaston Darier présente une communication illustrée de projections lumineuses sur les fouilles qu'il a faites au cours de l'automne 1911, avec la collaboration de M. Paul Schazmann et sous le bienveillant patronnage de l'Institut archéologique allemand de Berlin, dans la région de Pergame, sur la colline du Kaleh-Agili, site présumé de l'antique ville grecque d'Atarneus.

On admet généralement que les ruines de la colline du Kaleh-Agili sont celles d'Atarneus, en se basant sur des textes d'auteurs anciens : Hérodote, Xénophon, Pline l'Ancien et Strabon.

Dans ses articles des *Athenische Mitteilungen* et de l'*Hermès* M. W. Dörpfeld combat cette opinion et soutient que le fleuve Caïcus a changé de cours, ce qui a pour conséquence de déplacer le site de quelques villes antiques de la région. Il propose de placer Atarneus à Oerdjik près Tchandarly et Pitane au Kaleh-Agili ou à Beiram-Tepe.

M. le Prof. Philippson, dans l'*Hermès* a combattu les théories de M. Dörpfeld sur les modifications du cours du fleuve Caïcus, dont il se refuse à admettre la possibilité. M. Schuchardt n'admet que partiellement les théories de M. Dörpfeld et n'accepte pas les modifications qu'il prétend en tirer pour la topographie antique.

Aux théories de M. Dörpfeld, on peut objecter que les auteurs anciens ne font aucune allusion à un changement du cours du fleuve Caïcus, que l'identification de Pitane avec Tchandarly paraît tout à fait assurée d'après Strabon et les travaux récents de M. Lœscheke et que les passages d'auteurs anciens concernant Atarneus s'accordent assez bien pour permettre de situer cette ville au Kaleh-Agili.

M. Gaston Darier résume ensuite ce que nous savons de l'histoire d'Atarneus. Considérée tout d'abord par Hérodote comme un district de la Mysie, l'Atarnée est traversée en 481 par l'armée de Xerxès. Cette région sert plus tard de refuge à des Chiotes bannis à la suite de dissen

sions intestines (410). Ces réfugiés sont assiégés en 398 par l'harmoste spartiate Dercyllidas qui s'empare de la ville (398). Vers 360, le changeur bithynien Euboule s'empare à son tour d'Assos et d'Atarneus. En 352, l'eunuque Hermias succède à ce dernier comme tyran d'Assos et d'Atarneus. Sous sa domination, Atarneus s'allie à Erythrée, comme nous l'apprend une inscription conservée au British Museum. En 347 les philosophes Aristote et Xénocrate, invités par Hermias, passent trois années à Assos ou à Atarneus. Leur séjour se termine tragiquement par la chute de la domination d'Hermias et sa mort; les philosophes s'enfuient précipitamment à Mitylène et Atarneus retombe sous la domination perse (341). Ce n'est plus à l'époque romaine qu'un bourg sans importance; nous ignorons quel fut son sort sous la domination ottomane.

Passant à l'exposé des fouilles et de leurs résultats, M. Darier rappelle que la colline du Kaleh-Agili a déjà été l'objet de recherches antérieures à celles qu'il vient de faire en collaboration avec M. Schazmann Il signale les travaux de M. Schuchardt qui a dressé le premier plan des ruines de la colline du Kaleh-Agili, les fouilles effectuées par MM. Conze et Schazmann en 1908, celles de MM. Prinz et Rhodenwaldt en 1909.

Au Kaleh-Agili on constate l'existence de trois enceintes hellénistiques soutenant des terrasses artificielles et des restes très étendus d'édifices byzantins qui couvrent presque toute la colline.

MM. Schazmann et Darier ont mis au jour, au sud-ouest du sommet, un édifice de forme quadrangulaire datant des temps hellénistiques, qui pourrait être le palais des tyrans Euboule et Hermias. Il fut en partie reconstruit au temps des Attales de Pergame et transformé encore à l'époque byzantine.

Des sondages effectués sur divers points de la colline ont fait découvrir d'autres restes de construction dépendant du palais et dans les terrasses inférieures, au niveau d'un théâtre signalé par M. Schuchardt, un beau propulion bien conservé.

Les objets trouvés au cours des fouilles de MM. Schazmann et Darier se composent de débris architecturaux, de nombreux spécimens de poterie hellénistique à relief, de fragments et de têtes de statuettes analogues aux statuettes trouvées à Pergame, de monnaies d'Atarneus, de Pergame et des villes grecques de la région, enfin de quelques spécimens de poterie et de monnaies byzantines. On remarquera que, jusqu'ici, il n'a pas été découvert de vestiges de constructions ni d'objets datant de l'époque romaine.

La courte durée de ces fouilles n'a pas permis d'obtenir des résultats plus complets et décisifs. Il est possible que le tyrannéion découvert soit celui des tyrans Euboule et Hermias et tout porte à croire que la colline du Kaleh-Agili ne recèle pas seulement les ruines d'un tyrannéion d'époque

hellénistique mais aussi celles de l'antique ville d'Atarneus. La grande étendue des ruines, l'existence d'enceintes superposées, la découverte de grandes citernes, d'un théâtre, ainsi que de nombreux fragments de poterie, semblent confirmer cette manière de voir.

Un compte rendu plus détaillé des fouilles a été publié par MM. Schazmann et Darier sous le titre de *Untersuchungen auf dem Kaleh-Agili, 1911*, annexe au *Bericht über die Arbeiten zu Pergamon 1910-11*, dans les *Athenische Mitteilungen*, Athènes, 1912.

**Correspondance de Voltaire et de Gabriel Cramer au sujet de l'édition de Corneille, par M. Philibert CRAMER.**

Au mois de novembre 1760, Voltaire avait adopté Marie Corneille, jeune fille de dix-huit ans qu'il avait prise pour la petite fille du grand Corneille, mais qui n'en était qu'une parente éloignée.

En avril 1761, ayant appris que l'Académie Française avait décidé de publier un recueil des auteurs classiques avec notes, Voltaire se proposa pour commenter Corneille ; le bénéfice que devait produire cette édition servirait à doter M<sup>lle</sup> Corneille.

Ce fut à son éditeur habituel, Gabriel Cramer, qu'il s'adressa pour l'impression de cet ouvrage, et les billets qu'il lui adresse à cette occasion ont un caractère particulier ; tout y est court, c'est la pensée de chaque jour jetée sur le premier carré de papier venu, et partant des Délices ou de Ferney, avec l'indication d'un carton ou l'épreuve reçue la veille, corrigée. Nous voyons, dans cette correspondance, Voltaire ne négliger aucun détail, s'efforcer de recueillir le plus grand nombre de souscripteurs et veiller à ce que l'argent soit bien versé ; il n'avait en effet qu'une confiance limitée dans les grands seigneurs de son temps : « Vous me ferez plaisir, écrit-il à Cramer, de me marquer d'une croix les souscripteurs qui n'ont pas payé. »

Les souscriptions se ralentissant, le seigneur de Ferney fait, tout comme aujourd'hui, insérer des articles dans les journaux d'alors : « Il est d'une nécessité indispensable de mettre de nouveaux avis dans les Affiches parisiennes et dans les journaux. »

Les estampes qui devaient orner cette édition, furent aussi un sujet de soucis pour le commentateur de Corneille. Gravelot qui en était chargé, ne livrait pas les planches et Voltaire fut sur le point de renoncer « au vain et misérable ornement des estampes ». Du reste personne ne travaillait assez vite à son goût. Cramer lui-même recevait constamment des billets dans ce goût : « Voilà donc comme votre gros compositeur me traite. » e n'ai plus qu'une seule feuille cette semaine. Cela n'est-il pas désespérant

pour un pauvre vieillard qui compte les heures. Venez à mon secours, *caro*, et donnez quelques coups d'aiguillon au plus lent des imprimeurs. »

Il n'était d'ailleurs pas facile d'imprimer Voltaire; son écriture avait un aspect assez net, mais il formait mal les lettres, ne mettait ni majuscules ni ponctuation et orthographiait le même nom de trois ou quatre manières différentes; il ne se relisait pas, « préférant, dit-il, revoir le barbouillage sortant de la presse, car alors les yeux voient mieux et l'esprit aussi. On raye un mot qui se retrouve ailleurs, on en substitue un plus convenable, on se corrige »; mais cette méthode nécessitait des corrections ou souvent la réimpression complète de la feuille.

Enfin, au commencement du mois de mars 1764, les premiers exemplaires du commentaire arrivèrent à Paris. Cette édition compte 12 volumes in-8 avec 36 gravures de Gravelot.

Le bénéfice fut réparti de la façon suivante : 40,000 livres à M<sup>lle</sup> Corneille, qui s'était, entre temps, mariée avec M. Dupuits de la Chaux, et 13,000 à ses parents qu'elle avait abandonnés dans la misère depuis qu'elle habitait le château de Ferney.

---

### Faits divers.

Durant l'année qui vient de s'écouler la Société a publié :

Au mois de février 1913, la septième livraison du tome III du *Bulletin*, daté d'octobre 1912.

En cours de publication :

Le tome V des *Registres du Conseil de Genève* (du 7 février 1492 au 4 février 1499), publié par les soins de MM. Léon GAUTIER, Émile RIVOIRE et Victor VAN BERCHEM.

Deux volumes, hors série : *Correspondance diplomatique de Charles Piclet de Rochemont, Paris, Vienne et Turin, 1814-1816 et de François d'Ivernois, Vienne, 1814-1815.*

La Société est entrée en échange de publications avec l'Académie des Sciences, Arts et Lettres, de Clermont-Ferrand.

Dans sa séance du 14 novembre 1912, la Société a décidé de remettre à la Ville de Genève, pour son Cabinet de Numismatique, le reliquat de sa collection de monnaies et de médailles.

Dans sa séance du 9 janvier 1913, elle a accepté une proposition du Comité, tendant à introduire une cotisation unique pour les membres à vie. L'article 8 des Statuts, a été modifié; il est désormais rédigé comme suit :

« Les membres effectifs paient une cotisation annuelle fixée chaque année par la Société, ou une cotisation unique de 200 francs dont la moitié au moins doit être versée à un fonds de réserve. »

La Société a fait une excursion à Fribourg à l'abbaye d'Haute-rive et au château de Pérolles, le 22 mai 1913, soit le jour de la Fête-Dieu.

---

### **Ouvrages reçus par la Société**

du 15 octobre 1912 au 15 octobre 1913.

---

#### **A**

#### *Publications de Sociétés et recueils périodiques.*

La Société a continué à recevoir les publications des Sociétés correspondantes dont on trouvera la liste ci-dessous, p. 451.

#### **B**

#### *Livres et Brochures.*

Donateurs :

- Le Comte A. APPONYI, 1 broch. — Archives d'État, 4 broch.  
— MM. Fernand AUBERT, 1 vol. — Victor VAN BERCHEM, 1 broch.  
— Auguste BLONDEL, 1 vol. — C.-M. BRIQUET, 1 broch. — E.-L.

BURNET, 3 fasc. — Édouard CHAPUISAT, 1 vol. et 1 broch. — Albert CHOISY, 6 vol. — Alexandre CLAPARÈDE, 5 broch. — Francis DE CRUE, 1 broch. — Théophile DUFOUR, 1 broch. — Henry GALOPIN, 1 vol. — Camille FAVRE, 2 fasc. — Gaston DE LESSERT, 1 vol. — Richard MESZLENY, 1 vol. — Ernest MURET, 2 broch. — Société d'Archéologie de la Drôme, 1 vol. — Société d'histoire du canton de Fribourg, 1 vol. — MM. Pierre PONNELLE, 1 broch. — Charles SEITZ, 1 broch. — E. DE WITTE, 2 broch.

## C

*Manuscrits.*

Madame Léopold MICHELI, 4 manuscrits des travaux de Léopold Micheli. — M. Eugène DEMOLE, un inventaire de monnaies et médailles.

---

# LE PÈLERINAGE

D'UN

## ÉVÊQUE DE GENÈVE

(JEAN-LOUIS DE SAVOIE)

EN 1480<sup>1</sup>

---

L'historien du moyen âge n'a pas une tâche facile lorsqu'il cherche à faire revivre la personnalité des hommes qu'il met en scène. Cela tient à la fois à la rareté et à la nature des documents dont il dispose. De brèves annales, des actes administratifs ou judiciaires, des contrats de droit privé ne le renseignent qu'indirectement et très imparfaitement sur le caractère de ses personnages. Quant aux chroniques plus détaillées, elles n'éclairent qu'un petit nombre de figures et trop souvent leur témoignage ne peut pas être accueilli sans réserves. D'une manière générale, on peut dire qu'il faut arriver jusqu'à l'entrée des temps modernes pour trouver, dans les sources historiques, de ces traits personnels qui permettent de tracer un portrait sans faire la part trop grande à l'hypothèse. Les lettres, dont le nombre se multiplie à partir du XV<sup>me</sup> siècle, deviennent alors une mine précieuse, et celles qu'a écrites la personne même qu'il s'agit de dépeindre ne sont pas les moins instructives.

A cet égard, les quelques lettres ou billets qui nous restent de l'évêque de Genève Jean-Louis de Savoie ne manquent pas d'intérêt. Ce prince est le second des trois fils du duc de Savoie Louis I<sup>er</sup> qui succédèrent à leur grand-père, le pape Félix V, sur le siège de Genève. Sous le titre d'administrateur perpétuel, il

<sup>1</sup> Communication faite à la Société, le 25 mars 1909.

remplit les fonctions épiscopales de 1460 jusqu'à sa mort, en 1482. Et tel a été son rôle, que l'historien Edouard Mallet le considère « comme l'homme qui a occupé la plus grande place dans l'histoire de Genève pendant la seconde moitié du XV<sup>me</sup> siècle<sup>1</sup> ». Le dossier de ses lettres est modeste : à notre connaissance, il ne comprend qu'une dizaine de pièces<sup>2</sup>. Si peu intellectuel que paraisse avoir été l'évêque Jean-Louis<sup>3</sup>, il est certain

<sup>1</sup> *Mémoire historique sur l'élection des évêques de Genève*, 2<sup>e</sup> partie, dans M. D. G., t. V, p. 184. — Sur cet épiscopat, voir J.-A. Gautier, *Histoire de Genève*, t. I, p. 366 et suiv.

<sup>2</sup> Outre les quatre billets publiés ci-après, voir : 1<sup>o</sup> les brouillons de deux lettres attribuées à l'année 1474, *Arch. de Genève*, P. H., n<sup>o</sup> 690 bis; adressées au duc de Milan et au magistrat de Florence, elles ont trait aux marchands de ces deux villes qui fréquentaient les foires de Genève, et peuvent fort bien être l'œuvre d'un secrétaire ou d'un conseiller; — 2<sup>o</sup> deux lettres à Yolande, duchesse régente de Savoie et belle-sœur de l'évêque, datées de Genève, 13 et 14 septembre 1474; elles se rapportent aux dissensions qui régnaient alors au sein de la maison de Savoie et sont imprimées dans Guichenon, *Histoire généalogique de la royale maison de Savoie*, t. IV, Preuves (Turin, 1780, in-fol.), p. 424, et, d'après lui, par J.-A. Galiffe, *Matériaux pour l'histoire de Genève*, t. I (Genève, 1829, in-8), p. 323 et 325; — 3<sup>o</sup> une lettre à la même, datée de Genève, 19 janvier 1475, et relative aux négociations avec Berne; voir *Registres du conseil de Genève*, t. II (Genève, 1906, in-8), p. 339 n. 1; — 4<sup>o</sup> une lettre écrite aux syndics de Genève, de Conthey en Valais, le 11 novembre 1475, pour demander l'envoi des trois plus grosses pièces d'artillerie conservées à la Maison de ville; impr. dans Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 326; — 5<sup>o</sup> une lettre à Bonne de Savoie, duchesse de Milan, sa sœur, de Pignerol, 11 avril 1478; impr. dans F. Gabotto, *Lo Stato Sabauda da Amedeo VIII ad Emanuele Filiberto*, t. II (Turin, 1893, in-8), p. 235 n. 2.

<sup>3</sup> Voir cependant M. de Reiffenberg, *Coup-d'œil sur les relations qui ont existé jadis entre la Belgique et la Savoie*, dans *Nouv. Mém. de l'Académie royale des sciences et belles-lettres de Bruxelles*, t. XIV, 1841, p. 46 : « Un manuscrit, que nous possédons aussi, contient une traduction en prose du St-Gréal... dont l'auteur s'exprime ainsi : « L'an de grâce nostre « Seigneur mil iiij<sup>e</sup> iiij<sup>e</sup>xx, au mois d'octobre, vers la fin, m'a esté commandé par mon tres hault et redoubté seigr Jehan Loys de Savoie, « evesque de Geneve, a moy Guillaume de la Pierre, son tres humble, « obéissant et petit serviteur, de escrire en la forme que vous voyez, toute



que la presque totalité de son bagage épistolaire a dû se perdre, à moins que les archives de Turin ou de Milan ne nous réservent encore d'heureuses surprises.

Cependant, parmi les pièces inédites de ce dossier, tel billet autographe de l'année 1477, laconique et brutal, illustre à merveille l'un des gestes familiers de Jean-Louis, celui du quémendeur d'argent, bien connu de ses sujets de Genève. Qu'on en juge plutôt<sup>1</sup> :

#### Aux syndiques de Genève

« Girardin<sup>2</sup> et vous les santiques, je vous mande que dites a Jehan Clerc<sup>3</sup>, coment qu'il soyt, que aye cent escus et qu'il n'y ayt faulte.  
Jehan Loys de SAVOIE. »

« l'hystoire de la Table Ronde et mettre par volumpmes autant de livres « quy s'en pourront trouver touchant icelle matiere, et, pour ce qu'ils sont « ecrits en langage ancien et le plus en langue picarde, m'a commandé le « mettre en françois, et poursuivre toute icelle matiere tant qu'il s'en « puisse trouver la fin. » (Note tirée des Papiers Mallet, conservés à la Bibliothèque de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève.) — Sur le degré de culture des princes de Savoie au XIV<sup>me</sup> et au XV<sup>me</sup> siècle, consultez Gabotto, *op. cit.* t. III (Turin, 1895), p. 235 et suiv.

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, P. H., n° 694, sans date ; autographe, à l'exception de l'adresse qui est au dos. Au dos également. le secrétaire du Conseil a écrit : « Presentata hec lictera sindicis in consilio die sabbati XIX aprilis et Domo communi, et lecta coram Bisanzono Dorires, B. Bernardi, sindicis ; Ravinelli, Jo. Clerici, P. Jaqueti, R. Privissini, P. de Nanto, N. de Nanto, M. Mistralis, P. Cortagiez, Jo. de Orseriis. » Cette liste indique l'année 1477, bien que la séance du 19 avril ne figure pas dans le registre. Deux des syndics, Nergaz et Blancmantel, avaient été délégués, le 18, à Annecy, où une « journée » se tenait pour le rétablissement de la paix entre les Cantons suisses et la Savoie. L'évêque Jean-Louis s'y trouvait aussi, et ce fut sans doute au moment où s'ouvrirent les négociations, qu'il adressa aux syndics de Genève le billet qu'on vient de lire. Voir *Reg. du Cons.*, t. III (Genève, 1911, in-8), p. 17 n. 1 et 20 n. 3.

<sup>2</sup> Girardin Blancmantel, l'un des syndics de 1477 ; il tenait de près à la cour de Savoie ; cf. Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 332-333.

<sup>3</sup> Marchand, originaire de Florence, reçu bourgeois le 14 septembre 1473, conseiller le 1<sup>er</sup> août 1475 ; il fut désigné, le 14 février 1476, pour achever

On voit que, pour garnir sa bourse, le prince-évêque de Genève n'y mettait guère de formes. Il s'inquiétait peu, en pareil cas, de savoir dans quelle situation se trouvaient ses sujets. Au moment où ce billet fut écrit, la ville venait d'échapper à l'agression des bandes suisses de la « Folle vie », en renouvelant l'engagement de payer sans retard la lourde contribution de guerre qui lui avait été imposée en 1475, et elle se débattait dans de terribles embarras financiers<sup>1</sup>.

Si nous poursuivons l'examen des lettres de Jean-Louis de Savoie, notre attention est attirée par trois billets adressés aux syndics et bourgeois de Genève ; ils sont entièrement de la main de l'évêque et sans autre date que celle du lieu<sup>2</sup>. Deux d'entre eux ont été écrits à Venise ; par la note dont le secrétaire du Conseil les a munis à leur arrivée, nous savons que le premier fut présenté aux syndics le 13 avril 1480 et que le second a été reçu à Genève le 15 mai suivant, ce qui permet de fixer à peu près la date où ils furent envoyés. Le troisième est écrit « en gallée », et cette expression nous autorise à le rapprocher des deux autres. Dans ce dernier billet, l'évêque parle de ceux qu'il a laissés pour gouverner « le sien » jusqu'au retour du voyage qu'il va faire. Grâce aux relations de trois pèlerins qui s'embarquèrent à Venise, en 1480, pour visiter les Saints Lieux, nous connaissons le but de ce voyage.

L'un de ces voyageurs est le moine dominicain Félix Schmidt, plus connu sous le nom latin de Fabri, un Zuricois fixé à Ulm, qui fit à deux reprises le pèlerinage de Terre Sainte et qui a laissé de ces voyages un récit plein d'intérêt dans son *Evagatorium in*

le recouvrement de la taille décrétée en vue de la contribution de guerre due aux Suisses, vu que, dit le registre, « dicit in hoc velle servire communitati sine custu... et quod bene cognoscit aurum esse bonum et pravum, » *Reg. du Cons.*, t. II, p. 220, 295, 379, 422 et 423 ; cf. *M. D. G.*, t. VIII, p. 420.

<sup>1</sup> *Reg. du Cons.*, t. III, p. 2 n. 1, 4 n. 1, 7 n. 2.

<sup>2</sup> *Arch. de Genève.*, P. H., n° 694. Ces billets ont été publiés sans commentaire par Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 321-323 ; cf. *Reg. du Cons.*, t. III, p. 140 n. 3.

*Terræ Sanctæ, Arabiæ et Egypti peregrinationem*<sup>1</sup>. La première fois, Félix Fabri quitte Ulm le 14 avril 1480 et atteint en quelques jours Venise, avec un jeune seigneur souabe confié à sa garde<sup>2</sup>. Arrivés au bord de la lagune, ils gagnent la ville en barque, et comme ils ne savent pas un mot d'italien, ils se font conduire au « fondique » des Allemands, — le grand entrepôt que les marchands de cette nation possédaient à Venise, — où ils s'informent de l'hôtellerie des chevaliers et des pèlerins. Un compatriote les conduit à celle de Saint-Georges, qui est « grande et recommandable ». « Et là, dit Fabri, nous trouvâmes un grand nombre de seigneurs, venus des diverses contrées du monde et qui, liés par le même vœu que nous, se proposaient de passer la mer pour visiter le très saint sépulcre du Seigneur Jésus. Il y avait encore, dans d'autres hôtelleries, beaucoup de pèlerins, prêtres et religieux ou laïques, nobles et roturiers..., et en particulier deux évêques, *le seigneur évêque de Genève* et *le seigneur évêque du Mans*<sup>3</sup>, accompagnés de nombreux familiers et serviteurs ; tous attendaient là le départ du navire... »

Et ce qui frappe le plus Fabri, dans cette troupe bigarrée, c'est la présence de six femmes pieuses et fortunées, d'un âge assez avancé, mais qui n'en étaient pas moins résolues à prendre part au lointain voyage, malgré l'opposition d'une partie des pèlerins humiliés de subir une telle compagnie. « J'admire l'audace de ces vieilles dames, auxquelles le fardeau des ans permettait à peine de se tenir debout, et qui, oubliées de leur faiblesse et poussées par un désir ardent de la Terre Sainte, ne craignaient pas de se joindre à la cohorte des jeunes chevaliers et de partager les fatigues du sexe fort. » Le bon moine trouverait aujourd'hui le monde bien changé !

Les deux autres voyageurs auxquels nous devons une relation du pèlerinage de 1480, l'auteur anonyme du *Voyage de la sainte cité de Hierusalem*<sup>4</sup>, probablement un clerc habitant Paris, et le

<sup>1</sup> Publié par C.-D. Hassler, t. I (*Bibliothek des Literar. Vereins in Stuttgart*, II), Stuttgart, 1843, in-8.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 29-31.

<sup>3</sup> Philippe de Luxembourg, évêque du Mans, 1476-1506.

<sup>4</sup> Publié par Ch. Schefer, dans le *Recueil de voyages et de documents*

Milanais Sancto Brascha<sup>1</sup>, qui fut chancelier du duc Ludovic Sforza, signalent l'un et l'autre la présence de l'évêque de Genève parmi les pèlerins réunis à Venise au printemps de cette année. Le premier note que la suite du prélat se composait de onze personnes.

La Terre Sainte, Jérusalem, tel était donc le but du voyage entrepris par l'évêque Jean-Louis; les trois billets datés : « à Venise », ou « en gallée », ont été écrits pendant qu'il attendait dans cette ville, alors le port d'embarquement de presque tous les pèlerins, le départ du navire qui devait conduire et ramener la caravane. Nous savons que ce départ avait lieu régulièrement, chaque année, à l'époque de l'Ascension, fête qui tombait au 11 mai en 1480<sup>2</sup>.

\* \* \*

Jean-Louis de Savoie avait quitté Genève depuis un certain temps. Les registres du conseil de Berne nous apprennent que dès le 14 février, il était attendu dans cette ville dont il était combourgeois, et que le 20 du même mois ce conseil tint séance en l'honneur de l'évêque de Genève « qui a l'intention d'aller à Jérusalem<sup>3</sup> ». Le même jour, Jean-Louis obtint des magistrats bernois une escorte et un passeport pour traverser en sécurité

*pour servir à l'histoire de la géographie depuis le XIII<sup>me</sup> jusqu'à la fin du XVI<sup>me</sup> siècle*, II (Paris, 1882, in-8), p. III-IV et 26. — Cette publication nous a été signalée par M. Théophile Dufour, auquel nous exprimons ici notre sincère reconnaissance.

<sup>1</sup> Sur ce personnage et son *Viagio al Sepulchro*, voir Ch. Schefer, dans l'Introduction au *Voyage* cité ci-dessus, p. XXXIII-XL, où se trouve une brève analyse de cette relation dont les diverses éditions sont aujourd'hui fort rares.

<sup>2</sup> Sur les conditions générales dans lesquelles s'effectuait alors le pèlerinage de Terre Sainte, voir M. de Diesbach, *Les pèlerins fribourgeois à Jérusalem (1436-1640)*, dans les *Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg*, t. V (1893), p. 198-206.

<sup>3</sup> *Arch. de Berne*, Ratsmanual, vol. 28, p. 130 et 138. — Nous devons la communication des documents bernois relatifs au voyage de Jean-Louis à M. le Dr H. Türler, archiviste d'État du canton de Berne, que nous remercions vivement de son obligeant concours.

les terres de Berne, et le Conseil envoya à Pierre Steiger, châtelain des Ormonts et d'Aigle, l'ordre de veiller sur l'évêque, « qui va passer la montagne pour ses affaires, » et de l'accompagner au besoin, afin qu'il ne lui advienne aucun mal<sup>1</sup>. C'est donc à la fin de février que l'évêque gagna l'Italie, par le Grand-Saint-Bernard ou le Simplon et sans repasser par Genève<sup>2</sup>.

Cependant les bourgeois de Genève, en loyaux sujets, s'associaient à l'entreprise de leur maître. Le mardi 4 avril, le Conseil décida qu'il se ferait une procession générale « en l'honneur de notre illustre seigneur évêque, *afin que Dieu le conduise*<sup>3</sup> ». Cette démonstration d'intérêt vient à l'appui du jugement que Bonivard porte sur les rapports de cordialité relative qui existaient entre l'évêque Jean-Louis et les Genevois<sup>4</sup> : « Il n'y eut oncques evesque a Geneve duquel l'on parlast plus et aussi duquel soit memoire qui fist plus de choses. Il se faisoit obéir a ses subjects en sorte qu'il ne failloit luy refuser chose qu'il demandast, mais aussi il vouloit tout cela a part luy, et les gardoit que aultre que luy ne les pillast. Et enduroient de luy paciemment tout ce qu'il leur faisoit, *et ne l'aymoient pas moins qu'ilz le craignoient*. » Et Bonivard s'explique mieux encore en ajoutant que bien que Jean-Louis fût de la maison de Savoie et qu'il eût six frères, « il ne souffrit oncquez que piece de eulx mist le museau dedans Geneve pour y occuper sa jurisdiction ni rompre les franchises et libertez de la ville ».

Un voyage en Terre Sainte, à cette époque, était une affaire autrement sérieuse que de nos jours. Le père Fabri rapporte que le dimanche 9 avril, octave de Pâques, jour où se célébrait la dédicace annuelle de l'église des dominicains d'Ulm, après avoir prêché devant une nombreuse assemblée, il annonça publiquement son départ, exhortant ses auditeurs à prier Dieu pour

<sup>1</sup> *Arch. de Berne. Teutsch Missivenbuch D*, fol. 340.

<sup>2</sup> Le 25 février, le vicaire épiscopal et l'administrateur d'Abondance apportent et font lire au conseil de Genève une lettre de l'évêque, *Reg. du Cons.*, t. III, p. 126-127.

<sup>3</sup> *Reg. du Cons.*, t. III, p. 135.

<sup>4</sup> *Chroniques de Genève*, éd. G. Revilliod t. I (Genève, 1867, in-8), p. 221-222.

son heureux retour. Après le chant de la Résurrection, il entonna le cantique des pèlerins : *In Gottes Namen fahren wir seiner Gnaden...* Le peuple chanta avec lui et beaucoup éclatèrent en pleurs. « Nombreux étaient ceux, hommes et femmes, qui étaient tourmentés et troublés par la crainte, — que je partageais moi-même, — que je ne trouvasse la mort au milieu de si grands périls<sup>1</sup>. »

Il est douteux que le sentiment religieux, qui se manifeste si fortement dans cette scène, ait eu une part aussi grande à la détermination de Jean-Louis de Savoie qu'à celle de Fabri. Les courts billets de l'évêque ne fournissent pas d'éclaircissements sur les motifs réels de son pèlerinage, mais ce que nous savons de son caractère, aussi bien que la suite de cette histoire, ne nous laisse guère l'illusion qu'il y ait été poussé par une dévotion très profonde.

Le 13 avril, peu de jours après l'organisation de la procession, le conseil de Genève vit arriver la première lettre de l'évêque Jean-Louis<sup>2</sup>:

#### Aux sanctiques de Geneve

« Santiques, je me recomande a vous. J'ay entendu que les Brumers et Chausart ont estés a Geneve et que n'en avés fet aultre conte, dont ne suis point content de vous. Et, pour tant, je vous avise que d'issy en avant fettes aultrement et par maniere qu'aye cause de moy contenter de vous et que, s'yl y retornet, qu'en fassés coment l'on doyt fere de traytres. Et adyeu, fettes par maniere qu'au retour aye cause de moy contenter de vous. Escript a Venise de la main de

Jehan Loys de SAVOYE. »

Je reviendrai tout à l'heure sur l'incident dont cette lettre parle en termes assez obscurs, pour chercher à expliquer qui étaient ces traîtres dont la venue à Genève avait si fort mécontenté et effrayé Jean-Louis de Savoie, qu'il jugea nécessaire

<sup>1</sup> *Evagatorium*, éd. citée, t. I, p. 28-29.

<sup>2</sup> *Arch. de Genève*, P. H., n° 694. Au dos, à côté de l'adresse, le secrétaire du Conseil a écrit : « XIII<sup>a</sup> aprilis octuagesimo fuit presentata dominis sindicis ». — Impr. dans Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 322.

d'adresser aux syndics de sa ville épiscopale un énergique garde-à-vous. Le Conseil s'émut de ces reproches et, sans retard, écrivit et fit porter à l'évêque une missive à laquelle le prélat répondit sur un ton très radouci. Voici ce billet, reçu à Genève le 15 mai, en même temps qu'une lettre de Pierre de Pesmes, trésorier et maître d'hôtel du prince-évêque et l'un de ses compagnons de voyage. Ces deux pièces furent déposées aux archives, où seule la première s'est conservée jusqu'à nos jours<sup>1</sup>.

#### Aux sindiques et bourgoys de ma cyté de Geneve

« Messieurs de ma cyté, je me recomande a vous. J'ay receu vostre lettre par Lyguot<sup>2</sup> et veu aussy le bon volloyr qu'avés envers moy, dont vous mercie de bon cueur, vous priant que tenés tousjours main a mes officiers et que vous y employés coment pour ceulx qui representet ma personne. Et ne ayés crainte de ryens, car Dyeu mercy vous avés bon mestre et amy en moy, et le cognoestrés a mon retour, lequel se Dyeu plet scera brief. Se nul de ceulx du comandeur de Ranvers ne aultre ne m'arssenssis<sup>3</sup>, ne cregniés que ne les mettés en lyeu ou les treuve. Et adyeu. Escript a Venise de la main de vostre bon mestre

Jehan Loys de SAVOYE. »

<sup>1</sup> *Arch. de Genève*, P. H., n° 694. Au dos, où se trouve l'adresse, cette note : « Recepta die XV maii, anno LXXX; » voir *Reg. du Cons.*, t. III, p. 140. — Impr. dans Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 322.

<sup>2</sup> Le nom de Lingot est porté à cette époque par plusieurs bourgeois de Genève.

<sup>3</sup> Ce mot, dont la lecture ne semble pas douteuse, est difficile à expliquer. Galiffe a lu : *m'arssenssie* et il interprète : *m'assassine*, ce qui n'est guère justifiable. Il rattache d'ailleurs la proposition hypothétique : *se nul de ceulx...*, à ce qui précède et place le point après *marssenssie*. Mais cette ponctuation prive la phrase suivante de tout sens satisfaisant. M. le professeur Ernest Muret, auquel nous avons soumis ce passage, nous écrit : « Plus j'y pense, plus je suis disposé à reconnaître dans ce difficile *mars-sensis* un composé de *sentir*. Le Dictionnaire de Godefroy a un exemple de *sensist*, tiré de Commines. Dans les patois savoyards, le préfixe *re* est quelquefois représenté par la syllabe *ar*. Ce serait donc *ressentir*, auquel

La mention du commandeur de Ranvers nous laisse pressentir les dangers que Jean-Louis de Savoie redoutait pour sa ville de Genève. Il est probable qu'il faut voir dans les *Brumers* et les *Chausart*, dont parle la première lettre de l'évêque, des partisans ou des émissaires de ce personnage bien connu dans l'histoire de Genève et dont le rôle doit être rappelé ici pour l'intelligence des deux billets que l'on vient de lire.

\* \* \*

Jean de Montchenu, commandeur de Saint-Antoine de Revel (soit Ranvers) en Piémont, avait été nommé vicaire général de l'évêque Jean-Louis en 1471<sup>1</sup> ; dès lors il fut pendant plusieurs années le conseiller favori et tout puissant de son maître. Intermédiaire

j'attribue le sens de « avoir ou témoigner du ressentiment à quelqu'un, en vouloir à quelqu'un ». Ce verbe étant précédé d'une négation, j'interprète : « quand même quelqu'un... ne manifesterait aucun ressentiment contre moi, ne craignez pas... ». Mais je confesse que tout cela me satisfait très peu et je vous donne ces explications que comme un pis-aller. » — M. le professeur J. Désormaux, à Annecy, nous écrit de son côté : « Pour moi, comme pour M. Muret, le mot difficile est bien un « savoyardisme ». J'y vois un composé de *sentir*, comme M. Muret ; c'est le terme *archêntre*, répandu en Savoie. Mais voici en quoi nos explications diffèrent. Ce verbe composé n'a pas seulement le sens de *sentir* : il signifie aussi percevoir. *flairer*. La phrase énigmatique offre une inversion : « nul » n'est pas le sujet, mais le complément direct. Je lis donc : « Si vous me *flairez* (découvrez) quelque partisan du commandeur de Ranvers ou autre, ne craignez pas de le mettre en lieu... ». *M'arssenssis* pourrait être pour *m'arssenssié(s)* ou *m'arssenssié*, comme le proposait Galiffe ; mais une 2<sup>e</sup> personne du pluriel, et non une 3<sup>e</sup> personne du singulier. Au point de vue de la syntaxe, il ne manque pas, je crois, de raisons ni d'exemples pour légitimer cette interprétation du tour négatif : « se nul... ne... ». Quant au sens ainsi fourni, il s'adapte bien à la suite des idées et à tout le passage. » — Nous remercions vivement nos deux correspondants de l'intérêt qu'ils ont bien voulu prendre à ce petit problème.

<sup>1</sup> Mallet, *loc. cit.*, p. 182 et 298 ; cf. *Reg. du Cons.*, t. II, *passim* (voir l'Index, verbo Montecanuto). La *Chronica latina Sabaudia*, éd. D. Promis, dans *Monumenta Historiæ Patriæ, Scriptores*, t. I, col. 653, décrit, en termes peut-être un peu forcés, la tyrannie et l'immoralité de Ranvers ; cf. Bonivard, *Chroniques*, t. I, p. 261.



habituel entre le prélat et les Genevois, il a associé son nom à la plupart des mesures arbitraires qui signalèrent à cette époque l'administration de Jean-Louis. Le crédit dont il jouissait auprès de celui-ci lui valait aussi une grande influence dans les affaires générales de la Savoie, où la régence de la duchesse Yolande s'exerçait au milieu de troubles incessants, par suite des compétitions des grands et de la lutte des factions. Lorsqu'en 1476 le roi de France Louis XI mit à profit les défaites de Charles-le-Téméraire pour s'assurer un véritable protectorat sur l'état savoyard, il réussit à détacher Ranvers du parti de Bourgogne et à le gagner au parti français<sup>1</sup>. Suivant un ambassadeur milanais, le roi disait alors de son nouveau serviteur<sup>2</sup> : « Le commandeur a deux défauts, il est en même temps avare et orgueilleux. S'il n'était que l'un ou l'autre, ce serait vite fait d'y pourvoir. A l'avarice, on donnerait tant qu'on le ferait se tenir coi; à la vanité, on donnerait fumée et dignités. Mais c'est le diable de trouver une médecine qui convienne à la fois à ces deux grands maux ! » Cependant en une telle science, Louis XI était passé maître. Par l'accord de Roanne (22 juillet 1476)<sup>3</sup> — qui attribuait à l'évêque Jean-Louis le gouvernement de la Savoie et à son frère, Philippe de Bresse, celui du Piémont — le roi accorda de sérieux avantages à Ranvers et au sire de Pontverre, son frère, et en fit ainsi des agents zélés de sa politique savoyarde. Il acheva de s'attacher le

<sup>1</sup> L'historien Commynes, à propos des négociations qui s'engagèrent entre la France et la Savoie au lendemain de la bataille de Morat, en juillet 1476, parle de l'évêque de Genève, « qui estoit homme tres volontaire et gouverné par ung commendeur de Ranvers. Le Roy fist tracter avecques ledit évesque et son gouverneur, commandeur de Ranvers, en maniere qu'ilz mirent entre les mains dudit seigneur le duc de Savoye et ung petit frere... », *Mémoires*, éd. B. de Mandrot, t. I (1901), p. 365 ; — cf. Gabotto, *op. cit.*, t. II, p. 192 et suiv.

<sup>2</sup> Lettre de Pietrasanta, 22 juillet 1476, citée par Gabotto, *loc. cit.*, p. 196 n. 3.

<sup>3</sup> Gabotto, *loc. cit.*, p. 197-199. Cet accord fut en grande partie annulé par celui qui fut conclu, le 2 novembre suivant, entre le roi et sa sœur, la duchesse Yolande de Savoie, délivrée de la captivité bourguignonne, *ibidem*, p. 213.

commandeur en lui donnant, en 1477, l'évêché d'Agen, en 1478 celui de Viviers<sup>1</sup>.

Quant à l'évêque Jean-Louis, contraint par l'issue des guerres de Bourgogne de chercher un appui auprès du roi de France, il n'avait pas embrassé cette cause avec la même ardeur que son conseiller. Il n'inspirait pas confiance à Louis XI et ne conserva que peu de mois le gouvernement de la Savoie<sup>2</sup>. En 1477, comme s'il souhaitait créer un contrepoids à l'influence française, il se rapprocha des Cantons suisses et conclut un traité de combourgeoisie avec Berne et Fribourg<sup>3</sup>. S'il faut en croire Bonivard, il était encouragé dans cette attitude à demi-hostile à la France par le nouveau favori qui avait pris auprès de lui la place de Ranvers, le comte Pierre de Chissé. Quoi qu'il en soit, entre l'évêque et son ancien ami la rupture fut bientôt complète. Un matin du mois de septembre 1479, le commandeur et ses frères, les Montchenu, envahirent la maison que Jean-Louis habitait à Genève, dans le quartier de Rive, et s'emparèrent de Chissé qu'ils emmenèrent prisonnier en France<sup>4</sup>.

L'idée de supprimer de cette façon un rival détesté ou un conseiller dangereux n'était pas nouvelle. Ranvers lui-même, peu d'années auparavant, avait été victime d'un semblable attentat<sup>5</sup>. Mais tandis que la Chronique latine de Savoie rapporte cet incident comme une de ces voies de fait si fréquentes à cette époque, Bonivard affirme que l'enlèvement de Chissé fut exécuté sur l'ordre même de Louis XI, qui voulait éloigner de l'évêque de Genève une influence contraire à la sienne. Et de fait, il y eut certainement alors une étroite relation entre les agissements de

<sup>1</sup> C. Eubel, *Hierarchia catholica medii ævi, 1431-1503*, p. 296 et 93. Il occupa ce dernier siège jusqu'à sa mort, survenue avant le 14 février 1498, date de la nomination de son successeur.

<sup>2</sup> Gabotto, *loc. cit.*, p. 214.

<sup>3</sup> Voir *Reg. du Cons.*, t. III, p. 46 n. 1.

<sup>4</sup> Comparez le récit de Bonivard, *Chroniques*, t. I, p. 261-264, à celui de la *Chronica latina Sabaudia*, *loc. cit.*, col. 659. C'est à cet dernier que nous devons la date exacte de l'enlèvement de Chissé que Bonivard place indue-ment au 3 janvier 1476, par une confusion avec un incident mentionné ci-après. Voir Gautier, *Histoire de Genève*, t. I, p. 418-419.

<sup>5</sup> R. C., t. II, p. 412; cf. *Chronica latina Sabaudia*, *loc. cit.*, col. 658.

Ranvers et la politique de Louis XI en Savoie. Une lettre adressée par le conseil de Berne à celui de Fribourg, le 14 janvier 1480<sup>1</sup>, en fournit la preuve. Il y est parlé, en termes malheureusement peu explicites, des négociations engagées entre le roi de France et l'évêque de Genève à propos du seigneur de Ranvers, et à propos du serment que le roi voudrait obtenir de l'évêque et de la pension qu'il serait disposé à lui accorder. Une ambassade de l'évêque et de la ville de Genève, venue à Berne pour traiter du règlement final de la contribution de guerre de 1475, avait demandé conseil sur la conduite à tenir à l'égard des ouvertures du roi. Les Bernois se montrèrent très réservés dans leur réponse : l'évêque, dirent-ils, a de bons conseillers, mieux informés qu'eux de toute cette affaire ; s'il peut vivre en bons termes avec le roi, sans négliger pour cela les intérêts de la maison de Savoie, cela leur plaira fort ; ils ne s'opposeront pas à ce que le prélat décide pourvu que, comme il en a l'intention, la combourgeoisie conclue avec eux et leurs alliés de Fribourg soit réservée.

On le voit, au début de l'année 1480, l'évêque Jean-Louis hésitait sur le parti qu'il devait prendre. Son neveu, le duc Philibert I<sup>er</sup>, alors dans sa quinzième année, venait d'être conduit à la cour de France, à Chinon<sup>2</sup>. Là il était plus que jamais dans les mains de son protecteur, le roi Louis XI, qui lui fit signer, le 19 janvier 1480, la nomination de Louis de Seyssel, comte de La Chambre, aux fonctions de gouverneur des états de Savoie, tant en

<sup>1</sup> *Arch. de Berne*, Teutsch Missivenbuch D, fol. 327 v<sup>o</sup> : « Es sind jetz zu uns komen unsers herrn des bischofs und der statt von Jänff botschaft und haben uns zu erkennen geben etlich händel des künigs und des beruerten unsers herrn von des herrn von Ranvers, des eyds, so der künig von im zu haben begert und der pension im also zu ordnend und darin unsern rat begert, daruff wir kurtz geantwurt, unser herr von Jänff hab so träffenlich rät und denen handel und gestalt diser sach vil bas dann uns kündt sy, deshalb sy ouch des fürer wüssen zu raten. Aber so vil er mit dem künig wol lebe, gevall uns vast und ouch daby, das sin gnad das hus Safoy bedänck, wo er dann uns, als er meint, mit üwer lieb vorbehalt, lassen wir ouch geschechen. » (Texte communiqué par M. le Dr H. Türlér).

<sup>2</sup> Par les soins de Philippe de Commynes, *Mémoires* éd. Mandrot t. II (1903), p. 45 n. 5.

delà qu'au delà des Monts<sup>1</sup>. L'évêque Jean-Louis dut se rendre compte que le moment n'était pas venu pour lui de reprendre, dans le gouvernement savoyard, le rôle actif qu'il avait joué jadis et qu'il ambitionnait de jouer encore. C'est peut-être dans les circonstances délicates où il se trouvait qu'il faut chercher la cause principale de sa décision d'accomplir un pèlerinage en Terre Sainte.

Aussi longtemps qu'une réconciliation n'était pas intervenue entre l'évêque, cruellement offensé par la violence qu'il avait subie, et son ancien favori, le vindicatif Ranvers, dont la cause était soutenue par le clan turbulent des Montchenu, la ville de Genève était exposée à un coup de main. Avant de s'éloigner pour une absence qui devait durer plusieurs mois, Jean-Louis de Savoie tint à recommander lui-même sa ville épiscopale à ses bourgeois de Suisse. Tel fut sans doute le motif du détour que nous lui avons vu faire à son départ. De leur côté, les bourgeois de Genève n'étaient pas sans inquiétude. Pendant la première partie de l'année 1480, nous voyons le Conseil entrer dans les vues de l'évêque et prendre toute une série de mesures extraordinaires pour renforcer le guet — auquel tous les citoyens furent astreints « pendant l'absence du seigneur évêque » (11 avril), — pour régler la fermeture et améliorer la défense des portes, pour réparer la muraille et supprimer les jours que les habitants avaient ouverts induement sur le rempart<sup>2</sup>. L'attitude

<sup>1</sup> Gabotto, *op. cit.*, t. II, p. 264.

<sup>2</sup> Voir le registre du Conseil (t. III), à la date des 17 et 22 février ; 7, 17, 21 et 24 mars ; 11 et 25 avril ; 11 et 12 mai ; 6, 13 et 27 juin ; 25 juillet ; 16 août et 1<sup>er</sup> octobre. Que ces mesures fussent prises surtout contre les Montchenu, c'est ce qui résulte des décisions suivantes : le 24 mars (t. III, p. 133), une porte et des fenêtres existant *dans la maison du seigneur de Ranvers, dans les murailles de la ville*, devront être fermées afin que l'on ne puisse pénétrer par là dans l'intérieur de la ville ; le 11 mai (p. 139), il est question du guet qui doit se faire *à cause de ceux de Pontverre* ; enfin le 12 mai (p. 140), une lettre du duc Philibert, de retour en Savoie, demande qu'on ne laisse pas entrer dans la ville un serviteur des seigneurs de Montchenu, nommé Biallet.

loyale et ferme des Genevois à cette occasion leur valut la haine tenace du commandeur de Ranvers et des siens<sup>1</sup>.

\* \* \*

Il est temps de retourner à Venise où l'évêque Jean-Louis, qui s'y trouvait déjà au commencement d'avril, dut attendre deux mois au moins le départ du pèlerinage annuel. Il en profita sans doute pour visiter les curiosités de la riche cité, « grande comme la moitié de Paris<sup>2</sup> ». Avec les autres pèlerins, il assista aux réjouissances provoquées par la paix conclue entre Venise et le pape Sixte IV, et admira la magnificence déployée dans les processions de l'Ascension et de la Fête-Dieu. Comme eux, il put voir traîner tout autour de la place Saint-Marc le corps d'un Juif, qui s'était donné la mort dans la prison où il attendait, avec quelques coreligionnaires, la condamnation inévitable réservée au crime de meurtre rituel dont les malheureux étaient accusés.

Au moment où s'achevaient les préparatifs du départ, un navire entre dans le port, porteur de graves nouvelles<sup>3</sup> : l'empereur des Turcs, Mahomet le Grand, a mis le siège devant Rhodes ; la mer est infestée par les vaisseaux des infidèles ; pour cette année, le passage en Terre Sainte est impossible. Ces nouvelles sèment la division parmi les pèlerins de races diverses qui avaient retenu leur place sur la galère commandée par le noble Vénitien Agostino Contarini. Cependant, après un nouveau délai, le gouvernement de Venise autorise le départ du navire pour Corfou, où le capitaine général, mieux au courant de la situation, saura dire aux pèlerins s'ils peuvent se risquer plus loin.

Le 1<sup>er</sup> juin, jour de la Fête-Dieu, ceux-ci, au nombre d'une

<sup>1</sup> Voir la lettre de défi adressée à la ville de Genève, le 21 février 1483, par Ranvers, dans Mallet, mémoire cité, M. D. G., t. V, p. 212 ; cf. p. 314 : — *Reg. du Cons.*, t. III, p. 245-256, 276, 277, 282, 321.

<sup>2</sup> *Le Voyage de la sainte cité de Hierusalem*, éd. citée, p. 11 ; c'est à cette relation, p. 13, 22, 23 et 27, que nous empruntons les quelques détails qui suivent.

<sup>3</sup> Fabri, *Evagatorium*, éd. citée, t. I, p. 32. Sur les préparatifs des pèlerins, voir le *Voyage* déjà cité, p. 23-26, et M. de Diesbach, *loc. cit.*, p. 199 et suiv.

centaine, sont invités à s'embarquer. Mais leur navire passe encore plusieurs jours dans le port, attendant un vent favorable<sup>1</sup>. C'est alors, sans doute, que l'évêque Jean-Louis adressa aux syndics et bourgeois de Genève un dernier billet, écrit « en galée<sup>2</sup> » :

Aux sindiques et aultres de Geneve

« Sindiques et vous aultres de ma cité, je me recomande à vous. J'ay entendu le bon volloyr qu'avés a moy et a ceulx de mon conseil, dont vous mercie de bon cuer, vous priant qu'en sessy vullyés continuer, en ballyant toute ayde et faveur a ceulx qu'ay layssé pour gouverner le myen jusques a mon retour, que nule ovre de fet ne oultrage leur soyt fet, ainssy que voudriés fere pour moy. Je m'en voix fere mon voyage, se Dyeu plet et Nostre Dame, ma bonne metresse. Fettes bon guet et prenés painne après qu'en la cité ne se fasset chose mau fayte. Et a Dyeu, mes amys, au quel je prie qu'il vous preservet et gardet. Escript en galée de la main de

Vostre bon mestre Jehan Loys de SAVOYE. »

On remarquera le ton singulièrement amical de cette lettre. L'assurance que l'évêque avait reçue du bon vouloir des Genevois suffit-elle à l'expliquer ? Ou bien l'émotion du départ, l'appréhension des Tures et des autres dangers auxquels il allait s'exposer, n'ont-elles pas contribué à amollir à cette heure le cœur du prélat ? — Dans son journal de voyage, le père Fabri fait un aveu naïf<sup>3</sup>. A peine s'est-il séparé du révérend père prieur de son couvent, qui l'avait accompagné jusqu'à la petite ville souabe de Memmingen, qu'il sent s'évanouir son enthousiasme pour les Lieux Saints ; la tentation presque insurmontable d'abandonner son entreprise s'empare de lui et la peur de la mer grandit dans

<sup>1</sup> *Voyage*, p. 29. — Fabri (p. 33) estime à 110 le nombre des pèlerins ; l'auteur du *Voyage* à 80 ou 100, et S. Brascha à 90 (*Voyage*, p. 26 et xxxiv).

<sup>2</sup> *Arch. de Genève*, P. H., n° 694. L'adresse est au dos. — Impr. dans Galiffe, *Matériaux*, t. I, p. 321.

<sup>3</sup> *Evagatorium*, p. 29.

son cœur. « Et j'avais plus grand désir, confesse-t-il, de voir la Souabe que la terre de Chanaan, et Ulm m'attirait davantage que Jérusalem... » — Il se peut bien qu'un sentiment de même nature troublât l'âme de Jean-Louis de Savoie, lorsqu'il adressait ses adieux à « ceux de Genève ».

Enfin, le 7 juin, le navire déploya ses voiles au son des trompettes et des clairons et sortit du port<sup>1</sup>. Nous ne le suivrons pas dans sa lente navigation à travers les îles de l'Adriatique. Partout où il relâche, à Parenzo, à Curzola, à Raguse, les pèlerins trouvent la population terrorisée par l'approche menaçante des Turcs qui occupaient depuis peu toute la côte d'Albanie et de Grèce. Une vive alerte se produit au large du port de Valona où se rassemblaient alors, par l'ordre de Mahomet II, une flotte importante et un corps de débarquement qui devaient surprendre Otrante le 11 août suivant.

À Corfou, où le navire arrive sans encombre le 23 juin, le capitaine général vénitien insiste fortement auprès des pèlerins pour qu'ils s'en retournent à Venise ou qu'ils attendent dans quelque port des nouvelles plus favorables<sup>2</sup>. Consternés, les pèlerins demandent à se concerter. Au bout de huit jours, voyant que, malgré tout, la plupart sont résolus à poursuivre leur voyage, le gouverneur cesse de s'opposer à leur dessein. Cependant le courage d'un certain nombre a été brisé par les sinistres prédictions de l'officier vénitien ; ils renoncent à leur lointaine entreprise. Parmi eux se trouvent les deux évêques de Genève et du Mans avec tous leurs gens<sup>3</sup>. Le patron du navire, qui avait touché

<sup>1</sup> *Evagatorium*, p. 33 et suiv.; *Voyage*, p. 29 et suiv. — Sur les relations de Venise avec les Turcs, voir l'Introduction de Schefer au *Voyage*, p. III et suiv., 36 n. 1, 39 n. 1 et *passim*. Par le traité de paix du 26 janvier 1479, la République avait fait à Mahomet II d'importantes cessions territoriales, comprenant entre autres la ville de Scutari d'Albanie.

<sup>2</sup> *Evagatorium*, p. 36 et suiv.; *Voyage*, p. 40 et suiv.

<sup>3</sup> L'auteur du *Voyage* (p. 43) parle des vingt pèlerins qui « s'en retournèrent de paour du Turc et de ses gens, qui estoient sur le chemin ou il falloist passer. Entre lesquelz pellerins estoient monseigneur de Genesve et monseigneur du Mans, deux chevalliers d'Allemagne et des plus grans de la gallee... ». Fabri (*Evagatorium*, p. 37 et 39), en bon patriote, ne mentionne pas les chevaliers allemands ; il évalue à 40 le nombre des

cinquante cinq ducats d'or au coin de Venise pour le prix du passage de chaque pèlerin, n'en rendit que dix et dut réaliser ainsi un beau bénéfice<sup>1</sup>.

Au moment où la galère des pèlerins allait mettre à la voile et reprendre sa route, une scène curieuse, rapportée par Fabri, vient jeter un jour assez piquant sur les dispositions dans lesquelles l'évêque Jean-Louis et beaucoup de ses compagnons avaient effectué la première partie de leur pèlerinage<sup>2</sup>. Lorsque tous ceux qui étaient décidés à persévérer se furent embarqués, l'un d'eux, d'entre les plus sages, réclama le silence et harangua les pèlerins, disant que leur obstination à partir était, humainement parlant, une folie... « C'est pourquoi les seigneurs évêques et nos compagnons les plus nobles, les plus puissants et les plus haut placés — peut-être bien aussi les plus avisés — ont renoncé à leur projet et se disposent à rentrer chez eux, suivant les conseils qu'ils ont reçus... » Il engage donc ses auditeurs à réformer leur vie, à bord du navire, et à invoquer plus souvent le secours de Dieu et des saints. Aussitôt, d'un commun accord, les pèlerins décident qu'aucun jeu de dés, ni de cartes, ne sera permis désormais à bord ; que l'on n'y souffrira plus ni disputes, ni juréments, ni blasphèmes, et que les clercs et les prêtres ajouteront chaque jour des litanies aux offices ordinaires. « Avant cette décision, explique Fabri, il se commettait beaucoup d'excès de cette nature : sans cesse, le matin, à vêpres et au milieu du jour, les pèlerins jouaient, *surtout l'évêque de Genève et ses gens* ;

défaillants. — L'auteur du *Voyage* (p. 42) prétend que « le grant Turc estoit adverty qu'il y avoit plusieurs grans seigneurs des chrestiens en la dicté gallee lesquelz il desiroit fort a avoir ». De son côté l'éditeur, M. Schefer, suppose que les Vénitiens mirent une insistance particulière à dissuader les deux évêques de continuer leur route parce que la prise par les Turcs de deux personnages aussi considérables aurait été la cause de graves difficultés pour la République ; qu'en outre celle-ci ne se souciait pas de voir débarquer à Chypre l'évêque de Genève, beau-frère de la reine Charlotte de Lusignan, prétendante au trône de Chypre qu'occupait alors Catherine Cornaro (*Introd.*, p. xv).

<sup>1</sup> *Voyage*, p. 43 ; cf. p. 24-25 et les renseignements tirés du récit de S. Brascha, *ibid.*, p. xxxvii.

<sup>2</sup> *Evagatorium*, p. 38-39.



en outre, ils juraient horriblement et se querellaient chaque jour ; entre les Français et nos Allemands, c'étaient de perpétuelles contestations. D'où il advint qu'un des serviteurs de l'évêque de Genève frappa un de nos vénérables prêtres et encourut l'excommunication. Les Français, en effet, sont des hommes arrogants et très passionnés. Aussi je crois que ce fut par l'effet d'une dispensation divine que ces gens se séparèrent de nous et que la galère fut ainsi purgée. Nous aurions difficilement fait route avec eux jusqu'à Jérusalem sans effusion de sang et perte de quelques vies. »

De nos jours, il arrive encore que, par prévention nationale, le Welche soit accusé un peu légèrement par le Germain de licence dans sa conduite ou dans ses discours. Mais les scènes que décrit le père dominicain sont si bien prises sur le vif, que nous ne saurions guère récuser ce témoin. N'avons-nous pas d'ailleurs, sur ce trait de caractère de Jean-Louis de Savoie, le témoignage concordant d'un bon Genevois, qui n'était pas un saint, François Bonivard<sup>1</sup> ? « D'aulture costé, dit-il en parlant de l'évêque, en habitz, *jeulx, jeurementz, ribleries* et aultres excez que ont accoustumé a faire gens de guerre, yl se portoit pour homme de guerre, mais pour veiller, travailler, labourer d'esprit et de corps..., cela ne luy venoit a point, en sorte qu'il se monstroït terrible aux foibles et innocent aux fortz ; et estoit plus craint par son credit et auctorité, a cause de la maison d'ou yl estoit sorty, que par sa vertu. » L'auteur de la Chronique latine de Savoie, dont le jugement il est vrai ne saurait être accepté sans réserve, est encore beaucoup plus sévère lorsqu'il dépeint les mœurs de notre évêque<sup>2</sup>.

Au départ de la galère, les pèlerins qui restaient à Corfou se trouvèrent sur le rivage ; ils se raillaient de ceux qui s'étaient embarqués, les traitant de risque-tout et les proclamant perdus.

<sup>1</sup> *Chroniques*, t. I, p. 222.

<sup>2</sup> Ed. citée, col. 658 : « fuit semper violentus et a bonis moribus alienus » ; — col. 660 : « valde lubrico et dissolutissimo .. et in habitu laicali et unius armigeri publice incedente » ; — col. 662 : « radix peccati, pater scelerum, oppressor subditorum, violator et deflorator virginum, homicida voluntarius, omnium vitiorum et malorum plenus ».

« Ayant loué un navire, ajoute Fabri, ils retournèrent à Venise, où ils annoncèrent comme une chose certaine que nous étions tombés aux mains des Turcs. Ils répandirent le même bruit dans les villes d'Italie, de France et d'Allemagne, cherchant à pallier leur lâcheté en alléguant nos malheurs<sup>1</sup>. »

Mais laissons Fabri et ses compagnons voguer vers les Lieux Saints, et bornons-nous à dire qu'après avoir visité Jérusalem et même Rhodes, dont les Turcs avaient abandonné le siège, le bon moine arriva sain et sauf à Ulm vers la mi-novembre. Quant à Jean-Louis de Savoie, nous ne savons autre chose de son retour sinon que le 5 septembre, le conseil de Genève s'occupe de l'arrivée prochaine du seigneur évêque<sup>2</sup>. Il décide de charger Claude Viennois, secrétaire épiscopal, qui va à la rencontre de son maître, du soin de régler avec le maître d'hôtel Pierre de Pesmes les détails de l'entrée solennelle dans la ville. Il s'agissait en particulier de savoir si les « habits rouges », qui jouaient un rôle dans les réceptions princières, iraient ou non au devant de l'évêque.

A lire entre les lignes de la brève note que le secrétaire de la ville a insérée dans le registre à ce sujet, on ne peut se garder de l'impression qu'aux yeux du Conseil, un voyage à Corfou ne méritait pas tant de cérémonies.

Victor van BERCHEM.

<sup>1</sup> *Evagatorium*, p. 39.

<sup>2</sup> *Reg. du Cons.*, t. III, p. 150.

LA

## MISSION DU CONSEILLER JEAN MALLIET EN ANGLETERRE

1582-1583

---

L'histoire économique de Genève dans la seconde moitié du seizième siècle a été singulièrement troublée. Elle se résume presque entièrement dans les efforts déployés par un petit peuple pour résister aux entreprises de son puissant voisin le duc de Savoie.

La République était entravée dans son développement par le blocus rigoureux que maintenait autour de son minuscule territoire un ennemi vigilant. Elle avait été ruinée par des dépenses disproportionnées aux ressources dont elle disposait. Ses finances étaient à sec. Après avoir recouru à maintes reprises à la bourse des citoyens, l'État se vit dans la nécessité de s'adresser à la générosité des protestants étrangers et notamment à ceux d'Angleterre. C'est la description de la collecte organisée par le Conseil de Genève dans ce pays qui formera l'objet de la présente étude.

Jean Malliet, fils de Marin Malliet, seigneur de Livron-sous-Collonges et de Lyonarde Malbuisson, auquel fut confiée cette mission délicate, appartenait à une ancienne famille, d'origine genevoise. Il a dû naître en 1550, année de la mort de son père, et il a eu six frères et sœurs. Le plus connu de ses frères est Etienne Malliet, conseiller en 1583, dont la fille épousa le syndic Philibert Blondel. Comme on le verra plus loin, la parenté

qui unissait Malliet à Philibert Blondel a été une source de malheurs pour le premier.

Il n'existe pas d'autres renseignements sur l'enfance et la première jeunesse de Malliet que ceux qui sont fournis par les minutes des notaires et les actes établissent que la situation de sa famille était florissante.

En mai 1570, à l'âge de vingt ans, il se rendait avec Paul Chevalier à Heidelberg pour y faire ses études. Peu après il séjourna sept mois à Paris, en compagnie d'un autre Genevois, Charles Liffort et il partit de là pour l'Angleterre.

Une lettre de Malliet écrite de Londres, à Henri Bullinger le jeune, à la date du 26 mai 1572, fournit des renseignements précis sur cette période de la vie du jeune Genevois, sur ses occupations et ses relations.

Elle le montre, à vingt-deux ans, précepteur d'un grand seigneur Charles, cinquième comte de Lennox, frère de Henri Darnley, roi d'Écosse, dont la fin tragique est connue de tous. Voici du reste en quels termes le jeune Genevois parle de ses fonctions<sup>1</sup> :

« J'ai accepté l'emploi de précepteur et gouverneur du comte de Lennox, frère du roi d'Écosse qui a été assassiné et oncle du roi actuel, et cela n'a pas été sans causer de grands inconvénients à mes études, mais j'y ai été amené par des entretiens que j'ai eus avec les principaux personnages du royaume et les promesses que je leur ai faites; je ne pouvais donc décliner cette charge pour un court espace de temps, surtout après avoir obtenu pleine liberté de quitter cet emploi aussitôt que j'en sentirais l'envie. Ce jeune homme entre en ce moment dans sa seizième année et donne de grandes espérances pour l'avenir. Dans le cas où le roi actuel, son neveu, viendrait à décéder sans laisser de descendance légitime, il est le seul successeur, d'après le droit héréditaire, à la couronne d'Écosse et il a le droit d'être placé à la

<sup>1</sup> Cette lettre est traduite de l'anglais. Elle est empruntée à la correspondance des évêques anglais et autres avec les réformateurs suisses pendant le règne de la reine Elisabeth, publiée sous le titre de *Zurich letters* (Cambridge, 1845), t. II, p. 199. (Communication de M. le professeur Charles Borgeaud.)

lète du royaume et de l'empire. C'est ainsi que personne n'est plus rapproché du sang royal d'Angleterre, après le décès de la reine actuelle, que sa mère, dont il est héritier en sa qualité de fils unique. »

La mère de Lennox était en effet Marguerite Douglas, propre nièce d'Henri VIII et par conséquent cousine germaine de la reine Elisabeth. Au cas où Jacques d'Écosse, l'héritier présomptif des deux couronnes, fût mort avant le jeune comte, l'élève du précepteur genevois eût probablement hérité à la fois de l'empire des Tudor et des Stuart. Les rêves de Malliet ne devaient point se réaliser ; quatre ans après qu'il eut tracé ces lignes, le comte de Lennox descendait dans la tombe.

Cette lettre est intéressante à un autre point de vue. Un post-scriptum de Malliet témoigne des relations tout à son honneur qu'il avait su se créer dans le monde cultivé en dehors de Genève. Il charge son correspondant de messages affectueux pour plusieurs personnages de Zurich tels que les réformateurs Gualter, Bullinger le père, Simmler, Lavater, les filles de Bullinger, la femme de Simler et encore quelques autres.

Les renseignements sur la vie de Malliet pendant les années qui suivent son préceptorat en Angleterre font défaut. Il faut noter cependant qu'en cette même année 1572 il fut créé conseiller des Deux Cents.

Dans le cours de sa carrière, il avait eu sans doute l'occasion de se faire remarquer en France, car il fut nommé en 1583 conseiller et secrétaire ordinaire du roi de Navarre. Lors de son élection au rang de membre du Petit Conseil de Genève en 1584, il fut appelé à opter entre les deux charges et, après quelques heures de réflexion<sup>1</sup>, il se décida en faveur des fonctions qui lui permettaient de servir sa patrie.

Entre temps, Malliet avait été chargé en 1582 d'une mission de confiance auprès de la reine Elisabeth d'Angleterre, à laquelle le Petit Conseil s'était résigné à s'adresser, à l'heure de la détresse, pour obtenir d'elle les sommes nécessaires au paiement des dettes énormes qui pesaient sur le trésor.

<sup>1</sup> Genève, *Archives d'État*, R. C., vol. 79, f° 2 v°, 7 janvier 1584. — Les autres documents cités au cours de cette étude proviennent également des Archives de Genève.

Avant de recourir à ce moyen extrême, la République avait passé par des vicissitudes qu'il est nécessaire de retracer brièvement.

Le 5 mai 1570 avait été conclu, pour le terme de vingt-trois ans, entre le duc Emmanuel-Philibert et les Genevois et par l'intermédiaire des Bernois le traité dit « mode de vivre » destiné à régler les rapports économiques et commerciaux entre les deux États<sup>1</sup>. Dans l'esprit des parties contractantes, ce traité devait mettre fin aux nombreuses difficultés relatives aux taxes, aux péages et autres droits, source de frottements incessants entre les ressortissants des deux pays et obstacle sérieux à la liberté du commerce.

Les dispositions, assez libérales de cet accord auraient suffi à assurer la prospérité d'une ville dont la population se composait en grande partie de commerçants et d'artisans, si elles eussent été observées strictement par les représentants du duc. L'année même de la conclusion du mode de vivre, les Savoyards, sous le prétexte d'une épidémie de peste, avaient coupé les vivres à Genève, et ce fut à grand'peine que les habitants affamés obtinrent, dans une journée amiable tenue à Berne, que le duc voulût bien fournir à la ville, toutes les semaines, soixante coupes de grains et la quantité de viande nécessaire à la subsistance de ses habitants. La peste servit encore de prétexte au duc, en 1572, pour restreindre le commerce entre les deux États. Une intervention des Bernois arrangea, une fois encore, les choses et, à partir de cette année jusqu'à la mort d'Emmanuel-Philibert de Savoie, survenue en 1580, les rapports commerciaux entre les deux pays prirent une meilleure tournure.

Dans la crainte perpétuelle d'une guerre possible avec la Savoie, les Genevois s'étaient entourés de toutes les précautions indispensables pour n'être pas surpris par les événements ; ils avaient emprunté des sommes considérables à Bâle et à Berne<sup>2</sup> et fait

<sup>1</sup> Voir notre étude sur le mode de vivre dans *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie*, de 1559 à 1603. 1<sup>re</sup> partie (Genève et Paris 1912, in-8°), t. I, chapitre XI.

<sup>2</sup> GAUTIER, *Histoire de Genève*, t. V, p. 20.

valoir cet argent par l'établissement d'un change public, en 1568, qui avait augmenté sensiblement le produit des impôts<sup>1</sup>.

L'avènement du duc Charles-Emmanuel I<sup>er</sup> au trône de Savoie, en l'année 1580, eut pour résultat de modifier en mal la situation de la Ville. Ce prince entreprenant et ambitieux, loin de suivre la politique prudente de son père, ne tarda pas à se montrer aux Genevois tel qu'il devait rester dans la suite de son existence, un ennemi implacable de la Cité, décidé à user de tous les moyens pour en venir à bout.

Rappelons les conspirations manquées de 1582, celle de Desplans<sup>2</sup> favorisée par le seigneur de Compois, gouverneur de Ripaille, et une seconde entreprise préparée par les traîtres genevois, les nommés Ami Lambert, Pierre Taravel, Jean Balard et Trolliet<sup>3</sup>, dont la découverte coûta la vie aux conjurés. A cette même époque, les citoyens virent approcher de leurs murs six mille hommes placés sous les ordres du comte de Raconis<sup>4</sup>. La situation devenait si grave que les Bernois, inquiets pour la conservation de leurs possessions du Pays de Vaud, se décidèrent à y envoyer un petit corps d'armée fort de deux mille hommes qu'ils avaient confiés au colonel d'Erlach<sup>5</sup>.

De son côté, la Ville se préparait activement à la guerre. Dès le printemps de cette même année 1582, elle avait vu accourir de nombreux amis de France et d'ailleurs, prêts à verser leur sang pour la défense de leurs coreligionnaires. En outre, elle armait activement, faisait travailler aux fortifications et ordonnait la levée de trois compagnies de cavalerie placées sous les ordres des conseillers Varro, Manlich et de la Maisonneuve<sup>6</sup>.

Le commerce avec la Savoie se trouvait entièrement arrêté par cet état de choses et le trésor de la Seigneurie était épuisé par de nombreuses dépenses. Il ne restait donc plus d'autres

<sup>1</sup> GAUTIER. *Histoire de Genève*, t. V, p. 21. Le Conseil après avoir consulté les ministres avait fixé le taux de l'intérêt à 10 0/o.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 255.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 258.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 279.

ressources au Conseil que de faire appel au dévouement des particuliers, dévouement qui, bien qu'effectif, était insuffisant à remplir les caisses de l'État.

Le Conseil avait recouru à l'emprunt auprès des villes de Strasbourg et Bâle et trouvé jusqu'à 30,000 écus dans cette dernière ville<sup>1</sup>, mais l'argent fourni par ce moyen désespéré était loin de suffire à couvrir les dépenses considérables occasionnées par les préparatifs de la guerre.

Pendant ce temps, les troupes ducales campées à Saint-Julien et autres lieux commettaient journellement des désordres nombreux et se livraient en toute tranquillité au pillage des villages et des terres dépendant de la Seigneurie, saccageant les récoltes sur pied et réduisant la Ville à la disette.

A ce moment critique, le duc, ayant appris que Lesdiguières et d'autres amis français de Genève s'apprétaient à secourir la place, se décida à poser les armes et à conclure une paix acceptée avec empressement par le Grand et le Petit Conseil, à la date du 16 août 1582. Dès la conclusion de cette paix, la Ville se hâta, pour alléger les lourdes charges qui pesaient sur elle, de renvoyer de nombreux soldats, Suisses, Provençaux et Dauphinois qui se trouvaient dans ses murs. Elle ne garda plus que quatre-vingt-dix hommes pendant l'espace de trois mois pour ne pas laisser ses remparts dégarnis.

Restait à solder la note des frais.

Dans l'embarras cruel où il se trouvait alors, le Conseil tourna ses regards du côté de l'Angleterre, car ce pays avait contracté une dette de reconnaissance envers la République, lors des persécutions de la reine Marie contre les protestants du royaume.

On se souvient qu'en 1555 une petite colonie protestante vint, sous la direction du réformateur Knox, chercher un refuge à Genève<sup>2</sup>. Cette colonie ne prit pas racine à Genève et retourna dans sa patrie dès que la mort de la reine catholique lui en fournit l'occasion, mais le souvenir de l'hospitalité accordée généreuse-

<sup>1</sup> Juillet 1582. — GAUTIER, *Histoire de Genève*, t. V, p. 279.

<sup>2</sup> Théophile HEYER. *Notice sur la colonie anglaise établie à Genève, de 1555 à 1560*, dans M. D. G., t. IX, p. 337.



ment, dans ces temps troublés, aux amis anglais ne devait pas s'effacer de leur mémoire.

On lira donc sans étonnement le résultat de la délibération suivante au registre du Conseil de Genève, en date du 28 septembre 1582<sup>1</sup> :

« Suyvant ce que M. de Bèze a faict cy devant entendre avoir heu advis du costé d'Angleterre et de Paris, qu'escrivant Messieurs à la royne d'Angleterre, au mayre, et quelques uns des principaux et les ministres de ceste église, aux évesques et église de par delà, on pourroit obtenir quelque chose en don pour ayder à supporter les frais passés et debtes créés. Et qu'à ces fins on avoit advisé d'y envoyer le dict noble Malliet qui y est bien cogneu. Avec ce que M. Pierre Chevalier s'y en va, a este arresté qu'on donne charge au sieur Malliet et qu'on advertisse lesdicts sieurs ministres d'escire. »

Par un sentiment de fierté assez naturel, le Conseil répugnait à solliciter un don gratuit. Quatre jours plus tard, Malliet étant prêt à partir, ses instructions furent modifiées. Le Conseil le chargeait en effet de présenter sa requête sous forme d'une demande d'un prêt de 30,000 écus « pour quelque bon terme et sans intérêtz<sup>2</sup> ».

Le 6 octobre, le Conseil écrivant à la reine, exposait la triste situation dans laquelle se trouvait la ville à la suite des tentatives et des complots du duc de Savoie<sup>3</sup>.

Il faisait dresser également des lettres pour le maire et les aldermen de la Cité de Londres<sup>4</sup>, et une lettre collective<sup>5</sup> adressée aux seigneurs dont se composait le Conseil privé de la reine. Ce corps prenait, en effet, une grande part aux actes du gouvernement et aux décisions émanées de la Couronne.

Les membres de ce Conseil étaient le comte de Leicester, grand écuyer, les comtes de Warwick et de Bedford, le chevalier Walter Mildenay, Christophe Hatton, capitaine des gardes, le

<sup>1</sup> R. C., vol. 77, f° 194 v°.

<sup>2</sup> R. C. vol. 77, f° 196 (2 octobre).

<sup>3</sup> C. L., vol. 10, f° 21.

<sup>4</sup> *Ibid.*, f° 20, v°.

<sup>5</sup> *Ibid.*, f° 22.

chevalier Amyas Paulet, Henri Cobham, ambassadeur de la reine en France, le comte de Huntington, lieutenant pour sa Majesté à York et pays du Nord, et enfin Walsingham, secrétaire d'État de sa Majesté.

La sympathie éclairée de ces grands seigneurs pour la cause des Réformés du Continent s'explique par les persécutions que la plupart d'entre eux avaient subies sous le règne de Marie Tudor.

Francis Russel, deuxième comte de Bedford (1527-1585), avait été enfermé à la Tour de Londres, et, s'il faut en croire les biographes anglais, il se serait réfugié à Genève après s'être évadé de sa prison<sup>1</sup>. Il entretenait des relations épistolaires avec les réformateurs zurichois et il accorda sa protection au fils de Gualter pendant un séjour que celui-ci fit à Oxford en 1573.

Le chevalier Walther Mildenay (1520-1589), chancelier de l'échiquier, sir Amyas Paulet (1536-1588), le célèbre gardien de Marie Stuart, et enfin Francis Walsingham (1530-1590), étaient tous trois des protestants militants qui saisissaient avec empressement toutes les occasions de combattre le catholicisme sur le Continent aussi bien qu'en Angleterre. Sir Amyas Paulet en avait donné des marques en offrant une protection ostensible aux huguenots réfugiés de France, et Walsingham avait eu l'occasion de sauver de nombreux protestants anglais, durant son ambassade à Paris, en leur ouvrant les portes de son hôtel pendant la nuit tragique de la Saint-Barthélemy.

Le Conseil de Genève avait donc été heureusement inspiré en remettant à Malliet des lettres pour ces hommes éminents. Ils contribuèrent en effet bien plus à la réussite de la collecte que la reine elle-même, assez froidement disposée pour Genève. L'indifférence d'Elisabeth s'explique par le fait que la sceptique souveraine, moins ardente que ses conseillers à soutenir la cause de la Réforme dans laquelle elle voyait simplement un moyen d'action pour ses desseins politiques, ne pouvait embrasser avec le même enthousiasme qu'eux les intérêts de la cité calviniste, dont la conservation ne lui procurait pas d'avantages assez

<sup>1</sup> *Dictionary of National Biography*, t. 49, p. 432. Voir aussi *Opera Calvini*, t. XV, col. 719 et 720.

immédiats pour l'engager à contribuer personnellement à la collecte.

Le long rapport<sup>1</sup> présenté par Malliet à son retour renferme des détails intéressants et précis sur ses faits et gestes pendant un séjour de près d'une année dans un pays qu'il connaissait bien pour y avoir déjà vécu quelque dix ans auparavant au milieu de la plus haute société du royaume.

Il rapporte que deux jours après son arrivée, le 15 novembre 1582, il se rendit à Windsor où il présenta à Walsingham, secrétaire d'État, les lettres de Messieurs du Conseil de Genève. Celui-ci lui fit bon accueil et se dit tout disposé à sonder les intentions de la reine à l'égard de la ville de Genève, mais il ajoutait « qu'il n'avoit grande espérance du costé de sa Majesté, et qu'il voyoit de grands empeschements, comme entre autres la mauvaise opinion conçue d'eux de longue date, à cause d'un livre imprimé pendant le règne de la reine Marie, impugnant (combatant) la succession des femmes aux Royaumes ». <sup>2</sup>

Il s'agissait d'un pamphlet anonyme paru à Genève en 1558 et dirigé par le réformateur Knox contre Marie la Sanglante, à l'occasion des persécutions religieuses. Le célèbre écrivain, réfugié à Genève, y avait déclaré qu'il est du devoir tant des états que du peuple de déposer une reine indigne. Comme preuve, il citait la Bible et l'exemple d'Athalie détronée et mise à mort par ses sujets à la voix du grand prêtre Joad. Ce pamphlet, célèbre à l'époque, parut sous le titre suivant : *The first blast of the trompet against the monstrous regiment of women* (Le premier son de clairon dirigé contre le régime monstrueux des femmes). Knox se préparait à donner une suite à ce pamphlet : *The second blast of trompet*, dans laquelle il aurait développé les propositions énoncées dans le premier, quand la mort inopinée de la reine lui en ôta l'occasion <sup>3</sup>. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'Élisabeth, insuffisamment informée des conditions dans lesquelles avait paru cet écrit anonyme qu'elle attribuait à une plume genevoise, y ait vu un pamphlet tendancieux dirigé contre le règne des femmes en

<sup>1</sup> P. H. n° 2066.

<sup>2</sup> Rapport de Malliet (à la date du 15 novembre).

<sup>3</sup> Communication de M. le professeur Charles Borgeaud.

général, au lieu de ce qu'il était réellement, une protestation indignée d'un grand écrivain anglais contre le régime barbare d'une reine fanatisée. Il est probable que Malliet se sera chargé de rectifier, sur ce point, les idées erronées de la reine et de son secrétaire d'État. Quoi qu'il en soit, son rapport ne porte aucune mention d'une audience personnelle que lui aurait accordée la reine, tandis que quelques années plus tard, lors d'une mission analogue, Anjorant, envoyé auprès du roi Jacques I<sup>er</sup>, fut admis jusqu'à trois fois à l'honneur d'entretenir le monarque des intérêts de sa petite patrie<sup>1</sup>, ce qui lui fournit l'occasion de dissiper, dans de longues conversations, les préventions que ce dernier nourrissait également à l'égard de la cité calviniste.

Il faut cependant rendre à la reine cette justice que, si elle se refusa à contribuer par des dons personnels à l'œuvre généreuse à laquelle s'intéressèrent toutes les classes de la population anglaise, invoquant la pénurie de son trésor fortement entamé par des dépenses considérables en Irlande, en Écosse et dans les Flandres où elle soutenait les protestants révoltés contre la tyrannie de Philippe II, elle ne mit du moins aucun obstacle à l'accomplissement de cette œuvre et donna carte blanche aux seigneurs de son Conseil pour organiser la collecte. Elle offrit aussi d'écrire à l'Électeur palatin, ami de Genève, pour lui recommander la Ville en détresse.

Walsingham déclara à Malliet « que le plaisir de sa Majesté estoit qu'elle fût garantie et protégée à l'encontre de tous, estant comme une lampe qui a servi pour esclairer toutes presque les églises de l'Europe. Mais que touchant la requête que faisoient Messieurs de Genève, il seroit mal aysé de pouvoir tirer somme de Sa Majesté, ayant icelle, depuis quelques mois en ça déboursé 300,000 L. St.<sup>2</sup> ».

Le 11 décembre, Leicester inquiétait Malliet en lui disant qu'il avait conçu de trop grandes espérances du côté de la reine. De son côté, le bon Walsingham lui conseillait la prudence et le pria d'attendre l'agrément de la reine avant de remettre au maire de Londres les lettres dont il avait été chargé par le

<sup>1</sup> Voir GAUTIER, *Histoire de Genève*, t. VI, p. 552.

<sup>2</sup> Rapport de Malliet (à la date du 18 novembre 1582).

Conseil. Il disait à Malliet qu'il aurait sans doute l'occasion de présenter lui-même ses lettres à la reine, mais cet espoir ne se réalisa pas. Malliet apprenait enfin, le 16 décembre, que les lettres en question avaient passé sous les yeux de la souveraine. Le secrétaire d'État avait profité de cette occasion pour lui exposer dans quelle détresse se trouvait la ville de Genève.

« A quoy sa Majesté auroit respondu, dit le rapport, que Messieurs de Genève n'avoient à craindre nouvelle guerre et que le duc de Savoye scait combien cela luy vaut, qu'il aura cogneu à cause de leurs amis et alliés la partie estre trop forte, qu'ils avoient les Suisses pour eulx. Que le Roy de France mesmes luy auroit faict entendre avoir moyenné la paix et s'estre proposé les assister si la réussite l'eust requis..... Que le roy de France, les Souisses, les seigneurs d'Allemagne ne permettroient qu'ils fussent réduictz à grande nécessité, leur estant ledict affaire de telle consequence<sup>1</sup> ».

La reine s'en remettait allègrement aux autres du soin de protéger Genève, mais voici venir le correctif espéré à sa réponse évasive.

Walsingham ayant insisté derechef sur « les grands frais soutenus par ceux de Genève et la dépense du personnage qu'ils avoient despesché par devers elle, laquelle ne pouvoit estre petite », la reine se décida enfin à prononcer la formule magique qui devait délier les bourses, en déclarant que « Messieurs de son Conseil eussent à y adviser et donner quelque ordre<sup>2</sup> ».

Aussitôt tout le monde se met en mouvement. Sans perdre de temps, le Conseil expédie des lettres aux archevêques et évêques du royaume pour accélérer la collecte dans leurs diocèses respectifs, où elle devait se poursuivre sous la direction du vénérable archevêque de Cantorbéry.

En même temps, les seigneurs du Conseil font rassembler de l'argent dans les provinces confiées à leur administration.

Par leurs soins, Malliet est introduit auprès du maire de

<sup>1</sup> Rapport de Malliet (à la date du 16 décembre 1583).

<sup>2</sup> *Ibid.*

Londres que, de son côté, le Conseil de Genève avait sollicité en faveur de la Ville en lui adressant des lettres pressantes<sup>1</sup>.

A cette occasion nous voyons paraître pour la première fois dans le rapport le nom de Jean Bodley, marchand anglais de la ville de Londres que le Conseil avait chargé d'assister le député genevois dans sa mission et qui devait lui rendre les plus précieux services par sa connaissance approfondie des affaires du pays. Il était le chef d'une des familles qui vinrent à Genève sous le règne de Marie Tudor, et le « Livre des Anglais » parle de lui<sup>2</sup>. Il nomme sa femme, trois de ses fils, sa fille et trois domestiques<sup>3</sup>. Il fut reçu à l'habitation le 7 juin 1557, et à la bourgeoisie le 31 mai 1558<sup>4</sup>. L'aîné de ses fils, Thomas Bodley, après avoir fait ses études à Genève où il suivit en 1559 les cours de Calvin, Théodore de Bèze, Chevalier et Béroald, se distingua dans sa patrie. La reine Elisabeth le chargea de missions importantes. Il s'est rendu célèbre par ses dons considérables à la Bibliothèque d'Oxford connue sous le nom de Bibliothèque bodléienne. Plein d'une noble ardeur et du désir de s'acquitter de sa dette de reconnaissance contractée envers Genève devenue pour un temps sa seconde patrie, Bodley ne cessa de parcourir l'Angleterre pour y recueillir les sommes versées tant par les particuliers que par le clergé et il en fit l'expédition jusque bien après le départ de Malliet pour Genève. Il a dressé les comptes de la collecte qui sont conservés aux Archives de Genève à côté du rapport de ce dernier<sup>5</sup>.

Le 23 janvier 1582, assisté de ce fidèle ami, Malliet se présentait au Lord Maire<sup>6</sup>, auprès duquel il trouvait l'accueil le plus empressé. Peu après, il avait la satisfaction d'apprendre que la collecte se faisait dans la ville de Londres sous la surveillance

<sup>1</sup> C. L., vol. 20, fol. 20 v° (6 octobre 1581).

<sup>2</sup> *Livre des Anglois, or Register of the english Church at Geneva, 1555-1559* (publié par A. Ferrier MITCHELL, d'après le Ms. hist. 120 des Archives d'État de Genève), p. 5.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 9, 12, 13.

<sup>4</sup> Ms. hist., 121, p. 180; COVELLE, *Le Livre des Bourgeois*, p. 260.

<sup>5</sup> P. H. n° 2082.

<sup>6</sup> Rapport de Malliet.

de cinq aldermen ou échevins et de quatre membres des communes ou tribus de la Cité.

Dans l'accomplissement de sa mission patriotique, Malliet recevait de divers côtés des encouragements précieux, bien faits pour réchauffer son cœur attristé par le souvenir des dangers et des difficultés qui menaçaient encore sa malheureuse patrie au moment où il l'avait quittée.

C'est ainsi qu'il reçut du noble et généreux comte de Bedford cette déclaration, bonne à retenir<sup>1</sup> :

« Après s'estre enquis de toutes choses particulièrement, tant touchant l'Etat qu'aultres particularitez, me protesta tenir la dicte ville aussi chère que son pays propre, et que moy, venant de la part de telle Republique, luy estois à son endroit aussi bien venu que l'ambassadeur du plus grand duc, roy ou monarque qui fût sous le ciel; que si j'avois faulte d'hommes, serviteurs, chevaux ou argent cependant, que je m'adressassés à luy familièrement hardiment et sans bruit. Qu'il ne le disoit selon la façon coustumière de Cour, que le cœur parloit aussi bien que la bouche. Il m'assura que les conseillers estoyent tous pour nous et désireux d'avancer ceste charité, que M. le trésorier et M. de Lestre s'estoyent declarez fort nos amys et que M. le secrétaire Walsyngham et M. Myldnay usoyent de grande diligence à nostre advantage ».

Le rapport mentionne encore maint autre exemple de la sympathie éveillée au cœur des gentilshommes anglais par la triste situation de Genève.

A la suite d'un entretien avec l'évêque de Salisbury, le secrétaire du Conseil privé de la reine avait décidé que la collecte à la cour se ferait à la Saint-Georges. Ce jour-là, l'évêque ayant prêché devant la reine et les seigneurs sur un texte approprié à la circonstance, leur recommandait cette charitable contribution « insistant là-dessus un fort long temps<sup>2</sup> ». Trois jours après, l'évêque montrait à Malliet une liste portant les noms de tous les membres du Conseil privé et la somme de leurs contributions qui variaient de dix à quarante livres par personne<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Rapport de Malliet (à la date du 30 janvier).

<sup>2</sup> Rapport de Malliet (à la date du 21 avril 1583).

<sup>3</sup> *Ibid.* (24 avril 1583).

Les diverses classes de la population apportèrent généreusement leur offrande pour le secours de Genève. Les comptes de Bodley fournissent des renseignements complets sur les sommes versées<sup>1</sup>.

Le clergé eut naturellement la plus forte part à cette contribution. Les vingt-deux évêques inscrits sur les comptes y figurent avec leur troupeau pour la somme de 3300 livres sterling, contribution énorme si l'on tient compte de la valeur de l'argent à une époque où il n'était pas aussi abondant qu'aujourd'hui.

Viennent ensuite les églises étrangères qui sont, l'église des Français de Londres, de Nordwich et de Cantorbéry, celle des Flamands de Londres et de Cantorbéry, l'église italienne de Londres et enfin l'église de Sandwitsch. Ces églises sollicitées en février par Malliet avaient d'abord fait une réserve, stipulant que les sommes recueillies seraient employées au soulagement des pauvres étrangers établis à Genève, mais elles modifièrent leur décision après que celui-ci leur eut exposé quels soins on avait des nécessiteux même étrangers dans sa ville. Ces églises fournirent la somme de 217 livres sterling.

Bedford avait recueilli 491 livres dans ses comtés de Bath et de Devonshire et sir Paulet 215 livres au comté de Somerset. La contribution du Lord Maire et de la Cité de Londres avait atteint le chiffre respectable de 1078 livres et la collecte de la Cour 308.

Si l'on ajoute à ces sommes quelques contributions isolées l'on arrive au total de 5730 livres qui furent versées aux banquiers de la Seigneurie, à Rouen, Lyon et autres lieux, suivant un compte de paiements dressé par le dévoué Jean Bodley. La mission de Malliet était achevée et, le 4 septembre, il demandait son passeport à l'ambassadeur de France. Ce dernier avait vu d'un mauvais œil la présence de Malliet en Angleterre où il s'imaginait que l'envoyé de Genève était venu collecter pour le compte des églises du Languedoc. Malliet, en ayant été informé par les ministres français de Londres, s'empressa d'aller rassurer l'ombrageux diplomate, qui ne manqua pas de l'assurer de sa bienveillance, quand il sut qu'il s'agissait de trouver de l'argent pour les Genevois qui étaient les alliés de son maître. En quittant l'Angleterre, Malliet

<sup>1</sup> P. H., n° 2082.



emportait des lettres qu'il avait obtenues non sans peine de la reine pour les Liges suisses et les quatre cantons protestants. Dans le courant de juillet, il avait remis à Walsingham un mémoire qui devait faciliter la rédaction de ces lettres. Peu après, à Greenwich, le secrétaire d'État le prévenait qu'il « estimoit valloir mieux ne parler à Sa Majesté des susdictes lettres, d'autant qu'icelle ne vouloit faire à l'encontre de M. de Savoye, pour le respect qu'il luy sembloit déferer depuis quelque temps<sup>1</sup> ».

Walsingham finit cependant par décider la reine, qui donna la signature demandée. La lettre aux Liges porte la date du 1<sup>er</sup> septembre; elle se trouve aux archives de Lucerne. Dans cet écrit, la reine engage les Confédérés à rester unis, à s'allier à Genève et à déclarer au duc de Savoie que leurs intérêts sont identiques à ceux de cette ville. Malliet emportait également une lettre latine adressée au Conseil par le comte de Leicester.

Avant de quitter avec le député de Genève le sol hospitalier de l'Angleterre, où il ramassa force écus, rappelons que le Conseil de Genève eut encore maintes fois l'occasion de recourir à la générosité de ses amis d'Outre-Manche. Ceux-ci avaient si largement contribué en 1582 en faveur de la Ville, que Jacques Lect y fut expédié en 1589<sup>2</sup> au moment de la guerre du Pays de Gex. Il en rapporta la somme de 15,000 livres sterling. En 1603, le conseiller Anjorant s'adressa au roi Jacques I<sup>er</sup> qui lui accorda trois audiences<sup>3</sup>, mais à cela se borna la bienveillance du roi, car, pas plus que la reine Elisabeth, il ne jugea à propos de délier les cordons de sa bourse. Il se contenta de renvoyer, comme elle, le solliciteur genevois aux seigneurs de son conseil et aux évêques du royaume. Moins heureux du reste que Malliet et Lect, Anjorant ne rapporta que 3500 livres sterling dans son pays.

Il ne reste plus qu'à retracer sommairement les événements qui marquèrent la seconde partie de l'existence de Malliet.

Après être entré au Petit Conseil en 1584, il parcourut successivement les fonctions assignées aux hommes politiques marquants

<sup>1</sup> Rapport de Malliet (à la date du 26 juillet 1588).

<sup>2</sup> Voir GAUTIER. *Histoire de Genève*, t. VI, p. 83-85.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 552-554.

à Genève. Il fut élu trois fois syndic en 1589, 1593 et 1597 avant d'être revêtu des fonctions de premier syndic en 1603. Il remplit également, en 1584, les fonctions de scholarque<sup>1</sup>, délégué du Conseil auprès des autorités scolaires, et fut chargé d'importantes missions tant en Suisse qu'à l'étranger. Il fut envoyé comme commissaire de la République aux conférences d'Hermance en 1598, et à Chambéry à l'occasion de la publication du traité de Vervins.

Son élection au syndicat en 1603 ne se fit pas sans difficultés. Elle souleva des discussions assez aigres entre le Petit Conseil où il avait des ennemis et le Conseil des Deux Cents auprès duquel il semble avoir joui d'une certaine popularité.

D'après l'historien Gautier, il y aurait eu à cette époque plusieurs sujets de plainte contre lui<sup>2</sup>. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'état de ses affaires laissait alors fortement à désirer. Il est regrettable qu'un homme couvert de dettes, comme c'était le cas de Malliet ait revêtu les fonctions les plus élevées de son pays, fonctions qui n'allaient pas sans une considération et une réputation irréprochables. Il se vit dans la nécessité de solliciter du Conseil la remise d'une dette de 4200 florins le jour même où se faisait sa présentation comme premier syndic<sup>3</sup>. Après la lecture de sa requête il ajouta que plusieurs services rendus par lui au public avaient été mal récompensés, « ayant toujours trouvé disait-il, les seigneurs du Petit Conseil de petite affection envers lui ».

Peu après son retour d'Angleterre, Malliet avait épousé, le 14 juin 1584, Jeanne Dous ou Daux.

Cette personne qui semble avoir été une femme de tête, a joué un rôle important et néfaste dans l'événement qui a contribué à précipiter la ruine de son mari, un an seulement après sa nomination aux plus hautes fonctions auxquelles pouvait aspirer un magistrat genevois.

Un prêt considérable de 2500 écus d'or avait été consenti en 1597 à Malliet par le conseiller bernois David Tscharner<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Voir Charles BERGEAUD, *Histoire de l'Université de Genève*, t. I, p. 151.

<sup>2</sup> GAUTIER, *Histoire de Genève*, t. VI, p. 532.

<sup>3</sup> R. C., vol. 97, f° 228, 1<sup>er</sup> janvier 1603.

<sup>4</sup> Genève, *Archives d'État*. Minutes de Marin Galatin, vol. 5, p. 37.

N'ayant pu obtenir le remboursement de cette somme, Tscharnier se décida à poursuivre son débiteur et, en 1603, il fit exécuter le jugement obtenu contre lui et sa femme sur les biens que cette dernière possédait à Moëns, village de la dépendance du Chapitre enclavé dans le pays de Gex, dont la Seigneurie réclamait la souveraineté<sup>1</sup>. Malliet et sa femme, ayant été condamnés par le châtelain du lieu, commirent la grave imprudence d'en appeler de ce jugement au parlement français de Dijon, action considérée par le Conseil comme une félonie. Jeanne Malliet ayant persévéré dans sa désobéissance aux défenses du Conseil, ce dernier, peu endurant dans la discussion des droits de la République infligea, le 4 novembre 1603<sup>2</sup>, des arrêts à Malliet, et, au mois de janvier suivant, il le suspendit de sa charge de conseiller « pendant le bon plaisir de la Seigneurie<sup>3</sup> ». Cette suspension équivalait à une déposition, puisque, dès le lendemain, il fut pourvu à son remplacement. Malliet fut condamné avec sa femme à demander pardon à la Seigneurie et à se désister de sa coupable procédure. Le Conseil lui porta un dernier coup en autorisant Tscharnier à le faire jeter dans la prison pour dettes, où il y croupit six ans, de 1604 à 1610<sup>4</sup>. Son dénuement était devenu si grand que le Conseil, ému de pitié, se décida à faire quelque chose pour sa famille. « D'autant qu'on rapporte qu'il y grande nécessité en la famille de noble Jean Malliet, a esté mandé à M. le thrésorier Savion de délivrer encore au Sr Mestrezat, conseiller, cinquante florins pour les distribuer ausdicts enfants comme il verra expédient<sup>5</sup>. » La situation de Malliet n'était pas sans présenter quelque analogie avec celle de son neveu Philibert Blondel, déposé lui-même en 1603 de sa charge de conseiller auquel il adressait de sa prison, à la date du 15 août 1604, une lettre fort curieuse dans laquelle il se plaignait avec amertume de l'injustice de leurs ennemis communs<sup>6</sup>.

<sup>1</sup> Voir GAUTIER. *Histoire de Genève*, p. 533.

<sup>2</sup> R. C., vol. 99, f° 94 v°.

<sup>3</sup> R. C., vol. 100, f°s 2 v° et 3.

<sup>4</sup> Voir GAUTIER. *Histoire de Genève*, t. VI, p. 533.

<sup>5</sup> R. C., vol. 101, f° 115.

<sup>6</sup> P. H., n° 2337.

« Vos ennemis sont les miens, lui disait-il, et ceux qui soubz main vous ont porté à ce grand malheur, pensant avec la vie emporter voz moyens, ce sont, ceux-là qui m'ont, soubz ce fainct zèle de l'amour du public culbuté pour m'accabler du tout, si leurs desloyaux et traîtreux desseins eussent pu réussir selon leurs désirs et souhaits, ayant esté dict par l'ung d'iceux parlant de vous et de moi, que noz prédécesseurs et ancestres n'eussent pas tant marchandé, mais que, pour la desloyauté de l'ung et trop crasse impudence de l'autre, l'on eût tout incontinent et sans tant de façons mis noz testes bas. » Le mot d'impudence s'appliquait sans doute à Malliet. Vient ensuite une longue énumération des abus de pouvoir que le prisonnier, aigri par son infortune, reproche du fond de sa prison à ses anciens collègues.

Malliet ne semble pas avoir été inquiété lors des trois procès de Blondel<sup>1</sup> et, bien que soupçonné vaguement de connivence avec son neveu, en tant que parent et ami de l'accusé, il jouit dans sa prison d'une tranquillité relative jusqu'en 1610, soit encore cinq ans après l'exécution de Blondel. C'est à l'occasion du procès de Pierre Canal<sup>2</sup>, poursuivi pour le même crime que Philibert Blondel, que les soupçons se réveillèrent. Canal avait articulé des faits précis contre Malliet et quelques autres. Le 30 janvier 1610, le Conseil s'étant assemblé aux prisons, Jean Malliet fut confronté avec Canal et après cela soumis à la question<sup>3</sup>. Le 2 février, Canal était condamné à mort et dans ses dernières déclarations conservées au Registre du Conseil, il s'empressait de rétracter les accusations qui lui avaient été arrachées par la crainte de la torture<sup>4</sup>. « M. Goulard et Diodati, est-il dit, sont icy comparus. Ils sont après à consoler Pierre Canal, lequel se dispose à ce qu'il plaira à Dieu et Messieurs de faire de luy. Du commencement il a un peu varié sur le fait de la conjuration et a un peu branslé, toutesfois

<sup>1</sup> Voir Emile CHATELAN, *Le syndic Philibert Blondel (1555-1606)*, M. D. G., t. XXVIII, p. 221-351.

<sup>2</sup> Le procès criminel de Pierre Canal est conservé aux Archives de de Genève, où il porte le n° 2013. Il a été publié en partie dans M. D. G., t. XXVIII, p. 343.

<sup>3</sup> R. C., vol. 107, f° 28.

<sup>4</sup> *Ibid.*, f° 31 v°.

ils l'ont ramené, mais il y a un point sur lequel il insiste fort résolument. C'est qu'il discharge Joseph Blondel, Jehan Malliet et Paul Estienne ce dont il les a chargés. »

Le malheureux condamné ajoutait à ses déclarations faites au moment de mourir cette recommandation qui n'était pas superflue à la rude époque où il avait vu le jour :

« Prie que Messieurs se souviennent de bailler la question plus sobrement aux criminels. »

Malliet bénéficia des aveux faits in extremis par Canal et l'instruction criminelle entamée contre lui fut suspendue. Le 9 février, le Conseil décidait d'éloigner la garde qui lui avait été imposée<sup>1</sup>. Le 30 juin de la même année, son créancier, désireux d'entrer en composition avec lui et sachant que les lois ne permettaient pas aux prisonniers de contracter valablement, obtenait qu'il fût mis en liberté<sup>2</sup>, mais le Conseil, peu désireux de se dessaisir de sa proie, ne le libéra que le 12 septembre suivant<sup>3</sup>.

Après avoir perdu à la fois sa fortune et la haute position sociale qui avait été la sienne pendant de si longues années, Malliet ne pouvait songer à rester à Genève; aussi se décida-t-il à aller s'établir avec les siens à Chambéry.

Peut-être les archives de Savoie nous fourniront-elles un jour le secret d'une décision aussi surprenante de la part d'un homme qui avait consacré les plus belles années de sa brillante carrière politique à combattre ce même duc de Savoie dont il se décidait, moderne Thémistocle, à accepter sur la fin de sa vie, l'hospitalité et une pension mensuelle de 25 ducats.

Il est parlé encore de Malliet dans les registres du Conseil du mois de septembre 1615<sup>4</sup>. Il fut accusé, sans doute à tort, d'avoir été employé par le marquis de Lans, gouverneur de Savoie, et d'avoir tenté de corrompre son neveu, le conseiller Etienne Malliet, à l'occasion d'un procès que ce dernier avait à Chambéry. L'affaire n'eut pas de suite. Le vieux Malliet traîna

<sup>1</sup> R. C., vol. 107, f° 40 v°.

<sup>2</sup> *Ibid.*, f° 147.

<sup>3</sup> *Ibid.*, f° 187 v°.

<sup>4</sup> R. C., vol. 114, f° 225 v° (11 septembre).

encore dix ans<sup>1</sup> une existence certainement assombrie par les souvenirs douloureux du passé.

Dans l'ignorance où nous sommes de beaucoup de choses le concernant, nous ne pouvons porter un jugement définitif sur son caractère. Il s'était acquitté avec tant de zèle et de dévouement des missions importantes dont l'avait chargé la confiance de ses concitoyens, que nous répugnons à souscrire au jugement partial et sévère d'une partie de ses contemporains et nous rappellerons que, si Malliet ne fut pas parfait, il n'en a pas moins rendu à son pays des services suffisants pour lui assurer la reconnaissance de la postérité.

Lucien CRAMER.

---

<sup>1</sup> Il mourut en 1625. Voir GAUTIER. *Histoire de Genève*, t. VI, p. 533.

# LETTRES INÉDITES

DE

## VOLTAIRE

Deux billets autographes de Voltaire ont été publiées dans le tome I du *Bulletin* (p. 218 et suivantes) par M. Edmond Pictet. Ils faisaient partie d'une correspondance plus étendue que Voltaire entretenait pendant quelques mois avec Jean-André De Luc, l'un des chefs des Représentants. Les pièces que nous imprimons aujourd'hui, grâce à l'obligeance de M. William de Luc, leur propriétaire, étaient égarées parmi les lettres scientifiques de son ancêtre et c'est ainsi qu'elles avaient échappé aux investigations de M. Pictet.

Cette correspondance traite de deux sujets principaux. Voltaire repousse d'abord avec véhémence l'imputation, qui lui est faite dans le public, d'avoir contribué au décret rendu à Genève contre Jean-Jacques Rousseau et à son expulsion du canton de Berne. Il feint d'avoir ignoré ces rumeurs jusqu'à ses entretiens avec De Luc; mais sa correspondance nous le montre, dès le mois de juin 1764, se défendant à maintes reprises<sup>1</sup> d'avoir participé à ces persécutions. Le 25 janvier 1766, il écrit dans le même sens à M. Lullin, secrétaire d'Etat<sup>2</sup>; peu satisfait de la réponse qu'il en

<sup>1</sup> *Œuvres de Voltaire*, édit. Moland, tome XLIII, soit t. XI (1881) de la Correspondance, nos 5683, 5690, 5696, 5699, 5703, 5705, 5711, 5712, 5719, 5868, 5874, 5875, 5878, 5883.

<sup>2</sup> Cette lettre ne se trouve pas aux Archives de Genève, ni dans le Portefeuille des Pièces historiques, n° 4890, qui contient celle du 30 janvier, ni comme annexe du Registre du Conseil. Nous n'hésitons pas à l'identifier avec la lettre dont M. Gaston Maugras a donné un extrait dans son livre sur *Voltaire et J.-J. Rousseau* (Paris, 1886, in-8, page 438); l'analyse qu'en donne le Registre du Conseil du même jour en reproduit textuellement les termes, qui sont aussi rappelés dans la réponse de Lullin du 29 janvier (publiée par Ed. Rod, *L'affaire Jean-Jacques Rousseau*, Paris et Lausanne, 1906, in-8, p. 134, note 4). Le secrétaire d'État, tout en lui donnant raison sur le fond, le faisait avec des expressions qui ne permettaient pas à Voltaire de répandre cette déclaration

reçut, il lui envoya une protestation que Lullin communiqua au colonel Charles Pictet, dont la fameuse lettre au libraire Duvillard<sup>1</sup> paraissait avoir donné corps à l'accusation.

L'autre sujet de la correspondance concerne le rôle de pacificateur que Voltaire ambitionnait de jouer entre le Conseil et les Représentants. Il voulait, suivant son expression, « jeter de l'eau sur les charbons ardents allumés par Jean-Jacques »<sup>2</sup>. C'eût été une grande satisfaction pour son amour-propre que de s'attirer ainsi la sympathie et la reconnaissance des plus chauds partisans de son adversaire. Malheureusement pour lui et pour Genève, le Conseil déclina ses bons offices, ne voulant pas transiger sur la Constitution<sup>3</sup>.

Les pièces I à VII sont de la main de Wagnière. Au n° I, le titre : *Mémoire* et la souscription, aux n°s III à V, la souscription : « V. t. h. o. sr. V. », au n° VII la signature « V. », sont autographes ; le n° VI n'est pas signé.

Les n°s VIII et IX sont des copies de l'époque, d'une main inconnue, précédées, sur la même feuille, de la copie de la lettre de Voltaire à Lullin du 30 janvier 1766.

M. Théophile Dufour a bien voulu nous fournir de précieuses indications, pour lesquelles nous lui exprimons ici toute notre reconnaissance.

La date des deux billets publiés par M. Edmond Pictet peut être déterminée à l'aide des lettres qui suivent, entre lesquelles ils doivent s'intercaler : le premier, du 22 novembre, est de 1765, le second, sans aucune date, doit être de la fin du même mois ou de décembre.

Quant à la prétention de la famille De Luc de descendre des anciens seigneurs de Ferney, qui fut le motif ou le prétexte de l'entrée en relations des deux correspondants, on en trouve l'explication dans les *Notices généalogiques sur les familles genevoises*, de J.-A. Galiffe (tome III, Genève, 1836, article De Luc, p. 176).

A. CHOISY.

dans le public. Il y répondit le 30 janvier par une protestation d'innocence (*Œuvres de Voltaire*, édit. Moland, t. XLIV, soit XII de la Correspondance, n° 6250), accompagnée d'un billet personnel assez amer (publié par M. Maugras, *op. cit.*, p. 440) et d'une copie de la justification qu'il avait obtenue de M. de Freudenreich sur le rôle qu'il était accusé d'avoir joué auprès du gouvernement bernois. La lettre à laquelle nous attribuons la date du 25 janvier est donnée par M. Maugras comme inédite, sans indication de source.

<sup>1</sup> Du 22 juin 1767, imprimée par Viridet, *Documents sur quelques-unes des condamnations dont l'Emile et le Contrat social ont été l'objet en 1762* (Genève, 1850), p. 36.

<sup>2</sup> *Œuvres de Voltaire*, *ut supra*, n° 6169.

<sup>3</sup> Voir le Registre du Conseil aux 18, 19, 25 et 26 novembre 1765.



## I

## MÉMOIRE

Monsieur Marc Chapuis sait que je lui dis à Genève et chez moi, en 1754 et en 1755, que tout ce que j'avais était au service de M<sup>r</sup> Rousseau.

Pour récompense, M<sup>r</sup> Rousseau m'écrivit de Montmorenci en 1759<sup>1</sup> : *Monsieur, je ne puis vous aimer, vous corrompez ma république en donnant des spectacles chez vous, est-ce là le prix de l'asile qu'elle vous a donné ?*

Vous remarquerez qu'il faisait alors des opéra, des comédies et des romans ; que *sa République* depuis ce temps lui a donné peu d'asile ; que l'asile prétendu que m'a donné sa République était une maison de campagne à moi vendue par le Conseiller Mallet ; que par mon marché j'en payai soixante et dix sept mille livres, à condition que j'en recevrais trente huit mille quand je la quitterais ; que le Conseiller Jaquet disputa avec le Conseiller Mallet à qui me vendrait sa maison ; qu'ils rendirent le Petit Conseil arbitre de leurs prétentions ; qu'enfin je n'ai point besoin d'asile et que j'en donne aux autres dans mes terres.

Je ne répondis point à la lettre de M<sup>r</sup> Rousseau, et je le plaignis d'outrager un homme qui ne lui avait fait que des offres de service.

Je pris hautement son parti dans son malheur, et lorsqu'on le décréta de prise de corps à Genève, je blâmai publiquement cette dureté, comme je la blâme encore ; ceux qui ont dit que je sollicitai cette sentence me connaissent peu et sont des calomniateurs.

<sup>1</sup> En 1760, le 17 juin : « *Je ne vous aime point, Monsieur, vous m'avez fait les maux qui pouvoient m'être les plus sensibles, à moi votre disciple et votre enthousiaste. Vous avez perdu Genève pour le prix de l'asile que vous y avez reçu.* » Comme on le voit, Rousseau, n'emploie pas l'expression « *sa république* » et il ne parle pas des « *spectacles* » donnés chez Voltaire. (*Œuvres de J.-J. Rousseau*, édit. Hachette, t. X, p. 228).

Si j'avais agi contre Mr Rousseau, je l'avouerais publiquement et j'agisrais encor contre lui; j'en aurais le droit, puisqu'il m'a offensé indignement sans aucune raison.

Il lui a plu de m'écrire il y a trois mois<sup>1</sup> de Montier Travers cette lettre honnête :

*Monsieur, s'il est vrai que vous ayez dit que je n'ai pas été secrétaire d'ambassade à Venise, vous en aurez menti ; et moi j'en ai menti s'il n'est pas vrai que j'aie été secrétaire d'ambassade et que j'en aie eu tous les honneurs.*

Observez que j'ai à présent en main ses lettres écrites du 8 et du 15 aoust 1744 à Mr Du Theil, premier commis des affaires étrangères, dans lesquelles il dit : *Il y a quatorze mois que je suis entré au service de Mr le Comte de Montaigu (ambassadeur à Venise);<sup>2</sup> j'ai mangé son pain. — Mr l'ambassadeur, en me renvoyant comme un valet, m'a fait mon compte ; il m'a proposé en termes très nets de souscrire à une réduction, ou de me faire jeter par la fenêtre. — J'implore votre protection contre les cruels traitemens que Mr l'ambassadeur exerce sur le plus fidèle de ses domestiques. — Je sais que dans les démêlés entre le maître et le domestique, c'est toujours le domestique qui a tort. — J'aime mieux négliger quelques moyens de défense contre un maître que j'ai servi que d'être son délateur.*

Cependant, dans cette lettre même, il se rend délateur de Mr le Comte de Montaigu, son maître.

Il a été le mien dans les *Lettres de la montagne*, dans ces mêmes *Lettres* où il dit qu'il a été premier secrétaire d'ambassade<sup>3</sup>. Il m'y

<sup>1</sup> 31 mai 1765 (*ibid.*, t. XI, p. 255). Les citations de Voltaire, ici et plus loin (lettre de Rousseau, 8 août 1744, *ibid.*, t. X, p. 43-45), ne sont pas textuelles.

<sup>2</sup> Voltaire a soin de supprimer ici quatre mots de Rousseau : « *en qualité de secrétaire.* » En revanche, il va ajouter de son chef : « *comme un valet.* »

<sup>3</sup> « Le magicien qui faisoit ces sorts étoit le premier secrétaire de l'ambassadeur de France, et il s'appellait J. J. Rousseau. » (*Œuvres*, édit. citée, t. III, p. 154, note 1.) — Rousseau n'a jamais dit avoir été « *secrétaire d'ambassade,* » titre que sa qualité d'étranger ne lui permettait pas d'obtenir. Mais il en fit les fonctions et il en eût « les honneurs au Sénat de Venise. » — C'est à dessein que Voltaire confond toujours les deux

accuse<sup>1</sup> d'une brochure<sup>2</sup> que tout le monde sait être du médecin La Métrie. Il a cru qu'en me calomniant il se justifierait, et il s'est trompé.

Si je voulais publier ses lettres de Venise, il serait couvert d'opprobre.

S'il écrit contre moi, je les publierai.

Si la personne qui s'intéresse à lui veut lui rendre un vrai service, elle lui dira exactement la vérité, parce qu'il faut qu'il la connaisse pour en rougir et pour se corriger.

S'il avait entendu ses intérêts et ceux de ses amis, il aurait eu une conduite moins insensée et moins malhonnête. S'il est possible qu'il se repente et qu'il se corrige, je lui pardonnerai sincèrement.

Fait au château de Ferney, le 19<sup>e</sup> octobre 1765.

VOLTAIRE, gentilhomme  
ordinaire du Roy.

## II

Au château de Ferney, 20<sup>e</sup> octobre 1765, au soir.

C'est un grand bonheur pour moi, Monsieur, que votre recherche des anciens titres de Ferney m'ait valu votre visite. J'en aime mieux ma terre depuis que je sais que vos ancêtres l'ont possédée; et après avoir eu l'honneur de vous entretenir, j'ai souhaité que vous voulussiez bien regarder ma maison comme la vôtre.

Quant à Mr Rousseau, je ne suis pas encore revenu de mon étonnement. Comment a-t-on pu imaginer que j'aie eu la moindre part au décret rendu contre lui à Genève? Moi, Monsieur! j'aurais plutôt coupé la main du syndic qui a signé cet arrêt. Moi per-

situations de « secrétaire de l'ambassadeur » et de « secrétaire d'ambassade » : il falsifie ici la phrase de Rousseau, comme il a falsifié la lettre du 31 mai 1765 (ci-dessus p. 408 et ci-après p. 410).

<sup>1</sup> *Œuvres*, t. III, p. 197.

<sup>2</sup> Le *Sermon des Cinquante*, qui est bien de Voltaire et figure dans ses œuvres (édit. citée, t. XXIV, p. 437).

sécuter un homme de lettres! ce serait reprocher à Mélancthon d'avoir fait condamner Luther à Rome. Cette calomnie est absurde, et la plupart des calomnies le sont.

Je n'ai jamais mérité que Mr Rousseau m'insultât; cependant vous savez quelles lettres il m'a écrites. Que m'importe que Mr Rousseau ait été, ou non, secrétaire d'ambassade? Pourquoi m'écrit-il ces étranges mots : *Vous avez menti si vous avez dit que je n'ai pas été secrétaire d'ambassade, et j'ai menti si je n'ai pas été secrétaire d'ambassade.*

Pourquoi s'en prendre à moi, qui en dix ans n'ai pas mis le pied quatre fois dans Genève, et qui n'ai ni écrit, ni parlé contre lui à personne?

Qu'arriverait-il si je faisais imprimer la lettre qu'il m'a écrite et ses lettres de Venise? Quel peut avoir été son dessein en m'enveloppant dans ses querelles? Il faut absolument qu'on ait voulu nous aigrir l'un contre l'autre, et cela est bien injuste et bien maladroit.

Quand vous me connaîtrez mieux, Monsieur, vous verrez combien je suis éloigné d'accabler les infortunés et de flatter les persécuteurs. L'exemple des Calas, et quelques autres, pouvaient vous faire connaître mon caractère. Vous verrez s'il est digne du vôtre, et si je mérite que vous soyez touché des sentiments respectueux avec lesquels j'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

VOLTAIRE.

(Adresse :) A Monsieur Monsieur Jean-André De Luc, A Genève.

Cachet armorié: D'azur à trois flammes [d'or]. Couronne de marquis. Support de levrettes. Croix pendante.

### III

A Ferney, 26<sup>e</sup> 9bre 1765.

On ne vous a point trompé, Monsieur, quand on vous a assuré de mon estime extrême pour vous, de mon zèle pour le bonheur de la république, et des justes espérances que me donne l'esprit

de justice qui vous anime ; mais on ne s'est peut-être pas expliqué assez clairement sur la manière dont j'ai conçu les objets qui vous divisent. Voici, Monsieur, l'idée que je m'en suis faite :

L'article 3 de la Médiation ne souffre pas qu'on innove sans le consentement du Conseil général. Les paragraphes 5 et 6 de l'article 4 semblent littéralement donner le droit au Conseil de rejeter ou d'admettre, au gré de sa prudence, les représentations des citoyens.

Or supposons un cas où le Conseil eût innové malgré la loi de l'article 3, et où les remontrances des citoyens seraient rejetées en vertu des articles 5 et 6. N'est-il pas évident qu'alors la loi se trouverait en contradiction avec elle-même ?

Le jurisconsulte étranger qui était chez moi lorsque vous y vîntes, ne considérait que ces articles 5 et 6. Mais un autre, beaucoup plus au fait et bien plus à portée d'en rendre compte, est convenu avec moi que la loi qui défend toute innovation faite sans le consentement du Conseil général est en opposition avec la loi qui permet de ne point assembler le Conseil général quand les citoyens demandent cette assemblée au sujet d'une innovation. Il faut donc concilier l'esprit de la loi avec la lettre. Il faut prévenir par une explication claire et nette toutes les incertitudes.

Il ne serait pas juste, sans doute, qu'un petit nombre de citoyens fatiguassent par caprice le Conseil, occupé de ses fonctions journalières, et demandassent l'assemblée de la république entière pour des objets de peu d'importance ; mais il ne serait pas juste aussi que le Conseil rejetât les vœux du plus grand nombre dans des choses de conséquence.

C'est là, ce me semble, le centre de toutes les difficultés. Quel nombre de citoyens doit-on fixer pour que le Petit Conseil soit obligé de porter leurs remontrances au Deux Cents, et d'assembler en conséquence le Conseil général ? C'est là le point essentiel qui doit être décidé.

Il me paraît qu'on peut aisément s'accorder sur tous les autres ; c'est là le sentiment d'un homme en place, très instruit, et en état de préparer toutes les voies de conciliation. Nous nous sommes trouvés tous deux du même avis, avant de nous avoir communiqué nos idées.

Je dois vous dire encore, Monsieur, qu'il a été très touché de la

décence et de la modération que les citoyens ont fait paraître dans les dernières assemblées ; c'est ce qui distingue le peuple de Genève ; plus il est éclairé, plus il est sage.

M. Hennin viendra incessamment : c'est un homme qui a beaucoup de mérite, qui a de la justesse dans l'esprit et de la justice dans le cœur.

Quand j'aurai l'honneur de vous entretenir, je vous en dirai davantage ; vous me trouverez toujours zélé pour la paix, plein d'estime pour les personnes des magistrats, comme pour celles des citoyens que j'ai eu l'honneur de connaître. Le papier me manque pour vous dire tout ce que je pense de vous et à quel point je vous suis attaché.

V. t. h. o. s<sup>r</sup>

Je salue M<sup>r</sup> votre père et M<sup>r</sup> votre frère.

V.

#### IV

Si vous voulez, Monsieur, nous faire l'honneur de venir dîner demain samedi dans votre ancien château de Ferney, vous y trouverez un homme mieux instruit que moi de vos affaires et de vos droits ; vous pourrez vous en retourner à Genève avec lui. Il est plus en état que moi de rendre un compte détaillé au ministère de France, et de contribuer à la concorde et au bonheur de votre estimable ville. Je n'aurai que l'avantage d'avoir préparé les voies ; c'est bien assez pour un vieux solitaire. J'ai la satisfaction de voir que les magistrats de Genève sont très contents que j'aie l'honneur de m'entretenir quelquefois avec vous, et que M<sup>r</sup> le Duc de Praslin approuve ma conduite. Il est vrai que je n'ai que du zèle, et que je peux m'être trompé dans les moyens de pacification que j'ai proposés ; mais ces mêmes moyens serviront à en faire trouver de plus efficaces ; on pourra rectifier mes idées, on n'ajoutera jamais rien à mon amour pour votre liberté et pour votre patrie, ni à l'estime et à l'attachement sincère que j'aurai pour vous tant que je vivrai.

V. t. h. o. s.

V.

Permettez-moi de faire mille compliments à toute votre famille.

Vendredi 29<sup>e</sup> 9<sup>bre</sup> 1765, à Ferney.

(*Adresse :*) A Monsieur Monsieur Jean-André De Luc, A Genève.

## V

Je vous prie de me renvoyer, Monsieur, la consultation des avocats de Paris, dont je n'ai point de copie. Je ne sais s'ils auront rencontré juste, mais je puis vous répondre qu'ils ont agi comme moi avec la plus grande impartialité et l'amour le plus sincère de la justice. Vous m'êtes témoin que dans nos conversations je ne vous ai jamais marqué d'autres sentiments ; ce sont ceux de M<sup>r</sup> Hennin. Je me flatte qu'il rapprochera des magistrats et des citoyens vertueux, que quelques mal-entendus ont désunis, et que l'amour de la patrie conciliera.

V. t. h. o. sr.

21<sup>e</sup> X<sup>bre</sup> 1765, à Ferney.

V.

(*Adresse :*) A Monsieur Monsieur Jean-André De Luc, A Genève.

## VI

La consultation des avocats a été faite, Monsieur, à la réquisition d'un ministre, ami de M<sup>r</sup> le Duc de Praslin, comme je vous l'ai dit, mais ce n'est point M. le Duc de Praslin qui l'a fait faire.

Je pense encore qu'il serait important pour les citoyens qu'ils s'accomodassent avec le Conseil, sans avoir recours à une médiation, dont on ne peut prévoir le jugement. Peut-être n'est-il pas impossible de vous rapprocher. J'espère que j'aurai l'honneur de voir quelqu'un de vos magistrats dans peu de jours ; je regarderais comme le plus heureux jour de ma vie celui où je pourrais vous porter des paroles qui agréassent à vos amis.

Je vais lire avec beaucoup d'attention votre réponse sur les emprisonnements. J'enverrai à Paris cette réponse, et je vous dirai ce qu'on en pense. Il me paraît déjà que M<sup>rs</sup> les avocats sont de votre avis sur cet article.

Permettez-moi de finir sans compliments : l'estime et l'amitié les réprouvent.

27<sup>e</sup> X<sup>b<sup>re</sup></sup> à Ferney.

(Adresse :) A Monsieur Monsieur Jean-André De Luc, à Genève.

## VII

A Ferney, 11<sup>e</sup> janv. 1766.

En attendant, Monsieur, que je sache l'adresse de M<sup>r</sup> Bertrand, j'ai pris le parti d'écrire à M<sup>r</sup> de Freudenreich, l'un des seigneurs les plus accrédités de Berne, son ami, son protecteur, et qui m'honore depuis longtemps d'un peu d'amitié.

Je vous envoie la lettre que je lui écris, et je peux vous répondre qu'il sera aussi étonné que moi-même de la singulière imposture que vous m'avez apprise. Ce tissu de calomnies, que j'ai ignorées pendant plusieurs années, a été, je le vois bien, une des causes des dissensions qui agitent votre république. On a voulu faire accroire que j'avais contribué à faire décréter M<sup>r</sup> Rousseau à Genève, et à le faire chasser de l'état de Berne, tandis que je ne me suis jamais mêlé de ses affaires que pour lui offrir une retraite honorable, que je lui offre encore en pur don pour sa vie. Il eût mieux fait, sans doute, de l'accepter que de fuir d'asile en asile, et de désert en désert, pour aller dans une nation dont il ne pourra jamais parler la langue, qui se soucie très peu des livres français, et qui au bout de deux jours fait un accueil très médiocre aux étrangers. Il a mal calculé en tout et le désir d'être singulier ne lui a attiré que des infortunes singulières.

Vous qui avez, Monsieur, de la justesse dans l'esprit et de la



justice dans le cœur<sup>1</sup>, je vous fais juge de sa conduite et de la mienne. Je voudrais qu'il fût temps de réparer tant de fautes et tant de malheurs. Si la vérité avait été plutôt connue, je ne doute pas que Mr Rousseau n'eût pris un meilleur parti.

Il paraît, par la lettre de Mr D'Yvernois, que votre infortuné citoyen, aveuglé par ses malheurs, et peut-être par une fierté opiniâtre, croit ou feint de croire que j'ai agi contre lui, ce qui est directement contraire à toute ma conduite, à toutes mes maximes, et surtout à l'intérêt des opinions que je professe hautement.

Ces absurdes calomnies m'ont attiré des injures très grossières, auxquelles je n'ai répondu que par quelques plaisanteries. Mais il faut enfin, en oubliant les injures et les railleries, que la vérité s'éclaircisse.

Je vous répéterai toujours que s'il y a dans Genève un seul conseiller à qui j'aie parlé ou fait parler pour décréter Mr Rousseau, je consens de passer pour un scélérat aussi lâche que celui qui a le premier débité cette étrange imposture. Il faut bien que Mr D'Yvernois ne soit pas encore pleinement éclairci, puisqu'écrivant souvent à Mr Rousseau, il est le seul de ses amis qui ne soit pas venu chez moi. Je vous prie de voir la lettre que je lui ai écrite en réponse à la sienne. Ma candeur et mon indignation l'ont dictée, et il doit sentir qu'on n'écrit point ainsi quand on a quelque chose à se reprocher.

Je désirerais fort, Monsieur, pouvoir vous entretenir incessamment pour de très fortes raisons, et que vous vinssez seul. Vous connaissez mes sentiments, et il n'est plus question de compliments entre nous.

V.

<sup>1</sup> Comme M. Hennin ! (Ci-dessus p. 412.)

## VIII

*Copie d'une lettre écrite à Monsieur de Voltaire  
par Monsieur le Colonel Charles Pictet, du 6 février 1766.*

Monsieur,

Je croirois manquer à mon devoir, tant par rapport à vous, Monsieur, que relativement à moi-même, si, après avoir lu la lettre qu'on me dit que vous avez adressée à Mr Lullin, et dont je joins ici la copie, si je tardois, dis-je, à vous témoigner ma satisfaction sur le précis de l'assertion qu'elle contient. Oui, Monsieur, je suis charmé d'y pouvoir lire d'après vous que « s'il y a un seul magistrat, un seul homme dans la ville à qui « vous ayez parlé ou fait parler contre Mr Rousseau, que vous « consentez d'être aussi infâme que les secrets auteurs de cette « calomnie doivent l'être. » J'ignore absolument, Monsieur, ce qui pouvoit avoir donné lieu à une imputation dont votre lettre actuelle démontre toute la fausseté, mais ce que je sais de bien certain, c'est que je n'étois pas le seul imbu de cette calomnie, et que plus le motif m'en parut odieux et moins ma vivacité à ce sujet a dû vous paroître offensante. Je suis très fâché, Monsieur, qu'un préjugé erroné m'ait mis dans le cas d'indisposer une personne dont j'ai toujours admiré et respecté les talents. Ce sentiment me conduit à vous dire, Monsieur, qu'une justification aussi claire que celle que produit votre lettre sur le fait le plus odieux vous donne tous les droits que vous méritez sur l'estime et l'attachement non seulement de ceux qui vous environnent, mais de ceux mêmes qui n'ont point l'honneur de vous connoître personnellement. Agréez, Monsieur, l'assurance que je vous présente de ces sentimens, ainsi que de ceux de la respectueuse considération avec lesquels je suis,

Monsieur,

votre très humble et très obéissant serviteur.

Genève, ce 6<sup>e</sup> Février 1766.

PICTET, col<sup>l</sup> au service  
de L. H. P.

## IX

*Réponse de Mr de Voltaire*

Monsieur,

La lettre que j'écrivis ces jours passés à Mr Lullin est exactement conforme à la copie que vous me faites l'honneur de m'envoyer; elle n'est pas moins conforme à la vérité dans tous les points. Il me semble qu'on aurait dû commencer dans toute cette affaire par examiner le fait dont il était question : la vérité eût été bien vite reconnue et tout aurait été apaisé; deux ou trois fausses démarches ont causé bien des peines et des inquiétudes qu'on pouvait éviter; on est détrompé, mais trop tard. J'ai vu avec douleur les tristes suites de cette affaire. Si quelque chose pouvait me consoler dans le malheur public, c'est qu'au moins on me rend justice; et la lettre dont vous m'honorez, Monsieur, est assurément une de mes plus flatteuses consolations.

J'ai l'honneur d'être, avec les sentiments les plus respectueux,

Monsieur,

votre très humble et très  
obéissant serviteur.

VOLTAIRE.

Au château de Ferney, 6 février 1766.

# LES TROUBLES DE GENÈVE

## EN 1781 ET 1782

Extraits des papiers de Perrinet Des Franches  
conservés aux Archives Nationales de France

---

Dans une communication dont il a été rendu compte ici même<sup>1</sup>, j'ai signalé parmi les dossiers du « Séquestre des Emigrés et Condamnés » conservés aux Archives Nationales, à Paris, une source très abondante de renseignements sur les troubles de Genève et les relations de la République avec la Cour de France, pendant la seconde moitié du XVIII<sup>me</sup> siècle. Ce sont les papiers d'Horace-Bénédict Perrinet Des Franches (1725-1791), citoyen de Genève, qui, de 1769 jusqu'à sa mort, vécut à Paris. Ayant quitté Genève à la suite de quelques froissements d'amour-propre et d'ennuis domestiques, mais surtout en vue de rétablir une fortune très menacée sous des apparences opulentes, Des Franches consacra les premières années de son séjour à Paris aux affaires de la Compagnie royale des glaces de Saint-Gobain, à laquelle il était intéressé. Il sut se créer de nombreuses et utiles relations et gagner en particulier la faveur du comte de Vergennes, ministre des Affaires Étrangères<sup>2</sup>. De 1773 à 1777, il travailla avec adresse

<sup>1</sup> Voir ci-dessus p. 279.

<sup>2</sup> Le 25 juin 1779, le comte de Vergennes écrivant à la marquise de Langeron, née Perrinet du Pezeau, cousine de Des Franches, que son mari, le lieutenant-général de Langeron, commandant à Brest, était autorisé à se choisir, outre son propre fils, deux aides de camp dont l'un serait le jeune Bossey, fils de Des Franches, s'exprimait en ces termes : « Ce qu'il m'est permis de vous dire, Madame, c'est que les occasions les plus agréables pour moi sont celles où je vous donne des marques de mon respect, à M. le marquis de Langeron les preuves de mon attachement, et où je puis justifier la confiance que je me flatte que M. Des Franches veut bien mettre dans mon amitié et dans mon intérêt pour lui et pour les siens. » (Copie de la lettre de Vergennes, transmise par M<sup>me</sup> de Langeron à Des Franches. *Archives Nationales*, T 161<sup>25</sup>).

et activité<sup>1</sup> à la négociation de l'alliance entre le Roi de France et les Cantons Suisses, conclue par Vergennes en 1777.

L'heureuse réussite de cette négociation avait mis en lumière, à Genève, les talents diplomatiques de Des Franches, ou plutôt son habileté dans le rôle d'intermédiaire officieux au service du ministre des affaires étrangères. Aussi lorsqu'en 1777, Necker, appelé au poste de directeur général des Finances du Royaume, se démit de la charge de ministre de la République qu'il revêtait depuis 1769, le Conseil de Genève proposa-t-il à Des Franches d'accepter cette succession. Mais les tendances politiques du Conseil paraissaient beaucoup trop avancées et dangereuses à un esprit aussi foncièrement réactionnaire, qui n'augurait que ruine et désolation de toute concession aux revendications des « Représentants » et des « Natifs ». Pour garder donc une certaine liberté d'action dans ses démarches auprès de la Cour de France, Des Franches ne consentit à se charger des intérêts de la République qu'à titre de « ministre sans caractère<sup>2</sup> ». Il se réservait de faire

<sup>1</sup> Les adversaires politiques de Des Franches rendaient eux-mêmes justice à son zèle et à sa puissance de travail. Dans son *Tableau historique et politique des deux dernières révolutions de Genève* (Genève 1791), t. II, p. 115, François d'Ivernois écrit : « ... on apprit que le Comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, s'occupait de la Suisse, et qu'il mettait sa gloire à l'accomplissement d'un nouveau traité qu'il avait en tête.

« Ce fut alors que les partisans de Des Franches mirent tout en œuvre pour le faire employer dans cette pénible négociation. On exalta à la Cour sa capacité, son amour pour le travail ses lumières sur les intérêts compliqués de la Confédération Helvétique, ses relations intimes avec quelques-uns des principaux membres de ce Corps. Des Franches méritait cet éloge, et ses services ne furent point refusés. »

Un peu plus haut (*ibid.*, p. 108), d'Ivernois portait sur Des Franches ce jugement assez juste : « L'homme auquel on confia cette mission [il s'agissait, d'après d'Ivernois, d'obtenir la protection du ministre pour les aristocrates genevois], fut Des Franches, le même qui avait été si profondément ulcéré contre ses concitoyens, lorsqu'ils lui refusèrent la magistrature de Procureur Général. Son ressentiment, son caractère tout à la fois altier et pliant, son activité surtout, le rendaient plus propre que personne à ce rôle. Il avait même déjà quitté Genève dès l'édit de 1763, comme si cette loi lui en eût fait un séjour insupportable en y préparant la dégradation des familles aristocratiques. »

<sup>2</sup> Il touchait du Conseil une pension de 1200 livres, mais assurait qu'il dépensait, pour la République, plus de 5200 livres par an en frais de bureau, secrétaires, voyages à Versailles, etc.

pencher la balance du puissant voisin en faveur de la politique du groupe des « Constitutionnaires<sup>1</sup> », auquel il se rattachait, quand le Conseil de Genève lui paraîtrait s'aventurer sur un terrain

<sup>1</sup> On appelait ainsi le groupe le plus ardent du parti aristocratique dit des « Négatifs », décidé à ne pas céder aux revendications de la Bourgeoisie, et à revenir, si possible, aux anciennes coutumes, battues en brèche par l'Edit de 1768. Cf. Denkinger-Rod, *Histoire populaire du canton de Genève* (Genève, 1905, gr. in-8), p. 327.

Un « Tableau des Constitutionnaires qui ont fait la démarche du 9 novembre 1780 pour réclamer les bons offices des Puissances Garantes, » dont on trouve une copie dans les papiers Des Franches aux Archives Nationales (T 161<sup>29</sup>), nous apprend que ce groupe comptait alors : 123 membres du Conseil des CC, dont 13 anciens magistrats, 18 officiers, 12 avocats ou professeurs ; 27 anciens membres du CC, dont 5 anciens magistrats, 7 officiers, 3 avocats ou professeurs ; 246 simples Citoyens et Bourgeois, dont 36 officiers, 15 avocats ou professeurs, au total 396 Constitutionnaires, dont 18 anciens magistrats, 61 officiers, 30 avocats ou professeurs. En y joignant quelques membres du Petit Conseil, du Clergé (30 environ), et quelques absents, on arrive à un total de 450 Constitutionnaires. L'exactitude de ce tableau est attestée, à Genève le 11 décembre 1780, par Saladin de Crans, Isaac-Robert Rilliet, le baron de Vincy et Pictet de Sergy, colonel au service de France.

Grâce à l'obligeance de MM. van Berchem il m'a été possible de consulter les papiers d'Antoine Saladin conservés aux *Archives du château de Crans*. Dans son « Journal politique », très minutieusement rédigé au jour le jour, pour son usage personnel, Antoine Saladin de Crans, qui fut un des membres les plus influents et les plus actifs du Comité des Constitutionnaires, a consigné un compte rendu fidèle et détaillé des délibérations et actes du dit Comité, dont par ailleurs les procès-verbaux tenus par le secrétaire, M. Naville-Rilliet, paraissent avoir disparu. De même, dans la « Correspondance politique » d'Antoine Saladin ont été conservées, en minutes ou en originaux, toutes les lettres échangées entre Des Franches et son ami intime Saladin, jusqu'en 1785, au sujet des affaires de Genève. Les lettres de Saladin à Des Franches, rendues à leur auteur, se trouvent dans ce dossier.

Le Comité avait une organisation très complète, un champ d'activité fort étendu, et son existence était officiellement reconnue par le Conseil, qui en mainte occasion réclamait son concours. Pour l'étude de diverses questions il élisait dans son sein des Commissions (que l'on appelait aussi des comités, ce qui pourrait prêter à confusion). Les deux ou trois extraits

trop glissant. C'était alors non plus à titre de ministre, mais en qualité de délégué du « Comité des Constitutionnaires », que Des Franches intervenait auprès du ministre des Affaires Etrangères,

du « Journal politique » d'Antoine Saladin, que nous ajoutons ici, montrent le très grand intérêt que présente ce « Journal » pour étudier le rôle important et encore mal défini du Comité dans la vie politique de Genève à cette époque.

18 février 1781 : « M. Micheli fait son rapport au Comité. M. le comte Gallatin y est entendu aussi sur ce qui concerne les Natifs.

On nomme un Comité pour les Natifs, composé de MM. Micheli, Fatio, Ami Rilliet et Rilliet-Fatio, et un Comité pour le Code composé de MM. Micheli, Dunant, Puerari et Naville.

M. Naville, reprend aussi sa qualité de secrétaire du Comité... »

22 février 1781. « Comité des Constitutionnaires. » Les articles arrêtés dans l'assemblée des 105 [c'était le Grand Conseil des Constitutionnaires] de ce jour-là sont ceux-ci :

1° Que le Comité restera composé de MM. Saladin, Cramer, Boissier, Jallabert, Ami Rilliet, De Chapeaurouge, Pictet de Sergier, Mallet prof., Puerari, Fatio-Pelissary, De Tournes-Cannac, Dunant châtelain, Micheli major, Des Arts ancien conseiller, Lullin-Boissier et Naville-Rilliet, y joint M. Rilliet-Fatio.

2° Qu'il sera de nouveau autorisé à suivre à la direction de la cause des Constitutionnaires et à prendre toutes les résolutions provisionnelles accessoires.

3° Que tous les membres constitutionnaires du 200, qui auront quelque idée ou mémoire à communiquer aux Seigneurs Plénipotentiaires, sont invités à en faire part d'abord au Comité qui les discutera.

4° Que le Comité ne fera rien d'essentiel sans l'aveu et le consentement des 105 ou de leur pluralité.

5° Que le Comité pourra diviser le travail dont il est chargé en autant de comités particuliers qu'il le jugera nécessaire... »

23 février 1781. « M. le Premier Syndic charge M. le Conseiller Galiffe d'en faire part [d'instructions à envoyer à Paris] au Comité. Ce qu'il fait, en témoignant le désir de s'entendre avec nous... »

24 février 1781. « On détermine dans le Comité : 1° de nommer MM. Rilliet-Fatio, Micheli et Naville, pour tranquilliser le Cercle Diodati et conférer avec lui. 2° Un comité de MM. Saladin et Des Arts pour suivre de jour à jour ce qu'il y a à faire avec M. Gabard. 3° De faire un mémoire sur les inconvénients de la marche indiquée dans la lettre du 19, et d'en envoyer un à M. Necker et un à M. Des Franches, ce qu'on fait le 26 .. »

le comte de Vergennes, et ses subordonnés au courant des affaires de Genève, MM. Hennin et Gabard. Très souvent on cherchait à combattre des mesures proposées par le Conseil de Genève. Des Franches agissait de concert avec Jacob Tronchin, lui aussi correspondant du Comité.

Mais ses affaires privées, depuis longtemps fort mal en point étaient dans le pire désordre. Le luxe de façade dont il aimait fort à se parer, et qui, jusqu'à un certain point, était de rigueur dans sa position, n'était plus soutenu que par des emprunts, dont les bailleurs, jamais remboursés, devenaient de plus en plus pressants, et par des artifices d'une moralité de plus en plus douteuse. Au bout de quelques années, en 1785, Des Franches, acculé à la ruine, autant par sa faute que par celle de son fils<sup>1</sup>, et qui devait achever ses jours en proie à une misère noire, était obligé de renoncer à ses fonctions de ministre sans caractère de la République de Genève. Le Conseil nomma alors Jean-Armand Tronchin ministre en titre.

Bien que la plus grande partie de la volumineuse correspon-

<sup>1</sup> Celui-ci, connu sous le nom de M. de Bossey, ou même de comte de Bossey (la seigneurie de Bogis-Bossey était provenue à Horace-Bénédict Perrinet Des Franches du chef de sa mère, née Andrienne Turretini de Bossey), était un viveur et un joueur incorrigible, dont les dettes énormes hâtèrent encore la déconfiture de son père. Des Franches et Bossey étaient d'ailleurs aussi dépourvus l'un que l'autre de scrupules, quand il s'agissait de chercher des expédients pour se tirer des griffes de leurs créanciers.

En passant, je signalerai une petite erreur qui s'est glissée dans le *Recueil généalogique suisse* (t. II, p. 373), article Perrinet des Franches) On y voit deux fils d'Horace-Bénédict Perrinet des Franches et de Charlotte-Louise Bégon mentionnés, l'un comme officier aux Gardes Suisses, l'autre comme colonel au service de France. En réalité le fils aîné, Claude-Jean-Louis, né le 5 septembre 1751, était mort en bas âge, et c'est le second, André-Jean-Louis, né le 15 août 1753, officier aux Gardes Suisses, qui reçut en 1778, à titre de récompense pour les services rendus par son père dans la conclusion de l'alliance de la France avec les cantons suisses, un brevet de colonel. Il dut donner sa démission d'officier aux Gardes à cause de ses dettes, en 1784, avant d'avoir joui des prérogatives attachées à son brevet de colonel.

On ne trouve pas la date de la mort de Bossey, mais elle a dû survenir vers 1793, en Angleterre où il avait émigré; à moins qu'il ait été guillotiné? Quoi qu'il en soit, les papiers de son père, qui était mort dans un complet dénuement à Paris au milieu de 1791, furent saisis avec les siens, à son dernier domicile, rue de la Rochefoucauld, Barrière Blanche, n° 1, à la fin de 1792.



dance avec le Conseil ait disparu, on trouve encore dans les gros cartons classés au nom de Bossey, sous la cote 161<sup>1 à 35</sup>, dans la série des « Papiers séquestrés des Émigrés » aux Archives Nationales, au milieu d'une incroyable accumulation de factums, de pièces de procédure, de factures de fournisseurs, etc., plusieurs liasses de lettres qui présentent un véritable intérêt pour l'histoire de Genève<sup>1</sup>. On en pourra juger par les quelques extraits qui suivent, relatifs aux deux années si mouvementées 1781 et 1782.

Ce qui frappe surtout dans cette correspondance, c'est, chez Des Franches et ses amis, une tendance qui leur paraît toute naturelle, à chercher toujours, dans toutes les difficultés de la politique intérieure genevoise, appui et secours auprès de la grande puissance voisine. Si cet état d'esprit choque les idées modernes sur l'indépendance et la dignité des nations, il s'explique par les circonstances du temps et les opinions universellement admises jadis, ainsi que par les traditions et les souvenirs du passé genevois : on se souvenait encore que, pendant la seconde moitié du XVI<sup>me</sup> siècle et le commencement du XVII<sup>me</sup>, Genève, négligée la plupart du temps par ses alliés des Cantons Suisses, avait dû avant tout la conservation de son indépendance, menacée par la Savoie et le Pape, à l'intervention constante de la cour de France, intéressée à maintenir ouvert et libre le passage vers les Ligues. Et c'était devenu une habitude de compter sur l'intervention de la France en toute circonstance. « Tous nos yeux sont tournés du côté de Versailles, comme étant celui du soleil de qui nous attendons la lumière et la vie », écrit l'un des correspondants<sup>2</sup> de Des Franches. Ces dispositions n'étant pas particulières au parti des *Négatifs* ; tous les partis pensaient et agissaient de même, plus ou moins ouvertement.

Quant à Des Franches, quelque déplorable qu'ait été la gestion de ses affaires privées, quelque répréhensibles qu'apparaissent ses agissements financiers, il faut lui rendre cette justice que durant de longues années, et tout particulièrement de 1777 à 1785, pendant

<sup>1</sup> Une pièce intitulée par Des Franches : « Répertoire de ma correspondance avec le Conseil, depuis le 19 juin 1783 (jusqu'en février 1785) » comporte pour ces 19 mois 502 numéros (*Archives Nationales*, T 161<sup>34</sup>). Les lettres de Des Franches et de ses correspondants sont classées suivant l'ordre chronologique de leur expédition, pour les unes, et de leur réception pour les autres. Les correspondants de Des Franches sont MM. Pue-rari, Jacob Tronchin, Saladin fils, Jolivet, trésorier, Micheli du Crest, de Rochemont, etc. Aucune de ces lettres ne se retrouve dans les dossiers des Archives Nationales. Comme nous l'avons dit plus haut, celles d'Antoine Saladin avaient été rendues à celui-ci et sont à Crans.

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup> [Marc-Conrad] Fabri d'Aire-la-Ville, capitaine au service de Sardaigne à Des Franches. Genève, 5 janvier 1782.

sa légation sans caractère à la Cour de France, il avait travaillé avec un zèle rare à la défense des principes qu'il croyait très sincèrement pouvoir seuls assurer le salut et le bonheur de sa patrie.

Hippolyte AUBERT.

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres <sup>2</sup>.**

Paris, 22 avril 1781.

... Depuis sept ans, Monsieur, je suis occupé pour la Suisse et pour Genève de travaux publics très pénibles. Mais depuis quatre mois, entre autres, je mène la vie d'un galérien.

Comme le Ministère et les Cantons m'avoient honoré de leur confiance dans la négociation relative au renouvellement de l'Alliance de cette Cour avec le Corps Helvétique, conclue en 1777, les mêmes relations m'avoient déjà mis à portée de rendre bien des services à notre Patrie. Et la pensée que je pouvois lui être encore utile me fit consentir à me charger des affaires de l'État lorsque M. Necker fut mis à la tête des Finances, mais sans vouloir accepter aucun caractère, ni même de lettre de créance. Mes principes sur notre Gouvernement, qui nous sont communs, fortifioient mon désir de travailler à l'avantage de notre République, mais ne pouvoient me permettre d'être dans la dépendance d'un Conseil aussi différent de ce qu'il étoit autrefois.

J'ai donc eu une correspondance suivie avec lui depuis ce temps là, mais j'en ai soutenu une beaucoup plus active avec le Comité de nos braves Constitutionnaires. Il ne se passe pas un seul courrier où je ne reçoive de leurs nouvelles et où je ne leur donne des miennes. Ces lettres sont nécessairement volumineuses. Nos amis m'instruisent en détail de ce qui se passe chez nous, et je leur rends compte de ce que j'apprends à Versailles.

Cela exige de moi encore une autre correspondance, également suivie et circonstanciée, avec les premiers magistrats de Berne et

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, minute originale dictée, avec des corrections de la main de Des Franches.

de Zurich. Joignez à cela des courses très fréquentes, vous comprendrez qu'après tout ce qui s'est passé chez nous depuis quatre mois, mon existence a été pénible et douloureuse, n'y ayant pas de jour où j'aie fini mon travail avant 9 ou 10 heures du soir. Je n'aurais pas la force de le soutenir, si je n'avais l'espérance la mieux fondée que la paix et le bon ordre se rétabliront enfin chez nous d'une manière solide.

Nous avons à cet égard les plus grandes obligations à M. le Comte de Vergennes, ministre d'un Roi garant avec les deux premiers Cantons du Gouvernement établi en 1738. Il a senti les fautes qui se commirent dans la Médiation de 1766 et les véritables causes de nos maux. Il en a suivi les conséquences, les progrès, avec intérêt, et il me paroît prendre la meilleure route pour y mettre un terme. Depuis près de trois ans qu'il s'en occupe sérieusement, il y a mis tout l'examen, la modération et la patience possibles. Il est fermement convaincu que l'intérêt du Roi, son maître, autant que la justice, exige que Genève soit libre et indépendante. Il fait tout ce qu'il convient pour ménager un heureux concert avec les Suisses, en leur donnant l'impulsion convenable en vue de guérir les plaies une fois pour toutes.

Nous avons le bonheur de le voir très heureusement secondé par M. Hennin, premier Commis des Affaires Étrangères, qui a été plus de douze ans Résident de France à Genève, et qui y a laissé des regrets universels. Il connaît à fond nos affaires et le caractère de ceux qui y jouent un rôle principal.

Actuellement il est décidé que les trois Puissances vont s'occuper de notre Pacification. Car vous savez que l'orgueil inflexible des chefs de la Cabale et surtout leurs derniers excès ont rendu ce remède indispensable, puisqu'on ne peut opposer que la protection des Garants à des personnes qui veulent renverser les loix, s'en faire de nouvelles, et nous mettre sous l'oppression, la bayonnette au bout du fusil.

Les Cantons et notre Conseil auroient voulu que le Congrès fût à Genève. Mais la Cour préfère (et nos amis l'ont vu sans peine) qu'il se tienne à Soleure, résidence de l'Ambassadeur de Sa Majesté auprès des Cantons, soit pour ne pas compromettre la dignité d'un Ministre du premier rang, dans un pays où les Loix sont sans aucune force, et où la sûreté publique a été aussi étran-

gement compromise, soit parce que le procès étant instruit du reste, le travail des Plénipotentiaires ne sera pas troublé à 30 lieues de Genève, comme il auroit pu l'être dans cette ville, par les clameurs, les menaces, l'esprit de faction, les intrigues de toute espèce, et l'influence malheureuse que pourroient avoir les commotions que nos adversaires renouvellent toutes les fois que cela leur convient.

Pendant ce tems-là, la Cour enverra à Genève un nouveau ministre, M. le Baron de Castelnau, homme de qualité, d'esprit, qui connoit déjà très bien les questions et les gens avec lesquels il aura à faire. Zurich et Berne laisseront aussi des Députés, soit pour en imposer aux perturbateurs de la paix publique, soit pour correspondre avec les Plénipotentiaires de Soleure.

Voilà où nous en sommes, mon cher Monsieur, au moment où je vous écris. J'aurai soin de vous communiquer ce qui suivra. Car nous allons être dans le moment de la crise. Mais je vous répète avec plaisir et confiance que, s'il plaît à Dieu, nous nous en tirerons bien.

Quand cela sera fini, j'aurai payé la dette d'un bon patriote, car je crois que mon zèle, mon expérience et ma position ne m'auront pas rendu inutile à notre pays.

J'ai les yeux si fatigués, mon cher Monsieur, que je suis obligé de vous donner ce détail par la main de mon secrétaire. Vous y trouverez les raisons qui m'ont empêché quelquefois de donner autant d'étendue à ma correspondance que je l'aurois désiré...

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres<sup>1</sup>.**

Paris, 9 septembre 1781.

Il n'y a rien de nouveau sur les affaires de Genève, depuis ce que j'ai eu l'honneur de vous mander, que la lettre des Deux Cantons à la Cour, dont elle a été peu satisfaite, et qui pourra occasionner une réponse qui changera l'état des choses. D'autant plus que les Représentants ne paroissent pas vouloir acquiescer

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, minute orig., en partie autogr., en partie dictée.

au *statu quo* consenti, auquel le Ministère ne mettoit aucun obstacle. M. l'Ambassadeur est arrivé et repartira dans peu pour Soleure. Je l'ai vu hier. J'ai été très satisfait de tout ce qu'il m'a dit. Mon ami M. Sal[adin] est aussi arrivé, il y a quelques jours. Je l'avois prié de venir, pour qu'il put connoître par lui-même et rendre un compte direct à notre parti des dispositions de la Cour<sup>1</sup> et la bien instruire de notre position actuelle.

<sup>1</sup> C'était le 19 juillet 1781 que Des Franches avait pour la première fois exposé à Antoine Saladin ce projet de voyage à Paris, qui aurait cet avantage de faire connaître à la Cour les idées du Comité, et de mettre celui-ci à même de bien comprendre « le fond du système de la Cour ». Tout en donnant au ministre d'utiles renseignements, Saladin en obtiendrait de non moins précieux pour le Comité. On assurerait aussi l'unité de vues entre la Cour, le Comité et Des Franches. Il y eut néanmoins passablement d'hésitations de la part de Saladin et du Comité au sujet de l'opportunité de ce voyage. Outre ses convenances personnelles, qui s'opposaient à son départ, Saladin faisait valoir la nécessité que les chefs des Constitutionnaires fussent présents à Genève dans ces temps de crise. Il craignait que son absence ne nuisît à la marche régulière des affaires dans le Comité : « Quoi qu'assurément très éloigné de penser qu'on ne puisse se passer de moi, » répondait-il de Crans, le 27 juillet 1781, à la première proposition de Des Franches, « cependant on s'est accoutumé à me trouver le point de réunion, ainsi qu'à l'ordre et à l'exactitude que je tâche de mettre dans toutes les délibérations. Cette habitude feroit peut-être que mon absence seroit plus aperçue. » Mais Des Franches et Jacob Tronchin revinrent à plusieurs reprises à la charge, insistant sur la nécessité du départ de Saladin. « Tu me donnes pour différer ton voyage », lui écrivait Des Franches, le 18 août 1781, « des raisons que j'ai présentées au Ministre, et malgré lesquelles il a désiré que tu arrives... » Et le même jour, Jacob Tronchin lui mandait : « Vous avés, mon cher Monsieur, d'excellentes raisons pour ne pas partir. Mais il y en a une supérieure à toutes, qui vous y force. C'est que le Patron [M. de Vergennes] le désire, le veut, a confiance en vous, et croit nécessaire de vous entendre pendant que M. de Polignac [ambassadeur de France en Suisse] sera ici. Je désirerois fort que vous puissiez être en même tems à Genève et à Paris : vous êtes partout utile. Mais puisqu'il faut opter, il n'y a pas à hésiter. » Le 20 août, Des Franches écrit encore à Saladin : « Je passai hier deux heures avec M. Hennin. Il commença par me dire : « M. Saladin arrive-t-il ? Le Ministre me le demande tous les jours. A la fin, il pourroit s'impatienter.... » Saladin partit le 30 août 1781. (Correspondance politique d'Antoine Saladin, 1<sup>re</sup> série, *Archives du château de Crans*).

Nous avons passé jeudi deux heures dans le Cabinet du Ministre, où M. Saladin] a vu la sagesse, l'attention, la patience et l'intérêt vraiment paternel qu'il a apportés à nos affaires. Je m'y consacre tout entier, trop heureux si mes efforts peuvent être utiles à notre Patrie...

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres <sup>1</sup>.**

Paris, 30 septembre 1781.

Nos affaires de Genève touchent à la crise. La Cour veut qu'elles finissent convenablement et est animée à cet égard des dispositions les plus désirables. M. Saladin de Crans est ici depuis trois semaines, à ma sollicitation fondée sur le désir qu'avoit le le Ministre de le voir, pour être instruit de l'état des choses, et le mettre à portée d'orienter exactement notre Parti selon ses dispositions, en suite des dépêches qui viennent de partir pour les Cantons et pour Genève, et dont nous ne connoissons le contenu que demain. Mais nous soupçonnons qu'elles sont de nature à donner à penser à Berne et à Zurich, et surtout à nos adversaires. Je vous en instruirai dans peu de jours, car la chose va devenir fort intéressante.

Je continue d'y consacrer toutes les facultés de mon être, avec le sentiment que notre malheureuse Patrie retrouvera enfin la tranquillité avec un bon gouvernement.

M. Deluc n'a pas eu de succès dans les protestations qu'il avoit conçues. J'ai loué son zèle, mais je n'ai pu goûter ses propos...

**Marc Cramer à Des Franches, à Paris <sup>2</sup>.**

Londres, 2 octobre 1781.

Nous avons veu, dans une feuille qui se publie icy, un détail de la négociation de Soleure, accompagné de grandes impertinences

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, minute orig. autog.

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>31</sup>, orig.

contre Monsieur de Vergennes. Dans ce pays, on est pour le Peuple, parce que l'on suppose que la France protège les Magistrats opprimés. Toute cette relation des Conférences de Soleure a été communiquée par Du Roveray établi icy, frère du Procureur Général. Je ne sais s'il a part à l'insulte faite au Ministre de France, mais il est certain que c'est une honte de souffrir de semblables publications. Il est vrai que l'on dit vingt fois pire des Ministres icy, ainsi celui de France ne doit pas s'en scandaliser...

**Marc Cramer à Des Franches, à Paris<sup>1</sup>.**

Londres, 9 octobre 1781.

Je languis beaucoup de savoir nos affaires de Genève en bon train. Nous vous avons bien des obligations, et je me flatte que la Cour protégera les Magistrats que l'on veut opprimer. La conduite des Cantons est infâme. Ces Messieurs voudroient entretenir la mésintelligence plutôt que de l'apaiser. Si la France nous abandonne, nous sommes perdus.

Quant à M. Deluc, vous me permettrés de me référer à ce que j'écrivis à ce sujet à notre digne amy M. l'ancien Conseiller Tronchin. Je suis persuadé que je ne me suis point trompé à cet égard...

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres<sup>2</sup>.**

Paris, 17 octobre 1781.

... P. S. Je repars au moment même pour Versailles, Monsieur, car les jours et les nuits je m'occupe du salut de notre Patrie.

Vous êtes instruit de la réponse que la Cour a faite aux Cantons le 24 septembre, et du parti qu'elle a pris de se dégager de la Garantie de 1738, en m'annonçant en même temps la surveil-

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, orig.

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup> minute orig.

lance et la protection qu'elle accorde à la République, et les mesures qu'elle a prises pour y prévenir tout désordre.

Il y a plus de deux ans que j'ai prédit cela aux Cantons, s'ils persistoient dans la même résistance aux vues salutaires de la Cour, qui après avoir patienté, comme vous l'avez vu, fort longtemps, a cru que la dignité du Roi ne lui permettoit pas de jouer un rôle qui lui paroissoit aussi subalterne, après tous les bons procédés qu'il avoit mis en usage. Je crois que nos Alliés seront fort embarrassés, car en y réfléchissant, ils ne pourront pas s'empêcher de voir ce que cette dépêche veut dire. Nous ne pouvons avoir encore de nouvelles du parti auquel ils s'arrêteront.

Notre Conseil a été consterné et a écrit au Roi ainsi qu'au Ministre. Nos amis ont été d'abord un peu étourdis du coup, mais je vois qu'ils commencent à en revenir. Je fais de mon mieux pour leur inspirer le courage et la confiance nécessaires. Et je vois avec plaisir qu'ils y paroissent résolus.

Notre Conseil a fait déjà quelques démarches pour réaliser la promotion du 200. Je lui ai écrit à cet égard de manière à lui faire faire des réflexions, et je sais qu'il est parti avant-hier de Versailles une lettre qui pourra lui donner encore à penser.

Dans ma première, je pourrai vous en dire davantage. Ceci pourra être un nouvel ordre de choses qui nous conduira au port. Car nos amis se conduisent à merveille. M. Sal[adin] aura demain sa dernière audience du Ministre<sup>1</sup>, et repartira dans peu...

**Marc Cramer à Des Franches, à Paris<sup>2</sup>.**

Londres, 26 octobre 1781.

J'ay vu dans les Gazettes d'Hollande la copie de la lettre que M. de Vergennes a écrite à nos Messieurs de Genève.

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, orig.

<sup>2</sup> A la date du 17 octobre 1781, Saladin relate dans son « Journal politique » cette audience, où le ministre, après s'être récrié contre la conduite des Députés Suisses, « me chargea, écrit-il, d'exhorter les Constituionnaires à apporter toute l'opposition qui dépendroit d'eux à l'élection



Je ne suis pas assez au fait de ce qui se passe, pour savoir si les Constitutionnaires en retireront de l'avantage. Mais je sais bien que j'aimerois mille fois mieux être sujet du Roy de France, que de Messieurs Du Roveray, Clavière, Vieusseux et pareilles gens. Quand j'y joindrois Messieurs de Zurich et de Berne, je crois que bien des gens seroient de mon avis. De tout cela il me paroît que nous sommes encore bien éloignés d'un accommodement que les Cantons ne semblent pas désirer.

On m'a dit que M. De Luc étoit de retour icy. Je ne l'ay point vu. Il est vray que je le vois rarement, et toujours par hasard. Ce n'est pas l'homme propre pour concilier les affaires, et je ne me suis jamais trompé sur son compte...

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres<sup>1</sup>.**

Paris, 4 novembre 1781.

J'ai été deux fois à Versailles la semaine dernière, et mes chevaux sont attelés dans ce moment pour y retourner encore. Je continue toujours à espérer le salut de notre Patrie, parce que nos amis sont plus fermes et plus unis que jamais, qu'ils voient bien que la Cour leur accorde le même intérêt.

J'ai voulu que M. Sal[adin], qui a un grand poids dans notre parti, en pût juger par lui-même, et qu'il transmitt aux fidèles ce qu'il avoit appris de la bouche du Ministre, avec lequel nous eûmes une conférence de plus de deux heures, le 17 du mois passé.

du 200, si le Conseil étoit assez foible pour aller de l'avant, et qu'ils pouvoient être assurés qu'ils seroient soutenus par la Cour... Il nous dit aussi, comme M. Hennin, que les Constitutionnaires ne devoient point se laisser intimider par les Cantons, au cas qu'ils voulussent essayer de nous pacifier, et qu'ils n'avoient qu'à rejeter hautement toutes les propositions qui ne seroient pas raisonnables; qu'ils pouvoient compter sur l'appui le plus étendu de la Cour, soit dans ce cas, soit dans tous les autres partis que pourroient prendre les Suisses... »

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>22</sup>, minute orig.

La Cour a eu dans tout ceci le système le plus sage. [Elle a montré] le désir le plus vrai de concourir fraternellement avec les Cantons pour nous rendre la paix avec un bon gouvernement. Ils n'ont répondu ni à ses avances, ni à ses vues salutaires. Alors elle leur a dit qu'elle se dégageoit de la garantie de 1738, et qu'elle les laissoit maîtres de tenter notre pacification.

Nos amis furent d'abord interdits de cette résolution. Mais après y avoir réfléchi, après avoir combiné les réserves contenues dans les lettres de M. de Vergennes aux deux Cantons et à notre Conseil, après avoir reçu enfin les éclaircissements que nous leur avons donnés, ils ont vu que la Cour était fort éloignée de nous abandonner. Ils comprennent aujourd'hui que comme les Cantons ne réussiront sûrement pas à nous donner un gouvernement au gré des démagogues, que peut-être même ils n'oseront pas le tenter, la Cour, fatiguée de toutes leurs contradictions, s'est ménagé la faculté de dire alors : Vous n'avez pas voulu coopérer avec moi. Vous ne voulez ou vous ne pouvez rien faire seuls. Je ne veux pas que cette République périsse. Je vais voir si je ne serai pas plus heureux que vous.

Vous jugez bien, Monsieur, que le Ministre ne m'a pas confié son secret. Mais en réfléchissant aux témoignages d'intérêt qu'il nous donne et aux mesures qu'il prend, je suis autorisé à croire qu'il ne veut pas nous laisser à la merci de Messieurs Clavière et Compagnie.

Voilà, mon cher Monsieur, ce que le tems me permet de vous dire ; désirant que ce soit entre vous et moi. Car je serois fâché qu'on me citât...

**Des Franches à Marc Cramer, à Londres<sup>1</sup>.**

Paris, 6 décembre 1781.

Depuis ce que j'ai eu l'avantage de vous dire sur nos affaires le 4 novembre, il paroît démontré que les deux Cantons se retire-

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>32</sup>, minute orig.

ront aussi de la Garantie<sup>1</sup>. Avec les principes qu'ils avoient manifestés et la conduite qu'ils ont tenue, nous ne pouvons pas avoir regret à ce parti, qui, vu la nature de nos relations avec eux, nous auroit affectés beaucoup, s'ils eussent eu un système et une façon d'agir différente. Nous n'attendrons plus par là notre salut que des dispositions salutaires et bienfaisantes de la Cour.

Mon indisposition et les tristes circonstances dans lesquelles je me suis trouvé m'ont empêché d'aller à Versailles depuis quinze jours. Mais j'en ai reçu des lettres très satisfaisantes.

Le Résident du Roi à Genève vient déjà de parler à plusieurs démagogues du ton dont ils le méritent, parce qu'ils avoient osé s'émanciper en s'exprimant d'une manière peu convenable sur le Ministère. Ils apprendront bientôt, à ce que je crois, que la Cour considère notre affaire sous son véritable point de vue, c'est-à-dire qu'elle désire véritablement notre parfaite indépendance, parce que notre prospérité qui en est la suite vivifie les provinces françoises du voisinage, mais que, par ce même intérêt de sa Couronne, elle ne permettra pas qu'une faction turbulente anéantisse la République et change un Gouvernement bien organisé en une Démocratie qui ne pourroit pas répondre à la Cour de la sûreté de notre place.

### Vasserot de Vincy-Turrettini à Des Franches<sup>2</sup>.

Vincy par Rolle, 7 décembre 1781.

Voilà donc enfin les Suisses hors de nos affaires et de la Garantie. Ils s'étoient attiré tout ce qui leur est arrivé, et toutes les lettres, quoique dures, qu'ils ont reçues du Ministre. Combien ils ont mal vu leurs intérêts, d'un bout à l'autre !

<sup>1</sup> Il s'agit des cantons de Berne et Zurich. Le 9 décembre 1781, Des Franches mande à Cramer que Berne a décidé de se dégager de la Garantie de 1738. A son avis, les affaires de Genève n'en iront pas plus mal. Le Ministère ne sera plus gêné par les délais et les contradictions de ses alliés dans son système de bienfaisance et de protection.

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>29</sup>, orig.

Suivant leurs principes, devoient-ils laisser aller la France toute seule, et ne devoient-ils pas prévoir que si la France trouvoit à leur association une difficulté d'agir comme Médiatrice et comme Garante, elle verroit à se délier de toutes les entraves, pour agir à titre de voisine, ainsi qu'elle l'avoit annoncé. Et c'est ce qu'ils redoutoient le plus, par la peur que la France n'en fit de même, s'il survenoit des différends en Suisse.

Seconde raison : Devoient-ils favoriser les Représentans et l'esprit de représentantisme ou de révolte, esprit qui a tant de dispositions à gagner dans leur Pays ?... Je ne doute pas que dans peu de temps, quand ils seront de sang-froid, ils n'aient honte et regret de leur conduite, et que le Pèlerin qui les mène tous dans Berne n'en perde son crédit, et n'en soit la victime. J'en serois fort aise, car j'aime assez que justice se fasse.

Nous voilà donc actuellement livrés à la mercy de la France, car si elle nous abandonnoit dans ces momens-cy, nous serions à la mercy des Représentans, et nous serions entre les mains du Diable.

Je ne puis m'imaginer que quand la promotion du 200 sera précisément ouverte, M. de Castelnau n'ait dans sa poche quelque *veto* du Ministre qui suspende une besogne aussi abominable et qui nous préserve d'une nouvelle acquisition de ce genre dans le 200.

Tu sais que dans la délibération du 200 à Berne, où 128 voix l'ont emporté sur 7 pour se retirer de la Garantie, comme la France, ils ont décidé d'écrire au Roy de Prusse les raisons de leur retraite, en lui recommandant les intérêts de la République de Genève. Tu es informé sans doute de cette lettre à écrire à ce Roy, et comme ce sera une espèce de justification, le Patron<sup>1</sup> ne penseroit-il point convenable d'en informer le Ministre de Sa Majesté à Berlin ? Démarche à laquelle le Roy de Prusse seroit sensible, surtout que ce monarque a paru jusqu'ici négatif. Parles-en à M. Hennin.

La tournure que ces affaires ont prise a dû faire une vive impression sur toi. Tu as dû voir avec une vive satisfaction que, du moment que les Suisses mettoient des entraves à tout, nous

<sup>1</sup> M. de Vergennes.

avons des actions de grâces bien profondes à rendre au Roy et à son Ministre de la protection extraordinaire et extrajudicielle, si l'on peut dire, qu'il vouloit et veut nous accorder, en raison de l'état déplorable où nous serions sans lui.

Mais il est cruel pour toi, qui as travaillé et qui t'es ruiné depuis si longtems pour ces malheureuses affaires et pour ces malheureux Helvétiens, que tu voies la récompense à laquelle tu devois si naturellement t'attendre, s'éloigner aussi rapidement. Dieu veuille que le moment du rapprochement puisse revenir bientôt. Je ne veux pas dire que les Suisses se mêlent de nos affaires, mais que les esprits se rapprochent, car le Patron doit être cruellement aliéné...

**M. de Saconay à Des Franches, à Paris<sup>1</sup>.**

Berne, 12 avril 1782.

Vous aurez appris ainsy que nous, mon cher Des Franches, la catastrophe sanglante de Genève<sup>2</sup>. Il est singulier qu'elle ait autant différé : rien n'a été omis pour amener les choses à ce point-là.

Nous avons avisé le Canton de Zurich par l'envoy de nos deux trésoriers, pour y conférer des mesures que nous avons à prendre.

M. de Castelnau a quitté Genève, et je suis fort impatient de savoir le parti que le Ministre prendra dans ces circonstances. Nous allons en 200 en ce moment décréter une lettre pour l'ambassadeur et donner des instructions à nos deux Députés, qui sont, comme vous pensez, M<sup>rs</sup> St[eiger] et de Watteville.

Je n'ay pas le tems de répondre à votre lettre du 5, que j'ay

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, orig.

<sup>2</sup> La prise d'armes du 8 avril 1782, au cours de laquelle il y eut 4 morts et une douzaine de blessés de part et d'autre. 24 citoyens vinrent signifier aux Conseils leur déchéance pour avoir contesté la souveraineté du Conseil Général. 15 Constitutionnaires furent pris comme otages par les Représentants.

reçue le jour que je fus rencontrer à Aarberg mon ami Fegely, où nous [dissertâmes] à fond sur les affaires de Fribourg.

L'esprit de cabale contre l'autorité est l'esprit du siècle. Il est fâcheux qu'il se trouve des Républiques qui, par leur mauvaise administration, justifient les plaintes et les griefs que l'on fait contre elles.

Fegely qui part avec d'Affry pour Paris, vous mettra bien au fait de toute cette affaire...

### Réponse de Des Franches à M. de Saconay<sup>1</sup>.

Paris, 19 avril 1782.

Je ne vous parlerai pas, mon cher ami, de l'impression qu'ont faite sur mon âme tous les horribles attentats commis dans notre ville, et qui s'y commettent peut-être encore. Vous êtes plus à portée que moi d'en connoître les affreux détails. J'ai vu par votre lettre du 12 que Leurs Excellences ont trouvé convenable de se préconulter avec MM. de Zurich. J'avois pensé qu'elles enverroient d'abord des députés, mais elles ont eu sans doute de bonnes raisons pour agir comme elles l'ont fait.

Je ne puis rien vous dire de plus que dans ma dernière sur les dispositions de la Cour. Je sais seulement que le Roi est indigné, qu'il connoit bien les engagemens de tuition qu'il a pris par la bouche de son Ministre le 28 septembre dernier, et qu'il les maintiendra.

Je vous déclare sur l'honneur ne pas savoir un mot des mesures qui pourront être prises. Mais je n'en suis pas moins persuadé que la Cour cherchera à faire cesser l'anarchie totale qui règne dans notre ville, à sauver les opprimés, et à apprendre aux factieux qui sont devenus nos maîtres, qu'ils ont attenté aux droits des nations, qui se doivent toutes appui, protection et secours en proportion de leur puissance...

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, minute.

**M. Ernst à Des Franches <sup>1</sup>.**

Berne, 14 avril 1782.

Genève absorbe toute l'attention, et M<sup>rs</sup> les Trésoriers Steiger et de Watteville sont partis hier pour se concerter avec Zurich sur les mesures à prendre. Il y a eu un avis de faire marcher sur le champ 6000 hommes pour mettre les mutins à la raison et rétablir l'ancien gouvernement. Mais il y a eu une grande infériorité, et je crains fort que l'on n'adopte un tempérament faible et insuffisant.

L'on redoute un coup de force de la France. L'animosité s'est de nouveau déployée à cette occasion, et particulièrement contre le Ministre que nous révérons...

**Réponse de Des Franches à M. Ernst <sup>2</sup>.**

Paris, 19 avril 1782.

Nous avons gémi bien souvent ensemble, mon cher ami, de la politique qui semble avoir prévalu chez vous. Je la déplore bien plus aujourd'hui, à portée, comme je me trouve, d'en calculer les suites. Je vous le répète, on est à tous égards dans une grande erreur, et sur les choses et sur les personnes, je l'ai dit sans cesse.....

... J'ai vu plusieurs fois M. de Castelnau, dont l'indignation et les récits ont encore ajouté à la mienne...

**M. de Châtillon fils à Des Franches <sup>3</sup>.**

Bossey, 15 avril 1782.

Les cruelles circonstances de notre misérable République et les brigandages qu'on y exerce, m'ont obligé de m'empresser de

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, orig.

<sup>2</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, minute.

<sup>3</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>28</sup>, orig. M. de Châtillon était l'homme

mettre ma famille en sûreté et de profiter à cet effet des bontés que vous avez eues, Monsieur, de me permettre, à la précédente prise d'armes, de me réfugier à votre terre de Bossey, dont je ne fus pas dans le cas d'user. Aujourd'hui, Monsieur, le cas est bien plus malheureux. C'est *saure qui peut*, et bien heureux qui sait où se sauver. Tel je m'estime, Monsieur, si vous voulés bien, sans me blâmer, me permettre de rester ici une 15<sup>me</sup> de jours, jusqu'à ce que les misérables instigateurs de cette révolte soient las de commettre des violences envers ceux qui ne pensent pas comme eux. Trop faible hélas pour secourir les respectables otages qui sont réduits en captivité, j'ai le cœur trop sensible pour être témoin des outrages qu'ils endurent.

Presque toutes les personnes dont je fais les affaires se sont réfugiées à Coppet, au château, ayant eu le bonheur avant ce carnage d'être à leurs campagnes sur terres de Genève. Elles ont été obligées de fuir, n'y étant pas en sûreté. Ce sont M. Boissier-de Montz et sa fille, M. Boissier-Schérer et toute sa famille, M<sup>me</sup> Boissier leur mère, M. Buisson des Volandes et toute sa famille, M<sup>me</sup> Buisson de Satigny, dont le mari est à Tolose, M. Buisson le Major. MM. les frères De la Rive et M<sup>me</sup> n'ont malheureusement pas pu se sauver. Ils restent enfermés dans leur maison.

J'avois fait sortir par différentes ruses ma femme et mes enfans, qui m'ont attendu à Plainpalais deux jours. Pendant ce tems-là, j'ay fait sortir par divers moyens toutes les nippes et denrées dont nous pouvions avoir besoin, et mes effets les plus précieux, de même que mes papiers. J'ai, grâce à Dieu, pu les sauver et m'évader par un autre artifice. Nous avons traversé le lac, poursuivis comme bien d'autres par des patrouilles, et nous nous sommes rendus samedi 13 à Bossey. N'ayant pu avoir le tems, Monsieur, de vous demander une nouvelle permission de m'y sauver, j'attendrai l'honneur de vos ordres pour obéir à vos volontés. On ne peut faire entrer le vin à Genève, cela ne seroit pas sûr. On ne trouve pas d'argent. Les locataires de la maison Des Franches sont loin ou cachés...

d'affaire de Des Franches pour sa terre de Bossey. Son père, ancien horloger et teneur de livres, reçu bourgeois de Genève en 1771, avait déjà été l'homme de confiance de Des Franches.



**Des Franches à S. E. Sinner, Avoyer de Berne<sup>1</sup>.**

Paris, 17 avril 1782.

V. E. jugera sans peine de l'impression qu'a faite sur S. M. et sur son Ministère l'accumulation de tous ces attentats contre la sûreté publique et particulière, la profanation de toutes les lois et la témérité scandaleuse qui a inspiré tous ces crimes. Je n'entre là-dessus dans aucun détail. V. E. est à portée de les connoître mieux que moi. Elle trouvera dans son propre cœur toutes les réflexions qu'une aussi étrange catastrophe a dû y faire naître. M. le Comte de V[ergennes] m'a témoigné pour notre malheureuse patrie l'intérêt le plus paternel, en m'assurant que le Roi lui conservoit sa protection, et n'avoit point oublié les engagements qu'il avoit pris dans le mois de septembre dernier. Je sus encore qu'il avoit écrit au Conseil une lettre de 4 lignes, où il exprimoit de la part du Roi les mêmes dispositions. Le retour de M. de C[astelnau] étoit indispensable ; il avoit eu à cet égard des ordres éventuels. Pouvoit-il en effet exister comme personne accréditée dans un état livré à l'anarchie la plus affreuse, et où son caractère pouvoit être compromis ?

Son arrivée a fait à la Cour une sensation très grande. Comme il y a les meilleures relations, et qu'il possède une grande charge chez M. le Comte d'Artois, il a dû produire une impression plus vive et plus générale qu'un ministre moins qualifié.

Tout ce que je vois me fait penser que ceci est sérieux, et très sérieux. Je sais que le Roi est personnellement indigné, mais je déclare sur son honneur ne pas savoir un mot des mesures qui pourront être prises.

Je suis informé très exactement de ce qui s'est passé à Genève jusqu'au 12. Je reçus même hier tous les actes imprimés de la destitution des deux Conseils. Il me semble que la mesure est comblée, et qu'il deviendra difficile aux amis de la République de justifier de pareilles atrocités. Quant aux suites, Mgr, elles me paraissent incalculables dans le moment actuel.

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, minute.

Je comprends combien des nouvelles aussi sinistres auront affecté LL. EE. Vous jugerez, Mgr, que je n'étois pas trompé dans tous mes raisonnemens dont vous avez constamment adopté les bases. On voit aujourd'hui ce qu'on a gagné en paroissant craindre cette multitude insensée et en se dissimulant les suites funestes du système de ses chefs. Le rideau est tiré aujourd'hui : la République est dissoute, puisque tout y est réduit au calcul des forces physiques.....

**Jacques de Chapeaurouge à Des Franches<sup>1</sup>.**

Hambourg, 19 juillet 1782.

Monsieur,

N'attribuez, je vous prie, qu'à des occupations très pressantes si j'ay différé d'un courrier de vous féliciter de l'heureux dénouement de nos malheurs genevois. Je sçais toute la part que vous y avez prise, et la reconnaissance que vous doivent les Genevois.

Recevez Monsieur, l'hommage profond et sincère de la mienne. Je vous considérerai toujours comme le Sauveur de ma Patrie, et ne cesserai de faire les vœux les plus ardens pour que vous et les vôtres y jouissiez toujours de ce retour d'amour et de respect que vous avez si bien mérité. Que ne puis-je embrasser les genoux de M. de Vergennes, notre grand et généreux libérateur ! Je l'admire plus que je ne puis l'exprimer, et le bénirai tous les jours de ma vie.

Vous sçavez, Monsieur, combien ma famille est nombreuse, et vous connoissez peut-être l'extrême attachement qui lie tous ses membres. Eh bien, j'avois un beau-frère, Des Arts<sup>2</sup>, mon ami intime, et 6 cousins parmi les otages. Jugez de mes angoisses et de ma joye lorsque j'ay sceu leur délivrance. Les détails des derniers jours de leur détention m'ont fait frémir, et à chaque moment l'on devoit s'attendre à un massacre général...

... Il faut espérer que notre peuple sera détrompé. Ce n'est pas

<sup>1</sup> *Archives Nationales*, T 161<sup>13</sup>, orig.

<sup>2</sup> Joseph des Arts, syndic en 1814.

le Magistrat qui opérera cette révolution. Le préjugé parle contre lui, mais c'est aux Ministres des Puissances à lui faire connoître son aveuglement et son vrai bien ».

Chapeaurouge craint que l'on ne veuille se piquer de trop de générosité, et que les otages ne plaident eux-mêmes en faveur de leurs persécuteurs. Sans doute, il sera bien à eux d'oublier leur injure personnelle.

Mais il seroit très criminel à eux d'oublier celle que l'Etat a reçue dans leur personne.

Nous n'aurons de paix qu'autant que les chefs seront éloignés et que la crainte d'un sort pareil empêchera qu'il ne s'en forme de nouveaux. Que les 21 que l'on a éloignés soient bannis à perpétuité, et que l'on fasse grâce, mais *grâce*, à tout le reste.

Notre gouvernement est vicieux, mais il me paroît facile de le réformer. Que l'on retranche toute ligue et nouvelle élection au Conseil Général, et que l'on donne en compensation le droit plus réel de n'être plus emprisonné sur de simples soupçons et en donnant caution. Cela se fait icy, et l'on place seulement une garde chez le prévenu. Que l'on rétablisse l'Édit de 1738 dans sa force, et que l'on double ou triple la garnison. Qu'on abolisse les Régimens, ferme les Cercles après la fermeture des Portes, ou à 8 heures. Que l'on rétablisse une bonne police, que l'on défende de parler du Code, de cent ans, et que les Puissances prononcent que le Souverain de la République, c'est après Dieu, son gouvernement légitime.

Il nous faut une bonne Comédie toute l'année, et que l'État y contribue comme à l'entretien du Manège, si elle ne se soutient pas d'elle-même... »

Chapeaurouge s'effraie des dépenses énormes causées par la présence et la marche de tant de troupes.

Il encourage Des Franches à achever sa bonne œuvre, dont la moitié seulement est accomplie. Il ne faut pas supprimer le droit de faire des Représentations, mais donner au Conseil le droit négatif absolu.

---

# LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

au 15 février 1914

---

## MEMBRES EFFECTIFS<sup>1</sup>

MM.

Edouard ANDRÉÆ, docteur en médecine, 1900.

Henri ANNEVELLE, 1898.

Alexandre AUBERT, pasteur, 1912.

Fernand AUBERT, licencié ès lettres, sous-conservateur des manuscrits à la Bibliothèque publique et universitaire, 1907.

\* Hippolyte AUBERT, archiviste-paléographe, 1886.

Emile AUBERT-SCHUCHARDT, 1911.

Alfred AUDEOUD, colonel, commandant de corps d'armée, 1900.

\* Edouard AUDEOUD, sous-conservateur du Cabinet de numismatique, 1912.

Ernest AUDEOUD, 1895.

Georges AUTRAN, ingénieur, 1888.

Antony BABEL, licencié ès sciences sociales, 1913.

César BAILLARD, ancien notaire, à Reignier (Haute-Savoie), 1908.

Sigismond BALITZER, 1894.

Frédéric BARBEY, archiviste-paléographe, 1901.

Edmond BARDE, licencié en droit, 1901.

\* William BARDE, 1912.

François BARRELET, 1911.

Charles BASTARD, 1888.

Arthur BAUMGARTEN, docteur en droit, professeur extraordinaire à la Faculté de droit, 1911.

Jean BAUMGARTNER, professeur à la Faculté libre de théologie, 1901.

<sup>1</sup> Les noms précédés d'une astérisque sont ceux des membres à vie.

Maurice BEDOT, docteur ès sciences, directeur du Muséum, 1891,  
Max VAN BERCHEM, docteur en philosophie, associé étranger de  
l'Institut de France, 1890.

Victor VAN BERCHEM, 1885.

Albert BÉTRIX, docteur en médecine, 1897.

Henry-W. DE BLONAY, 1890.

Auguste BLONDEL, licencié en droit, 1880.

Louis BLONDEL, conservateur du «Vieux-Genève», 1912.

Alfred BOISSIER, docteur en philosophie, 1890.

Edmond BOISSIER, licencié en droit, 1890.

Fernand BOISSIER, 1902.

Charles BOISSONNAS, docteur en droit, 1913.

\* Jean BOISSONNAS, ingénieur, 1909.

Pierre-J. BORDIER, 1899.

Etienne BOREL, lieutenant-colonel d'infanterie, 1906.

Frédéric BOREL, licencié en droit, archiviste-paléographe, 1885.

Charles BORGEAUD, docteur en philosophie et en droit, professeur  
à la Faculté de droit et à la Faculté des lettres, 1895.

Philippe BOURDILLON, docteur en médecine, 1911.

Jean BOUVIER, licencié ès lettres, secrétaire du service municipal  
des Beaux-Arts, 1914.

Maurice BRÉMOND, ingénieur, 1911.

Théodore BRET, chancelier d'Etat, 1909.

Moïse BRIQUET, docteur honoraire ès lettres de l'Université de  
Genève, 1880.

Etienne BROCHER, 1864.

Jules BROCHER, licencié en droit, 1910.

Jacques BRUN, pharmacien, 1898.

Léon-Albert Brun, 1911.

Victor BRUNS, docteur en droit, professeur extraordinaire à  
l'Université de Berlin, 1911.

\* Guy DE BUDÉ, licencié ès lettres, 1903.

Edouard BURNET, ancien pharmacien, 1902.

Auguste CAHORN, architecte 1888.

Henri CAILLER, 1892.

Marc CAMOLETTI, architecte, 1913.

Raoul CAMPICHE, 1912.

Casimir DE CANDOLLE, docteur en philosophie, 1890.

Lucien DE CANDOLLE, 1885.

Alfred CARTIER, directeur général du Musée d'art et d'histoire, 1882.

Jean-Louis CAYLA, architecte, 1890.

Lucien CELLÉRIER, 1903.

Emile CHAIX, privat-docent à la Faculté des Lettres, 1887.

Lucien CHALUMEAU, licencié ès lettres, maître à l'Ecole secondaire et supérieure des jeunes filles, 1896.

Tobie CHAPERON, docteur en médecine, 1900.

Ernest CHAPONNIÈRE, licencié ès lettres, 1911.

Paul CHAPONNIÈRE, docteur ès lettres, 1909.

Edouard CHAPUISAT, licencié en droit, 1904.

Emile CHATELAN, secrétaire de la Bibliothèque publique et universitaire, 1897.

Henry CHAUVET, 1887.

Louis CHAUVET, conseiller administratif, 1896.

Charles CHENEVARD, 1897.

Edmond CHENEVIÈRE, 1888.

\* Albert CHOISY, licencié en droit, notaire, 1885.

\* Eugène CHOISY, docteur en théologie, professeur à la Faculté de théologie, 1893.

Alexandre CINGRIA, 1907.

\* Edouard CLAPARÈDE, docteur en médecine, professeur extraordinaire à la Faculté des sciences, 1912.

\* Hugo DE CLAPARÈDE, docteur en droit, professeur extraordinaire à la Faculté de droit, 1907.

Jules COUGNARD, 1900.

Auguste CRAMER, licencié en droit, avocat, 1880.

Lucien CRAMER, docteur en droit, 1898.

Philibert CRAMER, licencié en droit, 1906.

Louis CRAMER-MICHEL, 1912.

Jules CROSNIER, professeur à l'Ecole des beaux-arts, 1910.

Georges CUENDET, 1911.

Gabriel D'ALLINGES, 1899.

Emile DARIER, 1914.

Gaston DARIER, 1911.

Henri DARIER, 1887.

Francis DE CRUE, docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres, 1890.

Henri DELARUE, licencié ès lettres, conservateur de la Bibliothèque publique et universitaire, 1912.

Emile DEMOLE, pasteur, 1913.

Eugène DEMOLE, docteur en philosophie, conservateur du Cabinet de numismatique, 1881.

Henri DENKINGER, pasteur, 1904.

Henry DEONNA, docteur en droit, 1898.

Waldemar DEONNA, docteur ès lettres, privat-docent à la Faculté des lettres, 1907.

Frédéric DE RABOURS, licencié en droit, avocat, 1911.

Edouard DES GOUTTES, ingénieur, 1897.

Frédéric DOMINICÉ, 1911.

Théophile DUFOUR, archiviste-paléographe, directeur honoraire des Archives et de la Bibliothèque publique, 1863.

Albert DUNANT, ancien Conseiller d'Etat, 1903.

Pierre-Louis DUNANT, docteur en médecine, professeur honoraire à la Faculté de médecine, 1890.

Emile DUVAL-FOULC, 1883.

Auguste EGGIMANN, libraire, 1899.

Edmond FATIO, architecte, 1906.

Guillaume FATIO, 1895.

Henry FATIO, 1905.

Le prince Charles-Robert DE FAUCIGNY-LUCINGE, 1907.

\* Edouard FAVRE, docteur en philosophie, élève diplômé de l'Ecole des hautes-études, 1878.

Guillaume FAVRE, major de cavalerie, 1898.

Léopold FAVRE, licencié ès lettres, 1873.

William FAVRE, licencié ès sciences, 1873.

Henri FAZY, président du Conseil d'Etat, directeur des Archives, 1860.

Henri FERRIER, 1891.

George FLEURY, docteur en sociologie, privat-docent à la Faculté des lettres, 1913.

Aymon GALIFFE, licencié en droit et en sciences sociales, juge à la Cour de justice, 1888.

Henry GALOPIN, ancien conservateur de la Salle des armures, 1903.

Albert GAMPERT, licencié en droit, notaire, 1888.

Auguste GAMPERT, licencié en théologie, pasteur, 1906.

- Henri GANDILLON, 1911.  
Frédéric GARDY, licencié ès lettres, directeur de la Bibliothèque publique et universitaire, 1895.  
Bernard GAUTIER, 1913.  
Charles GAUTIER, 1911.  
Léon GAUTIER, docteur en médecine, 1886.  
Lucien GAUTIER, docteur en philosophie, professeur honoraire à la Faculté de théologie, 1893.  
Raoul GAUTIER, professeur à la Faculté des sciences, directeur de l'Observatoire, 1888.  
Emile GENEQUAND, docteur en droit, notaire, 1889.  
Pierre GOLAY, 1911.  
Théodore GROSSMANN, 1906.  
William GUEX, 1898.  
Jules GUILLAUMET-VAUCHER, 1888.  
Alexandre GUILLOT, pasteur, 1905.  
Henri HEYER, licencié en théologie, archiviste honoraire de la Compagnie des Pasteurs, 1872.  
Charles HORNGACHER, 1908.  
Horace JACCARD, 1904.  
Alexandre JULLIEN, libraire-éditeur, 1887.  
Charles KOHLER, archiviste-paléographe, administrateur de la Bibliothèque St-Geneviève, à Paris, 1885.  
Albert KÜNDIG, imprimeur, 1909.  
Edouard KUNKLER, 1887.  
Ulysse KUNZ-AUBERT, 1912.  
Paul LADAME, docteur en médecine, 1888.  
David LASSERRE, licencié ès lettres, 1913.  
Henri LE FORT, docteur en droit, juge à la Cour de justice, 1881.  
Gaston DE LESSERT, 1890.  
Albert LOMBARD, 1910.  
François MAGNIN, avocat, 1912.  
Charles MALLET, 1888.  
Conrad DE MANDACH, docteur de l'Université de Paris, 1903.  
Henry DE MANDROT-LA-SARRAZ, 1911.  
Adolphe DE MARIGNAC, ancien juge à la Cour de justice, 1890.  
Alfred MARTIN, docteur en droit, professeur à la Faculté de droit, 1872.



- Camille MARTIN, docteur en philosophie, 1903.  
\* Charles MARTIN, pasteur, 1887.  
\* Edouard MARTIN, docteur en médecine, 1913.  
Frédéric MARTIN, licencié en droit, avocat, 1911.  
\* Jean MARTIN, licencié en droit, 1912.  
Léon MARTIN, licencié en droit, notaire, 1897.  
Paul-Edmond MARTIN, docteur ès lettres, archiviste d'État, 1903.  
Robert MARTIN, licencié en droit, notaire, 1911.  
Victor MARTIN, docteur ès lettres, 1912.  
Edmond MERCIER, docteur en médecine, 1905.  
Edgar MERCIER, 1908.  
Richard MESSLENY, docteur en philosophie, privat-docent à la  
Faculté des lettres, 1912.  
Horace MICHEL, docteur ès lettres, 1890.  
Auguste MONNIER, avocat, 1914.  
Jean-Jacques MONNIER, licencié ès lettres, maître à l'École secon-  
daire et supérieure des jeunes filles, 1900.  
Raoul MONTANDON, architecte, 1910.  
Eugène MORIAUD, notaire, 1904.  
Charles MORIN, docteur en médecine, 1913.  
Gaston DE MORSIER, docteur en droit, juge au Tribunal de  
première instance, 1895.  
Alexandre MOTTU, professeur au Conservatoire de musique, 1912.  
Jean-Philippe MOTTU-DOBRE, 1912.  
Ernest MURET, professeur à la Faculté des lettres, 1896.  
Ernest NAEF, 1897.  
Frédéric NAVAZZA, 1914.  
Edouard NAVILLE, docteur ès lettres et en philosophie, professeur  
extraordinaire à la Faculté des lettres, associé étranger de  
l'Institut de France, 1870.  
\* François NAVILLE, docteur en médecine, privat-docent à la  
Faculté de médecine, 1912.  
Jules NAVILLE, 1907.  
Paul NAVILLE, licencié en droit, notaire, 1908.  
Théodore NAVILLE, pasteur, 1900.  
Henry NECKER, 1911.  
Emile ODIER, 1890.  
Ernest ODIER, architecte, 1909.

- Gabriel ODIER, docteur en droit, avocat, 1891.  
James ODIER, 1880.  
Jean OLIVIER, docteur en médecine 1910.  
Jacques OLTRAMARE, licencié en droit, 1908.  
Paul OLTRAMARE, professeur à la Faculté des lettres, 1882.  
Maurice de PALÉZIEUX, 1882.  
Eugène PALLARD, 1897.  
Simon PERRON, 1892.  
Guillaume PERROT, 1907.  
François PFÆFFLI, chirurgien-dentiste, 1913.  
Albert PICOT, licencié en droit, avocat, 1909.  
Constant PICOT, docteur en médecine, 1887.  
Ernest PICOT, docteur en droit, juge au Tribunal fédéral, 1880.  
Aloys PICTET, licencié en droit, avocat, 1910.  
Aymon PICTET, 1911.  
Gaston PICTET, 1890.  
Louis PICTET, licencié en droit, 1883.  
Charles PIGUET-FAGES, conservateur du musée de l'Ariana, 1912.  
John PLOJOUX, maître à l'École des arts et métiers, 1913.  
Frédéric RAISIN, licencié en droit, avocat, 1888.  
Charles RAMBOZ, 1890.  
Alexandre RAMU, 1890.  
\* William RAPPARD, docteur en droit, professeur à la Faculté des lettres, 1913.  
Burkhard REBER, privat-docent à la Faculté des lettres, 1888.  
François REDARD, 1888.  
Louis RENFOUS, professeur à la Faculté de droit, juge à la Cour de cassation, 1897.  
Ernest RENARD, 1908.  
Francis REVERDIN, ingénieur, 1911.  
\* Gustave REVERDIN, 1907.  
Eugène RIGOT, 1864.  
Frédéric RILLIET, docteur en médecine, 1907.  
Eugène RITTER, docteur honoraire de l'Université de Lausanne, professeur honoraire à la Faculté des lettres, 1872.  
Emile RIVOIRE, licencié en droit, notaire, 1876.  
Charles ROCH, commis aux Archives d'Etat, 1912.  
Paul ROCH, adjoint-maire de Péra (Constantinople), 1910.

- Frédéric ROGET, privat-docent à la Faculté des lettres, 1898.  
William ROSIER, conseiller d'État, 1890.  
Albert ROUSSY, secrétaire de l'Université, 1912.  
Albert SARASIN, licencié en droit, 1870.  
Edouard SARASIN, docteur en philosophie, 1887.  
Arthur SAUTTER, docteur en droit, notaire, 1897.  
Paul SCHAZMANN, 1903.  
Charles SEITZ, docteur ès lettres, professeur à la Faculté des lettres, 1887.  
Frédéric DE STOUTZ, licencié en droit, avocat, 1862.  
Henri STRÆHLIN, licencié en droit, secrétaire de la légation suisse à Paris, 1908.  
Edouard SUÈS, docteur en médecine, 1913.  
Jules TERRISSE, ingénieur, 1888.  
Louis THÉVENAZ, maître au Collège, 1889.  
Guillaume TREMBLEY, 1887.  
Henry TRONCHIN, 1887.  
Bénédict TURRETTINI, 1912.  
\* Henri TURRETTINI, 1878.  
Théodore TURRETTINI, docteur honoraire ès sciences de l'Université de Genève, ingénieur, 1890.  
François VAUCHER, assistant à la Bibliothèque nationale suisse, 1902.  
Antoine VERCHÈRE, ancien professeur au Gymnase, 1883.  
\* Le comte Pierre DE VIRY, capitaine d'artillerie en retraite, Viry (Haute-Savoie), 1912.  
Albert VOGT, docteur ès lettres, professeur extraordinaire à l'Université de Fribourg, 1901.  
Charles VUILLE, licencié en droit, avocat, 1888.  
Henri VULLIÉTY, licencié ès lettres, privat docent à la Faculté des lettres, 1897.  
Georges WAGNIÈRE, docteur en droit, 1911.  
Georges WERNER, docteur en droit, avocat, 1904.  
Jules DE WESTERWELLER, 1906.  
Emile WILMOT, licencié ès sciences sociales, maître à l'École professionnelle, 1914.
-

## MEMBRES CORRESPONDANTS

Alexis ALEXEIEFF, professeur honoraire à l'Université de Moscou, 1888.

Eugène-Courtois d'ARCOLLIÈRES, secrétaire perpétuel de l'Académie de Savoie, à Chambéry, 1888.

L'abbé Marius BESSON, professeur extraordinaire à l'Université de Fribourg, 1910.

Max BRUCHET, archiviste du département du Nord, à Lille, 1908.

Ferdinand BUISSON, professeur à la Sorbonne, Paris, 1893.

Le chanoine Ulysse CHEVALIER, membre de l'Institut de France, à Romans (Drôme), 1869.

Jean DIERAUER, professeur à l'École cantonale de Saint-Gall, conservateur de la Bibliothèque de la Ville, 1888.

Emile DOUMERGUE, professeur à la Faculté de théologie de Montauban, 1901.

Georges FAVEY, juge au Tribunal fédéral à Lausanne, 1888.

Edmond HUGUES, ancien membre effectif, préfet honoraire, Mont-Désir par Anduze (Gard), 1881.

Jacques KAISER, ancien archiviste de la Confédération, à Berne, 1877.

Le baron Antoine MANNO, secrétaire de la Députation royale d'histoire nationale, à Turin, 1887.

Gérolde MEYER DE KNONAU, professeur à l'Université de Zurich, président de la Société générale d'histoire suisse, à Zurich, 1882.

Albert DE MONTET, à Corseaux, près Vevey, 1882.

Albert NEF, archéologue cantonal, à Lausanne, 1898.

Léonce PINGAUD, professeur honoraire à l'Université de Besançon, 1893.

Edouard ROTT, docteur en droit, à Paris, 1883.

Le baron Edouard DE SEPTENVILLE, à Ruysbroeck-lès-Bruxelles, Belgique, 1868.

Rodolphe WACKERNAGEL, archiviste d'État, à Bâle, 1893.

Hermann WARTMANN, président de la Société d'histoire de Saint-Gall, 1865.

Nathanaël WEISS, secrétaire de la Société de l'histoire du protestantisme français, à Paris, 1888.

**LISTE**  
**DES**  
**SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES**

**ET AUTRES**

**INSTITUTIONS DONT LA SOCIÉTÉ REÇOIT DES PUBLICATIONS**

**31 décembre 1913**

---

**Suisse.**

Département fédéral de l'Intérieur, à Berne.  
Musée national suisse, à Zurich.  
Bibliothèque nationale suisse, à Berne.  
Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz, à Zurich.  
Société suisse des monuments historiques, à Zurich.  
Société suisse de numismatique, à Genève.  
Société suisse d'héraldique, à Fribourg.  
Société suisse des traditions populaires, à Bâle.  
Société d'histoire de la Suisse romande, à Lausanne.  
Historischer Verein der fünf Orte Luzern, Uri, Schwyz, Unterwalden, Zug, à Lucerne.  
Historischer Verein des Kantons Schwyz.  
Geschichtsforschender Verein von Nidwalden, à Stans.  
Historisch-antiquarischer Verein von Obwalden, à Sarnen.  
Antiquarische Gesellschaft in Zürich.  
Historischer Verein des Kantons Bern.  
Société jurassienne d'émulation, à Porrentruy.  
Historischer Verein des Kantons Glarus.  
Société d'histoire du canton de Fribourg.

Deutscher geschichtsforschender Verein des Kantons Freiburg.  
 Historischer Verein des Kantons Solothurn.  
 Historische und antiquarische Gesellschaft zu Basel.  
 Historisch-antiquarischer Verein des Kantons Schaffhausen.  
 Historischer Verein in St-Gallen.  
 Historisch-antiquarische Gesellschaft von Graubünden, à Coire.  
 Historische Gesellschaft des Kantons Aargau, à Aarau.  
 Historischer Verein des Kantons Thurgau, à Frauenfeld.  
 Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, à Lausanne.  
 Bollettino storico della Svizzera italiana, à Bellinzone.  
 Geschichtsforschender Verein von Oberwallis, à Brigue.  
 Société helvétique de Saint-Maurice.  
 Société d'histoire du canton de Neuchâtel.  
 Institut national genevois.

### France.

Académie des inscriptions et belles-lettres, à Paris.  
 Société de l'histoire de France, à Paris.  
 Société des Antiquaires de France, à Paris.  
 Société française d'archéologie pour la conservation et la description des monuments, à Paris.  
 Société de l'histoire du protestantisme français, à Paris.  
 Musée Guimet, à Paris.  
 Bibliothèque d'art et d'archéologie, à Paris.  
 Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.  
 Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.  
 Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.  
 Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin, à Pontoise.  
 Société académique de Brest.  
 Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.  
 Société archéologique et historique de l'Orléanais, à Orléans.  
 Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne, à Auxerre.  
 Société archéologique de Sens.  
 Société éduenne des lettres, sciences et arts, à Autun.  
 Commission des antiquités du département de la Côte-d'Or, à Dijon.

Société d'archéologie, d'histoire et de littérature de Beaune.  
Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.  
Société d'émulation du département du Doubs, à Besançon.  
Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.  
Société historique et archéologique de Langres.  
Société d'émulation de Monthéliard.  
Société belfortaine d'émulation, à Belfort.  
Société d'émulation du Jura, à Lons-le-Saunier.  
Société d'émulation de l'Ain, à Bourg-en-Bresse.  
Société Gorini, à Bourg-en-Bresse.  
Le Bugey, à Belley.  
Revue du Nord, à Lille.  
Société littéraire, historique et archéologique de Lyon.  
Académie des sciences, belles-lettres et arts de Lyon.  
Bibliothèque de l'Université de Lyon.  
Bulletin historique du diocèse de Lyon.  
Académie des sciences, belles-lettres et arts, à Clermont-Ferrand.  
Académie delphinale, à Grenoble.  
Société départementale d'archéologie et de statistique de la Drôme, à Valence.  
Société d'études des Hautes-Alpes, à Gap.  
Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.  
Société de statistique de Marseille.  
Académie de Nîmes  
Académie des sciences et lettres de Montpellier.  
Société archéologique de Montpellier.  
Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.  
Société archéologique du département de Constantine.

### **Savoie et Italie.**

Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, à Chambéry.  
Société savoisienne d'histoire et d'archéologie, à Chambéry.  
Académie florimontane d'Annecy.  
Académie salésienne, à Annecy.  
Académie chablaisienne, à Thonon.  
Académie de la Val d'Isère, à Montiers.

Société d'histoire et d'archéologie de la Maurienne, à Saint-Jean-de-Maurienne.

Regia Deputazione sovra gli studi di storia patria, à Turin.

Società storica subalpina, à Turin.

Société d'histoire vaudoise, à Torre Pellice.

Société académique, religieuse et scientifique du duché d'Aoste.

Società storica lombarda, à Milan.

Società napoletana di storia patria, à Naples,

### **Espagne.**

Asociación artística arqueológica barcelonesa, à Barcelone.

Revista de Archivos, Bibliotecas y Museos, à Madrid.

### **Allemagne.**

Germanisches Nationalmuseum zu Nürnberg.

Deutscher Hugenottenverein, à Magdebourg.

Königl. Gesellschaft der Wissenschaften und Georg-August-Universität zu Göttingen.

Verein für Geschichte und Alterthum Schlesiens, à Breslau.

Diöcesan Archiv von Schwaben, à Ravensburg.

Schlesische Gesellschaft für vaterländische Cultur, à Breslau.

Verein für Geschichte der Stadt Meissen.

Verein für thüringische Geschichte und Alterthumskunde, à Iéna.

Oberhessischer Geschichtsverein, à Giessen.

Verein für Geschichte und Alterthumskunde, à Francfort-sur-le-Mein.

Thüringisch-Sächsischer Verein für Erforschung des vaterländischen Alterthums, à Halle.

Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.

Badische historische Kommission, à Carlsruhe.

Historisch-philosophischer Verein, à Heidelberg.

Verein für Geschichte der Stadt Nürnberg.

Königl. Bayerische Akademie der Wissenschaften, historische Classe, à Munich.

Historischer Verein von Oberpfalz und Regensburg, à Ratisbonne.



Historischer Verein für Schwaben und Neuburg, à Augsburg.  
Verein für Geschichte des Bodensees und seiner Umgebung, à  
Friedrichshafen.

### **Autriche-Hongrie.**

Kaiserliche Akademie der Wissenschaften, à Vienne.  
Ferdinandeum, à Innsbruck.  
Historischer Verein für Steiermark à Gratz.  
Königl. Böhmisch Gesellschaft der Wissenschaften, à Prague.  
Société croate d'archéologie, à Agram.  
Musée national de Transylvanie, section numismatique et archéologique, à Kolozsvár.

### **Hollande.**

Historisch Genootschap gevestigd te Utrecht.  
Commission pour l'histoire des Eglises wallones, à Leyde.

### **Belgique.**

Société royale belge de numismatique, à Bruxelles.  
Société de l'histoire de Belgique, à Anvers.  
Académie royale d'archéologie de Belgique, à Anvers.  
Société libre d'émulation de Liège.  
Cercle archéologique, littéraire et artistique de Malines.

### **Grande-Bretagne.**

Royal Irish Academy, à Dublin.  
The Huguenot Society of London.

### **Suède.**

Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademien, à Stockholm.  
Kongl. humanistiska Vetenskaps-Samfundet, à Upsal.

**Norvège.**

Université royale de Norvège, à Christiania.

**Russie.**

Commission impériale archéologique, à Saint-Petersbourg.

**Etats-Unis.**

American Historical Review, à New-York.

Smithsonian Institution, à Washington.

Peabody Museum of american archeology and ethnology, à Cambridge.

University Museum, à Philadelphie.

## ADDITIONS ET CORRECTIONS

aux tomes I, II et III du *Bulletin*

- T. I, p. 3, l. 16. *Au lieu de* : p. 327, *lisez* : p. 567 et suiv.
- T. I, p. 22, l. 10. *Ajoutez* : — Voyez une analyse de cet acte dans le *Bulletin*, t. I, p. 146.
- T. I, p. 23, l. 4. *Ajoutez* : — Des fragments de ce journal relatifs aux années 1813 et 1814 ont été publiés par Lucie Achard et Édouard Favre dans *La Restauration de la république de Genève (1813-1814)* (Genève, 1913. 2 vol. pet. in-8), t. II, p. 77-115.
- T. I, p. 236, l. 18. *Ajoutez* : — Voyez ses articles intitulés : *Gravures genevoises : histoire de Genève par la gravure*, dans le *Journal des collectionneurs* (1905-1907), p. 280-283, 303-305, 318, 330, 338-339, 364-366, 389-391, 401-402, 410-414, 434-437, 470-474.
- T. I, p. 237, l. 21. *Ajoutez* : — Réimpr. dans son article intitulé : *Genève et l'Italie*, dans le *Bulletin de l'Institut genevois*, t. XXXV (1900), p. 86-87; cet article a été tiré à part, Genève 1898. in-8, 37 p.
- T. I, p. 464, l. 5. *Ajoutez* : — et J. Mayor : *L'Ancienne Genève, l'art et les monuments*, 1<sup>re</sup> série (Genève, 1896, in-4), p. 53-60 et pl. XI-XII.
- T. I, p. 465, l. 25. *Au lieu de* : d'un travail sur l'Église de Genève de 1564 à 1580, *lisez* : de son ouvrage intitulé : *L'État chrétien calviniste à Genève au temps de Théodore de Bèze*, Genève. 1902, in-8 (Thèse de doctorat présentée à la Faculté de théologie de Genève).
- T. I, p. 467, l. 4. *Ajoutez* : — Impr. dans la *Revue internationale de sociologie*, 5<sup>me</sup> année, no 3, mars 1897, sous le titre de : *Associations et grèves des ouvriers papetiers en France aux XVII<sup>me</sup> et XVIII<sup>me</sup> siècles*; tiré à part, Paris, 1897, in-8, 30 p.
- T. I, p. 467. Avant-dernière ligne. *Ajoutez* : — Voyez son article intitulé : *Recherches généalogiques*, dans : *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques. Compte-rendu*,

- t. CLXIV (1905), p. 240 et suiv.; tiré à part, Paris, 1905, in-8, 13 p.
- T. I, p. 468, l. 30. *Ajoutez* : — Fragment (p. 1-23) de son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906).
- T. I, p. 469, l. 26. *Ajoutez* : — Impr. sous le titre de : *Opérations des Alliés en 1813-1814*, dans la *Revue militaire suisse*, année 1899, p. 634-651; tiré à part, s. l. n. d., in-8, carte.
- T. I, p. 469, l. 29. *Ajoutez* : — Voyez l'ouvrage intitulé : *Pierre Eskrich, peintre et tailleur d'histoires à Lyon au XVI<sup>e</sup> siècle, étude posthume de Natalis Rondot*, [publ. par Alfred Cartier,] Lyon, 1901, in-8, 62 p. (Extr. de la *Revue du Lyonnais*).
- T. I, p. 470, l. 2. *Ajoutez* : — Voyez son ouvrage intitulé : *L'État chrétien calviniste à Genève au temps de Théodore de Bèze*, Genève, 1902, in-8 (Thèse de doctorat présentée à la Faculté de théologie de Genève).
- T. I, p. 478, l. 13. *Au lieu de* : 13 avril, *lisez* : 22 avril.
- T. I, p. 480, l. 4. *Au lieu de* : 20 avril, *lisez* : 22 avril.
- T. I, p. 480, l. 9. *Au lieu de* : deux jours après, *lisez* : le jour même de...
- T. II, p. 4, l. 15. *Ajoutez* : — Fragment (p. 25-74) de son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906).
- T. II, p. 46, l. 22. *Ajoutez* : — Voyez l'Introduction à son mémoire intitulé : *Relations diplomatiques de Genève avec la France : Henri IV et les députés de Genève Chevalier et Chapeaurouge*, dans M. D. G., t. XXV, p. 239 et suiv.; tiré à part, Genève et Paris, 1901, in-8.
- T. II, p. 91, l. 5. *Ajoutez* : — Fragment (p. 313-330) de son ouvrage intitulé : *Histoire de l'Université de Genève*. [T. I.] *L'Académie de Calvin, 1559-1798*, Genève, 1900, in-4.
- T. II, p. 91, l. 32. *Ajoutez* : — Voyez son ouvrage intitulé : *La matricule des avocats de Genève, 1712-1904*, Genève, 1904, in-8, 62 p.
- T. II, p. 92, l. 10. *Ajoutez* : — Voyez : *Jean Calvin, les hommes et les choses de son temps*, par E. Doumergue, t. III (Lausanne, 1905, in-4), p. 680-683.
- T. II, p. 92, l. 33. *Ajoutez* : — Impr. dans l'ouvrage intitulé : *Un Genevois d'autrefois, Henri-Albert Gosse (1753-1816)*, (*Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XXXIX; tiré à part, Paris et Genève, 1907, in-8), Annexe 23, p. LV-LVII.
- T. II, p. 131, l. 7. *Ajoutez* : — Voyez son mémoire intitulé : *Relations diplomatiques de Genève avec la France : Henri IV et les*

- députés de Genève Chevalier et Chapeaurouge. dans M. D. G., t. XXV, p. 293 et suiv. : tiré à part, Genève et Paris, 1901, in-8.
- T. II, p. 432, l. 30. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *Histoire de l'Université de Genève*. [T. I.] *L'Académie de Calvin, 1559-1798* (Genève, 1900, in-4), p. 242 et suiv.
- T. II, p. 479, l. 17. Ajoutez : — Fragment (p. 187-213) de son ouvrage intitulé : *L'Etat chrétien calviniste à Genève au temps de Théodore de Bèze*, Genève, 1902, in-8 (Thèse de doctoral présentée à la Faculté de théologie de Genève).
- T. II, p. 316, l. 27. Ajoutez : — Fragment (p. 138-150) de son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906).
- T. II, p. 318, l. 27. Ajoutez : — Fragment (p. 195-237) de son ouvrage intitulé : *Un médecin du XVIII<sup>me</sup> siècle : Théodore Tronchin (1709-1781)*, Paris et Genève, 1906, in-8.
- T. II, p. 319, l. 48. Ajoutez : — Impr., sous le même titre. Genève, 1909, in-8, 20 p. (Mémoire publié à l'occasion du jubilé de l'Université de Genève).
- T. II, p. 322, l. 20. Au lieu de : *Histoire de Genève au temps de l'Escalade*, lisez : *Histoire de Genève à l'époque de l'Escalade, 1597-1603*, Genève, 1902, in-8.
- T. II, p. 322, l. 21. Ajoutez : — Voyez la publication intitulée : *Les anciennes maisons de Genève ; relevés photographiques de Fréd. Boissonnas exécutés sous la direction de J. Mayor, Max van Berchem et Camille Martin*, 1<sup>re</sup> et 2<sup>me</sup> séries, 1897-1905, Genève, 2 vol. in-4, pl.
- T. II, p. 322, l. 33. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906), p. 189-203, et son article intitulé : *L'activité poétique et diplomatique de Joseph Du Chesne, sieur de la Violette (1546-1609)*, impr. ci-après, t. III, p. 290-311.
- T. II, p. 323, l. 26. Ajoutez : — Voyez le *Récit de la délivrance de Genève le douzième jour du mois de décembre 1602*, par S. G. S., dans l'ouvrage intitulé : *Escalade, 1602-1902*, par Du Bois-Melly et Alfred Cartier (Genève, 1902, in-4), p. 5-33.
- T. II, p. 344, l. 46. Ajoutez : — Voyez l'ouvrage intitulé : *Documents sur l'Escalade de Genève tirés des archives de Simancas, Turin, Milan, Rome, Paris et Londres, 1598-1603*, publiés par la Société d'histoire et d'archéologie de Genève (Genève, 1903, in-8), p. 303-307.

- T. II, p. 350, l. 14. Ajoutez : — Fragment (p. 269-314) de son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVII<sup>me</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906).
- T. II, p. 373, l. 23. Ajoutez : — Voyez son mémoire intitulé : *Essai sur la chronologie en usage dans les chartes du diocèse de Genève au XII<sup>me</sup> siècle (1078-1206)*, dans M. D. G., t. XXXI, p. 145 à 206 (tiré à part, Genève, 1908, in-8), et sa *Note sur l'indiction, l'épacte et le concurrent dans les chartes du diocèse de Genève au XII<sup>me</sup> siècle*, *ibid.*, p. 343 et suiv.
- T. II, p. 374, l. 24. Ajoutez : — Impr. sous le titre de : *Un épisode de la Révolution : Échange de la princesse Marie-Thérèse-Charlotte, fille de Louis XVI, contre les prisonniers français détenus en Autriche*, dans la *Revue bleue*, 5<sup>me</sup> série, t. IV (1905), p. 234-238 et 265-269.
- T. II, p. 375, l. 20. Ajoutez : — Impr. ci-après, t. III, p. 385-404.
- T. II, p. 381, l. 29. Ajoutez : — Impr., sous le même titre, Genève, 1904, in-16, 13 p.
- T. II, p. 383, l. 23. Ajoutez : — Voyez l'Introduction de son ouvrage intitulé : *Correspondance de Roland Dupré, second résident de France à Genève, 1680-1688* (M. D. G., t. XXIX, 1906), p. I-XLIX.
- T. II, p. 384, l. 16. Ajoutez : — Fragment (p. 315-369) de son ouvrage intitulé : *La médecine à Genève jusqu'à la fin du XVIII<sup>me</sup> siècle* (M. D. G., t. XXX, 1906).
- T. II, p. 428, après la l. 9. Ajoutez : — Liste des publications relatives aux sciences historiques faites par les membres de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève de 1890 à 1900, p. 223.
- T. III, p. 8, l. 15. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *L'ancienne Genève, 1535-1798; fragments historiques*, (Genève, 1909, pet. in-8), p. 37-47.
- T. III, p. 10, l. 21. Ajoutez : — Voyez son mémoire intitulé : *Les institutions municipales de Genève au XV<sup>me</sup> siècle*, dans M. D. G., t. XXXII, livr. 1 (1912), p. 114 et suiv.; tiré à part, Genève, 1912, in-8.
- T. III, p. 11, l. 2. Ajoutez : — Voyez son opuscule intitulé : *Observations archéologiques sur l'emplacement de l'Église de Saint-Gervais avant le christianisme et pendant les premiers siècles de celui-ci*, Genève, 1905, in-8, 33 p., fig.
- T. III, p. 11, l. 26. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé *La Municipalité de Genève pendant la domination française. Extraits de ses registres et de sa correspondance*, (Genève et Paris, 1910, 2 vol. gr. in-8). p. LXXX-LXXXVIII.

- T. III, p. 15, l. 30, et p. 18, l. 9. Ajoutez : — Voyez son article intitulé : *Voyages de J.-A. Turrettini (1691-1693), d'après une correspondance inédite*, dans les *Séances et travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 67<sup>me</sup> année (1907), nouv. série, t. LXVII, p. 384 et suiv.
- T. III, p. 16, l. 18. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *The XI<sup>th</sup> dynasty temple at Deir el-Bahari*, Londres, 1907-1913, 3 vol. in-4, pl. (28<sup>th</sup>, 30<sup>th</sup>, 32<sup>th</sup> *Memoirs of the Egypt Exploration Fund*).
- T. III, p. 18, l. 9. — Voyez : Addendum ci-dessus à t. III, p. 15, l. 30.
- T. III, p. 18, l. 29. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève* (Genève, [1910], in-fol.), p. 32 et suiv.
- T. III, p. 19, l. 6. Ajoutez : — Voyez *Ibid.*, p. 147 et suiv.
- T. III, p. 20, l. 2. Ajoutez : — Impr., sous le titre de : *Les ascendants savoyards de Madame de Staël*, dans *XVII<sup>me</sup> Congrès des Sociétés savantes de Savoie tenu à Aix-les-Bains, les 25, 26, 27 septembre 1905*, p. 289-297 ; tiré à part, Chambéry, 1906, in-8, 8 p. et tableau général.
- T. III, p. 20, l. 31. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *Basile Ier, empereur de Byzance (867-886) et la civilisation byzantine à la fin du IX<sup>me</sup> siècle*, Paris, 1908, in-8 (Thèse de doctorat de l'Université de Paris).
- T. III, p. 22, l. 2. Ajoutez : — Voyez son article intitulé : *De quelques désinences de noms de lieu particulièrement fréquentes dans la Suisse romande et en Savoie*, dans *Romania*, 37<sup>me</sup> année, 1908, p. 1-46. 378-420, 540-569.
- T. III, p. 23, l. 2. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *L'ancienne Genève, 1535-1798 ; fragments historiques*, (Genève, 1909, pet. in-8), p. 49-74.
- T. III, p. 26, l. 32. Ajoutez : — Fragment (p. 552-562) de son mémoire intitulé : *Le commerce et l'industrie à Genève pendant la domination française (1798-1813)*, dans *M. D. G.*, t. XXVIII : tiré à part, Genève et Paris, 1908, in-8.
- T. III, p. 30, l. 25. Ajoutez : — Voyez son ouvrage intitulé : *The XI<sup>th</sup> dynasty temple at Deir el-Bahari*, Londres, 1907-1913. 3 vol. in-4, pl. (28<sup>th</sup>, 30<sup>th</sup>, 32<sup>th</sup> *Memoirs of the Egypt Exploration Fund*).
- T. III, p. 58, l. 22. Au lieu de : Cette communication sera imprimée... lisez : Impr., sous le titre de : *Lettres inédites de Mallet Du Pan à Etienne Dumont (1787-1789)*, dans la *Revue historique*, 33<sup>me</sup> année (1908), t. XCVII, p. 95-121.

- T. III, p. 61, l. 8. *Ajoutez* : — Fragment (t. I, p. 245-256) de son ouvrage intitulé : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603. 1<sup>re</sup> partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert*, Genève et Paris, 1912, 2 vol. in-8.
- T. III, p. 62, l. 3. *Ajoutez* : — Impr. dans M. D. G., t. XXXI, p. 1 et suiv. ; tiré à part, Genève, 1908, in-8. 143 p., fig.
- T. III, p. 64, l. 36. *Ajoutez* : — Voyez l'article publié sous le même titre par E[ugène] D[emole] et P.-Ch. S[træhlin] dans le *Journal des collectionneurs*, p. 205-213 (1906).
- T. III, p. 66, dernière ligne. *Au lieu de* : Cette lettre sera imprimée..., *lisez* : Impr., sous le titre de : *La condamnation de Rousseau à Genève d'après une lettre inédite*, dans les *Annales de la Société J.-J. Rousseau*, t. III (1907), p. 225 et suiv.
- T. III, p. 67, l. 2. *Ajoutez* : les Maritz.
- T. III, p. 69, l. 10-11. *Au lieu de* : Cette communication formera..., *lisez* : Voyez son ouvrage intitulé : *Histoire de l'Université de Genève. [T. II.] L'Académie de Calvin dans l'Université de Napoléon, 1798-1814* (Genève, 1909), in-4, p. 1 et suiv.
- T. III, p. 98, l. 4. *Ajoutez* : — Voyez son ouvrage intitulé : *Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève*, Genève, [1910], in-fol., p. 115 et suiv.
- T. III, p. 101, l. 13-14. *Au lieu de* : Cette communication formera..., *lisez* : Voyez son ouvrage intitulé : *Histoire de l'Université de Genève. [T. II.] L'Académie de Calvin dans l'Université de Napoléon, 1798-1814* (Genève, 1909), in-4, p. 86 et suiv.
- T. III, p. 106, l. 10. *Ajoutez après* : Les Voyages d'un Genevois, Louis Relian.
- T. III, p. 107, l. 23. *Ajoutez* : — Impr., sous le titre de : *Correspondance inédite de Frédéric Soret*, dans la *Revue suisse de numismatique*, t. XVI (1910), p. 62-68 ; tiré à part, s. l. n. d., in-8. 7 p.
- T. III, p. 110, dernière ligne. *Ajoutez* : — Voyez son mémoire intitulé : *Découvertes préhistoriques dans la Dordogne : stratigraphie de deux stations moustériennes*, dans *Le Globe, journal géographique, organe de la Société de géographie de Genève*, t. XLVIII (1909), *Mémoires*, p. 1-34, avec pl.
- T. III, p. 112, l. 18-19. *Au lieu de* : Fragment de l'ouvrage (en préparation)...., *lisez* : Fragment (p. 147-176) de son ouvrage intitulé : *Genève et Charles-Emmanuel (1589-1591)*, Genève, 1909, in-8.
- T. III, p. 138, avant-dernière ligne. *Au lieu de* : Cette communication formera..., *lisez* : Voyez l'Introduction au t. I<sup>er</sup> de son



- ouvrage intitulé : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603. 1re partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert*, Genève et Paris, 1912, 2 vol. in-8.
- T. III, p. 139, l. 20. *Au lieu de* : Fragments d'un mémoire..., *lisez* : Fragments de son mémoire impr. sous le même titre, Lausanne, 1909, in-4, pl.
- T. III, p. 140, l. 16. *Ajoutez après* : évêque de Genève, (Jean de Savoie)... Impr. ci-après, p. 365-384.
- T. III, p. 141, l. 11-12. *Au lieu de* : Fragments d'un mémoire (en préparation)... *lisez* : Fragments (t. I, p. 49 et suiv.) de son ouvrage intitulé : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603. 1re partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert*, Genève et Paris, 1912, 2 vol. in-8.
- T. III, p. 150, l. 32. *Au lieu de* : Ce travail paraîtra..., *lisez* : Impr., sous le titre de : *La question du temple d'Apollon à Genève*, dans *l'Anzeiger für schweiz. Altertumskunde*, Neue Folge, Bd. X, (1908), p. 224-231, fig.
- T. III, p. 167, l. 33-34. — *Au lieu de* : Cette communication formera..., *lisez* : Fragment (t. I, p. 119 et suiv.) de son ouvrage intitulé : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie de 1559 à 1603. 1re partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert*, Genève et Paris, 1912, 2 vol. in-8.
- T. III, p. 168, l. 15. *Ajoutez* : — Voyez l'ouvrage intitulé : *Les affaires de Genève, 1780-1783 : Lettres de Jean Roget (1753-1783), ministre de l'Église de Genève, publiées par les soins de F.-F. Roget*, Genève, 1911, in-8.
- T. III, p. 171, l. 3. *Au lieu de* : Fragment..., *lisez* : Voyez son ouvrage intitulé : *Monasterium Acaunense, études critiques sur les origines de l'abbaye de St-Maurice en Valais*, Fribourg, 1913, gr. in-8.
- T. III, p. 196 : *Ajoutez à la liste des membres effectifs reçus en 1911* : Frédéric Dominici.
- T. III, p. 205, l. 1. *Au lieu de* : vocabulaire, *lisez* : calendrier.
- T. III, p. 206, l. 22-24. *Au lieu de* : Cette communication formera..., *lisez* : Fragment (t. I, p. 257 et suiv.) de son ouvrage intitulé : *La Seigneurie de Genève et la Maison de Savoie, de 1559 à 1603. 1re partie : Le règne d'Emmanuel-Philibert*, Genève et Paris, 2 vol. 1912, in-8.
- T. III, p. 218, l. 22. *Au lieu de* : 1910, *lisez* : 1911.
- T. III, p. 220, l. 31. *Ajoutez* : — Voyez son article intitulé : *Les fouilles sur l'emplacement de la Madeleine-Longemalle à Genève*, dans

- Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XLI, p. 334-355; tiré à part, Genève, 1913, in-8, 27 p., fig.
- T. III, p. 275, l. 35. Ajoutez : — Impr. dans : *Société du Musée historique de la Réformation à Genève, Rapports présentés à l'assemblée générale du 30 avril 1910*, p. 10-11.
- T. III, p. 280, l. 8. Au lieu de : Parattra..., lisez : Impr., sous le titre de : *L'odyssée d'un ami de Madame de Staël, Ferdinand Christin*, dans *Le Correspondant*, 85<sup>me</sup> année (1913), t. CCLII, p. 292-316 et 476-499; réimpr., avec des additions, sous le titre de : *Un ami de Madame de Staël à la prison du Temple, Ferdinand Christin*, dans son ouvrage intitulé : *Suisses hors de Suisse : Au service des rois et de la Révolution* (Paris, 1914, in-8), p. 97-210.
- T. III, p. 280, l. 19. Ajoutez : Voyez *Ville de Genève. Compte rendu de l'administration municipale pendant l'année 1912* (Genève, 1913, gr. in-8), p. 197-198.
- T. III, p. 281, l. 22, et p. 284, l. 26. Ajoutez : — Des fragments en ont paru, sous le titre de : *Journal de Caroline Le Fort*, dans l'ouvrage intitulé : *La Restauration de la république de Genève, 1813-1814. Témoignages de contemporains recueillis par Lucie Achard et Edouard Favre* (Genève, 1913, 2 vol. pet. in-8), t. II, p. 159-234; tiré à part, avec des additions, des notes et un avant-propos par Henri Le Fort, Genève, 1913, in-16, vii-93 p., portrait.
- T. III, p. 286, n. 1. Au lieu de : M. D. G., t. XXVI, lisez : M. D. G., t. XXV.
- T. III, p. 350, l. 12. Ajoutez : — Voyez son mémoire intitulé : *Le théâtre à Genève au XVIII<sup>me</sup> siècle*, dans : *Nos Centénaires*, (Genève, 1914, gr. in-8), p. 493-510.

## TABLE DES MATIÈRES

Le 3<sup>me</sup> volume du *Bulletin* a été publié en 8 livraisons : la 1<sup>re</sup> (p. 1-54) est datée d'octobre 1906, la 2<sup>me</sup> (p. 55-94 et pl. I-V) de juin 1907, la 3<sup>me</sup> (p. 95-134 et pl. VI-IX) de juin 1908, la 4<sup>me</sup> (p. 135-160 et pl. X-XIV) de juin 1909, la 5<sup>me</sup> (p. 161-194) de juin 1910, la 6<sup>me</sup> (p. 195-262) d'octobre 1911, la 7<sup>me</sup> (p. 263-340) d'octobre 1912, la 8<sup>me</sup> (p. 341-466) d'octobre 1913.

|                                                                                                                                                                     |                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| Personnel de la Société.....                                                                                                                                        | 1, 55, 95, 135, 161, 195, 263, 341    |
| Mémoires, rapports, etc., présentés à la Société.                                                                                                                   | 8, 57, 98, 137, 166<br>206, 272, 347. |
| Faits divers.....                                                                                                                                                   | 31, 69, 112, 141, 174, 225, 287, 362  |
| Ouvrages reçus par la Société.                                                                                                                                      | 33, 79, 113, 142, 177, 228, 289, 363  |
|                                                                                                                                                                     |                                       |
| Lettre du pape Clément VII à Pierre de la Beaume, évêque de Genève<br>[29 octobre 1525], publiée par Eugène RITTER .....                                            | 35                                    |
| Le testament de Jean-Jacques Rousseau (février 1763), par Théophile<br>DUFOUR.....                                                                                  | 39                                    |
| Liste des Sociétés dont les publications ont été et continueront à être<br>remises par la Société à la Bibliothèque publique et universitaire.                      | 72                                    |
| Notice sur quelques sépultures découvertes à Cessy, près Gex. et sur<br>les tombes en dalles dans le canton de Genève (avec 5 planches),<br>par Alfred CARTIER.. .. | 81                                    |
| Note sur quelques registres provenant de la chancellerie de l'évêché<br>d'Annecy, par Max BRUCHET.....                                                              | 115                                   |
| Mélanges d'archéologie genevoise, I (avec 4 planches), par Camille<br>MARTIN.....                                                                                   | 117                                   |
| La chapelle des Florentins .....                                                                                                                                    | 117                                   |
| Le mur dit des Réformateurs .....                                                                                                                                   | 129                                   |
| Mélanges d'archéologie genevoise, II (avec 5 planches), par Camille<br>MARTIN.....                                                                                  | 143                                   |
| Les projets de reconstruction de la façade de St-Pierre au<br>XVIII <sup>e</sup> siècle.....                                                                        | 143                                   |

|                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Lettre des Syndics de la Ville de Genève aux Lyonnais (1426), publiée par Louis CAILLET.....                                                                   | 157 |
| Inventaire des <del>manuscrits</del> Dufour-Vernes, appartenant à la Société d'histoire et d'archéologie, par Henry DEONNA.....                                | 178 |
| Note additionnelle [sur les manuscrits généalogiques ou héraldiques de la Société d'histoire et d'archéologie].....                                            | 181 |
| Note sur une sentence rendue en 1440 par l'Official de Genève, en faveur des chapelains de la chapelle de la Vierge Marie, par Louis CAILLET.....              | 183 |
| Une députation du Conseil provisoire de Genève auprès de Monsieur, frère du Roi, à Lyon, en septembre 1814, par Edouard CHA-<br>RUISAT.....                    | 184 |
| Un épisode des relations de Voltaire avec Genève. L'esclandre du samedi 16 juin 1770 à la porte de Cornavin, par Paul-Louis LADAME.....                        | 230 |
| L'activité poétique et diplomatique de Joseph Du Chesne, sieur la Violette (1546-1609), par le Docteur Léon GAUTIER.....                                       | 290 |
| Le premier lieu de culte public des « Evangéliques » à Genève, par Victor VAN BERCHEM.....                                                                     | 312 |
| Le pèlerinage d'un évêque de Genève (Jean-Louis de Savoie), en 1480, par Victor VAN BERCHEM.....                                                               | 365 |
| La mission du conseiller Jean Malliet en Angleterre (1582-1583), par Lucien CRAMER.....                                                                        | 385 |
| Lettres inédites de Voltaire, publiées par Albert CHOISY.....                                                                                                  | 405 |
| Les troubles de Genève en 1781 et 1782. Extraits des papiers de Perrinet Des Franches, conservées aux Archives Nationales de France, par Hippolyte AUBERT..... | 418 |
| Liste des membres de la Société au 15 février 1914.....                                                                                                        | 442 |
| Membres effectifs.....                                                                                                                                         | 442 |
| Membres correspondants.....                                                                                                                                    | 450 |
| Liste des Sociétés correspondantes.....                                                                                                                        | 451 |
| Additions et corrections aux tomes I, II et III du <i>Bulletin</i> .....                                                                                       | 457 |













PRINCETON U.



32101 076197225

